



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°06 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Réforme fiscale Budget 2017: - rapport de la Commission des Finances et du Budget - exposé du Ministre des Finances Offre scolaire du Lycée Michel Lucius	p. 191 p. 215 p. 219 p. 153	Sommaire des séances publiques n°s 13 à 17 Sommaire des questions parlementaires	p. 226 p. Q113	13 <sup>e</sup> séance 14 <sup>e</sup> séance 15 <sup>e</sup> séance 16 <sup>e</sup> séance 17 <sup>e</sup> séance	Mardi 13 décembre 2016 Mercredi 14 décembre 2016 Mercredi 14 décembre 2016 Mardi 20 décembre 2016 Mercredi 21 décembre 2016
---	--------------------------------------	---	-------------------	--	---

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



## Présentation du rapport de l'Ombudsman

La médiatrice, Mme Lydie Err, a présenté le rapport d'activité de l'Ombudsman pour l'année 2016 - son dernier rapport avant son départ à la retraite - à l'ensemble des députés le 2 mars 2017.

### Un chapitre entier dédié aux demandeurs de protection internationale

En tout, 856 réclamations ont été introduites auprès de la médiatrice au cours de l'année 2016. Un grand nombre de réclamations - 235, soit trois fois plus qu'en 2015 - ont été introduites par des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale. D'où la raison d'avoir consacré pour la première fois un chapitre entier du rapport aux problèmes qu'ils rencontrent en relation avec les administrations, a expliqué Mme Lydie Err.

Dans son rapport, la médiatrice a suggéré aux différentes administrations et aux communes de mieux intégrer les demandeurs de protection internationale notamment à travers des cours de langues ou d'autres activités culturelles ou sportives.

### Une réforme de la loi de l'Ombudsman

Dans son dernier rapport, Mme Lydie Err souligne également la nécessité de réformer la loi sur l'Ombudsman afin de clarifier le rôle et les compétences de celui-ci. Elle suggère par

exemple de changer le nom de l'institution du «Médiateur» du Grand-Duché de Luxembourg en «Ombudsman» et d'inscrire plus spécifiquement dans la loi que la protection des droits de l'homme fait partie de ses missions.

Elle souhaite également ancrer l'Ombudsman dans la Constitution, une proposition qui a été retenue dans la dernière version du texte pour une nouvelle Constitution.

En conclusion, Mme Err recommande «un changement des mentalités» au sein de la fonction publique afin d'avoir un contact plus respectueux et plus personnel avec les citoyens.

### Désignation d'un nouvel Ombudsman

Mme Lydie Err quittera son poste au 23 avril 2017. À cette date, elle aura atteint l'âge limite de 68 ans fixé par la loi. Exerçant cette fonction depuis 2011, elle ne pourra donc pas terminer le mandat non renouvelable dont la durée maximale est fixée à huit ans. La désignation d'un nouveau médiateur est en cours, un vote en séance plénière étant prévu en mars.

### Quel est le rôle de l'Ombudsman?

Depuis sa création en 2003, le médiateur, appelé aussi Ombudsman, est rattaché à la Chambre des Députés. L'Ombudsman est pourtant une instance indépendante. Sa fonc-



(de gauche à droite) M. Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions, Mme Lydie Err, médiatrice, et M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés

tion est définie comme celle d'un délégué du peuple qui analyse les doléances du citoyen dans ses relations avec l'administration, aplanit

les différends et soumet au Parlement des suggestions de réforme ainsi que des rapports concernant ses activités.

## Un échange de vues sur la transparence fiscale



Rencontre entre députés luxembourgeois et européens

Les suites des révélations des «Panama Papers» étaient au cœur d'un échange de vues de députés membres de la Commission des Finances et du Budget avec des membres de la Commission d'enquête du Parlement européen.

Celle-ci est chargée d'examiner les allégations d'infraction et de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union européenne en matière de blanchiment de capitaux, d'évasion fiscale et de fraude fiscale (PANA).

Partant du constat que quelque 15.000 des plus de 200.000 sociétés offshore du cabinet panaméen Mossack Fonseca avaient été gérées depuis le Luxembourg, les députés européens ont posé des questions à leurs homologues luxembourgeois concernant leur activité législative et de contrôle suite à ces révélations.

### Un changement de paradigme

Les membres de la Commission des Finances et du Budget ont exposé les efforts entrepris afin de légiférer en faveur d'une plus grande transparence fiscale et contre le blanchiment d'argent.

Ils ont énuméré toute une série d'actions entreprises pour transposer des directives européennes en la matière voire même les anticiper. Ils ont souligné que la législation luxembourgeoise est actuellement conforme au cadre juridique international. «Le Luxembourg a connu un changement de paradigme pour aller vers la transparence fiscale», a expliqué le Président de la commission parlementaire, M. Eugène Berger.

À la suite des révélations des «Panama Papers», les députés luxembourgeois avaient pris l'initiative d'interroger des représentants de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) ainsi que le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, sur l'implication du Luxembourg.

Présidence du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

## Les citoyens au cœur de la Grande Région

«Remettre les soucis des citoyens aux mains des organes de la Grande Région», c'est l'objectif annoncé pour la présidence du Conseil parlementaire interrégional (CPI) que la Chambre des Députés assure en 2017 et 2018. Un des moyens pour y arriver consistera à réunir tous les acteurs de la Grande Région autour d'une table et à créer des synergies et davantage de liens avec le sommet de la Grande Région, mais également avec les partenaires sociaux et le Comité économique et social de la Grande Région.

Une première entrevue dans ce sens a eu lieu le 14 février 2017 avec M. Jean-Claude Bernardini, membre du bureau exécutif de l'OGB-L et président du Conseil syndical interrégional de la Grande Région (CSIGR) qui associe les syndicats du Luxembourg, de la Wallonie et de la communauté germanophone belge, de

la région Grand Est, de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat.

«Nous cherchons des solutions concrètes pour les citoyens», a annoncé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. Parmi les priorités de la présidence du CPI figurent des solutions pour des logements plus abordables, l'éducation à la citoyenneté, l'imposition des frontaliers, la mobilité en général et les questions liées à l'introduction des péages sur les autoroutes allemandes.

Les membres du CPI se réunissent deux fois par an en séance plénière - les séances 2017 sont prévues le 2 juin et le 1<sup>er</sup> décembre - pour discuter de sujets en relation avec la coopération transfrontalière et adopter des recommandations qui sont soumises aux responsables gouvernementaux ou de l'exécutif des régions compétentes.

(de gauche à droite) M. Roger Negri, M. Jean-Claude Bernardini, M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Frieseisen et Mme Tania Tennina



Session d'hiver de l'APOSCE à Vienne

## Augmenter la confiance et la sécurité par le biais de la coopération multilatérale



(de gauche à droite) M. Léon Gloden, M. Eugène Berger, Mme Josée Lorsché, M. Jean-Marie Halsdorf

Organisée chaque année en février dans le centre de congrès de la «Hofburg» à Vienne, la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) est une occasion régulière pour procéder à des échanges entre l'Assemblée parlementaire et les représentants de l'exécutif de l'OSCE.

Plus de 250 parlementaires de 57 pays ont participé à l'édition 2017 les 23 et 24 février.

L'Autriche assurant la présidence tournante de l'OSCE en 2017, le Ministre des Affaires étrangères, M. Sebastian Kurz, a présenté ses priorités.

Selon lui, la coopération multilatérale est la seule option pour augmenter la sécurité dans l'espace commun.

Au vu d'une situation internationale difficile, marquée par la présence de conflits et d'actes de terrorisme, par la recrudescence du nationalisme, par un manque de confiance entre États et par la perte

du sentiment de sécurité parmi les populations, l'OSCE se concentrera, sous la présidence autrichienne, sur trois priorités: l'augmentation de la sécurité coopérative en misant sur la prévention de conflits, l'augmentation de la sécurité intérieure en luttant contre le terrorisme et le radicalisme, ainsi que l'augmentation de la confiance entre États par le biais de l'OSCE.

Au cours des réunions des trois commissions concernées de l'Assemblée parlementaire, les ambassadeurs présidant les commissions respectives du côté de l'exécutif ont présenté leurs vues. Les présentations étaient suivies par des débats avec les parlementaires.

Un débat spécial sur la protection des droits de l'homme en temps de crise a clôturé la session.

La Chambre des Députés était représentée par M. Eugène Berger, Mme Josée Lorsché, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Léon Gloden.

Sommet des Commissions parlementaires des Affaires étrangères à Pristina (Kosovo)

## Processus d'adhésion à l'UE: efforts à fournir par les pays des Balkans de l'Ouest



Quelles sont les perspectives d'adhésion à l'Union européenne (UE) et à d'autres organisations euro-atlantiques pour les pays des Balkans de l'Ouest?

Tel était le sujet phare d'une conférence organisée par le Parlement de la République du Kosovo du 19 au 22 février 2017 à Pristina.

Une réponse très claire a été donnée par la représentante spéciale de l'Union européenne, Mme Nataliya

Apostolova. Des instruments ont été créés et l'adhésion se fait selon un processus demandant aux pays de la région de mettre en œuvre d'importantes réformes.

Par ailleurs, l'adhésion ne sera pas possible si les pays candidats ne disposent pas d'accords sur la démarcation des frontières avec leurs pays voisins, une tâche qui est prise au sérieux selon les représentants du Gouvernement kosovar.

L'importance d'une perspective d'intégration des pays des Balkans de l'Ouest à l'Union européenne a été soulignée par les signataires de la déclaration finale, l'intégration européenne étant vue comme garantie pour la paix, la prospérité, la stabilité et la sécurité dans cette région.

La crise migratoire et la lutte contre le terrorisme et la radicalisation étaient d'autres sujets débattus au cours de la conférence.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Anne Brasseur, Présidente de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

Mme Brasseur a notamment présenté la campagne de l'APCE contre le discours de haine qui, souvent, est le premier signe d'une radicalisation.

Mme Anne Brasseur

## Un échange sur les risques pour le Luxembourg

Les députés de la Commission des Finances et du Budget ont reçu le 28 février 2017 une délégation du Fonds monétaire international (FMI) pour un échange sur la situation économique et financière du Luxembourg. L'entrevue a été organisée en vue d'un rapport que le FMI élabore tous les ans sur tous les pays membres. Ces rapports se basent sur une consultation des acteurs politiques et économiques sur place.

Les discussions ont porté sur la croissance relativement forte du Luxembourg par rapport aux autres pays européens et les éventuels risques futurs, liés notamment aux changements des règles fiscales au niveau international, au Brexit ainsi qu'aux incertitudes politiques suite aux changements en cours aux États-Unis ou aux élections à venir dans plusieurs pays clés membres de l'Union européenne qui pourraient créer un environnement moins favorable pour l'économie luxembourgeoise.

Plus généralement, les experts du FMI ont estimé que le Luxembourg dispose d'«un système assez robuste» pour pouvoir faire face à un éventuel risque systémique et ont invité les décideurs à «continuer sur la route engagée».

Les députés se sont montrés confiants dans leurs réponses aux questions de la délégation surtout en ce qui concerne l'évolution de la place financière, de sa régulation et de son ouverture vers une plus grande transparence.

L'échange a également porté sur la situation des finances publiques et plus particulièrement sur l'impact de la réforme fiscale qui reste encore assez imprécis, selon les représentants du FMI. Les experts du FMI ont également attiré l'attention sur un problème considéré comme structurel concernant la situation de l'immobilier et le manque généralisé de logements.



Entrevue des membres de la Commission des Finances et du Budget avec une délégation du Fonds monétaire international

## Journée internationale des maladies rares à la Chambre



À l'occasion de la Journée internationale des maladies rares le 28 février 2017, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu les représentants de l'association sans but lucratif «ALAN - Maladies rares Luxembourg». Il a assuré son soutien pour atteindre leur objectif principal qui consiste à augmenter la qualité de vie des milliers de personnes atteintes d'une maladie rare au Luxembourg ainsi que de leurs proches.

Lors de la rencontre, les membres de l'ALAN, souvent atteints eux-mêmes d'une maladie rare, ont témoigné des difficultés qu'ils rencontrent dans leur quotidien, que ce soit pour accéder à un lieu public quand leur mobilité est réduite ou continuer à participer à la vie sociale et active malgré leur maladie.

Actuellement, l'association parti-

cipe à l'élaboration d'un «Plan national pour maladies rares» qui devrait garantir aux malades une égalité d'accès au diagnostic, au traitement et aux soins et qui devrait pallier aux multiples lacunes du système de santé et de sécurité sociale en termes de prise en charge des personnes concernées. M. Di Bartolomeo a encouragé l'association dans cette démarche.

Les membres de l'ALAN ont également remis un exemplaire de leur nouveau livre illustré «Esou sinn ech» au Président de la Chambre des Députés qui a salué leurs efforts de sensibilisation. «Grâce au contact régulier avec vous et grâce à votre engagement, j'ai compris que les maladies rares sont certes rares, mais qu'il y en a beaucoup et qu'un grand nombre de personnes est touché», a-t-il conclu.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rencontré les représentants de l'ALAN.

## La parole aux jeunes



Les membres du Parlement des jeunes ont échangé leurs vues avec les représentants politiques.

Les députés membres de la Conférence des Présidents et de plusieurs commissions parlementaires (Affaires étrangères, Agriculture, Économie et Famille) ont eu, le 3 mars 2017, un échange de vues avec une délégation composée d'une quarantaine de membres du «Parlement des jeunes».

Ceux-ci ont présenté aux députés les résolutions qu'ils avaient adoptées lors de leur plénière en février et portant sur:

- la troisième révolution industrielle et l'étude Rifkin,
- le gaspillage alimentaire,

- la situation des sans-abri,
- le Brexit,
- le traité de Schengen,
- l'intégration des personnes ayant un handicap et
- la situation des réfugiés.

### Qu'est-ce que le Parlement des jeunes?

Le Parlement des jeunes est une plate-forme où chaque jeune a l'occasion de discuter et de débattre ensemble avec d'autres jeunes des sujets qui les intéressent et qui

touchent leur quotidien. Un des objectifs est de rapprocher les jeunes et le monde politique à travers l'élaboration d'avis et de résolutions qui sont transmis régulièrement à la Chambre des Députés.

## Visitt vum Service „Urgences“ am Centre Ulysse



Wéi liewen d'Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, isoléiert oder aarm sinn, a wat sinn hir Suer-gen?

D'Membere vun der Familljekommissioun hunn zesumme mat der Familljeministesche Corinne Cahen mat Leit am Centre Ulysse geschwat a mat hinne giess.

De Service „Urgences“ am Centre Ulysse fir Sans-abrien zu Bouneweeg ass d'ganz Joer op a proposéiert am ganze 65 Better, déi bal ëmmer beleucht sinn.

Nieft dem Hebergement kënnen sech d'Sans-abrien och iwwert den Dag an der „Téistuff“ ophalen. Do hu si och d'Méiglechkeet, sech vum Personal beroden ze loossen.

## Mars Di Bartolomeo à la maison médicale d'Esch-sur-Alzette

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, s'est rendu le 15 février 2017 à la maison médicale d'Esch-sur-Alzette, afin de se faire une idée sur place du fonctionnement.

Installées depuis fin 2008 dans trois villes du pays - Luxembourg, Esch-sur-Alzette et Ettelbruck - les maisons médicales ont trouvé leur place dans le système de santé au Luxembourg.

Depuis 2009, 281.542 patients ont ainsi pu être aidés par une maison médicale.

Le coordinateur Dr Fred Lech a expliqué que la maison médicale fonctionne comme un cabinet de médecine générale au-delà des heures

d'ouverture des cabinets des médecins de famille.

Y sont traités les problèmes de santé qui ne constituent pas une urgence médicale.

Selon le Dr Lech, l'expérience avec les maisons médicales est globalement positive. Vu le succès de cette offre, un renforcement du volet organisationnel s'imposerait et les locaux devraient être adaptés à l'évolution du nombre de patients.

Aussi faudrait-il revoir en premier lieu l'implantation de la maison médicale de la capitale, surtout suite à la réorganisation du service d'urgence des cliniques de la région centre.



(de gauche à droite) Dr Fred Lech, M. Mars Di Bartolomeo, Dr Frank Kirsch

## Des députés visitent l'ancien Cloître Saint-François



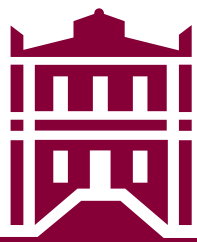
L'ancien couvent des Dominicains, devenu au fil des siècles la Clinique Saint-François, a fait l'objet d'importants travaux de transformation, depuis son rachat par un groupe d'investisseurs à la Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-François d'Assise.

C'est ce que les membres de la Commission de la Culture ont pu constater lors d'une visite sur place réalisée le 3 mars 2017.

Des fouilles archéologiques, menées par le Centre national de recherche archéologique, ont permis de révéler d'importantes découvertes scientifiques, entre autres, un ancien mur appartenant à un «burgus» primitif remontant au 7<sup>e</sup>/8<sup>e</sup> siècle. Cette enceinte sera à l'origine de la basse-cour du château après 963. S'y ajoutent plusieurs maisons datant entre le 13<sup>e</sup> et le 16<sup>e</sup> siècle. Le cloître a été construit par les Dominicains entre 1630 et 1687. Au 19<sup>e</sup> siècle, les bâtiments ont accueilli la première clinique ophtalmologique de la ville pour devenir la Clinique Saint-François.

Les travaux, visant à transformer cet ensemble historique en un complexe résidentiel, ont été menés en étroite collaboration avec le Service des sites et monuments nationaux et le Fonds de rénovation de la Vieille Ville, afin de réaliser cette transformation dans le respect et la conservation des éléments historiques.

Les membres de la Commission de la Culture ont visité les travaux de rénovation de l'ancien Cloître Saint-François.



### Bateaux de plaisance et véhicules nautiques

#### 6902 - Projet de loi relatif aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques

Le but du présent projet de loi est de transposer en droit national la directive 2013/53/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 relative aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques à moteur et abrogeant la directive 94/25/CE qui a été transposée par le règlement grand-ducal modifié du 8 septembre 1997.

La nouvelle directive 2013/53/UE, de type «nouvelle approche», tient compte des dernières avancées technologiques, notamment en matière d'exigences environnementales. Par souci de clarté, le législateur européen a jugé bon de présenter un nouveau texte, abrogeant la directive 94/25/CE.

Pour assurer la cohérence avec d'autres législations sectorielles sur les produits, certaines dispositions de la future loi ont été alignées sur le cadre légal de l'Union européenne trouvant sa base dans le règlement (CE) n°765/2008 du

Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, et la décision n°768/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits.

La future loi harmonise également les obligations des importateurs privés en ce qui concerne l'évaluation de conformité après construction pour des produits importés depuis des pays tiers.

À noter que l'obligation d'apposer le marquage CE est étendue à tous les moteurs in-bord et aux moteurs à embase arrière sans échappement intégré qui sont considérés comme conformes aux exigences essentielles énoncées dans la présente loi. En apposant le marquage CE sur un produit, le fabricant déclare que celui-ci est conforme à toutes les exigences applicables et qu'il en assume l'entière responsabilité.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

### Équipements marins

#### 6981 - Projet de loi relatif aux équipements marins

Ce projet de loi transpose la directive 2014/90/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 relative aux équipements marins et abrogeant la directive 96/98/CE du Conseil.

Les standards et normes d'évaluation de la conformité des équipements marins sont développés et mis à jour par l'Organisation maritime internationale. Il s'agit d'instruments internationaux qui prennent la forme de codes, résolutions et circulaires. Les navires ne répondent aux exigences posées par les conventions internationales et la législation européenne que si eux-mêmes et leurs équipements sont conformes à ces standards.

Les États du pavillon ont comme obligations corrélatives de s'assurer que les équipements mis à bord des navires soient conformes aux exigences relatives à leur conception, construction et performance et d'émettre les certificats requis.

Néanmoins, ces instruments internationaux laissent une marge d'appréciation aux États du pavillon. De surcroît, certains standards et normes n'ont pu être adoptés que sous la forme d'instrument sans force contraignante. Ces deux facteurs favorisent la création d'une distorsion de concurrence entre navires battant des pavillons différents, même au sein de l'Union européenne. Cette situation était à l'origine de la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins qui visait à harmoniser ce marché. L'Union européenne est ainsi la deuxième source de normes et standards d'évaluation de la conformité concernant les équipements marins.

Cette intervention de l'Union européenne a également assuré une sécurité juridique en per-

mettant la reconnaissance mutuelle des certificats de conformité émis par les États membres et donc de supprimer des contrôles additionnels créant des barrières administratives à la libre circulation des marchandises.

Depuis 1996, la directive 96/98/CE a connu plusieurs amendements et modifications, justifiant sa réécriture intégrale par la directive 2014/90/UE qui corrige également les défauts de la première qui subsistaient principalement au niveau des quatre points suivants:

1. l'identification des critères techniques et des standards d'évaluation,
2. la qualité des organismes notifiés,
3. la surveillance du marché et
4. la procédure de sauvegarde.

La transposition opérée tient compte de certaines spécificités du milieu maritime. Ainsi, les équipements marins sont en général intégrés au navire lors de leur construction ou de leur réparation sans passer par le marché luxembourgeois. Par ailleurs, parallèlement à toute surveillance du marché, le Commissaire aux affaires maritimes doit veiller à ce que les navires battant pavillon luxembourgeois remplissent leurs obligations en matière de sécurité, de sûreté, de protection de l'environnement marin et de la santé en mer. Il a donc pouvoir pour contrôler l'état du navire. En pratique, des organismes agréés peuvent être mandatés pour se rendre à bord. Ces organismes vérifient la conformité des équipements marins à bord et il en résulte qu'ils effectuent une partie de la surveillance du marché.

Le projet de loi prévoit donc une collaboration entre l'ILNAS et le Commissaire aux affaires maritimes.

À noter que le projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.11.2015

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

22.09.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'amendements parlementaires

10.11.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

17.11.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°268, page 4771

### Explosifs à usage civil

#### 6965 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil

Ce projet de loi a pour objet de transposer dans le droit luxembourgeois la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil.

La directive à transposer fait partie d'un paquet législatif qui vise à aligner le texte de huit directives «produits» sur le nouveau cadre législatif adopté en 2008 dans le but de renforcer et d'améliorer les règles et aspects pratiques relatifs à la commercialisation des produits.

Trois autorités sont concernées par ce dispositif: l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de

l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS), l'Inspection du travail et des mines (ITM) et le Ministère de la Justice.

Le texte ne vise pas les articles pyrotechniques, ni les explosifs et munitions employés par l'armée et les forces de l'ordre, ni la surveillance du marché des munitions; seulement le transfert de munitions est visé.

Au regard des nombreuses modifications à apporter à la réglementation existante pour la transposition de la directive 2014/28/UE, il a été jugé préférable, pour des raisons de simplification et de lisibilité du texte, de remplacer le règlement grand-ducal du 24 novembre 2005 relatif à la mise sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil, tel que modifié, par un texte nouveau.

La future loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 21.04.2016

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

13.10.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

17.11.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

01.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°268, page 4751

### Réforme fiscale

#### 7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embaufrage de chômeurs;

- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

\* la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

\* la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);

\* la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;

\* la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

\* la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- du Code pénal;

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 07.03.2016

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

21.07.2016 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'amendements parlementaires

17.11.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

01.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°268, page 4727



- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;

- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;

- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;

- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines;

- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;

- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

1. Modifications au niveau de la fiscalité des personnes physiques

- Renforcement du pouvoir d'achat

Parmi les grandes priorités de cette réforme fiscale figure l'ambition de rendre la fiscalité luxembourgeoise plus équitable et de renforcer de manière ciblée le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes et des classes moyennes. Le Gouvernement entend atteindre cet objectif inter alia par une révision du barème d'imposition et par l'abolition de l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire conformément aux annonces faites au moment d'introduction dudit impôt.

En ce qui concerne la révision du barème d'imposition, il est notamment procédé dans un souci d'équité sociale, d'une part, à une adaptation des taux d'imposition, et d'autre part, à un élargissement des tranches d'imposition. Ceci devrait réduire considérablement la charge fiscale des ménages modestes et des classes moyennes et, par conséquent, permettre de redresser le phénomène du «Mittelstandsböckel».

Afin de ralentir la progressivité du barème, la classe d'impôt 1 repose dorénavant sur 23 tranches. Le premier échelon exempté d'impôt s'applique à la tranche allant jusqu'à un revenu de 11.265 euros. A partir de cette tranche, les échelons suivants ont une amplitude de 1.872 euros et leur taux d'imposition augmente d'un point de pourcentage entre 8% et 12% jusqu'à un revenu imposable de 20.625 euros. A partir de cet échelon, l'imposition des tranches progresse linéairement de deux points de pourcentage jusqu'à un revenu de 45.897 euros (38%) avec une amplitude de 1.944 euros par tranche. Le taux d'imposition de 39% s'applique à la tranche de revenu imposable comprise entre 45.897 euros et 100.002 euros. Enfin, le revenu imposable compris entre 100.002 euros et 150.000 euros est imposé à 40%.

De plus, dans un esprit de solidarité, ceux disposant des revenus les plus importants seront amenés à contribuer davantage par l'introduction de nouvelles tranches d'imposition de 41% à partir d'un revenu annuel de 150.000 euros, et de 42% à partir d'un revenu de 200.004 euros.

Ces adaptations sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

La même philosophie est aussi retenue pour l'adaptation du barème de la classe d'impôt 1a. En effet, le projet de loi vise à limiter la progressivité du barème par une nouvelle limitation du taux marginal. Afin de rapprocher la progressivité de l'impôt de la classe 1a de celle

en classe 1, il est ajouté une limitation restreignant le taux marginal à un maximum de 39% pour les revenus imposables inférieurs à 100.002 euros, à 40% pour les revenus entre 100.002 euros et 150.000 euros, à 41% pour les revenus entre 150.000 euros et 200.004 euros, et à 42% pour la tranche dépassant le revenu de 200.004 euros.

Par ailleurs, le paquet de la réforme fiscale contient également une mesure qui vise à renforcer le pouvoir d'achat des quelque 60.000 bénéficiaires des chèques-repas au Luxembourg. La plupart des employeurs allouent des chèques-repas d'une valeur faciale de 8,40 euros avec ou sans participation personnelle des salariés de 2,80 euros. Étant donné que la valeur faciale du chèque-repas n'a pas été significativement révisée depuis 1994, le Gouvernement propose de l'augmenter par voie d'un règlement grand-ducal de 8,40 euros à 10,80 euros.

- Une approche sélective

Le projet de loi adapte également les montants des crédits d'impôt. En effet, le crédit d'impôt pour salariés (CIS), le crédit d'impôt pour pensionnés (CIP) et le crédit d'impôt pour indépendants (CII) sont tous revus à la hausse de manière ciblée. Dans l'esprit d'une sélectivité sociale, le projet de loi sous rubrique introduira une progressivité du montant alloué en fonction du revenu du contribuable. Ainsi, les deux crédits d'impôt seront doublés de 300 euros à 600 euros pour les revenus se situant entre 11.266 euros et 40.000 euros. Puis le crédit d'impôt se réduit progressivement pour atteindre zéro euros au seuil de 80.000 euros. Il est avancé que les nouvelles adaptations relatives aux CIS et CIP sont également conformes à la récente jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.

- Mesures en faveur des ménages monoparentaux

Selon les derniers chiffres publiés par le Statec, les ménages monoparentaux représentent actuellement 3,2% de l'ensemble des ménages au Luxembourg. Si les ménages monoparentaux représentent encore une minorité en termes de pourcentage, la monoparentalité est cependant un facteur qui fait augmenter le risque de pauvreté des familles concernées.

Afin d'y remédier, la réforme fiscale contient, outre la révision du barème et la hausse du CIS, d'autres mesures concrètes qui visent à réduire la charge fiscale des ménages monoparentaux. En effet, à l'instar de l'adaptation des autres crédits d'impôt, le montant du crédit d'impôt pour monoparentaux (CIM) sera aussi adapté en fonction du revenu. Ainsi, ce crédit d'impôt sera doublé de 750 euros à 1.500 euros pour les contribuables monoparentaux disposant un revenu imposable ajusté inférieur à 35.000 euros. Au-dessus de ce seuil, le CIM va diminuer linéairement pour atteindre son montant actuel de 750 euros à partir d'un revenu imposable ajusté annuel de 105.000 euros. Il est également prévu d'augmenter le montant mensuel des rentes alimentaires qui ne réduit pas le montant du CIM de 160 euros à 184 euros par mois. Finalement, suite à l'introduction d'un nouveau numéro 14b à l'article 115 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), la pension d'orphelin à laquelle un enfant légitime ou assimilé a droit après le décès de l'un des parents sera exempte de l'impôt sur le revenu.

- Mesures fiscales en faveur des familles

Selon le Statec, 7,8% de la population résidente vit dans des familles recomposées. La réforme fiscale tient aussi compte de ces nouveaux agencements de la vie. Ainsi, le montant de l'abattement de revenu pour enfant ne faisant pas partie du ménage du contribuable, tel que prévu par l'article 127bis L.I.R., sera majoré de 3.480 euros à 4.020 euros.

En outre, afin de tenir compte de l'augmentation du coût de la vie, le plafond de l'abattement pour les frais de domesticité, les frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance et les frais de garde sera également augmenté de 3.600 euros à 5.400 euros.

- Imposition individuelle sur option

Une autre innovation du présent projet de loi sera l'introduction de l'imposition individuelle sur option pour les résidents et les non-résidents. La mise en place de l'imposition individuelle sur option a le mérite de rendre le traitement fiscal plus flexible, de renforcer l'autonomie financière de chaque contribuable et de ne pas décourager l'un des deux conjoints d'exercer une activité professionnelle. A partir de l'année fiscale 2018, les conjoints mariés auront ainsi le choix d'opter soit pour le système d'imposition actuel de leurs revenus (imposition collective suivant la classe d'impôt 2), soit pour une imposition individuelle de leurs revenus. Dans ce dernier cas, les conjoints auront également le choix entre une individualisation pure ou une individualisation avec réallocation des revenus. Il convient de noter qu'en cas

d'individualisation pure, les plafonds pour la déduction de frais d'obtention, ainsi que les dépenses spéciales ne sont pas majorés pour le conjoint. Les majorations des plafonds pour les enfants propres ou communs faisant partie du ménage sont par contre accordées pour moitié à l'un des conjoints et pour l'autre moitié à l'autre des conjoints. Dans le même cas de figure, l'abattement extra-professionnel s'élevant actuellement à 4.500 euros dans le cadre d'une imposition collective, revient à moitié à l'un des conjoints et pour l'autre moitié à l'autre des conjoints.

- Prévoyance-vieillesse

L'objet d'un contrat de prévoyance-vieillesse est de permettre au souscripteur de se créer une épargne supplémentaire disponible à l'âge de la retraite. Le législateur permet de déduire fiscalement un certain montant de ces primes versées. A l'heure actuelle, le plafond de cette déduction fiscale est déterminé en fonction de l'âge du souscripteur et varie entre 1.500 euros et 3.200 euros. Afin d'encourager la souscription de tels contrats durant la vie active et ceci le plus tôt possible, le plafond annuel de déductibilité des primes versées sur un tel contrat sera fixé à 3.200 euros et ceci, indépendamment de l'âge du souscripteur. Le remboursement de l'épargne devient aussi plus flexible. En effet, après l'entrée en vigueur de la réforme fiscale, le remboursement pourra se faire soit en tant que capital, soit en tant que rente viagère, soit de manière combinée.

- Mesures favorisant l'accès au logement

Le projet de loi prévoit des mesures qui visent, d'une part, à stimuler l'offre en logements et, d'autre part, à soulager fiscalement les ménages.

À cette fin, il est notamment prévu de doubler le plafond de la déductibilité fiscale des cotisations versées dans le cadre d'un contrat épargne-logement, ce plafond passant à l'avenir de 672 euros à 1.344 euros. Le bénéficiaire de cette mesure est cependant soumis à la double condition que le souscripteur d'un tel contrat n'ait pas encore atteint l'âge de 40 ans au début de l'année d'imposition et que le contrat ait été souscrit en vue de financer la construction, l'acquisition ou la transformation d'un bien immobilier pour les besoins personnels d'habitation.

La déductibilité des intérêts débiteurs, liés à un prêt immobilier pour des besoins personnels d'habitation, est également revue à la hausse. En 2017, les intérêts passifs déductibles passent ainsi de 1.500 euros à 2.000 euros pour l'année de l'occupation plus les cinq années suivantes, de 1.125 euros à 1.500 euros pour les cinq années suivantes et de 750 euros à 1.000 euros pour les années subséquentes.

Le Gouvernement entend également élargir l'offre en logements abordables. Il est prévu d'introduire une exonération de 50% des revenus provenant de la location d'immeubles à des organismes conventionnés, exerçant la gestion locative sociale. Finalement, la valeur locative du domicile propre est fixée à zéro euro pour des raisons de simplification administrative.

- Égalité de traitement entre contribuables résidents et non résidents

La réforme fiscale tient également à établir une égalité de traitement fiscal entre les contribuables résidents et non résidents. Le régime d'imposition des contribuables non résidents mariés sera notamment aligné davantage sur celui des résidents, tant en ce qui concerne l'octroi des classes d'impôt, que les règles applicables en matière de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires («RTS»). Ainsi, afin de tenir compte de tous les revenus étrangers des couples mariés non résidents, l'ACD contactera ces couples au courant de l'année 2017 pour les inviter à remettre des pièces justificatives sur leur situation patrimoniale et financière. C'est sur la base de ces informations que l'ACD déterminera un taux «réel» qui sera inscrit sur la fiche de retenue applicable en 2018. Or, si les couples ne fournissent pas les pièces justificatives, la RTS se fera par défaut suivant le tarif de la classe d'impôt 1. Par ailleurs, l'introduction de l'imposition individuelle sur option, telle que prévue par le présent projet de loi, sera également élargie à partir de 2018 aux contribuables non résidents, et ceci suivant les mêmes conditions et modalités.

- Mobilité durable

Le paquet de la réforme fiscale contient des incitations à la mobilité durable.

Aux vœux du projet de loi, le nouvel article 129d L.I.R. introduira dès lors un abattement «pour mobilité durable». Celui-ci sera déductible du revenu imposable en cas d'acquisition de certains véhicules, qui se caractérisent tous par le fait que leurs émissions sont moins importantes que celles des véhicules fonctionnant aux carburants conventionnels. Plus concrètement, les contribuables peuvent bénéficier d'un abattement de 5.000 euros en cas d'ac-

quisition d'une voiture à zéro émissions de roulement qui fonctionne soit exclusivement à l'électricité, soit exclusivement avec une pile à combustible à hydrogène. Finalement, les contribuables auront droit à un abattement de 300 euros en cas d'acquisition d'un cycle ou d'un cycle à pédalage assisté. Dans le même ordre d'idées se range aussi la proposition de réévaluer l'avantage en nature forfaitaire des voitures de fonction. Il est notamment prévu de remplacer le taux unique par des taux variant entre 0,5% et 1,8%, et ce en distinguant en fonction de la hauteur des émissions de CO<sub>2</sub> émises par les véhicules, et d'exempter la mise à disposition gratuite d'un cycle ou d'un cycle à pédalage assisté.

- Autres mesures

Depuis son introduction, le taux de la retenue à la source libératoire («RELIB») sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière s'élève à 10%. Le projet de loi propose d'augmenter ce taux à 20% pour les intérêts perçus qui dépassent le montant annuel de 250 euros par personne et payés à des bénéficiaires personnes physiques résidents du Luxembourg. Les petits épargnants en resteront donc épargnés.

Il est également prévu de regrouper sous une catégorie commune la déduction en tant que dépenses spéciales des intérêts débiteurs sur les crédits à la consommation et celle des primes d'assurance et des cotisations à des sociétés de secours mutuels reconnues. Le plafond unique s'élèvera à 672 euros et sera majoré de son propre montant pour le conjoint et pour chaque enfant faisant partie du ménage du contribuable.

2. Modifications au niveau de la fiscalité des personnes morales

- Maintien de la compétitivité

L'autre volet de la réforme fiscale comporte des dispositions fiscales qui toucheront les personnes morales. Face à un contexte en perpétuelle évolution, il convient de rester plus que jamais proactif et de prendre une série de mesures destinées à maintenir notre régime fiscal compétitif. L'objectif doit être, d'une part, de fidéliser les entreprises déjà établies au Luxembourg et, d'autre part, d'en attirer d'autres afin de conserver et de développer le statut d'un pays en tant que lieu stratégique d'investissement.

Afin de renforcer l'attractivité fiscale, les taux de l'impôt sur le revenu des collectivités (I.R.C.) sont révisés. Actuellement l'I.R.C. s'élève à 20% pour un revenu imposable ne dépassant pas 15.000 euros et à 21% lorsque le revenu imposable dépasse cette limite. Le présent projet de loi prévoit d'abaisser les taux de l'I.R.C., tout en augmentant le montant du plafond à partir duquel le taux d'imposition maximal s'applique. Ainsi, pour un revenu imposable dépassant 30.000 euros, le taux de l'I.R.C. sera ramené à 19% en 2017 et à 18% en 2018. Cet abaissement va de pair avec l'abaissement du taux d'imposition minimal qui est ramené de 20% à 15% pour les entreprises dont le revenu imposable ne dépasse pas 25.000 euros. Il est également proposé de lisser le passage du taux d'imposition minimal au taux d'imposition maximal par l'introduction d'une tranche intermédiaire. Ainsi, lorsque le revenu imposable est compris entre 25.000 euros et 30.001 euros, le taux de l'I.R.C. s'élèvera à 3.750 euros plus 33% (39% en 2017) du revenu dépassant 25.000 euros.

- Mesures promouvant l'investissement

Il est encore prévu d'augmenter les taux des bonifications d'impôt sur le revenu pour les investissements global et complémentaire, afin d'améliorer le climat d'investissement des acteurs privés. Ainsi, le taux de la bonification d'impôt sur le revenu pour investissement complémentaire, telle que prévue par l'article 152bis(2) L.I.R., passera de 12% à 13%, et la bonification d'impôt sur le revenu pour investissement global sera augmentée de 7% à 8% pour la première tranche d'investissement ne dépassant pas 150.000 euros. Dans un souci de parallélisme, le taux de la bonification d'impôt en cas d'investissements en immobilisations agréées, visée à l'article 152bis(7)1, n°4 L.I.R., sera augmenté de 8% à 9% pour la première tranche d'investissement ne dépassant pas 150.000 euros. Les deux taux applicables au-dessus de la tranche de 150.000 euros restent néanmoins inchangés.

Par ailleurs, cette bonification sous forme de crédit d'impôt n'est actuellement accordée qu'à la double condition que les investissements aient été mis en œuvre physiquement sur le terrain luxembourgeois, et qu'ils doivent être effectués dans un établissement situé au Grand-Duché et destiné à y rester de façon permanente. Il est proposé d'accorder cette bonification pour des investissements, qui sont mis en œuvre physiquement non seulement au Luxembourg, mais aussi sur le territoire d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen (EEE). A noter que cette ex-



tension du champ d'application s'impose suite à l'arrêt rendu en date du 22 décembre 2010 dans l'affaire Tankrederei I (C-287/10). La Cour de justice de l'Union européenne s'est notamment opposée à «une disposition d'un État membre en vertu de laquelle le bénéficiaire d'une bonification d'impôt pour investissement est refusé à une entreprise qui est établie uniquement dans cet État membre, au seul motif que le bien d'investissement, au titre duquel cette bonification est revendiquée, est mis en œuvre physiquement sur le territoire d'un autre État membre». La Cour jugeait la disposition contraire à l'article 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

Dans le même ordre d'idées sera aussi modifiée la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto. En effet, l'article 3 de cette loi prévoit actuellement que «l'organisateur résidant à l'étranger est tenu de désigner un mandataire résident demeurant au Grand-Duché. Ce dernier est débiteur solidaire de la taxe». La Commission, au vu de l'arrêt de 11 décembre 2014 de la CJUE dans l'affaire C-678/11 (Commission européenne/Royaume d'Espagne), a attiré l'attention du Luxembourg sur la possible incompatibilité de cette disposition avec le droit européen, notamment avec la liberté d'établissement et de prestation de services dans l'Union européenne, telle que garantie par les articles 49 et 56 du TFUE et 31 et 36 de l'accord EEE.

En vertu de l'article 51 de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales («loi agricole 2016»), les exploitants agricoles peuvent, sous certaines conditions, déduire de leur bénéfice agricole une quote-part du prix d'acquisition ou de revient des investissements nouveaux en outillage et matériel productifs ainsi qu'en aménagement de locaux servant à l'exploitation. Par le présent projet de loi, il est introduit un nouvel article 128ter L.I.R., qui reprend quasi littéralement cette disposition, tout en y apportant les adaptations qui s'imposent. Ainsi, le Gouvernement propose notamment d'augmenter le seuil en dessous duquel les exploitants agricoles pourront bénéficier d'une déduction de 30% de 150.000 euros à 250.000 euros. Par ailleurs, aux termes de l'article 133 L.I.R., les bénéfices agricoles et forestiers dépassant la moyenne des bénéfices d'une période de référence, peuvent être considérés comme revenus extraordinaires, imposables à un taux plus favorable. Afin de soutenir un secteur agricole qui doit, depuis longue date, faire face à des fluctuations de prix, il est également proposé d'augmenter le nombre d'exercices faisant partie de la période de référence de quatre à six exercices d'exploitation. Selon les auteurs du projet de loi, cette mesure contribuera avant tout à tempérer la progressivité de leur barème.

#### - Autres mesures concernant les personnes morales

La réforme fiscale entend également limiter dans le temps la déduction des pertes subies au cours d'années d'imposition antérieures. En effet, dans des conditions déterminées, le contribuable peut actuellement reporter les pertes réalisées sans limitation dans le temps et quant au montant. En vertu de la réforme, il est prévu de limiter la déduction des pertes réalisées au cours d'exercices d'exploitation clôturés après le 31 décembre 2016 à 17 années. Il convient de préciser que la nouvelle règle ne s'applique pas aux pertes réalisées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017, qui continuent à être traitées comme par le passé.

Le projet de loi prévoit également de prolonger jusqu'au 31 décembre 2019 la bonification d'impôt pour embauchage de chômeurs. Il s'agit d'une bonification sous forme d'un crédit d'impôt qui s'élève à 15% de la rémunération brute d'un chômeur embauché. Les auteurs du projet avancent que cet incitatif fiscal introduit par la loi modifiée du 24 décembre 1996 s'inscrit dans la politique du Gouvernement visant à faire baisser le chômage.

Dans le cadre d'une transmission d'entreprise individuelle, il est fréquent que l'exploitant au moment de son départ en retraite souhaite transférer les immeubles, dans lesquels il a exercé son activité, à son patrimoine privé. Ce transfert de biens immeubles déclenche toutefois la découverte des plus-values latentes inhérentes à ces immeubles. En effet, aux termes de l'article 39 L.I.R., en cas de cessation définitive de l'entreprise, l'évaluation des biens non cédés de l'actif net investi doit, lorsqu'ils sont transférés au patrimoine privé de l'exploitant, avoir lieu à la valeur estimée de réalisation. Étant donné que, selon les auteurs du projet de loi, dans les dix années à venir, environ 1.500 entreprises artisanales au Luxembourg seront confrontées à des problèmes de succession, une adaptation au niveau législatif s'impose. Il est notamment proposé d'introduire la possibilité de décaler l'imposition de ces plus-values latentes dans le temps. Il convient de souligner qu'il ne s'agit donc que d'une immunisation

provisoire avec report d'imposition. Pour pouvoir bénéficier du nouvel alinéa de l'article 39, il faut cependant que le successeur reprenne les activités de l'exploitant et qu'il les exerce dans les mêmes immeubles ou parties d'immeubles afin d'assurer la continuation de l'entreprise.

Aux vœux du projet de loi sera aussi augmenté l'impôt sur la fortune minimum à charge des collectivités résidentes, ceci de 3.210 euros à 4.815 euros. Cela concerne notamment les sociétés de participations financières (SOPARFI), qui se caractérisent par le fait que la somme de certains de leurs actifs financiers dépasse 90% du total du bilan et 350.000 euros.

Il est proposé d'introduire, à l'instar d'autres pays européens, le mécanisme de l'amortissement différé dans le droit fiscal luxembourgeois. Ce concept vise à offrir au contribuable la possibilité de différer dans le temps l'amortissement normal pour usure déductible au cours d'un exercice d'exploitation déterminé. Ce report d'amortissement dans le temps devra néanmoins prendre fin au plus tard au cours de l'exercice durant lequel la durée d'amortissement du bien prend fin. De plus, dans le cas d'une déperdition extraordinaire technique ou économique, telle que prévue par l'article 31 L.I.R., le passage à la méthode d'amortissement ordinaire devient obligatoire.

La réforme fiscale tient également à introduire l'obligation pour les professions libérales de tenir une comptabilité régulière à partir d'un chiffre d'affaires supérieur à 100.000 euros. Par l'abrogation du paragraphe 161, alinéa 2 «Abgabenordnung» qui prévoit, sous certaines conditions, une dispense de cette obligation, il est mis fin à une différence du régime comptable applicable aux exploitants commerciaux et agricoles et celui applicable aux indépendants.

Par ailleurs, conscient de sa responsabilité environnementale, le Gouvernement introduit un nouvel alinéa 1a au paragraphe 168 «Abgabenordnung». Celui-ci imposera aux collectivités de déposer obligatoirement, à partir de l'année 2017, leur déclaration de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial et de l'impôt sur la fortune des collectivités par voie électronique, plus précisément via le site [www.guichet.pubic.lu](http://www.guichet.pubic.lu).

En vertu de l'article 54bis L.I.R., il est possible, sous certaines conditions, «de transférer sur un bien investi dans une devise du capital d'apport, les plus-values de conversion qui étaient réalisées lors de la conversion en monnaie nationale de certains actifs investis dans la ou les devises du capital d'apport et censés représenter les fonds propres de l'entreprise». Il est proposé d'amender le premier alinéa de l'article 54bis L.I.R. pour faire en sorte que toute entreprise puisse dorénavant bénéficier de l'immunisation temporaire de la plus-value de conversion réalisée lors de la conversion en euros de certains actifs investis dans la devise du capital d'apport et censés représenter ses fonds propres.

#### 3. Dispositions relatives à la lutte contre la fraude fiscale

Il est un fait que les fraudes fiscales portent non seulement atteinte à la solidarité en faisant reposer la charge fiscale sur les seuls contribuables honnêtes, mais également au respect d'une concurrence loyale entre les entreprises. Une lutte coordonnée et cohérente contre la fraude fiscale est donc un outil d'efficacité, mais également une nécessité morale. Partant de ce constat, l'arsenal du droit pénal est renforcé et prévoit désormais trois formes de fraude fiscale, à savoir la fraude fiscale simple, la fraude fiscale aggravée et l'escroquerie fiscale.

La fraude fiscale simple est dépenalisée et ainsi poursuivie et sanctionnée administrativement par l'administration fiscale compétente. Un recours est bien évidemment possible devant les tribunaux judiciaires en matière d'impôts indirects, et devant les tribunaux administratifs en matière d'impôt direct.

La fraude fiscale aggravée est poursuivie pénalement, et ceci en raison de son caractère de gravité particulier. L'élément matériel du nouveau délit, en l'occurrence le montant de l'impôt éludé, se détermine soit par un montant absolu, soit par un pourcentage par rapport à l'impôt annuel dû ou au remboursement annuel obtenu. Ainsi, en cas de dépassement d'un de ces seuils nouvellement introduits dans la loi, la fraude fiscale est ipso facto qualifiée et des poursuites pénales sont susceptibles d'être engagées.

L'infraction de l'escroquerie fiscale revêt un caractère de gravité supplémentaire en raison de «l'astuce qui s'ajoute à la tromperie». Il est proposé d'adapter le quantum des peines et de réprimer également les fraudes ayant conduit à des remboursements indus.

Par ailleurs, il convient d'ajouter que la tentative de fraude fiscale aggravée et de l'escroquerie fiscale est également réprimée et punissable des mêmes peines.

Afin de se conformer aux recommandations du Groupe d'action financière («GAFI») de

2012-2013 et aux exigences de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme (4<sup>e</sup> Directive AML), le projet de loi propose d'intégrer les infractions de fraude fiscale aggravée et de l'escroquerie fiscale dans la liste des infractions primaires au blanchiment de capitaux (article 506-1 du Code pénal).

La loi du 28 juillet 2014 a pour objet d'adapter la législation luxembourgeoise aux exigences GAFI et du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales («Forum mondial») en matière d'identification des titulaires d'actions et parts au porteur. Le projet de loi entend vérifier que les sociétés se sont conformées à ladite loi. À cette fin, l'ACD aura notamment le droit de demander à ces sociétés les informations et les documents nécessaires qui font preuve de l'exécution de leurs obligations. De plus, l'ACD sera habilitée à échanger ces informations et documents avec la Caisse de consignation.

Aux termes de l'article 38 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, «toute personne, dont les données font l'objet d'une inscription sur le re-

gistre national, a le droit d'obtenir la liste des autorités, administrations, services, institutions ou organismes qui ont, au cours des six mois précédant sa demande, consulté ou mis à jour ses données au registre national ou qui en ont reçu communication», à moins qu'une consultation ou une communication n'ait été faite par ou à certaines autorités limitativement énumérées par la loi. Afin de parer également aux risques d'entraver des procédures et enquêtes en matière fiscale, tant au niveau national qu'international, le présent projet de loi propose d'y ajouter les administrations fiscales.

Il est encore proposé de permettre aux autorités fiscales de prononcer des astreintes individuelles d'un montant pouvant aller jusqu'à 25.000 euros.

Les personnes qui dirigent, respectivement gèrent une entité soumise à la TVA sont davantage responsabilisées. À cet effet, il est proposé d'engager une responsabilité personnelle et solidaire des administrateurs-délégués, des gérants ainsi que de tout dirigeant de droit ou de fait qui s'occupe de la gestion journalière, ceci dans les cas d'une inexécution fautive des obligations légales leur incombant.

Hormis les exceptions énumérées à l'article 25 du présent projet de loi, les dispositions sont applicables à partir de l'année d'imposition 2017.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 26.07.2016

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

24.11.2016 Présentation et échange de vues au sujet de certaines dispositions

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

30.09.2016 Présentation du projet de loi

07.10.2016 Désignation d'un rapporteur

20.10.2016 Examen du projet de loi

28.10.2016 Examen du projet de loi

11.11.2016 Examen du projet de loi

22.11.2016 Présentation et adoption d'amendements parlementaires

24.11.2016 Présentation et échange de vues au sujet de certaines dispositions

25.11.2016 Présentation des amendements gouvernementaux

Examen de l'avis du Conseil d'État

09.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, N° 274, page 5139

## Abus de marché

### 7022 - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:

**1. mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;**

#### 2. transposition de:

**a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);**

**b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;**

**3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et**

**4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché**

Le règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les di-

rectives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission, dénommé ci-après «règlement (UE) n°596/2014», et la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché), dénommée ci-après «directive 2014/57/UE», se trouvent à la base du nouveau régime relatif aux abus de marché qui remplace le régime précédemment mis en place par la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), dénommée ci-après «directive 2003/6/CE». Au Luxembourg, la directive 2003/6/CE a été transposée en 2006 par la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché, dénommée ci-après «loi modifiée du 9 mai 2006».

Ce nouveau régime était nécessaire au vu des changements législatifs, de l'évolution du marché et des évolutions technologiques intervenus, lesquels ont considérablement modifié le paysage financier. Son objectif est également de garantir l'uniformité des règles et la clarté des principaux concepts employés.

#### Le règlement (UE) n°596/2014

Bien qu'il soit, en vertu de l'article 288 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, d'application directe, ce règlement nécessite l'adoption de mesures supplémentaires au niveau national afin d'assurer son application. En effet, l'article 39, paragraphe 3, impose expressément aux États membres de prendre les mesures nécessaires afin de se conformer aux articles 22 (autorités compétentes), 23 (pouvoirs des autorités compétentes), 30 (sanctions administratives et autres



mesures administratives), 31, paragraphe 1<sup>er</sup> (exercice des pouvoirs de surveillance et de sanction), 32 (signalement des violations) et 34 (publication des décisions).

Le nouveau régime abus de marché introduit un champ d'application plus large, plus adapté aux produits développés ces dernières années [systèmes multilatéraux de négociation (MTF) et futurs systèmes organisés de négociation (OTF), quotas d'émission et instruments y afférents]. A la suite du scandale du Libor, il a par ailleurs été décidé de rendre certaines dispositions du nouveau régime abus de marché applicables aux indices de référence. Le nouveau régime vise également à lutter contre les abus de marché croisés sur les marchés dérivés de matières premières et les marchés physiques sous-jacents. Enfin le règlement cherche à harmoniser les pouvoirs des autorités administratives qui sont en charge de surveiller, de détecter et d'enquêter sur les abus de marché dans les États membres et les sanctions.

#### La directive 2014/57/UE

La directive exige des États membres qu'ils prévoient des sanctions pénales pour les cas graves d'abus de marché. Contrairement aux directives actuelles qui se contentaient d'exiger des États membres de prévoir des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives sans définir les éléments constitutifs d'infractions pénales ou de déterminer la nature des sanctions pénales, la directive 2014/57/UE définit de façon détaillée les infractions d'abus de marché et fixe également la nature des sanctions pénales que les États membres devront mettre en place.

Sous le nouveau régime abus de marché, les sanctions pénales coexisteront dans les États membres avec les sanctions administratives. Afin d'éviter qu'une personne ne soit poursuivie ou condamnée deux fois pour les mêmes faits, le présent projet de loi reprend sans changement substantiel le mécanisme figurant à l'article 33, paragraphe 4 de la loi modifiée du 9 mai 2006 qui a fait ses preuves.

Ce mécanisme vise à préserver le principe ne bis in idem en instaurant une procédure de consultation obligatoire entre la Commission de

surveillance du secteur financier et le Procureur d'État et en disposant que si l'une des deux autorités procède, l'autre ne procède pas. Il a été introduit en 2010 dans la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché, suite aux critiques de la Commission européenne relatives à la transposition jugée incomplète de la directive 2003/6/CE en droit luxembourgeois et afin de contrer les problèmes soulevés par le Conseil d'État au moment de l'adoption de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché dans ses avis du 15 novembre 2005 et du 7 mars 2006.

#### La directive d'exécution (UE) 2015/2392

Le nouveau régime abus de marché mis en place par le règlement (UE) n°596/2014 et la directive 2014/57/UE est complété par une série d'actes délégués et de normes techniques d'exécution et de réglementation adoptés au niveau de l'Union européenne. La directive d'exécution (UE) 2015/2392 a pour objet de préciser les procédures que les autorités compétentes des États membres doivent mettre en place aux termes de l'article 32 du règlement (UE) n°596/2014 pour le signalement des violations potentielles ou réelles dudit règlement. Il a été décidé de transposer la directive d'exécution dans une annexe à la future loi.

#### La loi modifiée du 9 mai 2006

En raison du nombre important de modifications à apporter à la législation existante en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 et de la transposition de la directive 2014/57/UE ainsi que de la directive d'exécution (UE) 2015/2392, les auteurs du projet de loi estiment préférable, pour des raisons de simplification et de lisibilité des dispositions, de remplacer la loi modifiée du 9 mai 2006 régissant actuellement la matière, par une nouvelle loi. Par conséquent, la loi modifiée du 9 mai 2006 précitée se trouve quant à elle abrogée par le projet de loi sous avis.

Suite aux modifications mentionnées, il est également nécessaire de procéder à une série d'adaptations de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs.

19.09.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
23.11.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2016  
Loi du 23 décembre 2016  
Mémorial A: 2016, N° 269, page 4800

## Échange automatique d'informations fiscales

### 7031 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales

En date du 25 mai 2016, le Conseil de l'Union européenne a adopté la directive (UE) 2016/881 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal. Il s'agit d'étendre le champ d'application de cet échange en y ajoutant l'échange automatique de la déclaration pays par pays.

#### Action 13 du plan d'action BEPS, directive (UE) 2016/881 et projet de loi sous rubrique

Le plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (plan d'action BEPS), constitue une initiative majeure en faveur d'une modification des règles fiscales internationales existantes. Les travaux sur l'action 13 du plan d'action BEPS ont abouti à l'élaboration d'un ensemble de normes relatives à la communication des informations pour les Groupes d'entreprises multinationales, et notamment de la déclaration pays par pays. Le but de cette communication est notamment de favoriser la transparence au niveau des Groupes d'entreprises multinationales.

La directive (UE) 2016/881 reprend les exigences de l'action 13 et les implémente au niveau de l'UE. Pour cette raison, la directive impose que des Groupes d'entreprises multinationales dépassant une certaine taille, telle que recommandée par l'action 13, doivent fournir des informations sous la forme d'une déclaration pays par pays afin d'accroître la transparence au niveau de l'Union européenne.

Le présent texte a pour objectif de transposer la directive (UE) 2016/881 tout en implémentant l'action 13 du projet OCDE/G20 en ce qui concerne la déclaration pays par pays («Action 13: Instructions relatives à la mise en œuvre de la documentation des prix de transfert et de la déclaration pays par pays»). Les données qui seront échangées en vertu de cette convention sont strictement identiques à celles prévues par la directive (UE) 2016/881.

#### La pratique de l'échange d'informations

Dans la déclaration pays par pays, les Groupes d'entreprises multinationales visées devront fournir chaque année et pour chaque juridiction fiscale dans laquelle ils exercent des activités le montant de leur chiffre d'affaires, leur bénéfice avant impôts et les impôts sur les bénéfices qu'ils ont acquittés et ceux qui sont dus.

Les Groupes d'entreprises multinationales visées devront également indiquer leur nombre d'employés, leur capital social, leurs bénéfices non distribués et leurs actifs corporels dans

chaque juridiction fiscale. Enfin, les Groupes d'entreprises multinationales visées devront identifier chaque entité du groupe qui exerce des activités dans une juridiction fiscale donnée et indiquer, pour chacune d'elles, la nature de ces activités.

Ces informations sont à fournir sous forme prescrite par l'Administration des contributions directes. La communication a lieu dans un délai de 15 mois après le dernier jour de l'exercice fiscal sur lequel porte la déclaration pays par pays. Vu que les informations doivent être déposées dans un délai de douze mois auprès de l'Administration des contributions directes celle-ci disposera d'un délai de trois mois pour procéder à l'échange pour les informations reçues en temps utile.

Pour la première déclaration pays par pays à déposer, concernant l'exercice fiscal commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, le délai est porté à 18 mois. Les premières déclarations pays par pays devront dès lors être échangées pour le 30 juin 2018 et déposées à l'Administration des contributions directes pour le 1<sup>er</sup> janvier 2018 dès lors que l'exercice fiscal (d'une période comptable annuelle selon la définition) visé commence le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les Groupes d'entreprises multinationales qui ont un chiffre d'affaires en dessous d'un seuil de 750 millions d'euros sont exclus. Des amendes d'un maximum de 250.000 euros sont introduites dans le cas où l'entité déclarante ne procède pas au dépôt du rapport pays par pays ou procède à un dépôt tardif, incomplet ou inexact. L'Administration des contributions directes, en tant qu'autorité compétente, échangera la déclaration pays par pays d'un Groupe d'entreprises multinationales avec les autorités en question.

#### Mécanisme secondaire

Il incombe en principe à l'entité mère ultime d'un Groupe d'entreprises multinationales de fournir le rapport pays par pays. Dans la mesure où l'entité mère ultime n'est pas soumise à l'obligation de fournir une telle documentation en vertu de la législation de son pays de résidence, un mécanisme secondaire est recommandé par l'action 13 qui oblige d'autres entités constitutives du groupe d'entreprises multinationales à fournir les renseignements nécessaires. La directive européenne impose un tel mécanisme alors qu'aucune obligation n'est prévue par l'accord multilatéral entre autorités compétentes.

Dans la mesure où la mise en place d'un tel mécanisme secondaire est cependant explicitement recommandée par l'action 13 et afin de traiter les pays de l'Union européenne et les pays tiers signataires de l'accord multilatéral de la même façon, les mêmes dispositions régiront l'échange dans les différents cas de figure.

#### Impact financier

Selon la fiche financière, le projet de loi sous rubrique va engendrer des coûts informatiques initiaux de l'ordre de 350.000 euros et des coûts en personnel de l'ordre de 290.000 euros par an.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 02.08.2016  
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget  
(Président: M. Eugène Berger):

27.09.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
11.11.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements  
08.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016  
Loi du 23 décembre 2016  
Mémorial A: 2016, n°280, page 5920

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.07.2016  
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget  
(Président: M. Eugène Berger):

07.10.2016 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
22.11.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État  
02.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016  
Loi du 23 décembre 2016  
Mémorial A: 2016, n°279, page 5906

## Adhésion du Monténégro à l'OTAN

### 7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016.

Depuis son indépendance en juin 2006, le Monténégro a considéré l'intégration dans les structures euro-atlantiques comme une priorité de sa politique étrangère et a fait beaucoup d'efforts pour y arriver, en adaptant sa politique extérieure, économique et de sécurité. Cet objectif réunit désormais un large consensus au sein des forces politiques et de l'opinion publique, étant donné que l'intégration euro-atlantique est perçue comme un gage de sécurité, de stabilité et de prospérité. Ainsi, le Monténégro a adhéré au Partenariat pour la paix de l'OTAN en décembre 2006 et a été invité à rejoindre le «Membership Action Plan» (MAP) en décembre 2009.

Lors de la réunion ministérielle en décembre 2015 à Bruxelles, l'adhésion du Monténégro à l'OTAN a recueilli un large consensus et les Ministres des Affaires étrangères ont pris la décision d'entamer des pourparlers d'adhésion. Le Luxembourg a soutenu l'adhésion du Monténégro comme une étape importante sur la voie de la stabilisation des Balkans occidentaux pouvant avoir un impact positif pour l'ensemble de la région. Étant donné que le travail substantiel a déjà été accompli au cours des années précédentes dans le cadre du MAP, les pourparlers d'adhésion avec le Monténégro ont pu être conclus rapidement en février 2016. À cette occasion, le Monténégro a également présenté un programme pour la poursuite des réformes qu'il s'est engagé à poursuivre au-delà de son adhésion. Le Premier Ministre du Monténégro a ensuite adressé une lettre au Secrétaire général de l'OTAN demandant formellement l'adhésion à l'OTAN.

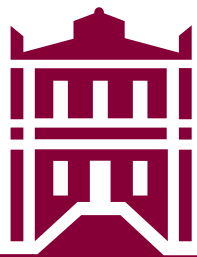
Conformément à l'article 10 du Traité de l'Atlantique Nord, une fois que tous les 28 pays membres actuels de l'OTAN auront notifié leur ratification du protocole d'accession, celui-ci doit être ratifié par le Monténégro qui deviendra alors Partie au Traité de l'Atlantique Nord.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.08.2016

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration  
(Président: M. Marc Angel):





## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Communications
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
3. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)
  - Art. 168 du Règlement de la Chambre
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
4. Ordre du jour
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
5. 7038 - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative
  - Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton
  - Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Joëlle Elvinger, M. Henri Kox, M. Roy Reding
  - Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)
  - Art. 168 du Règlement de la Chambre (suite)
  - Vote sur la résolution (adoptée)
7. 6965 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil  
6981 - Projet de loi relatif aux équipements marins  
6902 - Projet de loi relatif aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques
  - Rapports de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen, Mme Tess Burton
  - Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Simone Beissel, M. Henri Kox
  - Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie
  - Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel
8. 7022 - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:
  1. mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;
  2. transposition de:
    - a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative

- aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);
- b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;
3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et
4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler
  - Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox
  - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. 7031 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger
  - Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. David Wagner
  - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. 7067 - Projet de loi concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg
  - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. André Bauler
  - Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Franz Fayot, M. Claude Adam (intervention de M. André Bauler), M. Gast Gibéryen
  - Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
11. 7073 - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination
  - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles
  - Discussion générale: Mme Martine Mergen, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
  - Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna et M. Claude Meisch, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.32 heures)**

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Setzung op a froen traditionsgeméis d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie.- Dat ass net de Fall, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Vize-Premier.

### 2. Communications

Da wollt ech der Chamber matdeelen, dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten an och d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponiert gi sinn, disponibel sinn.

#### Communications du Président - séance publique du 13 décembre 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**7100** - Projet de loi portant modification:

a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.12.2016

**7101** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation

de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.12.2016

**7102** - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;

2) modification de la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification du Code de travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 13.12.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)

### - Art. 168 du Règlement de la Chambre

Da wollt ech lech opgrond vun enger Proposition vun der Kommissioun vum Enseignement supérieur, vun der Recherche, de Medien an de Kommunikatiounen an dem Espace mat engem Avis politique saisieren.

D'Kommissioun huet an hirer Reunion vum 12. Dezember 2016 décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deem d'Dokument COM(2016) 590 vun Europaparlament a vum Conseil iwwert den Europäesche Kommunikatiounscode betrëfft. D'Kommissioun huet wuelverstanee kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ueget, mä wollt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, sou wéi et den nationale Parlamentar an där sougenannter Barroso-Initiativ erméiglecht ass.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vun eisem Chambersreglement. Den Avis politique vun der Héichschoulkommissioun ass lech a Form vun enger Resolution verdeelt ginn.

#### Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés,

- rappelant que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a été saisie d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590),

- constatant que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a adopté lors de sa réunion du 12 décembre 2016 un avis politique au sujet de l'initiative législative COM(2016) 590 précitée et relevant du contrôle du respect du principe de subsidiarité,

décide d'adopter le présent avis politique de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace ayant la teneur suivante:

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg a examiné la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (ci-après désignée «la proposition COM(2016) 590»).

Cette proposition lui a été renvoyée afin que sa conformité au principe de la subsidiarité soit vérifiée.

Ce contrôle a permis de confirmer que la proposition de directive est conforme au principe évoqué. Néanmoins, certaines observations s'imposent.

La proposition COM(2016) 590 vise à redéfinir le cadre réglementaire relatif aux télécommunications, ceci eu égard à la stratégie pour un marché unique numérique en Europe, présentée le 6 mai 2015 par la Commission européenne. La proposition COM(2016) 590 apporte des ajustements ciblés au cadre actuel afin de réagir aux évolutions du marché et des technologies et, notamment, à la nécessité de répondre, à l'échelle de l'Union européenne, au besoin de garantir la disponibilité et l'adoption généralisée de réseaux à très haute capacité qui servent de base à un marché unique numérique pleinement opérationnel.

Il va sans dire que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace soutient les objectifs de la proposition COM(2016) 590. En effet, le secteur des communications électroniques a considérablement évolué au cours des dernières années. Les structures du marché ont connu une

évolution caractérisée par une limitation croissante des monopoles tandis que la connectivité est devenue une caractéristique très répandue de la vie économique. La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace reconnaît que, sans une connectivité omniprésente à très haute capacité, une part importante du capital humain du marché unique reste inexploitable.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace encourage la démarche et les efforts visant à réduire les écarts très importants qui existent entre les États membres en matière de connectivité à ultra-haut débit. Elle reconnaît qu'à défaut d'action de l'Union européenne dans ce domaine, cette disparité de situations serait perpétuée et aurait des conséquences négatives sur le marché unique et les intérêts des consommateurs.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace souligne les efforts entrepris par le Luxembourg en matière de connectivité à ultra-haut débit, notamment pour ce qui est du développement de nouvelles communications sans fil et mobiles et du déploiement de réseau à très hautes capacités, auquel toutes les localités du Grand-Duché sont connectées.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace reconnaît les compétences de l'Institut luxembourgeois de régulation en tant qu'autorité de régulation nationale, qui garantit et supervise, dans l'intérêt du consommateur européen, le bon fonctionnement et la régulation des marchés dans le domaine des communications électroniques.

Pour ce qui est des questions liées au spectre, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace souligne l'importance de la connectivité sans fil et du haut débit sans fil. Elle estime que le spectre est une ressource limitée qui appartient aux États membres et dont la gestion et l'attribution doivent tenir compte des spécificités et besoins nationaux.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace se dit favorable au maintien du régime de service universel et souligne la nécessité de maintenir la gamme actuelle d'instruments régissant les obligations dudit service universel.

(s.) Simone Beissel.

Et ass proposéiert, e Vote sans débat ze maachen, an ech wollt d'Chamber froen, ob se domat averstanen ass.

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert a mir ginn dann deen Avis politique weider.

#### 4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Präsidentkonferenz e virgeschloen huet, ass lech bekannt.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat och esou décidéiert.

Mir géifen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 7038 iwwert d'Solden an d'Stroosseverkeef. D'Riedezäit ass nom Basismodell geregelt. D'Madamm Tess Burton huet als Rapportrice d'Wuert.

#### 5. 7038 - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

**Rapport de la Commission de l'Économie**

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech presentéieren lech elo de Projet de loi mat der Nummer 7038, an deem et ëm d'Solden, de Verkauf um Trottoir an ëm d'irreféierend an d'vergläichend Publicitéit geet. De Projet de loi gouf den 31. August 2016 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider déposiert. Als éischt koum den Avis vun der ULC den 11. August, duerno koumen d'Avise vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers. De Statsrot huet de 27. Oktober säin Avis zu deemem Projet de loi ofginn. E Mount drop hu mir de Projet de loi an der Wirtschaftskommission virgestallt kritt a mir sinn och dunn duerch all déi Avise gaangen.

Dëst Gesetz verfollegt méi Ziler. Zum enge soll dëst neit Gesetz, wat mir haut hei stëmmen, eis

Legislatioun mat dem europäesche Gesetz konform setzen. Des Weidere gëtt mat deemem Gesetz eng Simplification administrative fir d'Commerçant geschafene a mir wëlle mat deemem Gesetz de Commerçanteng eng méi grouss Flexibilitéit géigeniwwer hire Konkurrenten erméiglechen. Mat deemem Gesetzesprojet gëtt dat besteeënd Gesetz vum 30. Juli 2002, wat verschidde kommerziell Praktiken, d'Concurrence déloyale an déi vergläichend Publicitéit reglementéiert, abrogéiert an duerch en neit Gesetz ersat.

Firwat? De Grond dofir ass, dass verschidde Dispositiounen am Gesetz vum 2002 net kompatibel si mat verschidde Artikel vum enger europäescher Direktiv, an där et ëm onfair an déloyal kommerziell Praktiken geet. Eis Legislatioun geet méi wäit a gesäit och méi restriktiv Bestëmmunge vir, wéi dat an der Direktiv de Fall ass. D'Europäesch Kommission ass dofir zur Konklusioun komm, dass eis Gesetzgebung keng adequat Iwwerdroung vun der Direktiv ass an dofir net zu enger kompletter Harmonisierung vum Markt féiert.

D'Europäesch Kommission huet dofir an engem Brëif am Juni 2016 Lëtzebuerg opgefuert, seng Gesetzgebung an deem Domän ze iwwerschaffen. Dat neit Gesetz limitéiert sech elo just nach op d'Solden an op de Verkauf um Trottoir souwéi op déi irreféierend a vergläichend Publicitéit. Eng Rei Elementer aus dem aktuelle Gesetz ginn also mat deemem Gesetz hei ofgeschaaft.

Wat gëtt elo genau ofgeschaaft? Dat sinn am Prinzip sechs Elementer aus deemem aktuellen Gesetz vum 2002, déi elo net méi an dat neit Gesetz iwwerholl ginn.

Bei där éischter Dispositioun am aktuelle Gesetz geet et ëm de Verkauf a Form vun enger Liquidatioun. Laut där aktueller Gesetzgebung war et esou geregelt, dass beim Verkauf a Form vun enger Liquidatioun d'Autorisatioun vum Ministère des Classes moyennes gebraucht ginn ass. De Commerçant huet en plus missen de Verkaufspräis uginne an de Verkauf vun de Saachen huet missen am Geschäft selwer stattfannen. Well dës Dispositiounen méi wäit gi wéi d'Direktiv et virschreift, gëtt dësen Deel vum Gesetz vum 2002 net méi iwwerholl.

Allerdéngs bedeit dat net, dass et elo keng Bestëmmunge méi ginn, déi bei enger Liquidatioun mussen agehale ginn. Zum Beispill mussen d'Präisreduktiounen weider konform sinn zu der Bestëmmung am Code de la consommation.

E weideren Artikel, deem aus där aktueller Gesetzgebung erausgeholl gëtt, ass den Artikel iwwert d'Vente à perte. Lëtzebuerg ass nämlech eent vun deene wéinege Länner an der Europäescher Union, wou d'Vente à perte verbueden ass. Et ass den Artikel 20 vun där aktueller Gesetzgebung, dee verhënnert, dass de Commerçant e Produit oder e Service ënnert dem ursprénglechen Akafspräis verkafe kann.

De Verbuet vun der Vente à perte gëtt also mat deem neie Gesetz hei opgehuewen. Domat gëtt och e besseren Équilibrium zwëschen de Commerçant an stationären Handel souwéi deenen am Commerce électronique geschafene, well et dës Bestëmmung fir de Commerce électronique nämlech net gouf. Do konnt den Händler bis ewell och ënnert dem Akafspräis verkafe.

Komme mer elo zu engem drëtten Punkt aus där aktueller Gesetzgebung, dee mer mat deemem Gesetz abrogéieren! Hei geet et ëm d'gratis Lotterien, Gewinnspiller an Tombolaen, déi am Zusammenhang mat enger Reklamme vun engem Geschäft stattfannen. Déi aktuell Gesetzgebung huet hei relativ präzis a virun allem strikt Oplage gehat, fir kënnen déi Lotterien a Gewinnspiller an Tombolaen ze organiséieren. Dowéinst recommandéiert d'Europäesch Kommission och, fir dës Oplagen ze abrogéieren. Iergendwellech Abuse kënnen awer weiderhi sanktionéiert ginn unhand vun den Dispositiounen iwwer onfair kommerziell Praktiken, déi am Code de la consommation niddergeschriwwen sinn.

Eng weider Praktik, déi am Gesetz vum 2002 verbueden war, ass déi sougenannt „vente en chaîne“. Hei geet et zum Beispill dréms, dass e Client en Artikel nëmme konnt kafen oder gratis kritt huet ënnert der Bedéngung, dass hien dem Commerçant en neie Client bruecht huet. Am aktuelle Gesetz gëtt dës Phänomeen „la vente en boules de neige“ genannt, oder och nach, wéi an der Direktiv steet, „système de promotion pyramidale“, eben am Sënn vum Benefiss vum Client, deem ëmmer méi grouss gëtt, wann hien dem Commerçant eng Géigeleeschtung bréngt. Vu dass eis Legislatioun och hei iwwert d'Direktiv erausgaangen ass, gëllt et och, de Verbuet vun dëser Praktik an deem neie Gesetz opzehiewen.

E weidere Punkt, deem am aktuelle Gesetz reglementéiert war, war dee vun enger öffentlecher Auktioun vun enger Wuer. Hei huet mis-

sen eng Autorisatioun beim zoustännege Ministère ugefrot ginn, an och hei gesäit d'Direktiv vir, dass eng öffentlech Auktioun näischt aneres ass wéi och eng Aart Liquidatioun. An dofir ass och hei keng Autorisatioun vum Ministère méi néideg. Dës Dispositioun vun der Autorisatioun féint sech also och net méi an deem neie Gesetz erëm.

De sechste Punkt an domat och leschte Punkt, deem aus der aktueller Gesetzgebung net méi an déi nei iwwerholl gëtt, ass dee vum Acte de concurrence déloyale. D'Bestëmmungen am Code de la consommation an am Droit de la concurrence garantéieren schon haut eng fair Konkurrenz. D'Direktiv iwwer onfair kommerziell Praktiken gesäit eng detailléiert Lëscht vun onfaire kommerzielle Praktiken vir, déi verbueden sinn. Et wäert also och weiderhin esou sinn, dass onfair an onéierlech Praktiken vum Gesetz sanktionéiert sinn. D'Direktiv, déi am Code de la consommation transposéiert ass, schützt also net nëmme de Konsument, mä och de Geschäftsmann.

Eis aktuell Gesetz, déi mer am Beräich vun den onfaire kommerzielle Praktiken am Code de la consommation oder am Droit de la concurrence hunn, gesinn also genuch Mesur vir, fir géint onfair an onéierlech Praktiken virzegoen.

Souwuel d'Chambre de Commerce wéi och de Statsrot hu bei dëser Argumentatioun hir Bedenken zum Ausdrock bruecht. Mä och wann d'Notioun vum „acte de concurrence déloyale“ suppriméiert gëtt, kënnen mer den Entreprisé weiderhin eng gesond an effektiv Konkurrenz garantéieren. Den Artikel 320-2 vum Code de la consommation erlaabt et weiderhin all Person oder professionell Organisatioun, géint onfair, onéierlech an aggressiv Praktiken am Handel virzegoen. D'Prozedur ass déi nämlech wéi déi am Gesetz vum 2002, dat haut abrogéiert gëtt. Eng Action en cessation, fir esou eng Praktik séier an effikass virum Beziirksgeriicht ze ënnerbannen, wäert also och an der Zukunft méiglech sinn. All kommerziell Praktik, déi onfair, onéierlech oder de Konsument an d'Ir féiert, bleift verbueden a gëtt vum Gesetz sanktionéiert.

Esou vill dozou, wéi eng Praktiken duerch dat neit Gesetz abrogéiert ginn. Komme mer elo zu de Bestëmmunge vum neie Gesetz, well dat neit Gesetz limitéiert sech just nach op zwou Praktiken, wéi et och am Titel steet, déi folgend sinn:

Dat éischt Kapitel vun deem neie Gesetz bezitt sech op d'Solden an op de Verkauf um Trottoir. Hei iwwerhëlt dat neit Gesetz zum gréissten Deel déi aktuell Gesetzgebung vum 2002. Sou bleift et, dass d'Solden net méi wéi zweemol am Joer kënnen stattfannen an ni méi laang wéi ee Mount dierfen daueren. Déi Dispositioun, déi fortfällt, ass déi vun der Publicitéit vun de Solden. Hei war et esou, dass just siwen Deeg virun de Solde Publicitéit gemaach konnt ginn. An Zukunft ginn et dozou keng Virschreife méi.

Da bleift och weider déi Bestëmmung wéi an der aktueller Gesetzgebung, dass een am Kader vun de Solden op der Place publique seng Wuer verkafe kann an net nëmme a sengem Geschäft. Dowéinst och den Ausdrock „vente sur trottoir“. Hei muss de Commerçant awer weider eng Autorisatioun bei der Gemeng ufroen.

Komme mer elo bei dat zweet Kapitel vun deem neie Gesetz, dat sech op déi irreféierend a vergläichend Publicitéit bezitt! Hei iwwerhëlt dat neit Gesetz och zum gréissten Deel déi aktuell Gesetzgebung vum 2002. Just eng Dispositioun gëtt net an dat neit Gesetz geschriwwen: An Zukunft muss eng Reklamme fir eng speziell Offer net méi de genauen Datum uweisen, wéini déi speziell Offer am Geschäft ze kafen ass respektiv wéi laang déi Offer wäert gültig sinn. All déi Detailler mussen an Zukunft net méi considéiert ginn.

Voilà, dëst gesot zu dem Inhalt vun deem neie Gesetz. Fir all weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech soen lech Merci fir Aert Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet direkt den Här Léon Gloden.

**Discussion générale**

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Haut ass den Arsenal législatif, dee verschidde Geschäftspraktiken verbitt oder verhënnert oder reglementéiert folgenden: Mir hu fir d'Éischt d'Gesetz vum 30. Juli 2002 iwwer verschidde Pratiques commerciales. Et ass dëst Gesetz, wat haut um Leescht steet. Dann hu mer de Code de la consommation, dee sech op d'Geschäftsrelatiounen tëschent Geschäftsleit a

Konsumente bezitt. An drëtten hu mer d'Gesetz vun 2011 iwwert d'Konkurrenz, wou mer jo virun e puer Wochen hei en zousätzlech Gesetz gestëmmt hunn, wat enger Victime am Kader vun engem Acte de concurrence (veuillez lire: Acte de concurrence déloyale), sief et en Abus de position dominante oder eng Entente, eng Action en dommages-intérêts erlaabt ënner vereinfachte Prozeduren.

Haut steet d'Gesetz vum 30. Juli 2002 op dem Leescht. Firwat? Ma mir kruten eng Mise en demeure vun der Europäescher Kommission de 16. Juni 2016, dat eng Rei Dispositiounen aus deemem Gesetz net konform wiere mat der Direktiv 2005/29 vum 11. Mee 2005 an och net konform mat der aktueller EU-Rechtssprechung.

Duerfir, Här President, ginn elo aus dem Gesetz vum 2002 folgend Verbuet oder Prozedur gestrach - d'Madamm Rapportrice ass dorobber agaangen -: d'Vente à perte; d'Regulation, fir eng Lotterie, Tombola oder Jeux concours ze organiséieren; de Verbuet vun der Vente en chaîne gëtt suppriméiert; d'Modalitéiten, fir eng Vente sous forme de liquidation ze organiséieren an eng öffentlech Stee vu Biens neufs ofzehalen, ginn och gestrach. An da gëtt och déi Notioun vun „concurrence déloyale“ aus dem Gesetz vum 2002 gestrach. D'Reglementatiounen iwwert d'Solden an d'Publicitéit trompeuse gi vereinfacht. D'Rapportrice ass och dorobber agaangen.

Déi Fro, déi sech dann elo stellt, Här President, ass: Ass de Consommateur oder de Konkurrent manner geschützt? D'Antwort ass Neen, well de Code de la consommation gesäit vir, dat eng Rei Akten oder Praktiken vu Concurrence déloyale tëschent Consommateuren a Commerçant verbueden sinn. Géif also zum Beispill e Commerçant eng Vente sous forme de liquidation maachen an de Client géif do am Kader vun där Operatioun bedru ginn oder e Schued erliden, kann e sech op d'Dispositioun vum Code de la consommation bezéien, fir eng Aktioun géint de Commerçant ze maachen.

D'selwecht ass et, wann tëschent Konkurrente géif en Acte de concurrence déloyale geschéien. Da kann dee Konkurrent, dee sech léiséiert fillt, opgrond vum Gesetz vum 2011 iwwert d'Konkurrenz eng Aktioun beim Conseil de la concurrence maachen, à condition, dat eben d'Konditiounen vun enger Entente oder engem Abus de position dominante erfüllt sinn.

D'Chambre de Commerce kritiséiert, dat d'Notioun vun der Concurrence déloyale gestrach gëtt, well se der Meenung ass, dat am Code de la consommation net all déi Praktiken, déi elo gestrach gi sinn oder déi gestrach ginn, virgesi sinn.

Dëst ass, Här President, menger Menung no juristesche net ganz richtig, well de Code de la consommation, wéi gesot, éischters eng Lëscht vu verschidde Pratiques déloyales virgesäit, zweetens präziséiert, dat déi Lëscht net exhaustiv ass, an drëtters eng generell Definition vu Pratiques déloyales gëtt. Derbäi kënnst jo dann och nach, dat mer d'Gesetz vum 2011 hunn, fir d'Konkurrenz ze assuréieren tëschent Konkurrenten.

Duerfir, Här President, gëtt d'CSV den Accord zu deemem Projet de loi, an ech soen der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gloden. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Simone Beissel.

**(Interruption par Mme Simone Beissel)**

► **Une voix.** - Et ass d'Madamm Elvinger, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah, Dir hat mer awer just eppes aneres gemellt.

**(Interruption)**

Oh, dat do gëtt deier!

**(Hilarité)**

D'Wuert huet d'Madamm Joëlle Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Merci, Här President, dass ech dann awer nach d'Wuert kréien.

**(Hilarité)**

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll emol als Allererischt der Madamm Rapportrice Merci soe fir deen ausféierleche Rapport. Wann een et wëllt kuerzfaassen, da kann een dës Projet de loi och esou résuméieren, dass am Fong d'Direktiv iwwert d'Pratiques commerciales déloyales vum 2005 am Bannemaart ee grouss Zil huet, an dat ass hei déi komplett Harmonisatioun an deem Beräich.

Et ass nun awer emol esou, dass verschidde Länner, an dozou gehéiert och Lëtzebuerg, verschidde Dispositiounen transposéiert hunn, déi méi streng si wéi an anere Länner, soudass et net zu der gewënschter Harmonisierung

komm ass. Zu Lëtzebuerg zielt dat fir d'Vente sous forme de liquidation, fir d'Vente à perte, fir d'Lotterien, d'publicitaire Concoursen an Tombolaen, fir d'Vente en chaîne. A wéi mäi Virriedner och scho gesot huet, krut Lëtzebuerg dëst och en enger Mise en demeure dëst Joer am Juni vun der Kommissioun matgedeelt.

D'Resultat ass, dass mer haut all déi méi restriktiv Bestëmmungen an deene verschiddene Beräicher ofschaffen. Interessant heibäi ass, dass mer domadder och de Verbuet vun der Vente à perte ofschaffen. Et gouf haut schonn erwänt, mä mir waren iwwregens eent vun deene wéinege Länner, déi dat iwwerhaupt nach verbueden hunn.

Ech wëll awer hei och berouegen: Den Abus vun der Vente à perte, fir zum Beispill e Konkurrent aus dem Marché ze drängen, bleift och nach ëmmer verbueden. Dës Praxis ass géint den Droit de la concurrence a kann och nach ëmmer bestrooft ginn. Erstaunlecherweis war d'Vente à perte beim E-Commerce net verbueden, wat jo och schonns zu engem Déséquilibre tëschent Onlinehandel an dem normalen Handel gefouert huet. Duerch dese Projet erreeche mer dann och, dass deesen „level playing field“ net nëmme tëschent dem Online- an dem normale Commerce geschafte gëtt, mä och fir all d'europäesch Länner.

Duerch all dës Ofschafungen a Vereinfachungen stinn an deem Gesetz, dat mir haut stëmme, elo och nach Dispositiounen, déi d'Solden, d'Vente sur trottoir an d'Publicité trompeuse et comparative betreffen.

Heimat ginn ech dann och den Accord vun der Demokratescher Partei zu deemem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Elvinger. D'Wuert huet elo den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, et ass scho vun de Virriedner alles gesot ginn, soudass ech just nach den Accord vun der grénger Fraktioun bréngen. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci fir den Accord. Weider Wuertmeldungen?

Den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Mir liesen an deemem Rapport sou angeneem Wieder wéi „abrogé“, „suppression“, „abrogé“, „abrogé“, „pas lieu de maintenir“, „abrogé“, „ne reprend pas“, also siwe gutt Grënn, fir fir dese Projet ze stëmme.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. Domat si mer um Enn vun der Riednerlescht ukomm. An d'Wuert huet de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Dir erlaabt, dass ech vun hei aus der Rapportrice, der Madamm Tess Burton, e grouse Merci soen. Ech mengen, dat Gesetz, wat mer hei..., oder wat Dir hei stëmmt haut, ass eigentlech e Gesetz, dat eis erlaabt, konform zum EU-Recht ze ginn an och eis Gesetz dem Zäitgeescht unzepasen. An ech mengen, et ass vun allen Orateure gesot ginn: Och de Konsumentenschutz ass hei net a Gefor. An dofir mengen ech, dass dat heiten eng gutt Saach ass.

Ech soen der Chamber Merci fir den Accord.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Mir géifen dann direkt iwwert de Projet de loi 7038 ofstëmme.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7038 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

Mir hunn 58 Jo-Stëmme an 2 Abstentiounen. De Projet de loi 7038 ass ugeholl.

**Ont voté oui:** Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eichler, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Haldorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Wëllt een d'Abstentioun motivéieren?

**(Négation)**

Dat ass net de Fall. Dann ass de Projet adoptéiert.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

## 6. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)

- **Art. 168 du Règlement de la Chambre (suite)**

Ech wollt lech just nach iwwert den Avis politique bidden, den Assentiment vun der Chamber och nach duerch en Handzeechen ze bekräftegen. Mir waren zwar domat d'accord.

**Vote sur la résolution**

Wie mam Avis politique d'accord ass, gëtt wann ech gelift en Handzeechen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass unanime ugeholl. Villmools Merci! Domat si mer dann elo ganz korrekt.

Eisen nächste Punkt um Ordre du jour sinn d'Projeten 6965, 6981, 6902, déi mer zesumme wäerten diskutéieren, wou awer d'Rapporteurs noene wäerten d'Projete presentéieren an dann eng Gesamtdiskussioun wäert stattfannen. D'Wuert zum éischte Projet huet de Rapporteur, den honorabelen Här Claude Haagen.

## 7. 6965 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil

**6981 - Projet de loi relatif aux équipements marins**

**6902 - Projet de loi relatif aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques**

**Rapport de la Commission de l'Économie sur le projet de loi 6965**

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 6965 geet et ëm eng Harmoniséierung vu Rechtsvorschriften iwwert d'Bereetstellung vun Explosionsstoffen an hir Kontroll op dem Maart. Et handelt sech hei ëm Sprengstoff, deen am zivilen Kader ka benotzt ginn.

De Projet de loi ass de 7. März vun deemem Joer vum Wirtschaftsminister an der Chamber déposéiert ginn. Den éischten Avis vun der Handelskammer koum den 10. Mee eran an den Avis complémentaire den 20. Oktober. Den Avis vum Statsrot koum de 15. Juli an den Avis complémentaire de 27. Oktober vun deemem Joer eran. D'Ékonomieskommissioun huet de 6. Oktober déi entsprechend Amendementer un de Statsrot geschéckt.

De Projet de loi selwer gesäit vir, dass mir d'Direktiv 2014/28 vun der Europäescher Unioun transposéieren. D'Politik vun der Europäescher Unioun am Beräich vum Sprengstoff fir d'zivil Notzung huet sech dräi Haaptziler gesat: d'Ausschaffe vun engem EU-Bannemaart fir den Handel vu Sprengstoff fir zivil Zwecker, d'Harmoniséierung vun de Sécherheetsufoerderungen op engem héije Schutzniveau an d'Ausschaffe vun engem Gestionsystem fir d'Iwwerwaachung vu Liwwerunge vun Explosionsmaterial a Munition.

Mat deemem Gesetzesprojekt gëtt dofir eng europäesch Direktiv ëmgesat, déi eng Harmoniséierung vun den europäesche Legislatiounen virgesäit, an dëst am Beräich vun der Liwwerung an der Kontroll vun explosive Stoffen fir zivil Zwecker. Déi dräi Autoritéiten, déi hei am Land vun deemem Dispositif betraff sinn, sinn

den ILNAS, d'ITM an de Justizministère. Et soll och gesot ginn, dass dës Direktiv net déi folgend Beräicher betrëft: Explosionsmaterial a Munitionen, déi fir den Asaz vun der Police gebraucht ginn, pyrotechnesch Géigestänn wéi zum Beispill Freedefeieren an déi eenzel Iwwerwaachung vum Marché vun der Munition.

An der Direktiv ginn d'Obligatiounen vun den Hiersteller, Importateuren an Händler, déi am kommerziellen Handel vu Sprengstoff täteg sinn, definéiert. Dës Direktiv ass och eng vun deenen aacht Direktiven „produits“, wéi mer se nennen, déi duerch Gesetzestexter schonn hei an der Chamber transposéiert gi sinn. Wéi fir déi aner Gesetzestexte ginn hei och d'Ramebedéngungen an d'Vepflichtungen, d'Obligatiounen fir d'Hersteller, d'Mandatären, d'Importateuren an d'Distributeur vu Sprengstoff, dee fir zivil Beräicher genotzt gëtt, festgehalten.

Vu dass et hei zu Lëtzebuerg am Prinzip keen Hiersteller vu Sprengstoff gëtt, sinn d'Iwwerwaachungsarbeiten hei um Terrain relativ minim. Déi, déi emol an d'Viséier géife kommen, si Leit mat engem Waffeschäin, déi hir eege Munition géifen herstellen.

Dee Sprengstoff, deen hei zu Lëtzebuerg benotzt gëtt, gëtt am Prinzip vun auslänneschen an deem Beräich spezialiséierten Entrepreneuren importéiert a beim Tunnelbau oder bei Steegrouwen agesat. Dës Importatiounen ginn a sinn natierlech och vun der ITM kontrolléiert.

Fir dës Direktiv ëmzesetzen, hu missen eng ganz Rei vun Annerungen an der aktueller Règlementatioun virgeholl ginn. Dofir ass et méi einfach an och vill méi lisibel, fir de Règlement grand-ducal vum 24. November 2005 «relatif à la mise sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil» duerch deesen neien Text ze ersetzen, deen déi gesamt Dispositioun an deem Beräich zesummefasst.

Sou wéi fir déi aner Projet-de-loien hu mir och fir dese Projet de loi festgehalten, dass d'Englesch als Kommunikatiounssprooch zwëschen deene betraffene Verwaltungen an de Concernéierte ka genotzt ginn, dëst aus prakteschen Ursachen a well d'Realitéit natierlech um Terrain schonn esou ass.

Zu den Avisa vum Statsrot: Wat den éischten Avis vum Statsrot ubelaangt, do huet de Statsrot e puer Opposition-formellé formuléiert, wéi zum Beispill, dass d'Retroaktivitéit net méiglech ass. An deem Kontext soll awer och erwänt ginn, dass dese Projet de loi schonn hätt solle fir den 19. Abrëll 2016, also vun deemem Joer, transposéiert ginn. Och d'Netanhale vun der Hiérarchie des normes gouf am éischten Avis mat enger Opposition formelle beluecht. An de Statsrot huet och bedauert a mat enger Opposition formelle beluecht, dass déi net komplett Transpositioun vun der Direktiv gemaach gi wier.

Mat den Amendementer vun der zoustänneger Wirtschaftskommissioun vum 6. Oktober vun deemem Joer konnt allen Ufoerderunge vum Statsrot Rechnung gedroe ginn. All weider Detailler géif ech lech bidden a mengem schrëftleche Rapport nozeliesen.

An ech bréngen natierlech zu deemem techneschem Projet och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

► **Une voix.** - Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Haagen. An d'Wuert huet elo fir d'Projeten 6981 a 6902 déi zweet Rapportrice, d'Madamm Tess Burton.

**Rapports de la Commission de l'Économie sur les projets de loi 6981 et 6902**

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert lech dann elo déi zwee nächst Projet-de-loien hei hannerenee virstellen. Am éischte Projet de loi mat der Nummer 6981 geet et ëm d'Équipement vu Schëffer. Dese Projet de loi ass den 21. Abrëll 2016 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider déposéiert ginn. Den éischten Avis zu deemem Projet de loi koum de 25. Mee vun der Chambre de Commerce, an den 11. Oktober koum den Avis vum Statsrot.

De Projet selwer gouf den 13. Oktober an der Wirtschaftskommissioun presentéiert. No der Presentatioun vum Projet an der Analys vun den Avisen huet d'Kommissioun eng Lettre d'amendement un de Statsrot geschéckt, soudass duerno nach eemol zwee Avis-complémentaire vum der Chambre de Commerce an dem Statsrot komm sinn.

De Projet de loi, ëm deen et hei geet, gesäit vir, dass mer eng europäesch Direktiv ëmsetzen. Dës Direktiv abrogéiert eng bis dato bestoend Direktiv, well dës nei Direktiv soll näischt aneres wéi déi Defiziter vun där bestoender Direktiv verbesseren. Et geet hei drëms, fir e bessere gesetzleche Kader ze schaffen, fir d'Sécherheet vun Schëfferverkéier ze garantéieren, an dobäi spillt d'Équipement vun de Schëffer eng wich-

teg Roll. Dat ganz Equipement vun engem Schëff muss gewëssene Sécherheetsnormen entspriechen, fir eben esou d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren an och Accidenter an Ëmweltverschmutzung um Mier ze verhënnere.

Déi international Séischëffaartsorganisatioun, d'Organisation maritime internationale, entwéckelt an aktualiséiert dofir gewësse Leeschtungs- a Préifnorme fir bestëmmte Schëffsausrüstungen a Form vu Coden, Resolutiounen a Circulairen. Esou sinn d'Schëffer eréischt konform mat deenen internationale Konventiounen an der EU-Gesetzgebung, wann hiet Equipement u Bord deesen Normen och entsprécht.

Well dës international Normen den Administratiounen an deene verschiddene Länner, ënnert deenen hire Fändelen déi jeeweileg Schëffer fueren, awer e gewëssene Spillraum bei der Iwwerprüfung vun dese Sécherheetsufoerderungen loosse, hu mer keen eenheetleche System bei der Certificatioun vun de Schëffsausrüstungen. An dëst verhënnert eng reibungslos Funktioun vum europäesche Bannemaart a kann zu engem Konkurrenzkampf bei der Entwécklung vum Equipement vun de Schëffer féieren.

An deem Kontext kënn d'Europäesch Unioun an d'Spill, fir dës Prozeduren ze harmoniséieren. Sou gouf den 20. Dezember 1996 eng éischt Direktiv fir d'Équipement vu Schëffer adoptéiert. Fir Differenze bei der Ëmsetzung vun den internationale Standarden ze verhënnere, goufe mat deser Direktiv eenheetlech Regele festgehalten a kloer Ufoerderunge bei der Certificatioun vum Schëffsmaterial definéiert.

Hei zu Lëtzebuerg gouf d'Direktiv vun 1996 duerch e Règlement grand-ducal ëmgesat. An deem zoustänneger Minister fir d'Affaires maritimes souwéi dem Commissaire délégué aux affaires maritimes goufe weider Kompetenzen zougessprach am Beräich vun der Iwwerwaachung an der Sécherheet vum Schëffsmaterial.

D'Schëffsmaterial gëtt scho während dem Bau an d'Schëff integréiert, an dat geschitt net um lëtzebuergesche Marché. Parallell zu der Iwwerwaachung vum Maart muss de Commissariat aux affaires maritimes derfir surgen, dass d'Schëffer, déi ënnert dem lëtzebuergesche Fändel fueren, de Sécherheets- an Ëmweltschutzobligatiounen entspriechen. Et géllt also, souwuel de Stand vum Schëff wéi och d'Material ze kontrolléieren. Agreéiert Organer kënnen dofir Autorisatiounen kréien, fir op d'Schëff selwer ze goen a sur place sech alles unzekucken an ze kontrolléieren.

D'Direktiv vun 1996 huet awer mëttlerweile gewisen, dass nach zousätzlech Moosnamen néideg sinn, fir e reibungslose Schëffsverkéier ze garantéieren, soudass eng Rei Adaptatiounen néideg gi sinn. Dës Adaptatiounen fanne sech an der Direktiv vun 2014 erëm, déi elo d'Direktiv vun 1996 ersetze wäert, déi, wéi gesot, eng Rei Schwächen a Mängel opgewisen huet.

D'Direktiv vun 1996 war net ganz kloer am Beräich vun der Identifikatioun vun den technesch Kriteären an den Evaluatiounsstandarden, an och sollen d'Kompetenze vun den zoustänneger Kontrollorganer Präzisioun kréien, souwéi d'Iwwerwaachung vum Marché un d'Realitéit ugepasst soll ginn. An och d'Prozeduren, déi zum Schutz bäidroen, ginn hei festgehalten. D'Direktiv vun 2014 versicht also, déi Mängel ze eliminéieren. De Cadre juridique soll méi einfach gestalt ginn an och soll dës Direktiv sécherstellen, dass déi nämlech Prozeduren an Normen an der ganzer EU agehale ginn.

Hei zu Lëtzebuerg huet niewent dem zoustänneger Minister an dem Commissariat délégué aux affaires maritimes och nach e weideren Institut Kompetenzen am Beräich vun der Séifaart, an dat ass den ILNAS.

D'Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2014 ass also elo och d'Méiglechkeet, fir d'Kompetenze vun de verschiddenen Akteuren nach eng Kéier op de Leescht ze huelen a fir am Beräich vun der Schëffaart vun der Expertise vum ILNAS ze profitéieren. Gläichzäitig erméiglecht et eis och, fir d'Dispositiounen am Beräich vun der Schëffsausrüstung zu engem Maximum nach op aner Produiten ze applizéieren.

Mat deemem Gesetzestext kréie mer also e Gläichgewicht bei der Zesummenaarbecht tëschent dem ILNAS an dem Commissariat aux affaires maritimes, soudass jiddweree senge spezifeschen Aufgabe kann nogoen, mä awer

och vun der Expertise vun deem anere ka profitéieren.

Mir haten d'Joer schonn e puer esou äänlech Projet-de-loien an der Chamber gestëmmt an an all deene Projet-de-loien hu mir, wéi och fir d'ese Projet de loi, festgehalen, dass Englesch als Kommunikatiounssprooch zwéischen der Verwaltung an de Concernéierte ka genotzt ginn, d'ëscht aus praktesche Grënn a well d'Realitéit um Terrain d'esen Usus och scho widderspielt.

Wéi fir déi aner Gesetzestexter och ginn hei d'Ramebedingungen an d'Verpflichtunge fir déi concernéiert Akteuren, wéi d'Fabrikanten, d'Importateuren an d'Distributoren, festgehalen.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis zwou Opposition-formellen opgeworf, éischters iwwert d'Netanhale vun der Hiérarchie des normes an zweetens iwwer méiglech Restriktionen, déi de fräien Handel beaflosse kënnen. D'ese Suerge konnt d'Wirtschaftskommissioun Rechnung droen, an des Weideren ass nach en Amendement vun der Kommissioun verfaasst ginn, fir am Gesetz nach op eng Direktiv ze verweisen. Doduerch koumen nach eng Keier zwéi Avis-complémentairen, ee vun der Chambre de Commerce an ee vum Statsrot.

Voilà, dat gesot zu deem Projet de loi. Da kommen ech elo zum Projet de loi mat der Nummer 6902.

An deem Projet de loi geet et nämlech ëm d'Sportsbooter, d'Waassermotorrieder an nach aner motoriséiert Waassersportgeräter. Dee Projet ass den 12. November 2015 vum Wirtschaftsminister déposéiert ginn. Hei goufen et zwéi Avis vum der Chambre de Commerce, een den 13. Januar an een de 4. Februar. An de Statsrot huet säin Avis, säin éischten Avis, de 15. Juli ofginn. De Projet de loi ass den 22. September 2016 an der Kommissioun virgestallt ginn, an där och eng Lettre d'amendement verfaasst ginn ass. Den zweeten Avis complémentaire vun der Chambre de Commerce koum dunn de 24. Oktober an dee vum Statsrot de 27. Oktober.

Voilà, komme mer zum Fond vun deemem Projet de loi. Och d'ese Projet de loi gesäit vir, dass mer eng Direktiv ëmsetzen. D'ëscht Direktiv hätt scho solle fir de Januar 2016 transposéiert sinn. Mir sinn also e bëssen en retard. D'ëscht Direktiv wäert och eng besteeënd Direktiv, also déi besteeënd Direktiv zu de Sportsbooter an de Waassermotorrieder, ersetzen. D'ëscht al Direktiv gouf mat engem Règlement grand-ducal hei bei eis ëmgesat. D'ëscht Règlement trëtt also ausser Kraaft mat deem neie Gesetz, wat mer haut stëmmen. D'Zil vun deemem Gesetz hei ass, eng Harmonisatioun vun de Sportsbooter a Waassermotorrieder ze kréien, fir d'Sécherheet vun d'esen an den EU-Länner ze garantéieren an och, fir e faire Konkurrenzkampf ze erlaben.

D'ëscht Direktiv, déi mir hei ëmsetzen, ass och eng Direktiv vun der sougenannter „nouvelle approche“, déi déi lescht technologesch Fortschreiter encadréiert, d'ëscht zemoos an de Beräicher vun der Ëmwelt an der Sécherheet. D'ëscht Gesetz harmoniséiert och d'Verpflichtunge vu privaten Importateuren, wat d'Evaluatioun vun der Konformitéit vun importéierte Produkte betrëfft. Hei geet et ëm den Import vu Produiten aus Drëttlänner. An d'Direktiv schreift och vir, dass den Hersteller vun engem Produit obligéiert ass, dass hie säi Produit esou hierstellt, dass dee sécher ass, net geféierlech an domat konform ass.

Fir dass mir als Konsument gesinn, ob e Produit konform ass oder net, kann den Hersteller d'CE-Zeechen opkliewen. D'Hersteller kënnen d'ëscht CE-Zeeche selwer op hir Produiten dropmaachen, mä dofir muss vun Zäit zu Zäit kontrolléiert ginn, ob d'ëscht Produiten och dem CE-Zeechen entsprechen, dat heescht, no de Regele produzéiert gi sinn an ebe konform sinn. Dat nennt een „surveillance des marchés“. Dat heescht, dass Stéchprouwe geholl ginn an d'Produite kontrolléiert an analyséiert ginn.

Komme mer nach zum Avis vum Statsrot! De Statsrot huet a sengem Avis d'Retroaktivitéit vun deemem Projet de loi mat enger Opposition formelle verhënnert. Deem ass Rechnung droe ginn an d'Wirtschaftskommissioun huet nach eng Lettre d'amendement eragereecht, fir nach Präzisiounen bei den Annexen ze maache souwéi fir och nach emol drop hinzeweisen, wéi och scho bei deem vieregte Projet de loi, dass déi englesch Sprooch soll bäibehale ginn.

Voilà, d'ëscht gesot zu d'ese ganz technesche Projet-de-loien, verweisen ech fir all weider Detailler op mäi schrëftleche Rapport a ginn domad-

der den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Burton. Éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

**Discussion générale**

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech emol deenen zwéi Rapporten, dem Här Haagen an der Madamm Burton, e ganz häerzleche Merci soe fir hire kompletten - wierklech! - mëndlechen an och schrëftleche Rapport.

Et sinn, wéi Der héieren hutt, dräi Projet-de-loien, déi eng Direktiv an nationaal Recht ëmsetzen. Am 6965 geet et net ëm Sprengstoff, sou wéi e vun der Arméi a vun der Police benotzt gëtt, et geet och net ëm pyrotechnesch Material, mä et geet ëm Munition, ëm Sprengstoff an awer och den Transfer vu Munition à usage civil, also fir d'zivil Notzung, wou souwuel d'Hersteller - an hei am Land hu mir zum Beispill Armurieren -, awer och d'Distributoren wéi och d'Importateuren gläicher-moossen eng ganz Partie vun Obligatiounen kréien, woumadder se mussen sécherstellen, dass dat Material och konform ass an dass d'Grundfuerderungen a puncto Gesondheet a Sécherheet och erfëllt sinn.

A wann ee jo bedenkt, dass mer a leschter Zäit e puermol Accidenter op Chantieren haten, sou kann een deem heiten nëmmen zoustëmmen, well dee Projet de loi ganz sécher zu méi Sécherheet op de Chantiere bäidréit. Ech denken an deem heite Fall ganz besonnesch u Sprengungen, déi gemaach ginn a Carrières, oder awer och Sprengungen, déi erfuerdert sinn, wann en Tunnelbau gemaach gëtt.

Dann de 6981, do geet et drëms, wéi d'Madamm Burton och gesot huet, dass d'Länner responsabel si fir déi Schëffer, déi ënner hirer Flagg fueren, an zwar muss se kontrolléieren, dass déi Schëffer esou équipéiert sinn, dass se souwuel fir déi Mënschen, déi dorobber ënnerwee sinn, wéi awer och fir d'Ëmwelt sécher sinn. An hei zu Lëtzebuerg ass dann elo de Commissaire aux affaires maritimes zesumme mat dem ILNAS dofir zoustänneg an déi verschidden Organismes agréés, déi kréien d'Méiglechkeet, sur place op d'Schëffer, do wou se da grad leien, och kucken ze goen, fir hir Konformitéit ze iwwerpréieren. A mir als klengt Land, als klengt Lëtzebuerg, hunn natierlech och all Interessi drun, dass déi Schëffer, déi ënner Lëtzebuerg Flagg fueren, och all Sécherheitsbestimmungen erfëllen.

Juste pour info: Ënner eisem Fändel fueren 216 Schëffer mat engem Totalfrachtvolumen vun 2,2 Tonnen. Dat ass de Stand vum leschte Juli.

An dann zu gudder Lescht de 6902, wou et nieft verschiddene Kontrollen awer ënner anere ëm dee Marquage CE do geet, deen de Fabrikant och ewell muss op Sportsmotorbooter oppechen, awer och op déi Wassermotorräder, wat näischt aneres ass wéi Jetskier ...

**(Interruption)**

...an där hu mer en etlech op der Musel fueren, zur Freed vun deenen engen, zum Leed vun deenen aneren -, fir domadder och ze bescheinegen, dass den ëmwelttechneschen Exigence Rechnung gedroe gouf. Dat heescht, déi Leit, ob dat dann elo den Distributeur ass oder Privatleit sinn, déi sech esou en Jetski elo vläicht fir Chrëschttag wënschen oder och e Motorboot importéieren, déi mussen dann oppassen, dass dee Marquage CE do drop ass.

Dat gesot ginn ech zu deenen dräi Projet-de-loien den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och virop den zwéi Rapporten, dem Claude Haagen an dem Tess Burton, Merci soe fir hir exzellente schrëftleche a mëndleche Rapporten zu d'esen dach techneschen Texter.

Et geet drëm, déi dräi Direktiven ze transposéieren. Zu deem éischte Projet, zu den Explosifs civils wëll ech net weider eppes soen, well mer jo zu Lëtzebuerg u sech kee Producteur hunn. Mir sinn hei Importateur. Mir hunn och nëmmen eng limitéiert Mission de surveillance. An dofir, den Text ass gutt. Mir maache mat, fir eis international ze conforméieren.

Déi zwéi aner Texter, Équipements marins an Navigation de plaisance, ech mengen, déi sinn extrem wichteg. D'Madamm Hetto huet et scho gesot: Mir sinn u sech elo entre-temps eng gréisser Seefahreratioun ginn! Béis Zonge behapten, wa mer nëmmen en Deel vun eiser

Flott, déi ënner Lëtzebuerg Pavillon fiert, géifen op der Musel parken, dann hätte mer schonn e ganzen Deel zwéische Lëtzebuerg an Däitschland mat Lëtzebuerg Booten voll. Mir mussen also och maachen, dass mer fir international an national Uerdnung suergen.

Mä ech ginn lech eppes aneres ze bedenken: Dir wësst alleguerten, dass d'Mëttelmier total verknascht ass, net nëmme vu Plastik, mä haaptsächlech vu Charge polluante, déi vum Diesel kënn, vum Uelech an esou weider an esou virun. Mir kréien ëmmer mat, dass Schëffer do fueren, déi dem Numm vu Schëff iwwerhaupt net méi gerecht ginn, wat Wracke sinn, déi absolutt verrascht sinn, wou d'Motoren net an der Rei sinn.

Duerfir ass et extrem wichteg, dass um Niveau vun Europa - a mir maachen do mat - Uerdnung geschafe gëtt, dass déi Équipements marins immens gestrafft ginn, dass do Kontrolle kommen, dass Obligatiounen si sougutt fir d'Sécuritéit vun de Leit, mä och haaptsächlech fir d'Ëmwelt, well do sinn esou Katastrophe geschitt. A wann do net agegraff gëtt, da gëtt dat ëmmer schlimmer. Dofir ass et gutt, dass déi hei Direktiv transposéiert gëtt a Lëtzebuerg Gesetz.

Dat anert iwwert d'Navigation de plaisance, do hunn ech selwer d'Chance gehat, 1994 an enger anerer Fonctioun matzehlëfen, de Règlement grand-ducal auszeschaffen, well dat och Schëffer betrëfft, déi am Inland gefuer sinn. An hei gëtt et och moderniséiert. Et gëtt alles harmoniséiert. A wat ganz wichteg ass, dat ass, dass sougutt Innenbordmotoren wéi awer och d'Aussenbordmotoren elo de Label CE kréien, well do gëtt et och vun null bis honnert an der Qualitéit a vun der Sécherheet! A wann de Label CE drop ass, ass et esou, dass éischters de Producteur wierklech muss bestëmmten Normen erfëllen, an et kënnen regelméisse Stippkontrollen gemaach ginn, well dat ass nämlech déi eenzeg Méiglechkeet, fir d'Charge polluante vun deene Moteuren ënner Kontroll ze kréien.

An dofir ass et och wichteg, dass mer dofir d'esen Text an national Lëtzebuerg Gesetz eranhuelen. An ech ginn natierlech bien entendu gär den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Här President, Merci nach eng Keier fir d'Wuert. Och hei gouf schonn alles vu menge Virriedner gesot, soudass ech och hei den Accord vu menger Fraktioun ginn. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gëtt et keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Regierung d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Ech wäert et dann nach eng Keier kuerz maachen an de Rapporten villmools Merci soe fir hir detailléiert Rapporten, wat mer erlaabt, elo net méi an den Detail anzegoen. Ech wëll lech och net ophalen, well ech weess, dass Der nach ganz vill um Ordre du jour hutt. Dofir e grouse Merci fir d'Zoustëmmung hei am Parlament zu deene Gesetzer.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert deen éischte Projet iwwergoen, de Projet 6965.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6965**

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

59 Participatiounen um Vott, 59-mol Jo. Domat ass de Projet 6965 unanime ugeholl.

**Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6965 est adopté à l'unanimité des 60 votants.**

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander

Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'Dispens géif ech herno zum Schluss froe fir déi dräi Projeten.

De Projet 6981 ass deen nächsten, iwwert dee mer ofzestëmmen hunn.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6981**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo, domat ass de Projet 6981 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir géifen zum drëtten Projet iwwergoen, dat ass de Projet 6902.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6902**

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass och schonn eriwwer.

60-mol Jo. Domat hu mer d'Unanimitéit fir de Projet 6902.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

**Dispense du second vote constitutionnel pour les projets de loi 6965, 6981 et 6902**

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens fir déi dräi Projeten unzufroen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7022, wann ech mech net iren. Neen, et ass also de Projet 7022 iwwert d'Abus de marché. An d'Wuert huet direkt eise Spezialist an deem Beräich, den Här André Bauler.

**8. 7022 - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:**

**1. mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les**

**abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;**

## 2. transposition de:

**a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);**

**b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;**

**3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et**

**4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Loosse mer net iwwerdreiwen, mä loosse mer awer och net laang ronderëm de Bräi réieren: Bei dësem Gesetzesprojet geet et ëm Maartmëssbrauch, Abus de marché also, deen duerch Insiderwëssen entstoe këint oder kann, Wëssen, dat dozou féiere soll, fir en Afloss op Entwécklungen ze huelen, zum Beispill op d'Präisser. Insiderwëssen iwwer Fakten a méiglech Bewegungen op de Finanzmäert ka bal all Persoun hunn, zum Beispill Statsbeamten, déi an deem Beräich schaffen a Verantwortung droen, awer och Politiker, déi a Kommissionen Informatiounen kréien, oder Banquieren a Fongmanagen.

Här President, wann et drëm geet, e richtegen europäesche Bannemaart ze schafen, virun allem bei de Finanzservicer, dann ass et noutwendeg, fir de suergen, dass d'Integritéit vun dësem Maart garantéiert ass an dass Situatiounen vu Mëssbrauch évitéiert ginn. Et geet, wéi gesot, heibäi ëm déi sougenannten Notion vun „abus de marché“.

Dëst geschitt, wa Finanzmarchéen aus hirem Equilibre kommen, wann also d'Prinzipie vun der Konkurrenz net méi spillen. Sou kënn et dann zu suboptimale Resultater fir d'Majoritéit vun den Akteuren, dat, well e puer anerer sech net un d'Spillregelen halen. Dëst also si verschidden Akteuren, individuell oder am Grupp, déi en Afloss op de Präis hunn, dëst entweder, andeems si méi Informatiounen hu wéi anerer - hei schwätzt ee vun „insider trading“ -, wa se falsch Informatiounen probéieren ze verbreden oder wa se sech mat aneren Akteuren ofschwätzen, wéi se sech um Marché verhalten wäerten. Alles dëst sinn Abusen, déi dat fräit Spill um Marché duerjernee maachen, grad well de sougenannten „level playing field“ net respektéiert gëtt.

Här President, zu Lëtzebuerg gouf d'Direktiv vun 2003 am Joer 2006 transposéiert, an zwar an d'Gesetz vum 9. Mee 2006 iwwer d'Maartmëssbräich. Et gëtt awer elo en neie Regimm, dat besonnesch, well d'Finanzwelt sech an deene leschten zéng Joer verännert a weiderentwéckelt huet.

Déi nei Basis bilden zwee Texter, - elo gëtt et e bësse méi technesch -:

- d'Reglement 596/2014 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 16. Abrëll 2014 iwwer d'Abus de marché, dat d'Direktiv 2003/6 vum Europäesche Parlament a vum Conseil wéi och d'Direktiven 2003/124, 2003/125 an 2004/72 vun der Kommissioun abrogéiert;

- dann d'Direktiv 2014/57 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 16. Abrëll 2014 iwwer déi stroferechtlech Sanktiounen am Kader vu Maartmëssbräich, eng Direktiv, déi eigentlech scho fir den 3. Juli vun dësem Joer sollt ëmgesat ginn.

Dëse Projet huet als Zilsetzung, fir all déi noutwendeg Moosnamen ze huelen, fir d'Reglement 596/2014 an d'Dispositiounen vun der Direktiv 2014/57 an déi vun der Directive d'exécution 2015/2392 ëmzesetzen. Et geet also drëm, den internen Droit un den neie Regimm, deen d'Abus de marché betrëfft, unzepassen. Dësen neie Regimm war noutwendeg, fir de gesetzleche Changementer Rechnung ze

droe souwéi der Entwécklung op de Mäert an den technologeschen Entwécklungen, zement well sech d'Landschaft vun de Finanzservicer spierbar verännert huet. D'Zil ass et, fir d'Uniformitéit vun de Regelen an och d'Kloerheet vun den Haaptkonzepter, déi benotzt ginn, ze garantéieren.

Här President, e puer Wuert zum Reglement 596/2014. Dëst Reglement verlaangt explizit d'Adoptioun vun zousätzleche Moosnamen um nationalen Niveau, fir seng Applikatiounen ze garantéieren. Den neie Regimm iwwer d'Abus de marché féiert e méi grouse Champ d'application an, dee méi op Produkter adaptéiert ass, déi an de leschte Joren entwéckelt goufen. Den neie Regimm huet och als Zil, géint déi gekräizten Abus de marché ze kämpfen, dëst op de Mäert vun den Derivater vu Matière-premiéren an op de physische Mäert, déi deenen ënnerleien. D'Reglement versicht, d'Pouvoir vun den administrativen Autoritéiten, déi d'Aufgab hunn, souwuel Mëssbräich ze iwwerwaachen, ze detektéieren an iwwer si ze enquêtéiere wéi och d'Sanktiounen an de Memberstaten ze harmoniséieren.

D'Direktiv 2014/57 gesäit stroferechtlech Sanktiounen vir am Fall vun engem graven Abus de marché. Am Géigesaz zu den aktuellen Direktiven, déi sech domadder zefridde ginn hunn, effektiv, proportionéiert an ofschreckend Sanktiounen ze definéieren, ouni awer déi konstitutiv Elementer vu stroferechtlichen Infraktiounen ze definéieren oder d'Natur vun de stroferechtleche Sanktiounen ze fixéieren, definéiert d'Direktiv 2014/57 op detailléiert Manéier d'Infraktiounen, déi mat Mëssbräich ze dinn hunn, an hält och genee d'Natur vun de Sanktiounen fest, déi d'Memberstaten a Kraaft setze mussen.

Här President, an deem neie Regimm vun den Abus de marché ass et esou, dass stroferechtlech Sanktiounen mat administrative Sanktiounen koexistéieren. Fir ze vermeiden, dass eng Persoun fir déiselwecht Faiten duebel poursuiviéiert oder veruerteelt gëtt, iwwerhëlt dëse Gesetzesprojet ouni substanziiell Ännerung de Mechanismus, deen am Artikel 33 Paragraf 4 vum modifizéierte Gesetz vum 9. Mee 2006 iwwer d'Abus de marché steet, e Gesetz, dat bis ewell gutt funktionéiert huet. Dëse Mechanismus huet als Zil, de Prinzip vum „non bis in idem“ oder „ne bis in idem“ ze respektéieren, andeems eng obligatoresch Konsultatioun tëscht der CSSF an dem Procureur d'État gesot gëtt, déi dann disposéiert, dass, wann eng Autoritéit poursuiviéiert, dann déi aner Autoritéit dat net mécht.

Dëse Prinzip war schon 2010 an d'Gesetz vum 2006 ageschriwwen ginn, dëst noedem d'Europäesch Kommissioun kritiséiert hat, dass d'Direktiv 2003/6 net komplett a Lëtzebuerg Recht ëmgesat gi war, a fir och der Objektivitéit vun Statsrot Rechnung ze droen, déi dee schon 2005 an 2006 formuléiert hat, ier d'Gesetz vum 9. Mee 2006 gestëmmt gouf.

Fir all aner Detailler verweisen ech lech op mäi schrëftleche Rapport, Här President. Souwuel an der Theorie wéi an der Praxis kann e Marché nëmme funktionéieren, wann d'Grondlage garantéiert sinn, an do hu Praktike vu Maartmëssbrauch näischt ze sichen.

Andeems mer haut eis Gesetzgebung op den neien europäesche Kader an dëser Matière upassen, droe mer dozou bäi, dass esou e Verhale verënnert a bestrooft gëtt. Dat ass wuel eng technesch Affär, mä nëmme wa jiddwer Akteur um Marché sech un d'Regelen hält, dann ass d'Resultat och am Sënn vun eis alleguerten.

Dat gesot, soen ech lech Merci, soen ech Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun a ginn dann natierlech och den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet dann direkt den Här Laurent Mosar.

## Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci eisem Rapporteur, dem Här André Bauler. Hien huet déi ganz gutt Ugewonnecht, eng komplizéiert Matière an einfache Wieder duerzeleeën. E mécht dat en plus op eng lieueg a flott Manéier. Duerfir bleift mir net méi vill derbäizefügen, ausser den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Laurent Mosar. An d'Wuert huet direkt den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Och ech géif gär dem Rapporteur André Bauler Merci soe fir säi gudden Rapport. Hien huet erkläert, firwat dës Matière vun Abus de marché a vun de Manipulatiounen vum Marché am Fong eng wichteg Matière ass, déi

och zu Lëtzebuerg extrem wichteg ass, well mer eben och eng grouss Bourse hunn, déi e wichteg Standbein ass vun eiser Finanzplaz.

Obwuel mer eng relativ wichteg Bourse hunn, hu mer relativ wéineg Fäll vun Abus de marché gehat an der Vergaangenheet. An ee vun deene Grënn dofir ass, dass mer u sech wéineg Handel hunn op eiser Bourse. Et gëtt just ee Fall an der Lëtzebuerg Jurisprudenz vun engem Délit d'initié. Dee geet op d'Zäit vun 2001 zrëck a war en rapport mat der Fusioon zwëschen Arbed, Usinor an Aceralia. Dat ass deen eenzege Fall vun enger Condamnation pénale wéinst Abus de marché, wéinst Délit d'initié.

A wann een de Rapport vun der CSSF kuckt, da gesäit een, dass 2015 dräi Enquêté gemaach goufe wéinst Manipulation de marché, Abus de marché, an dass et awer trotzdeem, an dat ass dee wichtegsten Uwenungsberäich vun dëser Matière, eng 70 Ufroe vun auslänneschen Autoritéite gouf, déi dann un d'CSSF ginn. An d'CSSF muss dat verschaffen, fir dann déi Informatiounen ze iwwerliwweren un auslännesch Autoritéiten.

Et ass also wichteg, dass mer eise Kader un dat europäescht Recht upassen. De Rapporteur huet et gesot. Et gëtt eng Ausweidung vum Champ d'application engersäits op nei Plattformen. Dat hate mer bei eis scho gemaach. Mir hu säit 2006 och den Euro MTF, de Marché secondaire vun der Bourse, deen am Champ d'application ass vum Gesetz. Mä mir maachen och elo nei Produiten derbäi, nei Instrumenter, wéi Emissiounsquoten, och Indicen, nom LIBOR-Skandal ass dat derbäikomm, an eben och déi Abus croisés, déi de Rapporteur genannt huet, mat Derivater vu Matière premières.

En anere wichtige Punkt, dee mer aféiere mat dësem Gesetz, ass e Whistleblowing-Mechanismus. Dat ass jo och e Sujet d'actualité. Och hei wéi an anere Finanzsecteurlegislatiounen kréie mer dee Mechanismus, wou dann eben Drëttparteien oder Employéé kënnen Abus-de-marchéen dénoncéieren bei der Autoritéit.

Här President, ofschléissend géif ech erëm eng Kéier gären eng Lanz brieche hei fir d'Loi-sanction. Well den Abus de marché ass e ganz wichteg Gesetz, mä all déi Gesetzter sinn net vill wäert, wann d'CSSF d'Moyenen net huet, fir se seriö an op eng, jo, op eng contraignant Aart a Weis ze sanktionéieren.

Dofir géif ech dann nach eng Kéier gären en Appell maachen un de Minister, fir dat Gesetz schnell an d'Prozedur ze bréngen, well dat ass den eigentleche Gage de sérieux vun der CSSF, d'autant plus well, wéi de Rapporteur et sot, mer déi Regel hunn, wou u sech och déi Pursuite kënnen administrativ gemaach ginn, wat oft méi effikass ass, mä och op enger penaler Base.

Dat gesot, géif ech gären den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Fayot. An d'Wuert huet den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi grëng).** - Merci, Här President. Och hei ginn ech den Accord vun der grënger Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

## Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Ech géif gären dem Rapporteur André Bauler Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen, awer och schrëftleche Bericht an enger Matière, déi vläicht e bësse komplizéiert ass, mä en fait och eng immens wichteg ass, wat d'Reputatioun vun de Marchéen ubelaangt an dann och d'Reputatioun vum Land.

Ech géif mech gären och bedanke beim Justizminister a senger Equipe, déi hei aktiv matgeschafft hunn.

Am Résumé, wat hei geschitt ass, ass, dass de Champ d'application vum Abus de marché méi breet gëtt, sou wéi d'EU-Direktiven an d'Reglementer dat virgesinn. Zweetens ginn d'Pouvoir vun der CSSF, vun eise Regulateur-superviseur, hei adaptéiert, och méi breet gemaach. Mir kréien eng Harmonisatioun vun de Sanktiounen a vun de Mesure-administrativen a mir introduzéiere penal Sanktiounen, déi och ganz héich sinn, wat och soll dissuasiv sinn.

Den Deputéierte Fayot huet ganz richteg ënnerstrach, dass dat heiten e wichtige Bestandteil ass vun der Legislatioun fir eis Finanzplaz. Et ass esou, dass Lëtzebuerg eng ganz grouss an dynamesch Bourse huet. Mir sinn en fait de

gréissten Émetteur vu Valeurs mobilières an Europa, soudass mir hei e wesentlechen Akteur sinn.

Wéi richteg ervirgestrach, ass et och esou, dass mir zu Lëtzebuerg ganz wéineg Délit-d'initié hunn oder Fäll vun Abus de marché. Doriwwer soll ee sech freeën. Mä an engens ass et och wichteg, dass eis Legislatioun ugepasst ass, fir dass mer och kënnen mat auslännesche Regierungen a Länner kooperéieren, wat och oft de Fall ass an an Zukunft nach méi wäert sinn.

Richteg ass och ze ënnersträchen, dass mer d'ITM designéiert hunn als Autoritéit, fir ze iwwerkucken, dass déi Salariéen, déi Dénonciatiounen maachen, protegéiert ginn. Dat ass en Deel vun der Approche, déi mer zu Lëtzebuerg hu vum Whistleblowing. Mir hu jo och eng generell Legislatioun zu Lëtzebuerg an deem Domän. A mir wëssen, dass um europäesche Feld dru geduecht gëtt, fir déi Protektioun och nach ze erweideren.

Ech freeë mech iwwer de Support vun alleguerten de Fraktiounen, déi sech hei ausgeschwat hunn. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir géifen dann iwwer den Ensembl vum Projet de loi 7022 ofstëmme.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7022 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

(**Interruption**)

Jo, et ass notéiert. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

59-mol Jo, dann ass et wahrscheinlech 60-mol Jo. Domat ass de Projet 7022 unanime ugeho.

**Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7022 est adopté à l'unanimité des 60 votants.**

**Ont voté oui:** Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, de Projet 7031, d'Transpositioun vun enger Direktiv iwwer den automateschen Austausch vu steierlechen Informatiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt den Här Rapporteur, den Här Eugène Berger, dee scho bei eis ass.

**9. 7031 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dëse Projet reit sech an an all déi Efforten, déi an deene leschte Jore

gemaach gi si vun der Regierung, fir den, ech soen emol „Standuert Lëtzebuerg“ erëm méi transparent ze maachen, an och fir aktiv ze ginn, zesummen um europäesche Plang mat eisen anere Partner, fir géint d'Steierevasioun virzegoen, fir do ze handelen.

Ech mengen, dat ass e Sujet, deen eigentlech och ganz aktuell ass, wann een d'Noriichte gekuckt huet vu gëschter. Ech erënnere nëmmen un den Dossier LuxLeaks. Wéi gesot, an deene leschte Jore si mer bei den Aarbechten zu Bréssel, awer och op internationalem Parquet ganz aktiv gewiescht, praktesch ëmmer bei den „first-moveren“ gewiescht, fir Dispositionen oder nei Direktiven ëmzesetzen am Beräich vun der Transparenz.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënnere, dat mer ënner anerem bei der Présidence den Dossier vum automateschen Austausch vun de Rulungen och décisiv virubruecht hunn.

Ëm wat geet et méi prezis hei bei dëser Direktiv? Bei dësem Projet de loi, do geet et drëms, fir méi Transparenz bei deene grouse Gesellschaften oder Gruppen ze kréien, wou de Chiffre d'affaires iwwer 750 Milliounen Euro läit. An dat si gewéinlech grouse Gruppe mat, et kann een och soen, méi komplexe Strukturen a verschidde Länner. Et brauch een elo hei keng Nimm dropzesetzen, mä Dir kënt lech alleguerten awer denken, wat fir eng Gruppen oder Gesellschaften dat kënnen sinn.

An, bon, et ass och net ofzestreden, dat ass jo och d'Expérience aus deene leschte Joren, Jorzéngten, dat gewéinlech esou Strukturen vu grouse Gruppen och als Zil ënner anerem haten, fir eng optimal Besteuerung ze erreechen, andeems een dann à la perfection all d'Méiglechkeeten aus deene verschidde État-membere esou kombinéiert huet, dat een da jee weils den niddregste Steiertax konnt erreechen. Dat ass ganz oft geschitt iwwert déi sougenannten Transferten, déi innerhalb vun engem Grupp getäteg ginn, wou da mat Prix-de-transferten dat ugerechent ginn ass mat Präisser, déi awer da gewéinlech ënnert dem Marchéspräis louchen.

Ech mengen, duerch dese Mechanismus konnten da Revenuen jee nodeem an deem engen oder anere Land besteiert ginn, an et ass eben och da gekuckt ginn, fir den niddregsten Taux ze erreechen. Dat Ganzt, dat muss ee betounen, huet sech eigentlech ëmmer an engem legale Kader beweegt, wou déi eenzel Legislatiounen respektéiert gi sinn. Mä duerch déi successiv Revelatiounen, ënner anerem eben och LuxLeaks, ass vill iwwert déi deontologesch Dimensionen an Aspekter diskutéiert ginn. An et ass ee sech awer och eens ginn, wann och déi Besteuerung legal waren an do net unzefechte sinn, dat ee sech awer iwwerluecht huet, ob dat schlussendlech am Sënn vu Steiergerechtheet geet ass.

D'Kommissioun an d'OECD wëllen also nei Weeër goen an deem Beräich, Weeër, déi dës Regierung zu honnert Prozent ënnerstëtzt. Wat sinn déi Weeër? Bon, an Zukunft soll d'fiskal Transparenz bei deene Gruppe voll spillen. An et gëtt och eng nei Approche bei der Besteuerung, wou gekuckt gëtt, wou d'Haaptsubstanz vun engem Grupp oder enger Gesellschaft läit, wou hir Haaptaktivitéite leien, wou hir Personalsubstanz ass an nach aner Elementer.

Ech mengen, déi ganz Efforte sinn och an der Suite vun den Diskussiounen iwwer BEPS ze gesinn, mä besonnesch hei vun der Aktioun 13. An där Aktioun, do gi gemeinsam Norme virgeschloen, wéi esou eng Deklaratioun Land fir Land kéint ausgesinn. An déi europäesch Direktiv iwwerhëlt eigentlech dës Richtlinnen.

Wat ass dat dann elo konkret? Wéi gëtt dat dann elo an dësem Projet de loi ëmgesat? Majo, fir d'Transparenz ze erreechen, gëtt ebe fir déi Gesellschaften mat 750 Milliounen Emsaz den automateschen Échange vu Steierinformatiounen tëschent de Steierverwaltungen agefouert.

„Firwat nëmmen Entreprisé vun enger gewëssener Envergure?“, kann ee sech froen. Ech hunn dat och scho virun erklärt, firwat ech mengen, dat eben déi grouse Gruppen, déi eng multinational Struktur hunn, hei viséiert sinn. Ech mengen, fir kleng Entreprisen, déi eng national Struktur hunn, méi e klenge Chiffre d'affaires hunn, ass dat souwisou net a Fro komm.

Wéi geschitt deen automateschen Échange? Ma dee fonctionnéiert iwwer eng „déclaration pays par pays“, wéi een dat nennt. Also an all Land gëtt eng Oplëschtung gemaach vun den ekonomeschen Aktivitéite vun der Gesellschaft. An da gesinn déi eenzel Steierverwaltungen,

wéi eng Aktivitéiten a wéi engem Land getäteg goufen, a kënnen dann och jee nodeem dann an hirem Land déi Aktivitéiten och no hire Legislatiounen besteieren.

Praktesch gesinn ass et esou, dat all Joer déi grouse multinational Gruppen eng Lëscht mussen opstellen, wou se dann opweisen, wat se an all Land, an all Juridiktioon getäteg hunn, Benefiss virun de Steieren, Steieren um Benefiss, Unzuel vun de Leit, déi fir si an deenen eenzelne Länner schaffen, soziaalt Kapital, Natur vun den Aktivitéiten an de jee weilege Länner an nach e puer Informatiounen méi.

Konkret ass dat och hei zu Lëtzebuerg d'Steierverwaltung, déi do e spezielle Formulär ausgeschafft huet, deen dann déi grouse Gesellschaften och kënnen ausfüllen. An et ass dann d'Steierverwaltung, déi déi Donnéeën mat den Nopeschsteierverwaltungen - ech soen Nopeschsteierverwaltungen, mat de Steierverwaltungen an deenen aneren europäesche Länner dann austauscht. A mir kréien der dann natierlech och ëmgedréit aus dem Ausland vun deene Verwaltungen dann hei op Lëtzebuerg.

Déi Kommunikatioun vun de Gruppen, déi muss spëtstens 15 Méint nom fiskalen Exercice agereecht ginn. D'Gesellschaft huet zwielef Méint Zäit an dann hunn d'Administratiounen nach dräi Méint Zäit, fir dat da weider an d'Ausland ze ginn.

An dann och, well mer jo elo dann an engem neie System sinn, fir et emol esou ze soen, gëllt fir déi éischt Deklaratioun, dat wier den Exercice, deen elo den 1. Januar 2016 ugefaangen huet, en extraen Délai, fir dat sech déi Gruppe kënnen dorobber astellen, vun 18 Méint. Dat heescht, déi éischt Informatiounen ginn da fir den 30. Juni 2018 échangéiert.

Et ass och virgesinn, dass, wann déi néideg Informatiounen net geliwwert ginn, et zu enger Amende bis 250.000 Euro ka kommen.

E klengt Wuert zum Avis vum Statsrot. Deen hat eng Opposition formelle zum Artikel 3 formuléiert, wou e gefrot huet, fir dat d'Obligatiounen fir d'Entreprisen aus der Annex och kloer als Referenz an deen Artikel ageschriwwen ginn a wéi se kéinte sanktionéiert ginn, wa se hiren Obligatiounen net nokommen. D'Fofibu ass op alle Fall dem Wonsch vum Conseil d'État nokomm a mir hunn dat dann och esou doranner formuléiert.

Voilà a kuerze Wierder déi Haaptelementer vun deem Projet de loi. Weider Detailler fannt Der dann a mengem schrëftleche Rapport. Ech mengen, als Konkusioun, et ass e wichtige Projet an eisen Efforte fir méi Transparenz a géint d'Steierevasioun. Ech hoffen op eng grouse Zoustëmmung. Ech bréngen op alle Fall och schonn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet hei an.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet direkt den Här Laurent Mosar.

**Discussion générale**

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci och hei dem Rapporteur, deen, wéi gesot, nach eng Kéier eng komplizéiert Matière eigentlech ganz kuerz a flott duergestallt huet. Him duerfir e grouse Merci.

Ech mengen, et ass hei schonn ugeklongen, et geet bei dësem Projet de loi ëm d'Ëmsetzung vun där sougenannter „Country-by-country-Procédure“. An ech wollt eigentlech do dem Minister eng Fro stellen an zwou Observatiounen maachen. D'Fro, déi hat ech och scho gestallt an der Finanzkommissioun un d'Fonctionnaire vun der Steierverwaltung.

Et geet nämlech hei ënner anerem, Här Finanzminister, ëm d'Determinatioun vun den Transfertpräisser. An do ass mer geäntwert gi vun de Responsabele vun der Steierverwaltung, do géifen et Kritäre ginn, déi wäeren och festgeluecht. An ech hat eigentlech do gefrot, datt, ier mer géifen dese Projet de loi stëmmen, mer eng Kéier géifen déi Kritären och iwwermëttelt kréien. Bis elo ass dat net geschitt. Ech hunn awer kee Problem, datt mer dat dann im Nachhinein kréien. Well ech fannen et awer wichtig, net nëmmen, datt mir, déi dat solle stëmmen, awer och wëssen, wat mer do stëmmen, mä haaptsächlech och de grand Public an déi Leit, déi all Dag mat deene Procéduren do ze dinn hunn, déi sollen awer wëssen, wéi déi Transfertpräisser do festgeluecht ginn.

Eng éischt allgemeng Iwwerleeung ass déi, an ech mengen, déi stellt sech hei, déi wäert sech awer och nach bei anere Projet-de-loi stellen ëmmer erëm am Kontext vun der BEPS-Procédure, an zwar geet et hei drëm ze wëssen, ob mir Definitivounen vun dem Beispill Transfertpräisser, vu Substanz, wou mer d'lescht Woch hei driwwer geschwat hunn, ob mer déi nach wéi bis elo kënnen a Steiercirculaire festleeën

oder ob mer net musse systematesch an d'Richtung vu Gesetzer goen. Mir wäerte muer eng Diskussioun hei iwwert d'Steierreform hunn, wou sech och esou e Punkt stellt.

Mir sinn hei nohalteg der Meenung, Här Minister, datt een dat doten esou wäit wéi méiglech soll a Gesetzestexter festleeën, éischters wéinst der Procédure BEPS, fir och do all Zorte vu Risiken ze évitieren. Mä och allgemeng, mengen ech, ass dat vill méi transparent och dobausse fir d'Bierger, fir déi Leit, déi all Dag domadder ze dinn hunn, wann een dat a Gesetzer festschreift. Duerfir wollt ech lech do méi allgemeng d'Fro stellen, wéi Der dat do och an Zukunft gesitt.

Eng zweet méi allgemeng Iwwerleeung, déi hate mer och scho virun e puer Deeg an der Finanzkommissioun, déi wollt ech awer och hei nach eng Kéier widderhuelen. Mir sinn amgaangen, als Europäesch Unioun do wierklech wesentlech Schrëtt a Richtung BEPS ze maachen. Wann ech awer elo kucken, datt mer a manner wéi sechs Woche wäerten en neien amerikanesche President hunn, deen awer alles wäert maachen, fir an déi entgéintgesetzte Richtung ze goen, froen ech mech trotzdem, wéi mer virufueren. Well et ka jo net sinn, datt mir herno an der gesamter Europäescher Unioun alles ëmgesat hunn, dee ganze BEPS, an datt dann all déi aner Länner an an éischer Linn d'Amerikaner déi Saachen net méi ëmsetzen, wou mer dann e grouse Problem kréien.

An ech mengen, den „level playing field“ läit eis allen zween, lech a mir och, Här Minister, ganz staark um Mo. An ech froe mech, wou deen „level playing field“ dann nach wäert sinn, wann elo all déi aner Länner net méi mat sinn.

Duerfir mengen ech, datt et wichtig wär, an dat ass eigentlech och déi Observatioun, déi ech wollt maachen, wann esou schnell wéi méiglech - an och wann een elo gesäit, wéi déi éischt programmatesch Aussoe vum Här Trump a senger Administratioun par rapport justement zu där BEPS-Procédure sinn - vläicht och den EU-Conseil vun de Finanzministere, den ECOFIN, sech awer elo emol eng Kéier géif domadder auserreesetzen, och fir ze kucken, wéi an Zukunft d'Politik vun der gesamter Europäescher Unioun och am Kontext vun der OECD wär.

Dat gesot, bréngen ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet direkt den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här Président. Och ech géif gären dem Eugène Berger, dem Rapporteur zu dësem Projet de loi, Merci soe fir säi gudden Rapport. Effektiv ass scho virgesot gi vu menger Virriedner, dass dat hei en „BEPS action point“ ass, d'Aktioun 13 vu BEPS, dat ass den „country-by-country reporting“.

Gradesou wéi déi Mesuren, déi mer viru Kuerzem diskutéiert hunn, CCTB, CCCTB, dat heescht d'Assiette commune vun de Betriber, ass dat hei och eng Mesure, déi net favorabel ass fir kleng Länner, en particulier an Europa an an der OCDE. Mä ech mengen, dat ass eppes, wat mer musse maachen, wat mer u sech och begrëssen. Dat geet an d'Richtung vu méi Steiergerechtheet. Mä ech mengen, wa mer nach eng Kéier un déi Diskussioun komme vum CCTB an dem CCCTB, musse mer eis ganz seriö mat deem Volet auserreesetzen, well ech mengen, do hu mer alleguer verstanen, dass dat en zentrale Punkt fir eist Land och gëtt.

Dat gesot, géif ech gären den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi aginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Här Président, och hei erëm den Accord vun der grénger Fraktioun, well et geet an déi richteg a wichtig Richtung fir méi Steiergerechtheet. Dofir natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci gesot. Den Här Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här Président. Also, déi „déclaration pays par pays“, den „country-by-country reporting“ op Englesch, ass e Konzept, wat schonn 2003 vum Richard Murphy, deen zu Lëtzebuerg war och nach dëst Joer, fir eng Konferenz ze halen, a vum John Christensen vum Tax Justice Network erfount gouf.

D'Iddi dohannert ass dann einfach a relativ effikass: Déi Multinational sollen hire Chiffre d'affaires, hir Revenuen an hir Steierzuelunge verëffentlechen, an zwar opgeschlësselt fir all

Land an och fir all Filial. Dat soll et dann och erméiglechen, sech e bessert Bild iwwert d'Aktivitéite vun deenen ëmmer méi komplexen Entreprisen ze maachen an iwwert d'Relatiounen tëschent den eenzelnen Dealer vun de Konzerne, soudatt ee Mustere vun deene sougenannten aggressive Steieroptiméierungen oder vu Steierflucht vill méi einfach kann erkennen. Wann eng Multinational Milliounen u Gewënner a Steierparadäiser transferéiert an do, wou se hire Profit mécht, praktesch guer keng Steiere bezilt, da kann een dat unhand vun deenen Donnéeën zimlech einfach erauslesen.

Mä obwuel déi Iddi mat engem minimalen Opwand en enorme Fortschritt a Saache Steiergerechtheet bedeide géif, huet et awer ëmmerhin zéng Joer gedauert, bis dat sech an der Politik konnt duerchsetzen. Dat huet och domadder ze dinn, datt géint déi Initiativ och eng intensiv Lobbyarbecht gelescht gouf.

Mir wäerten dëst Gesetz also haut matstëmmen, well et e Fortschritt ass um Wee fir méi Transparenz, wat zu méi Gerechtheet am Prinzip och misst féieren. Mä dat heescht awer net, datt mer dës Virlag fir immens gelongen halen. Zum Beispill kënnen mir net novollzéien, firwat déi Exigenzen nëmme fir Multinationaler gellen, déi en Emsaz vu mindestens 750 Milliounen Euro hunn, dat heescht u sech och nëmme fir 10% vun alle Multinationalen. Dat ass onverständlech, zemoos och, well d'Europarlament eng vill méi niddreg Grenz gefuerdert huet.

Dat Gesetz, dat mer haut stëmmen, ka fir eis awer nëmmen en éischte Schrëtt sinn, well souwuel bei der Virlag vun der OCDE wéi och an där heiter Direktiv, déi mer haut transparenzieren, ass dat zentraalt Element vun der ursprénglecher Iddi net zréckbehale ginn: Dat ass d'Transparenz! Den „country-by-country“ kann nëmme wierklech dann och seng Wierkung entfalten, wann déi Donnéeën vun de Multinationalen och public gemaach ginn, well nëmmen da kënnen Analysten, kënnen Chercheuren, kënnen Journalisten, kënnen Membere vun der Zivilgesellschaft oder ganz einfach och einfach Bierger sech e Bild maachen an op Mësständ an vläicht hiweisen.

Doduerjer, datt déi Informatiounen just de Steierverwaltungen zur Verfügung gestallt ginn, ass de Wäert vun dëser Initiativ vill méi geréng, well LuxLeaks a PanamaLeaks hu jo och gewisen, datt Steierverwaltungen deelweis och kënnen en Deel vum Problem sinn.

Et ass awer ze begrëssen, datt d'EU-Kommissioun mëttlerweil op de Wee vun engem effentlechen „country-by-country“ wëllt goen. Si huet jo och am Fréjoer eng Initiativ an déi Richtung gemaach. Allerdéngs ass och déi bei Wäitem net ambitiéis genuch, well do jo och net all d'Date musse verëffentlecht ginn, wat zu enger Rei vu Problemer kéint féieren. Virun allem brauche mer och d'Donnéeën fir déi Filialen ausserhalb vun Europa. Wann déi net opgeschlësselt ginn, dann ass och de Wäert fir d'Entwicklungsänner gläich null.

Iwwerhaupt geet d'Virlag vun der OCDE zum „country-by-country“ net genuch op déi legitime Interesse vun och den Entwicklungslänner an. Dës Länner leiden laut dem FMI dräimol méi ënner der Steierflucht vun de Multinationalen a si ginn de facto vun der Initiativ och ausgeschloss.

Dësen effentlechen „country-by-country“, dee mir als onëmgängelech nächste Schrëtt ugesinn, ass jo och nach laang net duerch. Et gëtt do vill Widerstand. A wann ee verschidde Presseartikelen och ka gleewen, da gëtt et och e Widerstand vu Lëtzebuerg. Mir haten nach dem Här Finanzminister dozou eng parlamentaresch Fro gestallt. Dat war de 17. November. Mir sinn nach an der zäitlicher Limit. Si ass nach en attente, d'Antwort, mä vläicht huet den Här Finanzminister och schonn elo dozou eng Antwort, an da wiere mir natierlech och frou, wann en dorobber kéint agoen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den Här Finanzminister huet d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här Président. Fir d'Éischt géif ech gären dem Här Eugène Berger fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport villmoos Merci soen, wou e jo och d'Objektiver vun dëser Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv gutt beschriwwen huet.

Mir sinn hei am Domän vun där internationaler Initiativ vun der OCDE a vum G20, fir eng nei Steierlandschaft weltwäit op d'Been ze setzen. Dat ass déi Initiativ BEPS, Base Erosion and Profit Shifting, vun 2013, déi 2015 zu Lima hir Konkusioun fonnt huet, wou ech och als Vortrieder vum EU-Conseil als Présidence Lëtzebuerg dobäi war, wéi dat presentéiert ginn ass.

Do war eng grouss Ambitioun hannert deem Projet an dat ass och amgaangen, alles lues a lues ëmgesat ze ginn. Et ass esou, dass Europa do e Virreider ass, am Sënn, dass Europa déi Géigend an der Welt ass, déi dat am séiersten ëmsetzt.

Fir dat direkt virauszeschëcken a well dat och vum Deputéierte Mosar ugeschwat ginn ass: Lëtzebuerg huet sech agesat am ECOFIN op eng regelméisseg Aart a Weis, fir dass Europa natierlech ka Virreider sinn oder e Pionéier, mä an engems och muss kontrolléieren, wéi déi aner Géigende vun der Welt dat ëmsetzen. An dat ass dunn am Juni vun deem Joer geschitt op meng Proposition hin, dass d'Kommissioun an de Conseil géife regelméisseg berichten, wéi déi aner Géigende vun der Welt déi ganz Initiativ vun der OECD a vum G20 ëmsetzen. A mir wäerte wahrscheinlech am Ufank vum nächste Joer déi gutt Geleeenheet hunn, och en État des lieux ze maachen, och am Kontext vun deem, wat an Amerika wäert geschéien. Wéi konkret den neie President sän Agenda fiscal wëllt ëmsetzen, ass nach net gewosst. Mä mir mussen dat natierlech ganz genau kucken.

Mir hunn also hei eng Direktiv, déi déi Initiativ vu BEPS - dat ass d'Aktioun 13 - ëmsetzt. Dat ass eng vun den Aktiounen, déi mat der Transparenz ze dinn hunn, dat heescht Échange d'informations. Mir kennen dat och an Europa an zu Lëtzebuerg an der Tëschenzäit ganz gutt. Déi Transparenz bréngt mat sech, dass mer méi Kloeerheet kriéien an doduerch méi Steiergerechtheet. D'Direktiv gesäit also vir, dass en „country-by-country reporting“ gemaach gëtt, dat heescht, dass d'Multinationellen, déi e Chiffre d'affaires hunn iwwer 750 Milliounen, eng ganz Rëtsch Informatiounen mussen uginn, hiert Kapital, hiert Resultat fir d'Joer - viru Steieren, no Steieren - den Émsatz, an dann och detailléiert mussen uginn, wéi vill Steiere se a welche Länner bezuelt hunn.

Et ass esou, dass d'Aktioun 13 vu BEPS, wou jo e Konsensus da vum ganze G20 a vun der OECD statfonnt huet, en Échange d'informations virgesäit tëscht Administratiounen - tëscht den Administratiounen! An et ass effektiv och esou, dass d'Europäesch Kommissioun eng ganz Rëtsch Initiative geholl huet, fir deen Échange d'informations, deen elo hei an där heiter Direktiv jo limitéiert ass op d'Administratiounen, fir deen ze erweideren.

Dat stéisst op eng ganz Rëtsch Schwieregkeeten, ënner anerem, dass et iwwer BEPS ewechgeet. Et ass also net dat, wat um Niveau OECD a G20 ofgemaach ginn ass. Mir hu ganz kloer Indikatiounen vum ville Länner baussent Europa, dass se deen Échange d'informations hei net wäerte public maachen. Wann also d'EU elo géif unilateral dat maachen, sti mer net nëmmen e bëssen eleng do, mä mir schueden natierlech der Kompetitivitéit vun den europäeschen Entrepreneuren.

Dofir huet Lëtzebuerg och d'Positioun ageholl, dass, soulaang kee Konsensus an deene meeschte Länner vum G20 a vun der OCDE besteet, fir dee public ze maachen, et keng gutt Iddi ass, fir deen Échange d'informations och um Niveau europäen iwwer d'Administratiounen ewech zuseeden. Domat, mengen ech, hunn ech dann och op d'Question parlementaire, déi gestallt gi war, geäntwert.

Mir hunn hei eng ganz Rëtsch Délaien, déi virun eis stinn. Deen Échange d'informations start eréischt den 30. Juni 2018, basierend op Informatiounen, déi collectéiert ginn am Joer 2017.

Ech freeë mech, dass mer e grouss Konsens hei an der Chamber hunn, well d'Transparenz ass jo eppes, wat mir zu Lëtzebuerg eréischt an deene leschte Jore voll ënnerstëtzt hunn. Dat ass och eppes, wou dës Regierung ganz wesentlech Schrëtt gemaach huet.

A vu dass ech gëschter zu London war a vill Akteure vun der Finanzplaz London begéint hunn, kann ech lech nëmme soen, dass dat dee richtege Schrëtt war, dass Lëtzebuerg a Richtung Transparenz gaangen ass, well soss wäere mir kee Partner, an deen auslännesch Investisseure wëilten haut investéieren. De Fait, dass mer op kenger schwaarzer Lëscht méi sinn, dass mer e ganz kredibele Cadre juridique hunn, wat d'Supervisioun ubelaangt a wat d'Transparenz ubelaangt, ass en fait haut eng Stärkt an net eng Schwächt.

Zum Ofschluss nach zwou Saache par rapport zu de Froen, déi den Deputéierte Mosar gestallt huet: Jo, ech kommen eng Keier an d'Commission des Finances et du Budget, fir iwwer déi ganz Thematik Prix de transfert ze schwätzen. An deene leschten Deeg war einfach d'Zäit net, fir dat nozerechen. An et ass jo och esou, dass dat eng komplex Matière ass, an et muss een dat uerdentlech virbereeden, fir dass een dat uerdentlech zesumme kann diskutéieren.

Deen zweete Punkt iwwer Gesetz a Circulaire: Dës Regierung huet en fait a Saachen Transpa-

renz bewisen, dass mer déi meescht Initiativen, déi mer huelen, iwwer Gesetz maachen. Ech deelen Är Analys, dass dat de préférierte Wee soll sinn.

Mä ech mengen, mir sollen awer déi Method net ausschléissen vun der Circulaire, déi mer jo an der Vergaangenheet vill gebraucht hunn an déi mer och heiansdo nach haut gebrauchen, an déi net komplett aus dem Wee schafen. Mä ech deelen Är generell Approche, dass de Wee vun der Legislatioun och méi Transparenz bréngt, well een den Débat huet an d'Document-parlementairen. Mä heiansdo brauch ee Circulairen, fir déi néideg Interpretatiounen oder och Assurancen den Entrepreneuren ze ginn.

Ech soen lech Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Finanzminister. Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen iwwer de Projet 7031 ukomm a mir géifen direkt iwwer de Projet ofstëmmen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7031 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

De Projet 7031 ass mat 60 Stëmmen, also unanime, ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen iwwergoen zum Projet de loi 7067 iwwer de Journal officiel. D'Riedezäit ass nom Basismodell virgesinn. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorebelen Här André Bauler.

## 10. 7067 - Projet de loi concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg

**Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle**

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1842 ass dat jonkt Lëtzebuerg, dat duerch den éischte Londoner Vertrag 1839 en onofhängege Stat gouf, dem Däitschen Zollveräin, enger Union douanière, bäigetrueden. Dëst war e wichtege Schrëtt, well mer ouni Zollveräin als klengt Land op wirtschaftlech Plang iwwerhaapt net hätte bestoe kënnen.

Duerch den Zollveräin ass däitscht Kapital op Lëtzebuerg komm. Duerch den Zollveräin gouf et méiglech, eis Stolindustrie lues a lues op d'Schinnen ze setzen. De Kinnek-Groussherzog Wëllem den II. war Lëtzebuerg gutt gesënn. En huet eis net nëmmen den Embryo vun enger éischer Verfassung geschenkt, hien huet och déi éischt Gesetzgebungen an d'Wee geleet, wéi zum Beispill d'Gemengegesetzgebung vun 1843 oder d'Gesetz iwwer d'Reform vum Enseignement primaire aus deemselwechte Joer.

Ënner senger Herrschaft ass och déi liberal Verfassung vun 1848 ugeholl ginn, déi éischt Konstitutioun vum Grand-Duché, déi déi modern Fräiheeten definéiert huet. Kee Wonner, dass Stad a Land un hie mat enger Skulptur um Knuedler erënnere, wou de Wëllem den II. duerch eng Statu, e sougenannt „Reiterstandbild“, also héich an houfreg zu Päerd, äänlech dem Louis XIV am Virhaff vun Versailler Schloss, geëiert gëtt a verëiwegt ass.

1842 ass awer och wéinst engem aneren internen Akt an d'Geschicht gaangen. Dat Joer ass näamlech deen allsäits bekannte Mémorial agefouert ginn. Effektiv, d'Veréffentlechung vun de legislativen Dispositiounen ass aktuell festgesat duerch de kinnelech-groussherzoglechen Arrêt vum 22. Oktober 1842, dee regelt, wéi d'Gesetzter publizéiert ginn. Dëse Regimm huet am Laf vun der Zäit verschidden Upassungen erlieft, virun allem duerch dat groussherzoglech Reglement vum 9. Januar 1961 iwwer déi dräi Recueil vum Mémorial, sou wéi mer en haut kennen.

Déi legislativ Matière gëtt, mir wëssen dat, ëmmer méi komplex a méi voluminéis. Dës gesetzleche Komplexitéit oder „déi“ gesetzleche Komplexitéit beréiert och déi wirtschaftlech Aktivitéit an ass d'Ursach vun zousätzleche Chargen a Verflüchtungen fir eis Bierger, fir eis Betriber a fir eis Gemengen.

D'Zil vun deem Gesetzesprojet ass et, fir en elektronesch Journal anzeféieren, den „Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg“, dee gratis accessibel ass an deen e gesetzleche Wäert huet, an dëst konform zur europäescher Direktiv 2003/98 vum Europäesche Parlament an dem Conseil vum 17. November 2003, déi sech mat der Neibenotzung vun Informatiounen am éffentleche Secteur befasst.

Fir onnéideg juristesche Onsicherheeten ze vermeide sech nach gesot, dass déi besteend Reglementatioun vun der Veréffentlechung vu gesetzlechen an aneren offiziellen Texter zum Deel iwwer de Wee vun deem Gesetzesprojet an zum Deel iwwer e groussherzoglech Reglement ofgeschafft gëtt.

Dëse Projet schreift sech an de Kontext vun der technologescher an der numerescher Entwécklung an. E beweegt sech och am Kader vun der Initiativ „Digital Lëtzebuerg“.

De Gesetzesprojet, dee mer haut stëmmen sollen, féiert och zu enger Reduzéierung vun de Budgetsdépenses, déi mat deem Service ze dinn hunn, well den offizielle Journal vum Grand-Duché eben nëmmen nach just an Ausnahmefäll op Pabeier gedréckt soll a wäert ginn. Déi sougenannten Abonnements publics ginn näamlech ofgeschafft. Den Abonnement op d'Pabeierversioun vum Mémorial, wéi mer dëse Journal am Volleksmond nennen, bleift och weiderhi méiglech, muss allerdéngs vun den interesséierte Leit selwer bezuelt ginn, soudass d'Drockkäschten, déi ufalen, käschtedeckend sinn.

Laut der finanzieller Fiche, déi de Ministère dem déposierte Projet de loi bäigefügt huet, hu sech am Joer 2015 d'Drockkäschte vun de Mémorialen A a B fir d'Abonnés publics op bal 360.000 Euro belaf. Déi géife jo dann ewechfallen. Amplaz vun dësen Onkäschte géif allerdéngs eng eemoleg Dépense vun 30.000 Euro ufalen, fir en elektronesch Certificat op d'Been ze stellen, deen eis garantéiere wäert, d'Authentizitéit vum Mémorial festzustellen.

De Paradigmewissel, deen hei erbäigeféiert gëtt, besteet doranner, dass an Zukunft déi elektronesch Veréffentlechung där classescher, also där enner Form vu Pabeier, virgezu gëtt. Dat ass eng wichteg Entscheidung um Wee an eng legislativ Prozedur, déi haaptsächlech digital ëmrummt gëtt, an dat vum Ufank bis un d'Enn vum Prozess.

Dëse Projet gëtt motivéiert duerch der Regierung hire Wëllen, den Accès op Informatiounen ze vereinfachen, eng Modernisatioun erbäizeféieren, déi en net onbedeitend Hiewel ass, wann et drëm geet, eiser Wirtschaft an eiser Gesellschaft insgesamt ze hëllefen, méi séier an also mat mander zäitlechem Opwand un Informatiounen ze kommen.

Mir sinn iwwregens net déi Éischt, déi op dëse Wee ginn. A Frankräich mécht een zënter 2015 gréisstendeels positiv Erfahrung mat engem Journal officiel électronique - enner elektronesch Form. De Statsrot weist iwwregens a sengem Avis drop hin, dass zu Lëtzebuerg laut enger Eurostat-Etüd eng grouss Majoritéit vun de Bierger, also 96%, Accès op den Internet hunn. Dat ass mat Holland deen héchsten Taux an der Europäescher Unioun. De Statsrot seet weider, dass dësen héijen Taux et méiglech géif maachen, fir komplett op den elektronesch Journal officiel ëmzestellen, well et weiderhi jiddwerengem méiglech wäert sinn, dëse Journal a seng Inhalter ze consultéieren, ëmsou méi, well och déi wéineg Leit, déi keen Accès op Internet hätten oder wëllen, sech nach ëmmer eng Kopie op Pabeier besuerge kënnen.

Och am Fall vun enger Ënnerbriechung am Internet, zum Beispill duerch eng länger Stroumpann, wäert eise System net zesumme fallen. Och wann et deem engen oder aneren an deem Fall ganz schwéier wäert falen, fir eng Zäitchen op Facebook oder Twitter ze verzichten, kann ee sech och weiderhin an där Situation iwwer d'Publikatioun vun den normativen Akten informéieren. De Gesetzesprojet

gesäit näamlech vir, dass an esou engem awersergewéinleche Fall eng Printversioun entweder an den Tribunaux d'arrondissement an op de Friddensgerichter ausgehaange gëtt oder dem Public iwwer de Wee vun der Press zougänglech gemaach gëtt.

Den neie Journal officiel gesäit zwou Serië vir: de Mémorial A fir all gesetzleche reglementaresch Akten an déi aner generell Akten, déi der Éffentlechkeet zougänglech gemaach musse ginn. De Mémorial B gesäit Texter vir, déi net d'Generalitéit vun der Éffentlechkeet betreffen. Déi gesetzleche reglementaresch Akte sinn obligatoresch vum véierten Dag un, wou se am Journal officiel publizéiert goufen, ausser et wier anescht geregelt. Géif den automatesche System fir eng Zäit ausfallen, dann därder den offizielle Journal, wéi scho gesot, enner Pabeierform erauskommen.

Am Résumé kann ee soen, dass dëse Gesetzesprojet de legale Kader vun offizielle Journal vum Grand-Duché réviséiert an en un d'Existenz vun der technologescher Entwécklung, der digitaler Entwécklung, wann een dat esou soe wëllt, upasst, andeems een d'Dispositiounen, déi aktuell iwwer méi Akte verdeelt sinn, an engem eenzegem Text regroupéiert.

Iwwer dëse Wee gëtt d'Veréffentlechung vun den normativen Akten aus der Ära vum Drock op Pabeier - et kann ee soen: der Gutenberg-Ära - an déi digital Ära eriwerggefouert. Et ass zwar keng kopernikanesch Revolutioun, ma duerfir awer e grouss Schrëtt um Wee an en digital Lëtzebuerg, dat et de Bierger erlabe soll, méi séier a méi einfach un normativ Akten an u staatlech Informatiounen ze kommen.

Fir all Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Dëst gesot, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeet. Merci alle Kolleegen aus der Institutiounskommissioun fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, besonnesch och hei dem Här President. An da ginn ech den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, der DP.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An déi éischt ageschriwwen Riednerin, d'Madamm Octavie Modert, ass scho prett. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

## Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President. Merci och dem Här Rapporteur fir säi geblumelte Rapport. Ech wär vläicht net gradesou wäit eropgekomm, op e Reiterstandbild oder bis op Versailles. Mä sécherlech ass dat hei trotzdeem eng bedeitend Etapp an der Publikatioun vun eise Gesetzter. Et ass eng logesch Folleg vun Entscheidungen, déi scho 15 Joer laang zréckginn. An dofir, mengen ech, läit et an der Natur vun der Saach, fir elo dës Etappen an der Dematerialiséierung ze huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2002 ass de Legilux online gaangen an de Mémorial ass elektronesch ginn, digital ginn. An deemselwechte Joer 2002 an 2003 ass déi éischt Etapp geholl ginn, fir d'Dematerialiséierung vum Mémorial C ze maachen, deen iwwer 2009 an do bis déi lescht Etapp dëst Joer mam Projet de loi RESA dee Moment net méi gedréckt gëtt, mä nach just elektronesch disponibel ass. Dat ass also och déi gréissten Espuerenis an deem ganze Beräich vun der Dematerialiséierung an Digitaliséierung vun den dräi Mémorialen, elo nach zwee. Dofir behaupten ech och am Géigesaz zum Rapporteur, datt Lëtzebuerg dat Éischt war, dat de Journal officiel elektronesch hat, jiddefalls Viretappen dovunner, nach virun de Fransousen.

Här President, et ass also déi logesch Folleg vun Entscheidungen, déi zanter Ufank vun den 2000er Jore geholl gi sinn. Dofir ass d'CSV och averstane mat deem Gesetz, sou wéi de Rapporteur et och elo grad hei hannerluecht a virgestallt huet.

Dat Gesetz garantéiert et ee Punkt, dee ganz wichteg ass, wa mer iwwer Gesetzter schwätzen, näamlech d'Accessibilitéit zu de Gesetzter ze hunn, well mir kennen alleguer den Adage «Nul n'est censé ignorer la loi». Et ass also e wichtege Punkt, datt all Mënsch kann zréckgräifen op d'Informatioun, wat an deem Gesetz drasteet.

Dat geet iwwer e puer Aart a Weisen. Dat geet zum Beispill, andeem ee sech kann aschreien op eng Newsletter an domat da gewuer gëtt, wann en neie Mémorial, also en neit Gesetz, erauskënnt, eng Newsletter, déi et zanter 2012 gëtt. Dat kann een awer och maachen, andeem ee sech nawell nach op eng gedréckte

Versioon vum Mémorial abonnéiere kann, sou datt, mengen ech, déi wichteg Accessibilitéit garantéiert ass, sécherlech.

Wa mer vun Accessibilitéit schwätzen, dann hunn ech nach eng Fro, déi ech mer stellen, näamlech: Wéi gesäit dee Mémorial an Zukunft aus? Bleift en an der Form lieserlech? Gëtt en äänlech gemaach, wéi en elo ass? Gëtt en anescht ersogemaach? Bleift e lieserlech, well dat ass fir mech och eng Fro vun Accessibilitéit - lieserlech ass gläich accessibel?

Eng aner Fro kann ee sécherlech och nach stellen, wann ee weiderdenkt: Wéi ass et mat Circulären? Där ginn et jo e ganze Koup, zum Beispill vun Établissement-publicken, mä awer och vu Verwaltungen, déi jo eng gewëssen normativ Valeur hunn. Kéint ee sech net virstellen, déi och op engem eenzege Site wéi zum Beispill dësem ze regruppéieren? Ech mengen, do ass nach Matière, fir weider nozedenken. Et ass och nach Matière do, fir eventuell virunzefueren an dësem Beräich.

Mir sinn also, Dir Dammen an Dir Hären, hei an enger logescher Suite, awer och am Geescht vun der Zäit, fir de Mémorial A a B, de Journal officiel also, elektronesch ze gestalten.

Ech muss awer soen, datt zwou Saache sinn, déi mech awer erstaunen hei. Dat Éischt ass, datt ech awer ganz erstaunt sinn, wéi spët dëse Gesetzesprojet déposiert ginn ass. Knapp dräi Méint sinn et hier, den Oktober 2016. Ech denken, dat hätt ee kënnen aneschters maachen. Dorobber huet ee sech jo sécherlech och virbereet gehat. Wann ee weess, datt e Kontrakt elo op den 1. Januar ausleef, dann denken ech, ass dat jo eppes, wat net eréischt elo am Oktober opgefall ass, a grad bei deem Service do sinn ech e bëssen iwwerrascht, datt den dat Gesetz esou spët eréischt an der Chamber hannerleucht huet.

Dat Zweet, wat mech iwwerrascht, dat ass eigentlech, wéi den Text geschriwwen ass. Et ass keng gutt Légistique, sou wéi den Text gemaach ass, an dat iwwerrascht mech allerdéngs och gradesou vill, wann net nach méi bei dësem Service. De Statsrot huet nëmmer anerem véier Oppositions formelles ausgeschwat. Ech muss soen, legistesch ass dat do keng Stärestonn gewiescht, an do sinn ech schon e bëssen iwwerrascht, grad fir dësen Service.

Mir hëllefen awer gär, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, alleguer heibannen, fir datt den Text op den 1. Januar 2017 a Kraaft triede kann. Dat geet jo elo nach just duer. A Gott sei Dank huet de Statsrot och en neien Textvorschlag gemaach, soudatt mer elo e propperen a kloere Gesetzestext hunn. An dofir stëmmt d'CSV dëst Gesetz, et ass dat logescht Aboutissement vun enger Entwécklung, déi virun ongeféier 15 Joer ugefaangen huet.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Modert. D'Wuert huet den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Virop och e Merci un de Rapporteur André Bauler fir säi gudden a komplette Rapport. Nom Ofschafe vum Pabeiersmémorial C duerch d'RESAs-Gesetz ufank dëst Joer zéie mer dann elo haut no mam Ofschafe vum Mémorial A a B, wat duerch en elektronesch Journal officiel ersat gëtt.

Mir begrëissen dat. Ech mengen, dat ass e Schrëtt an d'Richtung, fir d'Gesetz méi schnell a méi lieserlech ze verëffentlechen. All Gesetz kritt elo säin eegene Mémorial A a gëtt doduerch méi lieserlech a méi einfach accessibel fir d'Bierger an och fir d'Juristen.

Dëst mécht och den Accès zu de Gesetz méi einfach. Et huet haut jiddwereen Internetaccès, dorunner huet de Rapporteur nach eng Kéier erënnert. An déi Weineg, déi keen hunn, déi kréien ëmmer nach e Pabeiersmémorial à disposition gesat, soudass effektiv den Adage «Nul n'est censé ignorer la loi» hei respektéiert ass.

Eppes, wat ech nach wollt ervirsträchen, an dat ass an den Diskussiounen an der Kommissioun och kloer gesot ginn, ass, dass dësen elektronesch Journal officiel och ze gesinn ass an enger méi breeder Reform vum elektronesch Accès zu eiser Legislatioun. De Service central de législation ass amgaangen, eng nei Method vu Recherche op eis Gesetzestexter anzeféieren, déi se Recherche sémantique nennen. Dat ass am Fong äänlech wéi eng Google-Recherche, wou duerch Lienen op verschidde Mot-cléen an „Taggen“ kënnen Texter fonnt ginn an och Lienen ënner Texter gemaach ginn, soudass och do d'Hoffnung be-

steet, dass d'Gesetzestexter mat de Circulären a mat de Reglementer kënnen verbonne ginn an op eng lieserlech an einfach accessibel Aart a Weis de Leit zur Dispositioun gestallt ginn.

Mä, wéi gesot, dat hei ass, mengen ech, eng ganz gutt Saach am Sënn vun engem besseren Accès an enger besserer Lieserlechkeet vun de Gesetzter. An dofir si mir als LSAP natierlech och d'accord mat dësem Projet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Jo, d'Madamm Modert huet net ganz onrecht, wa se seet, datt mer hei ganz schnell geschafft hunn. Effektiv, d'Gesetz ass am Oktober déposiert ginn, ufank Oktober. Mir hunn den Avis vum Statsrot fir Niklosdag kritt. Den Avis vum Statsrot hat eng Rei Oppositions formelles, an ech sinn och der Meinung, datt mer an der Chamberskommissioun gutt geschafft hunn an datt d'Propositione vum Statsrot, deene mer Rechnung gedroen hunn, pertinent waren, soudatt ech mengen, datt mer elo e besseren Text hu wéi mer en ursprénglech haten.

Eigentlech maache mer en historiesche Schrëtt. Ech hat gemengt, d'Rapporteur géif haut dat soen, wat en an der Kommissioun gesot huet: „Mir soen der Gutenberg-Ära Addi a mir soen: Moien, digital Luxembourg!“

Et ass effektiv schon e bedeitende Schrëtt. Mir maachen dat, wat mer a ganz villen anere Gebidder och erliewen. Dat heescht, mir ginn erof vun enger Publikatioun op Pabeier a mir ersetze se duerch eng Onlinepublikatioun. Ech mengen, datt mer och genuch Sécherheeten hunn, déi eis garantéieren, datt mer och déi richtig Texter kënnen op den offizielle Site kucken. An ech mengen och, datt et an Zukunft - ech mengen, den Här Fayot huet do eng Rei Beispiller opgezielt -, méi einfach dierft sinn, sech an den Dokumenter erëmzefannen an eppes erëmzesichen, wéi dat an der Vergaangenheet war. D'Dokumenter mussen jo och net nëmmen den Datum vun der Publikatioun droen, mä och eng lafend Nummer.

An ech bréngen dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi. Mir maachen haut dat, wat duerch eng EU-Direktiv 2003 agelaut gouf, wat an eisen Nopeschlänner och geschitt. Ech wëll mech net an deem Discours améschen, ob elo d'Fransouse vir waren oder ob mir vir waren. Op alle Fall zéie mer elo no.

Ech mengen awer, datt dëst Gesetz e weidere Grond ass, fir schnellstméiglech drop hinzuschaffen, datt all Mënsch zu Lëtzebuerg ka vu schnellen Internetkonnexiounen profitéieren. Ob et dann elo 80%, 90% oder 96% sinn, ech mengen, mir müssen einfach op 100% hischafen, well et ass jo esou, datt all Bierger virum Gesetz gläich ass. All Bierger soll dëselwecht Aarbechtskonditiounen kréien. An hei kënnst och nach darbäi: «Nul n'est censé ignorer la loi.» Also mussen mer och jiddwereengem dëselwecht Méiglechkeete ginn, fir sech ze dokumentéieren.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. Ech hat allerdéngs matkritt, dass den Här Gutenberg net vergiess gi war.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Dann hat ech do ee Moment e Lapsus.

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Dir hat do net richtig nogelauschtert. Et ass awer net schlëmm.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass net schlëmm. Mä den Här Rapporteur hat en am Rucksak, also en ass hei zu Eiere komm. An d'Wuert huet direkt den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg André Bauler Merci soe fir säi Rapport an och dee geschichtleche Réckbléck, deen en eis ginn huet. Ech mengen, datt mer dee Schrack haut maachen, dat ass quasi an eiser Zäit vun haut eng Normalitéit, dat dee gemaach gëtt. Mir sinn an engem aneren Zäitalter ukomm an duerfir begrëisse mer och als ADR, datt mer haut dat Gesetz hei virleien hunn, a mir wäerten dat Gesetz och duerfir stëmmen.

Ech mengen, et ass virdu vu menge Virriedner gesot ginn, datt mer müssen derfir surgen, datt all Bierger den Zougrëff op d'Gesetz huet. Et ass och gesot ginn, datt 96% vun de Leit hei am Land en Internetuschloss hunn. Nach bleiwen da 4%, 4%, déi keen Internetuschloss hunn, déi awer kënnen op den Internet zréckgräifen, wa se dermat eens ginn, sief

et an Internetstufen oder bei Frënn oder Famill, wou se dat kënnen maachen, a sécherlech geet dann de Prozentsaz nach weider erof.

D'Fro stellt sech, ob ee fir déi puer Prozent, déi da bleiwen, déi och nach ëmmer d'Recht hunn, fir et an enger geprinter Form kënnen ze kréien, ob een duerfir awer och nach huet misse soen, datt déi eppes mussen bezuelen. Ech mengen, déi Leit si jo wahrscheinlech Leit, déi sech net an deene moderne Kommunikatiounsmëttel doheemfannen. Et sinn och Leit, déi dann iergendwéi eng Démarche mussen maachen, fir dat ze kréien. Et hätt ee sech kënnen virstellen, datt een do eng vereinfacht Form gemaach hätt a gesot hätt: Jiddwereen, deen dat gären hätt, dee kritt dat. Et hätt een och vläicht eventuell kënnen mat de Gemenge schwätzen, datt d'Gemengen, déi méi no bei de Bierger sinn, eventuell dat hätt gratis kënnen maachen.

Et ass op jidde Fall ënnert dem Stréch awer eng gutt Saach, wat mer haut hei maachen. Ech mengen, mir wieren och elo vläicht do ukomm, datt ee kéint weiderdenken, an zwar datt, wann een de Mémorial huet oder d'Gesetzter an engem elektronesch Mémorial-Journal elo verëffentlecht, datt een och emol misst driwwer nodenken, ob een net kéint déi Gesetzter a méi enger vereinfachter Form duerstellen, zwar net all Gesetzter, mä déi Gesetzter, déi méi vun de Leit gebraucht ginn. Ech denken do un d'Familljerecht, ech denken un de Logement, wou d'Leit méi kucke ginn a wou déi normal Bierger sech ganz dacks net an de komplizéierte Gesetzestexter erëmfinden, ob een also net och kéint hiegen an Texter a méi enger vereinfachter Form duerstellen. A firwat net och déi Texter eventuell an enger vereinfachter Form op Lëtzebuergesch duerstellen, fir datt och all Bierger am Land déi Gesetzter ka richtig verstoen, wéi se gemengt sinn, quitte datt dee franséischen Text nach ëmmer deen ass, dee juristescht zielt?

D'selwecht kann ee sech och emol Gedanke maachen iwwert d'Schreifweis, wéi een déi Texter, déi vereinfacht Texter da géif verëffentlechen. Mir hunn och Leit, déi Problemer hu mam Liesen oder en aneren Handicap hunn, wou et haut och Moyene gëtt, fir deene Leit a méi grousser Schrëtt an anerer Schrëtt déi Texter zoukommen ze loosenen.

Duerfir wier ech frou, wann d'Regierung sech géif doriwwer Gedanke maachen. Nodeem mer dëse Schrack gemaach hunn, mengen ech, géif et eise Land och gutt zu Gesiicht stoen, wa mer da géifen eng méi vereinfacht Form presentéieren, wou all Mënsch, egal wéi säin Zoustand ass, Accès dozou hätt.

Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. An elo huet d'Regierung d'Wuert, de Minister Fernand Etgen.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.** - Merci, Här President. Erlaabt mer, virop all deene Merci ze soen, déi un der Realisatioun vun dësem Projet de loi matgewierkt hunn, alle virop de Mataarbechter aus dem Service central de législation, där zoustänneger Chamberskommissioun a last but not least dem Rapporteur, deem ech wëll Merci soe fir säi prezise mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech mengen, déi vill Aarbecht an déi séier Aarbecht, déi gemaach ass ginn, déi erlaabt et eis, datt d'Gesetz, esou wéi dat geplangt war, fir den 1. Januar a Kraaft kann trieden. Den 30. Dezember 2016 wäert et dann déi leschte Kéier sinn, datt de Mémorial a Form vu Pabeier ausgedeelet gëtt. Et war de Samschdeg virun 174 Joer, wéi de Mémorial kreéiert ginn ass, an ab dem Januar 2017 gesitt Der dann déi nei elektronesch Fassung, déi elo amplaz vun der Pabeiersversioon d'Valeur légal kritt. An dann, mengen ech, kënnst Der lech iwwerzeegen, datt och eng Rei kleng lieserlech Adaptatiounen do virgeholl gi sinn, datt och dann de Mémorial an der Zukunft wäert eng lieserlech Form jiddefalls hunn.

Mir hunn op jidde Fall mat dësem Gesetz iwwert de Journal officiel e Quantesprong an d'21. Jorhonnert gemaach. Domadder si mer ganz an der Linn vun Regierungprogramm. Ech zitieren do: „(...) Digitalisierung vum Statsapparat systematesch an Ugrëff huelen, fir an Zukunft méi einfach, méi séier a méi transparent mat de Leit a Betriber schaffen ze kënnen. Mir wëllen de Bierger e sécheren, onkomplizierten a selbstbestimmten Émgang mat informatéschen Donnéeën garantéieren.“

An deem Sënn ass och, mengen ech, d'Décioun geholl ginn, dëse Service vun Mémorial komplett ze internaliséieren. Dowéinst huet de Stat elo d'Kontroll iwwert d'legislativ Donnéeën

vun der Konzeptioun bis zur Publikatioun, wat hautdesdaags ëmmer méi wichteg gëtt.

D'Sécurité juridique an d'Sécurité électronique ginn och an dësem gann Prozess verbessert. Dës Donnéeën sinn ënnert der Form „linked open data“ disponibel. Dat klängt elo e bëssen technesch, mä dat ass déi modernsten Aart a Weis, fir Donnéeën ze publizéieren. Dat Format bréngt mat sech, datt d'Reutilisabilitéit an d'Interkonnexioun vun den Donnéeën méiglech gëtt. Ech mengen, esou kënnen zum Beispill nei Appe ronderëm d'Legislatioun vun innovativer Leit entwéckelt ginn. An ech mengen, dat ass jo genau dat, wat den Här Fayot an den Här Gibéryen am Fong och gefrot hunn.

Ech mengen, vun eiser Säit ass jiddefalls virgesinn, datt schon am éischte Semester vun nächste Joer ganz vill Neierunge fir de Legilux wäerten derbäikommen, e Prozess, deen, wéi d'Madamm Modert et gesot huet, schon am Joer 2002 an d'Wee geleet ass ginn an deen duerch déi gesetzlech Dispositiounen, déi mer haut getraff hunn, duerch dee Wee elo ka konsequent jiddefalls ausgebaut ginn.

Duerch all dës Mesurë gëtt awer net nëmmen och d'Sécherheet garantéiert, mä duerch d'Internalisatioun gëtt och um Budget gespuert. Souwuel fir den interesséierte Bierger wéi och fir d'Leit am juristeschen a legislativen Domän, déi do schaffen, bleift awer den Accès zu der Lëtzebuerg Legislation gratis, an Accès, dee jiddefalls an der Zukunft méi performant a méi benutzerfrëndlech gëtt wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Ech soen lech Merci fir eng breet Zoustëmmung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Mir géifen dann iwwert de Projet de loi 7067 ofstëmmen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7067 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass de Projet de loi 7067 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour vun de Mëtten iwwergoen, dem Projet de loi 7073 iwwert d'Erweiderung vum schouleschen Ugebuert vun Lycée technique Michel Lucius. An de Rapporteur, den Här Lex Delles, ass scho bal prett. Dir hutt d'Wuert, Här Delles.

**11. 7073 - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination**

**Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.** - Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deene leschte Wochen a Méint gouf hei an der Chamber vill iwwert d'Méisproochegkeet debattéiert. Et ass an deenen Diskussiounen souwuel ëm déi Lëtzebuerg Sprooch wéi och ëm den Émgang mat de sougenannte Friemsproochen hei am Land gaangen.





Et gëtt och vill iwwert d'Heterogenitéit vun eise Schüler rieds an iwwert dee besonnenesche Rôle, deen d'Schoul an eiser Gesellschaft anhält, fir Kanner mat ganz ënnerschiddleche Kulturen a Mammesproochen zesummenzeféieren. Dass dat net ëmmer einfach ass, schéngt mer awer evident. Trotzdeem gëllt et och an Zukunft weiderhin ze kucken, wéi mer all de Kanner déi nämlecht Startchancë bidde kënnen, a kee wéinst enger anerer Mammesprooch hänken ze loossen.

Mir därefer einfach net zouloossen, dass déi sproochlech Barrieren, déi sécherlech am Ufank fir eng Partie Schwierigkeete suergen, sech ewéi e roude Fue dem duerch dee ganze Schoulparcours vun engem Eenzelnen zéien an deem Schüler och nach spéider vill Steng an de Wee leeën.

Här President, och bei dësem Projet de loi spillen d'Sproochen duerfir erëm eng gréisser Roll, dës Kéier awer virun allem d'Englescht.

#### (Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dëse Projet de loi gesäit nämlech vir, fir ab der Rentrée 2017 d'Schouloffer vum Lycée technique Michel Lucius mat enger englescher Filière ze erweideren, enger sougenannter „International School Michel Lucius“.

De Lycée selwer gëtt dann direkt mat ëmgedeeft an heescht an Zukunft just nach „Lycée Michel Lucius“.

An där englescher Filière, déi op e Pilotprojet aus dem Joer 2011 zréckgeet, ginn da souwuel Schüler aus dem Enseignement primaire wéi och aus dem Enseignement postprimaire, also de Lycéeën, ënnerriicht. D'Langue véhiculaire ass a béide Fäll d'Englescht.

Esou eng international Komponent ass am Fong näischt Neies am Lëtzebuergesche Schoulsystem. Schon d'Gesetz vum 21. Juli 2006 huet et der deemoleger Regierung erlaabt, internationale Klassen ze schafen, déi op e Bac international préparéiert hunn. Och huet d'Gesetz vum 26. Februar 2016, mat deem d'École internationale publique vun Déifferdeng an d'Liewe geruff gouf, dozou bäigedroen, eis Schouloffer weider ze diversifiéieren an de linguistesche Realitéiten an Demanden zu Lëtzebuerg unzepassen.

Madamm Presidentin, d'Heterogenitéit vun eiser Schoulpopulatioun ass zwar ouni Zweifel eng grouss Chance fir eis Gesellschaft, ma se zielt awer zu deene gréissten Erausforderungen, deene mer hautdesdaags an eise Schoule begéinen. Duerfir hunn ech schon deemools a menger Ried zur Internationaler Schoul vun Déifferdeng gesot, dass et dem Stat seng Verantwortung wier, den ëffentleche Schoulsystem esou auszeriichten, dass all Kand onofhängeg vu sengem sproochlechen oder kulturelle Background d'Chancë kritt, an eise Schoulen ze réusséieren.

Dëst ass, wéi gesot, scho schwéier genuch fir d'Kanner, déi hire ganze Schoulparcours hei zu Lëtzebuerg maachen. Mir wësse jo, dass ëmmer manner Kanner hei am Land scho vun doheem aus Lëtzebuergesch schwätzen. Duerfir gëtt sech opsäite vum Éducatiounsministère vill Méi gemaach, dee Retard esou séier wéi méiglech opzehuelen.

Et ginn awer och Schüler, déi komme vu méi wäit a bleiwen nëmme kuerz hei. Fir déi gëtt et ëmsou méi schwéier, sech an eiser méisproocheger Grondschoul zurechtzufannen. Déi fréi Alphabetisatioun op Däitsch an d'Aféierung vum Franséische kann déi Kanner emol séier iwverfuerderen, wa se virun nach guer kee Bezuch zu iergendenger vun deene Sproochen haten an da matzen am Cycle 3 oder 4 dermat konfrontéiert ginn. Ech denken dobäi virun allem un déi Kanner, déi am Moment Demandeurs de protection internationale sinn oder déi nëmme eng kuerz Dauer hei zu Lëtzebuerg bleiwen. Fir déi mécht den traditionelle Schoulsystem mat senger Sprooch weening Sënn.

D'Mise en place vun esou enger anglofoner Filière, wéi se dëse Projet de loi virgesäit, ass also als e weidere Schrëtt a Richtung vun enger méi differenziierter Schouloffer unzegesinn, déi de Realitéit vun haut och Rechnung dréit. Mat e bësse Recul kann een och soen, dass d'Offer vun internationale Schoulen en Atout fir de Standuert Lëtzebuerg ass. Eng breet opgestallte Schouloffer an differenziéiert Bildungsweeër ginn ëmmer méi en entscheidend Argument, wann et heescht, sech fir dat eent oder anert Land ze entscheiden.

Grad déi englesch Sprooch als Weltsprooch ass d'Mammesprooch vu villen auslännesche Matbierger, déi vu méi wäit op Lëtzebuerg schaffe kommen. Grad dës Eltere sinn op der Sich no ëffentleche Schoulen, déi hire Kanner en international Émfeld bidden an zugläich oppen a bezuelbar sinn. Op déi nei International School Michel Lucius trifft béides zou. Et ass keng Eliteschoul fir Héichbegabter oder Besserverdén-

ger. Et ass eng ganz normal ëffentlech Schoul wéi all déi aner. Si huet just eben en anert Sproochkonzept.

Dass eng reell Demande un esou ëffentleche Schoule besteet, beweist och d'Unzuel vun den Inscriptiounen, déi ëmmer weider an d'Luucht geet. Sou war et 2011 am Michel Lucius nëmme eng international Klass, déi virgesi war, mat 14 Schüler. D'Joer drop waren et schon zwou Klasse mat 28 Schüler. Dës Rentrée zielt déi international Filière ganzer 16 Klasse mat ronn 400 Schüler.

Madamm Presidentin, den englesche Schoulsystem, esou wéi en och am Michel Lucius ugebuede gëtt, fousst op dräi Certificaten. De Schoulparcours gëtt souzeseen a verschidden Abschnitter ageedeelt, um Enn vun deenen een da jee weils een Diplom ka kréien. Et sinn der wéi gesot dräi: Den „General Certificate of Secondary Education“, deen de Schüler hiert Wësse vu Septième bis Troisième sanktionéiert; da gëtt et den „Advanced Subsidiary Levels“ an den „International Advanced Subsidiary Levels“, genannt „A-Levels“. Dës Diplomer ginn no der Deuzième ausgestallt. Zum Schluss kommen dann nach „A-Levels“, dat ass den „General Certificate of Education Advanced Levels“ an den „International General Certificate of Education Advanced Levels“, déi een no der Première kritt.

Fir weider Detailler zu dësem interessante Schoulsystem...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.** - Et deet mer leed, et deet mer leed!

..verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport. Ech kéint nach eng Kéier vu vir ufänken.

Wichtig ze bemerken ass awer trotzdeem an dësem Projet, dass all dës Certificaten net nëmme a Groussbritannien, mä och nach an 125 anere Länner ronderëm d'Welt unerkannt sinn. Dëst ass ëmsou méi wichtig, well mer jo wëssen, dass vill Schüler aus deene Klassen hire Schoulparcours aus diverse Grënn hei net ofschléissen. Duerch déi verschidden internationale unerkannt Certificate kënnen d'Schüler also an der neier Schoul direkt do usetzen, wou se hei zu Lëtzebuerg dann opgehale hunn. De leschten Diplom, also den „A-Levels“, ass souguer equivalent mat enger lëtzebuergescher Première, well dësen Diplom och ënner d'Lisabonner Konventioun fält.

Madamm Presidentin, an der Kommissioun gouf d'Fro opgeworf, firwat d'Grondschoul an där neier Filière iwver sechs Joer geet, wa se an den europäesche Schoulen nëmme iwver fënnf Schouljoer geet. Mir kruten doropshi vum Ministère geäntwert, dass et drëms géif goen, ebe just déi zwou Schoulsystemer esou vill wéi méiglech openeen ofzestëmme. Zudeem géif och weiderhin d'Méiglechkeet bestoen, éischter an de Lycée eriwweergegoen, wann d'Schüler da schon esou wäit sinn.

Och gouf gefrot, wéi dann d'Kompetenzen tëschent der Direktioun vum Lycée an dem Inspektorat opgedeelt géife ginn. Ma do ass et ganz kloer, dass d'Personal vun der Grondschoul der Direktioun vum Lycée ënnerläit an dass den Inspektor sech ëm d'Enfants à besoins spécifiques këmmert.

Madamm Presidentin, de Moment, wou ech de Rapport geschriwwen hunn an en an der Kommissioun war, hate mer just den Avis vum Statsrot virleien, dee keng gréisser Bedenken zu dësem Projet de loi geäussert huet. Op Kleesersdag kouw dunn nach den Avis vun der Chambre des fonctionnaires et employés publics. Och si sinn zefridde mat dësem Projet de loi, an deem ebe grad elo d'Base légale geschaaft gëtt, fir am Michel Lucius eng englesch Filière opzemaachen. Si maache sech allerdings e bësse Suergen, wat de Rekrutement vun den Enseignanten ugeet. Si sinn zudeem der Meenung, dass kee Fonctionnaire oder Employé dierf gezwonge ginn, an esou engleschsproochige Klassen ze enseigner, ausser natierlech, wann et ëm d'Fach Englesch geet.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen lech villmools Merci fir d'No-lauchteren a ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Rapporteur Lex Delles. Als éischt ageschriwwen Riednerin hunn ech d'Madamm Martine Mergen. Madamm Mergen, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol vun der CSV-Fraktioun an en härezeche Merci un den Här Lex Delles fir säin ausféierleche schrëftlechen an och fir säi mëndleche Rapport.

Dëst Gesetz ass dat zweet, wat den Éducatiounsministère dëst Joer virleet, fir de Schüler an enger ëffentlecher Lëtzebuergescher Schoul, also gratis, eng Alternativ ze bidden, deene Schüler, déi aus sproochleche Grënn an enger Lëtzebuergescher Schoul Problemer hunn oder hätten.

De Besoin fir esou eng Offer läit op der Hand. Mir sinn e Land, wat mat oppenen Aerm a mat villen Atraiten an Mënschen aus der ganzer Welt unzitt. Dat spigelt sech an eisen Ausländerquoten zréck. Dës Leit kommen also entweder aus berufflechen Ursachen op Lëtzebuerg, si kommen, well se bei ons op eng besser Zukunft hoffen, oder awer si kommen, well si wéinst Krich a Misär aus hire Länner verjot gi sinn.

D'Partikularitéit bei ons am Verglach zu eisen Nopeschlänner ass déi, dass keen - ech widderhuelen: keen! - vun deene Leit ons Mammesprooch schwätzt. Dat dierft a Frankräich, an Däitschland, an England schon emol de Fall sinn. Wou hätte se och solle Lëtzebuergesch léieren? Dat ass e Problem, deen och wesentlech méi grouss ass wéi an onsen Nopeschlänner, well se nëmme eng Sprooch an deene Länner musse léieren.

An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun der Madamm Hansen huet de Minister Detailler ginn zum Ausmooss vun der Problematik. Nëmme ronn d'Halschent vun de Kanner am Secondaire kommen aus eesproochige Lëtzebuergesche Familljen, 25% kommen aus Familljen, wou nëmme Portugisesch geschwat gëtt. Dann hu mer nach 5,6% franséisch Monolinguen, 5% südslawescher - dat entsprécht ongeféier Exjogoslavian -, déi aner Undeeler si méi geréng. 19% vun de Kanner sinn an engem zweesproochigen Émfeld opgewuess, woubäi hei an deene meeschten, awer net an alle Fäll Lëtzebuergesch eng vun deenen zwou Sproochen ass.

An där nämlecher Äntwert gëtt dann och op eng aner Etüd bei Entrepreneuren agaangen, eng Etüd, déi gemaach ginn ass bei Entrepreneuren, déi hei zu Lëtzebuerg usäseg sinn, bei hiren Employéen. Hei och eng Selektioun vun de Constaten: 27% vun de Leit hu bei dëser Émfro geäntwert, dass si sech fir d'Lëtzebuergesche ëffentlech Schoul decidéiert hunn, an dat sinn der net vill! 60% sinn der Meenung, dass d'Offre scolaire kéint eng Ursach sinn, fir sech net zu Lëtzebuerg néierzeloossen, 87% schätzen, dass onse Sproochesystem déi gréisst Schwierigkeet am Schoulcurriculum ass. Dat sinn der awer vill!

Zu dëse potenzielle Clientë kommen dann awer och nach all déi derbäi, déi an deenen zwou leschte Joer haaptsächlech als Flüchtlingen hei an d'Land komm sinn. Hei ass Englesch kloer déi am heefegste bekannte Sprooch, sief se aus dem Irak oder aus Afrika. A souguer déi jonk, loosse mer se emol „Exjogoslavian“ nennen, déi nach ëmmer dee gréisste Grupp vun Demandeur-d'asile sinn, schwätzen am heefegsten Englesch als zweet Sprooch. Souwäit dann zum Volet vun der Demande.

Wat d'Offer, déi bis ewell do ass, betrëfft, esou gëtt et schon elo eng Rei Méiglechkeeten. Ech wëll mech awer op déi anglofon Offer limitéieren, well dat jo haut onse Sujet ass.

D'Europaschoul huet eng laang Traditioun hei zu Lëtzebuerg. Si ass ugesidelt ginn am Gepäck vun deenen éischten europäeschen Institutiounen. Si ass schon an hirem drëtten Gebai a si huet nach ëmmer méi Kandidature wéi Plazen, obwuel dës Schoul net gratis ass. Si ënnerläit der Europäescher Kommissioun, d'Gebaier gi vun onsem Stat zur Verfügung gestallt an d'Éltere bezuele Minerval, ausser déi, bei deenen entweder eng europäesch Institutioun oder d'Firma de Minerval fir hir Employéen iwverhëlt. Den Ofschloss vun der Europaschoul ass e Bac européen.

Dëse Schoulsystem ass dann am Januar dëst Joer iwverholl ginn an der Internationaler Schoul vun Déifferdeng. Dës - dat ass och kee Projet, mä dat ass e Fait - baséiert sech och op de Prinzip vun der europäescher Schoul, mat deem net onwesentlechen Ennerscheid awer, dass se an dësem Fall gratis ass. Och e gratis internationale Bac kritt een hei an der Stad am Kolléisch. Och do gëtt et dat elo schon, ech mengen, et ass elo vu Quatrième bis Première, wou d'Schüler kënnen e Bac-international-Curriculum suivéieren. Et ass awer, souwäit ech informéiert gi sinn, virgesinn, dass och hei bis op Septième soll e ganze Curriculum geschafte ginn.

Schon am Joer 1963 ass de Virgänger vun der heiteger International School of Luxembourg entstanen, deemools als Betribschoul vun Dupont de Nemours. Och si huet, obwuel och hei de Minerval net onwesentlech ass, e grouse Succès.

Schlisslech sollte mer awer nach eng aner Privatschouloffer net vergiessen, besonnesch net, well hire System wuel vun all deenen, déi ech elo zitéiert hunn, am nooste bei deem läit,

deen am Michel Lucius soll offréiert ginn, an dat ass d'St George's School. Och si ass am Verlaf vun hirem Geschicht e puermol geplënnert. Si ass elo zu Hamm. Si steet mir besonnesch no, well ech mech als fréiere Schoulschäfte vun der Stad derfir agesat hat, dass mer sollten eng Plaz fir si an der Stad fannen. Si huet déi nämlecht enk Uleening un den englesche Schoulsystem, wéi dat och beim Michel Lucius de Fall ass, a si huet exakt déiselwecht Akkreditatiounspartner am Vereenegte Kinnekräich. Si freet net onwesentlech „fees“ vun den Eltere vun hire Schüler, mä si ass trotzdeem ëmmer ganz besat.

Am Resümee kann ee soen, dass eng Offer do ass, ma zum gréissten Deel ass dës Offer mat héije Käschte verbonne fir d'Elteren, dat besonnesch, wa si méi wéi ee Kand hunn. Et kann ee soen, dass an den ieweschte Klasse pro Joer a pro Kand tëschent 13.000 a 17.000 Euro ze bezuele sinn. Wann een zwee Kanner huet an et mécht een e ganze Secondairescurriculum an esou enger Schoul, dat gëtt ongeféier de Präis vun zwee Autoen, wann een dat esou dierf vergläichen.

Dat ass dann och déi éischt Ursach, firwat mir als CSV dëse Projet hei ënnerstëtzen. Mir mengen, dass et am Sënn vun der Chancéglichheit positiv ass, dass eng englesch Educatioun vun der ëffentlecher Hand ugebuede gëtt, déi fir Matbierger aus alle soziale Schichten op ass. A loosse mer ons näischt virmaachen: Et ass eng englesch Educatioun! Dofir sinn ech och net ganz mam Rapporteur d'accord, mat mengem Virriedner d'accord, dee gesot huet, dass deen eenzegen Ennerscheid wier, dass et op Englesch wier. Et ass schon e ganz anere Schoulsystem, wéi e bei ons am Secondaire normalerweis offréiert gëtt.

Et gëtt oft gesot, d'englesch Schoule wieren déi bescht vun der Welt. U wat läit dat? Firwat ass dëse Schoulsystem esou attraktiv? Et kann net nëmme an Hogwarts leien, dass mer ons och hei am Land ëmmer méi fir den englesche System interesséieren. An et gi ganz sécher an de leschten 10 bis 15 Joer vill méi Lëtzebuergesche Studenten an England op d'Uni, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Als éischt Ursach kann ee sécher d'Langue véhiculaire selwer nennen. Englesch ass op d'mannst fir ons Europäer lücht ze léieren a gëtt och, wann net iwverall, dann awer bal iwverall verstanen a geschwat. Op internationale Meetinge gëtt ëmmer gesot, wa keen Iwwersetzer do ass: „The common language of this meeting will be bad English.“ An dat ass och esou de Fall. Englesch huet sech och mëttlerweil als international Sprooch vun de Wëssenschaften duerchgesat a gëtt och a Länner, déi eng aner Mammesprooch hunn, als Langue véhiculaire op der Uni benotzt. Si ass och d'Sprooch, an dat ass fir ons Jugend attraktiv, vun der Musek a vum Rock 'n' Roll.

Déi zweet Ursach läit awer sécher an Schoulsystem selwer. An englesche Schoule gëtt de Curriculum vill méi flexibel un d'Schüler ugepasst. Si gi vun hiren Tuteuren duerch de ganze Curriculum enk suivéiert. Dës perséinlech Betreuung erlaabt et, Lacunen zur Zäit ze erkennen an ze stoppen. Mat deem System gëtt et also kaum „failures“, also kaum Versoen. De Frust vum Versoen fält fir d'Schüler ewech. Et ginn och kaum Redoublanten.

Ech hunn de Moie mam Direkter vu St George's geschwat. Hien huet mer Statistike gewise vun de Resultater, déi op engem Site ëffentlech zougänglech sinn. An hien huet, wéi e vun deene méi schlechte Schüler geschwat huet am Verglach zu deene ganz ville gudde a ganz ville mëttlere Schüler, net gesot: „Dat sinn ons schlecht Schüler.“ En huet gesot: „Dat do bedeit fir ons nach vill Aarbecht.“

Dëse Verglach sollt ons a verschidden Hिसichten, mengen ech, ze denke ginn! Ech mengen, mir kéinten ons dach awer an Zukunft vläicht un engem Schoulsystem, deen international esou vill Succès huet, méi staark inspiréieren.

Mir sollten ons och froen, ob den englesche Curriculum, deen elo ugebuede gëtt, net och vläicht fir eng Rei Lëtzebuergesche Lëtzebuergesche, méi attraktiv kéint sinn, well de Bac gezilt op d'Uni préparéiert. Mat nëmme dräi Fächer an der „A-Level“, an der leschter Klass, ass den Niveau e ganz, ganz héijen a vläicht domat eng besser Viraussetzung fir e Studium, wann een da scho weess, wéi ee Studium ee wëllt maachen. Well et ass terribel spezialiséiert, et ass eng fréi Spezialiséierung, am Géigesaz, jiddefalls an hirem Ausmooss, vill méi fréi wéi bei ons an de Schoulen.

Bei engleschen Unien ass et haut schon esou, dass den Niveau vun der Première an de Stu-

diefächer vun onse Schoulen esou just duer-geet. Vlächicht, an dat mengen ech awer als Bou-tade, vlächicht huele jo deemnächst d'Lëtzebuer-ger am Michel Lucius den Ausländer d'Plazen ewech. Mä op de Punkt vun de Critères d'ad-mission wëll ech nach méi spéit eemol zrëck-kommen.

Den Här Rapporteur huet schonn de Lycée an de Projet ausféierlech beschriwwen. Ech ka mech dofir dobäi kuerzfaassen.

Wat am Oktober 2011 als Experiment, als Pro-jet ugefaangen huet, huet sech zu engem rich-teren zweete Standbee vun dëser Schoul ent-wëckelt. An aus dësem Standbee wäert wuel iwwer kuerz oder laang déi richteg Vokatioun ginn, wann een déi rasant Entwécklung vun der Schülerzuel verfolgegt. Et gouf also Zäit, dëse Projet ze institutionaliséieren, well d'De-mande an den nächste Jore sécher net wäert ofhuelen, éischter zouhuelen. Dofir dëse Projet mat all sengen Neiegeketen, déi de Rapporteur schonn erimmt huet: en neien Numm, eng Ausweidung op de Fundamental, eng Op-stockung vun den Effectiffen.

Mir wëllen zwou Zorte Bedenken zum Aus-drock bréngen. Mir stellen ons Froen iwwert d'Critères d'admission. Dat huet d'Madamm Hansen schonn an der Diskussioun gesot iwwert déi Déifferdenger International Schoul. Et solle keng geografesch Kritären hei gëllen, esou wéi dat allgemeng bei ons am Secondaire de Fall ass, wat jo eigentlech och normal ass, well d'Schüler, déi wierklech dréngend esou e Curriculum brauchen, komme jo net nëmme aus der Stad. D'Fro ass just, ob et dann no der Regel geet „first come, first served“. Oder ass et ganz eleng d'Schoul, déi d'Décisiounen hëlt?

Do menge mir, dass déi Prozedure mussen op eng transparent Aart a Weis gehandhabt ginn. Wa keng Kritäre bestinn, kéint dat soss zu arbi-trären Décisiounen féieren. Domadder si mir awer net d'accord bei enger öffentlecher Offer, déi séier riskéiert, méi Kandidaten ze kréien, wéi se der packt.

Mir freeën ons och driwwer, dass virgesinn ass - dat ass dat zweet Bedenken -, dass d'Kanner iwwert de ganze Parcours all Joer hir Réussite zertifizéiert kréien, esou wéi se och fir déi dräi lescht Joer separat en Ofschlossdiplom kënne kréien. Dat ass sécher eng Hëllef, wann eng Famill esou en Diplom brauch, fir op enger gläichwärtiger Schoul am Ausland weiderze-fueren, wéi den Här Delles et scho prezisiéiert huet.

Mir froen ons awer, wat déi Zwëschenzertifika-tiounen respektiv déi Diplomer fir Kanner, fir Schüler a Studenten, déi hei zu Lëtzebuerg wëlle bleiwen, wäert sinn, wann et net zu engem Ofschloss a Form vun engem Bac, also vun engem „A-Level“ kënnt. Wéi beruffsfäeg sinn déi Kanner hei am Land, zum Beispill mat engem „General Certificate of Secondary Edu-cation“? Wéi sollen dës Kanner an eng Lëtze-buerger Berufsausbildung erakommen, wa se all hir Fächer op Englesch kennen? Ech mengen, déi Debatt ass och an der Kommis-sioun gefouert ginn. Mir mengen, dass een och geziilt op dës Kanner - esou wéi déi Efforten, déi bis elo gemaach gi sinn op aneren Ni-veauen - mat enger engleschsproocheger Be-ruftsausbildung kann zoukommen.

Ech wollt dann och als Stater nach eemol nofroen, wéi et mam weidere Verlaf vun Cam-pus Lampertsbiere ass. Dat gehéiert zwar vlächicht éischter an d'Gemeng, mä ech froen et awer beim Minister. Mir wëssen, dass de Lam-pertsbiere dee Quartier oder ee vun deene Quartieren an der Stad ass, dee matzen am Quartier eng ganz grouss Quantitéit vu Schou-len huet. Domadder ass de Verkéier an dësem Quartier bal net méi ze erdroen. D'Liewensqua-litéit vun de Bierger leit dorënner an dofir wollte mer dat nach eemol och hei nofroen.

Ech wollt ofschléisse mat der Remarque, dass mir dëse Projet, dee jo da kee Projet méi ass, wäerte mat vill Opmierksamkeet verfolgegen, well mir mengen, dass et eng Äntwert op en essenzielle Besoin vun deene Mënschen ass, déi bei ons an d'Land kommen, mä zweetens, dass dee System och kann attraktiv si fir Lëtzebuer-ger. Ech hunn lech scho gesot, aus wellechen Ursachen.

Op de Lycée Michel Lucius kënnt ganz sécher an noer Zukunft vill Aarbecht zou. Mir wën-schen him dobäi ganz vill Gléck!

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hä-ren, ech ginn dann aus all deenen Ursachen d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dë-sem Gesetz a soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Bonsel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Mergen. Als nächst ageschriwwen Riednerin hunn ech d'Madamm Burton. D'Madamm Burton ass am Dauerassaz. Madamm Burton, Dir hutt erëm d'Wuert.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Jo, Merci, Ma-damm Presidentin. Léif Kollegeginnen a Kollee-gen, fir d'Éischt Merci dem Rapporteur, dem Lex Delles. Hien huet de Projet, em deen et hei geet, gutt resüméiert a mat Zuele beluecht. Ech wäert mech also duerfir och kuerzfaassen.

Mir hunn de 24. November hei an der Cham-ber iwwert d'Méisprouchegeket an eise Schoule geschwat. An net méi spéit wéi d'lescht Woch hate mer en Débat iwwert d'Kompetitivitéit vum Land. Mat deem Projet, dee mer haut hei stëmme wäerten, maache mer an deenen zwee Beräicher Neel mat Käpp. Mir erweideren eis schoulesch Offer fir déi engleschsproocheg Communautéit am Land a féerden domat och d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg.

Mir benotzen hei am Land dräi verschidden offiziell Sproochen. An derbäi kënnt emmer méi d'Englesch, eng Sprooch, déi vill bei eis am Land geschwat gëtt, an den europäeschen Institutiounen, am Beräich vun der Recherche an natierlech och op eiser Finanzplaz. Fir d'Kanner vun den Elteren, déi op deene Plaze schaffen, gëtt et den Ament virun allem Pri-vatschoulen, déi hinnen engleschsproocheg Coursen ubidden. Déi Privatschoule sinn awer allegueren net bëleg. Net bëleg, jo! De Stat huet awer d'Responsabilitéit, fir ze garantéieren, dass déi Kanner, deenen hir Eltere sech keng Privatschoul leeschte kënnen, eng Schoul-offer an enger öffentlecher Schoul ugebuede kréien, déi si net wéinst Sproochekenntnisser diskriminéiert.

An d'Zuele schwätze fir sech, wa mer eleng kucken, dass et am Lycée Michel Lucius 2011 fir d'Éischt, wéi déi englesch Sproochecoursen ugelaf waren, 16 Schüler waren an et der haut, fënnf Joer drop, ronn 400 sinn. Derbäi kënnt, dass et net onméiglech ass, souguer wahr-scheinlech ass, dass an den nächste Joren nach méi engleschsproocheg Leit op Lëtzebuerg komme wéinst dem Brexit.

Mir verstinn, dass et natierlech ganz schwéier ass, haut ze wëssen, wat fir en Impakt dat op eis Finanzplaz an och op eis Schoule wäert hunn. Mä et ass awer wichteg, dat ze iwwer-waachen an ze versichen, verschidde Prognos-en opzestellen, fir dass mer duerno net op eemol iwwerrascht ginn. Duerfir begrëisse mir et generell als LSAP, dass d'Offer un engem englesche Schoulkursus mat deem heite Gesetz erweidert gëtt.

Mir begrëissen et och, dass de Ministère dem Lycée Michel Lucius elo eng formell legal Base gëtt, fir den engleschsproocheg Programm ze enseignéieren, den „General Certificate of Secondary Education“ an déi sougenannten „A-Levels“. Domat komplettéiere mir d'Offer, déi et am Stater Athénée scho gëtt, wou de Bac international als engleschsproocheg Pro-gramm ugebuede gëtt. Déi Programmer sinn international unerkannt an dat an net manner wéi 125 Länner op der Welt, wéi de Rapporteur dat och scho genannt huet.

Elo kann ee kritiséieren, dass d'Integratioun fir déi concernéiert Schüler méi schwierig gëtt, well se keng vun deenen dräi offizielle Sproo-chen als Langue véhiculaire, mä als zweet Sprooch benotzen. Mä geléngt eis d'Integra-tioun da besser, wa mer stur an der öffentle-cher Schoul verschidde Realitéiten ignoréieren an d'Kanner forcéieren, hir Schoul a Sproochen ze maachen, déi se nach quer net kënnen?

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - A wéi ass et mat Schüler, déi nëmme en puer Joer am Land sinn, wou d'Elteren no enger Zäit nees en-zwousch anescht schaffe ginn? Misste se dann do och nees eng komplett nei Sprooch léieren, fir an der Schoul kënnen nozokommen? A wéi ass et mat den Demandeurs d'asile, déi haut virun allem aus Länner wéi Syrien, dem Irak oder Afghanistan kommen? Déi Jonk aus deene Länner hu guer kee Bezuch zum Franséschen oder zum Däitschen a scho guer net zum Lët-zebuergeschen, duerfir awer oft zum Engle-schen. Mir hunn eng Obligatioun, all deene Kanner eng anstänneg schoulesch Ausbildung ze garantéieren. Et geet hei virun allem em d'Wuel an d'Entwécklung vun deene Jonken. An dat ass d'Zil, dat mer musse virun Ae be-halen!

Da wëll ech zum Schluss nach gären de Mini-ster froen - d'Martine Mergen hat et och scho kuerz ugeschwat -, wéi et ausgesäit mat engem eventuellen neie Gebai fir de Lycée Michel Lu-cius. Ginn et do schonn Detailer? Gëtt et do och eng Zäitschinn?

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Burton. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Ma-damm Presidentin. Mir schwätzen dann eben haut iwwert den neien „Lycée Michel Lucius“. Bis elo oder bis an enger Véierelstonn war et nach den „Lycée technique Michel Lucius“. An dat ass eng Schoul, wou ech mech e bëssen in-forméiert hunn, déi scho laang gutt an innova-tiv schafft. Do gëtt et Classes d'insertion pour jeunes adultes, et gëtt eng Septième musicale, si maache beim Digital Classroom Lëtzebuerg mat an niewent de soi-disant normale Klassen, déi all Lëtzebuerger Lycée technique ubitt, gëtt et dann och, an dat ass vu menge Virriedner hei beschriwwen ginn, eng Sektoun, en eng-lesche Curriculum, dee sech enger ganz grou-ser Beléiftheet kann erfreen. D'Schülerzuelen, déi sinn enorm eropgaangen, zënter datt de Projet gestart ass.

Et gëtt natierlech och eng Rei Ënnerscheeder zu aneren engleschsproochegen Offeren hei zu Lëtzebuerg. Et ass eng öffentlech Schoul, also den Unterrecht ass gratis. An ech fannen, dat kann een net genuch betounen, wann ee vun den Offeren hei schwätzt, déi en anere Sproo-cherégimm hu wéi eis öffentlech Schoul. Déi meesch, déi allermeescht sinn nun emol ein-fach deier an net zougänglech fir all Mënsch, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt a schafft!

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la prési-dence.**)

Mir hunn dës Offer och net genau der type-scher englescher Offer ugepasst. Mir hunn d'Altersstufe méi un de Lëtzebuerger Schoul-system ugepasst: d'Éischt Schouljoer mat sechs Joer an net mat fënnf Joer. Mir lafen also pa-rallell zu der Lëtzebuerger Schoul. An och déi aner Sproocheginn allegueren hei geléiert, souwuel Lëtzebuergesch wéi Däitsch wéi Fran-séisch. Et kann ee sech och... Et ass e bësselche schonn driwwer spekuléiert ginn: Wou kom-men déi Leit hier, déi hir Kanner bei eis an déi dote Schoul zum Beispill schécken? Ma ech mengen, déi kommen aus alle Schichten. Déi kommen och vun allen Natiounen. Dat sinn zu engem groussen Deel net Englänner, mä Leit, déi aus Länner kommen, déi éischter dem eng-lesche Sproocheregimm méi opstinn, déi do méi Einfachheet hunn, fir sech an där Sprooch auszudrécken.

Mir sinn als Gréng frou iwwert déi nei Weeër, déi de Minister geet mat senge Leit. Mir hu be-gréisst, datt mer eng International Schoul zu Déifferdeng kréien. Mir wëssen, datt et e Bac international am LTC, am Athénée gëtt. Mir wëssen, datt déi Demande risegrouss ass, a mir mengen, datt et duerfir och ganz wichteg ass, datt mer eise Schoulsystem méi breet opstel-len.

Et ass awer och eng ganz spannend Erausfuer-derung. An der Éducatiounskommissioun, wéi den Här Minister sech iwwert de Sënn an Onsënn vun der PISA-Etüd fir eist Land geäu-sert huet, wéi mer dat e bëssen debattéiert hunn - Onsënn ass et, wa mer eis Resultater direkt vergläiche mat deene vun anere Länner, well mer ebe ganz aner Konditiounen hunn, sënnavoll ass et an eisen Aen awer, well mer ganz vill geléiert hunn am Beräich Monitoring, am Beräich Fuerschung an och am Beräich vun der Datenerhiewung, déi mer brauchen, fir eis Schoul ze plangen -, do ass gesot ginn, och vum Minister, an ech kann em nëmme recht ginn, datt et natierlech am Intérêt ass vun ei-sem Ministère de l'Éducation nationale, vun eiser Schoul, fir all Schüler do ze fuerderen, wou mer se hunn.

An dat heescht bei där grousser Heterogenitéit vu Schüler, datt mer eis musse opmaachen an de Sproocheregimm, datt mer musse prett sinn, fir verschidde Filiären unzebidden, datt mer net aus deem Sproocherächtum, dee mer hunn, verschidde Schüler oder allze ville Schüler e Bee stellen däreferen an deenen et net erméiglechen, zu engem Schoulofschloss ze kommen. Mir gesinn dann, datt déi heite Schoul, mam neien Numm Lycée Michel Lu-cius, dann och dee Wee hei geet, an dat fanne mer gutt.

Ech maachen dann och eppes, wat an der Poli-tik éischter seelen ass: Ech revidéieren Aussoen, déi ech selwer gemaach hunn an der Interpel-latioun iwwert d'Sproochevillfalt. Ech hat do gemengt, datt d'Situatioun nach zu Lëtzebuerg wier, datt nach duebel esou vill Schüler vun eis géifen a Frankräich an an d'Belsch studéiere goen. Dat ass awer nëmme relativ richteg gewiescht. An absoluten Zuele mag dat stëm-men, mä ech hat awer net genuch der Tat-saach Rechnung gedroen, datt an eise leschte Statistiken, déi mer hunn, och déi Non-rési-denten afléissen. A wann een effektiv d'Non-rési-denten erausrechnet, da sinn zwar nach méi Schüler vun eis an der Belsch an a Frankräich

wéi zum Beispill an Däitschland, mä déi Zuele kommen awer méi no uneneen.

Duerfir mengen ech, datt et derwäert ass, fir sech nach eng Kéier intensiv mat deenen Zue-len ze befaassen. Mir haten zu Lëtzebuerg tra-ditionell ganz schlecht Statistiken, wat eis Studenten am Ausland ueget. D'Situatioun ass besser ginn, virun allem duerch d'Aféierung vun de Bähillefen, déi mer de Studenten aus-bezuelen. Mir fänken elo un, Material ze kréien, op dat mer eis kënne verlossen. Mä ech mengen, datt et ganz wichteg ass, datt mer eis nach domat auserneesetzen.

Dat ass also deen Deel, wou mer musse kucken, fir eise Sproocheregimm opzemaachen a viles zouzeloossen. Mä natierlech stellt sech dann och d'Fro, an déi huet och d'Virriednerin vun der CSV gestallt: Wéi ass et dann, wa mer wëlle wiesselen, wa mer vun deem enge Schoulsystem an deen anere wëllen iwwer-goen? Dat gëtt natierlech ëmmer méi span-nend. An da kommen och nach eng Kéier drop zrëck, wat den Här Meisch gesot huet, och an där Éducatiounskommissioun: En ass net nëmme Minister, fir ze kucken, datt d'Schüler allegueren zu engem Ofschloss kommen, mä en ass och Minister vun engem Land, vun enger Éducation nationale. Dat heescht, mir musse effektiv och nach kucken: Wéi kréie mer dann dat alles nach zesummegehalen?

Ech mengen, dat sinn och spannend Froen. A mir sinn als Gréng op fir eng Diversifizéierung, ech hunn dat elo schonn e puermol gesot. Mir sinn der Meinung, datt mer eng öffentlech Schoul fir all eis Kanner brauchen. All Kand, wat zu Lëtzebuerg wunnt, esou steet et am Schoulsystem, därefer hei an d'Schoul goen. D'Heterogenitéit ass risegrouss. All eis Kanner, egal wéi verschidde se solle sinn, sollen eng Plaz an eiser öffentlecher Schoul fannen. An duerfir muss déi öffentlech Schoul awer och eng ganz breet Offer bidden.

Hei ass e richtige Schratt. An duerfir bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dem Projet de loi vun elo. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet direkt den Här Fernand Kartheiser.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech fänken u mat engem grousser Merci am Numm vun der ADR un den Här Lex Delles fir dee ganz gudder Rapport, deen en eis gemaach huet, an eng kloer Presentatioun.

Dat hei schéngt elo erëm eng Prioritéit vun der Regierung ze sinn, anescht wéi aner Beräicher an der Éducatiounspolitik. Mir hunn e Gesetz hei praktesch an zwee Méint duerch d'Instanze kritt. An anere Beräicher, déi awer och wichteg sinn, dauert dat leider méi laang. Ech verwei-sen hei op d'Beruffsausbildung an aner Dos-sieren, déi leider vill méi laang brauchen.

Mir hunn hei am Land e bëssen eng Multipli-zéierung vun internationale Schoulen a leschter Zäit. Och zu Párel an zu Munneref soll anschei-nend elo en Däitsch-Lëtzebuerger Lycée ent-stoen. Alles dat eenzel gekuckt, kënnen dat jo ganz interessant Alternative ginn. Mä wann ee kuckt, wivill international Schoulen a leschter Zäit entstinn, déi all en ënnerschiddleche Schoultypus, aner Prioritéiten, aner Sprooch-e-regimere representéieren, da stellt sech awer och d'Fro vun der Kohärenz an deem Ganzen.

An d'Fro muss gestallt ginn, ob dat net e wei-dere Schrëtt ewech vun der Integratiounspoli-tik ass a Richtung bal vun enger Kapitulation virun der Diversitéit, well et ëmmer méi schwéier gëtt, dat zesummebréngen, wat eng Gesellschaft hei am Land soll ausmaachen. Emmer méi verschidde Schoulsysteme, aner Sproochen, ass dat nach eng Perspektiv op eng Integratioun? Oder ass et net eng weider kloer Orientéierung a Richtung Parallellgesellschaften hei am Land?

Mir hunn en Émbau vun der Sproochesitua-tioun hei am Land och iwwert d'Schoulpolitik vun der Regierung! Déi Pluralitéit vun de Schoulen, déi wäert och nach zouhuelen an der Perspektiv vum wirtschaftleche Wuesstum, dee jo geplangt ass, an enger ëmmer méi grousser Zuel vun Ausländer, déi jo aus demo-grafesche Grënn dann hei am Land wunnen. A mat deem, wat elo hei ugeduecht an uge-faange gëtt, näamlech déi Multiplizéierung vun ënnerschiddleche Schoultypen, féiert dat jo zu enger Marginaliséierung iwwert d'Zäit vum traditionelle Lëtzebuerger Schoulsystem aus reng statistesche Grënn an also och vun där Sproochesituatioun an deem multilingualen oder plurilingualen Émfeld, wéi mer et elo ken-nen.

Déi Schrëtt, déi d'Regierung geholl huet fir multilingual Fréierzéierung mat engem Akzent op dem Franséschen, déi Multiplizéierung vun



internationale Schoulen an d'Vernoléissegung vum Lëtzebuergesch an och zum Deel vum Däitschen a Franséischen an deenen internationale Schoule si jo Schrëtt an déi Richtung! Mir hunn zwar d'Lëtzebuergesch als Schoufäch an dëser Schoul ageschriwwen, mä et steet näischt am Gesetz iwwert den Niveau, dee soll erreecht ginn, näischt iwwert d'Methoden, näischt iwwert d'Zilsetzung, näischt iwwert d'Kultur. An och, wat d'Däitsch an d'Franséisch ueegt, ass dat ganz weéng beschriwwen. Hei op enger englescher Première, wéi dat elo hei an dëser Schoul ugeduecht ass, hunn d'Schüler ganzer dräi Fächer a si kënnen zousätzlech Däitsch oder Franséisch huelen, mä net Däitsch a Franséisch! Et ass och net gesot, ob en „late arriver“ - wann ee méi spéit kënnt -, ob deen nach ka Lëtzebuergesch léieren. Lëtzebuergesch ass net als Schoulémgangssprooch virgesinn.

Mir hunn also ëmmer méi e Schoultyp vun enger Lëtzebuergesch öffentlecher Schoul, deen awer dozou féiert, dat hei kënne Leit duerch eng Lëtzebuergesch öffentlech Schoul goe praktesch ouni Lëtzebuergesch - emol vläicht ganz weéng, an dat wësse mer jo net genau, wat do wierklech ugeduecht ass -, praktesch ouni Lëtzebuergesch an och praktesch ouni vill Kenntniser iwwert dëst Land! Well ech maachen do eng Klammer op op dat, wat virdru gesot ginn ass: de Rekrutement vun de Professoren. Do ass jo virgesinn, dat Professoren kënnen rekrutiert ginn, déi nëmmen eng vun deenen dräi administrative Sproochen um Niveau B2 schwätzen, also Leit, déi do an där Schoul enseigner, déi iwwer eis Sprooch näischt wëssen - ausser si hätten de B2 am Lëtzebuergesch, wat onwahrscheinlech ass - an och net iwwer Däitsch a Franséisch, a praktesch keng Kenntniser iwwert d'Land.

Et ass ëmmer méi eng Insel an eisem Land vu Leit, déi e bësse parallell liewen an dat net wëllen, also dat net kënnen erreechen, wat mir eis awer virstellen an der Schoulpolitik, nämmlech d'Integratioun.

Et ass och eng Fro: Firwat ass dat elo? Firwat muss mer dat do maachen? Et ass emol eng Emfiro bei auslänneschen Handelskummernemaach ginn, där indescher, där irescher, där brittescher, där amerikanescher. An et ass normal, dat do e Besoin ass. Et ass och fir eis als ADR eng Diskussioun, an dat hate mer och gesot bei Déifferdeng, eng Diskussioun, där mir eis net verschléissen, wann auslännesch Kadereen nëmme fir eng kuerz Zäit hei am Land sinn. Ob dat Leit aus der Ekonomie sinn, ob dat Leit aus der akademischer Welt sinn, ob dat Diplomate sinn, do gëtt et einfach e Besoin an et ass och ganz gutt, wann et fir déi Leit Méiglechkeete gëtt. Mä et ass awer eppes anescht, ob een higeet an e ganze Curriculum erméiglecht, wou net eng Aschränkung ass iwwert déi Zuel vu Joren, déi ee kann an deem Schoultypus verbréngen, ier ee muss an eng normal Lëtzebuergesch Schoul goen zum Beispill.

Et ass einfach eng Fro, ob net och hei Lëtzebuergesch ugezu ginn, déi eben och wéinst dem Verfall vum Niveau vun der Lëtzebuergesch öffentlecher Schoul - an dat ass e Phänomeen, dee mer an deene leschte Jore scho gesinn hunn - ëmmer méi probéieren, an international Schoulen, de Lycée Vauban, d'International School, d'Europaschoul ze kommen, praktesch fir do erauszekommen, wat se als Verfall vum Niveau an der Lëtzebuergesch öffentlecher Schoul awer erkennen.

Mir hunn och festgestallt, dat bei deenen Emfiroen, déi gemaach gi sinn, awer eng grouss Zuel vum Anglofonen hei am Land, bal 30%, hir Kanner awer an eng Lëtzebuergesch normal Schoul ginn hunn, ganz einfach, well se geduecht hunn: Mir bleiwe méi laang hei an duerfir hätte mer och gär, dat eis Kanner an eng normal Lëtzebuergesch Schoul ginn, fir dat se eng Chance hunn, an deem Land herno eng Zukunft ze hunn, integréiert ze sinn.

Et ass fir eis nach ëmmer eng Präferenz, fir ze soen, wann auslännesch Kanner heihinnerkommen oder Jugendlecher, fir si fir d'Éischt sproochlech op dee richtegen Niveau ze bréngen duerch Classes d'accueil, duerch en intensive Sproochentraining, a se dann an déi Lëtzebuergesch öffentlech Schoul ze bréngen. Dat ass keng verlueren Zäit, well et fir eng Liewenszäit hei zu Lëtzebuerg, eng Zukunft hei am Land eng besser Perspektiv ass wéi déi, praktesch ëmmer en Ausländer hei am Land ze bleiwen oder condemnéiert ze sinn, säi Gléck iergendwou anescht ze sichen.

Mir hunn héieren, dat verschidde Parteie gesot hunn, d'Demandeurs de protection internationale sollen dann an déi Schoul kommen, well se e Besuch hätten zum Engleschen. Allgemeng kann een dat net esou behaupten. Dat ass fir deen een oder anere sécher richteg. Et hânt of vun deem Land, wou se hierkommen, vum där Schoulbildung, déi se matbréngen, vum hiren eegene Méiglechkeeten. Et ass keng Regel, dat all Kand vun engem Demandeur de protection internationale oder een, dee selwer

als Mineur heihinnerkennt, Englesch kann oder éischer op Englesch ka scalariséiert ginn.

Mä d'Fro hannendrun ass vill méi eng wichteg an et ass eng Debatt, déi mer ni geféiert hunn: Wéi eng Sclaritéit hätte mer da gär fir déi Kanner? Ass et dann net ursprénglech de Sënn, dat mer sollten an enger internationaler Koordination, well mer dat eleng net packen, eng Sclaritéit an hiren eegene Sprooch virgesinn, fir hinnen eng Zukunft an hirem eegene Land no hirem Retour ze erméiglechen? Oder wa mer gär hätten, dat déi, wou mer mengen, dat se eng reell Chance hunn heizebleiwen, hei Fouss faassen: Solle mer dann net alles drusetzen, fir se an eng normal Lëtzebuergesch Schoul ze bréngen, dat se wierklech eng Integratioun hei am Land kënnen duerchlieden, amplaz dat mer se an eng separat Insel setzen, wéi déi do Schoulen et nun eemol sinn?

Oder ass vläicht d'Iddi, fir awer hei eng speziell Sclaritéit fir déi Kanner unzuebidde, wat dann natierlech awer och dozou féiert, dat verschidde Kategoriën vun deenen Altersinteressierte, un déi sech dat interesséiert, da speziell vläicht géifen heihinnerkommen, well se hei Chancé gebuede kréien, déi se an anere Länner ronderëm net gebuede kréien? Déi Diskussioun iwwert déi beschtméiglech Sclaritatioun vun deene betraffene Kanner a Jugendlechen, déi hu mer net geféiert! An et ass net iwwer esou e Projet de loi, dat mer se sollen indirekt féieren. Mir sollen der Diskussioun net aus dem Wee goen. Mä et ass awer dat, wat mer hei zerwéiert kréien e bëssen um Rand vun enger anerer Diskussioun, an dat ass deem Sujet net wierdeg.

Mir géifen och d'Fro stellen, wa mer iwwer Equivalenze schwätze vu Schoulen, wéi déi hei mat der Lëtzebuergesch Première, also mat enger ganzer Sclaritéit an enger Lëtzebuergesch öffentlecher Schoul: Ass dat wierklech eng Equivalenz? Wat sinn d'Rechter, déi domat verbonne sinn? Den Zougang zu enger Universitéit? Jo, wann dat dann nach ëmmer d'Optik ass och vum deenen Universitéiten, déi betraff sinn. Ass dat en Zougang zu der Lëtzebuergesch öffentlecher Funktioun? Oder muss mer driwwer nodenken, fir eis Sproochekritären an eis Admissiounskritären an der Fonction publique ze adaptéieren a Foncioun zu neie Lëtzebuergesch Diplomer, déi gemaach ginn, awer ouni néideg Sproochekenntniser?

Alles dat si Froen, déi ee muss awer emol eng kéier am Fong diskutéieren, wat dat heescht, deen Equivalenzbegrëff. Oder sollt een net higeo bei esou Schoulen a sech op Equivalenze verlossen, déi vum auslänneschen Institutiounen hiergestallt ginn, och wann den Diplom zu Lëtzebuerg hiergestallt oder verdeelt gëtt, fir dat mer do méi Kloerheet iwwert déi rechtlech Konsequenze vum Equivalenzbegrëff kënnen kréien? Et si Froen, déi gestallt ginn. D'Äntwerte kann ech lech haut net ginn, awer d'Reflexioun muss geféiert ginn!

An dann hu mer natierlech och all déi Froen: Wat geschitt mat deenen, déi déi Schoul ofbriechen? Wat geschitt mat enger École de la 2<sup>e</sup> Chance, déi aus sproochleche Grënn deene Kanner net opsteet? Wat ass mat deenen, déi méi spéit kommen, déi praktesch dann och mat de Sproochen net méi konfrontéiert ginn? Wat ass mat deenen, déi erausfallen?

D'CSV huet de Moien oder elo just proposéiert, dat fir déi eng engleschsproocheg Berufsausbildung soll gemaach ginn. Da stellt sech natierlech d'Fro: Wéi wäit belaauschtbar ass eise Schoulsystem, wa mer elo fir all méiglech Schoulausbildung och nach engleschsproocheg - an herno kommen nach anerer vläicht mat Fuerderungen - extra Filière musse maachen, extra Schoultypen musse opbauen, fir der Diversitéit Rechnung ze droen? Kann dat wierklech eng Äntwert sinn? Och eng finanziell verantwortbar Äntwert op eng Situatioun, déi mer duerch eng gutt Integratiounspolitik kéinte ganz anescht upaken?

Alles dat si Considératiounen, mat deene mer wëllen als ADR opmierksam maachen op Noddeeler, op Geforen, op Froen an enger Entwécklung, déi hei als gutt, als normal, als bal selbstverständlech duergestallt gëtt, déi awer alles anescht ass wéi normal oder selbstverständlech an déi eng ganz Rei vu Problemer opwerft.

Ech halen op mat enger Betruachtung iwwert de Michel Lucius selwer. Et ass fir eis eng traureg Tatsaach, dat mer domat konfrontéiert gi sinn duerch Quellen, déi mer kritt hunn aus gewerkschaftlechen an anere Richtungen, dat et an deem engleschsproochegen Zweig vum Michel Lucius soll ginn en «malaise dans les classes anglophones», iwwert déi mer haut schwätzen, Dysfonctionnement, dat de Corps enseignant demotivéiert a frustréiert wär. Et gi Virwërf erhuewe géint d'Schoul a géint d'Direktesch. Do ass eis Fro... Mir kënnen dat hei net diskutéieren, mä mir kënnen awer de Minister opfuerderen, senger Pflicht als

Déngschthär vum där Schoul a vollem Émfang nozekommen. A wann et Problemer an enger Lëtzebuergesch Schoul gëtt, da muss de Minister derfir suergen, dat déi wierklech geléist ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

(*Interruption*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Mir stëmmen elo e Projet de loi, wou och schon, an dat ass schon e puermol gesot ginn, am Lycée Michel Lucius, deen elo gläich esou wäert heeschen, e Projet gelaf ass zënter 2011.

Wann een d'Éducatiounspolitik... Also ech hunn iwwer Joren d'Éducatiounspolitik misse verfollegen, ongewollt e bëssen, bal gezwongen deelweis als Journalist deemools, ouni awer selwer vum Fach ze sinn, an da léisst ee sech oft iwwerzeegen vum där enger oder anerer Position. An et mierkt een iergendeng kéier, dat mer ganz wäit weech si vum enger genauer Wëssenschaft, zemoos wat pädagogesch Konzepte ueegt. An dofir hunn ech mer als Doktrin ginn, iergendwéi net eng ze vill festgefuehren Doktrin ze hunn an deene Froen, zemoos wa schonn Experienzen um Terrain gemaach ginn.

Mir dinn eis net onbedéngt ganz einfach mat deene Froen. Mir wäerten awer deem Gesetzesprojekt zoustëmmen, qutte dat mer vläicht e bësse Skepsis hunn op e puer Punkten, an dat ass och elo keng Neiegeet. Mir stellen eis e puer Froen, an dat sinn och Froen, déi och am gewerkschaftleche Milieu gewësse Leit sech stellen; ob déi berechtigt sinn oder net, dat kënnen mer och an der Zukunft gesinn. Mä et ass d'Fro och vum enger gewësserer Autonomiséierung vum de verschiddenen Établissements, ob do net duerno eng Gefor kéint bestoen, dat ee lues a lues an déi Richtung kéint goen, dat eng Kluff besteet tëschent verschiddene Gebaier, wéi d'Selektiounskritären ausgesinn an esou weider.

Et gouf och gesot, dat enner anerem och d'Demandeurs de protection internationale kënnen an de Genoss vum dëser Filière kommen. Dat ass wierklech net auszuschléissen. Ech mengen, et ass och eng Ursaach, firwat dat do gemaach gëtt.

Allerdéngs muss ee sech awer och eng Fro stellen: Et ass esou, dat déi Demandeurs de protection internationale, d'DP'en, och iergendeng kéier hoffentlech BPlé ginn, dat heescht Bénéficiaires de protection internationale, wann een och nach Rücksicht hält op déi - wéi soll ech soen? - monstruéis Situatioun, zemoos a gewëssene Länner, ech denken elo ganz spezifesch u Syrien. Dat heescht, et muss een dovunner ausgoen, dat déi Leit och hei bei eis bleiwen, well se net méi wäerten zrëckgeen an hiert Land. Deementspreechend stellt sech d'Fro - mä ech mengen, déi verschidde Curriculaen, déi verschidde Liewensgänge vum de Leit, vum den DP'en a spéider BPlen, si ganz verschidden, mä et muss een och dovunner ausgoen kënnen, dat déi Leit och wäerten heibleiwen an net méi wäerten zrëckgeen -, dat heescht, ob an awéifereit opportun ass, och déi Leit a spezifesch Filiären ze bréngen.

Mä ech wëll mech do net ze vill festleeën, awéieren den angelsächsches Modell méi interessant ass wéi en anere Modell. Ech mengen, doriwwer kéint een nach laang diskutéieren. Deen huet bestëmmt seng Atouten. En huet vläicht awer wahrscheinlech... Wat déi fréi Spezialisierung ueegt, do war ech ëmmer e bësse skeptesch, wat dat ueegt, d'fréi Spezialisierung. Ech fanne souguer, dat de Lëtzebuergesch Schoulsystem, Secondairesystem e bëssen ze vill fréi spezialiséiert. An dat war och schon ëmmer eng Fuerderung vum der Schülerbewegung, schonn deemools an den 90er Joren, dat mer vläicht net onbedéngt an déi Richtung sollte goen.

Dat heescht, mir wäerte matstëmmen. Mir hunn eis nach eng Zäit d'Fro gestallt, ob mer eis net enthale sollten. Mir wäerten et schlussendlech matstëmmen, well souwisou eng Situatioun do ass an de Projet do leeft. An dat ka sech vläicht entwéckelen. Deem wäerte mer kritesch nokucken. Voilà. A mir hoffen trotzdeem, dat dat Ganzt sech an engem gudden Développement wäert weiterentwéckelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet den Erziehungsminister, den Här Claude Meisch.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech

schléisse mech all deene Mercien un de Rapporteur, de Lex Delles, un, deen eis hei duerch d'Matière gefouert huet. Et ass d'selwecht eigentlech wéi virun enger Rei vu Méint, wéi mer déi International Schoul zu Déifferdeng - esou vill Zäit muss awer sinn - gestëmmt hunn hei, nees erëm eng kéier e Schrëtt an der Stärkung vum der öffentlecher Schoul, am Wouerhuelen vum hiren Aufgaben, eng Offre scolaire unzuebidde fir all Kand hei am Land.

An dat dat hei wierklech de Fall ass an dat et wierklech gebraucht gëtt, dat wise jo och déi Inscriptiounen. Wa mer viru fënnel Joer mat 14 Schüler ugefaangen hunn a mer sinn elo bei iwwer 400, wa sech quasi also d'Inscriptiounen verdrëssegfacht hunn, da weist dat, dat dës Schoul an esou eng Offre scolaire gebraucht gëtt an dat et richteg ass, weider op de Wee ze goe vum der Diversifikatioun vum der Offre scolaire.

Eng Woch no PISA wëll ech och dee Lien nach eng kéier hierstellen, well wa mer do feststellen, dat ganz vill Jonker, och mat engem Migratiounshannergrond, wäit ofgehaange sinn - net allegueren, mä awer ganz vill der wäit ofgehaange sinn -, dann huet dat och domadder ze dinn, dat eben net eng entsprechend Offre scolaire existéiert. An duerfir, mengen ech, muss mer ophalen, jiddweree wëllen an en Eenheitsmodell ze pressen, wéi mer et elo just hei nach eng kéier vum Här Kartheiser héieren hunn, well do sinn der vill ze vill, déi op der Streck bleiwen do derbäi, mä d'Schoul muss sech éischer opmaachen an de Besoine vum de Schüler no ausrichten a weiderentwéckelen. An dat maache mer jo heimadder.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - D'Suerg ass geäussert ginn, ob den Zesammenhalt hei hiergestallt gëtt, fir dat do och Generatiounen zesammewuessen, ob verschidde Schüler aus verschiddene Kulturraim mat verschiddene Sproocher géifen zesammewuessen.

Nun, ech denken, dat mer grad hei, andeems d'öffentlech Schoul hir Aufgab wouerhëlt, nees wouerhëlt an déi dote Clientèle net eleng de Privatschoulen iwwerléisst, besser gestiwelt sinn, fir déi Integratioun do an deen Zesammenhalt do kënnen ze garantéieren, grad - an dat ass hei ganz interessant - well mer eng Schoul hu wéi de Lycée Michel Lucius, wou mer souwuel en traditionellen Ordre d'enseignement hunn, wéi den Enseignement secondaire technique, an awer och elo eben en neien engleschsproochegen Ordre d'enseignement, wou d'Schüler sech begéien, wou Aktivitéite kënnen zesumme gemaach ginn, wou een zum Deel déiselwecht Enseignanten huet. Dat alles férdert ganz, ganz kloer den Zesammenhalt an d'Zesammewuesse vum enger neier Generatioun, déi an eisem Land opwisst, op jidde Fall däitlech méi staark wéi dat bis elo de Fall war, wou déi engleschsproocheg Schüler éischer reng an d'Privatschoule gaange sinn, hu misse goen, well mer keng Offer haten.

Well mer keng Offer haten am Fondamental, hu mer hei och vum der Geleeënheet profitéiert, och do eng Filière ze proposéieren, dat och schonn engleschsproocheg Schüler an déi dote Schoul kënnen kommen am Fondamental, fir souwuel e Stack Schüler opzebaue vun ënnen, fir och do eng Offer ze schafen. An och do ass laut deene Recensementen, déi mer maachen - oder eleng nëmmen dat, wat mer um Telefon héieren, wann nogefrot gëtt -, déi Demande ganz, ganz staark. Duerfir wollte mer onbedéngt am Zentrum vum Land esou e Projet lancéieren an dat huet sech ganz gutt préféiert, fir dat eben elo hei mat dem Lycée Michel Lucius kënnen ze assuréieren.

D'Fro stellt sech, wéi d'Personal op déi doten Entwécklung reagéiert. Nun, generell muss ee soen, dat déi allermeesch Enseignanten do déi Eraufuerderung ganz gären opgeholl hunn, dat awer och gekuckt ginn ass, dat deen een oder deen aneren, dee sech elo net direkt esou à l'aise gespuert huet, net onbedéngt huet missen op deene Klassen enseigner. Wichtig, denken ech, ass awer och, dat mer eis hei d'Méiglechkeet ginn, mat deem Gesetz esou ze rekrutéieren, dat mer de Sproochekonditiounen, fir an där doter Schoul Schoul ze halen, dann och wierklech kënnen gerecht ginn. An dat sinn eben aner Sproochekonditiounen wéi dat, wat mer beim normale Rekrutement verlaangen. Do muss een eben och perfekt op Englesch kënnen Schoul halen. Déi Méiglechkeet gi mer eis hei.

Dat erlaabt eis awer och, derbäi kënnen ze bleiwen, dat, och wann dee Modell nach weider géif ausgebaut ginn, mer keng Enseignanté



wéilt forcieren, géint hire Wëlle forcieren, op esou enger Klass, op enger engleschsproocheger Klass Schoul ze halen, wat sécherlech jo och net am Interessi vun der Qualitéit vun deem Enseignement wär.

Mir léieren hei sécherlech och munches, wat interessant ass fir de Rescht vun eisem Schoulsystem. Et ass en anere System, deen doten. Et ass eng aner pädagogesch Approche. Et ass méi e personaliséierte Kursus, deen hei offréiert gëtt, wou ee sech sécherlech och dat eent an dat anert heiansdo kann ofkucke goen. A wa mer an eisem konventionelle System déi eng oder aner Reform wëllens hunn, kann ee sech sécherlech do inspiréiere goen. An hei hu mer den Avantage, datt mer dann och scho Leit hunn, Enseignanten hunn, déi dat dote praktizéiert hunn, wou mer gesinn, wat en eventuellen Avantage kéint duerfir bedeuten.

Ech wëll nach eng Kéier op d'Schülerschaft kuerz agoen, déi awer extrem heterogen zesummegeat ass. Et mengt een, et ass eng engleschsproocheger Schoul, also sinn et quasi just englesch Kanner, déi déi Schoul do besichen. Dat ass sécherlech net de Fall:

Déi gréisste Communautéit ass och hei nach ëmmer d'Lëtzebuergesch Communautéit, op d'mannst vun der Nationalitéit hier. 71 Schüler bei 75 (veuillez lire: 59) verschiddenen Nationalitéiten hunn d'Lëtzebuergesch Nationalitéit. 63 Schüler hunn déi englesch Nationalitéit, 56 (veuillez lire: 36) Schüler hunn déi portugiesch Nationalitéit, duerno kommen déi dänesch an déi hollännesch Communautéit mat 15 Schüler all Kéiers. Mä insgesamt sinn et 59 verschidden Nationalitéiten. Et ass also sécherlech net eng Offre scolaire, déi mer maache reng fir eng internationale Communautéit, fir englesch oder US-amerikanesch Bierger, fir datt deenen hir Kanner do kënnen dovunner profitéieren, mä et ass wierklech ganz, ganz breet gespreet, e bëssen esou, wéi een dann awer och duerch eenzel Quartieren an eenzelne Gemengen am Land a sécherlech och an der Stad Lëtzebuerg eng Populatiounsstruktur huet, déi sech quasi identesch och hei op dese Klassen heiansdo kann erëmfannen.

Jo, mir sinn hei net um Enn vun der Diversifizierung vun der Offre scolaire. Wéi ech scho gesot hu beim Vott iwwert de Projet vun der Internationaler Schoul zu Déifferdeng, schaffe mer och un Offeren, och wann déi net an der ganzer Bandbreit vun der Formation professionnelle ugebued ginn, mä un engleschsproochegen Offeren an der Formation professionnelle, fir e Lien fir eenzel Schüler, déi hei net géifen da bis zum Ofschloss kommen, fir dat awer kënnen ze erméiglechen an Domänen, wou een och mat der englescher Sprooch - nieft deene Friemsproochen da Franséisch an Däitsch a Lëtzebuergesch, déi een nach zousätzlech gemaach huet, awer virun allem an der dominanter englescher Sprooch - och zu Lëtzebuerg Berufsperspektiven huet. An där Domänen gëtt et. An do si mer amgaangen, mat Schoulen drun ze schaffen, fir och do eng Offer kënnen mëttelfristeg entstoen ze loosse.

D'Fro vun den Aschreiwunge gëtt ëmmer nees diskutéiert. Ech weisen drop hin, datt mer eigentlech hei déiselwecht Prozeduren hu wéi an anere besteeënde Lycéien, wou mer och net kloer geregelt hunn, wien d'Schoul dann elo vu Schüler hält oder net hält. Och wa mer nach de Prinzip vun Lycée de proximité op eenzelne Plazen hunn, wësse mer jo awer, datt

ganz vill Schüler och an en anere Lycée ginn. Mir wëssen, datt mer och scho virun, éier mer international Schoulen haten, am öffentleche System och Schoulen hate mat enger Offre unique. An och do huet dann emol misse gekuckt ginn: Wien huele mer do un a wien huele mer net do un?

Do musse mer wëssen, wa mer wëlle reglementéieren, musse mer ganz streng reglementéieren, bis an de leschten Detail goen. An ech gesinn haut net direkt déi Gefor oder déi eventuell Auswierkungen, op jidde Fall momentan net, datt dat do net seriö gemaach géif ginn. Hei am Lycée Michel Lucius ass et esou, datt eng Epreuve gemaach gëtt an der Mathematik an am Engleschen, an da gëtt am Interessi vun Schüler gekuckt, ob deen op eng engleschsproocheger Klass gehéiert, ob dat déi bescht Alternativ ass an eisem Schoulsystem fir dee Schüler, an am Interessi vun Schüler gëtt dann och decidéiert. An Einzelner ginn dann och ofgewise respektiv op aner Offere weiderdirigéiert.

Ech denken, datt mer dat mat där doter Flexibilitéit eigentlech am beschten am Interessi vun Schüler kënnen handelen, besser wéi mat engem ganz prezis och an engem Gesetzestext verankerte Kritärkatalog, deen eigentlech den eenzelne Besoinen an den eenzelne Profiller ni ganz ka gerecht ginn.

D'Fro ass gestallt gi vun de Schoulen um Lampertsbiereg. Dir wësst, datt dat och eng vun eise Präoccupatiounen ass, datt mer déi staark Konzentratioun vu Schoulen um Lampertsbiereg mëttelfristeg awer dach ofgebaut kréien, well de Quartier awer zum Deel dorënner leit, ech mengen, net ënnert de Schüler leit, mä virun allem ënnert dem Transport vun de Schüler leit. Ee Schrëtt ass sécherlech och gemaach: Wann den Tram bis dach ganz knapp beim Lampertsbiereg laanscht wäert fueren, da kann och deen Transport zum Deel schon aneschtens organisiert ginn. Da wäerte sécherlech och eng Rei vu Bussen ewechfalen.

Kuerzfristeg wäerten och eng Rei vu Bussen ewechfalen an och d'Schülerzuel erofgoen, wann den neie Komplex vun de franséischsproochegen privaten Offeren zu Gaasperech wäert fonctionnéieren, wou souwuel jo vun der Maternelle bis bei de Bac alles herno wäert regroupéiert ginn. Dat ass eng substanzuell Erliichterung, déi vläicht bei der nächster Rentree zum Deel, spëtstens dann awer e Joer duerno och wäert realiséiert sinn.

An och mir als öffentlech Schoul wëllen do eis Responsabilitéit mat iwwerhuelen. Duerfir hu mer decidéiert, ee Lycée vun Lampertsbiereg erofzehuelen. An et huet an der éischerter Propos op jidde Fall esou ausgesinn, wéi wann dat de Lycée technique du Centre wär an en Terrain och scho ganz kloer reservéiert ginn ass um Kierchbiereg, fir deen dohinner ze installéieren.

Déi zwou Schoulen hunn eis awer nach eng Kéier gebieden, souwuel de Lycée technique du Centre wéi och de Lycée Michel Lucius, genau emol doriwuer ze diskutéieren. An am Ministère vun Développement durable ass momentan eng Etüd amgaangen, fir ze kucken, wat dann eigentlech méi rasonabel, méi gënschteg wär a sech am einfachsten och géif maache loosse. Ech denken, datt och deemächst do Resultater wäerte virleien, datt mer ganz konkret un deene Projekte kënnen schaffen: een neie Lycée um Kierchbiereg an d'Renova-

toun vun deem aneren dann awer och um Lampertsbiereg, well souwuel deen ee wéi och deen anere sinn zum groussen Deel nach renovatiounsbedürfteg.

Also ech wëll net nach eemol agoen op déi ganz Diskussioun ronderëm d'Lëtzebuergesch Sprooch, och an där doter Schoul. Dat ass alles eigentlech hei diskutéiert ginn. Wa mer déi dote Schüler, wéi et bis elo de Fall ass, just a Privatschoulen, an engleschsproocheger Privatschoule goe loosse, hu mer absolutt keen Impakt drop, wat fir eng Sprooch datt se léieren. Hei hu mer fest am Stonneplang virgeschriwwen, datt se och Lëtzebuergesch léieren, datt och déi aner Sprooch geléiert gi vun eisem Land, Däitsch a Franséisch, mam groussen Avantage, datt et net wéi an eisem Schoulsystem Langues véhiculaires sinn, mä datt se als Friemsprooch geléiert ginn, wat awer nun eppes aneschtens ass a wou eng ganz aner Approche och ganz oft vun Schüler par rapport zu där Sprooch entwéckelt gëtt, well e se wierklech als Friemsprooch léiert an e se net als Hemmnis gesäit, fir an engem anere Fach eventuell net säi voll Potenzial kënnen ze developéieren.

Duerfir maachen ech mer do eigentlech guer keng Suergen an duerfir ass dat éischerter eng Stärkung vun Lëtzebuergesch, dat, wat mer hei maachen, par rapport zur aktueller Situatioun. An et muss een och soen, datt den Interessi vun deene Schüler, virun allem och de Schüler am Michel Lucius, extrem grouss ass un deenen dräi anere Sproocher vun eisem Land, dem Lëtzebuergesch, dem Franséisch an dem Däitschen, an datt dat och mat enger gewëssener Begeescherung gemaach gëtt.

#### (Interruption par M. le Président)

Et war net fir mech, uff!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, neen, neen!

► **Une voix.**- Net ëmmer...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et war an der zweeter Rei.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Ech kommen awer, Här President, gläich zum Ofschloss vu menge Remarquen. Et ass nach eng Fro gestallt ginn zu der Equivalenz vun deem Diplom.

Dësen Diplom, wann een deen hei mécht am Lycée Michel Lucius, dann huet deen déiselwecht Equivalenz, wéi wann een deen Diplom sief et an England, sief et an iergendengem anere Land vun der Welt géif maachen, wou een deeselwecht Diplom bei där selwechter Akkreditierungsagence och ka maachen. An doriwuer ass dat geregelt.

An et ass natierlech absolutt net zur Diskussioun gestallt, ob dat iergendepes herno géif ännere bei de Rekrutementsprozeduren vun Lëtzebuergesch Stat, well dat ass keng Fro vun Equivalenz vun Diplomer, dat ass just eng Fro vun deem, wat de Lëtzebuergesch Stat virgesäit, wat seng Fonctionnaire musse beherrschen, wa se wëlle bei hie schaffe kommen.

Ech wëll hei och nach eng Kéier ennersträchen - ech hunn et an der Kommissioun gemaach, mä d'Äusserunge vun honorabelen Deputéierte Kartheiser forcéiere mech awer dozou -, datt et bei all deene Rumeuren, déi an deene

leschte Méint zirkuléiert si ronderëm de Michel Lucius, fir mech absolutt kee Grond gëtt, an iergendepes ze zweifelen, datt dat net fonctionsgerecht do géif oflafen, an datt och absolutt vollst Vertraue vu menger Säit a vum ganze Ministère an d'Direktioun vun Michel Lucius do ass an datt mer duerfir och der Directrice am Laf vun deene leschte Méint proposéiert hunn, fir d'Mandat em siwe Joer ze verlängeren. Do gëtt ganz villes geschwat, wou déi, déi et transportéieren doruechter, musse sech iwwerleeën, ob se sech net selwer schueden, andeems se dat doten doruechter transportéieren. Duerfir war ech net begeeschtert, datt et och hei herno gelangt ass. Mä duerfir wëll ech dat an där doter Däitlechkeet och hei nach eng Kéier ennersträchen!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister.

A mir wäeren dann elo prett, fir iwwert de Projet 7073 ofzestëmmen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7073 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo fäerdeg.

57-mol Jo, 3-mol Neen, domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

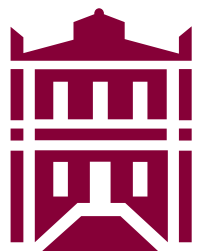
#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous ass muer um 9.00 Auer fir d'Diskussioun an d'Ofstëmmung iwwert d'Steierreform.

Merci a bis muer!

(Fin de la séance publique à 17.36 heures)



## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. 7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

\* la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

\* la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);



- \* la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;
- \* la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
- \* la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- du Code pénal;
- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;
- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;
- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;
- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;
- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;
- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;
- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;
- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;
- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth (interventions de Mme Viviane Loschetter, M. le Ministre Pierre Gramegna, M. Roy Reding, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Gast Gibéryen et M. le Ministre Etienne Schneider) (dépôt de trois amendements et de deux motions), M. Eugène Berger (interventions de M. Gilles Roth et M. Claude Wiseler), M. Claude Wiseler (intervention de M. Eugène Berger), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gilles Roth et M. Gast Gibéryen)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Félix Braz, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres.

**(Début de la séance publique à 09.04 heures)**

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Moien! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

**(Négation)**

Dat ass am Moment net de Fall. Da gi mer direkt zu eisem Hauptpunkt vum Ordre du jour, d'Steierreform, de Projet de loi 7020. Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Modell 3 festgeluecht ginn ass. An d'Rapportesch, d'Madamm Joëlle Elvinger, ass prett, fir de Rapport vun der Kommissioun ze maachen. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

## 2. 7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

\* la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

\* la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);

\* la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;

\* la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

\* la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;

- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;

- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;

- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;

- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut e Projet de loi, dee virun allem eppes mat sech bréngt: méi Steierge-rechtegkeet.

**(Hilarité)**

Dat ass d'Zil, wat sech all Steierreform muss setzen. An dat Zil hu mir mat dësem Projet er-recht. D'Steierreform bréngt ab deem nächste Joer méi Gerechtegkeet fir déi vill Stéit mat klengem a mëttlerem Akommes, well besonnesch si gi vum 1. Januar un däitlech entlaascht. Et gëtt méi Gerechtegkeet fir d'Eleng-erzéier mat klengem Akommes geschaaft, déi vum nächste Joer un déi zwee Enner besser um Schluss vum Mount beieneekréien. Et ass awer och eng cibléiert Steierreform, déi d'Leit an deene Liewenssituatiounen ennerstëtz, wou si et am meeschte brauchen, wéi zum Beispill beim Kaf vum éischten Eegenheim.

D'Steierreform 2017 moderniséiert awer och eise Steiersystem an dréit de gesellschaftleche Realitéit vum haut Rechnung, sief et duerch d'Méiglechkeet vun enger individueller Besteuerung an der bestueter Koppel oder der Aféierung vu sozial selektive Kritären, déi eng cibléiert Approche erlaben.

Här President, d'Steierreform, déi mir haut stëmme wäerten, huet eng gewësse Virlafszäit an Usproch geholl; och fir kënnen e breeden Débat ze féieren. Enn Februar huet d'Regierung hiren éischte Projet vun der Steierreform virgestallt. Och wann d'Reaktiounen op déi éischt ugekënnegt Mesurë gréisstendeels positiv waren, esou war et der Regierung wichteg, d'Sozialpartner mat anzebannen an hir konstruktiv Iddie mat op de Wee ze huelen. Opgrond vun deene Gespréicher goufen dunn am Fréijoer zousätzlech Mesurë virgestallt, déi elo mat an dës Steierreform afléissen.

Och huet d'Steierverwaltung zesumme mam Finanzministère eng ganz Rei Informatiounsversammlungen zu der Steierreform organiséiert. Ennert der Initiativ „Steierreform konkret“ konnt ee sech am September queesch duerch d'Land, tête-à-tête mam Finanzminister an den Experte vun der Steierverwaltung, iwwert déi ennerschiddlech Mesuren ennerhalen a sech se a Rou erkläre loosser.

D'Rechemaschinn op der Internetsäit vun der Steierreform war e weideren Outil, deen d'Leit konnten notzen, fir sech ausrechnen ze loosser, wat d'Adaptatioun vum Barème an d'Upassung vun de Steierkreditter fir si an Zukunft konkret bedeiten. Et ass sech opsäit vum Ministère vill Méi gemaach ginn, fir de Leit dës Steierreform ze erklären an hinne se op eng einfach an transparent Aart a Weis méi no ze bréngen.

Här President, d'Finanzéierung vun dëser Steierreform ass nohalteg. Duerch déi virsiichteg Budgetpolitik vun dëser Regierung gouf sech den néidege Sputt geschaaft, fir esou eng

ëmfaassend Steierreform ëmzesetzen. Sécherlech dréit och déi gutt Konjunktur hiren Deel dozou bäi. D'Regierung rechent 2017 mat Erlichterunge vun 373 Milliounen Euro an déi Joren duerno mat Steiererlichterunge vu ronn 520 Milliounen Euro. Dat si Suen, déi erëm kënnen investéiert ginn an esou positiv Retombéeën op eis Ekonomie hunn. Laut dem Statec wäert eleng duerch d'Steierreform eise PIB näamlech ëm 0,2% wuessen. A wat der Konjunktur zeguttkënn, kënn och eise Statsfinanzen zegut!

Dass mir eis déi Steierreform leeschte kënnen, seet awer net nëmmen d'Regierung. Och den FMI an d'Kommissioun hu keng budgetär Bedenke bei der Ëmsetzung vun dëser Steierreform.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet de Privatséit bei dëser Reform eng Prioritéit ginn. Duerfir wëll ech als Éischt op d'Mesurë fir d'Leit ze schwätze kommen.

Eng vun den Haaptmesurë vun dëser Steierreform ass déi nei Staffellung vun der Steiertabell. Et besteet am aktuelle Steiersystem eng Ongerechtegkeet, well d'Mëttelschicht besonnesch staark belaauscht ginn, dëst och, well ee scho ganz fréi um quasi héchste Steiersatz besteiert gëtt. An dat ass net gerecht! An Zukunft gëtt duerfir d'Steiertabell gestreckt, soudass d'Progressivitéit vum Barème manner séier zum Droe kënn. Dëst erlaabt et, de Mëttelstandsböckel ofzeflaachen a soumat déi breet Bevëlkerung ze entlaaschten an hir méi Kafkraaft ze ginn.

Wéi dréckt sech dat Ganzt also konkret an der Steierklass 1 aus?

An Zukunft besteet d'Steiertabell aus 23 Tranchen. Déi éischt Tranche, déi net besteiert gëtt, geet weiderhi bis zu engem Revenu vun 11.265 Euro. Duerno bestinn d'Tranchen aus Échelone vun 1.872 Euro an d'Prozentsätz klammern ëm jeeeweils 1% vun 8% op 12%, an dëst bis zu engem Revenu vun 20.625 Euro. Ab da ginn d'Tranchen méi breet an den Taux d'imposition klëmmt dann ëm 2 Prozentpunkte bis zu engem Revenu vu 45.897 Euro, deen zu 38% besteiert gëtt. D'Revenue bis 100.000 Euro ginn duerno zu 39% besteiert an d'Revenue bis 150.000 Euro zu 40%. Dëst, wéi gesot, alles an der Steierklass 1.

Fir déi mat de ganz breede Schëllere kommen an Zukunft awer och nach zwee nei Spëtze-steiersätz derbäi. Och dat ass solidaresch a gerecht. D'Revenue ab 150.000 Euro ginn duerfir an Zukunft zu 41% besteiert an d'Revenue ab 200.004 Euro, dat sinn ëmmerhi 16.600 Euro de Mount, zu 42%.

Déiselwecht Iwwerleegung fënnt een an der Steierklass 1A erëm, also bei de Leit iwwer 65 Joer, Wittleit a Monoparentallen. Och hei gëtt d'Progressivitéit vum Barème gebremst, d'Mëttelschichten entlaascht an déi breet Schëlleren droe méi wéi déi schmuel.

Unni nach eng Kéier an den Detail ze goen, kann een awer vläicht soen, dass den Taux vu 40%, deen haut scho bei ronn 40.000 Euro

gräift, an Zukunft eréischt vun 100.000 Euro un applizéiert gëtt. De Barème vun der Steierklass 1A gëtt also däitlech gestreckt.

Derbäi kommen d'Steierkreditte, déi no sozial selektive Kritären eropgesat ginn. Duerch d'sozial Selektivitéit stäipt ee ganz geziilt déi kleng Revenuen. Dës sozial selektiv Approche ass iwwerengs en Novum an der Steierpolitik. Dëst betrëfft souwuel den CIS, also de Crédit d'impôt pour salariés, wéi och den CIP fir d'Pensionéiert an den CII fir déi Fräischaffend. Dës Steierkreditte ginn allen dräi vun haut 300 Euro verduebelt op 600 Euro fir Akommen tëschent 11.265 Euro a 40.000 Euro a ginn dann erëm lues a lues erof, bis een ab engem Revenu vun 80.000 Euro kee Steierkredit méi zegutt huet. Domat ginn also geziilt déi Leit entlaascht, déi et am meeschte brauchen.

Mat deem neie Barème gëtt och den Impôt d'équilibre budgétaire temporaire vun 0,5% ab dem 1. Januar 2017 ofgeschaaft.

Här President, erlaabt mir, mat e puer konkrete Beispiller ze weisen, wat eleng dës Mesuren, also d'Ofschafung vum Impôt d'équilibre budgétaire temporaire, d'Upassung vun de Crédits d'impôt an den neie Barème fir d'Stéit ab dem nächste Joer bedeiten.

Een, deen de Mindestloun huet an der Steierklass 1, bezitt an Zukunft 63% mander Steieren an ee mam qualifizéierte Mindestloun 42% mander.

Oder huele mer eng Kéier d'Beispill vun enger jonker Famill mat engem Kand. D'Mamm oder de Papp verdéngt 2.300 Euro brutto an deen aneren 1.200 Euro. Dës kleng Famill huet eleng duerch déi genannte Mesuren an Zukunft 653 Euro méi an der Täsch.

Oder huele mer d'Beispill vun engem Jonken an der Steierklass 1, engem Jongesell also ouni Kanner, deen 2.900 Euro verdéngt. Dee spuert an Zukunft 29% Steieren an huet 877 Euro méi an der Täsch.

No Récksprooch mat de Sozialpartner gëtt och d'Valeur faciale vun de Chèques-repas d'nächst Joer vun 8,40 Euro op 10,80 Euro erhéicht, eng Augmentatioun vu bal 30% also. Dëst ass eng Mesure, déi de ronn 60.000 Bénéficiairen zeguttkennt an hir Kafkraaft stäerkt. Si kënn awer och der lokaler Economie zegutt, well déi Suen erëm direkt an de Wirtschaftskreeslaf vum Horeca-Secteur fléissen.

Här President, besonnesch d'Monoparentallen hunn heiansdo Schwierigkeeten, déi béid Enner um Enn vun Mount beieneenzekréien. Vun deene 6.700 Ménages monoparentaux hei zu Lëtzebuerg hunn, dem Stater no, ongeféier 45% ee Revenu ënnert der Aarmutsgrenz. Fir deem entgéintzewirken, gëtt den CIM, also de Crédit d'impôt pour monoparentaux, fir Revenuen tëschent 0 a 35.000 Euro vu 750 op 1.500 Euro verduebelt. Duerno geet dese Steierkreditte erëm lues a lues erof, bis een ab engem Revenu vun 105.000 Euro op sengem aktuelle Montant vu 750 Euro stagnéiert.

Nieft dem neien CIM, deenen anere Steierkreditte an dem neie Barème gëtt awer och ab 2017 d'Weeserent net méi besteiert. Dëst, well et eng besonnesch tragesch Situatioun ass, wann de Partner stierft an een da muss kucken als Elengerzéier an enger scho ganz schwieriger Situatioun iwwert d'Ronnen ze kommen.

Och de Fräibetrug vun der Rente alimentaire, bis deen den CIM net erofgeet, gëtt vun 1.920 Euro op 2.208 Euro d'Joer erhéicht. Den Abatement pour charges extraordinaires fir den Ennerhalt vun Kanner, déi net am Stot wunnen, geet vun 3.480 Euro op 4.020 Euro d'Joer erop. Dëst ass besonnesch oft bei gescheete Koppelen a bei Patchworkfamilljen de Fall.

Ech huelen dann nach eng Kéier e konkret Beispill, fir ze weisen, wat d'Vebesserungen hei ausmaachen. Dës Kéier vun enger elengerzéier Mamm oder engem elengerzéier Papp mam Mindestloun a mat engem Kand. Dës kleng Famill huet an Zukunft ganzer 1.050 Euro d'Joer méi an der Täsch.

Här President, ech kommen zu weidere steierlechen Upassungen, déi de Realitéit vun eiser Gesellschaft Rechnung droen. Eng weider Mesure, déi Famillje steierlech ënnerstëtz, ass d'Erhéijung vum Abatement forfaitaire fir d'Frais vum Stot, der Fleg oder der Betreijung. Och dësen Abatement geet vun 3.600 Euro op 5.400 Euro erop an ass esou ëmsou méi wichteg an enger Zäit, an där ëmmer méi Leit op Hëllef vu bausse ugewies sinn, sief dat, fir Familljememberen ze fleggen, fir op d'Kanner opzepasst oder hiert Haus an der Rei ze halen.

Ech hunn uganks vun enger Moderniséierung vum Steiersystem geschwat. Dëst geschitt net

nëmme duerch d'Aféiere vu sozial selektive Kritären, ma eben och duerch d'Aféiere vun enger optionaler Individualisatioun. Wouërms geet et? Genaou wéi gepacste Koppelen sollen an Zukunft och bestuete Leit de Choix kréien, ob si léiwer wëllen zesummen an der Steierklass 2 oder léiwer wëllen individuell besteiert ginn. Si kënnen also selwer wielen, wéi ee Regimm si wëllen applizéieren a ginn net méi automatesch zesumme besteiert.

Och wann d'Steierlaascht in fine déiselwecht ass, passt dat awer zu engem moderne Steiersystem, an deem jiddweree seng eege Rechter opbaue kann. Et bréngt zudeem zousätzlech Flexibilitéit a passt zu enger zäitgeméisser Familljepolitik, an där dat traditionellt Familljebild net méi déi eenzeg Form vum Zesummeliewen ass.

Och wëllt d'Regierung de Leit hëllef, sech fir den Alter zousätzlech ofzesécheren an esou fréi wéi méiglech eppes op d'Säit ze leeën. Duerfir gëtt den Abatement fir d'Altersvirsuerg fir jiddweree op 3.200 Euro erhéicht an dëst onofhängeg vum Alter. Och de Remboursement gëtt an deem Kontext méi flexibel. Méi flexibel gëtt och den Abatement vun de kleng Kreditte, also de Crédits à la consommation, deen an Zukunft mam Abatement fir d'Responsabilité civile an d'Assurance vie zesummegeschloe gëtt. Den neie Plaffong vu 72 Euro kann een also méi flexibel, no sengen eegene Besoinen ausnotzen.

Här President, ech kommen zu enger anerer Prioritéit vun deser Regierung, an zwar d'Offer vu bezuelbarem Wunne méi grousst ze maachen. Nieft der Dynamiséierung um Niveau vun der Offer, gi mat deser Steierreform zousätzlech Mesurë geholl, déi de Leit ënnert d'Aerm gräifen, fir sech en eegent Doheem ze leeschten. Engersäits gëtt d'Valeur locative ofgeschaaft, ma virun allem ginn d'Ofschreiméiglechkeete fir ee Bauspuervertrag fir Jonker bis 40 Joer op 1.344 Euro verduebelt. Dëst hëlleft besonnesch deene jonke Stéit, déi an der Rushhour vum Liewen ukomm sinn, wou villes beieneekënn. Och ginn d'Seuile fir den Abatement op de Schuldzense fir déi eege Wunneng eropgesat.

An deem Kontext kann ee vläicht och nach eng Kéier un d'Subvention loyer erënneren, déi säit ufanks des Joers a Kraaft ass an deene Leit ënnert d'Aerm gräift, déi Schwierigkeeten hunn, hire Loyer ze bezuelen. Fir d'Offer um soziale Wunnengsmaat weider ze dynamiséieren, ginn iwwerengs och d'Revenue vun de Wunnengen, déi Organisme wéi d'Agence immobilière sociale zur Verfügung gestallt ginn, nëmme zu 50% besteiert. Dat wäert viraussichtlech d'Offer un Sozialwunnenge fir eng Locatioun erhéijen.

Eng weider wichteg Mesure op der Säit vun der Offer ass, dass d'Plus-value op Ventë vun Immobilie vu Privatstéit, déi tëschent dem 1. Juli 2016 an dem 31. Dezember 2017 gemaach ginn, just zum Véierelstaux besteiert ginn. Dës Mesure war schon aus verständleche Grënn op den 1. Juli dëst Joer virgezu ginn.

Alles dëst si konkret Mesuren, déi d'Offer wäerten erhéijen, an dat ouni de Spekulant an d'Kaarten ze spillen.

Här President, eng weider Prioritéit vun der Regierung ass den nohaltegen Transport. Nieft der Verbesserung vum öffentliche Transport an héijen Investissementer an deem Beräich, gëtt och hei erëm duerch geziilt a selektiv Abatementen de Kaf vu sougenannten „propieren“ Autoe geféiert. Et ass een Abatement vu 5.000 Euro virgesi fir de Kaf vun Elektro- a Waasserstoffautoen an een Abatement vun 300 Euro fir de Kaf vu Véloen oder Pédélecen.

Gläichermooze soll och de Fuerpark vun de Leasingsautoe méi propper ginn. Och hei gëllt: Wat méi propper, wat besser. Autoen, déi mander CO<sub>2</sub> ausstoussen, ginn deemno mander besteiert wéi Autoen, déi schwaarz dämpfen.

Ier ech bei den zweete Volet iwwert d'Entreprise kommen, wëilt ech awer och betonen, dass dës Steierreform och am Zeeche vun der Gläichstellung tëschent der Besteierung vu Résidenten an de Frontaliere steet.

D'nächst Joer kréien d'Frontalieren duerfir Zäit, fir hir Donnéeën ze iwwermëttelen, déi d'Steierverwaltung dann traitéiert, fir en effektiven Taux ze definéieren. Dësen Taux gräift dann ab 2018. Dëst ass wéi gesot am Sënn vun Transparenz a Gerechtheekëft tëschent Résidenten a Frontalieren.

Här President, ech géif da bei den zweete Volet kommen, dee ganz am Zeeche vun enger besserer Kompetitivitéit vun eisen Entrepreneuren steet. Si sinn de Motor vun eiser Croissance, schafen Aarbechtsplazen an droen eng grousse Verantwortung an eiser Gesellschaft. Bei de Mesuren, déi d'Betriben betreffen, steet natierlech d'Baisse vun der Kierperschaftssteier am Vierdergrond, déi 2017 op 19% an 2018 op 18% erofgeet. Dëst ass en noutwendige Schrëtt, fir

weider an engem haart ëmkämpften internationalen Ëmfeld kompetitiv an attraktiv ze bleiwen. Grad bei der Kierperschaftssteier gëllt et méi wéi jee, déi international Konkurrenz am A ze behalen an den Entwécklungen op OECD-Niveau Rechnung ze droen; Stéchwuert: BEPS.

Dëst muss allerdéngs geschéien, ouni Dumping ze bedriewen. Ech mengen, de Finanzminister huet et op de Punkt bruecht, wéi hien emol an deem Kontext sot, „esou vill Entlaaschtung wéi néideg, awer net méi wéi méiglech“. Fir zousätzlech Start-uppen op Lëtzebuerg ze lackelen an den Entrepreneursgescht ze féieren, ginn déi kleng Betriben bis zu engem Revenu imposable vu 25.000 Euro nëmme zu 15% besteiert. Och hei gesäit een eng selektiv Approche.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Investitiounen vun haut sinn d'Aarbechtsplaze vu muer. D'Betriben ginn duerfir zousätzlech encouragéiert, fir an d'Zukunft ze investéieren an domat innovativ ze bleiwen. D'Tauxe vun der Bonification d'impôt ginn duerfir ëm 1 Prozentpunkt eropgesat, also vun 12% op 13% fir Investissement complémentaire a vu 7% op 8% fir Investissement global.

Och eis Bauerebetriben solle weider innovativ bleiwen an zu neien Investissementer encouragéiert ginn. Bei hinne gëtt dowéinst den Abatement méi attraktiv, andeems d'Tranche, déi een zu 30% kann ofsetzen, vun 150.000 Euro op 250.000 Euro erhéicht gëtt.

E wichtige Pilier vun eiser Wirtschaft sinn déi Kleng- a Mëttelbetriben, déi net nëmme vill Leit bei sech beschäftegen, ma och gréisstendeels ganz enk mat deem lokale Liewen an eise Land verbonne sinn. Fir d'Weiderliewe vun dese Betriben ze sécheren, gesäit d'Regierung eng konkret Mesure vir. Dëst ass ëmsou méi noutwendig, wann ee weess, dass an deenen nächsten zéng Joer eleng 1.500 Handwerksbetriben een Nofolger sichen. Et gëtt duerfir virgeschloen, dass an deem Moment, wou e Betrib un déi nächst Generatioun iwwergeet, keng Besteierung vun der Plus-value op den Immobilie méi direkt ufällt. Dëst mécht d'Transmission d'entreprise wesentlech méi einfach an dréit dozou bäi, dass vill mëttelständesch Betriben vun haut op muer hir Dieren net mussen zoumaachen.

An Zukunft ginn och déi reportabel Pertë vun de Betriben, déi no 2017 entstinn, op 17 Joer limitéiert an d'Betriben kréien d'Méiglechkeet, hir Amortissementer ze differenzieren. Bei de sougenannte SOPARFle geet den Impôt minimum sur la fortune vun 3.210 Euro op 4.815 Euro erop.

Här President, ech géif dann zum leschte groussen Deel vu menger Ried kommen, an zwar de Mesurë géint de Steierbedruch. Gerechtheek am Steiersystem heescht net nëmme Steiere gerecht opdeelen, ma och derfir suergen, dass se iwwerhaapt bezuelt ginn! Am Kader vun der Steierreform gëtt d'Offer och eisen Droit pénal moderniséiert, fir dem Bedruch entgéintzewirken. Et gëtt an deem Kontext ënner anerem eng Fraude fiscale aggravée agefouert, déi besonnesch schwéier Fäll vu Bedruch soll bestrofen. Zudeem gëtt och de Recommandatioun vum GAFI Rechnung gedroen an d'Infractions vun der Fraude fiscale aggravée an der Escroquerie fiscale an Zukunft als sougenannte Infractions primaires vum Blanchiment considéiert. Dëst ass iwwerengs och konform zur véierter Direktiv Antiblanchiment.

Och ginn d'Amenden, déi d'Steierverwaltung kann ausschwätzen, no uewen ugepasst, an den Échange tëschent de Verwaltung gëtt geféiert. Kuerz gesot: Et dierf sech net lounen, Schmu ze driewen! An deem Kontext ass et och ze verstoen, dass och d'Fräiberuffer müssen an Zukunft detailléiert Konten opstellen. Dëst wäert fir weider Transparenz tëschent deene verschiddenen Akteure suergen.

D'Regierung ass awer och op de Wee gaangen, fir d'Dirigeanten, d'Ayants droit, d'Curateurs an d'Liquidateuren zousätzlech ze responsabiliséieren. Am Projet de loi war duerfir uganks eng Responsabilité personnelle et solidaire virgesinn am Fall, wou d'TVA net korrekt bezuelt gi wier. Nieft e sëllegen Avis vum de Chambres professionnelles huet sech och de Statsrot dergéint ausgeschwat an déi betreffend Dispositiounen mat der eenzegger Opposition formelle versinn. D'Motivatioun vum Statsrot war haaptsächlech, dass dës Artikelen eng Responsabilité sans faute agefouert hätten, eppes, wat an eise Droit positif net üblich ass.

D'Finanzkommissioun huet dorberhin déi betreffend Passagen aus dem Gesetzesprojet amendéiert an domat deser Opposition formelle Rechnung gedroen. D'Responsabilité personnelle et solidaire ass zwar bäibehale ginn, allerdéngs ënnert der Konditioun vun enger Inexécution fautive vu legalen Obligatiounen. Zudeem mussen déi betraffe Leit och

nach an der Gestion journalière vun deem Betrib involvéiert sinn. A sengem zousätzlechen Avis huet de Statsrot d'Amendement guttgeheescht a seng Opposition formelle opgehewen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech fir de Rescht vun de Mesuren a fir weider Detailer op mäi schrëftleche Rapport verweisen, wëilt ech awer nach hei e puer Merci lassginn. Ech wëilt virop de Kolleegen aus der Finanzkommissioun Merci soe fir déi konstruktiv Zesummenarbecht während de Reunioenen. E Merci geet och un déi kompetent Leit vun der Steierverwaltung, déi eis déi oft ganz technesch Mesurë verständlech erkläert hunn. De Chambres professionnelles muss een och fir hir ausfierlech Avis félicitéieren. An e ganz grouse Merci geet awer och un d'Madamm Caroline Guezennec, d'Sekretärin vun der Finanzkommissioun, an un d'Françoise Schlink an den Gene Kasel aus der DP-Fraktioun fir hir Hëllef och bei der Redaktioun vum Rapport zu deemem Projet de loi.

Här President, ech wëll ofschléissend nach emol dorber hiweisen, dass dës Steierreform eng Reform fir déi vill privat Stéit ass a gläichzäitig der Kompetitivitéit vun eise Betriben zeguttkennt. Et ass eng Reform, déi d'Kafkraaft stäerkt, déi kleng a mëttel Revenuen entlaascht an duerch sozial selektiv Kritären déi Leit ënnerstëtz, déi et am meeschte brauchen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Rapportrice. Eischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth fir d'CSV. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Härren, eng Steierreform ass ëmmer ee schwierige politeschen Exercice. Et verlaangt vill Nodenken, vill Recherchen, vill Kompromësser an och vill Erklären. Ass dat dann esou wäit, jo, da muss een dat Ganzt och nach zu Pabeier bréngen. Merci duerfir am Ufank all deenen, déi bei der AUSAARBECHTUNG vun deemem Gesetz Hand mat ugepaakt hunn, an dozou zielt virun allem och d'Politik.

Dozou zielt Dir, Här Finanzminister, an ech soen dat ganz éierlech, well trotz aller Kritik hutt Dir vill Engagement, vill Zäit, vill Fläiss an och vill Nerven op deser Reform verbruecht.

► **Une voix.**- Très bien!

**(Interruptions)**

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Dozou zielen awer och vill Beamten a vill Fachwëssen. A stellvertredend fir si all an niewent lech, Här Finanzminister, wëll ech dem fréiere Steierdirekter, dem Guy Heintz, an eiser zukünftiger Steierdirektrice, dem Pascale Toussing, e spezielle Merci soen. Et sinn an et waren dichteg Beamten. Här Minister, Dir waart gutt encadréiert.

Merci och eiser Rapportrice, dem Joëlle Elvinger. Si huet nawell e sportlecht Joer hannert sech...

**(Hilarité)**

...Buergermeeschter, Puppelchen an elo och nach Rapportrice vun der Steierreform. An ech muss soen, alles dat huet déi dynamesch Deputéierte mat an heiansdo ouni schick Posch - „circonstances obligent“ - gutt gemeeschtert.

**(Hilarité)**

Duerfir eis Félicitatiounen, Madamm Elvinger!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, et ass ee gewëssenen Novum, dass d'CSV aus der Opposition eraus eng Steierreform muss bewäerten. Mir hate soss de Privileeg, dëst dem Land an eise Matbirger matzedeele an ze vermëttelen, mat all där Hëllefstellung, déi een nawell op Regierungssäit huet. An ech kann lech soen, d'Oppositionsbänk ass an deemem Fall vill méi haart!

Mir sinn eng Vollekspartei. D'Leit erwaarden duerfir zu Recht vun der CSV, dass mer eng kritesch Opposition maachen, wann et verlaangt gëtt, ma och konstruktiv Alternative virleeën.

Här President, mir kucken duerfir haut de Moien dës Steierreform duerch de Brëll vun deem, wat vu verschiddener Säit ugekënnegt war. Ennert d'Lupp huele mir déi finanziell Envergure an den Impakt vu verschiddene Moosnamen. Eise Bléck riicht sech do nom richtege Verdeelen am Interessi vun dem Land no der sozialer Gerechtheek.

Här President, ass dëst eng grouse Steierreform fir d'CSV? Eischter net. Et gëtt sécher eng Rei vu punktuellen Upassungen. Vill dovunner kéinten, dat soen ech éierlech, och d'Handschrëft vun der CSV droen! Dës Steierreform ass awer fir eis keng déif gräifend Reform. Si



bleift hannert den Ambitionen an dem Enthusiasmus vun der Regierungserklärung zréck. Dës Reform steet sécher am Schiet vun de grouse Reforme vun 1967, vun 1990, vun 2000 an 2001 mat sozialer Handschréft vun den deemolege Stats- a Finanzministere Pierre Werner, Jacques Santer a Jean-Claude Juncker.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Déi grouss Ufanksleift vun dëser Dräierkoalitioun - d'Uspréich an d'Vesprieche virun allem vun DP, LSAP an déi gréng - schéngt dach mat zouneemender Lafzäit vun der Realitéit ageholl ze ginn. Ass dëst déi sozial gerechtste Steierreform, déi et jee gouf, wéi de Finanzminister et de 25. November dem „Tageblatt“ op Sait 1 matgedeelt huet? Jo, Dir Hären a Madamm vun der Regierung, dat hânt dovun of, wat een ënner sozial versteet!

Selektiv gi sécher Leit mat engem niddregen Akommes verstärkt ënnerstëtzt. Dat ass och richtig. Dëst muss och esou sinn. An d'CSV dréit dat ausdrécklech mat. Mä de Reformprojet firt och mat der breeder Strenz iwwert déi, déi schonns vill hunn. Si kréien an Zukunft nach méi, an den Ae vun der CSV heiansdo ze vill méi. Op deem Punkt versteet d'CSV a puncto sozialer Selektivitéit sécher eppes aneres. Ech hat gemengt, d'LSAP vu gëschter och.

Ass dëst eng ekologesch Reform, wéi déi gréng et während 15 Joer ëmmer nees gefuerdert, awer ni konkret skizzéiert haten? Na ja, „wer es glaubt, wird selig“. Séleg däärfen eis gréng Kolleegen awer sécher net eleng doduerch ginn, dass an Zukunft de Bankdirekter fir säin Elektroauto, jo souguer seng Madamm fir hiren Elektrovélo, grousszügig vum Stat ënnerstëtzt ginn. De Mindestlounbezéier kritt fir säin Ëmweltbewusstsein dergéint awer näischt. Hien, grad ewéi 40% vun eise Matbierger, déi keng Akommessteier bezuelen, mussen weiderhi fueren an drécke mat eegener Kraaft a Suen.

Ass dës Steierreform budgetär neutral, käschtenneutral, wéi eise Premier et ëmmer nees behaupt huet? Neen! „Zahlen lügen nicht“, sot säi Finanzminister dem „Tageblatt“. Jo, d'Zuele léie wierklech net! Zumindest op dem Punkt vun der budgetärer Neutralitéit, also der Käschtenneutralitéit schéngt sech Finanzminister an Zentralbank eens ze sinn. Dës Steierreform ass net budgetär neutral, wéi uqanks ugekënnegt. Am Contraire, si kascht fir déi eng méi, fir déi aner manner. Mä dat war vun Ufank u gewosst! D'Steieren erliichtere kascht ëmmer Geld an «on ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre».

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Dir wësst dat!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Gëtt eise Steiersystem mat dëser Reform vereinfacht? Mat Sécherheet net! Eng Steierlegislatioun versteet mëttlerweil nach just ee Grapp voll Insider. Dat, wat mir haut stëmmen, ass och fir vill vun eis heibane Chinesesch. Dëst sécher net, well d'Deputéierten net op der Héicht vun hirer Aarbecht sinn; loosse mer et kloer soen! Mä et ass tout simplement ze vill komplex, ze vill komplizéiert.

Zumindest eis Steierprozedur, also dat Regelwierk, wat d'Rechter an d'Flichte vum Bierger géintwuer vun der Verwaltung festleet, muss an enger méi verständlecher Sprooch, zumindest an enger Sprooch, an net deen een Deel op Franséisch an deen aneren Deel op Däitsch, geschriwwen ginn. An ech soen lech éierlech, d'CSV ënnerstëtzt unisono all Moosname vun der Regierung an Zukunft, fir an déi Richtung vu méi einfacher Steierlegislatioun ze goen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann e sech als Opposition kritesch zu engem Gesetz äussert, da soll een och, esou wäit dat méiglech ass, konkret Virschléi maachen, wéi een et da géif anescht maachen. Dëst ass a Steierfroe sécherlech émsou méi schwierig, well een net déi Méiglechkeeten a virun allem net d'Informatiounen huet, déi d'Steierverwaltung huet, an dat ass och richtig esou, well et gëtt nun eemol e Steiergeheimnis. Mä am Sënn vun konstruktiver Opposition, Dir Dammen an Dir Hären, versicht d'CSV dat haut trotzdem.

Éischtens, de Steiertariff. Wivill Steieren ee méi oder manner muss bezuelen, jo, dat interesséiert bei dëser Reform déi allermeescht. Gutt ass, dës Reform ass vum Finanzminister, ech soen et ganz éierlech, am Februar dëst Joer virgestallt ginn, souguer ier de Gesetzesprojet offiziell deponéiert gouf. Dem Finanzminister seng Kommunikatioun war hei exzellent. De Bierger ka praktesch iwwert den Internetsite vun der Regierung seng eege Situatioun oprufen. Dat war an der Vergaangenheet net de Fall. Gutt gemaach, Här Finanzminister!

D'Neigestaltung vun dem Steiertariff kënn der Virstellung vun der CSV och entgéint. Dat soen

ech kloer an dättelech, och op dëser Plaz. Den Tariff weicht et net fundamental of vun där Steiertabell, wéi mer se elo eigentlech schon zënter 2002 mat progressivem Steiersaz kennen. An dat ass gutt esou, well all d'Adaptatiounen an der Vergaangenheet goufen zanterhier, ënner verschiddene Regierungsmajoritéiten d'ailleurs, ëmmer large hei am Haus gedroen. A wat gutt ass, dat soll een net einfach esou mat engem Fiederstréch ofschafen.

De Mëttelstandsbockel gëtt iwwert den Tariff ofgeflacht. Leit mat méi niddregem Akommes gi méi entlaascht wéinst der Verduebelung vun de Steierkreditter. Dës Ausrichtung, fir de Mëttelstandsbockel ofzeflaachen, hat d'CSV och an hirem Wahlprogramm. Mir stinn dozou an dës Moosname fannen ouni Ofstrécher eis Ënnerstëtzung.

D'CSV, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech awer och kloer an dättelech, schléit doriwwer eraus vir, de steierbefreiten Ägungsmontant, dat heescht also dee Montant, bei deem een iwwerhaupt ufänkt an engem Joer Steieren ze bezuelen, vun 11.265 Euro, wéi bis elo, op 12.000 Euro pro Joer eropzesetzen. Domat bezilt een eigentlech méi spéit eréischt Steieren. Dëst bedeit ee Plus, besonnesch fir Leit mat klengem Akommes. Mä vun dëser Moosnam, dat wëssen d'Leit, profitéiert duerch de Steiertariff eigentlech jiddwereen, dee Steiere bezilt. An duerfir ass dat keng bëlle Moosnam. Dat soll een och soen.

Mä och de Spätzeverdenger, dee verdéngt hei mat. Dee brauch awer an eisen Aen deen Avantage net. An duerfir wëllt d'CSV, och dat soe mer kloer an dättelech, dass de Spätzesteiersaz vun 41% an 42% éischer wéi am Regierungsmodell sollt zum Droekommen. Mir fannen et net ubruecht, fir Leit mat engem Akommes vu 500.000 Euro Joresverdéncht - Joresverdéncht: Dat si méi wéi 40.000 Euro Pai de Mount an engem Stot! -, dass déi nach mat 1.500 Euro eleng iwwert den Tariff, ouni aner Moosnamen, déi se kënnen ofsetzen, entlaascht ginn.

Duerfir schléit d'CSV, an dat soen ech och kloer an dättelech am Numm vun eiser Partei, vir, dass d'Spätzesteiersatz vun 41% respektiv 42% bei 125.000 Euro an der Steierklass 1 - dat si vereinfacht gesot 250.000 Euro an der Steierklass 2, dat heescht fir déi Leit, déi an engem Stot zesummen verlanagt ginn - respektiv 150.000 Euro - dat sinn ëmgerechent 300.000 Euro, also dat Duebelt an engem Stot - an der Steierklass 2 solle festgeluecht ginn. Ee Stot mat engem Monatsakommes vu 25.000 Euro muss an eisen Aen net méi breet bei dëser Steierreform entlaascht ginn.

Fir d'CSV bedeiten dës Tariffännerungen, déi mir virschloen, ee Plus u sozialer Gerechtheek. Vun dëser Ëmverdeelung profitéiere virun allem Leit mat Niddregakommes. Dozou ziele selbstverständlech och d'Leit, bedéngt duerch de Verrechnungsmodus, aus der Steierklass 1A, wou d'Madamm Elvinger mat Recht gesot huet, dass mer 46% mëttlerweil hunn - dat ass eigentlech en Hohn! -, déi ënnert der Aarmutsgrenz hei am Land liewen.

D'Propos vun der CSV, fir de sougenannten „minimum exonéré“, also de steierbefreiten Ägungsbetrag, an d'Luucht ze setzen, entsprécht och enger traditioneller Positioun an Approche vun der CSV. Si huet iwwerengens an der Vergaangenheet bei all Steierreform hiren Néierschlag fonnt. De Käschtpunkt vun dëser Propos mat Erhéijung vum Minimum a gläichzäitegem méi frieren Äsetze vun de Spätzesteiersatz schätze mir - schätze mir, mir hu keng genau Donnéeën, dat musst Der mer verzeien - op ronn 20 Milliounen Euro. Ëne kascht et méi, mä et hëlt een uewen iwwert de Spätzesteiersaz eppes eran.

Ech erlabe mir och herno, Här President, dës Virschléi spéider als Amendementer ze déposieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Roth, erlaabt Der eng kleng Zwëschebemierkung?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo, jo.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech ënnerbréche guer net gär. Ech mengen, et ass fir d'Éischt, wou ech et maachen. Et ass just eng Verständnisfro, ob Är Positioun sech addéiert zu deem, wat vun der Regierung deposéiert ass,...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ...dat heescht, d'Verduebelung vum Steierkredit an esou, dat fannt Der gutt,...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ...an dodrop setzt Der Äre Virschlag?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Hunn ech dat richtig verstanen?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Et ass genau dat. Et ass net, dass mir géifen d'Verduebelung vun de Steierkreditter a Fro stellen. Déi huele mer dran. Déi gi jo bis 80.000 Euro an doriwwer spille se net méi.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Voilà!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Sozial Gerechtheek.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Et ass gutt.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mä mir huelen zousätzlech zu deem Ëne gäre vun 11.265 op 12.000 Euro an d'Luucht,...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - D'accord!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...an uewen de Spätzesteiersaz eben éischer gräife loosse,...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...oder déi zwee Spätzesteiersatz éischer gräife loosse, wéi bei lech, Här Minister.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - An ech erlabe mer och, Här President, fir herno zum Schluss vu menger Ried déi zwou Proposen, well et ass eng Emännerung vun Artikel 118 an deenen, déi hannendru kommen, als Amendementer ze déposieren.

Zweetens: Sozial ongerecht an eng selektiv Politik am Interessi vun enger Rei, muss ech soen, scho bal skrupellose Spätzeverdenger fënn d'CSV och den Unfug, dee bedriwwen gëtt mëttlerweil mat der Steiercirculaire iwwert déi sougenannten „stock-options“. Geschate Steierausfall vun Experte fir d'Allgemengeheit: bis zu 300 Milliounen Euro d'Joer!

Richtig ass, an dat soen ech gläich zum Ufank, déi Circulaire ass 2002 ënner engem CSV-Finanzminister, et war deemools de Jean-Claude Juncker, agefouert ginn. An ech soen et och kloer an dättelech, si ass 2012 ënner engem CSV-Finanzminister am Kader vun engem grouse Spuerpak, dem Luc Frieden, méi enk gefaast ginn. Ech mengen, de geschate Plus vu Recetté war deemools 50 Milliounen Euro, well ech war selwer Rapporteur vun dem Gesetzesprojet, quitte dass dat hei iwwer Circulaire geregelt ass. An de Finanzminister Gramegna huet och d'Instruktioun ginn, wann een dat dierf esou soen, fir dee Regime méi enk ze faassen a virun allem eng Rei vu méi Donnéeën ze kréien.

Mä richtig ass och, an dat solle mer och soen, dass trotz deenen Upassung virun allem an der Lescht - an ech mengen an deene leschten Deeg virun allem, dat muss een och esou soen, wou se denken, dass déi Saach géif awer vläicht lues zu Enn goen - vun dësem Regime regelrecht abuséiert gëtt! Déi ursprénglech Finalitéit, well déi war positiv, vun deem Regime, déi ass einfach denaturéiert ginn. Duerfir verlanagt d'CSV, an ech soen et och kloer, dass dës Steiercirculaire elo ofgeschafft gëtt. Mir hunn awer kee Problem domat, dass een eng Iwwergangsphas per Gesetz regelt, an dat mat maximum zwee Joer mat neie Konditiounen.

Ech wäert lech, Här President, herno eng deementsprechend Motioun am Numm vun der CSV ënnerbreeden.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ëm wat geet et hei? Mir sollen de Leit dat och emol eng Kéier kloer soen!

Mä iwwert den „Stock-options“-Regime bezuele sech Honnerten, wann net mëttlerweil Dausende Kaderen, Dirigenten, Cheffe vun Entrepreneuren, jo zum Deel sougenannten oder selbsternannte Fräiberuffler aller Natur eng Partie vun hirem Joresgehalt net als Pai, mä als Versprieche op Aktien. Dës ginn dann - vereinfacht gesot, well de System ass e bësse méi komplizéiert, mä loosse mer et vereinfacht soen, well da komme se nach besser ewech - mat 17,5% besteiert. An der Regel ass et souguer nach drënner.

Dat heescht konkret, dass deejéinegen, dee seng Joresprimm vun 100.000 Euro elo viru Chrëschttag iwwer „Stock-options“-Regime sech ausbezilt, dee behält do ronn 83.000 Euro netto, heiansdo, deemno wéi en et mécht, souguer nach méi. Deejéinege Salarié, Beamten, Fonctionnaire, dee 4.000 Euro als 13. Mount brutto kritt an nom normale Barème besteiert gëtt, jo, dee behält dovunner nach ronn 2.000 Euro netto.

Ass dat sozial selektiv? Mir fannen net!

Fir d'CSV ass dee Regime, esou wéi en elo abuséiert gëtt, net fair, en ass och net gerecht.

Hie gehéiert duerfir opgrond vun deenen Abusen, soen ech nach eng Kéier ganz kloer, aus eiser Siicht ofgeschafft.

An d'circulaire, déi steet och fir d'CSV an engem krasse Widdersproch - mir hätten dat och kënne virdu soen, mä et sollt een et elo soen -, an engem krasse Widdersproch zu dem Artikel 101 vun eiser Verfassung, well dee seet ganz kloer: «Il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts. Nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi.»

Drëtzens: D'CSV fënn d'Divergenzen iwwert de Käschtpunkt vun dëser Steierreform dach, muss ech soen, ee staarkt Stéck! 373 Milliounen Euro laut Finanzminister fir d'Joer 2017, 829 Milliounen Euro laut Lëtzebuerger Zentralbank. Du simple au méi wéi dat Duebelt!

Et ass net nëmme de Berechnungsmodus, mat allem Respekt, Här Finanzminister, dee verschidden ass, mä et sinn och zwee verschidde Resultater. An Transparenz gesäit an eisen Aen anescht aus! An dat bei enger Regierung virun allem, déi ugetrueden ass, alles anescht an alles besser ze maachen, jo, de Mief, also dee faule Geroch vun der CSV, dee misst eraus, hunn Eenzelner gemengt. „Mir soen de Leit, wat op si zoukënn“, esou de Statsminister an der Regierungserklärung am Dezember 2013.

Richtig mag sinn, dass et verschidde Berechnungsmethoden ginn, fir Steierausfall anzuschätzen. Blouss fir d'Leit dobaussen, déi eis nokuken, déi eis nolauschten, fir déi ass dat net nozevollzéien! An eng seriö parlamentaresch Aarbecht verlanagt am Virfeld Klärung!

Firwat konnt dann esou Interpretatiounsdivergenzen, fir dat dann emol fein auszedrücken, net am Virfeld gekläert ginn? De Wee tëschent der Kongregatioungaass, dem Sëtz vun dem Finanzministère, an dem Boulevard Royal, dem fréiere Sëtz vun der BL an haut deem vun der Zentralbank, deen ass jo wierklech awer net esou wäit. Oder gouf et etwa perséinlech Beréierungängscht?

Firwat huet de Finanzminister seng Zuelen net iwwerpréie gelooss, ier en de Gesetzesprojet deposéiert huet? Firwat gouf net op d'Expertise vun der onofhängeger Zentralbank am Virfeld zréckgegraff? Firwat ass dat net geschitt, ob schonns d'Zentralbank schonns zum Ufank drop, higewisen huet, zum Ufank vum Joer, wéi Der Äre Projet virgestallt hutt, dass de Käschtpunkt vun dëser Steierreform bei 1,5% Bruttoinlandsprodukt géif leien? Dat konnt Der noliessen an Cahier Nummer 1, 2016 vun der Zentralbank. Well 1,5% Bruttoinlandsprodukt kënn sensiblement op déi 800 Milliounen oder 829 Milliounen Euro, wéi d'Zentralbank dat elo schätzt.

Firwat huet virun allem net de Statsrot als Gralshüter vun deem Ganzen d'Zuele vun deem Käschtpunkt hannerfrot? Firwat bréngen zwou ënnerschiedlech Berechnungsmethoden esou grouss Ënnerscheeder?

Firwat, Dir Dammen an Dir Hären, trieden dës Ënnerscheeder elo op an net bei fréiere Steieradaptatiounen? D'Zentralbank gëtt et jo net eréischt zënter gëschter, mä zënter 1998. Firwat huet de Finanzminister keng Detailler nogelee iwwert de Käschtpunkt? Well dës le début an nachweislech gouf dee vun Deputéierte a Fro gestallt!

Firwat huet de Finanzminister net op eng Question parlementaire Roth/Adehm geäntwert, wat d'Méieiname vum Stat um Niveau vun der Akommessteier wieren, déi eng Indextranche géif bréngen? Firwat huet de Steierdirekter, de Guy Heintz, an der Finanz- a Budgetkontrollkommissioun misse soen, dat wier eng politesch Fro - recht hat en als Beamten -, op déi hien net kéint äntwerten, ob schonns d'Steierverwaltung all Donnéeën huet, fir eng prezis Äntwert kënnen ze ginn? War dat politesch eventuell net erwünscht?

Abee, Här Finanzminister, ech froen lech dann haut alt nach eng Kéier: Sot der Chamber, sot dem Land, wat eng Indextranche, déi jo dann nom Statec oder no dem Wirtschaftsminister am éischen Trimester 2017 sollt erfalen, dem Land u Plus vun Akommessteier bréngt!

Sot dem Land, Här Finanzminister, wat den Accord salarial an der Fonction publique dem Land sollt u Plus vu Lounsteier bréngen! Ass dat d'Halschent vun deem, wat et kascht huet, wéi d'CGFP seet? Et ass jo net den éischen Accord salarial, deen ofgeschloss gëtt! Et ass och net déi éischt Indextranche, déi erfällt!

Et ass keng politesch Fro, Dir Dammen an Dir Hären! D'Land huet e Recht, dës Zuele gewuer ze ginn!

**(Interruption)**

Dem Finanzminister seng Zuelen, déi limitéiere sech op eng Säit an dem Gesetzesprojekt, d'Säit 197, de Projet de loi 7020A corrigendum. Den Detail vun den eenzelne Moosname feelt nach haut.

D'Zentralbank mécht awer dergéint eng detailléiert Analys vun dem Käschtepunkt op iwwer 150 Säiten! Dir wëscht dat ewech mat dem Hiweis, et wieren zwou verschidde Berechnungsmethoden, déi eng „optique droits constatés“, déi aner „droits en caisse“. Einfach esou?

Neen, ech soen lech et nach eng Kéier: Och d'Resultat an net nëmme d'Berechnungsmethode sinn aner.

De Finanzminister behaupt elo, seng „optique caisse“ wier bei vergaangene Regierungen och esou applizéiert ginn. Abee, da kucke mer emol an d'Vergaangeneheet! „Zahlen lügen nicht“, sot Dir, Här Finanzminister, dem „Tageblatt“. Wéisou gouf dann eleng bei der Tariffadaptatioun vun 9% aus dem Joer 2009 bei de Personnes physiques de Steierausfall op sage und schreibe 342 Milliounen Euro geschat? Nozeliesen iwwregens an der Fiche financière vun dem Projet de loi 5924, en öffentlecht Dokument.

Dir schätzt Är ganz Steierreform mat alle Moosnamen, fir Leit a Betriber, op e Käschtepunkt vun 373 Milliounen Euro, also knapps 30 Milliounen méi.

Dir chiffriert Är Tariffadaptatioun - Är Tariffadaptatioun - op nëmme e Verloscht vun 275 Milliounen Euro. D'Zomm vun der Lounsteier, déi louch 2009 - elo haalt lech gutt un! - bei 2,1 Milliarden. Si läit 2017 bei geschaten 3,4 Milliarden, also eleng d'Lounsteier 60% méi héich!

Et gi méi Steierzueler 2017, d'Lounmass ass méi grouss, 99,5% vun den iwwer 480.000 Steierzueler ginn entlaascht, souguer e Stot mat 545.000 Euro versteierbarem Joresakomes. An Dir wëllt de Leit elo kloermaachen, dass Är Tariffadaptatioun mat allen anere Moosnamen, inklusiv 10% verhältnisméisseg manne Betriebssteier fir 2017, nëmme géifen 30 Milliounen Euro méi kaschten, wéi eleng d'Tariffadaptatioun vu virun aacht Joer! Ech mengen, Här Finanzminister, mat allem Respekt, mä do hutt Der Äre kopernikaneschen Zauberstaf erausgeholl.

**(Hilarité)**

D'Zuele vun der Zentralbank, déi schéngen eis, soen ech awer éierlech, do éischter plausibel. Wann 2009 schonns d'Logik „droits en caisse“ bestanen hätt, wéi erkläert de Finanzminister sech dann, dass déi deemoleg Regierung een Déchet fiscal an dem Projet de loi mat 342 Milliounen Euro uginn hat 2009, an 2009 sinn énnert dem Stréch awer nëmme 130 Milliounen Euro manne Lounsteier ausgefall? Si hätt sech jo deemools, d'Regierung, zu hiren Ongonschten an hirer Berechnung em sage und schreibe 200 Milliounen Euro verrechent.

An ech soen lech och, wat d'Differenz ass. 342 Milliounen Euro war den „déchet fiscal droits constatés“, vun der Regierung a vun der Zentralbank esou ageschat, an 130 Milliounen Euro ware ganz einfach den „déchet fiscal en caisse“. An des Divergenz gétt et net nëmme um Plang vun der Lounsteier.

Sans appel ass eiser Meenung no folgend Feststellung vun der Zentralbank um Niveau vun der Betriebssteier. Si schreift: «Si le Gouvernement avait basé ses estimations du coût budgétaire sur les projections de l'impôt sur les sociétés telles que prévues dans le budget 2016 en y appliquant la baisse relative du taux de l'IRC,» - also d'Kierperschaftssteuer - «la perte fiscale aurait été de 174 millions € en 2017, 271 millions € en 2018 et 281 millions € pour 2019; un tel chiffrage du déchet fiscal» - a lauschttert gutt no! - «serait nettement supérieur aux estimations actuelles de 39 millions € en 2017, 102 millions € en 2018 et 134 millions € en 2019.» Nozeliesen op der Säit 150 am Rapport vun der Zentralbank.

An da kënnst d'Konklusioun: «La BCL s'interroge sur le caractère réaliste» - réaliste! - «des estimations du Gouvernement», seet d'Zentralbank, d'onofhängeg Zentralbank! De President war fréier 20 Joer laang Administrateur général am Finanzministère an en huet sengerzäit all politeschen Dossier vun deser Regierung a vun dem Lëtzebuerger Stat begleet, mat Bravour iwwregens! «Cette interrogation», schreift d'Zentralbank, «est d'autant plus pertinente à la lumière de la fiche financière du projet de loi, qui ne renseigne pas de manière détaillée le coût prévu pour chacune des mesures. De

telles informations auraient éventuellement permis de mieux comprendre les raisons prédisant à ces divergences d'estimations.» Dont acte!

An ech ginn hei d'Impressioun net lass, Här President, dass d'Regierung hei op déi normal positiv Evolutioun vun der Lounmass eng deementspriedend méi héich Lounsteier plus Indextranche plus Accord salarial tabléiert, wou mir bis haut déi eenzel Montante jo net kennen, respektiv dass se eis se net soen, fir dann um Enn vun nächste Joer ze soen: „Ma gesitt Der emol, mir hate richtig gerecht, well de Steierausfall ass an der Keess manne grouss wéi deen, deen d'Zentralbank virgerechent hat!“

Här President, ech mengen, d'Regierung huet e seriöse Problem, näamlech de Leit den Zickzackkurs vun hirer kopernikanescher Finanzpolitik ze erklären.

Fir d'Éischt wëllt Der soen, wéi schlecht Juncker, Frieden a Co. gewirtschaft hunn. Iwwregens waren d'Sozialisten och do zéng Joer derbail!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **D'autres voix.** - Ooh! Ouh?

**(Brouhaha général)**

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Dat waren nach Zäiten!

Duerfir brummt Der de Leit elo...

**(Brouhaha général)**

Duerfir brummt Der de Leit, Dir Dammen an Dir Hären, elo fir d'Éischt Steiererhéijungen op. D'TVA setzt Dir an d'Luucht, y compris um Bau, entgéint deem iwwregens, wat d'DP nach virun de Wahle gesot huet! Ech liesen lech hei den Extrait aus dem DP-Wahlprogramm vir.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dat hu se ni gär.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Da liest och den CSV-Wahlprogramm vir!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - „Resultat...“

Mir hunn de Leit gesot, wat op se zoukënn, Här Bodry.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

**(Brouhaha et hilarité)**

► **Une voix.** - Liest deen emol vir!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech kommen elo fir d'Éischt zur DP.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

**(Brouhaha)**

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dat ass eng gutt Lektür!

► **Une voix.** - Eent nom aneren!

► **Une seconde voix.** - Wéi ass et mat lech?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här Berger, et ass eng gutt Lektür! Duerfir lauschttert gutt no!

► **Une voix.** - Mir lauschten!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - „Resultat dieser Herangehensweise ist zum Beispiel die Diskussion einer möglichen Mehrwertsteuererhöhung. Sie wurde ins Feld geführt mit dem Argument, die nach 2014 wegfallenden Mehrwertsteuereinnahmen aus dem elektronischen Handel kompensieren zu wollen. Allerdings, bis heute ist unklar, ob eine Mehrwertsteuererhöhung überhaupt notwendig ist...“

**(Hilarité)**

...und welche wirtschaftlichen und sozialen Geneffekte sie hätte. Schlimmer noch“, seet d'DP - seet d'DP! - ...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - „...die Bürger werden im Glauben gelassen, dass eine Mehrwertsteuererhöhung den Steuerausfall kompensieren könnte. Wir wollen“, seet d'DP, „diesen steuerpolitischen Blindflug beenden, um eine transparente und für die Bürger nachvollziehbare Steuerreform einzuleiten, um Vertrauen in den Standort Luxemburg zurückzugewinnen!“

► **Une voix.** - Très bien!

**(Interruptions)**

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Är Virgabe „vu gëscht, Här Statsminister, ennersträchen Äre Blindflug vun haut!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!!!

**(Interruptions diverses)**

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Dir féiert, Här Statsminister, mat Ärer Regierung fir d'Éischt eng sougenannten Zukunftssteuer a vun 0,5%, an dat fir eng gratis Kannerbetreuung, déi awer ni kënn! Mat Ärem Bezuelpak zitt Der de Leit fir d'Éischt 2015 an 2016 eleng 509 Milliounen Euro méi TVA aus der Täsche, plus nach 184 Mil-

lioune méi Zukunftssteuer, also insgesamt bal 700 Milliounen Euro!

De Referendum vun 2015, jo, dee geet esou richtig an d'Box, an ab deem Datum gétt nach just verdeelt. Dat, wat Der de Leit aus der Täsche gezunn hutt, dat kréie se elo erëm stéckerchersweis zrëck. Aus enger käschtenneutraler Steierreform gétt op emol eng Reform, déi 829 Milliounen Euro kascht!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, wat ass dann den CSV-Programm?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - 2013 war en Defizit vun enger Milliard an dem Zentralstat en Drama! En Drama! Haut klappt ee sech op d'Schëller fir déi gutt Zuelen. Mä wat interesséieren de Statsminister an de Finanzminister wuel hiert Geschwätz vu gëschter!? Haaptsaach Gambia, a Juncker sidd Der lass an d'CSV setzt an der Oppositioun!

► **Une voix.** - Ooh!

► **Une deuxième voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - D'CSV huet eis déi Situatioun hannerlooss. Kommt, sidd e bëssen objektiv!

**(Hilarité)**

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Här Statsminister,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, eng Tréin am A hätt nach gepasst!

**(Hilarité et interruptions)**

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, véierte Punkt: Jorelaang hunn eis gréng Kollegen, Madamm Loschetter,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

**(Interruption par Mme Viviane Loschetter)**

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...sukzessiv...

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Am Moment huet just den Här Roth d'Wuert, dee sech dann och erëm, wann ech gelift, un d'Chamber riicht!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President.

**(Interruptions par Mmes Viviane Loschetter et Josée Lorsché)**

Här President, jorelaang hunn eis gréng Kollege sukzessiv Regierungen regelrecht gegäisselt, et misst een endlech zu enger ekologescher Steierreform kommen. Si hunn awer ni skizzéiert, wat si dorënner géife verstoen. „Der grüne Faden ist sichtbar“, schreien déi gréng den 29. Februar 2016, also virun e puer Méint, wéi d'Steierreform presentéiert gouf.

Abee, et ass wierklech nëmme e gréng Fuedem, dat Ekologescht an deser Reform: „Der Berg gearbar eine grüne Maus“!

**(Hilarité)**

D'CSV féint dat Element gutt, an ech soen et kloer an däitlech, Madamm Loschetter,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Eng kleng gréng Maus.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Eng kleng gréng Maus.

**(Brouhaha)**

► **Une voix.** - ..., mä si ass do!

**(Brouhaha et interruption par Mme Viviane Loschetter)**

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...dass an Zukunft...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - ...a kritt vill Klenger.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...dass an Zukunft d'Steierverdeeler fir...

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, lauschttert dem Här Roth no! Et kritt jiddwereen d'Wuert herno.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - An och d'Maischen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...och déi blo Kap op.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...dass an Zukunft d'Steierverdeeler fir Déngschtwee un e Bonus-Malus-System - an dat ass wierklech gutt! - gekoppelt ginn, jee no CO<sub>2</sub>-Ausstouss.

**(Interruption par Mme Viviane Loschetter)**

Mä d'CSV, Madamm Loschetter, déi wier awer méi wäit gaangen.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mir hätten dee Steierverdeel insgesamt op Betriebsautoe limitéiert bis zu engem maximalen Akafswäert vun 80.000 Euro.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Iwwregens haten déi gréng an der Oppositioun äänlech Iddien, wéi se uganks 2013 nach kämpferesch geschriwwen hunn: „Autos“, schreien déi gréng, „sind sehr oft auch Statussymbole. Es ist in Zeiten von knappen Staatskassen nicht mehr vertretbar, dass Investitionen in Firmenautos der Oberklasse integral von der Steuer abgesetzt werden können wohingegen gleichzeitig die Steuerlast für private Haushalte ständig zunimmt.“ Recht haten déi gréng deemools.

Mä wann een de Finanzminister héiert, da schéngt et dem Stat jo elo esou gutt ze goen, soudass déi Iddi vun deene Gréngen net méi huet missen haut zrëckbehale ginn. Et ass dach, an dat solle mer éierlech soen, deem klenge Mann dobaussen net ze vermëttelen, dass hie säin Auto muss integral aus senger Täsche bezuelen, an d'Allgemengheet finanziert bei Betriebswee d'Virleift vun Einzelne fir englesch Nobelween an italiensches Sportskarosse mat!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Och dat huet eppes mat sozialer Gerechtegkeet ze dinn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass gréng Politik.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Sozial gerecht ass och net, dass an Zukunft en Abatement vu 5.000 Euro fir Elektroautoen agefouert gétt, 300 Euro fir en Elektrovelo. Heivunner profitéiert nëmme de Spätzverdeenger am meeschten. De Stat leet him 2.000 Euro netto fir säin Elektroauto bäi. De Mindestlounbezéier an déi 40% vun de Leit, déi keng Akkommessteuer bezuelen, hunn dovou glat a guer näischt! Elektresch Mobilitéit ass an deser Steierreform eppes fir déi Déck!

Fir d'CSV sollt dogéint jiddwereen, ob Aarbechter, ob Dokter, ob Affekot, ob Bankdirekter, dee sech en Elektroauto kuerft, d'selwecht behandelt ginn. Mir schloen duerfir vir, de Kaf vun engem Auto, vun engem Elektroauto generell mat engem uniforme Subsid vun zum Beispill 2.000 Euro ze subventionéieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - A wa mer schonns bei der ekologescher Steierreform sinn: D'CSV hätt kee Problem gemaach, an ech soen et och kloer an däitlech, fir an Zukunft um Plang vun der steierlecher Ofsetzbarkeit vun de Fahrtkosten tëschent dem Wunnuert an der Aarbecht d'Kilometerpauschal esou ze agencéieren, dass déi éischt sechs Kilometer, am plaz wéi bis elo déi éischt véier Kilometer, net géifen a Betruucht gezu ginn; also zwee Kilometer dropgeschloen. Vun der Kilometerpauschal profitéiert eigentlech souwiso nëmme deen, dee Steiere bezilt. Wann ee manne wéi sechs Kilometer vu senger Aarbechtsplaz ewech wunnt, da kann een a Ballungszentren och méi op den öffentlechen Transport zrëckgräifen, well einfach do d'Offer méi grouss ass.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Dat mussst Der dem Här Mosar awer erklären!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - A schliisslech, Madamm Loschetter, ass et och net logesch, dass een engersäits den öffentlechen Transport ënerstëtzt - wat eng gutt Saach ass a wat mir och matdroen - an iwwert deen anere Wee parallel d'Penderpauschal an den Individualverkéier steierlech bevirdeelegt (veuillez lire: a parallel iwwert de Wee vun der Penderpauschal den Individualverkéier steierlech bevirdeelegt).

Ech mengen, d'CSV dierft mat deser Propos awer net eleng dostoen. D'DP huet och an hirem Wahlprogramm stoen: „Wir werden die steuerlichen Vorteile zugunsten des Individualverkehrs insgesamt überprüfen, da es weder wirtschaftlich noch ökologesche Sinn machen kann, einerseits Millionen Euro in den öffentlichen Transport zu investieren“, an dat si méi wéi „Milliounen Euro“, „und andererseits den Individualverkehr steuerlich zu fördern.“

Och nach déi gréng heizou, wéi se nach an der Oppositioun waren, Madamm Loschetter,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Tjo!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Tjo!

**(Interruption)**

D'Oppositionsbänk ass haart.

„Die Kilometerpauschale“, sou déi gréng, „mit der die Zersiedlung des Landes gefördert wird“, mir maachen also Landesplanung, Dir schwätzt vun „Zersiedlung des Landes“, „gehört ebenfalls auf den Prüfstand. Vorstellbar wäre, dass sie nur für Menschen erhalten bleibt, die Nachtschichten arbeiten und deren Arbeitszeiten ausserhalb der regulären Bürozeiten liegen. Einsparpotenzial: 30 Millionen Euro. Die Kilometerpauschale fördert ansonsten den Weg in die Sackgasse der fossilen Mobilität.“, esou déi gréng vun deemools.





Här President, fënnefte Punkt: D'CSV steet zu hirem Wahlprogramm, och an der Oppositioun. De Regierungsprogramm hat eng global Reform vun der Grondsteuer an Aussicht gestallt. Mir gesinn net emol en Usaz dovunner, weder an der Gemeindefinanzreform nach an der Steuerreform. D'CSV ass der Meenung, dass eng Upassung no uewe vun der Grondsteuer e Plus wier u sozialer Gerechtheet.

Eng éischt Immobilie, déi als Eegeheim genotzt gëtt, déi sollt och vun engem Abatement profitéieren. Een, deen awer Immobilien, an ech soen et nach eng Kéier, am Wäert vun zeg Milliounen Euro huet, dee muss och bereet sinn, der Allgemengheet eppes méi iwwert de Wee vun der Grondsteuer dovunner zrëckzegeen.

Een, deen en Appartement vun 100 m<sup>2</sup> verloungt, dee bezilt duerfir an enger Gemeng - eng deier Gemeng, déi och nach eng Äispist de Moment huet an déi ech nawell kennen - ronn 30 Euro Grondsteuer d'Joer, ech betounen: d'Joer! Hie kritt fir dat Appartement ronn 20.000 Euro Loyer d'Joer, 20.000. Jo, dee Propriétaire, dee muss och bereet sinn, mëttelfristeg 150 Euro amplat déi 30 Euro d'Joer ze bezuelen, déi en och nach vu senger Akomessteuer kann ofsetzen. Säin Nettokäschtepunkt ass dann, jee no Spätzsteiersaz, nach genau 90 Euro, ech betounen: pro Joer.

Jo, d'CSV, an ech soen et kloer an däitlech, deelt a puncto Erhéije vun der Grondsteuer dat, wat d'LSAP an hirem Wahlprogramm stoen huet, näämlech „dass die nicht mehr zeitgemäße Grundsteuer grundlegend reformiert wird und mehr zum Gesamteinkommen von (...) (Kommunen) beiträgt;“.

A well et esou schéi war, erlaben ech mer, et haut nach eng Kéier ze soen an un dem fréieren LSAP-Budgetsrapporteur, dem Franz Fayot, seng Feststellung ze erënnere, déi mer ganz sympathesch ass a wat mer och voll a ganz deelen, wat Dir, Här Fayot, hei virun zwee Joer op der Chambertribün gesot hutt, näämlech: „Här President, et gëtt verschidde Pisten a Richtung vun engem méi gerechte [soziale] Steiersystem. Eng dovunner, an déi steet am Regierungsprogramm“, seet e Majoritéitsdeputéierten, an net egal wien!, „betrifft d'Grondsteuer. Mir wëssen alleguer“, seet den Här Fayot, „dass dës Steuer lächerlech niddreg ass an dass se muss reforméiert ginn, fir dass se eng richtig Quell vun Akomes fir d'Gemenge gëtt.“

Mir deelen dat als CSV, an ech soen et haart an däitlech, an duerfir wëlle mir d'Grondsteuer erhéijen! An d'CSV, dat soen ech grad esou däitlech, léisst sech hei net ënnerstellen, d'Grondsteuer wëllen eropzesetzen, fir de Multinationalen, wéi den Innenminister hei gesot huet, Kaddezen ze maachen! Wou si mer dann?!

D'CSV geheit jo och net dës Regierung vir, d'Betriebssteuer erofzesetzen an duerfir d'Steierkreditter, Här Gramegna, vun de Salarieën, vun de Rentner, fir d'Fräiberuffer - wat iwwregens e fréieren Arbeitnehmervertrag war, en Arbeitnehmervertrag war - mat engem Akomes vun méi 80.000 Euro einfach ofzeschaffen! D'CSV geheit der Regierung jo och net vir, de Leit hir steierlech Ofsetzbarkeit vun de Konsumkreditter an den Assurancëprimmen ze limitéieren, fir de Banken elo Kaddezen ze maachen!

D'CSV-Propos, fir mëttelfristeg am Kontext vun de sougenannte BEPS-Diskussiounen, d'Verbredderung vun der Steuerbase, d'Gewerbesteier duerch e sougenannten „impôt communal complémentaire“ ze ersetzen - ech betounen, et ze ersetzen, an net d'Gewerbesteier einfach ofzeschaffen -, gëtt iwwregens souwuel vun der Zentralbank wéi der Chambre de Commerce ënnerstëtzt.

An erlaabt mer dat ze soen: De leschten Dëschdeg war de Rapport vun der Zentralbank nach net eraus. Mä do kënnst Der genau liesen op der Säit..., an ech ginn dem Här Wirtschaftsminister, deen dat a Fro gestallt huet de leschten Donneschdeg, wéi den Här Mosar en do-drop interpelléiert huet, ech ginn em ganz einfach Lektür vun Extraite vun der Säit 238 vun dem Bericht vun der Zentralbank, deen do heescht: «Remplacement de l'ICC», also vun der Gewerbesteier, «par un impôt communal additionnel sur le revenu. L'impôt commercial communal», schreift d'Zentralbank, «actuel pourrait être remplacé par un impôt complémentaire aux revenus des entreprises. (...) Cette idée avait été émise par le CÉS», also de Wirtschafts- a Sozialrot, «dans son avis de 1989 concernant la réforme globale de la fiscalité...» Ee vun de beschten Avisen, déi de Wirtschafts- a Sozialrot jee ofginn huet!

«Cette réforme de l'ICC», dat sinn d'Konklusiounen, also déi Iddi, déi d'CSV wëllt proposéieren, «pourrait présenter des avantages pour les différents acteurs concernés:»

Tiret 1: «- une amélioration de la transparence pour les entreprises (...)»

Tiret 2: «- une diminution de la charge administrative tant pour les entreprises que pour l'administration fiscale, (...)»

Tiret 3, an dat, mengen ech, sollte mer allequerten deelen: «- la promotion du Luxembourg à l'égard d'investisseurs étrangers serait facilitée en présence d'un seul impôt des sociétés,»...

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*. - War dat 1989?

(*Interruption*)

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Dat hei ass e Rapport vun der Zentralbank, 2016, Här Statsminister.

...«ce qui est d'autant plus souhaitable en période de forte concurrence fiscale.»

Duerfir de Virschlag vun der CSV. A mir schaffen, dat soen ech nach eng Kéier kloer an däitlech, wann een am Kontext vun enger Verbredderung vun der Steuerbase, wéi och ëmmer déi sollt ausgesinn, sollt Agencementen maachen un der Betriebssteuer, un der Gewerbesteier, fir d'Kompetitivitéit vun den Entrepreneuren ze erhalen, da schaffe mir an enger konstruktiver Aart a Weis mat. Ech ginn lech haut dat Verspriechen.

(*Interruption par M. Eugène Berger*)

Mir waren do!

Iwwregens, Här Berger, bezuelen och - an huet dem Här Kersch dat mat! - d'Beriber Grondsteuer, oder virun allem d'Beriber! Et ass dach carrément absurd, wéi dat hei gemaach gëtt, dass dee klunge Mann misst elo mat der Grondsteuer bludde fir Steiergeschenke fir Entrepreneuren. Dëst ass total farfelu!

D'Grondsteuer bezilt éischters nëmme deen, deen en Terrain oder en Haus iwwerhaupt emol besetzt an, zweetens, d'Chiffere widerleeën déi Mär vum Här Kersch - oder gëtt se gedeelt vun engem Deel vu Sozialisten? - vun deene klunge Leit, deenen een an de Portemonni géif gräifen!

2014 - lauschtert dat gutt no! - war d'Gesamt-opkommes vun der Grondsteuer hei am Land, d'Gesamt-opkommes fir déi 2.600 km<sup>2</sup>, 34 Milliounen Euro fir alles, dovunner 1,5 Milliounen - an Däitschland géife se soen „Milliöchen“ - Impôt foncier A, dat ass also fir sämtlech Lännereien, Bëscher an alles, wat gréng ass, oder anescht ersuedréckt: 4,3% vun der gesamter Grondsteuer; 7,6 Milliounen Euro vun deene 34 fir Wunnhaiser oder 22% vun der gesamter Grondsteuer, an 18,8 Milliounen Euro fir d'Betriebsgebaier oder 55% vun der gesamter Grondsteuer; de Rescht, nach insgesamt 6% fir Constructions mixtes, also Beriber a Privates gemëscht, a 5% fir sougenannten erschlossene Bauplazen, déi awer net bebaut sinn.

Mat enger Erhéijung vun der Grondsteuer, déi zu 61% d'Beriber betrëfft, zu 5% meeschendeels privat Immobilienspekulanten... Well wann een eng Bauplaz ka leie loosse, net fir seng Kanner, mä wann een déi iwwer eng laang Zäit ka leie loosse, fir ze soen: „Ech kréien do méi wéi op der Bank“, dann ass dat engem säi gutt Recht. Mä da muss en och vun där Plus-value, déi en dovunner kritt, muss en och bereet sinn, fir en Deel, eppes un d'Allgemengheet ofzeginn. Domadder mécht ee keng Steiergeschenke fir d'Multinational.

Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi d'Regierung, oder Eenzeler vun hinnen... Ech ka mer näämlech net virstellen, dass dat do vun der ganzer Regierung gedeelt gëtt. Dat ass ganz einfach grotesk! Et seet vill iwwert déi Manéier aus, mat där dës Regierung Politik mécht. Déi dréit och net onbedéngt zu hirer Kreditivitéit oder zu der Kreditivitéit vun eenzelne vun hire Membere bäi.

D'Geschicht vum Grëff an de Portmonni vum klunge Mann, jo, dee kléngt ëmmer gutt! D'Zuele bewisen awer an dësem Fall exakt de Contraire vun deem, wat behaupt gëtt.

Eng progressiv Verféneffachung vun der Grondsteuer, wéi d'CSV se proposéiert huet, fir Propriétaire vu Wunnhaiser, net déi vun Eegeheemer, géif dem Stat mëttelfristeg - nun haalt lech gutt un! - ganzer 28 Milliounen Euro, ech widerhuelen et, 28 Milliounen Euro méi erabringen. Dat geet emol net duer, fir de Steierausfall ze bezuelen, deen d'Chamber haut de Beriber gëtt, andeems d'Bonification à l'investissement ëm 1% an d'Luucht gesat gëtt. Dat droe mer iwwregens mat.

28 Milliounen Euro ginn emol net duer, fir de Steierausfall ze begläichen, deen doduerch entsteet, dass d'Plus-values-Steier op Immobilieverkeef - och dat hu mer matgedroen, mä d'LSAP huet deem och zougestëmmt - vun der Halschent op ee Véierel elo vum Taux global erfogésat gëtt.

28 Milliounen Euro ginn emol net duer, an dat ass ee Véierel nëmme vun der sougenannter Zukunftssteuer, déi dës Regierung och dem

Mindestlounbezéier onni eegent Haus pro Joer opgebrummt huet!

28 Milliounen Euro ass net grad dat, wat dës Regierung de Klengspuerer méi, iwwer eng Erhéijung vun den Zënse op de Spuerkonten, aus der Täsch zitt!

D'CSV ass skandaliséiert, mat wat fir engen Argumenter hei eenzel Regierungsmembere versichen, d'Chamber an d'Leit aus reng parteipolitescher Ideologie hannert d'Liicht ze féieren! Et ass net deen éischten Dossier, wou dat geschitt, an et wäert och mat Sécherheet net dee leschte sinn!

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV). - An et erstaunt dach net weineg, dass d'Regierung op eemol eng Reform vun der Grondsteuer - oder Eenzeler vun hinnen - mat enger Finalitéit verbënn. D'Grondsteuer ass eng Steuer, et ass eng Gemeengesteier! Et ass keng Tax. Et ass och keng Redevance! Duerfir kann ech och net higoen a soen, d'Grondsteuer géif reforméiert ginn, wann, wéi den Innenminister um Radio gesot huet, elo op eemol Seniorepolitik domadder géif bedriwwen ginn.

«L'impôt», Dir Dammen an Dir Hären, «n'a pas de contrepartie déterminée pour le contribuable». Eng Steuer, Dir Dammen an Dir Hären, däerf ebe keng spezifesch Finalitéit hunn. An dat ass och gutt esou. Oder féiere mer elo vum Tour de France an den nächste Gemeengerechtswahlen eng Stroossesteuer an, fir neie Belag op d'Stroossen ze schmieren? Féiere mer deemnächst eng Luuchtsteuer an, fir d'Luuchttepotten, déi ofgeseet goufen, erëm opze-riichten?

► **Une voix**. - Très bien!

(*Brouhaha*)

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Zu wat d'Finalitéit vun dëser Regierung féieren, huet déi sougenannt Zukunftssteuer, d'Zukunftssteuer bewisen: 200 Milliounen Euro doriwirer opgehuewe mat der Finalitéit fir Kannerbetrieung. Geet haut all Kand gratis an d'Crèche? Geet haut all Kand gratis an d'Maison relais? Menges Wëssens net! Eng Pompjeessteuer gouf agefouert op den Autofahrpflichten, fir den zukünfte Rettungsdéngscht, de CGDIS, ze finanzéieren. Gëtt et dee Rettungsdéngscht ewell? Neen! De Gesetzesprojet ass emol nach net vun dem Statsrot a senger definitiver Fassung aviséiert.

Här President, fir d'LSAP, déi fir d'Neesaféierung vun der Verméigenssteuer, fir eng Räichesteuer, jo, souguer fir eng Ierfschaftssteuer an direkter Linn agetruede war, schéngt d'Grondsteuer elo an der Regierung awer keen Thema méi ze sinn. Well wéi ass et ze verstoen, dass si d'lescht Woch géint eng Motiou vun der CSV gestëmmt huet, fir précisément d'Grondsteuer ze reforméieren? Verstéi do wie wëllt!

D'LSAP stëmmt bei der Grondsteuer géint hir eege Wahlversprechen, géint de Regierungsprogramm vu Gambia.

D'CSV steet zu hirem Wahlprogramm! Mir si géint eng Verméigenssteuer. Mir si géint eng Räichesteuer. Mir si géint eng Ierfschaftssteuer an direkter Linn. Mir sinn...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - ...de Spätzsteiersaz wollten ausweiden.

(*Interruptions diverses*)

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Mir si fir eng Reform vun der Grondsteuer, déi de reelle Wäerter vun den Immobilie Rechnung dréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Här Roth, dierf ech lech just eng Fro stellen?

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Jo.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Dir hutt jo elo en Deel vun Ärem Wahlprogramm zitëiert, mä Dir hutt net deen zitëiert iwwert d'Betriebsbesteuerung. Ech wär frou, wann Der deen och géift zitëieren! Wann Der en net bei lech hutt, ech hunn en hei: „Wir streben keine generelle Erhöhung der betrieblichen Steuerlast an.“

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Majo duerfir hu mir jo...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - An haut frot Der just de Contraire! Dir frot näämlech, dass se nach méi wäit erfogésat gëtt.

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Neen, dat do... Ma neen! Et ass jo...

(*Brouhaha*)

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*. - Gelift?

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Well et ass richtig, an dozou sti mer! Mir wëlle keng Erhéijung vun

der Betriebssteuer, duerfir stëmme mer Är Senkung mat. A mir hu Propose gemaach, wéi een an Zukunft de BEPS-Diskussioun géif Rechnung droen am Kontext vun enger...

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - Dir stëmmt se mat, dat ass gutt ze wëssen!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Jo! (*Interruptions*)

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Neen, ech verstinn net, wou do... Ech verstinn do net, wou eng Divergenz ass.

(*Brouhaha*)

Här President, sechste Punkt! D'CSV ass géint eng Ierfschaftssteuer an direkter Linn.

► **Plusieurs voix**. - Mir och!

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Da si mer eis do eens. Mir sinn der Meenung,...

(*Hilarité et interruptions*)

Mir sinn der Meenung,...

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Wann ech gelift!

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Mir sinn der Meenung, Här President - Merci! -, dass een den Tarif vun der Ierfschaftssteuer awer sollt op de Leescht huelen, vun dem Droit de succession. Deen ass zanter 1984, also méi wéi 30 Joer, net méi ugepasst ginn.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Firwat dann?

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Dat, wat d'Leit dobaussen, Madamm Loschetter, net wëssen - neen, dat hei soll ee seriö soen -, dat, wat d'Leit dobaussen net wëssen, ass, dass, wann een ierft onni Verwandtschaftsgrad, ee jee no Wäert vun Immobilie bis zu 48% Droit de succession bezilt. Haut liewen, besonnesch am Alter, awer oft Leit zesummen onni Verwandtschaftsgrad, well se dat opgrond vun hirer Liewensvergangenheit vläicht net esou wëllen, an dat soll een och respektéieren. A wann dann iwwer Testament verierft gëtt, da kënnst et oft emol zu ganz bëssen Iwwerraschungen. Firwat? Mä de Wäert vun den Immobilien vun 1984, also vu virun 30 Joer, ass net vergläichbar mat deem Wäert vun haut, an da kënnst et ganz séier oft zu ganz héijen, séier héije Steiersatz.

Et ass duerfir d'Suggestioun vun der CSV, fir mat de Vertrieeder vum Enregistrement, well si sinn duerfir zoustänneg, dës Problem a Rou ze kucken an da gegebenfalls dës Tabell eng Kéier unzepassen.

Här President, e siwente Punkt: Am Telegrammstil zum Schluss d'Positioun vun der CSV zu enger Rei vu Moosnamen aus dësem Gesetzesprojet. D'CSV fënnt d'Iddi vun der optionaler Individualbesteuerung - et ass e komplizéiert Wuert - gutt. Et geet awer net duer, fir ze soen: „Mir maachen domadder eng modern Steuerreform.“ Et muss een d'Leit och, mengen ech, éierlech iwwert d'Vir- an d'Nodeeler vun dëser Individualbesteuerung opklären. Wichtig ass, dass mat där Méiglechkeet jiddwereen an engem Stot fir seng eege Steieren eigentlech responsabel ass.

Bei Beamten a bei Salarieë gëtt d'Steier dann direkt mat dem Monatsgehalt ofgehalen. Et verdéngt een dee Moment mat senger Pai netto manner, mä et brauch een deemtgeint duerfir keng oder manner Avancé méi ze bezuelen. Mä et bezilt een, an dat soll een och kloer soen, duerch d'Individualbesteuerung eigentlech an der Regel ëmmer méi Steieren, wéi wann een zesumme besteiert gëtt, zesumme veranlaagt gëtt. Et sief, de Stot deklaréiert, an d'Gesetz gesäit déi Méiglechkeet vir, dass et hallef an hallef, exakt hallef an hallef opgedeelt gëtt. D'Gesetz, wéi gesot, erlaabt et.

Bei der Haftung fir d'Steierschold, an dat soll een awer de Leit dobaussen och kloer esou soen, dat heescht, beim Bezuele vun der Steierschold funktionéiert den neie System bei engem Regimm vun der sougenannter Séparation des biens, also enger Gütertrennung. Do funktionéiert dat, well jiddwereen et säin eegent Verméigen huet. Bei enger Gütergemeinschaft, enger Communauté universelle dogéint mag wuel jiddwereen eenzel am Stot fir seng Part Steieren da responsabel sinn, mä am Endeffekt, wann een Ehepartner net bezilt, zum Beispill am Fall, wou eng Scheidung sech ubaant, gräift am Endeffekt d'Verwaltung awer op déi net bezuelte Part vun der Gütergemeinschaft, vun der Communauté universelle zrëck, fir d'Steierschold anzudriewen.

Ech mengen, et ass esou, mä et soll een de Leit dat och - Här Finanzminister, Dir nickt -, dat

soll een de Leit och esou soen. Et wier duerfir gutt, wann d'Leit mat einfache Beispiller iwwert de Regimm vun der optionaler Individualbesteuerung, hir Vir- an Nodeeler, géifen informéiert ginn, zum Beispill iwwert den Internetsite vun der Steierverwaltung oder deen, deen Der opgemaach hutt, vun der Réforme fiscale.

Här President, aachte Punkt, iwwert d'Steierklass 1A scheede sech zanter 1990 d'Geeschter, méi laang wéi geschloe 25 Joer. Dese Regimm ass seinerzeit agefouert gi fir déi Leit, déi gescheet goufen a Kanner à charge haten. Firwat deemools des eege Kategorie? Mä well et vir-drin zu Abuse koom, dass d'Leit sech reiwies scheede geloos hunn an awer weider zesumme gewunnt hunn, well se an deem Fall allen zwee an enger Koppel an trotz Scheedung vun der Steiermoderatioun fir Kanner weider konnte profitieren. A si hate seinerzeit, bedéngt och duerch déi héich Spätzesteiersatz, enorm steierlech Avantagen.

Steierrechtlech gesinn - ech weess, dass dat de Leit dobausse schwéier ze vermëttelen ass - dierft et eigentlech just eng Steierklass 1 an eng Steierklass 2 ginn. Den Här Gramagna hat et versicht, wéi d'Pétitionnairen hei waren. Et war net ganz gutt ukomm. Mä hien hat awer an der Saach recht.

Deemools war also d'Steierklass 1A enner politischem Drock als Zwëschelösung agefouert ginn, well se hunn alleguer gesot: „Im Handumdrehen haben sie Witwen zu Junggesellen gemacht.“ Nu ginn et mëttlerweil awer nient de Wittleit enorm vill Elengerzéier, déi och an der Steierklass 1A besteiert ginn, an doniewent selbstverständlech och nach allegueren, wéi ech virdu gesot hunn, d'Wittleit, déi dräi Joer nom Doud oder nom Ofliewe vun hirem Partner och automatesch vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A falen.

Als Wittleit, wa se zu zwee zesumme geschafft hunn, krée se nom Doud vun hirem Partner duerch de Cumul vun der Eegepenssioun mat der Wittwepenssioun eigentlech méi wéi déi eege Rent, déi jiddweree vir-drin am gemeinsame Stot hat. Ech betounen: d'Egerent. Dës méi héich Penssioun gëtt dann an der Eischt favorabel besteiert an der Steierklass 2. An no dräi Joer kënn dann de Mann mam décken Hummer, well fir deiselwecht Bruttopenssioun, cumuléiert Penssioun, eigentlech méi en héije Steiersatz applizéiert gëtt. D'Leit hunn also netto manner Penssioun.

Dest ass e sensible Sujet. Eng richtig Gerechtegkeet féint een net. De Gesetzesprojet gesäit hei eng Rei vun Adaptatiounen am Interessi vun den Elengerzéier vir. Dës gi fir eis an déi richtig Richtung an dat ass gutt esou. A mir ennerstetzen dat och ausdrécklech.

Mir soe gradesou daitlech, dass d'CSV proposéiert, doriwver eraus d'Iwwergangszäit vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A vun dräi op fënnf Joer auszudeenen. Ech soen awer riichter- raus: Dat ass eng Propos. Mir hu keng genau Aschätzungen dovunner, wat de Steierausfall géif ausmaachen. Mä wann déi Propos och sollt vun der Regierung gedeelt ginn, kéinte mir mat op dee Wee goen.

Här President, néngten an ee vun de leschte Punkten: De Gesetzesprojet gesäit eng Rei vun Annerunge vir um Niveau vun der Besteuerung vun de sougenannten „Non-résidents“. Betraff sinn direkt oder indirekt eng ronn 160.000 Frontalieren. Richtig ass, dass an der Vergaangenheet eng Rei Upassungen un dem Besteuerungssystem vun den Non-résidents gemaach goufen, fir am Aklang mat der europäescher Rechtsprechung ze sinn. Ech war selwer Rapporteur vun etleche vun deene Projeten. Aänlech iwwregens - an dat ass richtig gesot gi vun der Madamm Elvinger a vum Här Berger -, wéi mer d'Familljenzoulagen an och d'Studentebäihëlfe ganz einfach mussen opgrond vun der europäescher Rechtsprechung fir déi Leit an d'Ausland exportieren.

Mä loosse mer et och riichter raus: Duerch déi verschidden Adaptatiounen an dem Steiergesetz si Situatiounen entstanden, an dat solle mer och daitlech soen, wou de Frontalier heiansdo besser ewechkënn wéi eng vergleichbar Situatioun vun engem Lëtzeburger hei am Land. Resultat: Frontalieren a Lëtzeburger gi gläich besteiert, mä eng Rëtsch vu Frontalieren kommen an Zukunft... duerch déi Gläichbesteuerung vu Lëtzeburger a Frontalieren, wéi Dir se virschlot, kommen eng Rëtsch vu Frontalieren manner gutt ewech wéi déi Situatioun, wéi se se vir-drin oder bis haut kann hunn.

Et ass dach schonns en Ennerscheid, ob ee Fransous d'Steierklass 2 krut, wa 50% vun der Revenue vum Ménage zu Lëtzeburger verdéngt

gi sinn. An Zukunft kritt een déi Steierklass an der Regel nëmme méi, wann 90% vun de Revenuen aus dem Stot zu Lëtzeburger verdéngt ginn. An de Problem stellt sech - dat ass jo och illustréiert ginn, ech mengen, vun de Gewerkschaftsvertreeder, zu Recht iwwregens -, dass am Fall vu Renten dat kann zu Schwierigkeete féieren, well deen een dann, loosse mer soen, wann en 80% vu senger Rent zu Lëtzeburger kritt, e kritt 20% zu Thionville, jo da kënn en net op déi 90%, fir d'Steierklass 2 wéi bis elo ze kréien.

D'CSV steet, soe mer riichter raus, zu enger Gläichbehandlung vu Frontalieren a Lëtzeburger. Et dierft net zu enger Diskriminatioun kommen, mä och net zu enger Discrimination à rebours, wou Frontalieren en Avantage hätte par rapport zu de Lëtzeburger.

Dat ass e sensibel Thema. Lëtzeburger huet eng dominant Positioun an der Groussregioun. Dovunner profitieren och Leit iwwert d'Grenzen eraus. Mä eist Land, solle mer och kloer an daitlech soen, huet och deenen 160.000 Frontalieren, déi mer elo hunn an déi mer vir-drin haten, vill ze verdanken.

An d'CSV verschléisst sech op deem Punkt net eenzelnen Upassunge vun dem Gesetzesprojet op deem Plang, wa se sollten néideg ginn, Här Minister.

Här President, zéngte Punkt: Steierbedruch, an d'Madamm Elvinger huet et gesot, dat ass ke Kavaliersdelikt. D'CSV dréit do déi nei Stofbestimmung mat, wouduerch an Zukunft nieft der sougenannter „escroquerie fiscale“ och eng „fraude fiscale aggravée“ an d'Strefrecht fält, dat heescht, op gutt Lëtzeburger gesot, wann ee 25% oder méi vu senger Steiere stréppt, déi eigentlech geschéllt sinn, mä dat muss iwwert de Montant vun 10.000 Euro insgesamt erausgoen.

Den neie Regimm - fannen ech op deem Punkt, fanne mir op deem Punkt - ass kloer. Fir eng Fraude fiscale simple, déi bis elo zum Deel awer am Penal war, bleift et an Zukunft, an dat ass och gutt esou, bei enger administrativer Strof. Well wat zielt bei de Steieren? Ma virun allem, dass de Stat déi Suen, déi geschéllt sinn, erakritt, a bei méi schwéiere Steierdelikter spillt och zu Recht de Penal. D'est steet och, mengen ech, eis international gutt zu Gesiicht.

An ech soen et och kloer an daitlech, Här President, d'CSV begréisst an deem Kontext ausdrécklech dem Finanzminister seng Efforten op internationalem Plan, déi en iwwert déi lescht dräi Joer mécht. An dat ass net ëmmer ganz einfach. E mécht dat diplomatesch, mä e mécht dat mat där néideger Häert an e mécht et gutt fir méi Transparenz am Austausch vu Steierinformatiounen. D'Zäiten, dat solle mer och soen, déi hu sech geännert. Eist Land - a fir et diplomatesch och auszudrücken -, eis Finanzplaz, déi Instrumenter, déi se nach viru 15 Joer gebraucht huet, brauch se haut net méi. Si huet sech gutt adaptéiert.

Här President, eelefte Punkt - et sinn nach zwou Säiten -, den Taux vun der Zënsbesteuerung fir Leit, déi hei zu Lëtzeburger wunnen, geet vun elo 10% op 20% an d'Luucht. Dat heescht konkret a vereinfacht gesot, dass bei engem Zënsatz vun 1% an engem ugespuerte Kapital, fir et einfach ze soen, vu 25.000 Euro 20% Steieren op Zënsen elo ofgehale ginn. Dës Moosnam krée virun allem Klengspuerer, déi net an déi sougenannt „produits structurés“ investéieren kënnen, opgebrummt, well do fält keng Steier un.

Eng Alternativ wier gewiescht, de Besteuerungssystem vun Zënsen an Dividenden unzegläichen an zum Beispill Zënsen an Dividende forfaitaire mat 15% ze besteieren. Mä mir stellen awer déi Moosnam do, ech soen et och kloer an daitlech, net a Fro.

#### (Interruption)

Jo.

Här President, zwielfte Punkt: D'Unhiewe vun de Plaffonge fir d'steierlecht Ofsetze vun de Scholdzënsen am Wunnensbau respektiv vun Zousazversécherungen dréit d'CSV mat. Beim Wunnensbau, ech soe just beim Wunnensbau, hätte mir eis awer kënnen virstellen, dass d'Frist, wou een d'Scholdzënsen nëmme méi plafonéiert kann ofsetzen, schonns ufängt ze lafen, wann de Prêt fir d'Haus liquidéiert gëtt an net erëischt, wann een am Haus wunnt. D'est aus sozialer Gerechtegkeet. Firwat?

Mä een, deen d'Méiglechkeet huet, fir net mussen direkt a säin neit Haus eranzuplënnen, dee setzt esou laang nämmlech sämtlech Scholdzënsen vun dem Prêt of. An am Ufank ass dee Prêt natierlech vill méi héich, well déi gesamt Zënsen lafen op deem volle Montant vum Prêt op. A Leit, déi sech net parallel kënnen zwou Wunnenge leeschten, déi kënnen dat net.

Duerfir wier eis Propos op deem Punkt, fir ze soen, dee Moment, wou de Prêt liquidéiert

gëtt, do fänken déi fënnf Joer un, wou deen héije Montant vun dem Abatement a Fro kënn, an dann all Kéiers progressiv ab deem Dag manner.

Här President, dräizéngte Punkt: Wat d'Betriebsbesteuerung ugeet - ech ginn do méi séier derduerch, well den Här Mosar d'lescht Woch schon eis Vuen dozou gesot huet -, ginn d'Adaptatiounen, déi gemaach goufen, mengen ech, zum groussen Deel an d'Fuerderung vun dem Secteur eran, ob dat den Amortissement accélééré ass, d'Transmissioun vun den Entreprises, d'Eropsetze vun der Bonification à l'investissement, déi mer matdroen. Déi progressiv Ofsenkung vun dem Tarif, Här Schneider, droe mer och selbstverständlech punktuell mat.

D'CSV ass awer der Meenung, dass, sécherlech, bei der Bonification d'impôt de Steiersaz elo emol eropgeet, an der Vergaangenheet ass en och erëm enner CSV-Ministere emol erofgesat ginn, dat geet also hin an hier. Mir maachen lech awer do kee Virwurf, well dat passt sech jeeweils no der jeeweileger Situatioun un. Dat wourop ee soll oppassen, dat ass, dass déi Bonification à l'investissement net méssbraucht gëtt, fir aner Saachen doriwver ofzesetzen iwwer Gesellschaften, fir déi se wierklech geduecht sinn. Ech soen dozou net méi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Bei dem Eropsetze vun der Mindeststeuer... Et war eng Iddi vun der LSAP och enner fréierer Regierung. Ech muss ganz éierlech soen, deemools ware mir, an ech mengen, och d'Ministere ware relativ skeptesch. Dat huet sech erweisen, dass dat eigentlech keng gréisser Steierausfall mat sech bruecht huet. Dat kënnen mir matdroen. Ech ginn dovun aus, dass och d'Kompetitivitéit do mat gedroe gëtt (veuillez lire: do mat gekuckt ginn ass). Dat fannen ech eigentlech eng gutt Iddi, well et gëtt och no bause vermëttelt, dass jiddweree, och vun de Betriber zu Lëtzeburger, eng Steier bezilt.

Véierzéngten a leschte Punkt, kuerz: Eng Rei Upassunge goufe gemaach um Plang vun de sougenannten „Sonderausgaben“, also den Dépenses spéciales oder wéi een déi och ëmmer wëllt nennen: manner steierlech Ofsetzbarkeit vun de Scholdzënsen op de Konsumkreditter, wann een alles zesammenzielt, méi steierlech Ofsetzbarkeit vun de privaten Zousazversécherungen, drëtte Piliere - ass och eng gutt Saach. Dat féint ee gutt oder net. Mir fannen dat gutt. Si si vun der Regierung motivéiert a mir ginn och dovun aus, dass déi Motivatioun, déi derbäi war, an déi richtig Richtung geet.

Generell ass awer d'CSV der Meenung, dass d'Chamber sollt all Joers e genaue Rapport kréien iwwert den Déchet fiscal vun eenzelnen Abatementer an engem schrëftlechen Evaluierungsbericht, wéi déi gräifen. An dee sollt eigentlech de Budgetsdokumenter - dee Rapport d'évaluation - mat bäigeluecht ginn. Ech mengen, dat ass keng halsbriecheresch Aarbecht, mä et gëtt méi Transparenz, ier een iwwert de Budget ofstëmmt.

Zur Konklusioun, Här President - ech hat gemengt, ech wier a 50 Minutte fäerdeg, ech si mëttlerweil bei 66 -, d'CSV begréisst,...

#### (Interruptions)

D'CSV begréisst, dass et zu enger Steierreform kënn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'Offlaache vun dem Mëttelstandsbockel an d'Afféierung vun de Steierkreditter fir Niddregverdénger huet d'Regierung, ganz éierlech gesot, gutt gemaach.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'Berechnunge vun dem Käschtepunkt, déi sinn an eisen Ae falsch. Fir d'CSV léien do d'Zuele vun der Zentralbank net! D'CSV huet oder huet versicht, mat méi oder manner groussen Succès, a 14 Punkte konkret Alternativvirschléi ze maachen. Dräi dovunner, Här President, si fir d'CSV net négociabel:

1. en Erhéije vun dem steierbefreiten Agangsmontant vun 11.265 Euro op 12.000 Euro pro Joer,

2. d'Asetze vun de Spätzesteiersatz vun 41% ab engem Akommes vun 125.000 Euro an der Steierklass 1, 250.000 Euro an der Steierklass 2, also an engem Stot, respektiv 42% fir dat Akommes, wat méi héich ass wéi 150.000 Euro an der Steierklass 1. Dat sinn 300.000 Euro an der Steierklass 2,

3. d'Ofschafe vun der Steiercirculaire iwwert d'„stock-options“ mat gegebenfalls engem befristeten Auslafregimm, deen engem Gesetz a virun allem strikte Konditiounen ennerläit.

Duerfir, Här President, iwwerreechen ech lech wéi ugekënnegt am Numm vun der CSV-Frak-

tioun Amendement fir eis Tariffvirschléi an eng Motioun fir d'Ofschafe vun der Steiercirculaire iwwert d'„stock-options“. Sollten dës dräi Fuerderungen net erfëllt ginn, wäert d'CSV des Steierreform net stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

#### Amendement 1

L'article 1<sup>er</sup>, point 14<sup>o</sup> est modifié comme suit:

«Article 118

L'impôt sur le revenu est déterminé en fonction du revenu imposable ajusté au sens de l'article 126, conformément aux dispositions des articles 119 à 121 et 124 sur la base du tarif suivant:

0% pour la tranche de revenu inférieure à 12.000 euros

8% pour la tranche de revenu comprise entre 12.000 et 13.137 euros

9% pour la tranche de revenu comprise entre 13.137 et 15.009 euros

10% pour la tranche de revenu comprise entre 15.009 et 16.881 euros

11% pour la tranche de revenu comprise entre 16.881 et 18.753 euros

12% pour la tranche de revenu comprise entre 18.753 et 20.625 euros

14% pour la tranche de revenu comprise entre 20.625 et 22.569 euros

16% pour la tranche de revenu comprise entre 22.569 et 24.513 euros

18% pour la tranche de revenu comprise entre 24.513 et 26.457 euros

20% pour la tranche de revenu comprise entre 26.457 et 28.401 euros

22% pour la tranche de revenu comprise entre 28.401 et 30.345 euros

24% pour la tranche de revenu comprise entre 30.345 et 32.289 euros

26% pour la tranche de revenu comprise entre 32.289 et 34.233 euros

28% pour la tranche de revenu comprise entre 34.233 et 36.177 euros

30% pour la tranche de revenu comprise entre 36.177 et 38.121 euros

32% pour la tranche de revenu comprise entre 38.121 et 40.065 euros

34% pour la tranche de revenu comprise entre 40.065 et 42.009 euros

36% pour la tranche de revenu comprise entre 42.009 et 43.953 euros

38% pour la tranche de revenu comprise entre 43.953 et 45.897 euros

39% pour la tranche de revenu comprise entre 45.897 et 100.002 euros

40% pour la tranche de revenu comprise entre 100.002 et 125.000 euros

41% pour la tranche de revenu comprise entre 125.000 et 150.000 euros

42% pour la tranche de revenu dépassant 150.000 euros.»

#### Commentaire

Il est proposé d'accentuer la dimension sociale de la réforme:

- le minimum tarifaire exempté sera augmenté à 12.000 euros pour se rapprocher d'une exemption du revenu minimum garanti,

- les nouvelles tranches d'imposition de 41 pour cent et 42 pour cent s'appliqueront à partir d'un revenu imposable annuel de 125.000 euros respectivement de 150.000 euros.

Dans son avis relatif aux projets de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020, la Banque centrale de Luxembourg note en effet que l'impact de la réforme sera positif pour une très grande majorité de contribuables (99,5%) et profitera donc également à des revenus très élevés allant jusqu'à 278.000 € en classe 1 et 556.000 € en classe 2.

La moins-value fiscale résultant de l'augmentation du minimum tarifaire combinée aux nouvelles tranches d'imposition de 41 respectivement 42 pour cent se chiffre, d'après nos calculs à quelque 20.000.000 euros en 2017.

Le déchet fiscal résultant de notre proposition sera plus que neutralisé par l'abrogation de la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012 concernant le régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions, dont les moins-values fiscales se situent dans une fourchette comprise entre 100 et 300 millions d'euros.

(s.) Gilles Roth, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

**Amendement 2**

L'article 1<sup>er</sup>, point 15° est modifié comme suit:

«Article 120bis

L'impôt à charge des contribuables de la classe 1a est déterminé par application du tarif au revenu imposable ajusté réduit de la moitié de son complément à 45.060 euros, sous réserve que le taux d'accroissement maximal ne puisse pas dépasser 39% pour la tranche de revenu comprise entre 37.842 euros et 100.002 euros, 40% pour la tranche de revenu comprise entre 100.002 euros et 125.000 euros, 41% pour la tranche de revenu comprise entre 125.000 euros et 150.000 euros et 42% pour la tranche de revenu dépassant 150.000 euros.»

Commentaire

L'article 120bis est modifié à l'instar de l'adaptation tarifaire proposé dans l'amendement 1. En effet, afin de rapprocher la progressivité de l'impôt de la classe 1a de celle en classe 1, il est ajouté une limitation restreignant le taux marginal à un maximum de 39% pour les revenus imposables inférieurs à 100.002 euros, à 40% pour les revenus entre 100.002 euros et 125.000 euros, à 41% pour les revenus entre 125.000 euros et 150.000 euros, et à 42% pour la tranche dépassant le revenu de 150.000 euros.

(s.) Gilles Roth, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

**Amendement 3**

L'article 1<sup>er</sup>, point 21° est supprimé.

Commentaire

Dans un esprit de développement de la mobilité durable, de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> dans le secteur des transports et d'amélioration de la qualité de l'air en raison de la réduction des NO<sub>x</sub>, escomptée, de même que pour des raisons d'équité sociale, il est proposé de faire bénéficier toute personne éligible d'une aide financière directe à la place d'un abattement fiscal réservé à certaines classes de revenus seulement.

En toute logique, l'article 1<sup>er</sup>, point 21° introduisant l'abattement «pour mobilité durable» (nouvel article 129d) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est supprimé et remplacé par une aide financière directe de 2.000 € pour une voiture automobile de personnes à zéro émissions de roulement qui fonctionne exclusivement à l'électricité ou exclusivement avec une pile à combustible à hydrogène immatriculée au Grand-Duché de Luxembourg après le 31 décembre 2016. Les autres conditions à remplir pour bénéficier de l'aide financière seront déterminées par règlement grand-ducal.

En ce qui concerne les cycles à pédalage assisté et cycle acquis après le 31 décembre 2016, une aide financière de 120 € est accordée aux acquéreurs dans des conditions à déterminer par règlement grand-ducal.

(s.) Gilles Roth, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

**Motion 1**

La Chambre des Députés,

• vu la circulaire du directeur des contributions directes L.I.R. n°104/2 du 11 janvier 2002 concernant le régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions («stock option plans»),

• vu l'intention du Gouvernement précédent de réaménager le régime fiscal des «stock options» en ce qui concerne son champ d'application,

• que la circulaire du 11 janvier 2002 a été remplacée par une circulaire du directeur des contributions directes du 20 décembre 2012,

• que le Conseil d'État considère préférable d'asseoir le régime fiscal des «stock options» sur une base légale plus solide,

• qu'il a été suivi en cela par certaines chambres professionnelles qui ont par ailleurs suggéré de transformer le régime fiscal des «stock options» de manière à en faire un régime d'imposition avoisinant celui des salaires et traitements,

• vu l'article 101 de la Constitution disposant que les privilèges, de même que les exemptions ou modération d'impôts sont une matière réservée à la loi,

• considérant que les «stock options» échappent à la progressivité du barème d'imposition,

• considérant qu'il convient de revoir ce régime d'imposition pour des raisons d'équité sociale,

invite le Gouvernement

• à provoquer l'abrogation de la circulaire du directeur des contributions directes du 20 décembre 2012,

• à mettre en place, de manière transitoire, un régime de «phasing out» du régime d'imposition des «stock options» actuel, et

• à instaurer des incitatifs fiscaux encourageant l'investissement des entreprises dans la recherche

et l'innovation et tenant compte des critères de substance que doivent remplir ces entreprises.

(s.) Gilles Roth, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

**Motion 2**

La Chambre des Députés,

constatant

• que le Gouvernement précédent avait introduit une prime pour la promotion des véhicules électriques purs et des véhicules électriques hybrides chargeables de l'extérieur à faibles émissions de CO<sub>2</sub>,

• que ce régime avait bénéficié à toutes les personnes physiques, indépendamment de leur niveau de revenu,

• que ce régime n'a pas été prolongé au-delà du 31 décembre 2014,

• que le projet de loi n°7020 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 vise à présent à accorder un abattement pour «mobilité durable» excluant de ce fait de nombreuses personnes du bénéfice de ce type de mobilité,

invite le Gouvernement

• à mettre en place, dans un esprit d'équité sociale, un régime de subventionnement direct (prime) au lieu d'un subventionnement indirect (abattement) en matière de mobilité durable.

(s.) Gilles Roth, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Roth. An nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech wëllt fir d'Éischt mat engem Merci och ufänken un d'Joëlle Elvinger. Mir wëssen, datt si Expert an der Matière vun de Steieren ass. Si mécht jo des Éfteren und Rapporten zu deem Sujet, mä ech mengen, hei huet si och wierklech bewisen, datt se déi Matière kennt an datt si wierklech déi idéal Persoun war, fir dese Rapport ze maachen.

Här President, des Steuerreform bréngt net nëmme Steuererleichterunge fir déi breet Bevölkerung, mä des Steuerreform bréngt virun allem d'äitlech méi Gerechtegkeet. Si bréngt méi Gerechtegkeet, well virop d'Mëttelschichten entlaascht ginn, déi de Moment iwwerproportional belaauscht ginn. Si stäipt och besonnesch d'Elengerzéier, well des Bevölkerungsgrupp besonnesch dem Armutrisiko ausgesetzt ass. A si ënnerstëtzt geziilt déi Jonk, déi, wéi een dat esou schéi seet, an der „Rushhour“ vun hirem Liewe sinn, déi eng Famill grënnen, déi sech wellen eng eege Wunneng leeschten an déi also hei och ënnerstëtzt ginn, gradesou natierlech wéi och all aner Leit, déi sech wellen en Eegenheem leeschten.

Et sinn des Menschen, op déi d'DP bei deser Steuerreform besonnesch Wäert geluecht huet. An et sinn duerfir och des Leit, déi besonnesch vun eiser Steuerreform wäerte profitéieren. Duerfir kann d'DP des Steuerreform och mat zwou Hänn ënnerschreien, ëmsou méi well se och kloer mat eis Handschrëft dréit.

An Dir wësst jo, d'DP huet jo praktesch an hirem DNA stoen, datt se eng Partei ass, déi fir maner Steieren a fir méi gerecht Steieren asteet. Mir hunn dat och regelméisseg an eise Wahlprogrammer geschriwwen. An ech si frou, datt mer mat de Koalitionspartner des grouss Reform an eis Agenda, an eise Koalitionssaccord geschriwwen hunn an elo no zwéi Joer Preparatioun dann och kënnen ëmsetzen.

Ech mengen, an der Vergaangenheet ass sécher méi wéi eng Kéier vun enger grousser Steuerreform geschwat ginn. Et waren och déi eng oder aner Usätz, ech denken un 2008, 2009, et ass vill dru geduecht ginn, et ass regelméisseg dovunner geschwat ginn. Mir hunn net nëmme vun enger grousser Steuerreform geschwat, mir liwwere se elo och!

Wat sinn déi Haaptelementer vun deser grousser Reform? Ech hat et scho kuerz a menger Introductioun gesot, ech wëll awer elo e bëssen an den Detail goen. Ech mengen, dat, wat wierklech fir eis e ganz wichtege, vläicht dee wichtegste Punkt ass, datt ass, mir wëllen d'Kafkraaft vun de Mëttelschichten d'äitlech stäerken. An duerfir hu mer ënner anerem d'Steiertabell, de Steuerbarème adaptéiert, dat heescht, eigentlech fir déi vill Stéit aus der sougenannter Mëttelschicht. Wien ass dat? Ma, dat sinn all déi Leit, déi och e bëssen d'Réckgrat vun eiser Economie sinn, dat sinn déi kleng an déi mëttel Akommessen, fir déi hu mer gekuckt an deser Steuerreform, datt se fir déi am meeschte gräift.

Fir dat ze illustréieren, zwéi Beispiller: Eng jonk Famill mat engem Kand, mat engem Akommes zesumme vu 60.000 Euro brutto d'Joer - ech mengen, dat ass eppes, wat et awer hei zu Lëtzebuerg ganz vill gëtt -, déi och nach eventuell e Bausparvertrag hunn, déi hunn no der Re-

form, déi mer elo hei wäerte maachen, 1.466 Euro brutto, also netto méi an der Täsche, bezuelen also, wann een dat a Prozenter ëmrechent, 55% maner Steieren zum Schluss vum Joer.

En anert Beispill aus enger anerer Kategorie: Eng pensionéiert Koppel mat engem Akommes zu zwéi vu 54.000 Euro brutto d'Joer - ech mengen, dat ass awer och eppes, wat ee ganz vill kennt -, ma déi bezilt ab deem nächste Joer nach just 718 Euro Steieren, oder déi bezuelen d'nächst Joer 718 Euro maner Steieren d'Joer, an dat sinn dann, ëmgerechent a Prozenter, 22% déi se do maner u Steiere bezuelen, eleng nëmme duerch de Barème. Wa se nach aner Elementer hunn, kënn dat nach dobäi.

E lescht Beispill: E Jonggesell an der Steuerklasse 1, mat engem monatleche Brutto vun 3.500 Euro, bezilt an Zukunft am Joer 1.222 Euro genau Steiere maner oder, a Prozenter ausgedréckt, 25%, also e Véierels maner Steieren d'nächst Joer.

Dat waren also e puer Beispiller. Ech mengen, et ass jo och um Site vum Finanzministère, wou een eng flott Tabell huet, wou een dat ka rechnen.

An och fir et awer nach eng Kéier ze illustréieren, datt mer wierklech gekuckt hunn, fir grouss Efforten ze maachen, fir bei deenen ënneschte Gehälter do e Plus ze maachen, hei nach zwou Zuelen: Een, deen de Mindestloun huet an der Steuerklasse 1, bezilt an Zukunft 63% maner Steieren. Een, deen de qualifizéierte Mindestloun huet, bezilt 42% maner Steieren.

An ech mengen, dat kann een awer hei nach eng Kéier ënnersträchen: Mir haten nach ni esou eng sozial gerecht Steuerreform zu Lëtzebuerg, och well mer eppes ganz Neies aféieren, an zwar de sozial gestaffelte Crédit d'impôt salarial, de sougenannten CIS, mir kennen deen alleguerten. Well op där enger Säit verduebele mer carrément deen CIS vun 300 op 600 Euro fir déi ënnescht Gehälter, respektiv fir déi Leit, déi och keng Steiere bezuelen. Da geet e progressiv erof. A bei 80.000 Euro brutto d'Joer wäert en da komplett auslafen. Ech mengen, dat ass an eisen Aen och eppes, en Akzent vu sozialer Gerechtegkeet.

Fir méi Gerechtegkeet ze suergen, sinn awer och Taxen uewen derbäikomm, nämmlech vun 41% bei engem Akommes vun 150.000 Euro brutto d'Joer an 42% bei engem Akommes vun iwwer 200.000 Euro brutto d'Joer.

Et ass also eng cibléiert Steuerreform, well d'Erlichterunge sech op déi kleng a mëttel Akommese konzentréieren an den Effekt no uewen net ganz ewechfält, mä awer no uewe ganz staark verflaacht.

An da wëllt ech och, ech hoffen, datt den Här Roth nach hei ass...

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, ech sinn nach do.

► **M. Eugène Berger (DP).**- En ass nach do. Ech muss awer och soen, ech wëll hei begrëissen, datt déi gréisst Oppositionspartei, am Numm vum Här Roth, sech hei konstruktiv an déi Diskussioun abruecht huet.

Ech muss awer op där anerer Säit och eppes e bëssleche bedauern, Här Roth: Dir hutt eng Rei Virschléi hei gemaacht, d'Reform ass elo am Februar, März presentéiert ginn, Dir hutt elo eng Rei Proposen hei abruecht. Ech hätt liwwer gehat, och als President vun der Cofibu, wann Der déi Proposen éischter abruecht hätt, dann hätte mer vläicht awer a Rou kënnen iwwert déi Proposen diskutéieren. Dann hätt een och vläicht déi eng oder aner Käschtpunkte kënnen ausrechnen, ech kommen nach dorobber, well dat jo awer och bei Äre Proposen eng kruzial Fro ass, an dann hätt een dat vläicht kënnen méi a Rou erausfannen.

Well ech muss ebe soen, haut hu mer kloer Propositione kritt. Dat ass ze begrëissen. An der Vergaangenheet, muss ech soen, datt ech do net ëmmer awer - wéi soll ech soen? - de rouden oder de schwarze Fue dem erausgesinn hunn aus deenen eenzelne Stellungnahmen, déi an deene leschte Méint gemaach gi sinn. Ech mengen, wann een do zum Beispill déi ganz Diskussioun kuckt och vum Käschtpunkt.

Dir hutt elo eng Propos gemaach, fir de Seuil, wou besteiert gëtt, also eropzesetzen op 12.000 Euro. Do ass zum Beispill déi grouss Fro, wéi een déi dann awer géif finanzéieren. Fir dat ass de Käschtpunkt dovunner? Ech mengen, eng éischt Aschätzung - ech hunn och kuerz elo scho mam Finanzminister do Récksprouch geholl, hie kann dat och elo net soen, dat mussen d'Verwaltunge kucken -, mä dat schéngt awer trotzdem e relativ grouss Käschtpunkt mat sech ze bréngen.

Bon, Dir hat, Här Roth, wéi gesot,...

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Däerf ech lech hei ënnerbriechen?

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Mir hu mat dem Finanzminister, den Här Wiseler an ech, elo kuerz geschwat. Et ass net esou, dass, wann een ënnen de Montant exonéré, also dee Betrag, ab deem een érischt Steiere bezilt, wann een deen an d'Luucht setzt, dass dat sech géif duerch de ganzen Tarif mat de Prozentsätz duerchéien. Well dat géif effektiv deier ginn. Hei ginn...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Et ass awer fir all Akommes, wou et awer spillt.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo. Mä dat spillt fir all Akommes: 8% vu 735 Euro. Dat ass nämmlech déi Differenz vun 11.265 bis op 12.000 Euro. A mir hunn och versicht, dem Finanzminister eisen Amendement ze erklären. An dat ass eis Propos.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Also, wéi gesot, et ass op alle Fall schued, datt mer dat esou spët kréien.

**(Interruption)**

An nach ass et awer och elo schwierig. Also, wéi gesot, mir schéngt et, datt dat awer och, wann dat net herno op déi nächste Échelon spillt, zitt et sech awer duerch all d'Gehälter bis bei déi lescht Gehälter.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Et ass och schued, datt mir net d'Berechnunge krute vun deenen eenzelne Moosnamen, déi hei sinn. Déi krute mer nach ëmmer net.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo, Här President, et ass awer dann d'Fro: Wat soll eis dann dat Ganzt kaschte respektiv ass d'CSV da prett...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dat ass zwar eng gutt Fro.

► **M. Eugène Berger (DP).**- ...fir dee Präis? Dat ass déi gutt Fro. Well den Här Gilles Roth huet de 14. August 2015 am „Lëtzebuurger Wort“ - gesitt Der, an deene grouss Vakanze liest een dann och heiansdo méi intensiv oder et schreift een och méi -, den Här Roth hat deemools geschriwwen, dat war also d'lescht Joer, wann et hinne géif nogoen, da kéint een 800, 850 Milliounen do asetzen.

Wann ech awer de Spëtzekandidat, de Claude Wiseler, op där enger oder anerer Plaz an de Medien, op der Télévisioun oder, ech mengen och, am Konvent heieren hunn, dann huet deen awer an der Vergaangenheet ëmmer gesot, eis Reform, déi wier eigentlech awer ze vill deier, dat wier net ze maachen.

Wann een dann awer och nach derbäihält déi Propos, ech kommen herno nach eng Kéier drop zrëck, bei der Betriebsbesteuerung, datt een déi och wëllt, oder datt d'CSV déi wëllt erofsetzen op 15%, dat géif also och nach en zousätzleche Käschtpunkt bréngen, datt een do also awer herno, mengen ech, Schwierigkeeten hätt, fir all Är Proposen dann awer ënnert dee Montant, dee mir eis ginn hunn - wou mer soen, dat ass e realistesch Montant, fir eng Steuerreform kënnen ëmzesetzen, dat kënnen mer eis leeschten -, datt bei Äre Propose mer do herno hannen net erauskommen.

Dir hutt dann och nach effektiv aner Proposen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Berger, Dir hutt den Här Roth direkt ugeschwat gehat...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Sécher.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...wéinst enger Ausso. Ech ginn him dann d'Wuert, fir dat ze prezisieren.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här Berger, Dir hutt mech net ënnerbrach, ech hunn dat ganz gentil fonnt, ech wëll et wierklech och net maachen, mä just wann Der dat direkt uschwätzt, mengen ech, sollt ech och direkt an deem Kontext drop reagieren. Et ass richtig. Ech sinn och frou, dass Der haut nach dem d'„Lëtzebuurger Wort“ vu virun annerhallwem Joer...

► **M. Eugène Berger (DP).**- All Dag eng Lecture fir mech.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- ...am Kapp hutt. Sengerzäit hunn ech dat natierlech mat menge Moyens de bord missen aschätzen. Dat, wat ech ageschat hat, dat war 15% Tariffadaptatioun, well dat sensiblement deem Rechnung gedroen hätt, wat d'Inflatioun war téschent 2009 bis geschat 2017. 15% vun engem gesamte Steueropkommes op der Akommessteuer vu véier Milliarden, dat sinn déi ronn 600 Milliounen Euro.

De Punkt ass deen, dass eigentlech déi Propos - mir hunn et och eréischt d'lescht Woch gesinn - indirekt vun der Zentralbank mat duerchgerechent ginn ass. Déi hunn dat als Déchet fiscal théorique, oder constaté hu si dat gemaach, an dat ass den Zeenario 4 op der Säit 100 vum Bericht vun der Zentralbank, well nëmmenlech och eng Rei vu Gewerkschaften an d'Chambre des Salariés dat gemaach hunn. Dat si 573 Milliounen Euro, mat dem Steierkredit dran, Droits constatés. An dat ass hire Berechnungen no deeselwechte Käschtpunkt wéi déi Steierreform, déi Dir elo gesot hutt.

Ech sinn awer frou, dass d'Regierung déi Spätzesteiersatz, déi deemools scho vun der CSV - bon, vu mir, et war a mengem persinlechen Numm -, suggeréiert gi sinn, nëmmenlech vun 41% an 42%, ech mengen, dat huet jo och e gewësse Courage erfuerdert, dass d'Regierung déi iwwerholl huet.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dat ass dann och en zweet Stéchwuert fir mech. De Spätzesteiersatz, dat ass jo eng vun deenen anere Proposen, déi Der gemaach hutt. Ech muss soen, dass ech awer, erlaabt mer, dass ech erstaunt war, wéi Der dat d'lescht Woch och beim „Face à face“ op RTL déi éischte Kéier do an d'Woschuel bruecht hutt. Ech hat dee Moment gemengt, dat wier eng Propos, e bësschen eng kéng Propos vum Steierexpert vun der Oppositionspartei. Mä haut krute mer jo awer confirméiert, dass d'CSV dozou steet. Ech huelen un, dass dat dann de Konsens, ech kucken op den Här Mosar, dass dat dann de Konsens...

**(Interruption par M. Laurent Mosar)**

...an der CSV ass.

Bon, ech muss soen, dass ech awer, net nëmmen ech, mä och aner Leit hei am Land, verwonnert waren iwwert déi Propos respektiv och haut e bësse verwonnert sinn. Ech mengen, mir wëssen, an der Vergaangenheet huet d'CSV an - ech gestinn dat och an - d'DP huet och ëmmer an der Vergaangenheet dofir plädéiert, dass een eigentlech éischter de Spätzesteiersatz soll méi spéit usetze respektiv de Spätzesteiersatz en tant que tel eigentlech soll erofsetzen. An ech mengen, a fréieren Zäiten ass dat och emol zesumme mat der CSV an der DP gemaach ginn. Wéi gesot, ech huelen dat dann zur Kenntnis.

Ech weess awer, dass zum Beispill - ech hat gesot, den Här Mosar, dofir hat ech op hie gekuckt - ech weess awer, dass hien an der Cofibu en onermiddleche Vertrieeder ass, fir dass manner Belaschtung soll komme fir Berufsgruppe mat héijere Salären. Bon, okay. Mir stellen also op alle Fall...

**(Interruptions par M. Laurent Mosar et M. Claude Wiseler)**

Voilà! Här Wiseler,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, Här Berger, fuert Dir virun an adresséiert Iech un d'Chamber, da kréie mer net andauernd en Dialog.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech wollt nëmme grad dem Spätzekandidat oder dem Fraktiounschef soen: D'DP ass mat där minimaler Erhéijung vum Spätzesteiersatz d'accord. Mir droen dat mat an dëser Reform, well mer och der Meenung sinn, dass dat en Element ass vun enger sozialer Selektivitéit. An ech muss och soen, dass awer hei...

Well, fir dat awer och nach eng Kéier ze soen - virun hat de Spriecher vun der gréisster Oppositionspartei och gesot, fréier Reforme wieren do méi gerecht gewiescht -, mä nëmmen um Beispill vum Spätzesteiersatz muss ech awer soen, bei där Reform vun 2001 oder 2002, do ass zum Beispill de Mindestloun ëm 30% entlaascht ginn. An ech hunn et jo awer hei awer viru scho prezisiéiert, bei eis gëtt en ëm 63% entlaascht. An och bei dem ieweschten Taux dann, wat mer elo diskutéiert hunn, deemools sinn, ech soen emol einfach, déi grouss Paien ëm 10% nach entlaascht ginn. Haut gi se awer mat eiser Formule nach ëm 1% maximal entlaascht, wat also ganz weineg ass, an déi jo och dann iergendeng Kéier ganz ausleeft.

Awer och nach eng Kéier, fir ze soen: Also déi Fro bleift am Raum, wat de Käschtpunkt wier vun deene Mesuren, déi d'CSV dann elo nei presentéiert huet, ob do géif d'Rechnung opgoen. Oder géife se awer kucken eventuell an deem Spill, well ee jo da bei de Betriber de Steiersatz erofsetzt, do also manner kritt, dass se dat dann awer géife kompenséieren op eng gewëssen Aart a Weis bei de Privatstéit? Ech mengen, fir eis ass op alle Fall kloer, dass mir net wëlle bei de Privatstéit an eng aner

Richtung goen. Mir wëlle virun allem déi als Eischt entlaaschten.

Dann ass nach eng drëtt Proposition...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Berger, erlaabt Der...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Natierlech, Här President.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëllt awer just den Här Berger drop opmierksam maachen, dass een ëmmer eis gesamt Propositione muss kucken, och déi bei der Betriebsbesteuerung, wou mer vun dem Erofsetze vum Taux d'affichage an der Verbreederung vun der Basis schwätzen. Dir kënnt also net nëmmen déi eng Säit huelen an net déi aner.

Och bei deene Proposen, déi mer haut gemaach hunn, sinn eng Rei Proposen, déi an déi eng Richtung ginn an an déi aner Richtung ginn. Dat ass fir eis, fir den Équiliber och ze fannen. Mir hunn eng ganz Rei Propose gemaach, wou mer méi Steieren erakreien, fir déi Plazen ze kompenséieren, wou mer aus Gerechtegkeetsgrënn da wëlle manner Steiere bezuelen (veuillez lire: ophiewen). Wann Der Ar Calcule maacht, fannen ech, dass Der sollt de ganzen Tableau maachen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, mä mir sinn eis, Här President, dass elo...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et ass de ganzen Tableau, deen zielt duerno.

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...dass elo bei deene Proposen awer och d'Opposition - ech verstinn och, dass se do vläicht net all déi Moyenen huet -, awer net genau kann da rechnen oder virleëen, wéi vill dat géif kaschten. D'Fro bleift am Raum,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Neen! Här President...

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...d'Fro bleift am Raum, Här President, mir sinn eis awer do eens, d'Fro bleift...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann Dir Iech dauern un ee vun de Kolleegen adresséiert, därer ee sech net wonneren, dass et hin- an hiergeet.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Neen, ech wenne mech un d'ganz Chamber. Neen, Här President, ech hunn einfach nëmme gesot: D'Fro bleift am Raum, wéi vill de Käschtpunkt ass vun deene Proposen, déi elo déi gréisst Oppositionspartei presentéiert huet. Déi kënne si och net selwer chiffrieren, duerfir hunn ech Verständnis.

Ech bleiwen nach wie vor der Meenung, mat deenen Elementer, déi ech elo hunn, an do wäert eis vläicht de Finanzminister och haut de Mëtteg verschidden Elementer kënne liwweren, dass dat awer sécherlech net manner ass wéi eis Steierreform, mä dass et éischter vläicht méi ass. A wann et manner sollt sinn, wou dann awer do géif den Équilibre gemaach ginn. Dat ass dann och en Element. An da géif ech dann awer, wann Der erlaabt, weiderfueren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Just eng lescht Bemierkung vum Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech ginn dem Här Berger recht, dass d'Opposition, well se déi technesch Moyenen net huet, déi Finanzéierung (veuillez lire: d'Berechnung) vun deem, wat se proposéiert, net am Detail ka maachen. Dat ass sécherlech e Problem fir eis, en technesch Problem, dee mer net geléist kruten.

Wat ech par contre net verstinn, dat ass, dass mer d'Detailer vun der Regierung net kréie vun deene Propositionen, déi si virleëen. Si huet all déi technesch Moyenen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Also, Här President, ech wier op alle Fall frou gewiescht, wa mer also och schon d'Detailer vun de Propose vun der CSV Woche viru gehat hätten. Da wier, mengen ech, och de Minister prett gewiescht, fir déi och kënne duerchrechnen, fir dass een déi zwee...

**(Interruption)**

...Modeller huet. Bon, op alle Fall dann en anert Element, fir nach bei de konstruktive Propose vun...

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Berger huet eleng d'Wuert!

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...vun der CSV ze bleiwen. Do huet den Här Roth d'lescht Woch, mä och haut, ech zitieren, vum „Unfug stock-options“ geschwat a fir do eppes ze ënnerhuelen. Bon, ech fannen dat interessant. Hien huet dat jo viru gesot, dass hien eigentlech eng Circulaire vun fréiere Finanz- a Premierminister elo haut als Unfug, oder dass dat als Unfug ausgeart ass, bezeechent.

Bon, ech stellen einfach fest, Här President, dass déi Erkenntnis relativ spéit kënnt, well jo awer déi Circulaire säit 2002 besteet a si gouf och vum nächsten CSV-Finanzminister, dem Luc Frieden, confirméiert. Ech wier eigentlech frou, wann haut nach de Luc Frieden géif hei an eise Bänke setzen, fir ze héieren, wéi hien déi Situatioun géif aschätzen, oder ob hien och déi Propos géif maachen.

Ech weess just - well een eigentlech net vu Leit awer soll schwätzen, déi net hei setzen a sech net kënne dann eventuell verteidegen -, ech weess just, dass 2012 eng Question parlementaire zu den „stock-options“ gemaach gi war, et war vun engem Oppositionspolitiker vun deene Gréngen, wann ech dat richtig an Erënerung hunn, an deemools huet de Finanzminister Luc Frieden a senger Äntwert eng Rei Explikatiounen ginn. Mä en huet awer keng, wierkelech keng - 2013 war d'Äntwert do, also virun, ech soen emol graff dräi Joer -, do huet e keng Undeutunge gemaach, fir de System wellen ze änneren.

Duerfir fannen ech awer elo, dass een dann op eemol no 14 Joer seet, dat wier elo Unfug, d'accord, mä et ass awer da relativ laang, wou ee gebraucht huet, fir déi Erkenntnis ze kréien.

Ech mengen, wat de Meritt vun dësem Finanzminister awer ass, vum aktuelle Finanzminister, dass deen elo dee ganze Regimm vun den „stock-options“ op de Leescht hält, fir ze iwwerpräiwen, op dee System, dee jo eigentlech ursprénglech geduecht war, fir nei Entrepreneuren op Lëtzebuerg ze zéien, ob deen nach sengem Zil gerecht gëtt. Duerfir huet en och - et ass net nëmmen, dass ech dat hei soen, mä do si konkret Saache geschitt -, de Finanzminister huet un d'Steierverwaltung am Dezember d'lescht Joer eng Circulaire erausginn, fir sech dann d'Situatioun vun den „stock-options“ genau unzekucken. A wann dës Analys ofgeschloss ass, wat am Laf vum nächste Joer wäert dann de Fall sinn, da wäerte mer och kucken, fir déi néideg Konsequenzen ze zéien.

Bon, méi generell wëll ech awer och soen, dass et fir eis kloer ass, dass mer generell d'Steierhannerzéiung, oder losse mer soen, Steieren, déi een op eng méi oder manner kauscher Aart a Weis versicht ze évitieren, dass mer dat net kënne tolerieren. An dat bréinge mer och zum Ausdruck an dëser Steierreform, andeems mer nei Mesuren huelen am Beräich vun der Steierhannerzéiung respektiv an der Fraude fiscale.

Ech mengen, regelméisseg ginn dem Stat Sue verluer, doduerjer dass Leit oder Entrepreneuren net hir geschëlte Steiere bezuelen. Dat ass éischter net legal, mä dat ass och ongerecht an inakzeptabel vis-à-vis vun deenen aneren eierleche Bierger, déi eierlech och hir Steiere bezuelen. Duerfir also dee Regimm bei der Fraude fiscale aggravée a bei der Escroquerie fiscale.

Déi Systemer ginn elo en place gesat. D'Administration krut och zousätzlech Personal, fir dat da kënne ze kontrollieren.

Och hei ass et net kloer, wann een domadder ufänkt, wivill do kann zousätzlech an de Statsbudget erakommen. Et gëtt awer emol estiméiert, soen ech, dass do awer 30, jo alt bis 50 Milliounen kéinten an d'Statskeess kommen. Mir müssen also an den nächste Jore kucken, wat dat da bréngt.

Här President, der DP, der Demokratescher Partei war et och wichtig, fir de Steiersystem de Realitéiten, muss ee soen, vun der heiteger Gesellschaft unzepassen. Eis Gesellschaft huet evoluéiert mat neien Elementer, mat neien Entwécklungen, op déi een och an engem Steierreform reagéieren muss. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg ronn 6.700 Stéit, déi monoparental sinn. Dat sinn 9% vun all eise Stéit, also bal 10% vun all de Stéit. An dat si 5% vun der Gesamtpopulation mëttlerweil.

A mir wëssen och, dass déi meescht Monoparentaux Frae sinn, déi jo och dann an där Situatioun, wa se nach Kanner müssen erduerchhuelen, dem Aarmutsrisiko besonnesch ausgesetzt sinn. An duerfir war et eis och wichtig, fir do eppes ze maachen, well déi eis och um Häerz leien. Och do hu mer ugesat, andeems mer de Crédit d'impôt monoparental verduebelt hu vu 750 Euro op 1.500 Euro d'Joer. An och hei hu mer awer dernieft nach e sozial selektive Kritär abruecht, dass also ab engem Akomes bis 35.000 Euro dee Crédit d'impôt monoparental verduebelt gëtt. Da gëtt e liicht zréckgefouert, mä bei 105.000 Euro brutto d'Joer bleift en op 750 Euro an e gëtt awer net ofgeschaaft. Also och do bleift en awer bei 750 Euro bestoen, einfach ebe gesot, fir op déi speziell Situatioun an eiser Gesellschaft verstärkt anzegoen.

Wann ech soen, de Steiersystem un d'Realiteit vum haut upassen, dann ass et eigentlech och dat Element vun der optionaler Individualiséierung ab 2018, wat do e wichtige neie Punkt

ass. Ech mengen, der DP - mir haten dat och an eisem Wahlprogramm stoen, dass ass kee Geheimnis - war et wichtig, do en éischte Modell kënne anzeféieren. Ech mengen, et ass jo dann de System oder de Prinzip, dass all Partner seng Steiere bezuele kann, ouni awer eppes, op alle Fall bei eisem Modell, ouni awer dass een, wann een dann de System wiesselt, eppes par rapport zu deem, wéi een an der Steuerklasse 2 besteiert ginn ass, verléiert. Et ass einfach eben eng Upassung un d'Realiteit, well haut - dat ass e Fait, ech wëll dat net beuerteelen - ëmmer méi bestuete Koppelen ausermee-ginn, iwwert d'Halschent, laut deene leschte Statistiken. Mir maachen eigentlech och elo eppes fir déi bestuete Koppelen, wat et scho bei deene gepacste Koppelen gëtt. Sou kann also jiddwereen, dee wëllt, och an engem Bestietnis seng eege Rechter, seng eegen Obligatiounen och opbauen. Mir sinn eis och bewosst, dass dat hei eng éischt Etapp ass, en éischt Element ass, wat een an Zukunft muss weider ausbauen.

Eng weider Prioritéit vun der DP sinn d'Mesuren am Logement, déi mer och an dëser Steierreform wäerten ëmsetzen, well mir wësse jo, dass grad fir déi jonk Leit et net ëmmer ganz einfach ass, fir sech en Eegeheim ze leeschten. Jo, de Logement, dee bleift eng vun deene gréissten Erausforderungen an eiser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg, zu Lëtzebuerg insgesamt. An ech mengen, mir wësse jo och, de Logementsminister, de Marc Hansen, dee schafft all Dag ganz äifreg a fläisseg dodrun, fir d'Offer méi grouss ze maachen. An et kéint een elo eng Rei Beispiller huelen, eng ginn do net drop an. Mä op alle Fall, ech mengen, dës Reform, déi huet verschidde Mesuren, fir eben am Beräich vum Logement kënne do weider Méiglechkeeten ze ginn.

**(M. Henri Kox prend la présidence.)**

Do ginn et eigentlech zwee Aspekter bei de Mesur vum Logement. Op där enger Säit ass et esou, déi Säit vun der Offer géif ech soen, fir dass mer d'Leit incitéieren, méi Bauterrainen oder Immobilien op de Marché ze ginn. Duerfir déi temporär Mesure vun engem Véierel Quart taux, wann een eng zweet Immobilie oder wann een en Terrain weiderverkeeft. Dat ass och eng Mesure, déi op annerhaleft Joer begrenzt ass. Si leeft also Enn 2017 aus. Firwat? Fir dass also elo eng gewëssen Dynamik do drakëent. Well an der Vergaangenheet war schon esou eng äänlech Mesure, a mir hunn, wann een de Bilan mécht, gesinn, dass een dat als e ganz positiven Effekt kann hunn, wann een dat begrenzt mécht.

An dann déi aner Mesuren, deen anere Volet vun de Proposen an der Steierreform, wat de Logement betrëfft, dass ass dann éischter awer, fir déi Leit geziilt ze ënnerstëtzen, déi sech wëllen en Eegeheim leeschten. Déi zwou Mesur kuerz nach eng Kéier widderholl: De Plaffong fir d'Bauspuere gëtt fir Leit ënner 40 Joer vu 672 Euro op 1.344 Euro verduebelt an d'Zëse vun engem Immobilieprêt, déi ee ka steierlech ofsetzen, ginn dann och no uewen aneschtens méi favorabel gestaffelt.

Et gëtt och eppes gemaach fir de soziale Wunnengsmaat: Wann een zum Beispill eppes verlount an et verlount een dat iwwer eng konventionéiert Organisatioun, déi am soziale Beräich tätég ass - ech denken zum Beispill un d'Agence immobilière sociale, mä och bei de Gemenge ginn et heiansdo Formullen -, da kritt een déi Revenuen nëmmen zu 50% besteiert.

Ech mengen, wa mer bei der Locatioun sinn, wëll ech och nach eng Kéier kuerz rappéléieren d'Subvention loyer, wou mer och de Leit do kënne ënnert d'Aerm gräifen. Ech mengen dann och nach eng Kéier, well ech hunn am Ufank vill dovun geschwat an och d'Rapportrice huet dat ënnerstrach, dass et wierkelech déi éischt Steierreform ass, wou wierkelech ganz vill Akzenter op sozial Selektivitéit a sozial Gerechtegkeet geluecht ginn. Ech kann dat net oft genuch widderhuelen. An och hei zum Beispill am Logement gesäit een, dass dat och erëm, dass déi sozial Aspekter hei ganz staark am Vordergrund stinn.

Ech wëll dann och op eng Mesure kuerz ze schwätze kommen, well dat awer an deene leschte Wochen och déi eng oder aner Diskusioun verursaacht huet. Dass haaptsächlech vun de Gewerkschaften monéiert ginn, eigentlech dee Punkt, dass elo hei an dëser Steierreform eng Gläichstellung, net eng Diskriminatioun, mä eng Gläichstellung kënnt vun der Besteuerung téschent de Frontalieren an de Résidenten hei zu Lëtzebuerg.

Ech wëll dat eng Kéier kloer ënnersträchen, dass dat guer näischt mat Diskriminatioun ze dinn huet, wat mer hei an dëser Steierreform do maachen! Et ass einfach, dass mer - et ass jo Steierrecht - d'Leit, d'Frontalieren genau op d'selwecht Recht a Pflicht setzen, wéi d'Lëtzebuerg Residenten. Viru war een zum Beispill als Frontalier an der Steuerklasse 2, et huet



een awer net missen uginn, ob nach ee géif och schaffen, wat de Salaire wier. Déi sinn dann einfach do zu engem gewëssene Montant besteiert ginn, wat awer net de Fall war fir d'Lëtzebuurger Résidenten. A mir setzen eigentlech also déi zwou Saache komplett op deeslewechten Niveau. Et ass also net e Privileeg, deen een elo engem ewechhëlt. Et ass eigentlech nëmme Steiergerechtheet, déi mer och hei schafen, well souwuel d'Frontaliere wéi d'Lëtzebuurger Résidenten op genau där-selwechter Basis besteiert ginn.

Ech mengen, eng aner Fro, déi ass och virdrun ugeschnidde gi vu mengem Virspriecher, d'Steierklass 1A respektiv, ech géif awer soen, déi sensibel Problematik vun de Wittleit. Dat ass jo oft awer verbonnen och nach da mat Schicksalsschléi. Dat ass eng kritesch Matière. Mä och duerfir hu mer awer gekuckt, wa mer och net mat allem vläicht konnten do de Leit entgéintkommen, déi och hei an d'Chamber komm sinn, mä mir hunn awer gekuckt, fir de Wittleit entgéintzekommen. Ech mengen, éischters gi se jo nach während zwee, dräi Joer an der Steuerklass 2 besteiert. An dann hu mer awer och gekuckt, fir... Natierlech, dat muss een och soen, déi Leit profitéieren insgesamt awer vun all de Benefisser vun där neier Steiertabell. Si profitéieren och vum CIS. An do hu mer awer och dann e System geholl, deen da virun allem déi Leit ënnerstëtzt, déi méi am Besoin sinn, datt do de Crédit d'impôt pour pensionnés no soziale Kritären och verduebelt ginn ass. Ech mengen, do profitéieren déi och der-vunner.

D'Weeserent gëtt an Zukunft och steierfräi. An och, dat wëll ech awer och hei erwäanen, en Abatement op d'Frais de domesticité, déi déi Leit eventuell méi an Usproch huelen, sief dat, datt se gehollef kréie bei der Gaardenaarbecht a bei soss Aarbechten, do gëtt och verduebelt op 5.600 Euro, also en Abatement vu 5.600 Euro.

Här President, e weidere Volet vun där Steierreform ass déi nohalteg Mobilitéit. Dës Regierung mécht insgesamt ganz vill héich Investitiounen am Ausbau vum ëffentlechen Transport. D'Regierung investéiert och ganz massiv an d'Infrastrukture vun der Elektromobilitéit. Iwwer 800 Borne solle bis 2020 kommen. An dat muss een och an deem ganze Kontext awer gesinn, datt een dann also en plus, wann en esou Mesuren hëlt, muss kucken um steierlechen Niveau och dann d'Leit ze incitéieren, fir op d'Elektromobilitéit ëmzesteigen. Duerfir sinn déi verschidde Mesuren, wann ee sech an Elektroauto uschaaft, awer och e Vélo, e Pédélec, och hei virgesinn.

A mir hunn och eng aner Mesure geholl, déi awer och ganz am Sënn vun der Nohaltegkeet ass. Dat betrëfft, datt déi steierlech, ech géif emol soe Virdeeler, déi an der Vergaangenheet bei den Autoen, déi iwwer Leasing fueren - an dat sinn der ganz vill hei zu Lëtzebuerg; ech mengen, et sinn iwwer 22%, soe mer hei meng Zuele vum Fierpark, déi esou awer gefuer ginn -, datt een also do awer gekuckt huet, déi Autoen, déi méi verschmotzen, datt déi och steierlech an Zukunft méi belaaucht ginn. Ech mengen, d'Zil muss et sinn, datt een och insgesamt wa méiglech iwwerhaapt vum Bensinn erofkënn, mä virun allem och, datt ee vum Diesel ewechkënn, datt een op méi schadstoffarm Bensinner respektiv Elektro- oder Hybridgefierer kënnt.

Här President, ech kommen dann zu der Betriebsbesteuerung. Wat Betriebsbesteuerung betrëfft, muss een eigentlech de But hunn, datt een natierlech op där enger Säit de Betriber versicht entgéintzekommen, datt se kompetitiv bleiwen. Op där anerer Säit wësse mer awer och, datt d'Betriber och en Deel an eis Statskeess bréngen, Recetten, op déi mer net kënnen verzichten. Et geet also dréms, fir do en Equilibre ze fannen. Mir brauchen d'Betriber. Dat ass d'Réckgrat vun eiser Economie. Mir mussen do also awer och kucken, datt mer fir déi e Mëtzelwee fannen. Mir wëssen och, datt dat internationalt Emfelt amgaangen ass sech ze veränneren. An duerfir hu mer also och missen am Hannerkapp déi Fro behalen. Ech mengen, et ass nach net kloer, wat alles wäert elo an den nächste Méint a Joren an internationale Plang do passéieren. Eventuell muss mer och dann nach eng Kéier Adaptatiounen maachen.

Ech mengen, Lëtzebuerg muss attraktiv bleiwen, ouni awer, datt een dann op där anerer Säit an den Dumping verfällt. An ech mengen, duerfir huet de Finanzminister eng ganz räsonabel Approche gewielt, Dir kennt se allegueren, an zwou Etappen: fir d'Éischt d'nächst Joer op 19% an d'iwwernächst Joer dann op 18%. Wéi gesot, ech hat mech schon domadder befaasst.

D'CSV hat eng Propos, fir direkt op 15% erfogegen. Bon, wéi gesot, ech ginn net nach eng Kéier an déi Diskussioun an. Mir mengen, datt dat awer e bësse kéng ass a virun allem och,

datt mer do de Moment awer net genau wëssen, wat dat awer vu Perté sinn, datt een do deen Equilibre, fir sech awer kënnen eng Steierreform esou emol ze leeschten, datt et da schwierig ass, fir deen ofzeschätzen. An op där anerer Säit, wéi gesot, muss mer och einfach kucken, datt een dann och déi internationale Evoloutioun am A behält.

**(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Ech wëll och soen, datt mer awer trotzdem eng Rei ganz kloer nei Verbesserung gemaach hu fir d'Betriber. Ech denken do zum Beispill un déi kleng an d'Start-up-Betriber. Déi profitéieren op alle Fall och vun där Reform. Well do gëtt zum Beispill den IRC bei deene Betriber, déi en Imposabel vu maximal 25.000 Euro d'Joer hunn, dee gëtt do op 15% erfogesat. Et ginn nach aner Entreprises (veuillez lire: Mesuren), ebe fir den Entrepreneursgeesch, Start-uppen hei zu Lëtzebuerg - Bonification d'investissement an esou weider, ech ginn net elo an den Detail drop an -, fir déi méi attraktiv ze maachen.

Eng aner Mesure, op déi ech wëll hiweisen, dat ass déi Problematik, datt Betriber, Familljebetriber riskéieren, ëmmer méi rar ze ginn hei zu Lëtzebuerg. An och do huet d'Steierreform gekuckt, fir eppes ze ënnerhuelen, fir eben déi, ech soen emol Transmissioun oder d'Weiderreeche vun esou private Familljebetriber, datt een do... Well déi Familljebetriber, wann een awer kuckt och zum Beispill a sech d'Nimm duerch de Kapp goe léisst hei zu Lëtzebuerg, ob ee mam Autobus fiert oder wat och ëmmer, bei de Bäcker geet, do sinn awer nach, dat sinn awer Pilieren, muss ech awer soen, vun der Lëtzebuurger Economie, datt een also do Konditiounen schafft, fir datt déi kënnen weiderbestoen. An duerfir hu mer dann och hei geschriwwen, datt keng Plus-value ugerechent gëtt, wann eng Entreprise op déi nächst Generation iwwergräift. Dann eventuell och muss ee kucken, wann dat vläicht net direkt e Member aus der Famill ass.

An dann, Här President, wëll ech als leschte Punkt nach eng Kéier op déi Fro ze schwätze kommen, déi an de leschten Deeg nach ganz intensiv diskutéiert ginn ass; och de Riedner vun der CSV ass jo virdrun nach eng Kéier ganz vehement dorobber agaangen a verschidde Punkten. Déi eng Fro ass déi: Kënnen mer eis dës Steierreform iwwerhaapt leeschten? Wat ass den Impakt op de Budget?

Ben, wéi gesot, ech hat scho gesot, datt ech nach wie vor, ech ginn elo net méi weider drop an, net esou richtig weess, wat d'Propositionen vun der Oppositionspartei ausmaachen. Ech mengen, mir hu versicht, hei en Equilibre ze fannen, Mesuren, déi mer eis kënnen leeschten, wou de Budget herno nach opgeet. An et muss ee jo awer och wëssen, datt mer duerch déi Steierreform och wäerten eng Rei Retouren hunn an d'Economie, datt, wann d'Leit méi Suen an der Täschen hunn, wéi een op Lëtzebuergesch seet, se sécherlech och do prett sinn, dann erëm méi auszeginn.

Mä ech wëll hei ganz kloer soen: Mir hunn deen néidege Spillraum, fir dës Steierreform, wéi mir se proposéieren, kënnen ëmzesetzen. Mir leien de Moment bei enger Verschuldung 2016 vun 20,5%. Virun dräi Joer waren et der nach 23,5%. An och an absoluten Zuelen ass d'Statschuld zrëckgaangen. D'Scholdespiral ass also domadder gebrach. Mir hunn eng Wirtschaft, déi gutt dréit, datt een also do muss drop setzen. An ech wëll och betounen, datt déi Budgeten, déi mer geschriwwen hunn, datt dat net Fantasiebudgete waren, datt mer déi ëmmer exakt exekutéiert hunn, datt mer ëmmer Punktlandunge gemaach hunn, wéi een dat esou schéi seet, datt mer also d'Defiziter am Grëff hunn. D'Konjunktur dréit a mir hu genuch Spillraum. A mir fannen och, datt mer dann dat, wat do erwirtschaft gëtt, datt mer och d'Leit dobausse sollen drun deelhuele loosse, un där gudder Situatioun hei zu Lëtzebuerg, well si och jo en Deel dovunner mat erwirtschaft hunn.

Datt mer eis dës Steierreform leeschte kënnen, gesi mir awer net nëmme eleng esou, Här President. Et ass och zum Beispill den FMI, den Internationale Währungsfond, deen dat esou gesäit. Et ass och d'Europäesch Kommissioun, d'Kommissioun vum Jean-Claude Juncker, déi dat esou gesäit, déi gréng Luucht ginn huet derfir. A mat där Steierreform respektéiere mer all d'Kritäre vu Bréssel, wat d'Stabilitéit vun de Statsfinanzen ugeet. Domadder gehéiere mer zu deene fënnf eenzege Länner an Europa, deenen dat geléngt. Ech wëll och nach eng Kéier rappeléieren, datt mer vun de Rating-agenturen och den Triple-A weiderhi behalen. An ech mengen, mir si mat Däitschland déi Eenzeg, déi dat maachen.

An ech wëll och wierklech bieden, opzehale mat där Saga, mir géifen de Leit elo anscheinend eppes erëmgin, wat mer hinne virdrun

ewechgeholl hätten! Dat ass net de Fall! Ech kéint dat un e puer Beispiller gutt illustréieren. Ech hat dat och hei bei mengen Notten nach gekuckt. Zum Beispill, wa gesot gëtt, do hu mer jo eng ganz Rei Mesuren ëmgesat iwwert den Zukunftspak. Do muss ee wëssen, wann een do den Detail kuckt, an deen ass geliiwert ginn, datt do eng ganz Rei Sue gespuert gi sinn eben duerch Mesuren zum Beispill beim Stat selwer. Dat geet vu Fonctionnementskäschten, fir Imprimanten, Reeskäschten an esou weider, well de Stat seng eege Gebaier benotzt an net loune geet, datt do eigentlech immens vill Suen awer dann en plus sinn an der Statskeess an datt mer dat also net bei d'Leit siche gaange sinn.

Och hate mer eng temporär Steuer agefouert, wou mer konkret d'nächst Joer wäerten - 2017, jo! -, konkret wäerten déi gratis Kannerbetreuung aféieren. An duerfir war déi jo och nëmme temporär. A wann een do kuckt, dann hätt een also iwwert déi Steuer 65 Euro an deene leschte Jore bezuelt bei enger Persoun, déi 3.000 Euro - fir ee Beispill ze nennen - verdéngt. Déi kritt awer elo iwwert d'Steierreform beim Barème, déiselwecht Persoun, ech hat et virdu scho gesot, 991 Euro iwwert d'Steierreform. Dat ass also eng grouss Differenz, déi d'Leit also hei méi kréien. Et ass net, datt een op där enger Säit eraus géif huelen an op där anerer Säit dann dat géif einfach esou emol zrëckginn. Ech wëll einfach nach eng Kéier kuerz ënnersträchen: Bei där Steierreform wäerte mer d'Leit wierklech méi ënnerstëtzen, hinnen däitlech méi Kafkraaft ginn, eppes Neies hei ginn.

An dann zum Schluss wëll ech och nach eng Kéier op den Avis vun der Zentralbank kommen, vun der Banque centrale kommen, deen d'lescht Woch, och nach haut de Moien also fir Opreegung gesuergt huet.

Ben, ech muss awer soen, Här President, ech fannen et scho speziell, wann dann den Avis presentéiert gëtt, datt do dropgespronge gëtt - et sinn 254 Säiten -, ouni sech wierklech domadder ausenannerzusetzen, wat dann déi Diskrepanz do ass an den Zuelen. Ech ginn elo net op all d'Detailer an, mä fir et einfach ze soen, datt all Mënsch dobaussen et och versteet, well d'Leit hu mech dobaussen och heiansdo gefrot: „Jo, wéi hunn déi dann dat gerechent?“ Mä ouni elo an den Detail ze goen: Firwat déi verschidde Zuelen?

Mir wëlle ganz einfach... Ganz banal: well et ënnerschiddlech Methodologien sinn! D'Methodologie vum Finanzministère ass déi vun der Base caisse, well mer jo och aschreien, wat dat am Budget kascht. Dat ass jo och, well mer esou déi Zuelen op Bréssel muss schécken, fir datt se guttgeheesch ginn. An déi Method vun der Zentralbank ass eng aner. Dat ass déi Berechnung nom Prinzip Droits constatés. An dat ass also eng aner Method. An ech mengen, et weist jo och, wann ee kuckt, et ass dat éischt Joer, wou dann déi Zuelen, jee no Method, eben aneschtens ausgesinn. Mä wann een op de moyen Terme kuckt, kommen déi zwou Zuelen eigentlech erëm méi oder weiniger zuesammen.

Dat ass also, fir do also deen Avis ze huelen, fir Polemik dorauer ze maachen, fannen ech, dat ass awer trotzdem, muss ech soen, en onwürdegt Spektakel, Här President, virun allem vis-à-vis - well virdu si jo och hei Beamten zitéiert ginn, well et ass jo net de Minister, deen déi Zuelen ausrechent -, virun allem vis-à-vis vun enger Steierverwaltung a vun hire Beamten, loyale Beamten, déi scho laang do schaffen, déi ëmmer esou gerechent hunn. A mir vertrauen op alle Fall dem Know-how an den Estimatiounen vun deene Beamten aus der Steierverwaltung.

**► Plusieurs voix.** - Très bien!

**► M. Eugène Berger (DP).** - An 2017, wa mer d'nächst Joer wäerten de Budget hei ofschléissen, da wäerte mer jo och gesinn, wat fir eng Zuelen déi richtig waren. Also Rendez-vous Énn 2017, fir ze kucken, wie recht hat!

Här President, ech hunn nach zwou Minutten, duerfir erlaabt mer, fir datt ech dann...

**► M. Claude Wiseler (CSV).** - „Ech fannen dat onwürdegt“: Wann een dat zu eis seet, da wëll ech awer eppes dozou soen!

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, da sot dat duerno.

**► M. Claude Wiseler (CSV).** - Da soen ech et duerno. Et ass mer egal.

**► M. Eugène Berger (DP).** - Jo. Den Här Wiseler ka sech jo d'Wuert froen, da kann en dat herno soen.

**(Brouhaha)**

Also ech kann nëmme soen, déi hei Zuelen, dat sinn Zuelen, déi vun de Verwaltungen ausgeschafft gi sinn, an datt mir op alle Fall deene vertrauen.

Här President, ech kommen dann zum Schluss.

**► M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat heescht, datt d'Zentralbank...

**► M. Eugène Berger (DP).** - Här President, den Här Gibéryen ka sech och herno d'Wuert froen. Ech hunn elo grad erkläert, datt et zwou verschidde Methodologien sinn. Et kann een net Appel mat Bire vergläichen!

**► M. Claude Wiseler (CSV).** - Da muss Der awer vläicht de ganzen Avis liesen. Do explizéiere se et.

**► M. Eugène Berger (DP).** - Jo, ebe genau, et muss een de ganzen Avis liesen. Do steet...

**(Brouhaha)**

Et muss een de ganzen Avis liesen. Do steet zum Beispill...

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Berger, loosst lech elo net bëieren. Jiddweree kritt herno d'Wuert.

**► M. Eugène Berger (DP).** - Här President, ech kéint labber och déi Diskussioun nach méi wäit féieren, wann een dann all d'Elementer géif vun deem Avis kucken. Do steet éischters dran, dat hunn ech och elo grad gesot gehat, datt mëttelfristeg déi Zuelen erëm zesumme kommen an, wat jo och interessant ass, datt zum Beispill d'Banque centrale den Effekt vun der Steierreform op den Defizit vum Zentralstat manner grouss aschätzt wéi zum Beispill d'Verwaltung.

Oder, wann ee kuckt a Prozent vum PIB, wat do - wéi soll ech soen? - d'Inzidenz vun där Steierreform ausmécht am Verglach zum Beispill mat anere Steierreforme vun de Jore virdrun. Zum Beispill 2002 - ech huelen déi, well mir jo do mat an der Verantwortung waren - hate mer eng Steierreform, déi hat eng Inzidenz vun 2,1% op de PIB. Dës Steierreform, déi mer haut maachen, déi wesentlech méi sozial gerecht ass, wou mer wesentlech méi Kafkraaft ënnert d'Leit bréngen, déi huet 0,7% op de PIB.

**► M. Claude Wiseler (CSV).** - Sot Dir. Dat sot Dir. Mä d'Banque centrale seet 1,5%.

**► M. Eugène Berger (DP).** - Här President, da kucke mer d'Zuelen nach eng Kéier no an da wäerte mer dann herno gesinn, wie recht behält! Här President, ech kommen... Den Här Wiseler kann herno nach eng Kéier da säi Standpunkt hei erkläre kommen. Rendez-vous 2017, wa mer d'Konte kucken an effektiv kucken, wat den Impakt vun där Steierreform am Joer 2017 op de Budget war.

Här President, d'Regierung mécht eng Steierreform, déi méi Gerechtheet schafft an déi do fir de finanzielle Spurt, dee mir eis ginn hunn, och notzt. Dës Steierreform ass eng responsabel Reform mat Aemooss, déi finanziell op zolitte Féiss steet, well d'Regierung sech duerfir d'Méiglechkeet erschafen huet.

Dës Steierreform ass eng Verbesserung fir d'Privatstéit hei am Land, well mir hinnen däitlech méi Kafkraaft zrëckginn. Si ass eng Verbesserung fir Jonker, déi ënnerstëtzt ginn, wa se sech en eegent Heem wëlle leeschten oder fir den Alter virsuergen. Et ass eng Verbesserung fir d'Eleng-erzéier, déi ënnert d'Aerm gegräff kréien, fir besser déi zwee Enner zesummenzekréien. Dës Steierreform ass eng Reform, déi der Wirtschaft zeguttkënn an de Betriber Moyene fräi mécht, fir ze investéieren. Dës Steierreform ass eng sozial gerecht Steierreform, déi jiddwerengem eppes bréngt.

Vill hunn an der Vergaangenheet vun esou enger Reform geschwat a gedreemt. Mir schwätzen an dreemen net nëmme dovunner, mir liwweren a setze se ëm!

Här President, d'Regierung an de Finanzminister am Besonneschen hunn hei eng exzellent Meeschterprüfung ofgeluecht, datt menger Fraktioun nëmme ka voll a ganz zustëmmen.

Merci.

**► Plusieurs voix.** - Très bien!

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet elo den Här Wiseler d'Wuert.

**► M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President, ech wëll just eng ganz kuerz Remarque maachen. Ech kann net akzeptéieren, wann hei e Riedner seet, et wär onwürdegt, wann eng Oppositionspartei d'Zuele vun der Banque centrale benotzt, fir eng Rei Froen ze stellen. Ech fannen et eng absolut Normalitéit, datt mir als Oppositionspartei dat Zuelematerial, wat mer vun deenen Institutionen kréien, déi beoptragt sinn, Analyse vum Zuelematerial ze maachen, datt mer dat kucken, datt mer dat analyséieren an datt mer déi Fro stellen, déi doraus ze stelle sinn.



Mir hu festgestallt, datt téschent deenen engen an deenen anere grouss Differenze sinn. Ech weess net, wie recht huet. Mä ech fannen et awer meng Aufgab, wann déi Differenzen do sinn, déi Froen ze stellen!

Da kréie mer eng Äntwert, déi seet: Mä et ass just eng Differenz vun de Methoden. An ech soen lech, wann ech den Avis vun der Banque centrale liesen, déi schwätzt säitelaang iwwert déi Differenz vun de Methoden, seet awer gradesou kloer, datt déi grouss Differenz, déi hei an den Zuelen erauskënnt, sécherlech net just eng Differenz ass vun de Methoden. Mä si seet, datt se hei en Écart important hätten a si sech interrogéiert „sur le caractère réaliste des estimations du Gouvernement“. Den Text vun der Sait 165 vun der Banque centrale.

Datt mir eis dann doriwwer Froe stellen, ouni emol deelweis eng Konklusioun doraus ze zéien, fannen ech awer normal. A fir dat hei als onwürdeg ze bezeichnen, datt mer eis Aarbecht maachen, esou wéi mer se mussen maachen, fannen ech inakzeptabel!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass onwürdeg!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann huet elo d'Wuert den Här Bodry a soss keen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, mir gesinn 2017, wat fir eng Zuelen déi richtig waren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dann zielt emol Ären Tableau richtig zesammen, da wéist Der, wéi eng Zuelen...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dann, hei e bësse méi Rou an déi Debatt eranzubringen an och e puer Elementer vun Objektivitéit...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Bonne Chance!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...an déi ganz Diskussioun eranzubringen, andeem mer och net nëmmen an d'Zukunft kucken, mä och e klengen Exkurs an d'Vergangenheit maachen,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...fir sech da kënnen esou e Bild ze maachen, wéi sech effektiv dës 2017er Steierreform aschreift an eng ganz Rei vu Steierreformen, déi iwwert déi lescht Jor-zéngte gemaach gi sinn. Ech wëll mech hei beschränken op déi zwou, déi zënter 2000 gemaach gi sinn, an de Joren 2001, 2002, respektiv 2008 an 2009.

Fréier Steierreformen, déi hu villes gemeinsam eigentlech, Merkmalen och vun dëser Steierreform. Se hu souwuel d'Haushalter betraff wéi d'Betriber. Si hunn haaptsächlech aus Steiererliichterungen bestanen an de Steiersystem ass eigentlech net op d'Kopp gestallt ginn. En ass korrigéiert ginn op deem engen an op deem anere Punkt, bal war et konjunkturell, bal war et strukturell. An dat ass eigentlech jo och bei dëser Steierreform net anescht!

Déi Steierreform hei ass eng weider Etapp an der Evolutioun vun eisem Steiersystem. An, wat wichtig ass, an dat soll een och am Avis vun der Banque centrale noliesen: No hire Berechnungen verstärkt dës Steierreform d'Progressivitéit vun eisem Akommessteiersystem wéi och den Emverdeelungscharakter vun deemselwechte Steiersystem. Dat sinn also zwee Ziler, déi duerch déi heite Reform errecht ginn.

Ech si mer net esou sécher, ech kommen herno nach drop zrëck, ob dat och gegollt huet fir déi aner Steierreformen aus der Vergangenheit.

Selbstverständlech kann een iwwert déi eng oder aner Akzent vun där Reform hei diskutieren, iwwer hiert Ausmooss an och den Zäitpunkt, wou déi Reform geschitt. A wéi all Steierreform och virdrun, ass déi Reform hei d'Resultat vun engem Kompromëss téschent verschiddene Parteien, verschiddene Usichten, verschiddene gesellschaftliche Kräften, déi hei an iergendenger Form matgewierkt hu bei der Ausaarbechtung vun där heiter Steierreform.

Wat een net ka soen, ass, dass déi Steierreform net gutt preparéiert gewiescht wär. Si hat als Basis och en Avis vum Conseil économique et social. Et war ee jo bal net méi gewinnt, dass mer nach op Avis vum Conseil économique et social kéinten zrëckgräifen. A munchen vun deem, wat zrëckbehale ginn ass, fënnt duerch aus och säin Nidderschlag an deem Avis vum Conseil économique et social.

An ech mengen, dass et also och wichtig war fir dës Koalitioun, well hei hu sech och d'Geeschter gescheet op eenzelne Punkten. Ech fannen et och ganz normal, dass téschent politesche Parteien sech d'Geeschter scheeden, wann et em eng Steierreform geet, well eng sozialistesche Partei, eng liberal Partei, eng gréng Partei sécherlech aner Zilsetzungen an enger Steierpolitik hunn, eng wéi déi aner. Dat ass sécherlech och de Fall fir eis.

Fir eis geet et net nëmmen drëm, dofir ze sueren, dass de Stat genuch Suen huet, fir all senge Missiounen eigentlech kënnen gerecht ze ginn iwwert d'Steieren. Mä et geet och sécherlech em eng Emverdeelung, déi gemaach gëtt. An et geet och em eng Steierung an eenzelne Politikberäicher, déi ee kann iwwert de Steiersystem maachen.

Och an deem Sënn, mengen ech, dass dat géllt, wat e Beobachter vun der politescher Zee, dee jo net kann an de Verdacht geroden, dass e besonnesch positiv dëser Koalitioun géintwärtsteet, de Chefredakter vum „Lëtzebuerger Wort“ a fréiere Chefberoder vum Jean-Claude Juncker als Statsminister, geschriwwen huet. Als spontan Reaktioun, wéi dës Regierung hir Propositionen vun der Steierreform dohinergeluecht huet, huet e gesot: Et ass eng gutt virbereet a großzügig Reform.

An déi éischt Aschätzung, déi gemaach ginn ass, mengen ech, déi stëmmt sécherlech och haut nach. An et wär gutt gewiescht, wann och d'CSV als gréissten Oppositionspartei dat vläicht méi unerkannt hätt an eigentlech net duerch d'Erofrattere vun de gemeinsamen Punkten, déi eigentlech awer 90% vun där Reform ausmaachen, an duerch e Konzentrieren op déi 10%, wou mer eis vläicht net honnertprozenteg eens sinn, den Androck gëtt, wéi wann déi Reform hei eigentlech net vill géif daachen. De Contraire ass de Fall: Déi Reform hei, déi daacht eppes!

Déi Reform hei, déi kënnt och fir keen iwwerraschend. Déi kënnt fir keen iwwerraschend, well d'Parteien, déi dës Koalitioun ausmaachen, hire Wahlprogramm, an deem mer déi Steierreform virgesinn haten, de Koalitionsaccord dës Steierreform och vu vireran eigentlech virgesinn hat an och souguer de Wahlprogramm vun der CSV eigentlech déi Steierreform och virgesinn hat.

Sou wéi se och d'TVA-Erhéijung virgesinn hat, huet se och d'Steierreform virgesinn. A genau also dat, wat se elo kritiséiert, dass mat där enger Hand géif eppes ewechgeholl ginn a mat där anerer géife mer eppes ginn, genau dat war eigentlech dat, wat konform war zum CSV-Wahlprogramm vun 2013: fir d'Éischt eng Erhéijung vun der TVA an da méi spéit, jee no de Possibilitäten, eng méi grondleeënd Reform, haaptsächlech vun der Akommessteuer a vun der Betriebsbesteuerung.

Genau dat mécht dës Regierung! Mä well et vun der Regierung kënnt, ass et schlecht. A wann d'CSV et gemaach hätt an hirem Wahlprogramm, da wär et richtig gewiescht. Hei gëtt mat zweeërlee Mooss jugéiert an ech fannen dat net gutt. Duerfir mäi Wonsch, zur néideger Objektivitéit an der Debatt hei erëmzefannen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wat geännert huet, dat ass wouer, ass, dass d'Regierung, opgrond vun deenen Donnéeën, déi se 2013 zur Verfügung hat, déi nei Regierung an de Verhandlungen festgeluecht hat an hirem Programm, dass déi heite Steierreform sollt käschtenneutral sinn. Si hunn dat gemaach opgrond vun deem, wat deemools d'Prognose waren, wéi sech déi wirtschaftlech Situatioun an déi budgetär Situatioun an deenen nächste Jore géifen entwéckelen.

Ech hu mer d'Méi gemaach, et nach eng Kéier nozesichen. Wat waren dann deemools d'Previsiounen, 2013, wéi d'Regierung déi doten Décision geholl huet? Deemools war gemengt ginn - ech bezéie mech hei op de Pacte de stabilité et de croissance, dee Programm, deen nach énnert där viregter Regierung zu Bréissel eragerecht ginn ass am Abrëll 2013 -, do war gerechert ginn: 2014 e Wuesstum hei zu Lëtzebuerg vun 2,2%, 2015 vun 1,7% an 2016 vun 3,4%.

Déi lescht Zuelen, déi mer elo hu vum Statec, déi soen: 2014 +4,7% Wuesstum, 2015 +3,5% Wuesstum an 2016 +3,7%, fir d'nächst Joer +4,2%. Et kann ee bal soen, dass praktesch eng Verduebelung vum reale Wuesstum tatsächlech agetraff ass par rapport zu deem, wat ee konnt mengen Enn 2013 opgrond vun deenen Previsiounen.

An dat géllt natierlech och fir den Emploi. Den Emploi, wou gemengt ginn ass, dee géif vläicht em 1,2% pro Joer an d'Luucht goen. Haut wësse mer, dass en em 2,5% bis 3% an d'Luucht gaangen ass an deene leschten dräi Joer. De Chômage ass och méi däitlech erof-

gaangen, wéi gemengt gi war: vu 6,9% op 6,2% viraussichtlech am Joer 2017.

An och d'Scholdesituatioun huet sech anescht entwéckelt, wéi nach gemengt gi war am Joer 2013. Am Joer 2013 war virgesinn - et ginn déi Pabeieren nach ëmmer, interessant nozeliesen -, dass an dem Zäitraum 2014 bis 2016 sollten dräi Milliarden Emprunten zousätzlech opgeholl ginn. Dës Regierung huet an deem Zäitraum keen neien Emprunt opgeholl, si huet souguer e klengen Emprunt vu 400 Milliounen zrëckbezuelt!

D'Statsschold, war gemengt ginn, géif 2016 bei 27,9% vum PIB leien. Haut läit se bei manner wéi 21% vum PIB. Et ass also eng grondleeënd aner - glécklecherweis! -, méi positiv Entwécklung, wéi gemengt gi war 2013.

An duerfir, mengen ech, dass et erklärlech ass, firwat dës Koalitioun vun dem Prinzip vun der Käschtenneutralitéit ewechgeréckelt ass an eng Steierreform mécht, déi net nëmmen aus Steiererliichterungen besteet, awer déi gréisstendeels aus Steiererliichterungen besteet.

D'Konklusioun ass also, dass an eisen Ae Plaz besteet haut, fir déi dote Steierreform hei ze maachen, dat eben, well mer haut 2016 wëssen, datt déi wirtschaftlech a budgetär Situatioun besser ass, wéi dat virausgesi gi war. Dat ass zrëckzeféieren op déi besser international Konjunktur, ass awer och zrëckzeféieren op déi Politik, déi vun dëser Koalitioun an dëser Regierung an deem dote Beräich gemaach ginn ass an deene leschten dräi Joer.

Déi zweet Fro, déi sech stellt, déi gestallt ginn ass: Ass dës Steierreform ze großzügig? Geet se ze wäit? Dat ass eigentlech jo d'Haaptkritik, déi bis elo ëmmer vun der CSV geäussert ginn ass, déi ech awer elo am Här Roth sengem Discours net méi esou richtig erëmfonnt hunn.

Den Här Wiseler huet nach am Ufank vun dëser Woch op RTL deklaréiert, déi ganz Steierreform, déi wär nëmmen op Pump opgebaut, déi ganz Steierreform wär, wéi déi gesamt Budgetpolitik, irresponsabel. Bon, komescherweis hunn ech elo an de Wieder vum Här Roth déi dote fundamental an éischt Kritik vun der CSV net méi erëmheieren.

Wahrscheinlech hänkt dat domadder zesammen, dass se selwer elo Amendementer proposéieren zu där heiter Reform, an da passt et natierlech net, dass ee fundamental eigentlech d'Nécessitéit vun der Reform a Fro stellt, wann ee gläichzäitig wëllt nach zousätzlech Ausgaben hei tätegen oder manner Einnahmen a Kaf huelen an eenzelne Beräicher.

Mir sinn der Meinung, dass dës Reform net ze großzügig ass, dass deen Ordre de grandeur vu ronn enger hallwer Milliard - no Berechnung vun der Regierung, wat den Impakt wär, an do sinn natierlech eng ganz Rëtsch vun Inconnuen nach dran -, dass mer déi stark Impulser brauche fir eis Kafkraaft, dass jiddweree wäert herno um Enn vum Mount méi rescht hu vu senger Pai oder vu senger Rent.

Dat géllt besonnesch fir Klengverdenger a fir de Mëttelestand. An et kann een dovunner ausgoen, dass dat fir ganz vill Leit, déi sech an de mëttleren Akommesberäicher hei zu Lëtzebuerg bewegen, alt bis zu 200 Euro de Mount wäert ausmaachen, wat deen Einzelnen hei, oder déi eenzel Koppel hei eigentlech manner Steiere bezilt, zemoos wa se och nach kann op eenzel Elementer vun der Steierreform, déi méi gönschteg ginn, zrëckgräifen.

Dat ass also dat zousätzlech Geld, wat wichtig ass, mengen ech, soufern dat zu Lëtzebuerg méiglech ass, dat dem Handel an der Wirtschaft och hei am Land wäert zeguttkommen, wat sech also och wäert erëmispigelen an engem bessere wirtschaftleche Wuesstum, verbonne mat der Indexbranche, wou ech elo mengen, hei kënnen ze soen - ech hu laang dozou näischt gesot -, dass se effektiv an den éischte Méint vun 2017 wäert ausbezuelt ginn.

Mat der Erhéijung vum Mindestloun, déi hei vun der Chamber decidéiert ginn ass; dem Rentenajustement, dee kënnt, dem Ofschloss an der Fonction publique an anere Gehälteroffkommessen, déi an der Diskussioun sinn, kann een dovunner ausgoen, dass 2017 wäert en exzeptionell Joer ginn, wou déi real Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg wäert steigen an engem Mooss, wéi dat hei zu Lëtzebuerg vun 2008 bis haut net de Fall war, wou mer éischer eng Stagnatioun haten an der Moyenne vun der realer Kafkraaft.

Dat wäert sech fundamental änneren, ënner anerem och duerch dës Reform am Joer 2017. An et ass, mengen ech, ganz wichtig, dass mer dee positiven Akzent, wat jo och en Zeeche vu Vertrauen an d'Zukunft vun dësem Land ass, dass mer dee setzen a verstärken duerch déi Steierreform, déi hei proposéiert gëtt.

Fir eis war natierlech och de Fait, wéi gerecht déi Steierreform hei ass, e wichtige Punkt. A mir hu probéiert och an deenen Diskussiounen,

déi mer an der Koalitioun haten, déi dote Ge-sichtspunkten an de Vierdergrond ze stellen.

(**M. Henri Kox prend la présidence.**)

D'Notznéisser vun der Reform sinn, an dat war d'Zilgrupp, déi Kleng- an déi Mëtteleverdenger. Mä selbstverständlech, wéi bei all Reform, déi um Barème vun de Steieren opbaut, profitéieren och déi Leit, déi méi verdéngen, automatesch am Prinzip vun all deene Modifikatiounen am Barème, déi s de fir déi ënnescht an déi mëttel Kategorie méchs, well och een Deel vun hirem Revenu selbstverständlech an déi doten Tranché fällt.

Dat heescht, alles wat geschitt, an duerfir fannen ech déi CSV-Iddi, fir eppes un der ënneschter Tranche ze maachen, net glécklech, well dat zwar och deenen Enneschte profitéiert, mä virun allem awer jiddwereen dovun profitéiert. Et ass natierlech e bëssen de Géisskaneprinzip. Wann s de ënnen eppes un der Tranche méchs, well all Revenu déi doten Tranche huet, wäert jiddwereen dovunner profitéieren, och déi Leit, déi 20.000, 30.000 Euro de Mount verdéngen, wäerten och vun deene puer Euro profitéieren, déi Der wëllt enger Kategorie ginn.

Wann Der eppes hätt wëlle maachen, hätt Der onbedéngt misse mam Crédit d'impôt schaffen. Et ass genau dat Instrument. Well mir hunn déi dote Fro jo och diskutéiert ënner eis. Et ass jo villes diskutéiert ginn. Vill Iddie sinn diskutéiert ginn. A mir hunn eis schlussendlech decidéiert, wéinst dem Käschtpunkt vun esou Moosnamen, déi s de an den ënneschten Tranché vum Barème méchs, fir deenen ze hëllef, wou s de awer u sech och deene Leit manner Steieren nozebezuete gëss, deenen s de eigentlech net wëlls manner Steieren ze bezuele ginn, hu mer eis decidéiert, fir hei op dat Instrument vun der Negativsteuer, vum Crédit d'impôt zrëckzegräifen.

Do mengen ech, mir sollen dobaussen awer och soen, wat dat ass. Dat ass ville Leit net bewosst vläicht. De Crédit d'impôt, dat ka sech a Geld erëmispigelen. Dat heescht, wann s du selwer keng Steieren ze bezuelen hues oder ganz weineg Steieren eigentlech ze bezuelen hues, duerch de Crédit d'impôt kanns de Suen ausbezuelt kréien. Et ass praktesch wéi eng Subventioun fir Leit mat ënneschte Gehälter. An dat ass, mengen ech, wierklech dat geziilt Instrument, technescht Instrument, wat richtig hei agesat gëtt vun där heiter Reform.

D'Regierung geet hin a si verduebelt am Prinzip deen dote Crédit d'impôt a si setzt e selektiv an. An dat ass e Feeler vun enger viregter Reform gewiescht, déi mer matgemaach hunn, fir dee Crédit d'impôt duerch sämtlech Revenuen duerchezéien! Hei gëtt ebe gekuckt: Mir konzentrieren dat, mir loosse en uwuessen, da geet en erëm erof, bis bei méi héije Gehälter, do spillt de Crédit d'impôt selbstverständlech net méi. Dat ass en Element vu konkreter Selektivitéit, déi bei viregte Reformen net agefouert ginn ass. Dës Regierung mécht et!

An ech verstinn d'CSV net! Wann ënner engem CSV-Minister e Crédit d'impôt agefouert gëtt, dann ass et den Nec plus ultra vun der Sozialpolitik. Wann dës Koalitioun dohinergeet, si verduebelt de Crédit d'impôt a si mécht e selektiv, dann ass et eng falsch Politik! Ech kann déi dote Logik vun der CSV beim beschte Wëllen net verstoen!

► **Une voix.** - Déi ass net ze verstoen.

(**Brouhaha**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Bodry, Dir verstitt d'Logik net, mä well dat net dat ass, wat mer gesot hunn. Mir hunn ausdrécklech gesot, datt mer mat där Modifikatioun vum Crédit d'impôt d'accord wäeren.

(**Interruption par M. Gilles Roth**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Selbstverständlech, mä Dir maacht awer elo eng Proposition, déi eigentlech erëm aus där doten Iddi erasbrécht an déi eppes versicht, um allgemengen Tariff ze maachen, wou da jiddwereen no der Strenze-politik, déi Der soss dénoncéiert hei, erëm eng Kéier dovunner profitéiert. Dat ass menger Ansicht no en Denkefeeler an deem Ganzen, well do wäerten u sech vill Leit dovunner profitéieren, wann dat dote géif duerchgoen, déi eigentlech net brauchen dovunner ze profitéieren.

Dës Kéier gëtt de Spätzesteiersaz vu 40% op 42% eropgesat. E spillt allerdéngs a méi héijen Tranchen - wéi och schonn dee vu 40% jo net an der Logik ass vun eisem ganze Barème, deen och eréischt ab 100.000 spillt -, hei ab 150.000 oder ab 200.000. An eisem Wahlprogramm, kann ech soen, stoung dran en Taux vu 45% bei 200.000. Elo si mer emol bei 42% bei 200.000 ukomm. Dat war déi berüümtberüchtigt „Räichesteier“, déi ëmmer hei décriéiert ginn ass vun alle Säiten, wéi wann dat dat Schlëmmst wär, wat ee sech kéint ausdenken.



Ech gesinn, dass op eemol d'CSV an der Opposition Iddie kritt, déi se ni hat, wéi se an der Regierung war! Ech fannen, d'CSV ass esou gudd ginn an der Opposition, dass ech mech froen, ob se net soll nach e bësse méi laang drableiwen.

**(Hilarité)**

Ech mengen,...

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Här Bodry, d'Fro ass, ob Dir da mat eiser Iddi d'accord sidd oder net.

**(Hilarité et brouhaha)**

D'Fro ass, ob Dir mat eiser Iddi d'accord sidd oder net, Här Bodry. Do sot Der awer näischt!

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- ...d'Regierung bereet ewell hir Reforme formidabel vir, si kommunizéiert se, déi si voll do, an d'CSV an der Opposition, wéi gesot, si erneiert hir Iddien, mécht zum Deel de Contraire vun deem, wat se nach virun drai Joer préconiséiert huet. An ech fannen, dass dat eng ganz flott Aart a Weis ass, fir d'Aarbecht opzedeelen.

► **M. Henri Kox, Président de séance**.- Här Bodry, erlaabt Der eng Fro vum Här Roth, wann ech gelift?

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Wann et eng Fro ass, d'accord.

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- Ech wëll och lech..., Här Bodry, Dir hutt mech schwätze gelooss, duerfir wëlle mer lech net ënnerbriechen. Mä wier dann d'LSAP...

**(Hilarité et brouhaha)**

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Ech hunn dat eigentlech gär, wann Der mech ënnerbriecht.

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- Sot, Här Bodry, wier dann Är Partei, d'LSAP, d'accord mat eisem Virschlag, fir d'Spätzesteiersatz vun 41% an 42% éischer gräifen ze loosse?

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Ah, ech fannen déi Iddi ganz sympathesch. Mä ech soen awer och: Hei ass e Gesamtpak an där Steuerreform a mir plécken hei net Iddien eraus, fir déi ze änneren. Hei ass en Accord global op der ganzer Steuerreform, an dat géllt fir mech hei. Also ech loosse mech hei net driewen.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Mir si frou, datt Dir eis sympathesch fannt, Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Ech mengen och, Dir léif Dammen an Häre vun der CSV, wéi mer zesummen an der Koalition waren, war dat och net anescht, wann d'Opposition probéiert huet, hei ze stëppelen!

► **Une voix**.- Jo.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Wat ech just soen - dat géllt fir sämtlech Virschléi, déi hei vun der CSV kommen -, déi Virschléi sinn..., kee vun deene Virschléi fënnt den Nidderschlag am Wahlprogramm vun der CSV a kee vun deene Virschléi war virdu mat der CSV an der Regierung ëmzesetzen!

► **Une voix**.- Très bien!

**(Brouhaha)**

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Ech kommen nach drop zréck, op de Spätzesteiersatz: Do si mer..., no laangen Diskussione si mer..., war et méiglech, vun 39 op 40 eropzueen. Mir haten 42% deemools als LSAP gefrot. Mat der CSV war net méi dran! A wéi mer probéiert hunn, fir 2013 nach en Hoff ze maachen - dunn hu mer schonn op 2014 gekuckt, mir wouste jo net, dass et géif esou fréi zu Enn goen -, do war „nada“, näischt méi mat der CSV ze diskutéieren!

**(Brouhaha)**

Den Här Frieden huet net mat sech diskutéieren gelooss, wat de Spätzesteiersatz ueget.

An den Här Mosar, kann ech mech erënneren, huet nach virun net alle laanger Zäit op d'Fro, wéi da seng Meenung war zum Spätzesteiersatz fir Privatleit, gemengt, dee sollt eigentlech do bleiwen, wéi en ass. Ech gesinn, dass d'CSV also, wéi gesot, sech merklech, merklech verbessert huet an der Opposition, wann ech dat därer vu sozialistescher Säit esou soen.

**(Brouhaha, protestations et interruption par Mme Octavie Modert)**

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- An Dir sot haut Neen zu eise Propositionen, Här Bodry.

**(Interruptions)**

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Här Wiseler, do ginn lech vläicht Perspektiven op, ech weess et net.

**(Hilarité et interruption)**

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Da loosse mer dat emol aktéieren.

► **M. Henri Kox, Président de séance**.- Wann ech gelift, et ass just den Här Bodry, dee schwätzt. An den Här Bodry riicht sech un

d'Chamber, wann ech gelift! An dann därer den Här Bodry weiderfuere.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Zweete Punkt, op deen ech wollt agoen - dat gehéiert och e bëssen zu der Fro, wéi équilibréiert eigentlech déi Steuerreform ass -, dat ass: Wie profitéiert eigentlech vun där Steuerreform? Wann een do d'Zuele kuckt, da kéint een zum Schluss, dass iwwer 80% vun deene Steuerlicherungen eigentlech zugonschte vun den Haushalter sinn, vun de Privatpersounen sinn a manner wéi 20% zum Benefiss vun de Betriber sinn.

Dat war net ëmmer esou an der Vergaangeneheet. Dat war net ëmmer esou. Wann ech kucken, déi Reform 2001/2002, déi den Här Roth nach als „grouss Reform“ bezechent, dat war nach eng grouss Reform gewiescht; well do en CSV-Finanzminister war, da waren et grousser. Wann anerer et maachen, da sinn et klenger, well déi Leit ebe méi kleng si wéi d'Leit vun der CSV! Do ass da gesot ginn, dat wär formidabel gewiescht.

Mä liest emol déi Zuelen no! Liest déi Zuelen no, wien do eigentlech am meeschten dovunner profitéiert. Do war en décke Pak fir d'Betriber derbäi, en décke Pak fir d'Betriber derbäi! Deemools ass ënner anerem och den IRC erfogesch ginn. Vun 31 op 21?

► **M. Gilles Roth (CSV)**.- 29 dat Ganzt...

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- 29...? Dat heescht, et ass ëm 8% - dat hunn ech nach verhalen! -, ëm 8% ass den Taux erfogesch ginn. Et ass also en enorme Schratt gemaach ginn, en enorme Schratt! An et gesäit een och, wann een d'Zuele kuckt, wat eigentlech déi Steuer do an deenen nächste Joren am Budget nach erbruecht huet: Do ass e Knacks komm, do ass e Knacks komm! Do ass net méi Steuer eran-, do ass manner Steuer erakomm. Dat waren also echt Steuerlicherungen, déi sengerzäit fir d'Betriber gemaach gi sinn, déi am Fong am meeschte profitéiert hu vun där doter Reform deemools, an d'Privatpersounen hunn, relativ gesinn, manner profitéiert.

An da komme mer an déi Situatioun eran, dass - an dës Reform, déi verstärkt déi Tendenz net! -, dass u sech iwwert déi lescht 20 Joer zu Lëtzebuerg wéi an allen aneren Industriestaten oder entwéckelte Staten et zu enger Verlagerung komm ass lues a lues vun der Besteuerung vum Revenu vun de Betriber hin op d'Besteuerung vum Revenu vu Privatpersounen.

Deem ass awer mat deene Reforme virdrun net entgéintgesteiert ginn. Déi Entwécklung huet sech zu Lëtzebuerg weider matgemaach, ass nach verstärkt ginn duerch d'Kris, wou och d'Betriber manner Benefisser haten, also do och erfogaange sinn, während natierlech d'Revenue vun de Leit duerch déi Ofsecherung, déi mir hunn, glécklecherweis nach weider awer an d'Luucht gaange sinn an d'Masse salariale haaptsächlech zu Lëtzebuerg och weider gewuess ass, dynamesch an deene leschte Joren.

Doduerch, dass mer hei also d'Gewiicht, d'Haaptgewiicht ganz däitlech op d'Privatpersounen, op d'Haushalter leeën, déi wäerte vun de Steuerlicherungen profitéieren, schreiw mer eis net an déi doten Tendenz an a mir versichen, där Tendenz e bëssen entgéintzewierken, andeem mer wuel eppes fir d'Betriber maachen... Do géllt och fir eis den Engagement, dee geholl ginn ass vun der gesamter Regierung, fir ze soen: Et soll keng allgemeng Erhéijung vun de Betribsbesteuerung ginn, et soll souguer punktuell Erliichterung ginn. Mä par contre si mer der Meenung, dass dat net ausschléisst, dass et och punktuell Erhéijunge gétt. An et si jo och Elementer: Bei de SOPAR-Flen zum Beispill ass déi minimal Besteuerung iwwert den Impôt sur la fortune, do gétt jo de Betrag ëm 50% eropgesat. An natierlech bréngt dat och dem Stat méi Einnahmen an an et sinn d'Betriber, d'Wirtschaft, déi dat do da mussen opbréngen.

Ech mengen, dass d'Regierung hei dat mécht, wat wichteg ass. Si léisst sech net driewen. Si léisst sech net driewen vun deem Dumping, wat d'Betribsbesteuerung ueget, wat amgaangen ass, a ganz Europa lasszueen. Mir wëssen, dass mer eis elo musse bewegen a vläicht och an enger zweeter Etapp weider musse bewegen, deemno wéi déi Entwécklung ass, wann s de d'Kompetitivitéit vun der Gesamtwirtschaft, vun den eenzelnen Aktivitéiten hei am Land wëlls halen.

Mir sinn eis awer och bewusst, dass een do awer net därer virun de Won lafen an eventuell a Kaf huelen, dass op eemol Honnerte Milliounen Euro manner erakommen iwwert d'Betriber a mer dann entweder mussen zousätzlech léine goen oder déi Sue bei Privatleit erëm eng Kéier an enger zweeter Phas siche goen. Déi Politik wëllt d'LSAP a wëllt dës Koalition net matmaachen! Dofir menge mer, dass et verstänneg ass, elo mat dem affichéierte Prozentsatz vun der Besteuerung vum Akommes vun de Betriber an zwou Etappe vun 21% op

18% erfogesch respektiv bei deene Betriber, déi manner Benefiss ausweisen, bis 25.000 Euro d'Joer, dee Schratt op 15% direkt ze maachen.

Mir mengen, dass dat verstänneg ass, wohl wissend - dat ass keng Erfindung vun der CSV, well dat kéint duerch europäesch an internationaler Texter -, dass natierlech déi besteierbar Basis vun de Betriber wäert eropgoen. Dat braucht Der net ze froen, dat kéint! Dat kéint, dat ergëtt sech aus dem BEPS. Dat ass awer och schonn hei berücksichtig. Wann dat net wär, hätte mer wahrscheinlech dee Schratt hei net gemaach!

Wa BEPS net géif um Dësch leien, hätte mer wahrscheinlech eis net eensgesat an der Regierung: Elo setze mer d'Betribsbesteuerung erop (veuillez lire: erfogesch). Dat ware mer nëmmen d'accord, op jidde Fall vun eiser Säit, fir dat doten ze maachen, well mer wëssen: BEPS kéint, do ginn eng Rei vu Steiernische méi kleng. Also mécht et Sënn, och u sech den affichéierte Prozentsatz do erfogeschetzen, fir dass mer net zu enger allgemenger Méibesteuerung vun de Betriber kommen, wou mer jo dozou stinn, dass mer dat eigentlech de Moment net wëllen hunn. Dat waren d'Iwwerleungen zu deem dote Punkt.

Bei den Haushalter, mengen ech, ass et richtig, dass dës Koalition - an dat entsprécht och deem, wat bei eis am Wahlprogramm steet - e besonnescht Aemierk wërft op d'Situatioun vun den Elengerzéier. Mir wëssen allegueren, dass dat déi Grupp ass, déi méi wéi all anert Segment vun eiser Gesellschaft engem akuten Aarmutsrisiko - zu 40% - ausgesat gétt. Duerfir ass et wichteg gewiescht, dass mer do Efforte maachen, zousätzlech Efforte maachen, déi iwwert dat erausginn, wat elo dee méi gënschtege Barème wäert souwiesou als Répercussiouen hu fir déi dote Kategorie vu Steuerzueler, dass mer bei den Elengerzéier och zousätzlech en Effort maachen, wou mer dee spezielle Crédit d'impôt, dee méi héich ass wéi deen normale Crédit d'impôt, nach eng Kéier och hei géife verduebelen a wou mer och nach iwwer punktuell Ännerungen, wat d'Berechnung vun deem Revenu ueget, nach zousätzlech Entlaaschtung schafen.

Dat do bréngt, mengen ech, ville Leit konkret eppes, déi an där doter schwieriger Situatioun sinn. Dat do ass e konkret Zeechen, wat d'Bekämpfung vum Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg ueget, dat duerch dës Steuerreform gesat gétt. Et kéint jo d'Reform vun RMG deemnächst nach mat derbäi. Do kann een also nach zousätzlech Moosname virgesinn, soudass do, mengen ech, e ganz gudd soziale Pak geschännert gétt, fir de Risiko, dass d'Leit an d'Aarmut ofrutschen hei zu Lëtzebuerg, méi kleng ze maachen.

Da sinn eng Partie Iddien dran, wat d'Féderung vum Logement ueget, vun der Mobilitéit, alles dat rént déi Reform hei of. An ech mengen, dass, wann een alles dat kuckt, wann ee kuckt, wéi équilibréiert déi heite Reform ass, wat fir mech keng Selbstverständlechkeet war am Ufank, wéi mer d'Diskussione ugefaangen hunn, da mengen ech, dass dat heiten eng Reform ass, déi duerch e Plus duerstellt par rapport zu Reformen, déi mer an deene leschte 15 Joer mat ausgeschafft respektiv matgestëmmt hunn.

Wéi gétt déi Steuerreform finanzéiert? Och dat war - wéi gesot, haut manner ze héieren -, mä bis elo ëmmer, zumindest vum Här Wiseler, en Haaptkritikpunkt, wou gesot ginn ass: „Ma Dir finanzéiert dat doten iwwer Schold.“ Bon, wann dat esou ass, dann därer een natierlech hei eigentlech guer näischt méi stëmmen.

Mir sinn net der Meenung, dass déi Steuerreform hei duerch Scholde géigefinanzéiert gétt. Mir sinn der Meenung, dass virun allem dee groussen Investitiounsprogramm, dee sech dës Regierung ginn huet, deelweis, wat och richtig ass, iwwer friem Mëttele matfinanzéiert gétt. Ech betounen nach eng Kéier do: 2013 hate mer en absoluten Déifpunkt hei zu Lëtzebuerg erreicht am Verglach vun deene leschte Joren, wat déi öffentlech Investissemter ueget. Mir louchen nach bei ronn 1,5 Milliarden direkten an indirekten Investissemter vum Stat. Elo leie mer bei 2,5 Milliarden. An dat soll jo op deem Niveau fir déi nächst Jore bleiwen.

Mir hunn also praktesch eng Milliard Plus! A wa mer dee Plus net bei den Investissemter hätten, dann hätte mer haut keen Defizit am Statsbudget, dann hätte mer e Boni am Statsbudget! Sou einfach wier et gewiescht, sech schéin no baussen ze markéieren an ze soen: „Majo, mir hunn et fäerdegbruecht, alles ze sanéieren.“ Neen, mir hunn d'Investissemter eropgedriwwen, wat déi eenzeg richtig Politik ass, iwwerengs eng Politik, déi ewell..., mä dat schéngt nach net bei jiddwengem hei zu Lëtzebuerg ukomm ze sinn. Déi Diskussiouen wäerte mer wahrscheinlech d'nächst Woch nach eng Kéier beim Budget féieren.

Déi Politik vun deene Leit, déi nach ëmmer wéi den Här Schäuble an all seng Unhänger hei an dësem Parlament - vum Här Schäuble, där schéngen der vill hei ze sinn, wann ech eenzel Discoursen mer hei op der Zong zergoe loosse - soen: „Spueren, spueren, spueren! Austeritéit, Austeritéit!“, dat ass eriwuer!

D'Europäesch Kommissioun ass - fir d'Éischt, oui et kloer ze soen, duerno, andeems se et kloer sot - eigentlech vun deem Kurs do ofgesprongen. D'Berechnungsmodusse vum Solde structurel hu vill méi Flexibilitéit kritt duerch eng Initiativ, déi d'Kommissioun Juncker och direkt am Ufank geholl huet. Et war en Engagement iwwerengs, deen en agange war, fir och déi Presidentschaft do kënnen unzuetrieden. An dat gétt och esou duerchgezunn.

Dir hutt matkritt, dass d'Kommissiounsmembere, den Här Juncker, den Här Moscovici an anerer, Länner wéi Däitschland, wéi Holland, wéi Lëtzebuerg opgefuerdert hunn, hir Margen ze notzen, hir Margen ze notzen, fir d'effentlech Investissemter eropzesetzen, an net ze fäerten, bei dese Konditiounen, wou haut kënn Verschuldunge gemaach gi beim Stat, och wierklech eng Verschuldung ze maachen. An dat mécht dës Regierung an hirem Budgetsprojert, mä dat mécht se och zum Deel iwwert déi heite Steuerreform, déi och do, dat wëll ech soen, net anescht ausgesäit wéi Steuerreform virdrun.

Ech hu mer och do d'Méi gemaach, e bësse wullen ze goen an ech hunn da gekuckt: Majo, loosse mer emol kucken, déi lescht Steuerreform, déi war jo 2008-2009, wéi war dann d'Finanzsituatioun duerno? Et ass decidéiert ginn - 2009 war e Wahljoer, ech mengen, et war esou eppes -, et ass decidéiert ginn: Elo passe mer de Barème, Akommesteier, Privatpersounen, fir d'Éischt emol ëm 6% un; a wéi d'DP sengerzäit an der Opposition Kaméidi gemaach huet, do war den Här Juncker deen Éischten, dee gesot huet: „Hei, elo passe mer och nach schnell ëm 9% am Wahljoer nach mat un.“ D'Rechnung ass fir hien a seng Partei opgaangen.

Also, wann een de Virwurf vun Électoratismus an d'Welt setzt, wat d'CSV an anerer jo gäre maachen, soll een emol alles gudd kucken, wat esou an der Vergaangeneheet geschitt ass a wien alles déi Reforme matgestëmmt huet. Och eis Frënn vun der ADR waren ëmmer mat derbäi, wann et drëm gaange war auszedeelen, an hu sech wéineg Suerge sengerzäit gemaach, ob dann do mist Schold opgeholl ginn oder net.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Et ass keng Schold opgeholl gi fir déi lescht Steuerreform!

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Ma, emol kucken.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Duerno, duerno.

**(Hilarité générale)**

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Ma mir huelen och elo keng Scholden op! Ma Här Gibéryen, Här Gibéryen! Mir huele jo och elo keng Schold op!

**(Interruptions et brouhaha)**

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Neen, neen, neen! Här President, därer ech vläicht eng Fro stellen?

► **M. Henri Kox, Président de séance**.- Här Bodry?

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Därer ech dem Här Bodry eng Fro stellen?

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Ma selbstverständlech!

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ma ech wollt den Här Bodry froen, ob e weess, déi grouss Steuerreform vun 2002,...

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Ech hunn elo grad vun 2008-2009 geschwat!

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Jo, ech schwätzen vun där vun...

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Ech hunn nach ze schwätzen, da waart nach e bëssen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ech hunn awer elo déi vun 2002...

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Jo, ech schwätzen awer elo hei...

**(Brouhaha et interruptions)**

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Wéi ech gesot hunn, datt Scholden do...

**(Brouhaha)**

Wéi ech gesot hunn, datt Scholden opgeholl si ginn, do hunn ech déi vun 2002 gemengt. An et waren eis gréng Kolleegen deemools, déi mat Recht bei där Debatt gesot hunn, si géif ze



wäit goen, well mer géifen d'Capacitéit vun de Statsfinanzen do iwwerstrapazéieren. A si haten deemools Recht, well vun 2003 un ass de Statsbudget an den Defizit komm. Et ass déi Reform, déi ech elo gemengt hunn, wéi ech gesot hunn, duerno si mer an den Defizit komm mam Statsbudget a mir hu misse Schold ophuelen.

#### (Interruption par Mme Viviane Loschetter)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Also, ech war amgaangen - mä Dir sollt da vläicht besser nolauscheren -, ech war amgaangen, eréischt vun 2008-2009 ze schwätzen. Do wëll ech awer dann och déi Zuelen hei net verheemlechen, well et effektiv esou ass, dass an de Joren 2009 an 2010, dat heescht, wéi déi Reform voll gespillt huet, wou notament Betriebsbesteuerungsgeschichten derbäi ware plus déi Totalupassung ëm 15% insgesamt vun der Steiertabelle, do hu missen an de Joren 2009 an 2010 insgesamt 2,5 Milliarden Euro geléint gi vun deemem Stat. 2,5 Milliarden hu missen an de Jore geléint ginn.

A wann ech elo d'Argumentatioun vun der CSV vun haut géif iwwerhuelen - wat ech awer net maachen -, wëll ech hinnen da soen, dass zumindest dann awer och wuel gradesou fragwürdig ass, wat sengerzäit geschitt ass, wéi dat, wat Der haut deser Koalitioun virwerft. Mä dat kennt erëm eng Kéier total an dat Schema eran: Wann d'CSV un der Regierung ass, dann ass eng Politik gutt, egal wéi se ausgesäit. A wann aner eng äänlech Politik maachen, dann ass se a priori emol schlecht.

Et ass dat, woumat ech e Problem hunn, et ze akzeptéieren. Ech kucken dat - ech sot, mir hunn als LSAP déi Reform do matgestëmmt, mä ech sinn awer och à même, se mat engem kriteschen A ze kucken -, ech kucken op jiddde Fall des Reform net méi kritesch wéi déi aner Reformen, well gewësse Virwërf, déi vun Ärer Säit geäussert gi géint des Reform, déi hätt ee kënne mat darselwechter Violenz virbréngen bei anere Reformen.

Och do wëll ech nach eng Kéier soen, ech kommen nach eng Kéier op d'Joren 2003 an 2004 zrëck, well et esou schéin ass: Déi Reform do, dat wësst Der jo, wat deemools gemaach ginn ass! Do ass jo de Spätzesteiersaz hei vu 46% op 39% erfogusat ginn an dat hat zur Folleg - net wéi bei deser Reform -, dass déi grouss Notznëisser, déi grouss Notznëisser déi ware mat den décke Revenuen.

Den Här Berger huet et gesot. Déi wierklech déck Revenuen, déi wannen och hei duerch d'Spill vum Barème an duerch d'Ofschaffung vun deenen 0,5% Impôt d'équilibre budgétaire, déi bei hinne wierklech 0,5% ausgemaach hunn, während bei deene kleng Revenuen net.

#### (Interruption)

Dat huet 0 bis 0,2, 0,3% nëmmen ausgemaach. Déi sinn...

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Här Bodry, erlaabt Der...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ja?

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Par-don, maacht Äert Rasonnement fäerdeg!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech wär frou, wann ech elo kéint hei meng Développementer zu Enn féieren, och wa Leit dat net vläicht gefält.

#### (Hilarité)

Dann huet ee gesinn, wat dat ausgemaach huet. Den Här Berger sot, dat mécht an deser Reform nach 1, 2, 3% aus vun héije Revenuen. Ech hunn hei Zuele matbruecht an, Här President, ech kann déi gären hei der Chamber loossen, offiziell Dokumenter, wat da sengerzäit déi Reform, déi anscheinend esou sozial gerecht war... D'CSV gétt jo net midd, déi als déi Reform dohinnerzestellen, well et eben den Här Juncker war, dee sengerzäit d'Responsabilitéit fir déi Reform hat. Dat war e grouse Statsmann a Finanzgenie! Abee, do hunn déi Leit mat décke Revenuen, losse mer emol, hei si mer nach a Frangen, losse mer kucken, bei 5 Milliounen geet dat, sengerzäit 5 Milliounen, déi hu praktesch e Fënneftel vun hirer Steier agespuert, e Fënneftel, 20%! Haut si mer bei 1, 2%.

Nëmme fir ze soen, wann ee vergläicht, muss een, wann ech gelift, déiselwech Miesstääb unwennen an net hei jee no Konjunktur op eemol de Contraire vun deem soen, wat ee fréier ëmmer behaupt huet. Ech hunn den Androck, dass d'CSV hei vill amgaangen ass, dat ze verbrennen, wat se ueghimmelt huet, an ufänkt, dat unzehimmelen, wat se fréier als Regierungspartei verbrannt huet.

Ech fuere weider a mengem Développement. Ech wollt e puer inhaltlech Remarquen och nach weider maachen zu där Reiter Reform, zur Substanz och vun där Reform.

Den Här Roth huet et, ouni ze wëssen, richtig geschriwwen. Dat war awer a sengem Vakanzartikel am August 2015, wou en an engem Moment, wou seng Partei scho gemengt huet, hei géif alles, budgetär Déséquilibere géifen hei iwwerhandhuelen, gesot huet: „Opschwung duerch Entlaaschtung.“ En huet also e Plädoyer gemaach fir dat, wat elo des Koalitioun probéiert ze maachen, d'Wirtschaft ze stützen, d'Kafkraaft ze stützen duerch eng Steierentlaaschtung, déi se mécht. An ech fannen et flott, dass mer do déi lwwereneestëmung hunn iwwert déi Grondausrichtung vun deem Ganzen.

Et sinn e puer kleng Elementer an der Reform, déi awer fir eis wesentlech sinn an déi weisen eigentlech, wéi seriö dat hei geholl ginn ass, Punkten, wou ee ka soen: Wéisou ass dat net éischter gemaach ginn? Well dat si Phenomeener, déi eigentlech net elo an deene leschten dräi Joer entstane sinn. Dat si gesellschaftlech Phenomeener, déi mer scho méi laang kennen.

Wéisou hunn déi Leit, déi zum Beispill déi direkt Responsabilitéit an deene Ressourcen hatten, net éischter Virschléi gemaach, an déi dote Richtung ze goen? Dat géllt zum Beispill fir d'Besteuerung vun de Weeserenten, wou mer gemeinsam decidéiert hunn, fir déi net méi an Zukunft ze besteieren. Dat war iwwerengs eng Iddi - kënt Der lech erënneren? -, déi während dem Hearing hei komm ass bei der Petitioun ronderëm d'Fro vu Wittfrauen-, Wittmännerbesteuerung hei zrëckbehale ginn ass. D'Regierung huet déi iwwerholl a mat integréiert an des Steierreform.

Och hei e wichteg Element sinn all Mesuren, déi den Accès au logement solle verbessern. Och virégt Steierreformen haten esou Elementer dran, mat engem Succès, deen éischter mitigéiert war, well manifestement jo jiddwereen ewell unerkennt - déi eng si vun Zuelen iwwerannt ginn, déi aner staune weider -, dass mer de Logementsproblem hei zu Lëtzebuerg bis elo net à même wären ze léisen.

Virun allem sinn awer och, mengen ech, eng ganz Rei vu Vereinfachungen an deem heiten Text mat dran, wat dee ganze Volet vun den Assurancen ueget. Vereinfachungen fannen ech iwwerfällg. Wéisou huet keen dat bis elo gemaach? Mir soe mea culpa. Firwat ass keen op déi Iddi komm, fir endlech mat deem Quatsch vun der Valeur locative vun der Wunneng opzehéieren an esou och dee Punkt vun de Vereinfachungen ze maachen?

Fir eis ass och wichteg dee Volet Bekämpfung vu Steierhannerzëung respektiv vu Steierbruch, deen an déi Steierreform hei mat integréiert ginn ass. Ee vu menge Virgänger, de Jeannot Krecké, huet jo emol dozou viru laanger, laanger Zäit eng ganz Rëtsch vun Iddien ervirbruecht. Sâi Rapport ass jo erëm zu neien Eiere komm ronderëm e manner gloriéisen Dossier fir Lëtzebuerg. Mä et bleift nach villes richtig, wat sengerzäit do draustoung. An hei gétt och esou erëm eng Kéier e klengen Deel vun deem zousätzlech ëmgesat mat den neien Definitioune vun eenzelnen Infraktiounen, wat d'Steierrecht ueget. Virun allem awer och, besonnesch bei deene méi klengen Infraktiounen, wat d'Steieren ueget, dass een do alle Steierverwaltungen d'Méiglechkeete gétt, fir iwwer administrativ Strofe virzegoen an net mussen dee beschweierlechen a bal ongangbare Wee ze goe vun den normale penalen Instruktiounen a Prozesser. Dat sinn alles Reformen, déi iwwerfällg sinn. Des Regierung mécht se, a mir si frou, dass dat esou ass.

Wichtig si fir eis och Punkten, déi mer, mengen ech, an eise Zukunftspak dran hatten. Och d'Kontabilitätsufoerderungen, déi un eenzel Beruffer gericht ginn, déi mussen mat enger Comptabilité commerciale a Zukunft fuere an net méi mat enger klassischer Keessekontabilität, wat jo e bëssen aus engem aneren Zäitalter ass.

Fir eis schéngt och wichteg, dass mer an Europa géife virukommen. Ech gesinn de Justizminister hei sätzen. Ech weess, dass hie sech och derfir engagéiert, dass mer deen europäesche Parquet kréien, deen och soll aktiv kënne ginn, wa géint d'EU, wann d'EU eigentlech bedupst gétt duerch Traficotage, wat d'Steieren ueget, dass mer do endlech dee Blocage ewechkréien. An do sollen duerch déi Länner, wa se kënnen déi Zuele maachen, probéieren, do sech an déi éischt Rei ze stellen an dat dann och ëmzesetzen. Och dat ass fir eis schrecklech wichteg.

Mir sinn der Meinung, dass déi Transparenz, déi ewell an déi ganz Geschäft erakomm ass, deen Austausch vu Steierinformatiounen, dass dat eng gutt Saach ass a keng schlecht Saach ass. An d'Regierung mengt, dass dëst konsequent Virgoen - och den Ausbau vun dem Personal vun deene Verwaltungen, déi op deenen Dossier do schaffen, och dat ass Be-

standdeel vun deem Accord -, dass dat kann dozou féieren, dass zeg Milliounen Euro hei kënne vu Steiere méi erakommen, wéi dat haut de Fall ass.

Eng Neierung betrëfft dann och d'Grenzpendler. Do wëll ech just e kuerzt Wuert dozou soen. Dat si ganz vill Leit. Et sinn eng 160.000, wou mer leie momentan, 160.000 Leit, dréi drënnerfale. An dat huet natierlech och en Impakt, däers si mer eis bewosst. Do ass aus Vereinfachungsgrënn vu viregte Verwaltungen respektiv vu viregte Regierungen e System virgesi ginn, dee sécherlech administrativ méi einfach ze handhaben ass, mä deen awer fundamental net dem Gläichheitsprinzip virum Gesetz entsprécht, well u sech, deemno wéi d'Situatiounen sinn, e Grenzgänger anescht behandelt gétt an - dat ka sinn - méi favorabel behandelt gétt wéi e Résident.

Des Regierung huet sech virgeholl, do dee Gläichheitsprinzip vum Steierzueler, egal wou e wunnt, virun der Steier erëm hierzestellen an huet sech op e Wee beginn, fir do eng Neierung ze maachen, déi eréischt voll géif spillen den 1. Januar 2018, wou dat nächst Joer soll profitéiert ginn, fir all Donnéeën dann ze sammelen, fir dass dee System da kann an engem Joer méi spéit voll spillen. Ech mengen also, dass hei keng Diskriminatioun geschitt mat de Grenzgänger, mä dass hei u sech versicht gétt, eis Gesetzgebung eenheetlech ze applizéieren, ob ee Résident ass oder ob een Non-résident ass.

Et kann awer sinn, dass sech an eenzelne Fäll doduerjer ganz quokeleg Situatiounen erginn, déi eigentlech mam Gerechtegkeetsprinzip net méi esou lücht ze vereinbare sinn, well et ëmmer ganz individuell Situatiounen ginn. Et gétt jo och zousätzlech, niest dem Gesetz, Konventionen, déi anescht mat der Belsch, Däitschland a Frankräich sinn! Et ginn aner Praktike vun de Steierverwaltungen och ronderëm an deenen dote Froen. An ech mengen, dass do ee soll profitéieren vun där Zäit, déi nach bleift, fir do gewësse Konzertatiounen ze féieren a fir u sech derfir ze suergen, dass dee System Gerechtegkeet schafft an net onbedéngt nei Ongerechtegkeeten am Eenzelfall soll als Folleg hunn. Mir hunn do Vertrauen an d'Regierung, dass se mat deem néidege Fangerspätzegelill un déi dote Fro erugeet. Mä et ass net ausgeschloss, dass, wann déi Reform do duerchgezu gétt, dat doten och wäert zu Méieinnamen an der Statskeess féieren an deenen nächste Joren.

Méi Steiergerechtegkeet besteet eigentlech och doranner, dass mer, wat déi Retenue à la source libérateur ueget op den Zënse vun den Dépôts, dass mer do vun 10% op 20% eropginn, well mer der Meinung sinn, dass mer no an no an e System mussen kommen, wou d'Revenue vun der Aarbecht an d'Revenue vum Kapital äänlech besteiert ginn. Dat soll dat laangfristeg Zil sinn. Et kann een et net honnertprozenteg eent zu eent ëmsetzen, mä an déi dote Richtung wëlle mer goen. An do ass natierlech déi Erhéijung hei vun der Steier op den Zënsertrag een Element, wat mer an déi dote Richtung maachen.

Eng interessant Neierung, ganz komplex Fro, déi mer och laang diskutéiert hunn, ass déi optional Individualbesteuerung, déi hei agefouert gétt. Ech mengen, dass vill Parteien déi Individualbesteuerung an hirem Wahlprogramm stoen haten, och d'CSV hat déi optional Individualbesteuerung an hirem Wahlprogramm stoen. Des Koalitioun setzt dann deen dote Punkt hei ëm.

Dat huet virun allem e symbolesche Charakter fir de Moment, well et an der Praxis a ville Fäll wäert kee richtige Choix ginn, ausser aus Prinzip ass ee bereet, méi Steieren ze bezuelen, well u sech déi Leit, déi bestuet sinn, awer an der kollektiver Besteuerung an der Regel besser ewechkommen, ausser si hunn exakt déiselwech Revenuen, wéi wa se géifen eng Individualbesteuerung gären hunn. An duerfir gesi mir an deem Ganzen och virun allem awer eng weider Etapp, eng éischt Etapp, déi gemaach gétt, wou muss an deenen nächste Jore weiderdiskutiert ginn, ob ee kann nächst Etappe virgesinn.

De Problem, dee mer einfach haten, war, dass esou en Émschwung, wou s de vum Prinzip vun der kollektiver Besteuerung vun de Koppele an eng Individualbesteuerung vun deem eenzelne Steierzueler gees, fir immens vill Leit mat méi Steiere verbonne gewiescht wär. An eigentlech nëmme wann s de et fäerdegbréngt, fir d'Klass 1, eng nei Klass 1 esou gënschteg ze maache wéi fréier d'Klass 2, wier eigentlech kee geschiedegt gi bei där doter Reform. A well dat net ze bezuele war an ass, hu mer dovunner ofgesinn.

Dat wëllt net heeschen, dass den Dossier fir d'LSAP definitiv zou ass, mä dat heescht awer, dass mer weider mussen schaffen: Wéi kann een an déi Richtung Individualbesteuerung goen, déi vum Prinzip hier eigentlech richtig ass, mä wéi bréngt mer deen lwwergang vun dem aktuelle System, deen historesch gewuess ass, zu deem anere fäerdeg, ouni dass mer vill Leit

schiedegen? Menger Meinung no ass dat bal nëmmen ze maachen, wa mer mat Stéchdatum feieren a esou net nach net esou wäit. Ech mengen, dass déi eenzel Partei sech kënne fir déi nächst Wahlprogrammer do zousätzlech Iddien afale loossen.

Ech komme ganz kuerz och zu der Betriebsbesteuerung an ech hu munches dovunner gesot. Schon déi éischt Etapp ass gemaach ginn 2001/2002, 30% erfogusat bis op 22%, do dertëschent nach eng Kéier vun 22% op 21% an elo geet et erfog vun 21%, 19% op 18%. Émmerhi kann ee soen, d'Besteuerung vun de Betriber geet, wann een deen dote Steiersaz kuckt, ëm e Siwentel erof! Em e Siwentel geet se erof. Dat ass net nâischt. Also mir mengen, dass et à ce stade net méi wäit muss goen, et sief, et géif een de Risiko wëllen agoen, dass de Stat géif vill manner op eemol Steiereinnamen hunn, wéi en der haut huet. Mä et ass selbstverständlech en Dossier BEPS/OCDE, dee mer weider mussen verfollegen.

D'SOPARFlen, hunn ech scho gesot, déi ginn nach eng Kéier eropgesat.

Fir eis ass et och gutt, dass mer en éischte Schrott maachen, wat déi Particularitéit vun Lëtzebuerg ka Betriversloschter onbegrenzt geltend maachen. Dat heescht, theoretesch, wann et en décke Verloscht ass, kann een nach no 30 Joer eigentlech dee Verloscht steierlech geltend maachen. Dat ass schonn e ganz partikuläre System. An duerfir fanne mer et gutt, dass hei en éischte Punkt gesat a gesot gétt: Bis 17 Joer kënnen eigentlech déi nei Investissemter, déi gemaach ginn, a Verloschter, déi gemaach ginn, nach ofgewälzt ginn. Ech mengen, dat entsprécht och där Dauer, déi an den USA an deem dote Beräich besteet.

Richtig fanne mer, dass déi Betriber, déi investéieren, déi zousätzlech investéieren, iwwer eng Bonification d'impôt dat och ugeréicht kréie steierlech, wéi mer och der Meinung sinn, dass gewëssen Aktivitéite sollen an Zukunft duerch kënne steierlech zousätzlech bevirdelegt ginn, sief dat an der Recherche/ Développement, sief dat eenzel Nischeberäicher, wou et wichteg ass, fir déi Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ze développieren. Do fanne mer et gutt, dass do weider Diskussiounen lafen, fir esou punktuell geziilt och steierlech Hëllef fir d'Betriber ze ginn. Ech mengen, dat ass och dat, wat wichteg ass.

Natierlech mussen mer ëmmer oppassen, dass mer do nach konform bleiwen zum EU-Recht, well do si mer an deem ganze Beräich net fräi, fir alles esou ze maachen, wéi et vläicht wünschenswäert wär. Do mussen mer derfir suergen, dass mer net virgeworf kréien, dass mer hei illegal Stathëllef géife maachen.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mer hu gläich 20 op 12. Ech kommen zu menger Konklusioun. Vun Oppositionssäit gétt dëst Virgoen an der Regierung, wat d'Steierreform ueget, gären als irresponsabel duergestallt. Den Här Wiseler huet dat nach des Woch gemaach. Fir d'LSAP ass des Steierreform just de Contraire vun irresponsabel. Et ass eng verantwortlech Steierreform.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Des Regierung, des Majoritéit iwwerhëlt hir Responsabilitéit, wat d'Stäipe vun der Kafkraaft vun de Bierger ueget. Si iwwerhëlt déi Responsabilitéit, wat e méi gerechte Steiersystem ueget. A si iwwerhëlt déi Responsabilitéit, wat och d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ueget.

Et ass also en Zeeche vu Vertrauen, wat mer setzen duerch déi heite Reform, en Zeeche vu Verantwortung, vun Zukunft vun deem Land an deene Leit, déi hei wunnen a schaffen. Dëst Vertraue solle mer eis net futtimaache loossen duerch éiweg querulant Schwarzzmoler oder Dauerwahlkämpfer. Dat hu mer net néideg.

Duerfir wäerte mer als sozialistesche Fraktioun des Reform stëmmen. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Bravo!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Domadder si mer um Enn vun den Debatte vun de Moien. De Mëtte fuere mer ëm 14.00 Auer weider. An den nächste Riedner sinn ech da selwer,...

#### (Hilarité)

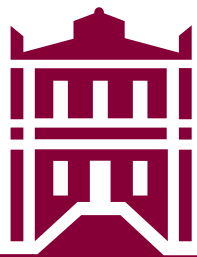
...soudass ech dann eng Etapp e bësse méi déif sinn.

Domadder hiewen ech d'Setzung op fir de Moien.

► **Une voix.** - Très bien!

(Fin de la séance publique à 12.20 heures)





Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. 7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;
- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;
- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
  - \* la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
  - \* la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);
  - \* la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;
  - \* la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
  - \* la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- du Code pénal;
- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;
- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;
- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;
- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;
- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;
- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;

- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)

- Discussion générale (suite): M. Henri Kox, M. Roy Reding (interventions de M. Eugène Berger et M. Gast Gibéryen), M. Eugène Berger, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Michel Wolter, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Michel Wolter, M. Gilles Roth)

- Votes sur les amendements 1 et 2 (rejetés)

- Amendement 3: M. Gilles Roth

- Vote sur l'amendement 3 (rejeté)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel, M. le Ministre Etienne Schneider

- Motions: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Michel Wolter (interventions de M. Alex Bodry et M. Eugène Berger), M. Claude Wiseler

- Votes sur les motions 1 et 2 (rejetées)

### 3. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE M. Ivan Brajović, Président du Parlement de la République du Monténégro

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 4. 7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol

- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 5. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

- M. Laurent Mosar

- M. Marc Angel (motion renvoyée en commission)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Romain Schneider, M. Félix Braz, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech maachen d'Setzung erëm op a spuere mer déi traditionell Fro a ginn direkt d'Wuert weider un deen nächste Riedner, deen den Här Henri Kox ass. Ech erënneren drun, dass mer mëtten am Débat sinn iwwert d'Steierreform.

## 2. 7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget

## des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

\* la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

\* la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);

\* la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;

\* la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

\* la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;

- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;

- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;

- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et

exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;

- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)

Discussion générale (suite)

► M. Henri Kox (déi gréng).- Här President, Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de Projet vun der Steierreform Ufank des Joers virgestallt ginn ass, gouf vu ville Leit gesot: „Dat do ass jo keng gréng Steierreform.“

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Leit, déi dat deemools gesot hunn, an déi Leit, déi dat och vläicht haut nach gesot hunn, hu recht! Mä, et ass net nëmme keng gréng Steierreform, et ass

och keng rout Steierreform, et ass och keng blo Steierreform: Et ass eng Steierreform fir eist Land! Et ass eng Steierreform fir eis Biergerinnen a Bierger!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Am Regierungsprogramm ass Folgendes iwwert d'Steierreform ze liesen - ech zitëiere kuerz: «Le Gouvernement modernisera le système redistributif de notre pays. Pour donner une réponse aux défis de notre société sur le plan familial, social et écologique le Gouvernement réalisera une réforme fiscale combinée à une réforme des transferts sociaux et familiaux.»

D'Steierreform ass also eng vu villen Äntwerte vun eiser Regierung op déi sozioekonomesch an ekologesch Erausforderunge vun haut hei zu Lëtzebuerg. Si ass e Resultat vun enger enker a ressortivwergreifender Zesummenaarbecht vun deenen dräi Regierungsparteien. déi gréng sinn der Meenung, dass et eng gerecht a sozial Steierreform ass, déi och e wichtege Duerchbroch a puncto ökologesche Lenkungs-mesurë beinhalt.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Sozial ass d'Steierreform, well se virun allem deenen ënnert d'Äerm gräift, déi et am meeschte brauchen. Et sinn dës, ënner anerem, d'Famille-monoparentalen, oft elengerzéiend Fraen, d'Wittfraen an d'Wittmänner an déi Jonk, déi op der Sich no enger eegener Wunneng sinn.

Gerecht ass d'Steierreform, well mat hir d'Steiertabell ugepasst gëtt, de Mëttelstandsbockel ofgeflaacht gëtt a souwuel de Crédit d'impôt wéi och de Spëtzsteiersaz erhéicht ginn. Gerecht ass se awer och, well endlech wichtege Moosname géint d'Fraude fiscale, also d'Steierhannerzéiung, wäerte sënnvoll ënnerholt ginn.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Ökologesche ass d'Steierreform, well se en Duerchbroch bei den ökologesche Lenkungs-mesurë fënn. Et ass fir d'Éischt hei am Land, dass d'Ökologie an enger Steierreform iwwerhaupt emol eng Roll spillt. Dat ass d'Resultat vun enger konsequenter a kohärenter Ëmsetzung vum Regierungsprogramm am Beräich vum Ëmwelt- a Klimaschutz.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Nieft engem Duerchbroch ass et awer gläichzäiteg en Ufank vu Mesuren, déi en direkten Effekt op d'Verhale vun de Leit am Mobilitätsberäich wäerten hunn. Ech wäert méi spët a menger Interventioun nach eng Kéier am Detail op d'Mesuren an deene verschiddene Beräicher ze schwätze kommen.

Ech wëll awer elo schonns virgräifen, andeems ech drun erënneren, dass déi verschidde Mesurë vun der Regierung an de Beräicher Sozial- an Ëmweltpolitik sech natierlech net just op dës Steierreform beschränken. Et ass eng Steierreform, wou d'Richtung stëmmt, mat enger konkreter Äntwert op d'Erausforderunge vun haut. Mir sinn der Iwwerzeugung, dass se eist Land mat klengen, awer ganz richtigen a wichtege Schrëtt, virun allem mat ganz geziilte Schrëtt no vir wäert bréngen. Steierpolitik ass eng Saach, Budgetpolitik mat de richtigen Akzenten an den eenzelne Ressorten ass déi aner Saach.

Eng kohärent a ressortivwergreifend Politik ass deemno gefuerdert. E gutt Beispill, fir dës Kohärenz ze illustréieren, fënn een am Mobilitätsberäich, op deen ech herno nach eng Kéier méi am Detail wäert agoen. Hei wäerte mir op där enger Säit mat dëser Steierreform Lenkungs-moosnamen duerch de Bonus-Malus-System betreffend de Schadstoff aféieren. Zweetens, op där anerer Säit schafe mer Ureizer fir eng méi nohaltege Fërderung vun emissionsaarmen Autoen a Véloen. An drëtens a parallell dozou schaaft eis Budgetpolitik déi néideg Moyene fir en nohaltege Mobilitätsberäich duerch e massiven Ausbau vun den öffentliche Transportinfrastrukturen. Ënner dëser Regierung flësse bekanntlech zwee Drëttel vun den Investitiounen am Beräich vun der Mobilität an den öffentliche Transport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dëser méi allgemenger Introduktioun wëll ech meng weider Interventioun a véier Kapitelen andeelen. Éischtens wëll ech e Bléck op d'Situatioun werfen, wéi se virdu war, wéi dës

Regierung hei ugefaangen huet. Ech wëll e Bléck op d'Defiziter werfen an d'Retarden, déi et a ville Beräicher gouf.

Zweetens wäert ech eng kuerz Analys iwwert d'Steiersystemer am Allgemenge maachen, e bëssen en theoretischen Deel, fir ze soen, u wéi enge Stellschrauwen een iwwerhaupt däreif a kann dréien.

An drëtens wëll ech natierlech op de Volet vun der Steierreform selwer agoen, wou ech déi eenzel Mesuren nach eng Kéier wëll erklären, ier ech dann zum Schluss bei menge Konklusionen nach eng Kéier de Standortfaktor am Allgemenge vu Lëtzebuerg wëll erklären.

Zum éischte Punkt vu menger Ausféierung. Wéi dës Regierung 2013 d'Heft an d'Hand geholl huet, goufen et eng ganz Rei vun Defiziter, dës a ville Beräicher an a ville Politikfelder. Defiziter, déi awer schonns laang bekannt waren, op déi schonns laang hätt misse reagéiert ginn. Defiziter an der Budgets-, Finanz-, Sozial-, Landesplanungs-, Ëmwelt- a Klimaschutzpolitik, fir nëmmen déi ze nennen.

Dësen Ëmstand huet derzou gefouert, dass d'Erausforderungen direkt am Ufank vun dëser Legislatioun enorm waren. Unhand vum Beispill eleng aus der Ëmwelt- a Klimaschutzpolitik wëll ech e puer där Defiziter hei opzielen.

An der Ëmweltpolitik huet dës Regierung eng ganz Rei vun ongeléiste Problemer virfonnt, Problemer, déi awer och schonns laang thematiséiert goufen a wou sech d'Retard schlussendlech déck opgestaut hunn. Ech denken hei besonnesch un d'Drénkwaasserschutzzonen an un d'Ofwaasserproblematik. De Retard am Beräich vun dem Bau vun neie Kläranlagen ass enorm gewiescht, soudass mer haut nach all Dag 2.800 Euro Strof op Brëssel mussen iwwerweisen, well verpasst gouf, an d'Ofwaasserbehandlung ze investéieren.

Och am Beräich vun der Klima- an Energiepolitik hate sech Defiziter ugeheeft. Dës huet ënner anerem derzou gefouert, dass mer eis an der Klimapolitik hu misse fräikafen, well mer eisen Obligatiounen, fir klimaschiedlech Gasen ze reduzéieren, net nokomm sinn. Och do huet dës Regierung misse Gas ginn, fir dës Retarden opzehuelen.

Sou wéi et ausgesäit, wäerte mir d'Reduktiounsziel vu Klimagase fir 2020 anhalen, dës ouni een Euro mussen auszeginn, fir eis fräizekafen. D'Klimaschutzpläng 2030-2050 loosse mer net an den Tiräng leien, mä d'Preparatiounen ginn aktiv vun dëser Regierung ugepaakt, fir den Ziler vum Paräiser Klimaaccord gerecht ze ginn.

Ech verweisen och gären op mäi Klimarapport vum verschten Dezember, wou mir als Chamber an dësem Beräich eng ganz Rei vu Pisten opgezeechent hunn. Déi gréng Fraktioun ass och dofir méi wéi frou, dass endlech d'Tanktourismusëtz un Dësch läit. Eng Etüd, déi ganz kloer opweist, dass d'vollekwirtschaftlech Käschten, besonnesch am Beräich vun der Ëmwelt an an der Gesondheet, méi grouss sinn, wéi déi kuerzfristeg Finanzgewënner. Et ass dës iwwerengeng Etüd, déi jo bekanntlech op eng eestëmmege Motioun vun 2005 op Ufro vun der grénger Fraktioun zréckgeet, déi awer eréischt vun dëser Regierung an d'Optrag gi ginn ass a presentéiert gouf.

Dës Regierung wäert och derfir suergen, dass et hei net zu engem zweeten E-Commerce-Debakel wäert kommen. Déi finanztechnesch Weiche mussen a wäerten esou gestallt ginn, dass och wichtege Aspekter an de Beräicher Gesondheet, Klima an Ëmwelt wäerte berücksichtegt ginn.

Et goufen also eng ganz Rei vun Erausforderungen, op déi dës Regierung huet misse reagéieren, schnell reagéieren, op ganz ville Punkten a Politikberäicher gläichzäiteg. Ouni eng enk verzahnten Démarche kënnen déi Défie kaum geléist an ugepaakt ginn. Dës Regierung huet et fäerdegbruecht, eng Verzahnung op ville Punkten a Politikberäicher ze errechen. D'Kohärenz vun de Politicken ass fir mech, fir eis Gréng déi richteg Äntwert.

D'Steierpolitik ass dofir aus eiser Siicht just nëmmen een Element, en Deel vun enger Gesamtstrategie, e wichtege, awer net ausschliisslechen Deel, ee vu ville Schrëtt. E muss dofir Hand an Hand mat der Budgetpolitik a mat sämtlechen anere Politikfelder goen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ier ech zu den eigentleche steierpoliteschen Annerungen an dëser Steierreform wëll kommen, wëll ech am drëtten Deel vu menger Interventioun e bëssen op d'Theorie vun de Steieren agoen. Niewent den Aufgabe vun de Steieren ass et awer och wichtege ze wëssen, u wéi eng Schrauwen een de Schlëssel uleet, wann ee sech un eng Steierreform erumet.

Steieren hunn aus heiteger Siicht dräi grouss Aufgaben an engem Rechtsstat ze erfëllen. Éischtens de Fiskalzweck. Den éischten an

hauptsächlechen Zweck vu Steieren ass et, fir d'Recette vum Stat ze garantéieren a fir d'Dépendé vum Stat, also de Budget, kënnen ze decken. Dobäi geet et dorëms, fir Aufgabe wéi Sécherheet, Ausbildung, Infrastruktur an esou weider ze assuréieren.

Zweetens ass e ganz wichtege Zweck, an dee kënnst och hei zum Drogen an dëser Steierreform, den Ëmverdeelungszweck. D'Steiere ginn dann och derzou genotzt, fir Verfeelunge vun der Gesellschaft auszgläichen, e sougenannte Korrektiv, fir en Deel vun Akkommes a Verméige méi gerecht opzedeelen.

An drëtens ass den Zweck vum Lenkungsberäich. E Lenkungsprinzip huet zum Zil, gesellschaftlech net erwünschte Verhaltensmuster ze beaflossen. Zum Beispill gëtt duerch eng héich Tabaksteuer versicht, d'Fëmmen anzudämmen. De Lenkungsprinzip kritt besonnesch bei ökologesche Gesichts-punkten ëmmer méi Bedeutung, wéi zum Beispill beim sougenannte Pollueur-payeur-Prinzip, also dem Verursacherprinzip. Wien eng gemeinsam genotzten Ëmwelt verschmotzt, dee muss der Allgemengheet déi Ëmweltbelaschtung kompenséieren.

Eng erfollegräich ökologesche Lenkungs-mesur ass dann och eng gutt Mesur, wa se no an no ëmmer manner Revenue generéiert. Dat ass näamlech e Bewäis derfir, dass d'Mesur gräift an dass och effektiv eng Ännerung an de Verhaltensmuster vum de Verbraucher stattfont huet. Steiermesurë mat ökologesche Lenkungsprinzip mussen dofir regelméisseg hannerfrot, analyséiert an adaptéiert ginn.

Erlaabt mer hei, dann awer e bësse méi op den Detail vun dem Fiskalzweck anzegoen. Steiere spigelen dee Moment d'Situatioun an engem Land zréck a beschreiben den allgemengen Zoustand vun deem Land. Geet et dem Land méi schlecht, sinn eng Rei Moosnamen an Adaptatiounen net méi ze vermeiden. Kuckt ee sech déi sëllechen Defiziter a Retarden un, déi dës Regierung 2013 opfonnt huet, dann ass eng Regierung scho bal gezwongen, Kurskorrektur virzehuelen.

Wann dann och nach eng international Kris mat wirtschaftlechen Abréich derbäikënnst a verschidde steierlech Ausfall am Virfeld net anticipéiert goufen, wéi dat am Beispill vum E-Commerce geschitt ass, da si finanziell Aschnëtter net ze vermeiden, an d'Fiskalschrauf, déi zoudréit, net ze vermeiden.

D'Situatioun ass de Moie ganz eendeiteg hei vum Här Bodry eng Kéier erkläert ginn, wéi d'Situatioun a wéi e Wirtschaftswuesstum deemools opzeweise waren.

Am Umkehrschluss heescht dat awer och, dass, wann et engem Land besser geet, wann d'wirtschaftlech Situatioun an d'wirtschaftlech Perspektiven erëm no uewe weisen an d'Moyenen do sinn, dann däreif a kann och erëm un der Fiskalschrauf gedréit respektiv gelockert ginn. Dës ass de Fall och vun der Situatioun, wéi mer se haut zréckfannen, mat Wirtschaftsperspektiven, déi wäit iwwer 4% a 5% erausginn.

D'Kritäre vun dësem Lockere solle dann awer wueliwwerleucht sinn, an déi dräi virgenannte fiskalpolitische Elementer déi berücksichtegt ginn. Si mussen deemno enger nohalteger, gerechter, selektiver a wettbewerbsfähiger Politik gerecht ginn. Niewent dës reng steierpolitesche Kritäre mussen se, wéi gesot, virdu mat enger kohärenter Budgetpolitik ënnerstëtzt ginn.

Ausgeeënd vun dësen nohaltegen, gerechten, selektiven a wettbewerbsfähige Kritären, fällt et mer dann ëmsou méi licht, déi eenzel Moosname vun dëser Steierreform méi am Detail ze analyséieren, well se aus grénger Siicht dës fiskalpolitische Kritäre vu virdu an gerecht ginn an déi dräi Elementer berücksichtegen, wéi de fiskalen Opwand, wéi d'sozial Selektivitéit an d'Ëmverdeelung an den ökologeschen Emlenkungsprinzip.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, heimat kommen ech dann zu dem véierten Deel an zu den eenzelne Mesuren, esou wéi se haut schon emol presentéiert gi sinn. Nodeems meng Virriedner dat och ausféierlech gemaach hunn, erlaabt dës Geleeënheet, der Rapportrice elo emol nach fir de gudden an ausféierleche mëndleche wéi schréffleche Bericht vun de Moie Merci ze soen. Si ass och ausféierlech op déi Punkten agaan, soudass ech mech éischter op déi méi sozial an ökologesche Gesichts-punkten dann hei beschränke wëll.

Firwat ass dës Steierreform eng sozial Steierreform? Firwat? Éischtens, well mat dëser Steierreform de Mëttelstandsbockel ofgeflaacht gëtt an d'Kafkraaft domadder an d'Luucht gesat gëtt. Dës heescht awer net, dass, wéi an der Vergaangenheet, bei dëser Steierreform mat der Strenz ausgedéelt gëtt. Wou fréier jiddwee alles krut, gesäit ee bei dëser Reform kloer, dass d'Regierung en Effort gemaach huet, fir

d'Steierverdeeler dohinner ze lenken, wou se am meeschte gebraucht ginn, näamlech bei d'elengerzéiend Elteren a bei d'Leit mat deem klengsten Akkommes.

Fir dës Leit wäert virun allem de Crédit d'impôt salarial e positiven Impakt hunn. Dës Negativsteuer gëllt nëmme fir d'Aarbechtsakkommes a wäert derfir suergen, dass Leit mat wirklechem klengem Akkommes vun der Reform profitéieren, ouni dass dobäi eng klassesch sozial Stigmatisatioun bedriwwwe gëtt.

De Crédit d'impôt salarial gëtt vun 300 op 600 Euro bis zu engem Joresakkommes vu 40.000 Euro verduebelt a geet dann ab dësem Montant degressiv erof, fir da bei engem Joresakkommes vun 80.000 Euro op null auszelafen an net méi weider iwwert d'ganz Steiertabell weiderlaffe gelooss ze ginn.

Ech wëll hei och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass mir bei dëser Steierreform de Spëtzsteiersaz wäerten hiewen. Dat heescht, dass et an Zukunft zwee zousätzlech Steiersätz fir d'Leit mat ganz héijem Akkommes wäerte ginn; ee bei 41% an e zweete bei 42%. D'Steieren op dem Akkommes ginn also méi progressiv.

D'Reform beinhalt dann och wichtege Moosnamen am Logementsberäich. Als Éischt emol wäert no der Reform d'Halschent vum Revenu locatif steierfräi sinn, wann d'Wunneng iwwer eng Agence immobilière sociale verlount gëtt, déi a ganz ville Beräicher an de Gemenge mëttlerweil berücksichtegt gëtt a praktesch flächendeckend deemnächst am Land wäert agesat ginn, soudass doduerch eng Rei vu Wunnenge méi schnell a méi selektiv op de Marché wäert kommen.

Duerch d'Reform wäert awer och de Besëtz vun enger eegener Wunneng geförder ginn, besonnesch fir déi Jonk. Fir Leit ënner 40 Joer wäert de Plaffong, fir d'steuerlech Ofschreiwung um Épargne logement ze maachen, an d'Luucht gesat ginn, an dës vun haut 672 op 1.344 Euro. Och d'Ofsetzbarkeit vun Hypothéikzënsen geet an d'Luucht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat am Ufank vu menger Ried gesot, dass d'Steierreform an den Ae vun deene Gréngen och eng gerecht Steierreform ass. Dës beweist op där enger Säit schonns de Fait, dass d'Steiertabell wäert méi progressiv ausgesinn duerno.

Op där anerer Säit wëll ech dann awer och ervirhiewen, dass déi optionell Individualiséierung wäert derzou bäidroen, dass bestuete Koppelen hire Steierbäitrag kënnen gerecht a proportional op déi zwou Steierkaarten opdeelen. Doduerch entsteet dann och en Ureiz, fir dass béid Partner enger bezuelter Aarbecht no-ginn. An dës Mesur kann deemno oft gender-bedéngte strukturelle Problemer entgéintwierken.

Zur Steiergerechtkeet gehéiert awer och de Kampf géint d'Fraude fiscale. An dësem Beräich ginn déi gesetzlech Ramebedéngunge verbessert an d'Personal vun der Steierverwaltung an der Justiz gëtt geziilt opgestockt. Dës wäert derzou bäidroen, dass d'Steierhannerzéiung besser kann entlarvt ginn an dass eng konsequent stroferechtlech Enquête vun de Justizbehërde kann an d'Wee geleet ginn.

Ech hat virdu dann och vun engem Duerchbroch a vun engem Ufank am Volet Ëmwelt- a Klimaschutz geschwat. En Duerchbroch ass d'Reform, well mer fir d'Éischt iwwerhaupt geziilt ökologesche Lenkungs-moosnamen an eis Fiskaliteit matabezielien.

Fir déi gréng ass dës Reform awer och en Ufank, well mir iwwerzeegt sinn, dass dës Lenkungs-mesuren en éischten, awer immens wichtege a richtige Schratt wäerte sinn, fir déi iwwerliefte Verhaltensmuster an der Mobilität endlech an zäitgerechter Bunnen ze bréngen.

Hei zu Lëtzebuerg si bal 50% vun allen Neimeldunge vun Autoen Dëngschtween. Dës ginn dem Employé vum Patron zur Verfügung gestallt a si meeschtens Leasingautoen, déi am Rhythmus vun dräi bis fënnf Joer erneiert ginn. Et sinn oft déck Autoen, déi en héije Sprittverbrauch hunn, a ville Fäll Dieselverbrauch, an deementspriedend och vill CO<sub>2</sub> a gesondheetlech schiedlech Stickoxider ausgestoussen.

Et mécht also absolutt Sënn, an dësem Beräich steierlech Lenkungs-moosnamen unzesetzen. Bis ewell goufen Dëngschtween mat 1,5% vun hirem Neiwäert besteiert. Mat der Reform wäert dës Prozentsaz an Zukunft folgendermoosse gestaffelt ginn: Op där enger Säit ginn Dieselautoe méi héich besteiert, op där anerer Säit wäert souwuel fir den Diesel- an de Bensinnsauto eng progressiv Besteuerung agefouert ginn, déi sech un den CO<sub>2</sub>-Emissiounen orientéiert. Autoen, déi manner Emissiounen hunn, wäerte manner besteiert ginn. Well de Lëtzeburger Dëngschtwonfuerpark sech prak-

tesch all dräi bis fénnef Joer vollstänneg erneiert, si mer iwwerzeegt, dass dës Mesure vu grousser Erfolleg wäert gekréint ginn an esou zu enger signifikanter Reduktioun vum Kuelendioxid a Schadstoffpartikel wäert bäidroen.

Op där anerer Säit awer soe mer, dass d'Mesure och elo schonns en Erfolleg ass. Et ass näamlech keng Mesure, déi einfach vun uewen erof diktiert gouf, mä déi zesumme mat de Leasingfirmen an den Händler aus dem Secteur ausgeschafft gouf.

Och d'Ofschreibungsméiglechkeete vu bis zu 5.000 Euro bei Elektro- an Hydrogengefierer souwéi bis zu 500 Euro fir E-Bikes a Pédélec hunn an eisen Aen e wichtegt Lenkungspotenzial a sinn e Bewäis fir eng kohärent Politik am Mobilitéitsberäich.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech ofschléissen, wëll ech awer nach e puer Wuert zum Standuurfacteur Lëtzebuerg verléieren. An den Diskussiounen ronderëm d'Steierreform ass vill doriwwer debattéiert ginn, ob d'Reform dann elo méi oder manner gutt fir eis Betriber wier oder ob de Standuert Lëtzebuerg mat eisem Steiersystem nach der Zukunft gerecht wier oder net.

Heizou wëll ech als Éischt emol bemerken, dass mir mat der Steuerreform sécherlech e gudd Schratt a Richtung vun de Betriber gemaach hunn. Ob dës Steuerreform awer elo eenzeg an eleng wäert ausschlaggebend fir eis Standuertvirdeeler sinn, dorunner hunn ech awer meng Zweifel. Zu engem gesonde Wirtschaftstanduert gehéiert näamlech net nëmmen e kompetitiven Taux d'affichage, mä et ginn eng ganz Rei aner Aspekter, déi mindestens genee, wann net nach vill méi wichteg sinn, wéi d'Steieren.

Dozou gehéiert op där enger Säit politesch a sozial Stabilitéit. Dozou gehéiert awer och eng propper Émwelt, an där ee ka liewen a wou ee seng Fräizäit ka verbréngen. Dozou gehéiert propper Waasser. Dozou gehéiert en héichwärtigt Bildungs- a Weiterbildungswiesen, dat all Kand an all Mënsch d'Méiglechkeet gëtt, sech a sengem Liewen op intellektuellem wéi professionellem Niveau ze verwickelen. Dozou gehéieren natierlech och gutt Infrastrukturen an en ausgeräiften éffentlechen Transport. Dozou gehéiert awer och eng héich Fiskalisierung vun de Lounniewekäschten, esou wéi dat jo bekanntlech de Fall hei zu Lëtzebuerg ass.

Dozou gehéiert eng héich entwéckelt kulturell Zeen an dozou gehéiert d'Méiglechkeet, fir d'Aarbecht, d'Familien, d'Privatiewe beschméiglech matenee kënnen ze verbannen. Dës sinn nëmmen e puer, awer wichteg Elementer, déi en direkten Afloss op d'Liewensqualität hunn an domadder och en Afloss op de Standuurfacteur Lëtzebuerg.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis all eens, dass een dës Facteuren net eleng duerch eng Steuerreform kann optimiséieren.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann elo zum Schluss vu menger Interventioun. déi gréng sinn der Meenung, dass mir mat dëser Steuerreform weiderhin an déi richteg Richtung schaffen. Mat der Steuerreform wäerte mir net nëmmen d'Kafkraaft vum Mëttelstand stäerken, mä deene Leit ënnert d'Äerm gräifen, déi sozial méi schwach do-stinn. Mir wäerte jonke Mënschen et e bësse méi einfach maachen, fir sech en eegent Dohem kënnen ze leeschten.

Endlech lancéiere mir och konkret Mesurë géint d'Fraude fiscale an d'Steierhannerzëiung. Dobäi gi mer mat dëser Steuerreform awer och e wichtige Schratt op d'Betriber duer, andeems mir d'Kierperschaftssteuer stufeweis wäerten erofsetzen.

Zudeem wäert de Facteur Aarbecht souwuel op der Säit vun de Salarié wéi och de Betriber an Zukunft manner besteiert ginn. Ënner anerem e wichtige Grond heifir ass awer och deen, dass dës Steuerreform op en Neits beweist, dass dës Regierung de Klima- an Émweltschutz eescht hëlt. Si ass amgaang, mat ville klengen, awer effiziente grénge Schrëtt eist Land op méi nohalteg Féiss ze stellen.

Dës sinn dann alles och Grënn, firwat ech den Accord vun der grénge Fraktioun fir dese Projet de loi ka ginn. Ech hunn awer gëschter nach eng Kéier kuerz d'Ried vu mengem Kolleeg François Bausch zu der leschter grousser, ëmfaassender Steuerreform nogelies, déi 2001-2002 hei gemaach gi war, eng Steuerreform ënner CSV-Responsabilitéit. Deemools hu mer Nee gesot.

E klengen, awer net onwichtige Verglach, firwat mer haut dann awer kënnen derfir stëmmen: D'Steierreform ass deemools an enger konjunktureller Baisse gemaach ginn, bei 2% Wirtschaftswuesstum, no deemools engem 8 an 9%ge Wuesstum, dee mer virdrun haten.

Haut dogéint komme mer aus enger konjunktureller Baisse a ginn a Richtung vun enger héijer konjunktureller Phas, déi no 4% bis 5% ausgesäit.

De Spätzesteiersaz ass deemools op 38% erofgesat ginn. Haut gi mer mam Spätzesteiersaz erop. Deemools ass e vun 42% oder 43% em fénnef Prozentpunkten op 38% erofgaangen. Haut gi mer vu 40% op 41% an 42%. D'Betriebsbesteuerung gouf massiv erofgesat, deemools 8%. Haut gi mer em zwee respektiv dräi erof, awer am Zesummenhang mat enger Verbreederung vun der Steiertabell, dat heescht, all déi Diskussiounen em de BEPS an esou weider, och do. Deemools gouf et kee Crédit d'impôt, dee mer haut aféieren, kee selektiv agestallten. D'Gewerbsteuer gouf ouni Ausgläich fir d'Gemengen erofgesat deemools vu 4% op 3%, wat ganz vill finanziell Aboussen an de Gemenge bedeit huet. Haut, an d'lescht Woche hu mer d'Reform gestëmmt, gëtt dës Regierung nach eng Kéier 90 Milliounen an d'Deppe vun de Gemengen eran.

Deemools goufen eng Milliard Euro un d'Leit an eng Milliard Euro un d'Betriber ausginn. Den Apel fir den Duuscht ass innerhalb vun engem Gesetz ausgedeelt ginn an d'Schulde gi säitdeem an d'Luucht. Alles nozeliesen a mengem Budgetsrapport vum leschte Joer.

Dobäi gouf deemools esou mat der Strenz nach ausgedeelt, dass am meeschten nach ganz uewen...

#### (Interruption)

...dru profitéiert ginn ass. A vun enger ökologescher Steuerkomponent keng Spur. Haut dergéint, mat grénge Bedeelegung, hu mer eng Rei Verbesserunge kritt. Mir hunn zesummen...

#### (Interruption)

Mir hunn zesumme mat eise Kolleegen aus der Koalitioun eng nohalteg, gerecht, selektiv a wettbewerbsfäeg Steuerreform hei proposéiert.

#### (Interruption)

Mir sinn och ganz optimistes, dass déi ökologesch Lenkungsmoossnamen an dëser Steuerreform e spierbaren Impakt wäerten hunn. D'Lenkungsmesurë bei den Dénsgschween an d'Steierverdeeler fir d'elektresch Mobilitéit an d'Véloe wäerten näamlech zu enger Entdieselung vun eisem nationale Fuerpark bäidroen an derfir schueren, dass mir eis CO<sub>2</sub>- a gesondheetlech schiedlech Stickoxidemissiounen weider kënnen reduzéieren. Dofir wäerten dës Mesuren och e positiven Impakt op d'Qualitéit vun eiser Loft hunn an d'eng besserer Liewensqualität bäidroen fir d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen an hei wunnen.

Ech sinn der Iwwerzeugung, dass d'Statistiken aus dem Leasingsecteur eisen Optimismus wäerte bestätegen, dës am Sënn vun engem Win-win-Zeenario fir d'Émwelt an eis Wirtschaft. Mir sinn dofir dann och der Meenung, dass et eng kleng, richteg Richtung ass a weiderhi geziilt op ökologesch Lenkungsmoossnamen nach muss gesat ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Här President, an den Zäiten téschent de Jore soll een zäertlech sinn, sot deen deemolege Premier Jean-Claude Juncker den 19.12.2001, wéi hei am Haus eng aner Steuerreform debattéiert gouf. Leider Gottes ass et der ADR onméiglech, an dësem Dossier zäertlech mat der Majoritéit ëmzegoen.

D'Kolleegin Joëlle Elvinger sot: „Dës Steuerreform bréngt méi Gerechtegkeet.“ De Finanzminister Pierre Gramegna sot: „Et ass déi sozialste Reform, déi jee gemaach ginn ass.“

#### (Interruption)

Dee Mythos, dass d'Steierreform gerecht oder sozial wier, wäerte mer hei widderleeën.

Fir d'Éischt awer muss mer zwee weider Mythe widderleeën, an dat sinn déi Mythen, déi d'Regierung an d'Welt gesat huet, näamlech dës Reform wier responsabel a si wier bezuelbar respektiv nohalteg.

Ouni der Budgetsdebatt wëlle virzepräifen, mä Fiskalpolitik ass nun eemol net vum Budget ze trennen, muss ee feststellen, dass de Finanzminister an dräi Joer eng Pirouette gedréit huet. Aus dem Paulus gouf e Saulus. Wéi hien ugetratt ass, war eisen Defizit bei ronn enger Milliard. An den Här Gramegna sot, hien hätt de Poste vun Finanzminister nëmmen ugeholl ënner der Prämiss, ënnert der Bedéngung, dass den Defizit géif reduzéiert ginn oder souguer géif verschwannen. Sou huet hien eis allegueren heibannen an dem Vollek dobaussen erkläert, firwat datt 500 Milliounen misste méi erakommen.

Dës Blut- an Trénerhoretik gouf ugewannt, fir e Bezuelpak duerchzusetzen, 0,5% Krisesteier anzeféieren an, last not least, d'TVA eropzusetze vu 15% op 17%, wat 2016 ëmmerhin 300 Milliounen mécht, wat een einfach emol soll an de Kontext setze vun deene 400 bis 800 Milliounen, déi dës Reform kascht, jee no Chifferefen.

Deemools hu mir als ADR eis heibanne besonnesch géint déi Erhéijung vun der TVA gestëmmt. Genausou wéi déi gréng an d'Sozialisten an hirem Wahlprogramm waren a si mir der Meenung, dass esou eng Erhéijung sozial net gerecht ass, well se all Mënsch treëft.

E Mindestlounempfänger, Här Gramegna, deen haut 38 Euro de Mount Steiere spuert, no Ärer Rechnung, krut deemools, wa mer dovun ausginn, dass en zwee Drëttel vu senger Pai ausgëtt fir Konsum - e muss jo liewen -, 27 Euro zousätzlech als TVA ofgehalen. Et bleiwen em also mat Ärer Steuerreform nach 11 Euro de Mount.

Deemools huet de Finanzminister eis erkläert, dass mer déi batter Pëll schlécke missten, well soss wier eist Land, seng Finanzen, seng Stabilitéit, säin Triple-A a Gefor. Haut, dräi Joer méi spéit, seet deeselwechte Saulus eis, et géif dem Land esou gutt goen, dass mer roueg kéinten d'nächst Joer am Zentralstat eng Milliard Defizit maachen, bis 2020 all Joer eng weider Milliard léine goen. An hie bretzt sech, eis Liquiditéit wieren esou gutt, dass se et géifen erlaben, dës Joer en Emprunt iwwer 400 Milliounen zréckzebezuolen an 280 Milliounen un de Fonds monétaire ze iwwerweisen, ouni en neien Emprunt opzehuelen.

Do huet de Pirouette-Pierre net gelunn. Mä en huet awer och net d'Wourecht gesot! Well en huet vergiess ze soen, dass déi 700 Milliounen bezuelt goufen doduerch, dass de Stat am Compte courant an de Keller gaangen ass. Elo kann ee soen: Dat war net domm, well Lëtzebuerg Triple-A ass a keng Zëse muss bezuelen. Mä et war awer och net éierlech! Well natierlech hu mer nei Scholden opgeholl. Déi 700 Milliounen, déi mer am Keller sinn, si genauou gutt Scholde wéi 700 Milliounen, déi mer als Emprunt opgeholl hätten. Dat ass d'Wourecht.

D'Wourecht ass, d'Keese sinn eidel, méi wéi eidel. Mir sinn op minus 700 Milliounen. Kee Sou huet de Stat op der Säit. All déi Fongen, vun deenen ëmmer rieds geet, Fonds du rail, Fonds des routes, déi a Budgete stinn, op Pabeier sti fir 15 Fongen 1,5 Milliarden, déi gëtt et net a Wierklechkeet! Et gëtt kee Spuerbuch! Déi Sue sinn net do. De Stat huet null Épargne, 11 Milliarde Scholden, en ass 700 Milliounen am Keller am Compte courant, an den Här Finanzminister schwätzt vu gudder Liquiditéiten. Bravo!

Haut kréie mer gesot, trotz deene Scholden a bei 4% Wuesstum kéint ee roueg eng 400- bis 800-Milliounen-Steierreform maachen, jee no den Zuelen Zentralbank/Regierung. Dat ass an eisen Ae weder responsabel nach nohalteg.

2001 bei där Steuerreform, déi hei schonn ugeschwat gouf, war d'Situatioun genau ëmgedréit. Et goufe kräfteg Iwwerschëss. Dat ass d'Wourecht. An, Här Kox, mir haten e Wuesstum 2000 vun 8,5% an 2001 vu 4,5%.

#### (Interruption)

Et waren also net Zäite vu Rezessioun. De Wuesstum ass erofgaangen, mä mir louchen do, mat deem Erofgoen do, wou mer haut no optimistesche Schätzung leien.

#### (Interruption)

Deemools soten déi gréng, dat géif ze wäit goen, déi Steuerreform. Et war eng Steuerreform vun insgesamt 41 Milliarde Frang, dat heescht eng Milliard Euro, dat géif ze wäit goen, d'Qualitéit an d'Quantitéit vun éffentlechen Dénsgschteschtunge wieren a Gefor. Hir fénnef Deputéierten hunn deemools als Eenzeg géint déi Steuerreform gestëmmt. D'ADR huet sech enthalen.

Si hate recht! Si hate recht, well an deene folgende Joren ass den Defizit komm am Statsbudget. Ab 2003 hate mer Defizit. Dat war awer net hir Clairvoyance, dat waren éischer d'Attentater zu New York an déi folgend Krisen. Trotzdeem war hire Constat fundamental richteg.

Da muss een awer haut dat an de Kontext setzen, wann d'Regierung haut bei gudder Wirtschaftslag weider Defiziter a weider Scholde mécht, amplaz de Budget endlech an den Équillibere ze bréngen: Wat géif déi Regierung dann eréischt maachen, wann et eisem Land schlecht géif goen?!

Den Alex Bodry huet recht, jo, et soll een Investitiounen maachen. Do soll investéiert ginn. Mä et kann ee keng Steierkaddoe maachen, déi mat Prête finanziéiert ginn. Dës Reform ass finanz- a budgetpolitesch net responsabel. Et ass an eisen Aen e leschte verzweefelte Versuch,

sech déi verluere Gonscht vum Wieler zréckzekafen. Mä d'Leit sinn net dupe a falen op déi Tricken an Zuelepillereien net eran.

Elo zum Mythos, dës Steuerreform wier gerecht oder souguer déi sozialste Reform, déi et jee gouf. Hei kann een dem Zuelekenschler Pierre Gramegna fir seng Kreativitéit nëmme gratuléieren. Hie sot op RTL - an dat war net gelunn, dat war emol eng Kéier net gelunn! -...

#### (Brouhaha général)

De qualifizéierte Mindestloun...

#### (Brouhaha général)

Ech zitieren de Verbatim: „De qualifizéierte Mindestloun, dee kritt eng Reduktioun vu 40%, den onqualifizierten eng Reduktioun vu 60%. Dat sinn déi, déi am meeschte profitéieren. Wa mer dann elo an de Mëttelstand ginn an do kucke mer een, dee 4.000 Euro de Mount verdéngt an der Steierklass 1, also net bestuet, dee wäert eng Steiererlichterung kréie pro Mount vu ronn 120 Euro. Ech mengen, domat versteet een, dass den Effort gemaach ginn ass, fir dass grad déi kleng an déi mëttel Paien am meeschte profitéieren. An duerfir ass dat heiten eng ganz sozial gerecht Reform.“

Souwäit den Här Gramegna. An den Här Berger huet an déiselwecht Kerb gehaen an huet dat widderholl. Si zitieren, dës Zuelekenschler, dës Ligener um Vollek...

#### (Brouhaha général et exclamations)

...si zitieren eemol a Prozenter an eemol an absoluten Zuelen, wéi et hinne grad an de Krom pass!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här President, ech protestéieren dergéint, dass mir hei als Ligener vum Här Reding bezechent ginn! Net vum Här Reding!

► **M. Roy Reding** (ADR).- 21% Steiererlichterung fir de Mindestlounempfänger sinn 38 Euro de Mount!

► **Une voix**.- Si hu gemengt, et wiere besënnelech Deeg.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Déi 42% fir de qualifizéierte Mindestlounempfänger si 55 Euro de Mount. An en hätt och kënnen soen, virum Abatement géif een, dee 15.000 Euro de Mount verdéngt, 125 Euro de Mount spueren oder 2%. Et muss ee kee Rechekenschler sinn, fir ze soen: Ech hu léiwiger eng Steiererspuernis vun 2%, déi 125 Euro ausmécht, wéi eng vun 61%, déi 38 Euro ausmécht an, wann een Är TVA-Erhéijung ofrechent, ganz genau 11 Euro.

Hei sinn esou vill Fallbeispiller genannt ginn. Mir wëllen net drop agoen. Mä kommt, mir rechnen einfach emol eng Kéier richteg!

De Mindestlounempfänger, do si mer eis eens, dee ka sech kee soi-disant Elektroauto, deen duerch Strom ugedriwwen gëtt, dee vu Kuelekraftwierker, vun Atomkraftwierker produzéiert gëtt, leeschten. En huet keng Zousazpensioun. Wéi géif e se finanzéieren?

#### (Interruption)

E ka keng Zousazpensioun ofschléissen. En huet kee Bausparvertrag. En huet keen Immobilienkredit. E beschäftegt wuel kaum eng Haushaltshëllef.

Wann een an de Genoss vun esou engem Abatement kéint, spuert e maximal 24 Euro de Mount zousätzlech. An eise Mëttelständler, deen, allez, kommt, mir soen einfach emol 15.000, mir kënnen och soen 10.000 Euro de Mount verdéngt, hie spuert de Mount 125 Euro, an da kommen d'Abatementen derbäi.

#### (Interruption)

3.200 Euro Zousazpensioun,...

#### (Interruption par M. Xavier Bettel)

...1.344 Euro Versécherung, 2.000 Euro Scholdzënsen, 5.400 Euro Haushaltshëllef, 5.000 Euro Atomstroumauto. Dat si 16.944 Euro. Wann ech am héchste Steiersaz si mat 42%, spueren ech iwwer 7.000 Euro plus déi 1.500 duerch d'Reform. Dat sinn 8.600 Euro. Dat ass véiermol de Mindestloun, deen ech do am Joer spueren.

Ass dat sozial gerecht? Ech perséinlech si frou fir all Mënsch, dee manner Steiere muss bezuelen, fir schlecht Regierungspolitik ze finanzéieren. Mä ass et sozial gerecht, ass et responsabel, engem Mënsch, deen 180.000 Euro d'Joer verdéngt, eng Botzfra mat 2.268 Euro d'Joer ze subventionéieren oder säin Elektroauto mat 2.100 Euro, an dat amdeems de Stat Scholde mécht op d'Käschte vun den nächste Generatiounen?

Ech zitieren d'Joëlle Elvinger, eis exzellente Rapporteuse. Déi sot hei am Haus...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, très bien!

Si sot hei am Haus de 24. Abrëll 2014: „Et ass mir awer och als nach relativ jonke Mënsch wichteg, hei ze soen, dass mir zënter enger Rei Jore Suen ausginn, déi mir net hunn. Suen, fir déi mir musse Schold maachen. Schold, déi muss zréckbezuelft ginn, wann net haut, da muer, a wann net muer, dann iwvermuer!“

Weider sot d'Madamm Elvinger: „Wéini bezuele mir déi Suen zréck? A wie bezilt se zréck? Sinn et déiselwecht Leit, déi elo vun den Dépensé profitéieren? Oder geet et net éischter op d'Käschte vun deenen, déi nokommen? Ech héieren esou oft de Begrëff «spueren» am Kontext vun enger néideger Budgetskonsolidéierung. Mä geet et net a Wierklechkeet drëm opzehalen, Suen auszeginn, déi mir iwverhaapt net hunn?“

Très bien, Madamm Elvinger! Dat war genau richtig! Dat ass de Punkt!

Déi Abatemente profitéieren all klengem Lounempfänger net. D'Botzfra profitéiert vu kengem Abatement, hire Patron awer kriitt 2.268 Euro d'Joer vum Stat Subventioun. Deen een huet de Fanger am Mond, an deen aneren huet de Cash an der Täsche.

Dat ass d'Realitéit vun där sozialste vun alle Steierreformen, déi hei anscheinend soll gemaach ginn! Dat ass déi wierklech Réalitéit! Dat ass déi Réalitéit, déi eis Regierung net méi kennt, net méi am A huet oder ganz einfach net méi versteet.

**(Interruption)**

Schonns 2001 huet d'ADR heibanne gefuerdert, datt all déi Abatementen...

An, meng léif Kollegee vun deene Gréngen, ech schwätzen hei och, wann et lech net gefält. Lauschtert lech einfach un, wat mir ze soen hunn!

**(Interruption)**

Schonns 2001... Ma et deet lech wéi. Eis deet et och heiansdo huet, wann Dir schwätzt.

Schonns 2001 huet d'ADR heibanne gefuerdert, datt all déi Abatementen an e Crédit d'impôt ëmgewandelt ginn, wou all Mënsch d'selwecht dovu profitéiert, egal wéi héich säi Revenu ass. Dat wier eng tatsächlech Vereinfachung. Dat wier sozial gerecht. An dat wier eng wierklech Reform. Genausou wéi manner Steiersätz, eventuell eng Negativsteuer fir déi allerklengste Léin e wierklechen Ofbau vum Mëtstelstanksbockel...

**(Interruption)**

Dir hutt jo den Avis vun der Zentralbank gutt gelies. Do gesitt Der, datt de Mëtstelstanksbockel exakt bestoe bleift. E verréckelt zwee Millimeter no riets, mä e bleift bestoen.

**(Interruption)**

Mä Dir liest jo natierlech keng Avise vun der Zentralbank, dat si jo Hännessen, déi net wësen, wouvun datt se schwätzen.

**(Brouhaha général)**

► **Une voix.** - Elo geet et awer duer! Et ass net ze gleewen! Dat ass dach eng Frechheet!

► **Une autre voix.** - Dat ass eng Zoumudung.

**(Interruptions diverses)**

► **M. Roy Reding (ADR).** - Individualbesteierung, sot Der, géift Der aféiere parallel zum Pacs. Mir wëssen, datt am Pacs keng effektiv a richtig Individualbesteierung stattfënt. Den Här Berger sot éierlechkeetshalber: „Et ass eng éischt Etapp.“

Effektiv, wann ee wëllt eng richtig Individualbesteierung hunn, muss een aner Mesuren aféieren. Mesur fir déi Leit, déi, am plaz schaffen ze goen, sech doheem ëm d'Kanner a Famillje këmmen, sinn e Kärschéck vun der ADR hirer Familljepolitik. An an deem Kontext si mir fir eegen, individualiséiert Sozial- a Renterechter an eng wierklech individuell Besteierung, fir datt dee Revenu steierlech neutraliséiert gëtt.

E kuerzt Wuert zu de Wittleit. Wéi d'Petitionnairen hei waren, krute se vun all Mënsch op d'Schëller geklappt, a se ware frou a sinn heemgaangen a se duechten: Elo geschitt eppes. De Pierre Gramegna war alt emol nees eng Kéier deen eenzeggen Eierleche vun der Majoritéit,...

► **Plusieurs voix.** - Oh!

► **M. Roy Reding (ADR).** - ...wéi hien hinnen op de Kapp zou sot, si sollte frou sinn, iwverhaapt déi Iwwergangsfrist vun dräi Joer ze

hunn; am Ausland wier dat manner. Dat war esou. Ech mengen, den Här Gramegna kann dat bestätegen.

**(Brouhaha et hilarité)**

D'Wittleit sinn definitiv net déi, déi hei vun der Géisskan profitéieren.

**(Interruptions diverses)**

Här President, wann d'Regierung sech beouegt huet, kann ech vläicht virufueren.

**(Interruptions diverses et hilarité)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hutt ganz eleng d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...d'Wittfraen, déi laachen net!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hutt ganz eleng d'Wuert, Här Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, ganz richtig, ganz richtig, Här Gibéryen.

► **Une voix.** - Liest d'Steiergesetz! Här Gibéryen, liest d'Steiergesetz!

**(Brouhaha général)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här Gibéryen, déi wiere frou, wa se dat hätten, fir dat Dir lech hei an der Chamber agesat hutt fir d'Pensiounen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, mir sinn hei am Parlament, wou jiddwereen d'Recht huet - wou jiddwereen d'Recht huet -, fräi ze soen, wat en denkt, och wann et eis net gefält, wa Verallgemeinerung gemaach ginn, dass d'Leit als Ligener duergestallt ginn. Mä mir sinn am Parlament an den Här Reding huet d'Recht, dat hei ze soen, wat en denkt.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A mir hunn d'Recht, dat dovun ze denken, wat mir fir richtig fannen.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Här President, ech soen lech villmools Merci fir déi Präzisioun. Et gëtt nach eng Plaz op der Welt, wou et eng Meenungs- an eng Riedefräiheet gëtt, an dat ass hei d'Chamber.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Roy Reding (ADR).** - De Wittfraen an de Wittmänner hir Liewenshaltungskäschte gi mam Doud vun hirem Partner kaum erof.

Den Entretien vum Haus bleift deeselwechten, d'Hëtzes och, d'Assurancen och, d'Poubelle, d'Gemengentaxen an esou weider an esou fort. Enger drastischer Reduktioun vun hirem Revenu steet kaum eng Reduktioun vun hiren Dépensé géintiwuer. An da schloen och nach d'Steieren zou.

Natierlech gëtt et Wittleit, déi esou gutt do-stinn, datt se net doduerch an Nout geroden. Mä et gëtt eben och eng Hällewull anerer. Si sinn d'Laissés pour compte vun dëser Reform a si wëssen et. D'Petitioun war trotzdem net ëmsoss, well zumindest eemol effentlech hei diskutéiert ginn ass, wéi eng Situatiounen et hei am Land gëtt, wat fir eng Situatiounen bestinn. An zumindest d'Immunitatioun vun de Weeserente war e positiven Effekt vun där Petitioun.

E leschte Punkt. Hei goufen déi Jonk oft genannt, déi an der sougenannter „rush hour“ vun hirem Liewe wieren. Si solle profitéieren vun Abatementen, zum Beispill duebeler steierlecher Ofsetzbarkeit vun de Bausparverträg.

Vergiess gouf, datt vill Jonker net an der „rush hour“ stiechen, mä am Stau. Si hunn entweder kee Revenu, keng Aarbecht oder esou weineg Loun oder Gehalt, datt si am Dram net kënnen drun denken, zum Beispill e Bausparvertrag ofzeschleissen. Si kréie keen Immobiliekredit. Si musse loune goen. A si kréien d'Enner um Enn vum Mount knapps beieneen. Deene Leit hëllef den 38 Euro oder, no Ofzuch vun Ärer TVA-Erhéijung, 11 Euro häerzlech weineg. Et hëllef, et sinn 11 Euro méi. Mä si profitéieren net vun deenen „Rush-hour“-Mesuren, déi hei an d'Fenster gesat ginn.

Wa se da mat 30 oder 35 Joer, well hir Pai endlech besser ass, kënnen e Bausparvertrag ofschleissen, da gëtt den Abatement ab 40 Joer halbéiert. Wierklech profitéiere maache vun dëser Reform déi, déi hir Autoe subventionéiert kréien, hir Botzfra gesponsert kréien, déi sech schonn a jonke Joren eng Zousatzpensioun kënnen leeschten - all Respekt fir déi Leit! - an eben och e Bausparvertrag.

**(Interruption)**

An nach eng Kéier, alles dat gëtt finanzéiert duerch Scholden. D'Waasser aus Ärer Géisskan kennt net do un, wou et géif gebraucht ginn.

Ech hoffen, datt weinstens eng Majoritéit heibannen d'Stock-Options-Motioun ënnerstëtzt, wou de Revenu duerch en Trick zu engem Net-revenu gemaach gëtt a wou een am plaz 42.000 Euro nëmmen e puer Dausend Euro Steier driwwer bezilt. Dat wier e gutt Zeechen.

Ech gesinn, ech hunn nach zwou Minutten Zäit. Duerfir ee Wuert...

**(Interruptions)**

Duerfir ee Wuert zur Fraude fiscale. Mir si selbstverständlech och géint d'Fraude fiscale. Doduerch, datt mer dat awer elo dem Stofrecht ënnerleeën, gëtt et eng faktesch Ongläichbehandlung vun de Leit, well de Parquet eng Opportunité des poursuites huet.

Den drëtten Pouvoir, an ech hat schonn ëfters d'Geleeënheet, dat hei ze soen, ass deen eenzege Pouvoir hei am Land ouni Kontroll, ouni „checks and balances“. Et kënn also zu enger faktescher Ongläichbehandlung, wa Leit, déi net kontrolléiert ginn, iwver hir Opportunité des poursuites kënnen decidéieren, wie se dann elo poursuivéieren a wien net.

Eng fair Behandlung vu Steierbierger misst de Contrepoids si vun all Steiergesetz. Dozou gehéiert notament, datt een net eng Iwwer-taxatioun mécht an datt een net mega Amendé mécht fir Retarde bei der Ofgab vu Steiererklärungen. Et gëtt och jonk Leit an der „rush hour“ vun hirem Liewen, déi eben aneres ze dinn hu wéi hir Steiererklärung. An enger Zäit, wou mer null Zësen hunn op Avoiren, misst et dem Stat jo esou gesinn net esou wichtig sinn, wann do e Retard optrëtt. Genausou wéi de Stat jo och keng Zëse bezilt op Avoiren, déi en engem Contribuabel zréckbezilt, mä awer ganz, ganz héich Zëse freet op Retard de paiement. An ech fannen, do wier einfach e méi loyalt Verhale vun der Administratioun ubruecht.

**(Interruption)**

Fir de Rescht soen ech lech Merci. A mir stëmme selbstverständlech géint déi sougenannte Steierreform.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **Une voix.** - Wat ass iwverhaapt een Elektro-automato?

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dat ass ee mat Atomstrom bedriwwenen Auto.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Berger huet d'Wuert gefrot.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här Präsident. Här President, ech muss am Numm op alle Fall vu menger Fraktioun, mä ech mengen, ech kann awer do och vun enger ganzer Rei vun deenen aneren Deputéierten hei soen, datt et inakzeptabel ass, datt mer hei vun engem Deputéierten als Ligener bezeechent ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech si scho laang hei an dësem Haus, mä dat hunn ech awer nach ni erlieft. Dat ass inakzeptabel. Ech mengen, mir haten eng Kéier eng äänlech Situatioun, wou den Här Gibéryen hei am Haus gesot huet, mir wieren all praktesch veruerteelt. Dobäi ass et just ëm een Deputéierte gaangen, deen elo grad hei op der Tribün stoung. Den Här Gibéryen hat deemools d'Honnêtetéit, fir dann dohinnerzuegoen a sech ze entschëllegen, wat mer respektéieren. Mä ech fannen, och hei war et ubruecht, datt den Här Reding géif soen, datt dat net esou gemengt wier.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

**(Interruption)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et schéngt vum Här Reding esou gemengt gewiescht ze sinn.

**(Hilarité)**

Dann huet als Nächsten d'Wuert den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Léin).** - Neen, loosst d'Luuchten un, wann ech gelift, Här President.

**(Hilarité)**

Här President, et gouf gesot, datt dës Steierreform déi sozialste Steierreform wier. Et muss een awer och derbäisoen, datt d'Lat an deene leschten 30 bis 40 Joer net ganz héich louch. Am Ufank vun dëser Legislatur huet d'Regierung de Choix getraff, e Spuerpak ze maachen, op deen ech awer elo net méi wäert zréckkommen, mä wou all déi méi oder manner kleng Mesuren, deemno wéi ee se cumuléiert, en Aschnëtt duerstellen. An dann hu mer och nach d'TVA-Erhéijung gehat oder d'Solidaritätssteuer mat de Banken.

Et ass drëms gaangen, d'Statsfinanzen ze stabiliséieren. Mir sinn der Meenung, datt grad d'Erhéijung vun der TVA, déi am Kader vum Spuerpak stattfont huet, net gutt war fir

d'Ekonomie, net ze schwätze fir d'Leit selwer. An da soll een och net vergiessen, datt d'Steiertabell zënter 2009 net méi un den Index ugepasst gouf. Et ass natierlech einfach ze behaupten, et géif een de Leit eppes ginn, wann een hinne scho virdu geholl huet an hinnen dat Allernormaalst net wëllt zréckginn, also eng Upassung vun hirer Steierlaascht un d'Präsentwecklung.

Ech weess och net, ob dat ëmmer richtig verstanen gëtt heiansdo, mä d'Aféierung vum Index an der Steiertabell, wéi den Index iwverhaapt en général, ass keng Emverteilungspolitik, oder kann op jidde Fall net dorobber reduzéiert ginn, mä se ass ganz einfach do, fir eng Kluff tëschent de Präisser an der Kafkraaft ze reduzéieren. Dat kléngt esou wéi eng Evidenz. Dat, wat ech soen, ass och eng Evidenz. Mä ech mengen, dat muss een oft répétéieren, well oft gëtt et net esou duergestallt vu gewëssene Milieuen.

Mä déi Fro, Haaptfro, déi mir eis stellen, dat ass: Firwat kënnen déi héich Revenue respektiv d'Kapital net méi zu de Recettë bäisteieren? Well dat wier och déi aner Méiglechkeet gewiescht: keng onnëtz Spuermesuren, keng Erhéijung vun der TVA, awer dofir eng Steiertabell, déi zwar déi ënnescht Tranché favoriséiert, dat ass richtig, mä dofir déi ieweschst Tranché méi konsequent kéint och besteieren.

An et ginn nach aner Mëttel, fir weider Finanzmëttel ze fannen, ouni mussen déi Kleng- oder Mëttelverdenger nach méi ze belaaften. Zum Beispill gëtt et do, dat hate mer jo och schonn, dat soe mer jo awer och ganz oft, den Impôt sur la fortune, wou mir der Meenung sinn, datt deen erëm misst agefouert ginn. Dat wiere schonn eendeitig Recettë vu Leit, déi sech bestëmmt net wäerten delokaliséieren.

Mä et schéngt einfach en Tabu ze sinn, fir d'Kapital an d'Fortune méi ze besteieren. Dofir versti mer einfach och net, datt u sech och simultan d'Betriebssteuer trotzdeem nach erofgesat gëtt. An et muss een awer och nach fäerten, datt se vläicht an nächster Zukunft nach weider erofgesat wäert ginn, vläicht vun anere politeschen Akteuren. Op jidde Fall wësse mer, datt den Drock ganz héich ass hei zu Lëtzebuerg vu gewëssene Milieuen erëm eng Kéier, fir déi erfrozesetzen.

Wat de Steierbarème ugeet, e geet elo vu 40% op 41% respektiv 42% erop. Très bien, soe mer natierlech. Mä et muss een och soen, datt mer vu wäit kommen. Den Déifpunkt hate mer 2002 erreicht, wou de Spätzesteiersaz nach nëmmen op 38% louch. 2001 louch en nach, wéi hautdesdaags elo an dëser Steierreform virgesinn, op 42%. Mä e louch och scho vill méi héich. Viru 40 Joer hate mer zu Lëtzebuerg e Spätzesteiersaz vu 57%. An dat ware keng Zäiten, wou Lëtzebuerg schwaach war, an enger Kris war, mä net schwaach war! A graduell no der Stolkriss ab 1987 ass et dann erfogaangen.

Deen Trend ass dann du lassgaangen. An allgemeng gesi gëtt et eng Tendenz zu Lëtzebuerg, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och an Europa, zanter den 1990er Joren op jidde Fall, d'Betriebssteiere ginn ëmmer méi erof. Deemools och nach Enn der 1990er Jore gouf d'Gewerbekapitalsteuer an de Gemengen ofgeschafft. Den Taux vun der Gemengegewerbesteier gouf vu 4% op 3% erfrogesat 2002. An eben och de Spätzesteiersaz, dee graduell ëmmer erëm erfrogesat gouf bis ebe viru Kuerzem an elo mat dëser Steierreform.

Mä et ginn awer nach weiderhin aner Saachen, wou mer nach der Meenung sinn, datt ee misst méi Recettë kréien, a wou mer wéineg Verständnis hunn, datt déi net an Ugrëff geholl ginn, zum Beispill d'Benefisser op den Dividenden, déi nach ëmmer zu 50% steierfräi sinn. An do stellt ee sech ganz einfach d'Fro, firwat grad d'Benefisser, déi net op Aarbecht berouen, vun der Steierlaascht zur Halschent befreit sinn, well dat ass jo och net de Fall bei engem normale Revenu. En normale Salarié, dee kann net 50% vu senger Revenue vun de Steiere befreien. Dat géif vläicht deen een oder deen aneren natierlech glécklech maachen. Mä dat funktionéiert leider nëmme mat Dividende vun Net-aarbecht. Ass dat gerecht?

An déi aner Fro, déi ee sech och muss stellen, grad an enger Zäit, wou mer duerch esou eng Steierreform awer trotzdeem Déchet-fiscallen hunn: Op wéi vill Honnerte vu Millioune verzichte mer?

An datselwecht géllt och fir d'Stock Options. Ech si frou, datt mir net déi Eenzeg sinn, déi dat opwerfen. Vlächicht wäert dat och dann eng Wierkung hunn. Mir wësse jo ganz genau, an et ass schonn ugeschwat ginn, datt d'Stock Options staark problematesch sinn, déi Beedelegung vu Kaderen an Entreprises, bis zur Halschent vum Salaire, déi nach mat ongeféier 10% besteiert kënnen ginn, an et gouf och op Exzesser higewise vu menge Virriedner vu vir-drun.



An dat sinn natierlech och vill Steiergelder, op déi mir eis setzen. D'Caritas schwätzt vun engem Déchet fiscal, dee schwéier ze berechnen ass, well hei zu Lëtzebuerg mer jo och e Problem hu mat der Transparenz souwisou vum Kapital, dovun ofgesinn. Dofir ass et ëmmer schwéier, Saachen ze berechnen. Mä d'Caritas an hirem Sozialalmanach schwätzt vun engem Déchet fiscal, deen tëschent 100 an 300 Milliounen Euro läit. Dat heescht, dat si Recetten, déi mer verléieren. An domadder hätte mer schonn e Gros vun de Perten, zum Beispill vun der TVA am Commerce électronique, wettgemaach.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Dofir si mer och der Meenung, mir fannen et souwisou bedenklech, datt iwwerhaapt déi Saach mat de Stock Options iwwer Circulaire geregelt gouf, dat muss een awer soen. An dat war och de Fall mat de Rulinge ganz laang d'ailleurs, wou relativ konsequent Steierregelungen iwwer Circulaire geregelt ginn. Et wär besser gewiescht, éischstens, datt et iwwert d'Gesetz geregelt gi wier, mä am beschte Fall, där Meenung si mer och, datt et ganz einfach och ofgeschaaft géif ginn. Dofir si mer bereet, déi Motioun vun der CSV och an deem Sënn matzedroen.

Eis global Kritik un dëser Steierreform wäert lech och ganz weineg, ganz weineg...

(**Interruptions**)

...ganz weineg erschrecken.

► **Une voix.** - Et ass ganz interessant.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Mir sinn der Meenung, datt um Enn déi schaffend Leit méi bäidroen misse wéi d'Kapital.

Virdu war dat de Fall a mat dëser Steierreform ass et weiderhin de Fall. Do kann een nach weider Zuelebeispiller ginn. Am Panorama social zum Beispill vun der Salariauskummer, déi ginn e Beispill, ganz einfach, wann een en duerchschnëttleche Joresrevenu vu 55.000 Euro huet, bezitt ee 6-mol, 5,7-mol, mä et kann een oppinnen op 6-mol esou vill Steiere wéi op Kapitalrevenue vum selwechte Montant, also 55.000 Euro. Dat ass e gutt Beispill, wat beweist, datt selwer schaffe manner erabrängt, wéi Geld fir sech schaffen ze loosse.

An eiser Welt gi sozial Ënnerscheeder vun Dag zu Dag méi grouss. An dat géllt natierlech och fir Lëtzebuerg. 70% vun de Stéit hei zu Lëtzebuerg, dat seet de Stater, hunn e Liewensniveau pro Mount, deen tëschent 1.500 a 4.500 Euro läit, 10% souguer e Liewensniveau vu manner wéi 1.500 Euro. Bei nëmmen 3% ass et de Fall, datt e méi héich ass wéi 7.500 Euro.

An da gétt et och nach dee Kompendium vun der Steierverwaltung, deen erauskomm ass - loosse mer dat esou soen! - am Virfeld vun dëser Steierreform, wou een och kann dra liesen, datt 50% vun de Ménagen, résident oder net résident, iwwer e Revenu impossible verfügen, dee maximal bei 50.000 Euro läit.

Ekonomesch a finanziell Gläichheet ass gesond fir d'Gesellschaft, well grad déi finanziell an ekonomesch Gläichheet, déi suergt derfir, datt de Prinzip, datt all Bierger gläich virum Gesetz ass, net just eng Parole bleift, mä och Wirklechkeet gétt. Mir mengen natierlech och, datt et an déi richteg Richtung geet, wann de Spëtzezielsaz eropgeet - wéi kéint et aneschters sinn? -, mä mir sinn der Meenung, datt déi richteg Richtung hätt kënnen eendeiteg méi audaciéis sinn.

Et kéint ee laang driwwer streiden, ob een de Mindestloun vum Barème komplett exonéiert, ob den Ufankseuil méi spéit kéint antrieden. Wa jiddwereen, zemoos déi ënnescht Revenuen, sech e korrekt Liewe kéinte leeschten - dat ass awer de Problem, datt dat zurzäit net de Fall ass -, da kéinte se hire Verhältnisser entsprechend och bäidroen. A mir sinn och der Meenung, datt och kleng Revenue mussen als contribuabel gesi ginn, well dat ass och, mengen ech, souwisou prinzipiell finanzpolitesch richteg, mä och politesch allgemeng richteg, datt jiddwereen als Bierger och e bésse bäidroen kann, virausgesat natierlech - virausgesat natierlech! -, datt een awer duerno um Enn vum Mount eens gétt.

Dofir si mer weiderhin der Meenung, datt ee weinstens hätt kënnen an déi Richtung goen, fir e méi héijen, eendeiteg méi héije Spëtzezielsaz ze hunn, wéi dee vu viru 40 Joer, wou Lëtzebuerg net ënnergaangen ass, also 56% oder 57% - iwwer Zuele muss een net onbedéngt streiden -, an datt een natierlech och d'Steiertabell endlech un den Index bënt.

De Barème gouf och geännert ënnert dem Credo „all Bierger gétt entlaascht“. Jo, déi ënnescht Revenue wäerten entlaascht ginn, zemoos déi ënner 20.000 Euro. Mä dee fameise Mittelstandsbockel, deen awer relativ schnell erreicht gétt, dee gétt net ofgeschwächt, zemoos net par rapport zu den ieweschte

Schichten. Well och wann déi, déi net vill hunn, besser ewechkommen, sinn déi, déi vill hunn, voire ganz vill hunn, déi, déi am beschten ewechkommen.

Et ass zwar richteg ze soen, datt d'Reform vun der Steiertabell dozou bäidrëit, eben, datt déi Leit, déi an den ënneschte Kategorië sinn, gutt ewechkommen, mä et dierf een net vergiesse, datt schlussendlech de Barème bei 200.000 Euro ophält. Duerno geet et weider mat 42%, ob een 300.000 Euro d'Joer verdéngt, eng hallef Millioun oder eng Millioun.

Gerechtegkeet gesäit an eisen Aen aneschters aus, zemoos wann ee bedenkt, datt d'Leit mat héije Revenuen och oft iwwer aner Ertrag verfügen, an zwar déi aus dem Kapital, an déi ginn och gutt bedéngt. Ech mengen, ils ne sont pas à plaindre. An et misst ee sech och d'Fro stellen, firwat déi ganz héich Revenuen net méi héich besteiert ginn.

Duerno kann een natierlech och eng aner Partie Mesuren opzielen, déi schonn opgezielt goufen an déi natierlech och nach déi besser Revenuen erëm eng Kéier favorisieren, zum Beispill eben och den Abatement op d'Frais de domesticité, dee vun 3.600 op 5.400 Euro eropgeet. Do kann ee kaum behaupten, datt dat eng Mesure wier fir déi manner gutt gestallte Leit, finanziell gesinn, mä datt et éischter erëm eng Kéier e Kaddo ass un déi Besserverdéngend an e Verloscht natierlech och fir d'Allgemengheet, fir d'Statskeess.

Et misst ee sech och d'Fro stellen, awéifern een d'Proportionalitéit vun der Franchise vun de Primes d'assurance responsabilité civile bei de Privatautoen net misst a Fro stellen, well domadder ginn näamlech och déi belount, déi méi déck Zylindere fueren, déi och méi verpeschten, déi och méi zu Autosaccidenter vläicht bäidroen, déi Autoen, datt déi u sech erëm eng Kéier favoriséiert gi par rapport zu Leit, déi sech esou déck Autoen net kënnen leeschten.

Mir mengen och, datt bei dëser Steierreform a puncto Logement justement eng Geleeënheet verpasst gouf, fir de Locataire entgéintzekommen. Well et gouf ganz oft hei gesot: „Mir maache Mesuren en faveur vu jonke Leit, déi sech kënnen duerno e Logement leeschten.“ Dat heescht: d'future Propriétaires. Mä Locataire, déi kréien natierlech an dëser Steierreform net..., an dat ass de Problem, datt hei zu Lëtzebuerg d'Locataire grad déi Kategorie vu Leit sinn, déi am meeschte vun enger Steierreform misste kënnen profitieren. Déi Mesuren, déi kommen, déi sinn ebe fir d'zukünfteg Propriétaires.

Dat ass de Fall vun der Erhéijung vum Plaffong, deen eropgeet bei der Ofsetzung vun der Cotisation am Kader vun engem Contrat épargne logement, also fir d'zukünfteg Propriétaires. Erop geet och de Montant, deen een ofschreiw ka bei den Zënse vun engem Prêt immobilier. An dann och déi 50% Franchise vum Loyer, wann een iwwert d'Agence immobilière sociale fiert; dat klängt natierlech gutt, mä mir mengen awer och, datt dat, deemno wéi, och e ganz gutt Geschäft kéint si fir deen een oder deen anere Propriétaire, awer et wäert net dozou bäidroen, datt um Marché d'Präisser vum Logement kéinten erofgoen.

Ech si bal um Enn vu menger Zäit ukomm. Ech wollt awer nach just eng Kéier erëm dorobber zrëckkommen, datt mer mussen ophale mat dësem „moins-disant fiscal“ fir d'Beriber. Well dat ass awer e Mantra hei an Europa, fir d'Beriber, déi grouss Beriber ëmmer manner ze besteieren, dovunner ofgesinn, datt souwuel Lëtzebuerg wéi aner Länner iwwer Fiskalitate verfügen, fir datt déi ganz grouss Beriber kënnen sech total vun der Steierlaascht befreien. An dat ass e reelle Problem.

An ech kann och nëmmen..., mir maachen dat permanent. Mir zitéieren eng Etüd vu PricewaterhouseCoopers, wat ongewinnt ass, mä heiansdo muss een och kucken, wat anerer schreien. An déi soe schonn zanter Joren, datt zu Lëtzebuerg schon nëmme fir d'Beriber, datt d'Fiskalitéit fir d'Beriber immens favorabel ass hei am Verglach mat der Groussregion an och iwwerhaapt mat Europa, datt d'Beriber souwisou schonn eng ganz schwaach Steierlaascht hei zu Lëtzebuerg hunn, wa se iwwerhaapt... (veuillez lire: Steiere bezuelen), wann ee vum Taux affiché schwätzt.

Dofir hu mer, ech hunn dat scho virdu gesot, e Problem domadder, datt d'Betriebsbesteuerung nach erofgeet bis op 18%, 19%, 18% graduell, den Taux affiché. Mir wëssen, datt souwisou den Taux réel eendeiteg drënner läit. A fir déi ganz grouss läit e ganz drënner, well déi aner, déi grouss Beriber kënnen sech natierlech aggressiv Planifikatioune leeschten.

Dofir, ech halen dann elo op. Dofir si mer der Meenung,...

(**Interruption**)

...datt een en anere Wee misst aschloen, wuel wëssend, datt den Drock ganz staark do ass, fir d'Betriebsbesteuerung nach ëmmer méi erfzesetzen. Ech hu scho souguer och héiere vu gewëssene Patronatsäiten, datt se souguer d'Gemegegewerbsteier wëlle ganz ofschaffen, well se net agesinn, firwat déi gutt ass, well se vläicht och net vill mat Gemengepolitik ze dinn hunn an net wëssen, wat e Service public op Gemengenniveau bedeit.

A mir ruffen da schlussendlech d'Regierung och op, fir op EU-Niveau justement géint déi fiskal Konkurrenz unzegoen. Dat mécht d'Regierung net. Dat ass en Dogma vun all Lëtzeburger Regierung, fir ze soen: „Mir stinn hantert dem Fiskal-Dumping op EU-Niveau.“ An dat ass schlecht fir Lëtzebuerg. An dat ass och ganz schlecht fir Europa.

(**Interruption par M. Etienne Schneider**)

Bon, franchement, Här Schneider, ech héieren awer ëmmer de Géigendeel!

(**Interruption par M. Etienne Schneider**)

Jo, et héiert een dat eent oder dat anert, deemno wien de Publikum ass.

Mir wäerten op jidde Fall géint dës Steierreform stëmmen. Ech soen lech Merci.

(**Interruption par M. Etienne Schneider**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. Ech hunn elo keng weider Kolleginnen oder Kollegen, déi sech ageschriwwen hunn, soudass d'Wuert direkt den Här Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, huet.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, Här Premierminister, léif Kollegen aus der Regierung, ech si frou iwwert déi Debatt, déi mer elo grad haten, well si huet natierlech erlaabt, de Fokus op dës Steierreform ze setzen an déi véier Charakteristike vun dëser Steierreform kloer duerzeleeën: Dat ass eng nohalteg Steierreform. Si ass gerecht. Si ass selektiv a sozial a si bréngt Kompetitivitéit.

Dës Steierreform kënnt och am richtige Moment fir Lëtzebuerg, zu enger Zäit, wou et eise Land vill besser geet wéi virun dräi Joer. Et ass och eng Steierreform, déi kohärent ass mat der genereller Politik, déi vun der Regierung verfollegt gétt. An et ass eng Steierpolitik, déi gréng Luucht krut vun den europäeschen Instanzen.

Ech géif gären der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, gratuléiere fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport hei, wou se alleguerten d'Elementer natierlech gutt ervirgestrach huet, mä och ganz bestëmmt gutt ënnerstrach huet, wéi gerecht dës Reform ass an och, dass et eng modern Steierlandschaft ass, déi mer heimadder schafen. An ech wäert och nach dorop ze schwätzen kommen.

Et ass vu villen ënnerstrach ginn, och vun der Haaptoppositiounspartei, dass deen Exercice hei mat enger grousser Transparenz gemaach gétt. Also ech freeë mech, dass dat unerkannt ginn ass, well effektiv hu mer vu Februar un, wéi mer déi éischt Pressekonferenz gemaach hunn, d'Zifferen op den Dësch geluecht. Ech hunn och nach kënnen schätzen an Dir hutt et och kënnen schätzen, dass mer fir de Conseil économique et social a fir d'Chamber och d'Zifferen d'lescht Joer zur Verfügung gestallt hunn, déi vill méi an den Detail gaange si wéi dat, wat jee gemaach ginn ass.

Mir hunn also an der Transparenz geschafft. Mir hunn en extrae Site Internet gemaach, wou d'Steierzueler direkt konnten den Effet vun der potenzieller Steierreform a Steiererlichterung gesinn. An ech sinn och uechtert d'Land gaangen, fir dee Steierdialog ze férdere, dee mer esou wichteg schéngt, dass d'Leit kënnen Froe stellen, firwat se Steiere bezuelen. Ech fannen déi gutt Noricht vun deem Steierdialog ass, dass een dat zu Lëtzebuerg ka maachen. Ech muss soen, dass ech vu ville Leit ganz positiv Echoe krut, net nëmmen, well mer eng Steierreform hunn, mä well mer an engem Land liewen, wou ee gesäit, wat mat de Steiere gemaach gétt. Ech ka mer net vill Länner virstellen, wou de Finanzminister kann duerch d'Land zéien, ouni polizeilech Protektioun, fir iwwer Steieren ze schwätzen.

Ech wollt mäi Virtrag hei an dräi Deeler andeelen: en éischten, wou ech awer nach eng Kéier d'grouss Linne vun dëser Steierreform a Steiererlichterung géif résumieren, haaptsächlech déi wichtegst Deeler. Am zweete groussen Deel géif ech gäre weisen, dass dës Steierreform nohalteg ass, an zwar nohalteg am Sënn, dass se finanzierbar ass, an dann och géif d'Fro stellen, ob se ambitiéis genuch ass oder ob se ze wäit geet, an dann, drëtten, géif ech op déi Motiounen oder Virschléi, déi vun der Haaptoppositiounspartei gemaach gi sinn, agoen.

Zum Éischten, déi Haaptzich vun dëser Steierreform. Fir d'Éischt emol hu mer dat Versprieche, wat mer gemaach haten, agehalen, dass mer den Impôt d'équilibre budgétaire temporaire an dëser Steierreform ofschaffen. Mir hate gesot, mir schafen deen of, soubal et méiglech ass. Dee Moment ass komm. Dofir gétt déi Steier vun 0,5% par rapport zum Revenu dann elo ofgeschaaft.

Ech wëll ënnersträchen, dass déi érischt ugefaangen huet ze gräifen nom Mindestloun. Dat heescht, déi Leit, déi e Mindestloun haten, waren exonéiert vun dëser Steier, wat och sozial gerecht schonn deemools war. Mir hunn och keng Verméigenssteuer agefouert, mä mir hunn zwee nei Spëtzezielsatz vun 41% an 42% agefouert.

Zur Tabell, zum Barème, wat ëmmer e ganz wichtige Sujet bei enger Steierreform ass, hu mer bewosst de Choix gemaach, deen ënneschten Niveau, ënnert deem ee keng Steiere bezuelt, intakt ze loosse. Dat ass den Niveau vun 11.265 Euro. Mä mir hu virgeschloen, dass den Taux soll geännert ginn tëschent 11.265 an 20.625 Euro. Hei ginn d'Stufen an d'Längt gezunn an dat benefisiéiert en fait alleguerten de Steierzueler. Wat mer domat och errechen, dat ass, dass dee Moment, wou den Taux vun 39% ufängt ze gräifen, dass dat méi spéit geschitt, net méi wéi virdu, haut 41.793 Euro, mä bei 45.897. Dat kënnt all Mënsch zegutt.

An hei kënnt elo, mengen ech, deen allerwesentlechten Deel. D'Kärstéck vun dëser Steierreform ass déi nei Manéier, wéi mer d'Steierkreditter uginn. De Crédit d'impôt salarie, deen och e Pendant huet, de Crédit d'impôt pensionné an och de Crédit d'impôt monoparental - ech zielen net ëmmer déi dräi op -, dee Steierkredit war virdu deesewechten: 300 Euro fir all Mënsch.

Dee Steierkredit gétt elo mol zwee multiplizéiert vun 300 op 600 Euro, an am plaz dass all Mënsch e kritt, gétt dat elo eng selektiv an eng sozial Mesure, well en ass verduebelt fir all déi, déi tëschent 11.265 a 40.000 Euro sinn. Do ass de Crédit d'impôt verduebelt vun 300 op 600. An herno geet e progressiv lues op null erof. Dat ass eng immens Innovatioun, muss ech soen. Mir hunn en Instrument geholl, wat schonn do war, wat automatesch war, wat kee soziale Kritär a sech hat. Dat hu mer elo agefouert. An ech mengen, et kann een déi Steierreform net ouni déi do Innovatioun richteg beurteilen.

An et ass och dofir, an ech maintenieren dat, dass ee ka soen, dass dat heiten déi sozial gerechtste Steierreform ass an eiser rezenter oder vläicht souguer an eiser laanger Geschicht.

Ech bestreiden net, wéi een Deputéierte gesot huet, dass nach ëmmer Ongerechtegkeete bestinn! Mä ech weess net, wéi een et besser ka maachen, fir déi Ongerechtegkeete méi kleng ze maachen, wéi dat, wat mer elo mat dëser Reform hei maachen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - De Salaire minimum non qualifié geet 63% erof, zwee Drëtter. De qualifizéierte Mindestloun, dee geet 42% erof. Bis dohinner sinn dat jo och Leit, déi den Impôt d'équilibre net bezuelt hunn, duerfir huet dat elo soss keen Impakt bei deenen.

Wann ech elo eng Persoun huelen an der Steierklass 1, déi 4.000 Euro verdéngt pro Mount, déi Persoun bezitt mat der Steierreform, Combinaison vun alle Saachen, déi mer hei elo wäerte stëmmen, 120 Euro de Mount manner -...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - A Prozenter?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - 120% manner, pardon, 120 Euro manner -...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - A Prozenter?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ...a bezilt och den Impôt d'équilibre net méi. An den...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Vun de Prozenter seet en näischt.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Den Impôt d'équilibre, deen déi Persoun hei mat 4.000 Euro bezuelt huet, ass 10 Euro. Also 120 Euro de Mount manner, an den Impôt d'équilibre fir eng Persoun mat 4.000 Euro war 10 Euro. Ech ënnersträchen dat, well vill gesot ginn ass: „Dir schaaft elo den Impôt d'équilibre of, do hutt Der de Leit d'Suen aus der Täsch geholl, an hei maacht Der eng Reform, do gitt Der hinnen d'Sue just erëm.“

Ech wëll hei ënnersträchen, wéi kleng den Impôt d'équilibre war par rapport zum Impakt vun der Steuerreform.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Wann een 10.000 Euro verdéngt pro Mount, dat ass jo schonn eng schéi Pai, dee kritt nawell als Reduktioun och nëmmen 120 Euro, wéi deen, dee 4.000 Euro kritt. Do gesitt Der, dass dat jo ganz offlaacht. Wann een eng normal linear Adaptatioun vun de Steiere gemaach hätt, majo dann hätt dee bei 10.000 Euro de Mount, ma deen hätt 400 bis 500 Euro manner Steiere bezuelt. Mä an deem heite System kritt en der just 120 manner ze bezuelen. An den Impôt d'équilibre bei enger Persoun vun 10.000 Euro, deen ass ronn 40 de Mount. Dir gesitt also, wéi dee Mechanismus gespilt huet.

Wat wëll ech heimadder weisen? Ma zwou Saachen: Et gëtt zwee grouss Bénéficiaire vun dëser Steuerreform bei de Personne-physiquen. Déi, déi an de Prozenter am meeschten eraus-schloen, sinn déi ganz niddreg Salairen, d'Leit, déi de Salaire social minimum hunn, an an absoluten Zifferen sinn et d'Leit aus dem Mëttelestand. Duerfir gëtt de Mëttelestandsbockel ofgeflaacht. An dat war genau d'Zil, wat mer eis ginn haten.

Fir d'Monoparentallen, well dat jo eng Kategorie vu Leit ass, déi particulièrement vulnerabel sinn, hu mer äänlech Mechanismen agefouert. De Crédit d'impôt monoparental gëtt och do mol zwee gemaach, vu 750 op 1.500. Deen ass also vill méi héich. Den Taux vun 39%, dee vill méi fréi gegräff huet an der Steuerklasse 1A, gëtt no uewe geréckelt, an d'Weeserenten, wéi vun all Mënsch begréisst, gi vum nächste Joer un net méi besteiert.

Ech kommen elo zu engem Punkt, deen ech gären „Modernisatioun vun eisem Steuerrecht“ nennen, an zwar deem vun der Individualisatiounsméiglechkeet fir d'Personen.

Et ass esou, dass bestuete Leit haut net d'Méiglechkeet hunn, individuell besteiert ze ginn. Gepacste Leit kënnen dat schonn. Duerfir ass et wichtig, dass mer dat och elo fir bestuete Leit virgesinn. Ech ënnersträchen, dass et eng Optioun ass, soudass elo d'Leit, déi bestuet sinn, vum nächste Joer un, oder plutôt, fir méi prezis ze sinn, et ass vun 2018 un, wou dat wäert spillen, 2018, de Choix hunn tëschent dräi Méiglechkeeten: Se bleiwen an der Steierkategorie 2, onverännert.

Zweet Méiglechkeet, si wielen d'Individualisatioun, Systeme pur et dur hu mer se an der Steierverwaltung genannt. Dat heescht, si wielen, fir an d'Steierklasse 1 ze goen. Et gëtt Koppelen, déi dat gäre maachen, aus verschiddene Grënn.

An dann dat, wat wahrscheinlech déi meescht wäert usprechen, ass, dass se d'Optioun huelen, eng individuell Besteuerung ze maachen, déi um Enn steierneutral ass, mä déi an der Koppel et erméiglecht, dass jiddwieren d'Steiere bezilt op deem, wat hie verdéngt.

An d'Koppele wäerten och eng Optioun hunn, wéi vill d'Verdeelung ass. Wa se d'Verdeelung 50/50 maachen, dann ass dat déi einfachst Léisung, déi och neutral ass. Mä si kënnen dat och anescht gestalten. Mir hunn et also esou gemaach, dass vill Flexibilitéit méiglech ass.

Loose mer och derbäisegen, dass, a mengen Aen, dat eng ganz wichteg Saach ass, fir de Liewensëmstänn vun haut Rechnung ze droen, wann ee jo weess, dass vill Koppele gescheet ginn! Mat deem heite System kann ee selwer organisieren, dass een nëmme responsabel ass fir déi Steieren, déi ee selwer generéiert duerch déi Verdéngschter, déi een huet.

E Wuert zu de Frontalieren, déi iwwregens och wäerte kënnen vun der Individualiséierung benefisieren. Vlächit just fir ze soen: Wat ass d'Zil, wat mer wëllen erreeche bei de Frontalieren? Mir hätte gäre vum Joer 2018 un, also net d'nächst Joer, dass den Traitement vun de Frontaliere genau deeselwechte gëtt wéi deen de Résidenten. Dat ass haut schwéier méiglech gewiescht, well mir d'Informatiounen vun den Nopeschlänner net ëmmer kréien, wéi vill de Conjoint am Pays d'origine verdéngt. An dat wëlle mer änneren. Nächste Joer ass also d'Geleehheit fir d'Conjointen, hire Revenu an deem anere Land eiser Steierverwaltung ze mellen.

Ech wëll ganz kloer ënnersträchen, dass ech dat mat de Finanzministere vun den Nopeschlänner ofgeschwat hunn an déi dat bei sech scho laang maachen am ëmgekeierte Fall. Mir maachen also hei keng Innovatioun.

An ech wëll och soen: Fir déi Koppelen, déi elo schonn d'Revenu vun deenen zwee deklarieren, changéiert natierlech guer näischt. Et geet also just drëms, d'Informatiounen méi komplett ze maachen. A wann aus enger Rëtsch spezielle Fäll oder verschiddenen Accorden tëschent Frankräich a Lëtzebuerg, Belgien a Lëtzebuerg oder Däitschland a Lëtzebuerg sech géif erginn, dass verschidde Frontaliere benodelegt wäere par rapport zu Résidenten, da kënnen mer dat jo ënnert d'Lupp huelen. Ech hunn och de Syndikater gesot, dass ech bereet wär, dat mat hinnen am Laf vum Joer 2017 ze kucken. Eis geet et hei ëm Gläichheet virun der Steuer vun de Résidenten par rapport zu de Frontalieren.

Mir hunn natierlech vill Mesuren an dëser Steuerreform, fir e bezuelbare Wunnraum ze sécheren, wëssend, dass dat net einfach ass. Mir hunn do Propositionen gemaach, fir d'Demande ze ënnerstëtzen, haaptsächlech andeem d'Intérete kënnen e bësse méi héich ofgesat ginn, awer och dass den Épargne logement haaptsächlech fir déi Jonk méi abordabel gëtt oder méi ofsetzbar gëtt. A mir hunn d'Valeur locative endlech ofgeschaft, muss ee soen. Dat hätt ee scho ganz laang kënnen maachen. Dat gëtt dann elo hei duerchgezunn.

An dann op der Offer ass d'Haaptmesure natierlech, dass mer während 18 Méint vum 1. Juli vun dësem Joer bis Enn d'nächst Joer de Véierelstaux op der Plus-value hunn, am plaz vum Demi-taux. Dat gëtt vill begréisst.

Am Domän vum Transport hu mer all déi Mesuren, déi en Environmentscharakter hunn, déi ganz gutt ënnerstrach gi si vum Här Henri Kox. An ech mengen, dass dat effektiv eng grouss Innovatioun ass. Et kann een natierlech ëmmer d'Saache méi grouss wëlle maachen oder méi wichteg wëlle maachen. Mä dat heiten ass emol en éischten Usaz an ech freeë mech doriwwer. An ech wëll och soen, dass dee gréng Fuedem, deen hei spierbar ass an der Steuerreform, sech natierlech duerch d'ganz Aktivitéit vun der Regierung zitt, an haaptsächlech gesäit een dat jo an den Investissementer an d'Mobilitéit an an d'Infrastruktur.

Zum Schluss vun de Résuméen, wat elo d'Personnes physiques ubelaangt - mä dat ass och eppes, wat d'Entreprises touchéiert -, géif ech gären iwwert d'Fraude fiscale schwätzen. Wann ee schonn an engem Moment ass, wou een d'Steiere reduzéiert, wou d'Steierlaascht also méi kleng gëtt, da muss ee sech als Stat och derfir asetzen, dass déi Steieren, déi geschëllt sinn, och bezuelt ginn.

Ech freeë mech iwwert déi exzellente Zusammenarbecht, déi ech an deem doten Dossier mam Här Félix Braz, wéi och villen aneren, hat, soudass mer séier konnten do schalten, fir déi Mesuren, déi mer elo hei proposéieren, wat d'Fraude fiscale ubelaangt, an d'Steierreformsgesetz ze setzen. Mir hätten nach sechs Méint Zäit gehat, fir dat méi spéit ze maachen. Mä ech fannen, et ass e gutt Zeechen, e wichtegt Zeechen no baussen am Sënn vu Steiergerechtegkeet, dass mer dat elo scho maachen.

Et ass och e wichtegt Signal par rapport zum Ausland. Mir haten eng Delegatioun vum Fonds monétaire international hei dës Woch, déi dat explizitt begréisst huet, dass mer dat doten elo schonn ëmgesat hunn. Dat wäert eis hëllefen, e ganz positive Bericht an deem Domän ze kréien.

Mir hate schonn un déi ganz Problematik vun der Fraude geduecht. Duerfir hate mer schonn d'lescht Joer eng Regularisatiounsméiglechkeet agefouert, déi den Entrepreneuren an och natierlech de Leit erlaabt, am Joer 2016 hir Dispositiounen ze huelen. An elo kënn dann déi Reform hei, déi elo dräi Zorte vun Infractionne virgesäit, wat d'Infractionne an der Fiskalitéit ubelaangt. Dat heescht, d'Fraude aggravée ass elo eng nei Fraude, déi mer introduzéieren. Mir hunn d'Fraude simple, d'Fraude aggravée an d'Escroquerie fiscale, also dräi verschiddene Infractionne. Domadder maache mer eis eisen Droit kompatibel mat deenen neiste Recommendationen vum GAFI.

Mir wäerten och, a mir hunn dat schonn ugefaangen a mir wäerten dat weiderféieren, d'Ressource-humainé fir d'Steierverwaltung stäerker, fir dass natierlech ka géint déi Fraude gehandelt ginn. Datselwecht gëllt fir d'Administration vum Enregistrement.

Mir hunn och virgesinn, dass d'Fräiberuffler elo eng kommerziell Kontabilitéit mussen maachen. Och dat wäert hëllefen, fir méi Transparenz ze kréien.

Erlaabt mer, hei vlächit eng kleng Interruption ze maachen, fir dorop hinzewiesen, dass grad an deem heiten Domän déi eenzeg Opposition formelle vum Conseil d'État war, dee bedauert huet a gesot huet, dass et net kompatibel wär mat eise Gesetzer an der Constitutioun, dass d'Responsabilitéit vun den Dirigeanten a vun den Administrateuren kéint hei ouni Faute a Betrecht gezu ginn. Deem ass Rechnung gedroe

gi mat engem neien Text, deen dann och vum Conseil d'État herno guttgeheescht ginn ass.

Ech kommen elo zu den Entrepreneuren, fir ze soen, dass dës Reform hei a Richtung méi Kompetitivitéit geet. De Steiersaz ass haut am IRC, dat heescht d'Kierperschaftssteuer, Impôt sur le revenu des collectivités 21%, geet d'nächst Joer erof op 19% an 2018 op 18%. Dat ass eng schéi Reduktioun. Dat ass keng spektakulär Reduktioun. A wéi ech dat schonn eng Kéier ausgedréckt hat: Dat ass net méi wéi néideg an dat ass net méi wéi méiglech.

Mir wëllen och hei keng Course no ënnen an der Fiskalitéit bei den Entrepreneuren maachen. Dat soen ech d'autant plus d'äitlech hei, wann ee gesäit, wéi sech verschiddene Deklaratiounen heefen nom Brexit an och op där anerer Säit vum Atlantik, wou jo do miroitiere gelooss gëtt, dass eng Course no ënnen wäert riskéieren ze kommen, wat natierlech och géif all déi Efforte vum G20 a vun der OCDE, fir en „level playing field“ ze hunn a Saache Fiskalitéit, e bëssen a Fro stellen.

Ech mengen, mir hunn hei dat gemaach, wat mer konnte maachen a wat méiglech war. Mir mussen eis awer bewosst sinn, dass de ganzen Exercice vu BEPS, dee mat sech bréngt, dass d'steuerlech Base méi breet gemaach gëtt, dass dat nei Défie fir eis duerstellt. An ech hunn et schonn e puermol gesot: Mir monitoren dat vu ganz no. A vu dass mer eng gutt Statsfinanzsituation hunn a wann een Elargissement vun der Base géif kommen, dee relativ bedeutend ass, si mir net op déi additionnell Ressourcen ugewisen a mir missten dat da kompenséieren op eng intelligent Aart a Weis.

(**Interruption par M. Laurent Mosar**)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, entschëllegt.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dierf ech dem Här Minister eng Fro dozou stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech, wann den Här Minister d'accord ass.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci dem Här Minister fir déi Prezisioun. Ech wollt awer nach eng Kéier dorop zréckkommen, well ech hunn och de Moien dem Här Bodry ganz opmierksam nogelauschert. Den Här Bodry huet vill interessant Saache gesot, awer och eng, déi mech ganz besonnesch awer e bësselchen erstaunt huet. Hien huet nämlech gesot, dass, wat d'Erofsetze vun der Kierperschaftssteuer betrëfft, dass do schonn d'Verbreederung vun der Base anticipéiert gi wär.

Wann ech awer elo Är Explikatiounen nolauschteren, Här Finanzminister - an ech wëll lech soen, dass et ganz mat deenen Aussoen d'accord sinn -, hutt Dir elo ganz kloer gesot, dass, wann déi Verbreederung vun der Base géif kommen, géif dat gekuckt ginn an, le moment venu, misst natierlech dann nach eng Kéier den Taux gekuckt ginn.

Ech hu just, wéi gesot, de Moien den Här Bodry héieren, dass deen dat e bësselchen aneschters ausgedréckt huet, duerfir wollt ech nach eng Kéier froen: Ass déi Positioun, déi Dir elo hei gesot hutt, ass dat d'Positioun och vun der Regierung?

(**Brouhaha**)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Et ass esou, dass déi ganz Diskussioun BEPS, dass dat 15 Piliere vu Recommendationen sinn, mat einzelen dran, dat heescht, mir schwätzen hei vun Dosenden an Dosende vu potenzielle Mesuren, déi op eis duerkommen. Dat ass en Exercice, dee sech iwwert déi nächst Joren zitt.

Mir hunn hei zum Deel anticipéiert, well mer verschidde Saache kennen, déi wäerten an d'Realitéit ëmgesat ginn. Verschidde Saache kenne mer nach net, mä mer wëssen, dass se probabelment wäerten eng Kéier geschéien. Duerfir, dat ass e Processus continu a mir monitoren dat.

Firwat hunn ech déi Remarque gemaach? Ech hunn d'Remarque gemaach: Firwat ass et wichtig, en Triple-A-Land ze sinn? Firwat ass et wichtig, gesond Statsfinanzen ze hunn? Well dann ass een net op deen Elargissement de la base ugewisen, fir seng Finanzen ze sanéieren an et kann een dann den Entrepreneuren entgéintkommen.

A wéi ech och, mengen ech, d'lescht Woch an enger Debatt hei iwwert d'Kompetitivitéit gesot hunn: Et kann een déi Ajustementen jo maachen op aner Aart a Weisen, wéi nëmmen do-duerch, dass een de generellen Taux erofsetzt. Do gëtt et eng ganz Panoplie vu Mesuren, déi ee ka gebrauchen. An da wäerte mer dat au fur et à mesure diskutieren an der Regierung, mä awer och an der Cofibu.

Zum Ofschluss: Bei den Entrepreneuren wëllt ech nach gär zwou Mesuren ënnersträchen, déi particulièrement fir d'PME ganz positiv sinn, dat ass, dass de Steiersaz bei de Profitter bei 30.000 Euro, dass do de Steiersaz vun 20% op 15% erofgeet. An dat Zweet, dat ass, dass mer bei der Transmission d'entreprise elo sécherstellen, dass, wann dat geschitt, d'Immeublen, déi an der Gesellschaft sinn, dass déi Plus-value neutraliséiert gëtt, soulaang d'Immeublen nach ëmmer weider gebraucht ginn, fir Commerce ze maachen.

Ech kommen dann elo zu mengem zweeten Deel, Här President, an zwar d'Nohaltegkeet oder d'Soutenabilitéit vun eise Finanzen en général a vun dëser Steuerreform. Anescht ausgedréckt: Ass dës Steuerreform finanzierbar?

Do hu mer och auslännesch Institutiounen, déi eis do e ganz kloer Jo soen. De Fonds monétaire international huet et scho gesot, d'Lëtzebuerger Zentralbank, vun där mer vill geschwat hunn an op déi ech nach zréckkommen, huet an hirem Avis vum leschte Joer scho gesot, dass Lëtzebuerg eng Marge de manœuvre vun 300 Milliounen hätt, fir eng Réforme fiscale ze maachen. Dat war d'lescht Joer. An der Zwëschenzäit sinn eis Zifferen nach méi positiv an eis Croissance besser, soudass och d'Banque centrale agesinn huet, dass do e gewëssene Sputt besteet.

Mä am allerwichtigsten, mengen ech, ass et, dass d'Europäesch Kommissioun net nëmme gréng Luucht ginn huet beim Pacte de stabilité et de croissance, bei eisem Programm, dee mer am Oktober erageschéckt hunn, mä am leschten ECOFIN huet d'Kommissioun ganz kloer gesot, dass déi Länner, déi Marge hunn, déi Sputt hunn, wéi Däitschland, Holland a Lëtzebuerg, sollen dee Sputt ausnotzen, fir méi Croissance ze generéieren a fir méi Investissementer ze maachen. A genau dat maache mir! Dat wäerte mer dann och an eiser Debatt iwwert de Budget d'nächst Woch kënnen zesammen diskutieren.

Mä eppes ass kloer: Et gëtt e ganz grouse Konsens am Ausland, dass mer hei dat Richtegt maachen. An elo ass et natierlech dat Allerwichtigst, wat mir selwer am Inland dovunnen halen. Mir sinn awer an engem Stabilitéits- a Wuesstumspakt, deen nun eemol zu eiser Gesetzgebung gehéiert. A wa mer da vu Bréssel gesot kréien, dass alles an der Rei ass, ech mengen, dann hu mer gutt geschafft.

Elo kommen ech op e ganz wesentleche Punkt, deen net genuch ënnerstrach gëtt. Den Deputéierte Bodry huet dat zwar de Moien exzellent virbruecht, an duerfir brauch ech elo net op all Detail anzugeen.

Wann een de Stabilitéits- a Wuesstumspakt, d'Dokument vun 2013 liest: Wat war do virgesi fir Lëtzebuerg? Eng Milliard Defizit am Zentralstat 2014, eng Milliard 2015, eng Milliard 2016: Dat wäeren dräi Milliarden Euro Schold gewiescht! A wat ass geschitt? Mir haten 2014 ronn 200 Milliounen am plaz eng Milliard Defizit, 2015 manner wéi 200 Milliounen a mir wäerten dës Joer - 400 ass ugesot -, mä ech weess elo schonn, dass et och do drënner geet. Dat heescht, am plaz dräi Milliarden Defizit am Zentralstat 2014, 2015, 2016 ass et bal null, bal den Équiliber.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dat ass natierlech e risegen Ennerscheid! An dee risegen Ennerscheid erkläert, dass mer net mussen eng Steuerreform maachen, déi budgetsneutral ass. Déi Ausso hu mer virun dräi Joer gemaach, wéi mer gefaart hunn, dass dat géif anrieden, wat virgesi war, ouni d'Mesur vum där neier Regierung, dass mer natierlech dann dräi Milliarden Schold méi hätten, déi mer dann och natierlech net hunn, an duerfir hu mer dee Sputt.

Duerfir seet och Bréssel zu eis, an duerfir seet och de Fonds monétaire international: „Macht eppes! Är Schold geet vun 23% vun Ärem Rächtum erof op 20%.“ Hätte mer näischt gemaach, wäere mer haut op 27%, 28%. Wéi gesot, den Deputéierte Bodry huet déi Zifferen all gutt erkläert.

Duerfir sinn eis Statsfinanzen haut gesond an duerfir ass eisen Triple-A sécher mat enger stabiler Previsioun, wat de Stand à terme ass. Et ass déi bescht Nummer, déi ee kann hunn! Just Däitschland huet gradesou eng héich Notatioun vun Triple-A.

Nu besteet e ganz groussen Ennerscheid tëschent - enfin, et gëtt vill Ennerscheeder tëschent Däitschland a Lëtzebuerg -, mä mir ginn ëmmer matenee verglach, wat d'Gesondheet vun eise Statsfinanzen ubelaangt. D'Statschold an Däitschland ass net wäit vun 80% ewech vum PIB. Zu Lëtzebuerg ass se bei 20%.

Däitschland investéiert manner wéi 2% vun hirem Rächtum an hir Economie als Investissement public. Mir investéieren 4,2%. Dat



heescht, am relative Verhältnis zweemol esou vill wéi Däitschland! A firwat ass dat wichteg? Eh bien, dat ass wichteg, well mer gären eng gutt Infrastruktur zu Lëtzebuerg hunn, eng besser Liewensqualität. Duerfir maache mer jo all déi Investissementer.

A mir kéinten - et ass ee vun den Deputéierten, deen dat gesot huet, ech erënnere mech awer net genau, wien et war, et kann den Här Bodry gewiescht sinn -, mir kéinten, amplaz 2,5 Milliarden d'nächst Joer ze investéieren, 1,5 Milliarden investéieren. Dat wär nach ëmmer méi wéi Däitschland am relative Sënn. An dann hätte mir null Defizit! Hätte mer da gutt geschafft? Ech mengen net. Ech mengen, dass mer besser hunn, dass mer déi Suen investéieren an eis Wirtschaft, an eis Leit, an eis Infrastruktur.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Elo kommen ech zu den Zifferen. Ech wëll den Här Wiseler rassurieren, ech fannen dat ganz normal, dass mer iwwer Zifferen hei schwätzen. A wann d'Lëtzebuurger Zentralbank aner Zifferen huet, da muss ee sech dorwäert Gedanken maachen. Ech deelen dat.

Ech war och iwwerrascht, dass deen Écart tëschent den Zifferen vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg an deenen, déi de Ministère ausgerechent huet, dass deen esou grouss ass. Duerfir hunn ech och d'Équipe bei mir chargéiert an de leschten Deeg, Kontakt opgehuele mat der Europäescher Zentralbank, mä och mat der Lëtzebuurger Zentralbank, fir ze kucken, wéi dat sech erkläert.

An ech hunn dat och an der Cofibu detailléiert, ganz e bëssen detailléiert, et ass eng komplex Diskussioun, dass een zu engem gewëssenen Deel, zu engem groussen Deel déi Zifferen kann zesummeckelen, haaptsächlech op véier, fënnef Joer, an de moyen Terme, dann ass den Écart net méi esou grouss wéi dat elo erschéngt. Dat ass emol kloer, dorwäert ass och all Ménsch d'accord.

Eng total Réconciliation hu mer nach net. Ech wëll awer och soen, dass de Stateg an de leschten Deeg och nach eng Kéier Calcule gemaach huet op Basis vun de leschten Zifferen, déi en huet. An de Stateg huet eng Dynamik an déi Zifferen bruecht.

Dir kënnt lech vläicht erënneren, ech hunn et näamlech ënnerstrach, och an der Cofibu, dass mir eng statesch Berechnung gemaach hunn. Dat heescht, all dat Positiv, wat des Steiererlicherterung an d'Wirtschaft bréngt, hu mer net eragerechent. Mir hunn also eng konservativ, prudent Rechenaar a -weis, eng statesch geholl.

Firwat? Fir justement net de Virwurf gemaach ze kréien, dass een do Hypotheesen hält, déi contestabel sinn. De Stateg huet dat awer gemaach. Hien huet jo och ganz kloer bewisen, dass de Wuesstum gestaerkt gëtt duerch d'Steiererlicherterungen, et cetera, an da kënnt en op Zifferen, déi méi no, vill méi no si bei deene vum Finanzministère a vun der Steierverwaltung, wéi déi vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg.

Fir déi, déi méi an den Detail wëlle goen, soen ech: Et ass jo kloer, dass d'Lëtzebuurger Zentralbank eng aner Methodologie huet, d'Methodologie vun den Dépenses constatées, an de Stat nach ëmmer fir säi Budget d'Méthode de caisse hält.

A mir mussen d'Méthode de caisse huelen, well mir mussen jo wëssen, wat eis Zifferen d'nächst Joer sinn an der Realitéit, an net no engem Kontabilitéitsprinzip, dee méi komplizéiert ass an op mëttelfristeg Zifferen tabléiert. Mir mussen jo op Bréissel e Budget schécken, wou mer soen: D'nächst Joer gëtt et 10 Defizit, 20 Defizit, 30 Defizit oder keen Defizit.

An ech mengen, dat einfachst Beispill, fir et ze verstoen, ass, wann een d'Entreprise hält. D'Entreprise bezuelen d'nächst Joer 2017 Steiere vum Joer 2016 an och nach vun e puer Jore virdu. Do gëtt also nach déi al Steiertabelle gebraucht. Also muss ech als Déchet fiscal fir d'Entreprise fir d'Joer 2017 net e potenzielle Käschtpunkt draschreiwene, dee vläicht 2020 oder 2021 sech wierklech wäert realisieren. An ech mengen, domat erkläert een och, dass déi methodologesch Ennerscheeder net nëmmen abstrakt Saache sinn, mä och eppes mat der Realitéit ze dinn hunn.

En conclusion zum Thema Chiffere wëll ech zwou Saache soen. D'Steierverwaltung huet an de Joren - während deenen dräi Joer, wou ech elo mat hinne geschafft hunn -, an de Joren 2014, 2015 an 2016 a Saache Pronosticke maachen, Hypothese maachen, wat eis Recetten zum Schluss vum Joer sinn, muss ech lech soen, all Joers eng Punktlung gemaach! Also, ech kann lech elo scho soen, fir 2016 gesäit et erëm eng Kéier aus, wéi wa se ganz no beim Projet de budget wäerte leien. Tant mieux! Dat berouegt mech och. An da soen

ech mer: Da kënne se sech dach och fir dat, wat an den nächste Jore geschitt, net komplett geiert hunn.

De toute façon, ech sti voll hannert hinnen. Si hunn dat an der Vergaangenheet gutt gemaach, an ech sinn iwwerzeegt, dass se dat des Kéier och gutt gemaach hunn.

(Brouhaha)

An ech mengen, et ass am Intérêt vun eis alleguerten, dass mer hei keng falsch Ängscht opkomme loosse. Eis Situatioun ass gutt. Et kann een natierlech hyperprudent sinn, wéi d'Lëtzebuurger Zentralbank et ass. Mä et huet kee Wäert, sech selwer domat onroueg ze maachen.

Wann een den Avis vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg liest, wat ech natierlech gemaach hunn, do steet op ganz ville Plazen „ceci est une hypothèse maximale“. Dat ass hiert gutt Recht, eng Hypothèse maximale ze huelen, mä et muss ee jo net onbedéngt an déi Richtung goen. Ech mengen, mir solle Confiance australen, net nëmmen als Regierung, mä och als Land, an eis Administratioun Confiance hunn, well dat hëlleft eis alleguer, et hëlleft och eiser Wirtschaft.

Ass dann...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister,...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...ech wëll lech drop opmierksam maachen, dass d'Zäit lech fortgelaf ass.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Schonn?

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir sidd bei 33 an eng hallef Minutten, an um Pabeier stinn der 30.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Gutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, ech géif lech bieden, dann dee schnelle Gank anzeleeën.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Ech fannen, datt hien dat ganz gutt erkläert huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wat gelift? Wat sot Der, Madamm Polfer?

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Ech fannen, den Här Minister erkläert dat ganz gutt. D'Leit dobaussen, déi hunn och verdéngt, dat ganz roueg erkläert ze kréien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mä d'Chamber huet och e Reglement, Madamm Polfer.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà! (Brouhaha général)

► **Une voix.** - Hien erkläert et op alle Fall besser wéi den Här Reding!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech maache méi séier. Ass des Steierreform ambitiéis genuch? Si ass genauos wéi se soll sinn. Si stellt duer, no eiser Rechnungs-method, 0,7% vun eisem Räichtum. Ech widderhuelen...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift op der Regierungsbänk!

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(Brouhaha général)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Also, wat ass de Käschtpunkt vun dëser Steierreform? Deen ass 0,7% vun eisem Räichtum. Wann een déi ganz pessimistesche Zifferen, oder aner Methode vun der Zentralbank hält, da wäeren et och nach 1,4% vun eisem Räichtum. Mir ginn dovunner aus, dass et méi no ass bei 0,7%.

Elo vergläichen ech dat net mat deene Reformen vun 2001 an 2002, déi hei oft zitéiert gi sinn, mä mat deem, wat 2008 an 2009 geschitt ass. 2009 ass eng lineär Upassung gemaach ginn, haaptsächlech, an e puer aner Saachen, an de Käschtpunkt vun där Reform war 1,9% vun eisem Räichtum, also vill méi wéi eis, vill méi!

A wat war 2009 lass? Majo, 2009 hate mer eng negativ Croissance vu 5%. An 2008 war och schonn eng Steiererlicherterung, déi war 0,8% vum PIB, esou ongeféier dat, wat mir elo des Kéier maachen. An och dat Joer war eng Croissance vu minus 1%. Dat heescht, an där Period si Steiererlicherterunge gemaach ginn an der Héicht vun iwwer enger Milliard, wann ech déi zwou Joer zesummenzielen.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Wëssentlech a wëllentlech a mam Accord de la Chambre!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, mä et ass awer gemaach ginn. Et ass gemaach ginn zu enger Zäit,...

(Interruption par M. Michel Wolter)

...wou mer eng Croissance négative haten. Et war och eng ganz speziell Zäit, mir wëssen dat. Et war déi schlëmmste Finanzkris, déi jee war!

Mä ech wëll dat awer hei ënnersträchen, dass mir de Moment an enger besserer Phas sinn. Et geet mir haaptsächlech drëm, ze weisen, well dat net genuch gesot ginn ass, well och vu Verschiddene gesot ginn ass, dass des Steierreform - an ech insistéieren net ze vill, wien dat alles gesot huet, net onbedéngt haut hei am Sall, mä och déi Deeg virdu - , dass déi heite Steierreform net kompatibel wär mat enger räsonabeler Finanzpolitik.

Eh bien, ech soen lech: Dat ass responsabel, well mir dee Sputt hunn, wéi ech virdu erklärt hunn. Punkt 1.

Punkt 2. Mir hu 4% Croissance. Dat ass also e ganz anert Émfeld. An ech mengen, dat muss a Betruucht gezu ginn.

Amendements et motions

Elo kommen ech dann zum leschte Punkt, dat sinn d'Propositione vun der CSV, woubäi der dräi jo do en évidence gesat gi sinn. Déi éischt war, fir ze soen, dass de Seuil, vun deem un ee Steiere bezuelt, dass dee soll an d'Luucht gesat ginn. Dee Seuil ass haut 11.265 an dee sollt eropgoen op 12.000 Euro.

Ech muss soen, dass ech déi Saach do ganz gutt elo iwwert d'Mëttesstonn considéiert hunn, mä ech hunn dat an all deene Méint considéiert, ob mer dann dee Seuil sollten an d'Luucht setzen. A mir sinn zur Konklusioun komm, dass mer dat net géife maachen, well mer justement eng ganz aner Method gebraucht hunn, déi vum Crédit d'impôt salarié, Crédit d'impôt monoparental a Crédit d'impôt pensionné.

Firwat? Well vun 11.265 bis 12.000 eropzegeen, dat kléngt, wéi wann dat eppes Klenges wär - herno kommen ech nach op de Käschtpunkt ze schwätzen -, mä dat si jo genau déi lineär Upassungen, wéi se soss ëmmer gemaach gi sinn. A mir hu jo des Kéier bewosst eng aner Method gewielt. A si ass also, déi aner Method, am Géigesaz zu där heiter, méi sozial gerecht, erlaabt engem, den Akzent méi an der Métt an ennen ze setzen. An duerfir fanne mir dat Eropsetze vun deem Seuil keng gutt Iddi.

Wat elo de Käschtpunkt ass vu spezifesch där heiter Saach, wann een de Seuil eropsetzt op 12.000 an duerch de ganze Modell lafe léisst...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mir loosse et net lafen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, ech weess, ech kommen dozou. Jo, jo. Ech soen lech elo, mir hunn dat ausgerechent. Ech wollt lech d'Zifferen ginn. Wa mer et duerchlafe loosse, ass et eng Mesure, déi méi wéi 100 Milliounen kascht!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mir loosse et net duerchlafe!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Wann een et dann net wëllt duerchlafe loosse, wat och technesch relativ komplizéiert ass, fir dat ze maachen, da kascht et nawell 39 Milliounen. 39 Milliounen, déi jo dann en plus kommen, well ech hat jo haut de Moien och déi Fro gestallt, déi dote Proposition kënnt jo on top, en supplément vun deene Saachen, déi mir hei proposéiert hunn.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, däréif ech?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, natierlech.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mir hunn net déi Méiglechkeeten, déi Dir hutt mat der Steieradministratioun, well mer net den Detail kennen, wéi d'Leit opgedeelt sinn. Mä ech maachen lech awer eng Rechnung, Här Minister. Ech hunn lech déi och virdu en marge vun dëser Sitzung gemaach.

Mir hunn, op Base vun deenen Donnéeën, déi jo der Chamber zur Verfügung gestallt ginn, 478.000 Steierzueler. Dat kënnen der haut e puer weider sinn. Vun deene 478.000 Steierzueler muss een der 100.000 ofzéien, déi tëschent 0 an 10.000 Euro järelecht versteierbar Akomme hunn. Déi muss ee jo ofzéien, da si mer op 378.000.

An der Tranche vun deenen, déi tëschent 10.000 an 20.000 leien, ginn et der 59.000. Wann een do seet, mir huelen emol nach d'Halschent vun deenen a mir zéien déi of, da komme mer insgesamt op ronn 350.000 Steierzueler, déi manner Steiere bezuelen, op 735 Euro mol 8%, an dat sinn 58 Euro pro Steierzueler.

Wann een dann déi 350.000 mat 58 multiplizéiert, da kënnt een op 20,3 Milliounen. An ech weess, dass Der mer en marge gesot hutt, Dir wiert och op deeselwechte Chiffer komm. Do ass emol nach net mat aberechent dat, wat een uewen am Tarif - an dat ass jo eis aner Propos gewiescht -, andeem een d'Steiersätz vun 41% an 42% éischer...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Déi kommen nach, ech kommen drop.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...gräifen deet. Ech ginn lech recht, do spuere mer net d'Welt, well dat ass 1%, wou erofgesat gëtt. Mä déi heite Rechnung, dat ass vun 20,3 op 40 oder 39 Milliounen, mengen ech, dass déi net ganz richtig ass.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, Här Roth, ech hat lech en marge gesot, ech hätt déi vereinfacht Rechnung do och gemaach. Mä ech hunn elo d'Administratioun gefrot, si solle mer soen, wat den Impakt ass. An d'Administratioun huet mir gesot: Den Impakt ass 39 Milliounen. Dat ass esou.

Wa mer méi Zäit gehat hätten, dat zesummen ze kucken, dat heescht, wann Är Proposition an der Cofibu gewiescht wier, dann hätt ee jo nach méi Zäit gehat, fir sech domadder ofzeginn. Mä am leschten Ablack esou ass dat e bësse schwéier.

Deen zweeten...

(Interruption)

Deen zweeten Aspekt vun Ärer Fro oder vun Ärer Proposition ass jo, 41%, 42% méi fréi spillen ze loosse. Bon, dozou hunn ech eng Remarque, dat ass - an ech wäert och de Coût, och dorwäert wäert ech schwätzen -, also zwou Remarquen.

Dat éischt ass, mir hunn en anere Modell geholl an dat ass e ganze Package, wéi den Här Bodry dat ganz richtig ausgedréckt huet. Mir hunn dee Spätzsteiersaz bewosst méi héich ugesat. A mir hunn dat och gemaach, méi héich ugesat, well mat deem System, dee mir an eiser Steierreform hunn, ass et esou, dass déi héich Revenuen des Kéier manner wéi 1% Steierlicherterung kréien. Manner wéi 1%!

Wann ech dat awer vergläiche mat de Steierreforme vun 2008, 2009 oder 2001 oder 2002, ma do hunn déi Leit duebelstellig Reduktiounen kritt. Dat heiten ass och duerfir, wou ech soen, eng ganz gerecht Steierreform. An duerfir brauche mir jo och elo net, well mer net op deemselwechte Résonnement ware wéi Dir, elo déi 41%, 42% méi fréi spillen ze loosse. De Coût oder den... Net de Coût, mä dat, wat dat géif erabrénge, fir erofzekommen, huet d'Steierverwaltung op 6 bis 7 Milliounen ageschat.

Voilà! Ech hunn elo just erkläert, firwat mir déi do zwou Propositionen net kënnen esou akzeptieren, well se en fait d'Philosophie vun eiser Steierreform op de Kapp stellen!

Den drëtten Punkt waren d'„stock options“ an da sinn ech och fäerdeg, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech géif lech bieden, da vläicht direkt op d'Motiounen anzegoen. Dann hutt Der...

(Interruptions diverses)

Jo, voilà! Mat den Amendement a Motiounen mateneen, da sidd Der erëm an der Rei mat der Riedezäit.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci. Ech sinn och do ganz séier.

„Stock options“. Dass des Regierung, an et ass en fait op meng eegen Initiativ, wou mer Enn d'lescht Joer eng Circulaire gemaach hunn, déi fret, dass d'Akteuren um Terrain dëst Joer sollen hir „stock option plans“, dass se déi sollen der Steierverwaltung mellen. Ech muss soen, dass ech dat och extraordinaire fonnt hunn, dass ech esou eppes hu misse froen!

Well, wéi ech ugefaangen hunn, hunn ech natierlech Froen iwwert d'„stock options“ gehat. Ech hu gefrot: „Ma wat stellt dat duer?“ Dann hunn ech ëmmer als Antwort kritt: „Jo, mir wëssen dat net.“ Also hunn ech déi Instruktioun ginn, an déi Zifferen sinn amgaangen, kollektionéiert ze ginn. Deen Exercice ass nach net fäerdeg. Duerfir ass et och verfréit, fir Konklusiounen ze zéien.

Ech wëll drun erënneren, wat d'Zilsetzung war vun deem Regimm, dee vun der viregter Regierung jo agefouert ginn ass: D'Zil war an ass, Talenter aus dem Ausland an Lëtzebuerg unzezéien, eist Land attraktiv ze maachen. An dat ass och zum Deel gelongen. An dat ass haut am Kontext vum Brexit vläicht nach méi wichtig wéi gëschter.

Duerfir proposéieren ech, dass mer sollen ofwaarden, bis mer d'nächst Joer d'Donnéen algeuerten hunn, an dann ze kucken, ob dee Regimm och déi Ziler erreecht, fir déi e geschaaft ginn ass, dat heescht, Talenter aus dem Ausland unzezéien.

A wann dat net de Fall ass, oder wann de System net richtiget gëtt oder con-tournéiert gëtt, dass een da Mesuren hëlt. Dat war och souwisou d'Intentioun vun der Koalitioun a vun der Regierung. Duerfir hunn ech jo och Enn d'lescht Joer dat an d'Weeër geleet. An duerfir wär et elo verfréit, fir ze décidéieren, wat ee mécht, ob een dat ofschaaft, ob een do eng Phase de transition huet. Ech kann lech just soen, ech komme mat deem Sujet bei d'Regierung an den nächste Méint zréck, sou-bal mer d'lwwersiicht hunn.

Als Konkusioun géif ech gäre soen, dass des Reform responsabel ass. Se kënn am richtige Moment. Se schaaft a staerkt d'Veutrauen. Se ass gutt fir d'Leit, se ass gutt fir d'Entreprisen, se ass exzellent fir d'Lëtzebuurger Land!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Merci och fir d'Vesteesdemech vun der Chamber, dass mer dat Ganzt matenee konnte maachen an der Äntwert vum Finanzminister, Amendementer, Motiounen.

Da géif ech ejo zu den Ofstëmmungen iwwer-goen. Fir d'Éischt komme mer un d'Amendementspropositionen, déi vun dem Här Gilles Roth fir d'CSV abruucht gi sinn, wou ech mengen, dass se explizéiert sinn. Zum éischten Amendement, fir de Fräibetrag, eier d'Steier ugeet, vun 11.000 op 12.000 eropzesetzen, sinn dozou nach Wuertmeldungen?

**(Négation)**

Dat ass net de Fall. Da kënnen mer iwwert deem éischten Amendement vun der CSV ofstëm-men. Déi mam Amendement d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi net mam Amendement d'accord sinn, also fir de Regierungstext sinn, stëmme mat Neen.

**Vote sur l'amendement 1**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

A si ass och schonn eriwwer, d'Ofstëmmung: 26-mol Jo a 34-mol Neen. Domat ass den Amendement 1 verworf.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Da géife mer zum zweeten Amendement kommen, wat de Corollaire ass vum...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - 1A.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den 1A vun deem éischten Amendement. Ech mengen, deem ass och erkläert ginn a betrëfft dann d'Spëtzeiteersätz, déi méi fréi asetzen. Mir stellen also och deem zweeten Amendement vun der CSV, deem och den éischten Artikel betrëfft, zum Vott.

**Vote sur l'amendement 2**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 23-mol Jo, 34-mol Neen an 3 Abstentiounen.

Ass gewënscht, d'Abstentioun ze begrënnen?

**(Négation)**

Dat ass geschitt an der Diskussioun. Domat wär deem zweeten Amendement verworf.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.*

*Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

Deen drëtten Amendement betrëfft d'steuerlech Förderung vun der durabeller Mobilitéit, wou de Steuerabattament soll ersat ginn duerch Subventiounen. Här Roth!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President, Dir hutt dat richtig gesot. Deen Amendement ass technesch néideg, well dat sinn déi 5.000 Euro Abattament, déi agefouert ginn, wann een en Elektroauto keeft, respektiv déi 300 Euro, wann een en Elektrovélo keeft.

Vu dass et der CSV hir Approche ass, dass mir soen, jiddweree soll an de Genoss vun esou enger Subventioun kommen, sträiche mer et hei a mir hunn eng aner Motioun, wou mer soen, mir hätten dat gären ersat duerch eng Subsidiation directe, loosse mer soe vun 2.000 Euro - mir hu kee Montant dragesat -, eng Subsidiation directe, dass jiddwer Bierger, egal wat säi steierlecht Akommes ass, an de Genoss vun enger Ënnerstëtzung ka kommen, wann en en Elektroauto oder een Elektrovélo keeft.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Géif ee se och kréie fir e Vélo ouni Elektro?

**(Hilarité)**

**Vote sur l'amendement 3**

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: Mir hu 26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass deem drëtten Amendement ofgeleent.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.*

*Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

A mer géifen iwwert den Ensembl vum Gesetz 7020 ofstëmme. Wie fir dee gesamte Projet ass, stëmmt mat Jo, a wien dergéint ass mat Neen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7020 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

**(Interruption)**

D'Regierung stëmmt net mat of.

Dann ass d'Ofstëmmung eriwwer a mer hunn 32-mol Jo an 28-mol Neen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat ass de Projet adoptéiert.

**(Interruptions diverses)**

Normalerweis gëtt de Vott vun der Chamber net kommentéiert vun der Regierung.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Ech mengen, dat ass scho laang net méi esou.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà! Da géife mer feststellen, dass de Projet adoptéiert ass.

*Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.*

*Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

An ech géif d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen.

**(Assentiment)**

Jo, ech géif soen, dass et eng liicht Majoritéit ass fir d'Dispens. Merci.

A mer géifen dann zu de Motiounen iwwer-goen.

**(Concertation interne)**

**Motions**

Da géife mer zu de Motiounen iwwer-goen. Den Här Roth, den Auteur, huet d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Bon, ech mengen, Här President, et ass net méi vill dozou ze soen. Ech hat de Moien d'Motivatioun explizéiert, fir-wat dass mir wëllen de Regimm vun den „stock options“ ofgeschaaft hunn, d'Cirulaire. Mir hunn elo vun dem Finanzminister héieren, dass hien net bereet ass, dat ze maachen. Dat schéngt dann de Choix vun der Regierung a vun dese Majoritéitsparteien ze sinn.

Mir sinn der Meenung, dass dat e fundamental ongerechte System ass. Et kann net sinn - et kann net sinn! -, dass de Spëtzeverdenger, dee vun deem System hei profitéiert, dass dee 17% Steieren op senger Joresprimm bezilt op engem Montant, deem iwwer 100.000 Euro erausgeet. An et kann net sinn, dass de Beamten, de Salarié, dass deem op sengem 13. Mount, op senger Joresprimm, d'Halschent dovun Steiere bezilt. Dat ass fir eis eng sozial Ongerechtegkeet! Et ass e System, deem ass in-égäl.

An ech fannen och, dass et dem Finanzminister net gutt zu Gesiicht steet, wann en engersäits iwwert d'Transparenz fiscale op internationalem Plang schwätze geet, an heiheem...

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Just den Här Roth huet d'Wuert. En huet fënnf Minutten Zäit, fir d'Motioun ze erklären. Also, wann ech gelift!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...dass de Finanzminister engersäits op internationalem Plang d'Transparenz fiscale wëllt ënnersträichen, wat mer ënnerstëtzen, an dass e fir déi Transparenz fiscale hei zu Lëtzebuerg net suert. Hien ass amgaangen, dat huet e selwer gesot, zënter engem Joer, zënter Dezember 2015, fir d'Donnéen eranzehuelen. Mir sinn der Meenung, dass et no engem Joer Zäit ass, fir déi Donnéen eranzehuelen. D'Leit wëssen dobaussen, wat mat deem...

**(Interruptions diverses)**

D'Leit wëssen dobaussen, wat mat deem System lass ass. An de Bierger dobaussen, dee muss géint Loun a Gehalt schaffe goen,...

**(Brouhaha général)**

...dee muss d'Suen dem Stat ofginn. Dee verdréit déi Ongerechtegkeet net!

**(Interruptions diverses)**

► **Une voix.** - Si hunn dat dach agefouert!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! D'Kollegen, déi eppes ze soen hunn, maachen et wéi den Här Bodry a si froe sech d'Wuert.

**(Brouhaha)**

Den Här Bodry huet d'Wuert an dann den Här Berger.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Also, ech wollt mech net zu deem ganze Punkt zu Wuert mel-len, mä wéinst där gespillten Entrüstung vum Här Roth, deem elo plötzlech deem dote System entdeckt, wou en awer misst wëssen an anere Fonctiounen, déi en hat - hie war jo ee Moment kuerz Zäit Fraktiounspresident vun der CSV an deem Haus -, dass an der viregter Koalitioun dat doten e groussen Diskussiounspunkt war, net nëmme eng Kéier, mä e puermol, an dass sengerzäit mat der CSV un en Ofschafe vun deem System net ze denke war.

► **Plusieurs voix.** - Aha!

**(Applaudissement)**

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - An dass no laangen Diskussiounen - no laangen Diskussiounen! - schlussendlech en Accord fonnt gi war, fir vu 7,5% op 17% Besteuerung eropzuegoen. Mir hate méi wéi dat Duebelt gefrot als LSAP an den interne Koalitionsverhandlungen, wéll ech dozou soen.

Ech wonnere mech: D'CSV ass um Ursprung vun deem ganze System.

► **Plusieurs voix.** - Jo!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et ass een CSV-Finanzminister, deem derfir gesuert huet, dass ab dem Joer 2002 déi Cirulaire komm ass, déi iwwerhaapt dee System do hei zu Lëtzebuerg agefouert huet. Et sinn CSV-Finanzministere gewiescht, déi refuséiert hunn - déizäit, wéi se d'Soen haten, hätte se et kënnen mat engem Fiederstréch maachen -, fundamental deem dote System a Fro ze stellen.

An elo geet des Regierung hin a probéiert emol Uerdnung an dat Ganzt eranzubringen. Si probéiert dat ze maachen, wat den Här Frieden hätt missen iwwer Cirulaire scho laang initiéieren, emol d'Donnéen ze kréien - well et gëtt jo ëmmer hei spekuléiert, wéi grouss dee Phenomeen do ass -, emol d'Donnéen ze kréie vun de Betriber selwer, fir dass gewosst ass: Wat gëtt et vun neie Systemer, wat sinn déi besteend Systemer, déi nach lafen?

An opgrond vun deem wäert des Koalitioun eng Décisioun huelen. A fir d'LSAP ass et ganz kloer, wa sech dat bestätegt, wat eenzel Leit behaapt hunn, dass do wierklech Abuse gedriwwen gi sinn, dass deem heite System wäit iwwert dat Zil erausgeschoss wier, wat en ursprénglech hat, da wäerte mer dee System do reforméieren. Do kënn Der Géft drop huelen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Berger.

► **Une voix.** - ...och nach beim OGB-L Äre Rot...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech...

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hei, wann ech gelift! Wann ech gelift, nach e bësse Gedold. Mir hunn déi Diskussioun iwwer e ganz wichtegt Gesetz bis elo an engem ganz gudden Klima eriwwerbruecht. Da lauschtert wann ech gelift dem Här Berger no!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Jo, ech sinn och e bëssen erstaunt, dass den Här Roth elo fënnf, dass een hätt kënnen an deene leschte sechs oder acht Méint - wou de Meritt awer hei beim jëtzege Finanzminister läit, fir deem Dossier op de Leescht ze huelen -, dass also do elo scho sollen Zuele virleien.

A wéi mer elo grad héieren hunn, dass jo eigentlech schonn awer d'Geleechenheet do war bei de viregte Finanzministere, fir dat ze maachen, respektiv dass se déi 14 oder wéi vill lescht Joren eigentlech do d'Geleechenheet hatten, vill Zäit haten, fir dat ze analyséieren an eventuell ze abrogéieren, da sollte mer eis also elo déi puer Wochen oder Méint ginn, fir dat a Rou fäerdeg ze maachen. Dann hu mer all d'Zuelen um Dësch an da wäerte mer sécherlech, dass ass vum Minister gesot ginn, dass och vun de Koalitionspartner hei gesot ginn,





wäerte mer da sécherlech déi néideg Schrëtt ënnerhuelen.

An duerfir, mengen ech, an deem Sënn: Kommt, mir huelen eis nach déi kleng Zäit an da wäerte mer de Bilan maachen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Merci, Här President. Ech huelen d'Wuert dëse Moment als een, deen an den Diskussiounen 2012 derbäi war an dee sech och nach un 2002 kann erënnere an deen elo grad just de Finanzminister héieren huet, wéi esou oft, leider nëmme den hallwe Saz soen. Well de System, wéi en 2002 agefouert ginn ass a wéi en 2012 verschäerft ginn ass, ass net e System gewiescht, fir eng Incitatioun ze bréngen, fir Leit op Lëtzebuerg ze bréngen, mä et war eng Incitatioun, fir Leit op Lëtzebuerg ze bréngen an duerno, an deene Joren duerno, um Wäertzouwuess vun hirem Betrieb sech kënnen ze bedeelegen.

Et war also ganz kloer eng Measure, déi keng Measure war um Niveau vum Revenu, mä et war eng Measure um Niveau vu Betriber, déi op Lëtzebuerg sollte kommen, déi sech hei zu Lëtzebuerg sollten etabléieren, a wou deejéinegen, deen dann op Lëtzebuerg sech physesch transferéiert huet mat sengem Betrieb a mat sengem Know-how, sollt no enger gewëssener Zäit, an deemools ass vu fënnf Joer, siwe Joer, néng Joer geschwat ginn, sollt also um Zouwuess vum Wäert vum Betrieb insofern bedeelegt ginn, dass en eng Steuer géif bezuelen, déi manner héich wär wéi den Impôt sur le revenu.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech wëll dat wierklech soen, well hei Jenni a Menni matdiskutéiert...

**(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kollegen!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, jo. Ech hu just d'Impressioun, Här President, dass zwar all Mënsch dat dote weess, just dass an där leschter hallwer Stonn ausser mir keen dat doten esou erkläert huet.

**(Interruptions diverses)**

Neen, Dir wësst alles. Jo, jo. Ech kommen also, Här President...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wolter, erkläert Dir weider!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Entschëllegt, Här President, ech kommen dann erop.

► **Une voix.** - Très bien!

**(Brouhaha)**

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Andeem ech dem Här Ekonomiesminister Merci soe fir déi désobligeant Remarque, déi en elo gemaach huet. Jo, jo, gratis. Merci, Här Wirtschaftsminister.

Et muss ee sech also d'Froe stellen, déi mer eis 2012 gestallt hunn - och dat hätt den Här Bodry roueg kënnen soen -, jo, well mir hunn eis 2012 zesummegesat a mir hunn eis d'Fro gestallt, ob de System, deen 2002... An zu deem System stinn ech haut nach!

Ech stinn zu deem System och haut, dass, wann s de Leit hues, déi op Lëtzebuerg kommen, déi Betriber bréngen, déi näischt wäert sinn - näischt ass net pejorativ -, mä an deem Moment nach näischt wäert sinn an déi duerch hir Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg e Wäertzouwuess kréien, déi Leit astellen, wou Steiere bezuelt ginn, an et kënnert herno zu enger Resolutioun oder zu engem Weiderverkauf, wéi och ëmmer, vum Betrieb, dass een deenen um Niveau vun de Steieren d'Méiglechkeet gëtt - fir Lëtzebuerg attraktiv ze maachen -, soen ech lech, geschitt weltwäit. Weltwäit!

► **Une voix.** - Mä Dir...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Et ass de System, entschëllegt, et ass de System vum Silicon Valley eigentlech kopéiert, do stinn ech dozou. Mä dass et eng Measure ginn ass, wou entretemps no sechs Méint d'Leit - no sechs Méint! -, d'Leit, opgrond vun enger Circulaire, hir Pai sech modelliséieren, fannen ech net méi normal. Dat hunn ech 2012 schon net méi normal fonnt.

**(Interruption par M. Alex Bodry)**

Jo! An dunn ass et vu 7% op 17% an d'Luucht gaangen, hutt Der selwer gesot. Also, et ass eng éischt Korrektur komm.

Sot also net, et wär 14, 16, 20 Joer näischt geschitt. Et ass 2012 eppes geschitt. A mir sinn der Meenung...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech hu guer net gesot...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Neen, neen! Ech hu par rapport zu Leit rasonéiert, déi hei gesot hunn: „Dir hat 15, 16 Joer Zäit, fir et ze maachen.“ Mir hunn...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dat hunn ech net gesot.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Mir hunn 2012 - Här Bodry, do si mir zwee eis eens, et ware véier Leit derbäi, déi dat diskutéiert hunn -, mir hunn 2012 gesot, mir änneren dat, andeem mer zumindest elo emol eropginn op 17% an da kucke mer. Or, elo si mer véier Joer hannendrun (veuillez lire: duerno/méi spéit).

A wann ech awer matkréien am Circuit, ganz éierlech, dass domadder hauséiert gëtt, dass Etudes d'avocats hire Betriebssystem änneren, dass déi sech als Gesellschafte constituéieren, fir dass d'Leit no sechs Méint kënnen e gudden Deal vun hirem Pai - bis zu zwee Drëttel vun hirem Pai, gëtt mer gesot - iwwert deen heite System ofsetzen, an nach en Drëttel vum System eigentlech iwwer eng normal Pai, dass de fixen Deal vun der Pai a gewëssene Banken nach en Drëttel oder e Véierel vum System ausmécht, an deen heite System eigentlech dräi Véierels vun der Pai ausmécht, da kënnert Der de Spëtze-steiersaz op 60% setzen.

Wann 80% vun deene Leit, em déi et geet, eigentlech op deem Deal, wou se sollten 42% an 43% Steiere bezuelen, nëmme 17% Steiere bezuelen, fannen ech perséinlech dat, an elo kënnert Der honnertmol jäizen, fannen ech dat onmoralesch!

► **Plusieurs voix.** - Dir net eleng!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech fannen et ongerecht an ech sinn net deen Eenzege, Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Net momentan elo. Dir...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech si wierklech net deen Eenzege. Ech soe just, an ech sinn och nach domadder d'accord, dass den Här Finanzminister nach e Joer brauch...

► **Une voix.** - Voilà!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Selbstverständlech!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Mä et kann net sinn - et kann net sinn! -, a wa mer eis dorüwer eens sinn, dann ass alles an der Rei.

**(Brouhaha général)**

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat konnt och scho viru véier Joer net sinn!

**(Brouhaha général)**

► **Une voix.** - Ass dat elo dem Här Wolter seng Meenung eleng, oder wéi?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, mir hunn am Moment eng Motioun virleien...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat hei ass kee Vott iwwert d'Vergaangenheet, dat hei ass e Vott iwwert d'Zukunft!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir hunn eng Motioun virleien, wou d'Chamber sech net schéngt eens ze sinn. Mä beim Prinzip schéngt se sech awer vill méi no ze kommen. Ech géif duerfir proposéieren, dass mer elo emol iwwert déi Motioun ofstëmme an da kucken, wéi mer Eenegkeet kënnen fannen, fir Saachen ze verhënnere, wou jiddweree schéngt der Meenung ze sinn, dass déi net an der Rei sinn.

Voilà! Da géife mer elo emol iwwert d'Motioun 1 ofstëmme.

**Vote sur la motion 1**

Dir sidd méi séier wéi ech. D'Ofstëmmung ass amgaangen. Elo sti mer bei 59. Kréie mer nach dee 60ten? Jo, mir hunn en.

Also 60-mol ofgestëmmt: 28-mol Jo, 32-mol Neen. An ni ware mer esou no beieneen.

Voilà! Dat gesot, ass d'Motioun 1 awer trotzdeem ofgeleent.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

*Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.*

A mer géife bei déi zweet Motioun kommen, déi de Corollaire ass vum Amendement, wann ee kee Steuerabatement gëtt fir d'Mobilité douce oder durable, da wëllt een dat ersetzen duerch eng direkt Subventionéierung. Dat ass den Enjeu vun der Motioun.

Wie mat der Motioun d'accord ass, stëmmt mat Jo, a wien net, mat Neen.

**Vote sur la motion 2**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentiounen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

*Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.*

*Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Wëllt een d'Abstentioun motivéieren.

**(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da si mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert d'Steierreform ukomm an ech soen lech alleguer Merci fir déi gutt an intensiv Diskussiounen an och fir déi responsabel Aart a Weis, wéi mer iwwer large Strecke mateneen eens gi sinn.

Kolleegen, et ass net esou oft, wou mer hei an eisem Parlament op Englesch eriwwerwieselen.

**3. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE M. Ivan Brajović, Président du Parlement de la République du Monténégro**

Dear colleagues, I have the pleasure and the honour of welcoming on the visitors' gallery his Excellency...

Wann ech gelift, Kolleegen, bleibt heibannen oder gitt eraus!

► **Une voix.** - Très bien!

**(Hilarité)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - I have the pleasure and the honour of welcoming on the visitors' gallery his Excellency Mr Ivan Brajović, speaker of the parliament of the Republic of Montenegro, and his Excellency...

**(Applaudissement)**

...Mr Ambassador Vladimir Radulović as well as their delegation.

Montenegro is a young republic with approximately the same population as Luxembourg, with a little bit more inhabitants. They are about 600.000 souls, and former Montenegrin countrymen represent a strong community of more or less 8.000 people in Luxembourg.

Dear speaker, you have come to our parliament to assist the debate and the vote concerning the accession of Montenegro to the NATO. Your presence, dear colleague, underlines the importance your country attaches to this agreement and to possible future agreements with the European Union. We understand your interest because your country has been struck some 20 years ago by a civil war. So it's important for us, who have been lucky not to be liv-

ing in a war situation for almost 80 years, to learn from your experience and to tell our younger people that peace is not given, but we have to fight for it every day and to make all efforts to cease war in each part of the world.

Thank you for coming.

And now the floor is um Claudia Dall'Agnol, fir de Rapport zum Projet de loi 7029 iwwert de Bättréit vu Montenegro an d'NATO ze realiséieren. Madamm Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

**4. 7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016**

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Thank you, Mr Chairman. Här President, léif Invitéen, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de President huet dat a senger Einleitung richteg gesot: Bei dem sengem Projet geet et em de Bättréit vu Montenegro an d'NATO.

Ech wollt lech e puer Wuert zur NATO-Erweiderung soen. Dir wësst, dass bei der NATO de Prinzip vun der Ouverture e fundamentaalt Element ass aus dem Traité vu Washington, dem Grënnungstraité vun der NATO also. Sain Artikel 10, dee seet, an ech zitéieren deen elo: «Les parties peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au traité tout autre État européen susceptible de favoriser le développement des principes du présent traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord. Tout État ainsi invité peut devenir partie au traité.» Enn vun Zitat.

Am Dezember 2015 ass duerch eng gemeinsam Deklaratioun vun den Ausseministere dëse Prinzip nach eemol réaffirméiert ginn. Dat ass dann elo déi siwente Kéier, wou d'Zuel vun den NATO-Memberlänner méi grouss gëtt.

No der Grënnung vun 1949 ass se déi éischte Kéier erweidert ginn 1952, wou Griichenland an d'Türkei bäigetritt sinn, 1955 d'Bundesrepublik Däitschland, 1982 Spuenien, 1999 déi Tschechesch Republik, Ungarn a Polen, 2004 Bulgarien, Estland, Lettland, Litauen, Rumänien, Slowenien an d'Slowakei. An zu gudder Lescht sinn 2009 nach Albanien a Kroatien derbäi komm. Mir sinn also elo zu 28 an der NATO. A wa Montenegro bis Member ass, da si mer natierlech zu 29.

D'NATO-Erweiderung vu Montenegro schreift sech an eng Stabiliséierungspolitik um Balkan. D'Perspektiv vun engem NATO-Bättréit an de Wëllen och vum Kandidateland, sech der euro-atlantescher Communautéit unzeschlëssen, huet et deem Land erlaabt, seng demokratesch, politesch, ekonomesch an och militäresch Reformen ze accélérieren a se och ze konsolidéieren.

Et ass vläicht och nach wichteg ze erwänen, dass des Länner och derfir musse suergen, dass den Traitement vun hire Minoritéiten den Direktive vun der OSCE ugepasst ass.

Säit 1999, nom NATO-Sommet zu Washington, gëtt et och ee sougenannte MAP. MAP steet fir „membership action plan“. Dat ass e Programm vu Berodung, wat d'Assistance technique ugeet, mam Objektiv, d'Kandidatelänner op eng eventuell Adhésioun virzebereeden. Dëst ass awer elo net eng einfach Oplëschtung vu Bedéngungen, déi ze erfëlle sinn, mä et ass e Prozess, fir dass d'Länner eben hir Ziler, déi se am Plang hunn, och kënnen erreechen. Esou e MAP gesäit och kee fixen Délai vir, fir de Lancement vu Pourparleren, wat d'Adhésioun dann ubelaangt, an e MAP ass och keng Garantie fir eng Adhésioun.

Éier e Land awer iwwerhaupt invitéiert gëtt, fir esou e MAP, esou en „membership action plan“ ze maachen, gëtt et nach eng ganz Rëtsch aner Relatiounen a Programmer, déi d'NATO offrëiert, wéi zum Beispill den „partnership for peace“, wou d'Länner hir Interopérabilitéit an hiert Wëssen iwwert d'NATO léieren an och hiert Wëssen iwwert d'NATO verbessert gëtt.

Am MAP kënnert et dann zu de regelrechte Reforme vun den Arméien, zum Renouveau vun hiren Equipement an och zu der Adaptatioun vun den Doktrinne vun hiren Arméien. De MAP gëtt individuell fir all Land erstallt an enthält och Reformen, déi iwwert de rene militäreschen Aspekt erausginn, zum Beispill och de juristesche Volet betreffen. Montenegro ass

iwwregens am Dezember 2009 schonn invi-  
tiert ginn, e MAP ze maachen.

Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleege,  
Dir Dammen an Dir Hären Invitéen, Montene-  
gro wëllt sech an déi europäesch an euro-atlan-  
tesch Strukturen integréieren, well et dodran  
eng Garantie gesäit fir d'Sécherheet, d'Stabil-  
itéit, mä awer och fir d'Prosperitéit. Dës gene-  
rell Ausrichtung vun der Politik a Richtung Eu-  
ropa gëtt och vun alle grouse Parteie gedroen  
a vun enger grousser Majoritéit och vun hire  
Bierger.

Och wann de Rhythmus vum Adhésionspro-  
zess an d'EU an deen an d'NATO net ëmmer  
deen nämlechten ass, esou gëtt et awer eng  
Rëtsch Gemeinsamkeeten. Béid favoriséieren  
eben d'Ëmsetze vun de wictege Reformen  
politischen, wirtschaftlechen an eben natier-  
lech och um Sécherheitsplang.

Erlaabt mer vläicht e puer Informatiounen  
iwwer Montenegro. Eng huet de President mer  
scho virdrun ewechgeholl, nämlech dass se  
bal esou vill Awunner hu wéi mir, e bësse méi,  
625.000 sinn déi neisten Zuelen, déi ech fonnt  
hunn. An et ass e Land vu bal 14.000 km<sup>2</sup>.

Ech mengen, Dir kennt also och all d'Ge-  
schicht, déi Montenegro nom Jugoslawien-  
Krich hat. Bis den 3. Juni 2006, wou et onof-  
hängeg gouf, war et Deel vun der Communau-  
téit Serbien-Montenegro, mä an engem Refe-  
rendum hate sech d'Biergerinnen an d'Bierger  
fir d'Ofspaltung an eben d'Onofhängegkeet  
ausgeschwat. An de 15. Dezember 2008 dunn  
huet Montenegro offiziell seng Kandidatur ge-  
stellt, fir Member vun der Europäescher Unioun  
ze ginn.

Wichtig ass et vläicht ze ënnersträichen, dass  
Montenegro eng Arméi huet, déi a Friddenszä-  
iten aus engem theoreteschen Effektiv vun  
1.712 Zaldoten an 283 Memberen Zivillperso-  
nal besteet, dass hir Truppe souwuel u Land, zu  
Waasser an an der Loft agéiere kënnen. Si  
stellen och 14 Leit bei der NATO-Afghanistan-  
Missioun mam Numm „Resolute Support“ a se  
sinn och bei verschiddenen EU-Missiounen  
wéi am Mali oder bei der EUNAFOR MED Sophia  
derbäi. Hir Ausgabe fir d'Défense leie bei 52,12  
Milliounen Euro, soit 1,59% vum BIP vum Joer  
2014. An et ass virgesinn, dass se op 1,82%  
vum BIP 2016 steige sollen, dat virun allem fir  
d'Modernisatioun vun den Équipementen ze  
realiséieren.

D'Preparatioun vu Montenegro fir de  
NATO-Bäitritt war e laange Prozess. Nieft de  
Reformen an der Défense an am Sécherheits-  
sektor hu se och missen eng ganz Rëtsch vun  
demokrateschen Normen respektéieren. Si se  
virgaange géint Korruptioun an och d'organi-  
séiert Kriminalitéit. Se hunn och hir Justiz reor-  
ganiséiert a se hu missen hir éffentlech Verwal-  
tung verbessern.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif  
Invitéen, Montenegro ass net déi éischt fréier  
jugoslawesch Republik, déi der NATO bäitritt.  
2004, wéi gesot, war et scho Slowenien an  
2009 Kroatien. Ech mengen, d'Adhésion vun  
dese Länner huet awer eng staark symbolesch  
Dimensioun an deem Sënn, dass an deene Län-  
ner an den 90er Joren, wat jo nach net allze  
laang hier ass, nach e schreckleche Krich war.

Ech kommen zum Ofschloss. Nach ganz séier e  
puer Formalitéiten. Ech weess, et war fir jidd-  
wieren heibannen e laangen Dag. Dese Projet  
gouf den 2. August 2016 vum Ausseminister  
déposéiert. Den 19. September krute mer de  
Projet dunn an der aussepolitischen Kom-  
missioun virgestallt, haten eng gutt an och eng  
wichtig Diskussioun iwwer dese Bäitritt. An  
der Sitzung gouf ech dunn och zur Rapportrice  
vun deem Projet genannt. Den Avis vum  
Statsrot, dee koum de 15. November. En huet  
och keng Observatioun formuléiert a recom-  
mandéiert dann och d'Adoptioun vun deem  
Projet. Mäi schrëftleche Rapport gouf den 23.  
November an der Kommissioun uegeholl. An  
ech sinn iwwerzeugt, dass den NATO-Bäitritt  
vun deem Land e wesentleche Bäitrag zur  
Sécherheet a Stabilitéit an Europa leeschte  
wäert.

D'NATO, an dat wësst Der, mengen ech, alle-  
guer, ass méi wéi e rengt Verdeedegungs-  
bündnis. Se ass och eng breet ugeluechten trans-  
atlantesch Wäertegemeinschaft, déi op de Prin-  
zipie vun Demokratie, individuell Fräiheet a  
Rechtsstaatlechkeet berout.

Dat gesot, hält ech meng Aarbecht mat  
mengem mëndleche Rapport als Rapportrice  
hei ofgeschloss. An ech géif lech herno alle-  
guerten, léif Kolleegeinnen a Kolleege, bidden,  
dese Projet dann och ze stëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci  
och der Madamm Rapportrice. Dann huet  
d'Wuert den Här Jean-Marie Halsdorf, deen och  
eise Chef de délégation ass am NATO-Parla-  
ment. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Sou ass  
et. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir  
Hären, léif Invitéen, haut ass am Fong geholl  
de Vott vun deem NATO-Bäitritt vu Montene-  
gro fir eis eng Formalitéit, well den Artikel 10  
vum Traité vun der NATO, dee gesäit vir, dass  
unanime mussen all d'Länner d'accord sinn,  
wann een anert Land soll bäitrieden. Montene-  
gro ass dat 17. Land, wat elo dann... Also mir  
sinn dat 17. Land, dat votéiert, fir Montenegro  
an d'NATO opzehuelen.

Dass dat fir si am Fong geholl awer, fir dat Land  
eng aner Geschicht ass wéi fir eis, beweist, dass  
hire Chamberspräsident oder de President vun  
hirem Parlament haut hei bäi eis ass. A wann  
een dann och noliest, wéi wicteg dat heite fir  
si ass, dee Bäitritt ass, da versteet een am Fong  
geholl, wéi si hir Zukunft gesinn.

Si hunn am Joer 2006, et ass elo grad gesot  
ginn, hir Fräiheet kritt. Si sinn zéng Joer elo  
onofhängeg a si hu sech och direkt an hiren  
Agenda geschriwwen, fir de Bäitritt bei der  
NATO unzestriewen an duerno dann och even-  
tuell an der EU de Bäitritt ze erreechen. Dat ass  
hiren Agenda.

Deen ass méiglech ginn, wéi 1994 zu Bréssel  
d'NATO decidéiert huet, fir eng Osterweite-  
rung ze maachen an der Vergréisserung vun  
der NATO. Saitdeem sinn zwielef Länner aus  
dem Oste vun Europa bäigetrueden, wéi d'Ma-  
damm Rapportrice - där ech Merci soe fir hire  
gutte mëndlechen a schrëftleche Rapport -  
gesot huet. Do si Slowenien a Kroatien derbäi,  
mä och Albanien, en Nopeschland, ass och  
schonn an der NATO a si sinn elo dat 13. Land,  
dat am Fong geholl da fräigeschalt gëtt, fir an  
d'NATO ze kommen.

D'NATO huet zwee Standbeen, mir hunn et  
gesot: ee Standbee fir d'Sécherheet vun den  
eenzelne Länner, den Artikel 5, dee spillt, wann  
eng Reaktioun kënn, wou een deen anere  
hëllef. An dann awer och dee politesche Volet  
mat der Wäertegemeinschaft. An et ass wich-  
teg, déi ëmmer nees ervirzestrichen, mat dem  
Respekt fir demokratesch Normen, mat der in-  
dividueller Fräiheet vum Einzelnen an dem  
Rechtsstat, déi mussen uewen op der Lee  
stoen, wann ee wëllt am Fong geholl NATO-  
Member sinn a wann ee westleche Wäerter  
sech verschreift.

Dat heescht dann awer och, géint d'Korrupti-  
oun kämpfen, géint déi organiséiert Kriminali-  
téit. Dat heescht, wéi d'Madamm Rapportrice  
dat och gesot huet, d'Justiz reorganisieren an  
déi éffentlech Verwaltung verbessern.

Mä zwëschent Realitéit an Theorie ass et wéi  
esou oft am Liewen net ëmmer d'selwecht. An  
ech wëll gären déi Klamer opmaachen a mer  
d'Fro stellen, wéi zum Beispill d'Türkei, déi och  
en NATO-Member ass, wéi et do ass mat dem  
Rechtsstat, mat den individuelle Fräiheeten a  
mat den demokrateschen Normen. Et ass  
sécherlech derwäert, emol eng Kéier dëst ze  
hannerfroen, a mir maachen dat jo och vun  
Zäit zu Zäit hei an der Chamber.

Tatsaach ass also, dass mer haut Montenegro  
an d'Famill vun der NATO erastëmmen.

Tatsaach ass, dass dat en éischte Schrëtt fir si  
ass, well si wëllen och, an dat kann een och  
noliesen, an d'PSDC, an der Politik vun der Sé-  
curité an der Défense commune vun der EU  
sech aschreiwen, oder se hu sech déi och op  
den Agenda geschriwwen. Dat Ganzt soll eben  
zur Stabilitéit vum Balkan an och vun hirem  
Land bäidroen.

Wat mir opgefoll ass, dat ass, dass si effektiv bal  
2% vun hirem PIB elo scho fir Sécherheet aus-  
ginn. Mir wëssen alleguerten, dass an den USA  
en neie President kënn, dee senges Numm  
Trump heescht, an hie fuerdert vun den EU-  
Länner, och méi Suen auszegi fir d'Défense. Et  
muss een emol kucken, wéi dat da sech herno  
realiséiert.

Tatsaach ass, dass mer hei e klengt Land hu  
mat 650.000 Awunner, 5-mol esou grouss wéi  
Lëtzebuerg, dat also och versteet, dass dat hei-  
ten eng grouss Chance ass fir si, der NATO bäi-  
zestrieden.

An dofir kann et och nëmmen esou sinn, dass  
d'CSV hiren Accord gëtt fir dese Projet de loi,  
deen da soll dese Bäitritt ratifizéieren. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci  
och dem Här Halsdorf. Den Här Angel huet  
d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här Pre-  
sident. Här Minister, léif Invitéen, och am

Numm vun der LSAP wëll ech der Rapportrice  
Merci soe fir hire gudde mëndlechen a schrëft-  
leche Rapport.

Ech wollt lech just hei soen, dass ech a menger  
laangjäregger Erfahrung als Member vum  
NATO-Parlament, wou ech ganz aktiv sinn an  
enger Kommissioun iwwer déi zivill Dimen-  
sioun vun der Sécherheet an iwwer d'Gouver-  
nance démocratique, de Prozess vun der euro-  
atlantescher Integratioun vu Montenegro ëm-  
mer konnt verfollegen.

Et ass ugaange mam PFP, „partnership for  
peace“ 2006, an du mam Membership-Action-  
Plang 2010. Mir hunn do als Parlamentarier  
kënnen, mat de Kolleege vu Montenegro ze-  
sammen, gesinn, wéi si hir Institutionen, déi  
mat Sécherheet ze dinn hunn, hir Arméi, hiren  
Défense-Ministère, do eng ganz Rei vu wicte-  
gen demokratesche Reforme gemaach hunn an  
och vill Reforme gemaach hunn, wat d'Lutte  
géint d'Korruptioun an d'Criminalitéit organisé  
betrifft.

Montenegro mécht och mat bei „Resolute Sup-  
port“, Montenegro mécht, genau wéi Lëtze-  
buerg, mat bei der EU TM Mali an och an der  
EUNAFOR MED Operatioun Sophia, wou mer  
jo dann zesammen als Lëtzebuurger och mat-  
maachen.

Déi euro-atlantesch Integratioun vun de Länner  
aus dem Westbalkan, mengen ech, ass wicteg  
fir d'Stabilitéit, net nëmmen an där Regioun,  
mä iwwer déi Regioun eraus och fir ganz Eu-  
ropa. An dat erënnert eis drun, dass d'Integra-  
tioun vun Europa net nëmmen e wirtschaftle-  
che Projet ass, mä och e Projet vu Fridde, wat  
leider vill Leit an der Lescht vergiess hunn.

Déi aussepolitisch Kommissioun verfollegt  
awer och deen aneren Integrationsprozess vu  
Montenegro, an zwar de Prozess an d'EU eran.  
Mir kréien all Joers déi Rapporten, d'Progrès-  
Rapporten.

A Montenegro ass och dat éischt Land, mat  
deem d'Europäesch Kommissioun deen neie  
System vu Bäitrittsprozess an Dialog uge-  
faangen huet, dee sech op dat Wesentlecht  
konzentriert a seet: dat Wesentlecht fir  
d'Éischt. Dat sinn déi wicteg Kapiteln 23 a  
24 vun der Rechtsstaatlechkeet, d'Grundrech-  
ter, d'Stäerkung vun den demokrateschen Insti-  
tutionen, d'Reforme vun den éffentleche Ver-  
waltungen.

Dat si wicteg Reformen, déi an deem Land  
gemaach ginn, an dat ass e wictegen Incenti-  
ve. An dofir kann ee sech nëmme freeën  
iwwer déi Efforten, déi gemaach ginn. Dee  
Rapport ass dëst Joer positiv ausgefall. Mä et  
gëtt awer och ënnerstrach, dass nach e wäite  
Wee och ze maachen ass. A mir wënschen de  
Kolleege aus Montenegro do ganz, ganz vill  
Erfolleg.

Ganz positiv an deem leschte Rapport war  
iwwregens dat examplescht Resultat vu Mon-  
tenegro, wat säin Alignment zur PESC, zu der  
Politique européenne de sécurité commune  
ubelaangt: Do huet Montenegro sech zu 100%  
alle Positionen an Deklaratiounen vun der Euro-  
päescher Unioun alignéiert.

Dat gesot, ginn ech och den Accord hei vun  
der LSAP-Fraktioun zu deem Projet. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci  
och dem Här Angel. Den Här Graas huet elo  
d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir  
Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass fir  
eis als Demokratesch Partei ganz kloer, dass  
mer nach wie vor hannert der NATO stinn. Dat  
ass fir eis e ganz wictegt Verdeidigungsbünd-  
nis.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass d'NATO  
och nach aner Missiounen ze erfëllen huet.  
D'NATO dréit och dozou bäi, dass verschidde  
State kënnen awer besser de Wee a Richtung  
vun engem Rechtsstat fannen.

Elo kann ee sech natierlech d'Fro stellen, firwat  
mer haut jo soen zu enger neier Memberschaf  
an der NATO vun engem Land wéi Montene-  
gro. Dat gëtt den 29. Memberstat. Mä wann  
een d'Entwécklung vu Montenegro kuckt, da  
muss een awer do eng ganz Rei positiv Saache  
gesinn.

Ech wëll drun erënnere, Montenegro ass jo  
awer Member vun der OSZE. Montenegro ass  
och Member vum Conseil de l'Europe, wat also  
scho beweist, wat fir e Geescht sech an deem  
Land do entwéckelt huet. Mir gesinn also do  
schonn eng positiv Entwécklung. Mir wëssen,  
datt natierlech um Wee zu engem Rechtsstat,  
esou wéi mir dat gesinn, esou wéi mir d'Norme  
setzen, dass dat nach gewëssen Efforte wäert  
mat sech bréngen. Trotzdem ass et awer fir eis  
hei eng wictegt Décisioun, déi geholl gëtt.

D'NATO muss och an Zukunft staark bleiwen.  
Mir hoffen, dass och no den amerikanesche

Wahlen d'NATO nach wie vor wäert op de Sup-  
port vun där anerer Säit an deem Mooss ziele  
kënnen, wéi dat de Moment de Fall ass.

Mir sinn och der Meenung, dass all déi Länner,  
déi a Fridde lieve mat hiren Noperen, éischter  
en Usproch hunn, fir kënnen Member vun der  
NATO ze ginn. Ech wëll och hei ofschléissend  
dann nach eng Kéier betounen, dass d'NATO,  
wéi gesot, awer och fir eis a Westeuropa eng  
ganz wictegt Missioun ze erfëllen huet.

Eise Stat, Lëtzebuerg huet och ganz grouss Ef-  
forten an deene leschte Jore gemaach, fir de  
Participatiounstaux eropzesetzen, wat mer be-  
grëssen. Ech wëll net op déi eenzel Detailler elo  
agoen. Mir hunn an deene leschte Wochen a  
Méint hei eng Rei Gesetzer gestëmmt, déi an  
déi Richtung ginn. D'Demokratesch Partei,  
d'DP, steet, wéi gesot, zu där Entwécklung.

An ech wëll awer och ofschléissend der Ma-  
damm Rapportrice, dem Claudia Dall'Agnol,  
Merci soe fir säin interessante mëndlechen an  
och schrëftleche Rapport. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci  
och dem Här Graas. Den Här Kartheiser an  
dann den Här Wagner.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här Pre-  
sident!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah,  
entschëllegt! Entschëllegt, et gëtt och spéit fir  
mech. Den Här Adam huet d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här  
President. Ech maachen et och kuerz. Ech wollt  
der Rapportrice Merci soen an och menge Vir-  
riedner, well si esou ausféierlech waren. Selbst-  
verständlech si mir och frou, dass d'NATO ee  
Member kritt, dee vun der Gréisst hir zwar  
5-mol esou grouss ass wéi Lëtzebuerg, mä vun  
der Awunnerzuel d'selwecht ass. An ech  
mengen, dat weist jo och drop hin, dass  
d'NATO net onbedéngt Montenegro brauch,  
mä dass Montenegro sech méi sécher spiert,  
wann et am Kader vun der NATO opgehewen  
ass. Dat begrësse mer.

Ech ginn och elo net op d'Osterweiterung vun  
der NATO an. Ech mengen, mir kréien nach  
eng Kéier eng Interpellatioun, wou mer kënnen  
déi Saachen am Detail diskutéieren.

Et war awer e puermol d'Wuert gefall vun der  
transatlantescher Wäertegemeinschaft. An do  
wëll ech dann och derbäisoen, an ech ginn  
dem Här Halsdorf recht, dass mer eis do wierke-  
lech och mussen d'Fro stellen, zum Beispill:  
Wat geschitt an der Türkei? Se gehéiert och zu  
där transatlantescher Wäertegemeinschaft an  
et gëtt och nach aner Länner, wou mer eis  
musse Gedanke maachen. Dat solle mer dann  
och an deen Débat, dee mer kréien, bäifügen.

An domadder ginn ech den Accord vun der  
grénger Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci  
dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här  
Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos  
Merci, Här President. Excellences, Dir Dammen  
an Dir Hären, déi Fro, déi mer eis haut muss  
stellen, wa mer als Lëtzebuurger Parlament  
iwwer d'Adhésion vu Montenegro of-  
stëmmen, ass natierlech déi: Erfëllt dat Land  
d'Konditiounen, fir an d'NATO ze kommen?

Et gëtt do dräi politesch lännerspezifesch  
Consideratiounen, déi mer mussen huelen. An  
do muss ee vläicht soen, dass d'NATO jo nom  
Enn vum Kale Krich och op en neie Wee  
gaangen ass an u sech den Niveau vun de Kon-  
ditiounen, déi ee muss erfëllen, politesch erop-  
geschrauft huet. Et gouf 1995 eng Décisioun,  
datt déi Staten, déi bäikommen, mussen déi  
Principes fondamentaux vun der Allianz respek-  
téieren, an dat wären dann d'Demokratie, de  
Respekt fir déi individuell Fräiheeten an de  
Rechtsstat.

An am Rapport vun der Madamm Dall'Agnol,  
fir deen ech hir nach eemol häerzlech Merci  
soen, ass et nach eng Kéier kloer gesot ginn,  
wier Montenegro «le système politique consti-  
tue une démocratie effective». Et ass also d'Ap-  
préciatioun vun eiser Regierung iwwer Montene-  
gro.

An och am „membership action plan“ vun der  
NATO, dem sougenannte MAP, gëtt verlaangt,  
datt déi State mussen d'Demokratie, déi indivi-  
duell Fräiheeten an de Rechtsstat respektéieren.  
A mir mussen eis also froen: Ass dat fir Monte-  
negro de Fall?

Do muss ee verweisen op de Rapport vun Am-  
nesty International fir 2015 an 2016, deen en-  
ner anere zu de Feststellunge kënn, dass  
d'Fräiheet vun der Press, dass d'Meenungs-  
fräiheet net respektéiert sinn a Montenegro an  
datt de Stat e Recours excessif à la force mécht.

Dann huet Human Rights Watch viru Kuerzem e Bréif geschriwwen nach un de fréiere Premierminister, den Här Djukanović, mat Kopie och un de bägeuerdneten NATO-Generalsekretär, iwwert d'Détentioun vum Journalist Jovo Martinović. Mir hunn also eng Rei vu ganz fundéierte Mënschrechtsconsideratiounen, wat Montenegro ueget.

Et schéngt eis net esou ze sinn, datt déi héich Konditiounen, déi d'NATO verlaangt, hei erfëllt sinn. A wa mer mat Recht iwwer State wéi d'Tierkei oder hei schwätzen, a wa mer eis awer beruffen op gemeinsam Erklärungen, deene mer och wellen eng gewësse Kredibilitéit ginn, da mussen mer feststellen, datt Montenegro déi Konditiounen op jidde Fall bis elo nach net erfëllt.

Eng drëtt politesch Consideratioun ass déi, datt et muss eng breet politesch Zoustëmmung fir de Bäitritt vun engem Land an d'NATO ginn. An do seet och de Rapport, deen d'Madamm Dall'Agnol eis hei virgestallt huet, am Numm vun de Parteien, déi d'Regierung droen, datt deen Objektiv, vun engem „large consensus“ huet se geschwat, et géif e breede Konsensus ginn an der Gesellschaft vun deem Land an de Forces politiques a Montenegro fir de Bäitritt bei d'NATO.

An den 19. September hu mer an der Chamberskommissioun doriwuer geschwat. Do huet d'Regierung eis matgedeelt, datt dee breede Konsensus, wéi d'Madamm Dall'Agnol sech ausgedréckt huet, 58% vun der Populatioun sinn.

An den 29. November, dat ass ganz rezent, liese mer an der internationaler Press, datt de Bäitritt vu Montenegro zur NATO zu grouse politesche Spannungen an deem Land geféiert huet an datt elo bei der Regierung vum Här Marković d'Ernerstzung am Parlament fir den NATO-Bäitritt 41 vun 81 Deputéierte sinn. Manner ass net méiglech: 41 vun 81 Deputéierten! Dat ass net, wat mir nennen, de breede politesche Konsensus, deen eng Konditioun ass, fir kënne bäizetrieden.

Dann ass natierlech de strategesche Kontext ze kucken. Deen éischte Grondprinzip ass natierlech d'Fräiheet vun all Land, enger Sécherheetsallianz bäizetriede vu senger Wiel. Et ass awer och d'Méiglechkeet an d'Recht vun deenen, déi an enger Allianz sinn, fir hirersäits ze kucken, ob dat den allgemengen Interesse vun hinne selwer an och vun der Allianz am Allgemengen entsprécht.

Dat Éischt ass: Gëtt et wierklech eng Plus-value fir déi regional Stabiliséierung? Bon, déi ass vläicht präsent, wann een dat a méi e breede Kontext och vun enger EU-Erweiterung setzt, mä ech mengen, militäresch oder strategesch kann ee wuel kaum déi Argumentatioun féieren. Do ass den Notze marginal.

Déi gesamt europäesch Sécherheitssituatioun muss ee betruechten, souwuel d'Kredibilitéit vun der NATO, wat d'Memberschaft vun der Tierkei ueget. Dat ass wierklech eng wichteg politesch Fro, där mer eis mussen stellen: Wéi eng Natur hu mer nach an eise Sécherheitsrelatiounen zu der Tierkei? Och compte tenu du fait, datt se militäresch d'Nopeschstate menacéiert, inklusiv Griichenland!

A wéi ass d'Konditioun oder wéi eng Répercussioune huet eng weider Extensioune vun der NATO och op eis Relatiounen mat Russland an anere Länner, déi awer fäerten, datt sech eng nei Stëmmung vu Kale Krich an Europa ëmmer méi ausbreet? An deem Sënn gëtt et och interessant, fir ze gesinn, wéi déi nei amerikanesch Administratioun sech géintwuer Russland positionéiert.

Da mussen mer eis och ëmmer froen no der Präzedenzwirkung op d'Ukrain. Och do gëtt et jo Leit, déi mengen, d'Ukrain misst an d'NATO opgeholl ginn. Ass et richteg, e Land, wat net allen demokratesche Kritären entsprécht a wou et kee breede politesche Konsens gëtt fir e Bäitritt, opzehuelen? Kann dat net eng negativ Präzedenzwirkung och op aner Länner hunn?

An déi lescht Konditioun, mä „last but not least“, ass d'Kredibilitéit vun der NATO. Mir als Lëtzebuerger, als treie Member vun internationalen Organisatiounen wéi der Europäescher Unioun, wéi der NATO, mussen eis Suerge maachen ëm d'Kredibilitéit vun deenen Organisatiounen, an deene mir Member sinn. Wa mer hei géife Jo soen, wär dat vläicht zu engem Deel a Fro gestallt, wéinstens an eiser eegener Logik, an eisem eegene Bekenntnis zu deene Mënscherechter, vun deene mer awer ëmmer soen, datt mer se wëlle verdeedegen.

Zu deem Abléck, wou mer haut hei schwätzen, kann d'ADR, also och, wa se am Prinzip d'accord ass, datt Montenegro eng Keier an d'NATO, an d'Europäesch Unioun ka bäitrieden, mä zu deem Abléck, wou mer haut hei schwätzen, schéngen eis déi néideg Virkondi-

tiounen, besonnesch am Beräich vun de Mënscherechter, net erfëllt ze sinn. An dofir wäerte mir géint dee Bäitritt stëmmen.

Villmools Merci.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. An als leschten age-droene Riedner huet den Här David Wagner d'Wuert.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Säit der däitscher Réunificatioun viru 25 Joer huet sech d'Memberschaft vun der NATO quasi verduebelt, vu 16 am Joer 1990 op haut 28 Memberstaten. Haut stëmme mer iwwert de Bäitritt vum 29. Memberstat of, Montenegro.

Mat de Bäitritter vun de sougenannte Vise-grädstaten, de baltische Länner, Rumänien, Bulgarien, Slowenien an 2009 vu weidere Balkanländer wéi Kroatien an Albanien gehéiert en ëmmer méi groussen Deel vum Osten a Südoste vun Europa zu engem Militärbündnis, dat militäresch, finanziell an technologesch sengesgläiche sicht a Russland op der Kaart ëmmer méi no réckelt. An dat obwuel et no der Réunificatioun vun Däitschland en „gentlemen's agreement“ tëschent der NATO a Russland gouf, datt d'NATO Russland net op de Pelz réckele géif. De Géigendeel ass awer geschitt!

Déi stänneg Erweiterung sinn Deel vun der interner Dynamik vun engem Militärbündnis. Nom Verschwanne vum grouse Feind, der Sowjetunioun, muss d'NATO hir Existenz nei legitiméieren. A se mécht dat ebe mat deenen Erweiterungen an der Sich no ëmmer neien Aktivitéiten. Eng global Strategie fir méi Sécherheet a Kooperatioun ze errechen, spillt dobäi guer keng Roll, entgéint deem, wat ëmmer behaupt gëtt.

Am Géigendeel! Dës Politik, déi vun anere State primär emol als Bedroung wouergeholl gëtt, féiert zu massive geopolitischen Destabiliséierungen an Europa. Déi ëmmer méi aggressiv Haltung vu Russland, déi sech besonnesch staark an der Ukrain gewisen huet, ass sécherlech och als eng direkt Konsequenz vun der NATO-Expansioun no Osten ze gesinn.

Här President, mat Montenegro steet elo e politesche ganz brisante Bäitritt un. Mat der Republik Montenegro trëtt näamlech e Land bäi, deem seng Bevëlkerung viru 20 Joer vun eben deem NATO-Bündnis och bombardéiert gouf. Dat erkläert och, firwat d'Majoritéit vun der Bevëlkerung géint eng NATO-Memberschaft ass. Et waren och vill Manifestatiounen a Montenegro. Dat ass guer net esou einfach iwwert d'Bün gaangen, wéi dat sech duerstelt. Dat Land ass u sech méi destabiliséiert gi wéi soss eppen.

D'montenegresche Regierung weess dat och an huet sech och dowéinst mat Hänn a Féiss géint e Referendum gewiert. Sou vill zu den demokratesche Gepflogenheeten innerhalb vun den NATO-Memberstaten!

De Bäitritt vu Montenegro an enger onstabiler Region ass awer och sécherheetspolitesch ganz bedenklech. Andeem näamlech e weidere Balkanstat der NATO bäitritt, gëtt an där Region mat villen ongeléiste Konflikter weider Uelech op d'Feier geschott. Während op där enger Säit Kroatien massiv vun den USA mat neie Rakéitesystemer beliwwert gëtt, reagéiert Serbien mat verstärkter Oprüstung mat Hëllef vu Russland. Albanien a Rumänien ginn och operéiert. A virun net allze laanger Zäit goufen US-amerikanesch Atomwaffe vun der Tierkei a Rumänien verluecht, wou se elo vill méi no u Russland stationéiert sinn.

Dernieft kënnt derbäi, datt et net nëmmen tëschent State Konfliktpotenzial gëtt, mä et a ville Staten um Balkan och intern komplizéiert Konflikter gëtt, déi och duerch d'europäesch Äntwert op d'Wirtschaftskris weider verschäerft ginn. Dat ass och a Montenegro net anescht, wéi déi wochelaang Protester no der Ukënnung vum NATO-Bäitritt viru e puer Méint gewisen hunn.

Här President, ech liese ganz gären den Orwell, an am Buch „1984“ gëtt gesot, datt Krich Fridde wier a Fridde wier Krich. Mir liewen an enger Zäit, wou d'Begrëffer verdréit ginn a vun hirer Substanz entleert ginn. Mir sinn der Meenung, datt déi expansiv Politik vun der NATO keng Stabilitéit a keng Sécherheet bréngen kann. Am Géigendeel!

Ech sinn och frou, datt Seng Exzellenz, de President vum Parlament vu Montenegro do ass, well et soll kloer sinn, datt mir als déi Lénk der Meenung sinn, datt dat och net der montenegrescher Bevëlkerung zeguttkënn. Dat permanent Säbelrasseln an déi ongebremste Rüstungsspiral an Europa féiere villméi zu engem Gefill vun Onsicherheit a wuessendem Mëstrauen, wouduerch et kooperativ Léisungen net nëmme bei der Sécherheet, mä och bei anere

Froen ëmmer méi schwéier kréien an d'Gefor vu bewaffnete Konflikter a Wierklechkeet an Europa méi grouss gëtt!

Et wonnert mech, mat wat fir enger Liichtegkeet déi geopolitisch Tensiounen hei klengeriet ginn, wann iwwerhaupt guer net ugeschwat ginn oder ganz wéineg.

De Bäitritt vu Montenegro gesi mir als e weidert Element vun deser geféierlecher Dynamik. An ech mengen, ech hunn e bëssen Ängscht, datt d'Zukunft eis och nach do wäert recht ginn.

Dofir wäerte mir als déi Lénk, u sech och gemeinsam mat der Majoritéit vun der Bevëlkerung a Montenegro, géint de Bäitritt an d'NATO stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Et soll ee beweisen, datt et net stëmmt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Wagner. An Äis op de Kapp.

(*Hilarité*)

Den Här Finanzminister fir de verhënnerten Ausseminister huet d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, Excellences, léif Deputéierten, ech si vum Jean Asselborn effektiv gefrot ginn, hei anzesprangen. Ech maachen dat och ganz gären.

Ech si frou, dass de Bäitritt vu Montenegro an d'NATO hei eng grouse Zoustëmmung féint. An dat erkläert sech och doduerch, dass de Bäitritt zur NATO vu Montenegro eng gutt Saach fir d'NATO ass, awer och eng gutt Saach fir Montenegro.

Ech erkläre mech, firwat et eng gutt Saach ass fir d'NATO. Mir wëssen, dass déi militäresch Risiken an och déi net militäresch Risiken ëmmer zouhuelen an der Géigend vum Westbalkan, dass Terrorattacken och do ganz probabel sinn, an d'Cyber- an d'Hybridattacken och. Et ass also en Domän, wou d'NATO natierlech ganz hëllefträich ka sinn a wou et wichteg ass, dass natierlech de Perimeter vun der Aktioun vun der NATO ëmmer méi grouss gëtt. Dofir ass déi Erweiterung natierlech fir d'NATO eng ganz positiv Saach. Déi dréit dozou bäi, dass d'Ziler vun der NATO besser kënnen erreecht ginn, baséierend op der Solidaritéit, op der Kohäsion an op der Indivisibilitéit vun der Sécherheet vun der NATO.

Et ass och esou, dass et wichteg ass, dass déi nei Länner, déi bäitrieden, natierlech net nëmme Responsabilitéiten hunn, mä och Obligatiounen hunn. A mir gesinn, dass Montenegro do schonn aktiv war, andeem se scho bei NATO-Aktiounen wéi déi „Resolute Support“ Afghanistan Missiounen matgemaach hunn. Si hunn och als Montenegro scho matgemaach an enger Operatioun EU am Mali. Dat heescht, hei ass e Land, dat motivéiert ass a schonn agéiert huet.

Den zweeten Aspekt ass folgenden, dass natierlech dee Bäitritt gutt ass fir Montenegro. An de Bäitritt bréngt natierlech mat sech, dass d'Sécherheet vu Montenegro vill besser garantiéiert ass, zum éischten. An zweetens, dass d'demokratesch Valeuren a Montenegro méi groussgeschriwwen ginn. Fir iwwerhaupt Member ze ginn, muss een d'Wärter vun Demokratie, dem État de droit a vun den individuelle Libertéite respektéieren. Dat mécht Montenegro haut. An dofir ass en iwwerhaupt qualifizéiert, fir an d'NATO eranzekommen.

Et ass och vläicht wichteg, ze ënnersträichen, dass den Effort vu Montenegro, an d'NATO eranzekommen, en parallèle ze gesinn ass mat den Négociatiounen, déi amgaange sinn, fir dass Montenegro soll an d'Europäesch Unioun kommen.

Mat der Gréisst vum Land a mat der Zuel vun Awunner huet Lëtzebuerg natierlech Gemeinsamkeete mat Montenegro an et versteet een natierlech och, dass e Land an där Hisiicht, wat seng Gréisst ubelaangt, sech natierlech op eng kooperativ Aart a Weis, eng international Aart a Weis wëllt a Saache Sécherheet, awer och a Saache Wirtschaft orientéieren.

I will finish my speech in English to greet very officially the President of the parliament of Montenegro and to say that in my Luxembourgish intervention I have just mentioned that becoming a member of NATO for you, Montenegro, is good for you, but it is also good for NATO. And I know that your parliament has played a very important role in making sure that this membership happens. I am glad to see that we have a broad support here in the parliament, so that Luxembourg can become the 17th country to say yes to your membership in NATO. Welcome!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister.

Ech si ganz frou, dass de Kollege Chamberspräsident aus Montenegro gesinn huet, dass mer e Parlament hunn, dat net einfach Jo seet, mä dat all d'Facettë vun engem Dossier belicht. Bonne Chance sengem Land um Wee an d'NATO! An de Wonsch, dass net nëmme de Musterschüler viséiert ass a Saache Verdeedegung, mä och de Musterschüler a Saache Valeurs fondamentales gesicht gëtt.

Domat kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7029 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7029 et dispense du second vote constitutionnel**

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

Kolleegen, wann ech gelift nach eng Sekonn, nach e puer Minutte sätze bleiwen, well mer hunn nach e Punkt ze behandelen. Et gëtt nach eng Motioun deponéiert.

Mir hu folgend Resultat vum Vott: 60 Ofstëmmungen, 55-mol Jo a 5-mol Neen. Mat grouser Majoritéit ass also de Bäitritt vu Montenegro an d'NATO vum Lëtzebuurger Parlament guttgeheescht.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.*

*Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Si mer d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(**Assentiment**)

Merci villmools. Dann ass dat esou decidéiert.

An dann huet den Här Mosar d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Mosar!

**5. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar**

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, während mir de Mëtteg hei intensiv iwwert d'Steierreform debattéiert hunn, ass op e puer dausend Kilometer vun eis ewech amgaangen, eng humanitär Kris vun enger extrem graver Envergure sech ofzespillen zu Aleppo. An ech mengen, Dir alleguerten hutt och d'Billen oder gesitt Der all owes déi grausam Billen op der Tëlee vun der ziviller Bevëlkerung, ganz besonnesch och vun de Kanner.

An d'Madamm Samantha Power, amerikanesch Ambassadrice bei der UNO, huet geschter deklaréiert, Aleppo wier d'Enn vun der Mënschlecheit. Dat ass also eng Situatioun, wéi mer se seltenst bis elo gesinn hunn.

An duerfir, mengen ech, géif et eis och gutt zu Gesiicht stoen als Chamber, wa mer dozou géifen eng Motioun verabschieden. Ech wäert hei am Numm vu menger Fraktioun déi Motioun déposéieren. Bis elo steet awer just mäin Numm drop. Ech ginn dovun aus, datt och all déi aner Fraktiounen déi Motioun do wäerte matdroen.

**Motion**

*La Chambre des Députés,*

*- consternée par la situation dramatique et tragique à Alep après une guerre civile meurtrière qui*



dure depuis presque six ans et qui a fait endurer aux habitants de cette ville un véritable martyre;

- préoccupée par le sort de la population civile et tout particulièrement des enfants d'Alep;

- bouleversée par la situation sécuritaire générale en Syrie avec plus de 300.000 morts, avec plus de 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et avec quelque 4,8 millions de réfugiés dans les pays voisins;

- ébranlée par la politique de brutalité du régime du président syrien Bachar al-Assad ainsi que de ses alliés;

- choquée par les actes barbares des groupes terroristes et djihadistes tels que l'«État islamique» et le Front al-Nosra;

- condamnant avec fermeté tous les crimes de génocide, tous les crimes contre l'humanité et tous les crimes de guerre perpétrés en Syrie et en Irak ainsi que dans toute la région du Proche-Orient;

- exprimant sa solidarité avec la population civile à Alep et en Syrie;

- prenant acte des ouvertures de la Russie envers l'Union européenne en amont du Conseil européen du 15 décembre 2016 de Bruxelles;

- regrettant l'impuissance de l'Union européenne dans cette crise politique et humanitaire;

- constatant tout autant l'indifférence et l'échec moral de la communauté internationale ainsi que l'échec diplomatique de l'Organisation des Nations Unies face à la crise humanitaire à Alep et

en Syrie;

invite le Gouvernement

1. à soutenir toutes ses initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep;

2. à soutenir l'installation de couloirs humanitaires permettant l'accès immédiat de l'aide humanitaire;

3. à s'engager en faveur de la reprise des pourparlers inter-syriens afin d'offrir une paix durable au peuple syrien;

4. à intervenir auprès des autorités syriennes afin de garantir l'évacuation des rebelles et de la population civile d'Alep;

5. à mettre sur l'agenda des priorités du Conseil européen la situation d'Alep et de Syrie dans le but de reprendre le lead en matière de politique de paix en Méditerranée et au Proche-Orient;

6. à intervenir auprès du Conseil et de la Commission européenne afin d'intensifier et d'augmenter l'aide humanitaire de l'Union européenne pour Alep et la Syrie;

7. à débloquer une aide d'urgence directe pour la population civile d'Alep et de Syrie;

8. à intervenir auprès du Conseil et de la Commission européenne afin de reprendre le dialogue avec la Russie dans l'intérêt supérieur du droit à la vie de tous les citoyens d'Alep, de Syrie et du Proche-Orient;

9. à intervenir auprès du Conseil de Sécurité afin de remettre la situation à Alep à l'ordre du jour de l'ONU dans le but de protéger la population civile entre autres par des observateurs des Nations Unies;

10. à condamner avec une vigueur et une visibilité accrues tous les crimes de génocide, tous les crimes contre l'humanité et tous les crimes de guerre perpétrés à Alep, en Syrie et en Irak ainsi que dans toute la région du Proche-Orient.

(s.) Laurent Mosar

Ech géif och proposéieren, datt déi Motioun den nächste Freideg an der aussepolitischer Kommissioun soll diskutéiert ginn an datt se dann d'nächst Woch zur Ofstëmmung kënn.

Ech mengen, hei ass wierklech eng Situatioun, déi een extrem schockéiert, well hei och d'Gläichgültgkeet vum gesamte Westen an och d'Gläichgültgkeet vun den internationalen Organisatiounen een trotzdeem verstomme loosse.

Ech si frou, Här President, wa mer d'nächst Woch a Rou och déi dote Motioun kënnen hei diskutéieren. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo de Président vun der aussepolitischer Kommissioun.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech soen dem Här Mosar villmools Merci fir den Dépôt vun där

Motioun. Mir hunn an deene leschten Deeg dat alles matverfollegt, wat do geschitt ass.

Ech sinn och frou, dass de Mëtteg den Ausseminister am Ministère den Här Brita empfangen huet, dee Buergermeeschter ass vun Aleppo an deen och den Owend eng Konferenz hei mécht. Ech hunn do matgeholf, mat engagéierte Bierger virun allem an dem Cercle culturel syrien, dass den Owend am Mudam dee Buergermeeschter an och den Dokter Pitti, en Dokter vu Metz, deen do Projeten huet, eng Konferenz kënnen halen. All Mënsch ass invitéiert, dohinner ze kommen.

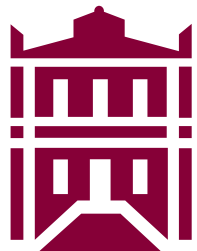
Ech freeë mech, wann déi Motioun an d'Kommissioun kënn a sinn iwwerzeegt, dass mer dann zesummen en Text hei kënnen ofstëmmen, an deem mer eis Solidaritéit an och eis Entrüstung kënnen ausdrécken iwwert dat, wat do an deene leschte Woch geschitt ass. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géif ech proposéieren, dass mer dat esou maachen an der aussepolitischer Kommissioun.

(Assentiment)

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Ech soen lech Merci a Rendez-vous den nächsten Dëschdeg fir de Budgetsrapport an d'Budgetsdebatten.

(Fin de la séance publique à 17.02 heures)



## SÉANCE 16

MARDI,  
20 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

## Sommaire

- Ouverture de la séance publique  
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes de l'acte terroriste perpétré à Berlin en date du 19 décembre 2016  
- M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- Communications  
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Ordre du jour  
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:
  - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
  - la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier
  - la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale
  - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
  - la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur

les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Claude Haagen (dépôt d'une motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung heimat op.

## 2. Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes de l'acte terroriste perpétré à Berlin en date du 19 décembre 2016

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll eis Sëtzung vun de Mëtte mat engem Message vu Solidaritéit a Bäileed ufänken. Wéi Dir wësst, huet gëschter Owend eng brutal a feig Attack friddelech Visiteure vun engem Chrëschtmaart zu Berlin getraff. Mir sinn all zudéifst schockéiert! Vun dëser Plaz aus drécken ech am Numm vun eis all de Blesséierten an de Famillje

vun den Affer eist déifst Matgefill aus. Ech hu mengem däitschen Homolog, dem Norbert Lammert, dem President vum Bundestag, e Message an deem Sënn vun eis all zoukomme gelooss.

Wat gëschter Owend zu Berlin geschitt ass, ass net nëmmen eng Attack op onschëlleg Mënschen, mä viséiert och eis Wäerter an eis Fräiheet. D'Attacke vu Paräis, Nice, Bréissel, elo Berlin an an eng Rei vun anere Stied wäerten eis awer net dovun ofbréngen, eis Solidaritéit, eisen Zesummenhalt an eis Determinatioun fir gemeinsam Wäerter héichzehalen. Mir musse staark bleiwen!

Här Statsminister!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, wann Der erlaabt, ech hat och am Laf vum Dag Kontakt mat der däitscher Bundeskanzlerin. An ech ka mech nëmmen Äre Wieder uschlëissen. Et sinn déi Momenter, wou een zesummenhale muss, wou d'Unitéit d'Stäerkt vu ganzen Natiounen ass!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci lech alleguer, Kolleegen. An et ass mat enger

gewëssener Emotioun, wou mer zu dem normale Programm iwwerginn.

Ech wollt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

## 3. Communications

Dir wësst, dass d'Froen an d'Äntwerten, déi zënter eiser leschter Séance erakomm sinn, hei deponéiert sinn, grad wéi d'Lëscht vun deenen neie Projeten un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn ass.

D'Lëscht mat de Petitiounen ass deeneselwechten zougestallt ginn.

**Communications du Président - séance publique du 20 décembre 2016**

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire:

**7103 - Projet de loi relative aux comptes de paiement et portant:**

1. transposition de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement et le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base; et

2. modification de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 16.12.2016

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

**751 - Demande de pétition publique: Pour plus de moyens matériels pour les agents de sécurité privés**

Dépôt: M. Grégory Vansteene, le 29.11.2016

**752 - Demande de pétition publique: Péage sur les autoroutes (en première ligne pour les camions)**

Dépôt: M. Eric Nepgen, le 01.12.2016

**753 - Demande de pétition publique: Pour l'application de sanctions financières (et à reverser au secteur associatif) aux entreprises ne respectant pas les quotas d'employabilité des personnes avec un handicap**

Dépôt: M. Eric Feront au nom de NFP consulting, le 10.12.2016

**754 - Demande de pétition publique: Wahlmöglichkeit der Unterrichts- und Prüfungssprache im Sekundarunterricht (F, D, L?)**

Dépôt: Mme Christiane Jung, le 13.12.2016

**755 - Demande de pétition publique: Aufhebung des Bankgeheimnisses**

Dépôt: M. André Schmit, le 14.12.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

#### 4. Ordre du jour

Den Ordre du jour ass lech zougestallt ginn, Dir kennt en also, wéi e vun der Presidentekonferenz proposéiert ginn ass.

Sidd Der mat deem Ordre du jour d'accord?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen elo zum eenzege Punkt vun der Sëtzung vun de Mëtten kommen, dem Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 7050, also de Statsbudget fir d'Joer 2017, an iwwert de Projet de loi 7051, iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. D'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vun dem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

#### 5. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

**1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

**2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier**

**3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale**

**4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

**5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs**

**6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002**

**7) le Code de la sécurité sociale**

**8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement**

**9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles**

**10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation**

**11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques**

**12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé**

et

**7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** Merci, Här President. Här President, Dir Damen an Dir Hären, de 27. September hat ech d'Eier, vun der Cofibu, vun der Commission

des finances et du budget, zum Budgetrapporteur ernannt ze ginn. De Budget 2017 an de Pluriannuel 2016-2020 sinn den 12. Oktober vum Finanzminister an der Chamber déposéiert a presentéiert ginn. D'Cofibu ass 13-mol zesummekomm, fir déi zwee Gesetzter ze analysieren.

An der Kommissioun sinn d'Steierverwaltung, den Enregistrement, d'Administration des douanes et accises, de Statec, d'CSSF, d'Cour des comptes, de Conseil national des finances publiques an d'Zentralbank gehéiert ginn.

Nieft der Cour des comptes, der Zentralbank an dem CNFP hunn och d'Berufschamberen hir schréiftlech Avisen eraginn, mat Ausnam vun der Landwirtschaftskummer. Bei der Landwirtschaftskummer kann ee soen, datt dat, wat am Budgetgesetz steet, haaptsächlech déi ordinär Dépense sinn an datt am Fong d'Investissementsprojeten iwwert de Fong bezuelt ginn. Des Weideren huet och nach de COSL säin Avis zum Budget 2017 an zum Pluriannuel ofginn.

D'Cofibu hat eng Commission jointe mat der Commission des Affaires intérieures, fir iwwert d'Gemeengefinanzen ze schwätzen. Eng weider Jointe war mat der Travailskommissioun, fir iwwert d'Entwécklung vun der finanzieller Situatioun vun der Sécurité sociale ze schwätzen. An enger Commission jointe mat der Comexbu, also der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, ass d'Evolution vun der budgetärer Situatioun op den Datum vum 30. September gekuckt ginn, dat heescht also, de Stand vun der Exekutioun vum Budget 2016.

Zum Schluss huet den Här Finanzminister der Cofibu och nach déi aktuell Zuelen iwwert d'Statschold presentéiert a méi detailléiert Explikatiounen zur Strategie vum Trésor a Saachen Emprunten a Management vun de Liquiditéit gemaach.

De Budget 2017 an de Pluriannuel sinn am Ganzen dräimol amendéiert ginn: eng éischte Kéier de 15. November duerch d'Regierung, wat éischer technesch Amendementer waren; eng zweete Kéier den 29. November duerch d'Cofibu, fir de Remarquen am éischten Avis vum Statsrot Rechnung ze droen, an eng drëtste Kéier de 5. Dezember erëm duerch d'Regierung, fir dem Gehälteraccord an der Fonction publique an och dem Accord am ASFT-Secteur um budgetäre Plang Rechnung ze droen.

De Statsrot huet säin initialen Avis zu deenen zwee Projet-de-loien de 15. November ofginn a jeeeweils een Avis complémentaire den 13. Dezember eraginn.

A menger Qualitéit als Rapporteur hat ech dernieft och Entrevu mam Finanzminister an enger Partie vu senger Beamten aus dem Ministère, mam Steierdirekter a mat der Direktioun vum Enregistrement, mam Statec, mam Conseil économique et social, mat alle fënnef Berufschamberen a mat der ULC. All deene Leit wëll ech heimadder Merci soe fir hir Disponibilitéit a fir hire gudden a konstruktiven Échange vun Iddien a Kriticken.

Eng Klenggeheet nach am Ufank zu de Formalitéiten: Am Artikel 31 vum Budgetgesetz - Dépenses d'investissement à charge de Fonds des routes - hat sech beim Kopéiere vum Text e kleng Feeler ageschlaach, dee méttlerweil vum Greffe redresséiert gouf. Et handelt sech hei em eng Erreur matérielle.

Här President, komme mer elo zu den Eckdate vum Budget 2017 a vum Pluriannuel 2016-2020.

D'Besonnenheet vum 2017er Budget, an domadder och vum Pluriannuel, ass, datt nieft den ugeschwaten Amendementer och d'Gemeengefinanzreform souwéi d'Steierreform, Gesetzter, déi mer elo kierzlech an der Chamber votéiert hunn, am Budget finanziell verankert sinn.

Fir 2017 erwaarde mir e positive Sold bei der Administration publique, dee bei 0,2% vum PIB wäert leien. Dese Sold dierft bis 2020 op 0,6% vum PIB eropklammen. D'Administration locale, also d'Gemengen an d'Sécurité sociale, hunn alle béid mat 0,4% respektiv 1,5% e positive Sold. An d'Administration centrale huet mat minus 1,8% vum PIB 2017 en negative Sold. Dese negativen Taux erkläert sech duerch déi staark Investissementer an d'Steierreform.

An Zuelen ausgedréckt hu mir fir 2017 virausiichtlech e Gesamtwwerschoss vu 97 Milliounen Euro am Gesamtstat, dovunner eng gutt Milliard Defizit am Zentralstat, an Iwwerschoss vun 253 Milliounen bei de Gemengen an en zolitten Iwwerschoss bei der Sécurité sociale vun 883 Milliounen Euro.

Mat den aktuelle Previsiounen geet een dovun aus, datt 2020 den Iwwerschoss bei der Administration publique bei knapp 400 Milliounen Euro wäert leien, dee sech aus engem Defizit

an der Administration centrale vu 646 Milliounen Euro an engem Iwwerschoss vun 170 Milliounen Euro an de Gemengen an 870 Milliounen Euro bei der Sécurité sociale ergëtt.

Komme mer elo zu eiser Statschold. Déi läit am Moment bei 20,5% vum PIB oder 11 Milliarden Euro, wat eng vun deenen niddregsten an Europa an ech géif soen och op der Welt ass. D'Regierung huet bis elo keng Emprunte gemaach, ausser dem Sukuk vun 200 Milliounen Euro. Dat heescht, datt deen ageschriwwenen Emprunt vun 1,5 Milliarden Euro fir 2016 net wäert gezu ginn. An dem Joer ass och den Emprunt vu 400 Milliounen zréckbezuelt ginn. Dat hat de Finanzminister och schon d'lescht Woch hei an der Chamber confirméiert.

Fir déi nächst Jore sinn Emprunten am Pluriannuel virgesinn; zum Beispill fir 2017 läit den ageschriwwenen Emprunt bei 1,12 Milliarden Euro.

D'Statschold bleibt virausiichtlech relativ konstant an deenen nächste Joren a sollt bis 2020 bei 23,7% vum PIB leien, däst, wann all Emprunte géife gezu ginn. Dese Defizit läit largement énnert deem, wat d'Regierung sech 2013 als Seuil gesat hat. Deemoos ass gesot ginn, datt d'Statschold net dierft iwwer 30% vum PIB klammen.

Mir erhalen och weiderhin d'Topnotatioun Triple-A vun de Ratingagencen.

Den Zukunftspak huet der Regierung et erlaabt, op d'Kris ze reagieren. Déi gutt aktuell wirtschaftlech Konjunktur an d'Décision vum der Europäescher Kommissioun, fir den OMT, den Objectif budgétaire à moyen terme, vu bis elo plus 0,5% op minus 0,5% Solde structurel vum PIB erofzesetzen, erlaabt deser Regierung e gewëssene Sputt, fir op extern wirtschaftlech Facteuren ze reagieren, fir eng ugepasst a gerecht Steierreform ze maachen, ouni d'Investissementer erofzeschrauwen, mä weider op engem historoeschen Niveau ze halen.

Et muss een zouginn, datt d'Situatioun, wéi se 2013-2014 war an elo e puer Joer duerno, net méi déi nämlecht ass. Mir hunn aner Wirtschaftsdaten an déi erlaben et der Regierung, och eng aner Politik ze maachen. Ech denken, datt d'Politik am grouse Ganze muss op Wirtschaftsdate reagieren, muss kënnen Mesuren ergreifen, déi net jiddwerengem gefalen, wann et néideg ass, an och dann, wann et néideg ass, muss kënnen Décisionen huelen, déi d'Économie stimulieren.

Ech mengen, do ass d'lescht Woch schon an deenen Debatten, déi hei gefouert gi sinn, nottament iwwert d'Steierreform, ganz vill ugeschwat ginn.

Huele mer zum Beispill de Wuesstum. Wa mer eis haut d'Konjunkturdaten ukucken, da gesi mer, datt de Wuesstum fir 2017 ganz gutt ausgesäit. Mir wäerte bei 4% Wuesstum leien, an dat onofhängeg, ob een d'Prognose vum Abrëll 2016 vum PSC, also vum Pacte de stabilité et de croissance hëlt, d'Zuele vum September, déi als Basis fir d'Redaktioun vum Budget 2017 geholl goufen, oder déi lescht Zuelen, nottament vum 30. November vum Statec, op déi en a senger zweeter Note de conjuncture zu dem Joer ageet.

Eis Wirtschaft: Lëtzebuerg, dat staark ofhängeg ass vun der Weltwirtschaft, profitéiert natierlech, datt déi an deene leschte Joren awer ugezunn huet. Mir si weiderhi Virreider, wat de Wirtschaftswuesstum ubelaangt. Op eiser Finanzplaz, zemoos an de Fongen an um Finanzmarché, erwaart ee fir 2017 e gutt Joer. Eise Wirtschaftswuesstum ass méi wéi duebel esou staark wéi am EU-Duerchschnitt. Fir 2016 läit den EU-Duerchschnitt bei 1,7% a fir 2017 bei 1,5%. Mir hei zu Lëtzebuerg kommen do op 3,7% respektiv 4,2%.

De Pétrolspräis war an deene leschte Jore ganz niddreg, wat sech bei den Energiepräisser beim Konsument positiv bemierkbar gemaach huet. Säit der zweeter Halschent vun 2016 geet de Pétrolspräis awer erëm an d'Luucht. Natierlech huet dat och en Impakt op den Indexmechanismus, deen 2017 dann natierlech och erëm wäert spillen.

Wat den Aussenhandel ubelaangt, do war 2016 e gutt Joer, zemoos fir d'Exportatioun vun de Servicer. Do erwaart ee fir 2017 och gutt Zuelen.

Dat nächst Joer wäert virausiichtlech ee gutt Joer ginn, net nëmme wäert dem staarken Wuesstum, mä och d'privat Consumatioun dierft weider unzéien.

Ech wäert och e puer Wierder iwwert d'Rifkin-Etüd am Kontext vum Budget soen. An där Etüd gëtt jo och d'Iddi vertruuden, datt zukünftege Wuesstum vill méi qualitativ an effizient ka sinn, dat heescht, datt mer mat deene Mëttele, déi mer elo schon hunn, kéinte weider wuessen.

Mir hate virun zwou Wochen och hei an der Chamber doriwwer schon en ausfierlechen Débat. Ech wollt nëmme drun erënnern, datt am Kontext vum Budget déi drëtt industriell Revolutioun eng Roll spillt. A mengem schréiftlechen Deel vum Rapport ass deem ee ganz Kapitel gewidmet. Ech kommen herno nach eng Kéier am Kader vun der Digitalisatioun op des Etüd zréck.

Dir Dammen an Dir Hären, komme mer elo zu aneren ekonomeschen Donnéeën.

Fir d'Éischt de Chômage, deen enger Économie ëmmer vill Kappzerbriechen mécht. De Chômage behält seng Tendenz no ënnen. Mir wäerten däst Joer, laut de Prognosen a Previsiounen, bei 6,4% Chômage leien an d'Joer drop bei 6,2%. Dat waren d'Prognosen. Mir sinn eis all eens, datt all Chômeur een ze vill ass, mä mir sinn eis awer och all eens, datt all Chômeur manner eng gutt Nouvelle ass. An de positiven Trend no ënnen hält hei un. No den Zuele vu gëschter läit de Chômage Enn November schonns bei 6,2%. Däst ass op ee Joer gekuckt eng Baisse vu 4,9%.

D'Reform vun der ADEM a Programmer wéi d'Garantie jeunesse an de Pakt mat den Entrepreneuren, fir 5.000 ageschriwwenen Demandeuren ze vermëttelen, schéngen ze gräifen. Ouni des Reformen a Mesurë wär dese positiven Trend vum Chômagetax no ënnen wuel kaum ze erreche gewiescht.

Och den Emploi intérieur geet stänneg an d'Luucht. Fir 2017 bis 2019 wäert dee bei plus 3% all Joer leien an 2020 virausiichtlech nach bei gudden 2%.

Elo méi am Detail zur Kafkraaft.

Nom Vott vun der Steierreform vu leschter Woch wäerten ab dem 1. Januar 2017 d'Bierger méi Kafkraaft kréien, an däst all Bierger, wou awer déi gréisst Verbesserung bei den niddregren a méttleren Akommissen ukënn. Ech mengen, och hei ass an der leschter Woch ausfierlech doriwwer diskutéiert ginn.

De Liewensstandard ass och kontinuéierlech säit 2016 bei eise Matbierger eropgaangen. Vun 1996 bis 2015 ass de Liewensstandard hei zu Lëtzebuerg em 22% an d'Luucht gaangen.

Elo nach eng Kéier déi wichtegst Elementer vun der Steierreform, well déi natierlech och en Impakt op den 2017er Budget an natierlech och op de Pluriannuel hunn.

Am Budget fir d'nächst Joer kann een emol constatieren, datt souwuel an deem Budget wéi am Pluriannuel net déi sougenannten „second-round effects“ vun der Kafkraaft, déi dem Bierger méi ginn, berücksichtegt sinn. Dat heescht, dat ass deen Deel vun der Consumatioun, deen de Statsrecettë wäert zeguttkommen.

De Crédit d'impôt, déi sozial selektiv Mesure, gëtt verduebelt mat engem Plaffong, vu wou des negativ Steier net méi wäert spillen.

D'Barème-Adaptatiounen gi gemaach.

D'Gläichberechtigung tëschen Résidenten an Netrésidenten wäert gemaach ginn.

D'Monoparentallen a pensionéiert Leit gi besonnenesch berücksichtegt: 0,5% Steier gëtt ofgestrach.

Am Beräich vum Logement gëtt vill fir jonk Stéit gemaach. De Spätzesteiersaz ass eropgesat ginn, Abatemente sinn adaptéiert ginn an ökologesch steierlech Kritäre sinn agefouert ginn.

D'Impositioun vun den Entrepreneuren gëtt erofgesat. D'Lutte géint d'Fraude fiscale gëtt an Ugrëff geholl. Wat d'Bekämpfung vun der Fraude fiscale ubelaangt, ass dat en Uleies, wat allen zwou Steieradministratiounen schon zënter Jore gefrot hunn. Ab dem 1. Januar 2017 hu mer d'Fraude fiscale simple, d'Fraude fiscale aggravée an d'Escroquerie fiscale.

Och fir all Fräiberuffer wäert et eng obligatoresch regulär Kontabilitéit ginn, an dat zemoos fir all déi mat engem Chiffre d'affaires vun iwwer 100.000 Euro am Joer.

Eng Indexbranche wäert virausiichtlech am éischten Trimester 2017 erfalen. Hei soll och nach eng Kéier gesot ginn, datt den Indexmechanismus jo eng Kompensatioun ass fir d'Präisdeierecht. Dat heescht, d'Präisdeierecht, déi vum Statec berechent gëtt, géif dann um Niveau vun 2,5% ukommen an dowéinst wär dann eng Indexbranche fälleg. De Statec betruecht den IPCN, den Indice des prix à la consommation national, fir d'Inflation, spréich d'Präisdeierecht ze berechnen. Däst geschitt, wéi schon oft gesot, onofhängeg vun der Politik duerch eben de Mechanismus vum Index.

D'Politik kann den Index afriieren, wat an der Vergaangenheet wéinst ekonomeschen Émstänn scho gemaach ginn ass. Mä dës Regierung hat beschloss, den Indexmechanismus, esou wéi et am Normalfall soll sinn, spillen ze loossen.

Wat d'Inflation ubelaangt, esou soll déi no den aktuelle Provisiounen ab 2017 vill méi staark am Joer unzéien, wéi dat an deene leschten dräi Joer de Fall war. Natierlech spillen den héije Wuesstum an déi ausbezuelten Index-tranche dann och eng Roll.

Wat wäert fir d'nächst Joer vum Januar 2017 nach kommen?

Am Januar 2017 gëtt de Mindestloun gehuewen, mat 1,4%. Datselwecht geschitt och beim RMG, deen och zum selwechten Taux wäert erhéicht ginn. Et gi méi Remboursementer bei de Prestatiounen vum der Gesundheetskeess. Fir d'Pensionäre kënn zousätzlech zu all de Steiererlichterungen duerch d'Steierreform nach en Ajustement vum 0,9%.

De 5. Dezember 2016, dee jo och duerch d'Amendement seng Répercussiouen am Budget fénn, ass och en neie Gehälteraccord tëschent der Regierung an der CGFP ënnerschriwwen ginn. D'Statsbeamte kréien 2017 eng Prime unique an ab 2018 ënner anerem och eng zousätzlech Erhéijung vum Punktwäert, deen 2017 duerch den Index schonn erhéicht wäert ginn.

All dës Décisiounen, wéi gesot, hunn en Impakt op de Budget 2017 an op de Pluriannuel. Gläichzäitig huet d'Regierung och de Virschlag vun der Commission paritaire guttgeheesch, fir d'Gehälteraccorden an der Fonction publique aus de viregte Joren 2010 bis 2014, fir se net ze nennen, am ASFT-Secteur ëmzesetzen.

Et muss een och constatieren, datt d'Regierung hei eng traditionell konservativ Budgetisierung mécht, well si mat den Amendementen vum 5. Dezember zwar zousätzlech Dépense vu ronn 75 Milliounen Euro pro Joer an de Joren 2017 bis 2020 an de Budget vum Zentralstat ageschriwwen huet an och nach eng Kéier ronn 40 Milliounen fir d'Sécurité sociale réckwierkend op d'Joer 2015-2016, deem awer keng zousätzlech Recettë géintiwergestallt huet.

Et muss een awer kënnen dovun ausgoen, datt duerch d'Sozialbäitrag, duerch d'Akommessteier an awer och duerch d'Verbrauchersteier, wéi d'TVA, do e Retour fir d'Statskeess ze erwaarden ass, deen natierlech schweier ze chiffréieren ass - domadder sinn ech d'accord -, awer sécher wäert deen och net bei null leien.

Här President, komme mer zu den Investissementer.

D'Regierung huet d'Investissementer erëm däitlech eropgeschrauft, nodeems se vum 2012 op 2013 däitlech vu 4,1% vum PIB, oder 1,8 Milliarden, op nëmmen nach 3,1% vum PIB, 1,4 Milliarden, gefall waren. Ab 2016 läit den Taux erëm bei 4% vum PIB, wat 2016 ronn 2,1 Milliarden entsprécht, 2017 am Budget gutt 2,23 Milliarden an 2018 tëschent 2,3 an 2,4 Milliarden Euro.

Fir 2019 an 2020 weist d'Courbe am Pluriannuel zwar nees no ënnen. Dat erkläert sech awer doduerch, datt fir déi Joren déi previsibel Investissementsprogramm nach net komplett ausgeschafft sinn oder datt nach deen een oder deen anere Projet derbäikënn. Dat hänt natierlech och vun der nächster Regierung of.

Wa gesot respektiv kritiséiert gëtt, d'Regierung géif am Zentralstat eng Milliard Defizit maachen, dann ass dës Zuel a Relatioun ze setze mat den Investissementer, déi de Stat mécht. 2017 sinn Investissementer, ech hunn et gesot, vu ronn 2,23 Milliarden Euro geplangt, bei engem Defizit vum Zentralstat vum 1,04 Milliarden. Dat heescht, datt den Defizit 46,6% vum Invest ausmécht oder ëmgedréit formuléiert an ausgedréckt, datt 53,4% vum den Investissementer aus de lafenden Einnahme gedeckt ginn.

2018 mécht dat 56,8% vum den Investissementer aus de Recettes courantes aus, déi esou finanzéiert wäerte ginn. Et ass also absolutt räsonabel a vertretbar, datt ee Stat seng Infrastrukturen, déi fir 25, 30 oder 40 Joer gebaut ginn, zu manner wéi der Halschent mat der Schold finanzéiert. Dat gëtt et wuel a soss kengem anere Land.

D'Regierung notzt hire budgetäre Spillraum, fir an d'Zukunft ze investieren. Domat läit si op enger ganz klorer Linn mat den internationalen Organisatiounen - Europäesch Kommissioun, OCDE, FMI, fir déi ze nennen. Déi soen, datt déi Länner, déi de budgetäre Spitt hunn, fir ze

investieren, dat och maache sollen, fir eben d'Croissance ze relancieren.

Natierlech mussen dat och produktiv Investissementer sinn, déi nohalte sinn, déi d'Kompetitivitéit verbesseren, d'Croissance ukierpen, Aarbechtsplaze schafen an d'sozial Kohäsioun am Land stäerken. Soss sinn dës Sue verbézt an de Stat bleift op engem Scholdeberg setzen, dee sech nëmmen duerch verbessert Recetten ofdroe léisst.

Dofir ass et och positiv ervirzestrichen, datt de Gros vum den Investissementer, déi de Stat mécht, esou produktiv a kohäsiiv Investissementer sinn: an d'Schinneninfrastrukturen, do kommen ech nach drop ze schwätzen, an de Stroossebau, a Schoulen a Crèchen, Foyeren a Maison-relais, an d'Recherche, an d'Innovation, an d'Diversifikatioun vun den ekonomesche Strukturen, a Spideeler, an Altersheimer, Kläranlagen an an de Klimaschutz.

Ech wëll awer op dëser Plaz och eng kleng Kritik oder e Verbesserungsvorschlag an d'Adress vum Finanzminister richten. Et ass a bleibt extrem schwierig, wann net onméiglech, fir aus deene verschiddene Spezialfongen erauszuliesen, wat Invest ass, also Dépense en capital, a wat Dépenses courantes sinn. Et wär wierklech nützlich an am Interessi vu méi Transparenz, wann dës Differenz duerch Code-économiquen och an de Spezialfonge géif gekennzeechent ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** Zréck zu den Investissementer. Esou wäert an deenen nächste Joren d'Regierung weiderhin an d'Entwécklung an d'Upassung vum nationalen Eisenbahnreezeau investieren. Nom Bau vum Centre de remise a de maintenance fir den Ennerhalt vun den Zuchgefierer, Lokomotiven a Voituren zu Bouneweg, dem Bau vum zweete Viaduc um Nordkapp vun der Gare Lëtzebuerg, mä och der zweegleiseger Streck Hamm-Sandweiler, ginn d'Aarbechte vun der Erneuerung a Modernisierung vu verschiddene Gleisabschnitter op der Nordstreck, den Ausbau vun der Beetebuerger Zuchstreck, den Arrêt Pafendall-Kierchbierg wéi och de Bau vun der éischter Gare périphérique um Houwald weider intensiv virgedriwwen.

Investissementer, déi mer an den öffentlichen Transport stiechen, wäerte sech natierlech virun allem am Chantier vum Tram widderstiegen. Am Laf vum 2017 soll déi éischt Streck vun der Luxexpo bis bei d'Rout Bréck a Betrib goen. Bis 2020 geet de Bau dann an Etappe viru bis op d'Cloche d'Or an op de Findel. Déi finanziell Ausgabe fir de Projet vu LuxTram belaf sech op ronn 560 Milliounen fir d'Period vum 2016 bis 2020.

Och un der Sanierung vun der Gare zu Ettelbréck wäert weiderhi fläisseg geschafft ginn. D'Aarbechte un der multimodaler Plattform zu Beetebuerger/Diddeleng sinn och scho säit enger Zäit amgaangen, genauou wéi d'Aarbechte vum Projet Eurocap-Rail.

Och d'Investissementer an d'Fuerschung an an d'Recherche gi vun dëser Regierung, laut dem Budget, staark geförder. Am Kader an am Kontext vum nationale Reformprogramm „Lëtzebuerg 2020“ huet sech Lëtzebuerg näamlech verpflichtet, fir sech intensiv an der Recherche ze engagieren. Dofir wäert de privaten an öffentlichen Investissementer an deem Beräich sech bis 2020 op tëschent 2,3% an 2,6% vum PIB belafen, vun deem een Drëttel der öffentlecher Fuerschung zeguttkënn.

An deem Kontext ass et och wichtig, datt d'Uni Lëtzebuerg, de Fonds national de la recherche an d'Fuerschungssariichtungen LIH, LISER a LIST sech engagéiert hunn, fir sech eng Partie konkret Objektivier ze ginn en contrepartie vun dëser finanzieller staatlecher Ennerstëtzung.

D'Entwécklungshëllef bleift bei engem Prozent vum RNB, Revenu national brut. Domadder si mir eent vun deene wéinigen europäesche Länner, wou dat nach de Fall ass. Den Detail fir weider Investissementer an deem doten Domän kënn Der am Budget des dépenses en capital an am Relevé vun de Spezialfongen noliessen.

D'Erhale vun engem héijen Niveau un öffentlichen Investissementer ass immens wichtig fir d'Entwécklung an de Wuesstum vum eiser Économie. Eng héich Politik d'investissementer ass och néideg am Hibleck dorobber, datt déi Lëtzebuurger Populatioun konstant wiest an all Joer nei Aarbechtsplaze geschafe ginn. Ons öffentlech Infrastrukture mussen mam Wuesstum Schratt halen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi schonn oft diskutéiert: Verschidde Methodologien wäerten ëmmer verschidden Zuele mat sech bréngen. Zënter datt mir de PSC, de Pacte de stabilité et de croissance, respectivement de Budget pluriannuel no der SEC 2010-Norm opstellen, ass

de Problem vun där Kohärenz vun de Budgetszuelen en Thema. Dofir ass eng fréier Regierung och higaangen an huet op Verlaange vun der Chamber en dréite Volume vum Budget erausbruecht, deen d'Transitioun vum nationalen op den europäesche Budget, dat heescht vum 1999er Gesetz op d'SEC 2010 erkläert.

Op en Neits ass dës Problem awer offensichtlech ginn an huet och prompt zu Polemike gefouert, wéi d'Zentralbank an hirem Avis de Käschtepunkt vun der Steuerreform geschat huet an déi Schätzungen aneschters a virun allem méi héich ausgefall si wéi dat, wat d'Regierung an hire Budget ageschriwwen huet.

Ouni elo nach eng Kéier am Detail op dës Divergenzen zréckzeken, well och dat ass am Kader vun der Steuerreform schonn ausféierlech geschitt, ass e Groussdeel vun där Differenz op déi ënnerschiddlech Kontabilitéitsnorm zréckzeféieren, tëschent der SEC 2010, déi op der Method vun den Droits constatés baséiert, „accruals“ op Englesch, an onser nationaler Kontabilitéitsregel, déi eng Comptabilité de caisse ass. De plus hat d'BCL Einnahme vun der Bekämpfung vun der Fraude fiscale, déi bis zu 50 Milliounen ausmaache kéinten, net berücksichtig.

Här President, den Appell vun der Cofibu un d'Regierung ass et, fir no Méiglechkeeten ze sichen, fir den nationale Budget, iwwert deen d'Chamber natierlech mam Budgetgesetz ofstëmmt, méi no un de Budget ze bréngen, wéi mer en am Kader vum Stabilitéitspakt op Bréissel schécken.

Ee wichtige Punkt an deem Kontext ass d'Kooperatioun tëschent deene verschiddenen Akteuren, déi mat der Opstellung vum Budget ze dinn hunn. An eise Statsapparat mat all sengen Institutionen, Organismen a Servicer ginn iwwerall Zuele produziéiert, dacks fir ganz ënnerschiddlech Zwecker, aus ënnerschiddleche Perspektiven, déi sech da scheinbar widderstiechen. Aus engem deemools aktuelle Kontext eraus hat de fréiere Premierminister ad hoc ee Comité de prévision zesummegegriff, wou déi wichtegst, fir d'Opstellung vum Budget relevant Verwaltungen vertraude waren, fir eenheetlech Budgetprovisiounen ze erstellen an domadder der Konfusioun en Enn ze setzen. De Comité huet duerno awer net optimal funktionéiert, fir et emol esou och auszedrécken.

De BCL-Avis huet nach eng Kéier gewisen, wéi wichtig et ass, fir all déi verfüugbar Zuelen nienteneenzeleeën, fir eventuell Onstëmmegkeeten am Virfeld ze entdecken a wa méiglech aus dem Wee ze raumen.

De Regierungsprogramm gesäit vir, de Comité de prévision a Form vun engem Comité économique et financier national ze institutionaliséieren, mat kloer definéierte Missiounen. D'Cofibu géif et deemno begreifen, wann d'Regierung dës Punkt vun hirem Programm séier géif ëmsetzen. De Finanzminister huet op jidde Fall confirméiert, datt dës, wéi am Regierungsprogramm virgesinn, am éischten Trimester vum nächste Joer wäert realiséiert ginn.

Wann ee vum Budget schwätzt, muss een och vum Pluriannuel schwätzen.

An deem Zusammenhang werft d'Cofibu och nach eng zweet Fro, eng zweet Kritik op, an zwar un der aktueller Form vum Pluriannuel. Net nëmmen, datt de Pluriannuel bal no SEC-Norm - bei den Artikelen 2 an 3 -, bal no nationaler Norm - am Artikel 5 - arrétiéiert gëtt, d'Fro, déi sech stellt, ass, ob et sennvoll ass, de Pluriannuel a senger jëtzege Form bäizebehalen, wou sämtlech Kreditter, sämtlech Budgetartikel bis an de leschten Detail op véier Joer am Viraus fortgeschriwwen ginn. Ass dat wierklech, wat mer ënner enger pluriannueller Finanzplanung verstinn? Wat huet dat am grouse Ganze fir eng Plus-value fir d'Regierung, fir d'Chamber, fir d'Effentlechkeet?

Wär et net méi sennvoll, de Pluriannuel méi strategesch opzebauen: Wou wëlle mer hin? Wat sinn déi grouse Aggregater? Wat sinn déi wesentlech politesch Optiounen a Choixen? A wéi wierken déi sech op d'effentlech Finanzen aus? Ech denken, dat sollen eis Iwwerleeunge sinn. De Pluriannuel muss natierlech um Niveau vun der europäescher Contrainte respektéiert ginn. Déi Extrapolatiounen kënnen awer, denken ech, och aneschters gemaach ginn.

Här President, ech kommen zu deene verschiddenen Avisen.

Wat d'Avis vum de Beruffschamberen ubelaangt, do kann ee soen, datt déi Avis relativ positiv ausgefall sinn. D'Handelskummer an d'Handwerkerkummer gesinn zwar ee Paradigmewissel an der Politik vun der Regierung, vu datt déi am Ufank vun der Legislatiounsperiod en Zukunftspak an d'Wee geleet huet an elo de Bierger vill Steiererspuernisser offréiert, fannen awer och, esou wéi d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, datt d'Kafkraaftstärkung vun de Bierger eng exzellent Politik ass.

Wann ee méi am Detail an e puer Avisen erakuckt, da kann ee soen, datt de Statsrot eng gewësse Virsicht bei den Ausgabe préconiséiert. E ralliéiert sech do un den Avis vun Conseil national des finances publiques.

Wat den Avis vun der Cour des comptes ubelaangt, sou kann een am Resümee soen, datt de Rechnungshaff feststellt, esou wéi en déi Jore virdrun dat och scho gemaach huet, datt d'Recetten, déi vum Finanzsecteur kommen, nach ëmmer e groussen Deel vun den Einnahme vum Statsbudget ausmaachen. De Rechnungshaff stellt och fest, datt net all Moosname vum Zukunftspak ëmgesat goufen. Den Zukunftspak sollt insgesamt gutt 3,4 Milliarden tëschent 2015 an 2018 asperen. D'Cour des comptes rechnet de Betrag elo op gutt 2,4 Milliarden.

De Rechnungshaff stellt och fest, datt d'Steierreform net budgetsneutral ass, esou wéi dat am Ufank vun der Regierung ugekënnegt gi war. An e stellt fest, datt, wann een den OMT net erfogesat hätt op minus 0,5% vum PIB, da géif e mat den aktuelle Chifferen am Joer 2018 an 2019, wou en am Moment bei 0,2% vum PIB läit, am ale System vum plus 0,5% vum PIB drënnerleien.

Den Avis vum Conseil national des finances publiques, dem CNFP. Als Éischt freet den CNFP, dës wéi all Joer, datt en e besseren Accès zu Informatiounen vum Finanzministère kritt. E fénn, datt de PSC, de Plan de stabilité et de croissance, deen am Abrëll presentéiert gëtt, eng gutt Saach ass. Mä de Conseil national des finances publiques freet och, datt d'Gesetz iwwert de Pluriannuel, d'Statsfinanzen, och am Kader vum PSC am Abrëll sollt déposéiert a presentéiert ginn. Och dat hate mer schonn an der Finanzkommissioun diskutéiert.

Esou wéi et aktuell fonctionnéiert, datt am Oktober d'Budgetgesetz vum Joer duerno an de Pluriannuel déposéiert a presentéiert ginn, wär net optimal, zemoos, datt am Pluriannuel all Linne vun all Dépensen nach dräi Joer weider ageschriwwen ginn. De Pluriannuel sollt eigentlech déi grouse Orientatiounslinne ginn an net, wéi am Moment, all Artikel vun all Ministère fir all Posten. Dës ageschriwwen Zuele wieren en général souwisou net ex post alleguerte richteg.

Den CNFP ënnersträicht, datt et e puer Budgetskadere gëtt, déi sech iwwerschneiden, datt et kee maximale Betrag vu Schold am Zentralstat gëtt souwéi datt et keng explizitt Berechnung gëtt, wéi ee vun nominale Solden op strukturell Solde kënn. Dës Faite wäer keng optimal Situatioun a kéinte verbessert ginn. De Conseil national des finances publiques wënscht sech och eng besser Koordinatioun, wat d'makroekonomesch Donnéeën ubelaangt. Hie mengt och, datt d'Zuele vun de Wuesstumsprovisiounen fir déi nächste Joren, déi vun der Regierung festgehale goufen, ze héich wieren.

Komme mer elo zum Avis vun der Lëtzebuurger Zentralbank. Eis Zentralbank huet e ganz detailléierten Avis presentéiert. Ech mengen, hei war déi grouse Differenz tëschent deem, wat d'Zentralbank an de Stäat ausgerechent hunn, fir d'Evaluatioun vum Déchet fiscal vun der Steuerreform, dat grousst Thema. Ech mengen, mir sinn do och déi lescht Woche genuch an den Detail eragaangen, wou mer ëmmer erëm gesot hunn, datt d'Methodologie vun der Zentralbank an déi vun der Regierung ännert. Béd Methodologie kann ee verdeedegen, och wa si awer e ganz anert Resultat wäerte mat sech bréngen.

Eppes muss mer an deem Kontext awer och eis alleguerte bewosst ginn: De Bierger wäert dat net verstoen, firwat do Differenze sinn. Dofir muss een, esou wéi ech scho gesot hunn, d'Methodologie beienebréngen oder sech op eng Methodologie eenegen.

Här President, an aller Mond ass d'Diskussioun iwwert de Wuesstum, iwwert d'Informatioun, d'Digitalisatioun an d'Rifkin-Etüd. An der Rifkin-Etüd gëtt vill iwwert d'Relatiounen, oder iwwert d'Relatioun haaptsächlech Digitalisatioun-Produktivitéit vun eiser Gesellschaft a vun den Entreprisén geschwat. Eng Remarque derzou, déi och am Gespéich mat der Chambre des Métiers opkomm ass: D'Digitalisatioun betrëfft net nëmmen nei Entreprisén, mä och déi traditionell Betriber, zum Beispill d'Handwerksbetriber, déi däréi een an deem Kontext net vergiessen. Et muss ee se och nach ëmmer weider begleeeden.

Wann d'Produktivitéit vun den Entreprisén duerch d'Digitalisatioun oder Informatioun a verschiddene Secteure sollt eropgoen, esou wéi et zum Beispill an der Rifkin-Etüd virgesinn ass, da muss ee sech natierlech och froen, wien Notznießer vun dëser Produktivitéit soll ginn. Sollen dat d'Entreprisén sinn? Soll dat de Stat sinn? Oder sollen dat d'Salariéé sinn?

De Surplus vun der Produktivitéit muss an dësem Fall bei de schaffende Leit ukommen. A firwat net an enger Verréngerung vun der Aar-

bechtszäit, bei selwechem Salaire? Digitalisatioun, Erhéijung vun der Produktivitéit a Verengerung vun der Aarbechtszäit mat deemselwechte Salaire wieren an deem Fall vun allen ekonomeschen Akteuren akzeptéiert, well se jiddwerengem eppes géife bréngen.

Ech erlabe mer dofir, eng Motioun am Numm vun der Majoritéit vun der Cofibu ze déposéieren, déi d'Teleaarbecht soll favoriséieren. Momentan läit d'Teleaarbecht hei zu Lëtzebuerg bei ronn 6% vun de schaffende Leit, déi een Dag, also aacht Stonne pro Woch, op den Travail à distance zrëckgräifen. An dëser Motioun froen ech d'Regierung, fir e Pilotprojet an der Teleaarbecht am éffentleche Secteur, bei de Verwaltungen a bei de Ministären ze lancéieren, dëst natierlech am Konsens mat de Leit an de concernéierte Gewerkschaften, esou wéi dat an der Konventioun tëschent der UEL an de Gewerkschaften ofgemaach ginn ass a wou et duerch de Règlement grand-ducal vum 15. März vun dësem Joer scho festgehale ginn ass. D'Analys an d'Méiglechkeet vum Télétravail solle mat dëser Motioun och an der Fonction publique iwwerpréift ginn.

Wann ech gelift!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Villmoos Merci.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant les progrès réalisés au cours des dernières années dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui permettent de plus en plus facilement d'exécuter un nombre toujours croissant de tâches administratives, scientifiques, créatives et autres à distance;*

- *considérant l'étude Rifkin qui souligne que le travail à distance peut contribuer à désengorger le réseau routier de la Grande Région et du Luxembourg en particulier en réduisant le trafic notamment aux heures de pointe, tout en améliorant la qualité de vie des travailleurs;*

- *considérant que le travail à distance permet aux travailleurs de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale;*

- *constatant que le cadre légal régissant le travail à distance reste à parfaire, que ce soit au niveau du droit du travail, du droit fiscal, du droit de la sécurité sociale, ou de la législation en matière de protection de la vie privée;*

- *considérant que selon des chiffres publiés par le Statec, environ 6% des travailleurs au Luxembourg pratiquent d'ores et déjà le télétravail à raison d'au moins 8 heures par semaine;*

- *vu la Convention relative au régime juridique du télétravail conclue entre l'Union des entreprises luxembourgeoises, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part, déclarée obligatoire par voie du règlement grand-ducal du 15 mars 2016, qui exclut cependant expressément les agents de la fonction publique et de statuts assimilés;*

- *estimant que l'État en tant qu'employeur devrait montrer le bon exemple en promouvant les bonnes pratiques dans le domaine du monde du travail,*

invite le Gouvernement

- *à analyser le potentiel que renferme le travail à distance dans l'administration publique luxembourgeoise;*

- *à consulter les représentants syndicaux au sujet du télétravail;*

- *à en tirer les conclusions en présentant des recommandations et des bonnes pratiques qui sont les conditions de réussite de la mise en œuvre du travail à distance et qui en facilitent l'usage;*

- *à proposer, le cas échéant, une adaptation du régime juridique du télétravail dans la fonction publique et les secteurs assimilés;*

- *à lancer des projets pilotes dans les administrations et services de l'État intéressés.*

(s.) Claude Haagen, Eugène Berger, Alex Bodry, Viviane Loschetter.

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Dir Dammen an Dir Hären, d'Digitalisatioun muss encadréiert ginn, besonnesch am Aarbechtsrecht, am Steierrecht a bei de soziale Rechter, an zwar vun elo un. D'Informatiséierung vun eisem gesellschaftleche Liewen ass schonns amgaangen. Mir mierken et schonns bal net méi, mir hunn eis schonn alleguerten dru gewinnt. Eist berufflecht Ëmfeld huet sech duerch Internet, E-Mail an de Gebrauch vu Smartphone komplett geännert. D'Terme vun Economie circulaire falen dauernd. Déi drëtt industriell Revolutioun ass amgaangen, mir schwätze scho vun der véierter. Dëst sinn och keng Revolutiounen, mä Evolutiounen, déi amgaange sinn an déi mer net kënnen ophalen oder wëllen ophalen. Mir, eis Gesellschaft, muss se positiv ausnotzen.

Dofir brauche mer och ee Gremium, wat sech mat der Digitalisatioun auseemesetzt, an zwar vun alle Säite gekuckt, e Gremium, wat d'Informatisatioun duerch d'Secteuere an Aspekter analyséiert, d'Schwéierpunkten, d'Orientatiounen, d'Problemer, d'Kriticken an déi potenziell Virdeeler ausschafft an déi verschidde Secteuere an virun allem d'Politik beréit. Esou e Gremium kéint zum Beispill de Wirtschafts- a Sozialrot sinn. Hei sinn d'Patronat, d'Gewerkschaften an de Stat vertraueden.

Lëtzebuerg kéint an deem Sënn e Pilotprojet fir d'Zukunft ginn. Eist Land kéint e Pays phare an der Digitalisatioun ginn. Mir hunn déi richteg Gréisst, leien zentral, eis Populatioun ass multilingual a gutt ausgebild. Et gesäit een och, datt verschidden Entrepreneuren, wéi Uber, fir se net ze nennen, sech fir Lëtzebuerg interesséieren. An deem Fall dierfen awer sozial a steierlech Kritären op kee Fall ausgehiewelt ginn. Dann, an nëmmen dann, ka Lëtzebuerg an der Digitalisatioun eng grouss Roll spillen. Dat wëssen och déi concernéiert Entrepreneuren, déi doranner wëllen investéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Finanzen, d'Digitalisatioun an den Ageing Report ginn natierlech an dësem Budget 2017 behandelt. Am Géigesaz zum Ageing Report 2012, wou d'laangfristeg Käschte vun der Alterung vun der Gesellschaft nach op 29,8% vum PIB geschat goufen, dovunner 18,6% fir d'Pensiounen, geet dësen Taux am Ageing Report 2015 op 25,7% erof, dovunner d'Pensiounen nëmmen nach 13,4%, also ronn 4% manner.

D'Ursach derfir sinn am Wesentlechen déi nei demografesch Projektionen, déi vun engem méi héije Bevëlkerungswuesstum ausginn, dem sougenannten 1,1-Milliounen-Awunnerstat.

Dofir konnt dann och den Objectif budgétaire à moyen terme OMT vis-à-vis vum Solde structurel fir Lëtzebuerg vu plus 0,5% PIB op minus 0,5% PIB erofgesat ginn. Et huet een an der Lescht dacks héieren, an et gouf och an eenzelnen Aweise geschriwwen, datt d'Regierung mat deem neien OMT den 1,1-Milliounen-Awunnerstat entérinéiert, also guttgeheescht hätt respektiv mat hirer Politik dorobber wéilt histeieren. Dat ass menger Meinung no esou net ganz richtig, dofir soll een déi Ausso esou och net stoe loossen. Den OMT vu minus 0,5% ass net de Grond fir den 1,1-Milliounen-Zeenario, et ass eng Konsequenz doraus. Den 1,1-Milliounen-Awunnerzeenario existéiert nämlech relativ onofhängeg vum Budget a vum OMT. E baséiert villméi op demografeschen Hypotheesen, wéi Féconditéit, Liewenserwaardung, Immigration, an op „labour force“-Hypothesen, notamment d'Produktivitéit, d'Liewensarbeitszäit, Taux d'emploi, fir nëmmen dës ze nennen.

Oder aneschters gesot: Och en OMT vu plus 0,5% oder plus 1,5% géif kee Jota um 1,1-Milliounen-Awunnerzeenario änneren. En hätt ebe just en Impakt op d'Statsfinanzen.

Mä wann een déi demografesch Projektionen als Aarbechtshypothesen unhëlt, an am Moment ass dat de Fall, da léisst en OMT vu minus 0,5% e Sputt, deen noutwendeg ass, fir d'Land op déi zukünftige Erausforderunge virzubereeden, notamment duerch déi néideg Investissemter an Infrastrukturen.

Sollte sech déi Zeenarien an deenen nächste Joren erëm änneren, kann a wäert d'Kommissioun dorobber och mat engem neien OMT reagéieren, dee bekanntlech all dräi Joer nei fixéiert gëtt.

Här President, mir sollten eng flexibel, modern Finanzpolitik maachen, déi der ekonomescher Realitéit Rechnung dréit. A mengem schréffleche Rapport begréissen ech och déi flexibel Aart a Weis, wéi am Finanzministère geschaff gëtt. Flexibel Aart a Weis wëllt elo net soen, datt ee sech keng Struktur, keng Reglementer gëtt, well déi sinn am Alldag vun de Finanzen batter noutwendeg.

D'Zrëckgräifen op en Emprunt à court terme, eng Ligne de trésorerie oder Ligne de préfinancement, fir Liquiditéitsproblemer ze iwwerbrécken, sinn e gudden Outil, fir an de Finanzen ze schaffen. Si mussen awer transparent an ekonomesch rentabel sinn. An dat ass hei de Fall. De Finanzminister huet zum Beispill zum Enn vum Joer keen Emprunt iwwer 1,5 Milliarde gezuert, obschonns dee geneemegt an autoriséiert war an ass. De Ministère huet léiwéier à court terme Suen zu engem Taux vun 0% geléint. Dëst konnt gemaach ginn, well d'Banken iwwer d'Décisioun vun der EZB op hire Liquiditéitsreserven en negativen Taux vun 0,4%, also minus 0,4% hu misse bezuelen.

Wann d'Liquiditéiten, déi de Stat dann zegutt huet, an d'Statstrésorerie gefloss sinn, gëtt dann de Montant zrëckbezuel. Et schéngt mer awer och evident ze sinn, datt den Emprunt vun 1,5 Milliarde, deen Enn vun dësem Joer sollt gezu ginn, elo eréischt am éischten Trimester vum nächste Joer gezu gëtt.

D'Chambre des Fonctionnaires huet an deem Kontext iwwregens d'Fro opgeworf, firwat d'Regierung net erëm op de Wée vun engem Emprunt populaire geet. Bon, mir wëssen natierlech alleguerten, datt den Emprunt populaire am Prinzip méi deier gëtt, well e méi opwendeg ass fir den Émetteur, wéi wann den Emprunt bei e puer groussen, institutionellen Investissemter wéi Banken, Pensiounsfongen, Liewensversécherung placéiert gëtt. Et wär trotzdem eng Iwwerlegung wäert, fir esou en Emprunt populaire opzeleeën, fir och de Spuerer emol erëm d'Méiglechkeet ze ginn, an eng Lëtzeburger Statsobligatioun ze investéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Dir Dammen an Dir Hären, e Budget spigelt d'Prioritéite vun engem Regierung erëm. Hei gëtt an all Beräicher investéiert, déi besonnesch fir déi zukünftige Entwécklung vun eisem Land vu Bedeutung sinn. Nieft den Investitiounen an d'Infrastruktur fléisst e wichtegen Deel vum Budget an eis sozial Servicer oder gëtt direkt ëmverdeelt. Mir dierfen awer net vergiessen, datt de Stat net deen eenzeg Akteur ass, wann et drëm geet, eise Wuesstum méi nohalte ze gestalten. Et ass och net de Stat eleng, deen derfir suert, datt bei enger rasanter Entwécklung vun eisem Land Deeler vun der Bevëlkerung net zrëckbleiwen.

Ee ganz wichtegen Akteur, deen um Terrain déi Politicken ëmsetzt, déi eng Regierung virzeechent, dat sinn d'Gemengen. D'Gemenge spillen eng immens grouss Roll, wann et drëm geet, konkret Projeten a Politicken ëmsetzen am Interesse vu méi Ëmweltschutz, bei der Landesplanung, fir d'Ennerstëtzung vu klengen a mëttleren Entrepreneuren. Et sinn och d'Gemengen, déi en direkte Kontakt zu hire Bierger hunn a ganz gezielt sozial Problemer kënnen ugoen.

Fir datt se dat alles kënnen maachen, brauche se déi néideg finanziell Mëttele a genuch Autonomie, datt si eng Politik, déi de Stat a grouse Linne virgëtt, an hir reell Situatioun upassen, am Sënn an entspriechend de Prioritéite vun hire Bierger. Dës Autonomie gëtt virun allem iwwer déi sougenannt Recettes non affectées garantéiert, also d'Einnahmen, déi net un e bestëmmten Zweck gebonne sinn. Nieft der Grondsteuer, déi momentan kee besonnesch grouse Montant ausmécht, waren dat bis elo Suen, déi d'Gemengen iwwer den Impôt commercial communal kruten, an hiren Undeel aus dem Fonds communal de dotation financière.

Zanter laange Jore gëtt et iwwregens bei alle Parteien, iwwer all Parteien ewech zu Lëtzebuerg e Konsens, datt dee Verdeelungsmechanismus net méi ugepasst war un d'Situatioun, un d'Aufgabe vun de Gemenge vun haut a misst ugepasst ginn. Dofir huet dës Regierung eng Gemengefinanzreform gemaach. Och hei ass d'lescht Woch vill driwwer diskutéiert ginn an och hei ass déi zum Vott gestallt ginn an ugeholl ginn.

Am Kader vun dem Budgetsrapport wéilt ech just nach e puer Haaptaspekter vun der Gemengefinanzreform ervirsträichen.

D'Gemengefinanzreform schwächt déi grouse Ennerscheeder tëschent eenzelne Gemengen of. Tatsächlech waren an der Vergaangenheet eenzel Gemenge staark bevirdeelt, well se ganz héich Recetten iwwer den ICC haten. Doduerch, datt deen Deel, deen d'Gemengen direkt vum ICC behale kënnen, méi kleng gëtt, an déi aner Part zesumme mat der Dotatioun vum Stat no engem eenzege Mechanismus un d'Gemenge verdeelt gëtt, ginn dës Differenzen, dës Disparitéiten zum Deel ausgeglach. Et gëtt doriwweher eraus verstärkt landesplaneresche Kritäre Rechnung gedroen. Iwwer de Kritär vun der Population ajustée kréien déi Stied an Uertschafte méi Moyenen, déi no de Virstellung vum Stat sollen Aufgaben iwwerhuelen a Servicer ubidden, déi net nëmmen de Bierger aus hiren Gemeng, mä och de Bierger aus der ganzer Regioun zeguttkommen.

An Zukunft spillt d'Bevëlkerungsdicht vun engem Gemeng eng wichteg Roll bei der Ëmverdeelung, wärend d'Surface vun der Gemeng net méi esou vill an d'Gewicht fällt.

Eng ganz wichteg Neierung ass awer virun allem de sozioekonomesche Kritär, deen agefouert gëtt a fir bis zu 10% am Verdeelungsmechanismus spillt. Domat gëtt endlech der Tatsaach Rechnung gedroen, datt d'Populatioun an deene verschidde Gemengen net déiselwecht sozial Zesummesetzung huet an datt et Gemenge gëtt, déi wesentlech méi Ausgabe fir sozial Mesuren hunn a maache wéi aner. Deen neie Kritär ass eng Unerkennung vun dëser Tatsaach an ennerstëtzt eng voluntaristesche Politik vun de Gemengen an dësem Beräich.

Datselwecht gëllt fir dee méi spezielle Kritär vu Logements sociaux, dee jo bis zu engem Prozent innerhalb vun deem sozioekonomesche Kritär tëschent 9% an 10% ausmécht.

Et ass ganz richtig, datt Gemengen, déi no deem, wat ech grad beschriwwen hunn, méi Aufgaben oder manner Aufgaben (veuillez lire: oder méi Ausgaben) ze droen hunn, mat der Gemengefinanzreform méi Suen aus deem gemeinsame Fong kréien. Et wär awer net richtig gewiescht, wann aner Gemengen am selwechte Mooss Suen ewechgeholl kritt hätten. Dofir huet dës Regierung decidéiert, datt all Joer en zousätzlechen Transfer vun 90 Milliounen Euro soll vum Stat, also aus dem Budget, un d'Gemenge gemaach ginn. An dat huet natierlech, wéi gesot, en Impakt op de Statsbudget.

Trotz der zousätzlecher Enveloppe, déi de Stat an deen nei geschafene Fong gëtt, géifen et ëmmer nach Gemenge ginn, déi no deem neie Verdeelungsschlüssel an deene kommende Jore manner Suen kréie géife wéi bis elo. Well d'Regierung awer garantéiere wëllt, datt keng Gemeng no dëser Reform méi schlecht dosteet wéi virun, gesäit dat neit Gesetz eng Kompensatioun vir, déi sécherstellt, datt all Gemeng mindestens den Niveau vun de Recetté ka behalen, dee si op d'Joer 2015 hat.

Et gëtt geschat, datt duerch déi natierlech Evolutioun vun de Recetten dës Kompensatioun graduell ofhéilt an no fënnf Joer net méi néideg ass. Fir 2017 sinn am Budget 10 Milliounen fir dës Kompensatioun agedroen, fir 2018 wieren et der nach just 5, 2019 2 Milliounen an op 2019 gekuckt nach 100.000 Euro. De reellen Écart wäert awer vu Joer zu Joer gekuckt ginn a mam jeeweilege Budgetgesetz arrétéiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, als Rapporteur hat ech logescherweis Kontakt mat ville Verwaltungen a mat verschidde Ministären. Eppes ass do ëmmer erëm zur Sprooch komm, an zwar d'Protection des données. D'Protection des données ass ouni Zweifel dat néidegt Instrument, fir de Bierger ze schützen an net zum gliesene Bierger ginn ze loossen. Dat ass och eng Gefor vun der Digitalisatioun. D'Fro muss awer erlaabt sinn, ob dës Protection des données innerhalb vum Stat tëschent de Verwaltungen esou strikt muss sinn. Wann d'Donnéeën tëschent der Steierverwaltung an dem Enregistrement, fir nëmmen dës ze nennen, net kënnen ausgetosch ginn, esou schéngt mir dat awer relativ komesch ze sinn. Den Austausch vun de perséinlechen Donnéeën geschicht nämlech net ëmmer zuongonschte vum Bierger; oft souguer ass de Contraire de Fall.

Wa mer vun der Bekämpfung vun der Fraude fiscale schwätzen, misst den Austausch vun den Donnéeën awer net un der Protection des données scheitern. Ech wëll hei net falsch verstane ginn: D'Protection des données ass wichteg fir all Bierger. Innerhalb vum Stat misst dat awer goen. Wann Imposition directe an Imposition indirecte eng eezeg Verwaltung wieren, géif de Problem sech dann och stellen? Ech denken net.

Ier ech zu der Konkusioun kommen, wollt ech nach ee lescht Thema uschneiden. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg vill iwwer den Aarmutsrisiko diskutéiert. Déi positiv Nouvelle am Rapport Travail et cohésion sociale ass sécher, datt den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg 2015 erëm zrëckgegaangen ass vu 16,4% op 15,3%. Déi schlecht Nouvelle ass awer, datt d'Tendenz vun engem steigenden Aarmutsrisiko net gebraach ass. Besonnesch betraff si verschidde Gruppen: Chômeuren, Leit mat niddregem Bildungsniveau, déi kee Schoulofschloss hunn, Ausländer, jonk Leit a Kanner, Monoparentalen. Relativ manner betraff si Lëtzeburger Leit mat héijem Bildungsniveau, eeler pensionéiert Leit vläicht, Koppelen ouni Kanner.

D'Kritik un deem Indicateur ass, datt en nëmme moost, wat déi monetär Situatioun vun de Stéit ass. Nëmme de Revenu disponible, also dat, wat d'Ménagé cash hunn, fir auszeginn, gëtt berücksichtegt. D'Prestations en nature, d'Bereetstellung vun Infrastrukturen a staatleche Servicer ginn net erfaasst. Dat kann zur paradoxer Situatioun féieren, datt iwwerall do, wou de Stat eng Geldleeschtung net gëtt oder se afréiert, desindexéiert oder kiert, dofir awer eng Infrastruktur, e Service, eng Prestation sociale en nature aféiert, den Aarmutsrisiko statistesch awer klëmmt.

De Problem ass net eleng deen, datt d'Statistik dann net méi esou gutt ausgesäit; de Problem ass villméi deen, datt d'Politik dozou verféiert kéint ginn, einfach méi Geldleeschungen ze ginn an d'Infrastrukturen an d'Servicer ze veroléisegen, fir „window dressing“ ze maachen, och wann dat am Sënn vun der Aarmutsbekämpfung net de richtige Wee ass. Dofir, deen Indicateur net eleng kucken, net iwwerbewäerten, mä och aner Indicateure kucken, fir e méi komplett Bild ze kréien, och vun



der Komplexitéit vum Phenomeen vun der Aarmut, der Prekaritéit, der Exklusioun.

En neie Moment an dëser Debatt ass elo kierzlech bäikomm duerch d'Veréffentlechung vum Stateg vu senger Etüd iwwer de Referenzbudget. Deemno brauch e Single-Stot 1.923 Euro - e Mann - respektiv 1.909 Euro - eng Fra - de Mount, fir en dezent Liewen zu Lëtzebuerg kënnen ze féieren. Fir eng Koppel mat zwee Kanner léich déi Zomm bei 3.935 Euro, fir eng Koppel ouni Kanner bei 2.600 Euro, an och an deene Paragë fir d'Monoparentalle mat engem Kand.

Déi Zuele wäerten an deenen nächste Wochen a Méint nach vill kommentéiert an analyséiert ginn, och am Kontext vun der Erhéijung vum Mindestloun a vum RMG op den 1. Januar 2017.

Mä zréck bei den Aarmutsrisiko a bei d'Aarmutsbekämpfung, well em déi geet et jo schlussendlech. Datt onse Sozialsystem trotzdem ganz effikass ass, dat gesäit een dorunner, datt den Aarmutsrisiko avant transferts sociaux ronn dräimol méi héich ass, 45%, wéi no den Transferen. Eleng d'Transferen un d'Sécurité sociale maache ronn een Drëttel vun den

Dépense-courantë vum Zentralstat aus: 1,6 Milliarden Euro fir d'Pensiounskeess, bal 1,4 Milliarden Euro fir d'Gesondheetskeess an d'Fleegeversécherung an iwwer 1,1 Milliarden Euro fir d'Zukunftskeess - Prestations familiales. De Fonds pour l'emploi kritt 2017 ronn 650 Milliounen Euro aus dem Statsbudget. 2017 gëtt vun der positiver Finanzlag bei der CNS profitéiert, fir eng Rei wichteg Leeschtungsverbesserungen ze maachen, notamment bei den Zänn a bei de Brëller.

D'Sozialausgaben insgesamt leien däitlech iwwer 40%, jee nodeem, wat een alles mat arechent. Dofir ass och de Budget 2017 e Budget vun der Solidaritéit, der sozialer Kohäsioun an der Inklusioun.

Kolleginnen a Kollegen, ech kommen zur Konklusioun.

Dräi Konklusiounen: Éischtens, de Budget 2017 an de Pluriannuel fannen de richteg Mettelwee tëscht enger Finanzpolitik, déi déi grouss budgetär Équilibre respektéiert, an enger Finanzpolitik, déi déi néideg Akzenter setzt. D'Statsschuld gëtt bei 23% vum PIB stabiliséiert. De Gesamtstat weist bis 2020 ëmmer e liichten Excédent aus an de Solde structurel

respektéiert iwwer déi ganz pluriannuel Perioden OMT. Gläichzäitig gëtt den Invest op bal 4% vum PIB eropgeschraaft an d'Kafkraaft vun de Bierger a Salarié gëtt duerch d'Steierreform an eng Partie aner Mesurë gestärkt.

Zweetens, um budgetstechnesche Plang formuléiert d'Cofibu eng Partie Recommendationen a Fuerderungen un d'Regierung. De Pluriannuel soll aneschtens opgestallt ginn, manner an enger kontabeller Logik, dofir méi an enger strategescher Logik, an och an darselwechter Perspektiv betruecht ginn. D'Regierung soll nach eng Kéier versichen, fir déi zwou Presentatiounen vum Budget, also déi national Norm, déi nom 1999er Gesetz, an déi europäesch Norm no der SEC 2010-Norm méi no beieenezebréngen, fir schliisslech d'Konfusioun an den Zuelen op e Minimum ze reduzéieren. A schliisslech fuerdert d'Cofibu, datt de Comité de prévision, dat hunn ech scho gesot, esou schnell wéi méiglech institutionaliséiert gëtt.

Drëttens recommandéiert d'Cofibu, datt d'Regierung, zesumme mat alle Forces vives de la nation, d'Diversifikatioun vun engem Tissu économique virundreift an d'Transitioun an déi digital Welt um gesetzlechen, infrastrukturellen a gesellschaftlechen Plang virbereet a begleet. Mir

mussen onst Land fit maache fir déi drëtt industriell Revolutioun, déi schonn ugefaangen huet an déi vill Verännerunge mat sech bréngen wäert, ob ons dat gefält oder net.

De Rifkin-Rapport weist do eng Partie interessant Pisten, déi een elo verdéift, konkretiséiert, wou eenzelner vläicht och erëm verwerf mussen ginn. De Chantier huet grad eréischt ugefaangen. An och de Législateur selwer muss do seng Responsabilitéiten iwwerhuelen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

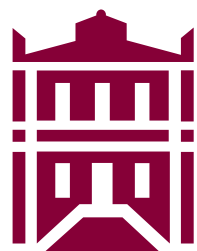
► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Ech ginn lech Akt vun Ärem Rapport. An domat si mer de Mëtten um Enn vun eiser Sëtzung ukomm, well mer jo traditionell just de Rapporteur héieren.

Muer de Moien hu mer Rendez-vous um néng Auer fir d'Presentatioun vum Här Finanzminister. An da mëttes fänke mer u mat de mandatierte Spriecher zum Budget, mat de Fraktiounscheffen.

Merci a bis muer!

**(Fin de la séance publique à 15.32 heures)**



## SÉANCE 17

MERCREDI,  
21 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

## Sommaire

## 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

## 2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- 2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier
- 3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale
- 4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- 5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs
- 6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002
- 7) le Code de la sécurité sociale
- 8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
- 9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
- 10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
- 11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques
- 12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020

- Exposé (accompagné d'une présentation PowerPoint): M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

## 3. 7025 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et

2. modification du Code de la consommation

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger
- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding
- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth), M. Eugène Berger (parole après ministre)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

## 4. 7007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger
- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

## 5. 7097 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de sa Majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam et tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 14 juillet 2015;

2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 10 février 2016;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 15 décembre 2015;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

6. approbation du Protocole, signé à Kiev, le 30 septembre 2016, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine en vue de modifier la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Kiev, le 6 septembre 1997;

7. approbation de l'échange de lettres signées à Luxembourg, le 18 juin 2015 modifiant les lettres signées à Bruxelles, le 7 juillet 2009 et précisant les conditions ainsi que les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements faite en vertu de l'article 24 de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

## 6. 7005 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015

- Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Diane Adehm

- Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

## 7. 7084 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2015

- Rapport de la Commission des Comptes: M. Marc Lies (dépôt d'une résolution)

- Discussion générale: M. Roger Negri, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner

- Vote sur la résolution (adoptée)

## 8. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 du Médiateur

- Exposé: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution)

- Vote sur la résolution (adoptée)



**9. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 de la Cour des comptes**

- Exposé: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution)
- Vote sur la résolution (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M.

Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

**(Début de la séance publique à 09.02 heures)**

**1. Ouverture de la séance publique**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kolleeginnen, Kollegen, gudd Moien, ech maachen d'Sëtzung op a ginn dovun aus, dass d'Haaptmatdeelung de Moie vun der Regierung d'Deklaratioun vum Här Finanzminister ass. Ass dat esou?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da gi mer direkt dozou iwver an héieren den Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna iwwert de Budget fir d'Joer 2017 an iwwert déi pluriannuel Finanzplanung. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

**2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:**

**1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

**2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier**

**3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale**

**4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

**5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs**

**6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002**

**7) le Code de la sécurité sociale**

**8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement**

**9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles**

**10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation**

**11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques**

**12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé**

**7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020**

**Exposé (accompagné d'une présentation PowerPoint) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Här Premierminister, léif Kollegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, virun enger Woch hu mer hei op dëser Plaz d'Steierreform gestëmmt. A well dës Regierung d'Statsfinanze sanéiert huet, a well mer och eng wirtschaftlech Entwécklung hunn, déi ganz positiv ass, konnte mir an dëser Steierreform de Leit méi Kafkraaft ginn an den Entreprisé méi Spillraum.

Steierpolitik a Budgetpolitik sinn zwou Säite vun dërselwechter Medail. Et geet drëm, ze wëssen, wéi vill Suen de Stat eranhëlt a wat e mat deene Sue mécht. Dat gesäit een och an

deene verschiddenen Avisen, déi all hei presentéiert gi sinn der Chamber. An dat wäerte mer och an den Debatten haut a muer héieren.

Budgets- a Steierpolitik sinn also en Deel vun engem Ganzen a schreiw sech an an d'Kontinuitéit vun der Regierung hirer Politik a bereeden eist Land fir d'Zukunft vir.

Ech géif gäre fir d'Éischt dem Claude Haagen, dem Rapporteur, fir säi schréfflechen, ganz detailléierte Bericht a fir säin exzellente mëndleche Bericht gëschter villmools Merci soen.

Ech wëll a mengem Exposé haut net op alle guerten d'Detailer agoen, well effektiv viles am Avis (veuillez lire: Rapport) vum Rapporteur steet, a rappéléieren, dass dëse Budget mat dräi Stéchwierder beschriwwen war, an dat huet sech natierlech net geännert, am Zeeche vun der Qualitéit, vun der Solidaritéit a vun der Kompetitivitéit.

Et ass also e Budget vun der Qualitéit, well dat, wat dës Regierung ustriift, ass e qualitative Wuesstum. Et ass e Budget vun der Solidaritéit, an dat ass net nei, dat ass an der Kontinuitéit vun deenen anere Joren. An et ass e Budget vun der Kompetitivitéit, well mer den Entreprisé méi Spillraum kënnen ginn, fir dass se sech kënnen op d'Erausforderunge vun der Zukunft preparéieren.

Mäin Exposé ass an dräi Deeler agedeelt: Den éischten Deel, dat sinn d'Schwéierpunkte vum Budget, den zweeten Deel ass den Iwwerbléck iwwert de Budget an den drëtten Deel ass e Bléck an d'Glückseligkeit oder, anescht ausgedréckt, d'Zukunft.

D'Schwéierpunkte vum Budget 2017 emol fir d'Éischt.

An de leschten 20 Joer ass eis Populatioun ëm 40% gewuess. An de leschten 20 Joer huet sech d'Zuel vun de Frontaliere verdräifacht, vu ronn 57.000 op haut 175.000. Et geet der Regierung net drëm, déi Ziffer vu méi wéi eng Millioun Awunner am Joer 2060 sech eegen ze maachen. Déi Ziffer huet och net d'Regierung an d'Welt gesat. Dat ass just eng fortlaufend Rechnung, déi d'Kommissioun gemaach huet, wann alles géif beim Ale bleiwen.

Mä dës Regierung wëllt net just nokucken an de Wuesstum begleeten. Mir wëllen dëse Wuesstum beaflossen. Mir wëllen anticipéieren, fir dass mer muer besser dostinn, mat enger besserer Croissance, mat engem Wuesstum, dee qualitativ gutt ass. Anescht ausgedréckt, mir wëllen d'Croissance encadréieren.

A wéi maache mer dat? Ma op zwou Achse maache mer dat, andeem mer investéieren, fir nei Infrastrukturen auszebauen a fir d'Liewensqualität vun eise Bierger ze verbessern, awer och fir de Wuesstum esou ze gestalten, dass mer vläicht gradesou vill Croissance kënnen kréien, ouni esou vill Leit mussen an d'Land unzeziehen.

De Budget vum nächste Joer geet och a Richtung vun der Ëmsetzung vun der Rifkin-Etüd, déi de Wirtschaftsminister Etienne Schneider viru Kuerzem virgestallt huet an déi jo d'Regierung sech eege gemaach huet. A se setzt och déi landesplaneresch Akzenter, déi de Minister François Bausch a senger Strategie och an deene leschte Woche presentéiert huet an déi d'Regierung sech och eege gemaach huet.

Dofir wäerte mir an den nächste Joren d'Investissementer verstärken, an zwar haaptsächlech an der Mobilitéit. A mir wäerten déi dräi grouss Zentren, déi an der strategescher Analys festgehale sinn, stäerken: Dat ass natierlech fir de Groussraum Esch, fir eis Hauptstadt a fir d'Nordstad. Mir wäerten an den nächste fënnf Joer fir dës landesplaneresch Strategie 674 Milliounen Euro investéieren. Fir d'Erausforderung vun der Mobilitéit unzepaken, muss ee multimodal denken. An de Budget 2017 geet méi wéi jee an d'Richtung, fir den Tram, de Bus, den Zuch an de Vélo ze favoriséieren.

Lëtzebuerg investéiert awer och baussent dem Transport erëm eng Kéier massiv a gréng Infrastrukturen. Ech hat och schon am Oktober dorop higewisen. An déi gréng Infrastrukturen, dat sinn déi, déi natierlech fir den Ëmweltschutz, fir de Waasserschutz a fir de Klimaschutz sinn. Déi Investissementer louche viru fënnf Joer nach bei ronn 200 Milliounen. Déi wäerten 2017 2,5-mol méi héich, iwwer 600 Milliounen leien, genee bei 617, oder ronn e Véierel vun eisen Investissementer alleguerten.

De Wunnengsbau, dee jo eng Prioritéit ass vun dëser Regierung, wäert... De Wunnengsbau an d'qualitativ Wunne si mat 210 Milliounen am Budget 2017 virgesinn. Dat ass eng Augmentatioun vu 4%. Am Sënn vum qualitativen a bessere Wunne schafe mer jo och vum nächste Joer un eng Klimabank. Dat Gesetz gétt muer hei am Parlament gestëmmt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eiser Wirtschaft geet et gutt. Si wiisst säit dräi Joer en moyenne ongeféier 4%. Den Débat iwwert d'Kompetitivitéit vu virun zwou Wochen huet gewisen, dass mer optimistesich kënnen sinn an dass d'Weihe gestallt sinn, fir weider ze wuessen. Wann een dat wëllt op engem Diagramm gesinn, ass dat am beschten illustréiert, wann een d'Evolutioun vum Emploi kuckt, wéi Der dat hei affichéiert gesitt. Zwëschen 2013 an 2016 ass den Emploi zu Lëtzebuerg ëm 8,2% geklommen. Dat ass dat drëttesch Resultat an Europa!

An doduerch ass de Chômage zu Lëtzebuerg rezent och nach erofgaange vu 6,3% op 6,2%. Dat si besser Zifferen wéi déi, déi mer nach virun zwee Méint haten. An dat sinn an der Realitéit 873 Leit manner am Chômage. Domat ass eise Chômage-Taux esou niddreg wéi scho laang net méi: säit Oktober 2012. Dat ass eng gutt Norricht fir de Budget.

Éischtens emol ass et eng gutt Norricht, well déi Leit, déi eng Aarbechtsplaz fannen, natierlech och zu de soziale Leeschtungen an zu de soziale Kontributiounen bäidroen. An zweetens spuer mer natierlech Geld am Fonds pour l'emploi. Fir d'Joer 2017 ass déi Economie 75 Milliounen. Dat ass jo och beträchtlech!

Am Sënn vum qualitative Wuesstum wäert de Stat an den nächste Jore besonnesch déi Secteure privilegéieren, wou ganz vill Plus-value, ganz vill Valeur ajoutée ka gemaach ginn. A wa mer Aarbechtsplaze schafen, déi vill Valeur ajoutée maachen, da kréie mir e Wuesstum, dee qualitativ ass. A mir wäerten also da manner Awunner am Land hunn.

Fir dës Transitioun ze begleeten, wäerte mer méi Efforte maachen an der Weiterbildung, an der Formation continue vun de Leit. An dofir wäert de Minister Claude Meisch d'nächst Joer 15 Milliounen méi a sengem Budget hunn.

Am Kader vum Programm „Lëtzebuerg 2020“ huet Lëtzebuerg sech engagéiert, ëffentlech Investissementer an der Fuerschung täschent 0,7% bis 0,9% vum PIB ze errechen. Dat wäerte mir am Joer 2017 fäerdegbréngen. Mir hunn an der Period 2014-2017 1,15 Milliarden an d'Recherche an an den Enseignement supérieur gestach.

D'Kontributioun fir d'Uni geet d'nächst Joer nach eemol 6,8% an d'Luucht op 160 Milliounen. An ech mengen, der Uni kann ee gratuléiere fir dat, wat an deene leschten zwoe Joer gemaach ginn ass. Mä si huet och e ganz ambitiöse Plang fir déi nächste zéng Joer, fir do ënnert d'Top 10-Universitéiten ze kommen, vun deene jonken Universitéiten, déi manner wéi 50 Joer bestinn.

An eis Uni ass natierlech e wesentlechen Atout fir eis Wirtschaft, fir eis Finanzplaz, awer och fir d'Synergie kënnen hierzestelle mat allen Akteuren, am Sënn vun deem, wat och an der Rifkin-Etüd steet.

De Stat investéiert och an e performanten ëffentlechen Déngscht. An engem Land, wat 4% wiisst, mussen och genuch qualifizéiert Leit beim Stat schaffen. Dee Wuesstum muss jo begleet ginn. An dofir huet d'Regierung decidéiert, d'Paieren an der Fonction publique ze revaloriséieren.

An et wäerten d'nächst Joer e bësse méi wéi 1.000 Leit agestallt ginn. De gréissten Deel dovunner geet an den Enseignement an an eis Sécherheet, haaptsächlech an der Polizei, wou 100 nei Poste geschaaft gi sinn. De Budget vum Ministère de la Sécurité intérieure geet deemno 2017 ronn 9% erop.

Ech mengen, dass et och wichteg ass, well de Budget jo e Gesamtbild eriwergëtt, e Wuert iwwert d'Flüchtlingsproblematik hei ze soen. Mir hu fir d'Joer 2017 40 Milliounen do virgesinn, fir där Erausforderung entgéintzestoen. Déi tragesch Aktualitéit ronderëm d'Evenementer vun Aleppo weist eis, dass dat e Problem ass, dee laang wäert bäi eis bleiwen.

Et geet natierlech net duer, dass mer Efforten hei zu Lëtzebuerg maachen. Et muss een och Efforten an deene Kriselänner maachen, oder an deene Länner, wou et de Leit net esou gutt geet. A Lëtzebuerg wäert weider seng Solidaritéit bewisen, andeem et eent vun deene rare Länner ass, wat weider 1% vu sengem Revenu national brut wäert an d'Entwécklungshëllef stiechen. An dat ass dann e Plus d'nächst Joer vun 22,5 Milliounen. Wann ech elo zum Beispill fir 2017 eleng kucken, oder fir 2016 eleng kucken, hu mir fir Syrien scho 7,5 Milliounen Hëllef virgesinn.

Schlussendlech, éier ech op d'Vue d'ensemble kommen, nach e Wuert iwver eise Verteidigungsbudget. Dat ass och een, dee relativ séier klëmmt, well mer eisen internationalen Obligatiounen nokomme mussen. A mir sinn um Wee fir op 0,6% vum PIB ze kommen a wäerten d'nächst Joer 20 Milliounen méi derfir ausginn.

Aus zäitliche Grënn wäert ech haut, wéi gesot, net op den Detail vun allen Dépenses a Recettes agoen. Dat ass am Rapport vum Claude Haagen ganz gutt gemaach ginn. Ech wëll dem Rapporteur awer och soen, dass ech seng dräi grouss Recommandatiounen mer ganz gutt notéiert hunn, an zwar déi, fir de Budget pluriannuel méi strategesch ze gestalten. Déi zweet Proposition ass, fir de Comité des prévisions ze institutionaliséieren. An déi drëtt ass, fir d'Kontabilitéit vum Stat no den nationale Regeln den europäesche Regele méi no ze bréngen. An deem Sënn ass och a menger Vue d'ensemble alles am SEC 2010 ausgedréckt.

Wa mer elo d'Dépenses nach eng Kéier kucken, de Kuch mat de Schattéierungen, da gesäit een, dass mer am Total 17,9 Milliarden ausginn. An ech wäert elo déi sechs Hauptposte séier duerchgoen. De gréissten Deel vun den Dépenses sinn Transferen un d'Sécurité sociale, Sozialleeschtungen, Subsidien an aner Transferen an der Héicht vun 8,3 Milliarden Euro. Dat ass bal d'Halschent vum Budget. Et ass also an der Kontinuitéit vun der Vergaangenheet an et ass also e Budget vun der Solidaritéit.

Wann een op dem Tableau kuckt, gesäit een, dass tëschent 2013 an 2016 déi Prestatiounen, alleguerten zesummen, ëm 14% eropgaange sinn. De soziale Charakter vun dem Budget kann, mengen ech, net a Fro gestallt ginn. Ech wëll do e puer Saachen awer ervirsträchen.

Mir wäerten 49 Milliounen méi virgesi fir d'Allocation-famillialen, déi reforméiert gi sinn. Mir wäerte fir de Congé parental ronn 43 Milliounen virgesinn a fir d'Chèque-services, déi weider an d'Luucht ginn, 26 Milliounen méi. A schlussendlech fir d'Éducation plurilingue, déi dann d'nächst Joer start, hu mer 23 Milliounen additiounell virgesinn.

Dir gesitt, et ass e ganz Puzzlestéck vun engem Bild, wat mer hei maachen, wou et drëms geet, alle Familljen ze hëllefen, awer och en particulier deenen, deenen et méi schlecht geet, déi Elengerzéier sinn a wou ee weess, dass de Risque de pauvreté am héchsten ass.

Dofir freeë mer eis och, dass de Mindestloun op den 1. Januar ëm 1,4% kann an d'Luucht gesat ginn. An dofir ass et och kohärent gewiescht, dass mer an der Steierreform déi kleng Salairen an déi Leit am Mëttelstand am meeschte bevirdelegen.

En zweete grouss Poste sinn d'Rémunératiounen. An do gesäit een och um Tableau d'Evolutioun. Et ass esou, dass, well mer d'Zifferen esou realistesch wéi méiglech wollte maachen, hu mer d'Reform an der Fonction publique iwwer Amendement an de Budget integréiert, soudass d'Rémunératiounen vun 3,824 Milliarden eropginn op 3,878 Milliarden. An Dir gesitt um Diagramm, dass dat par rapport zum PIB - den Diagramm, deen affichéiert ass, ass, mengen ech, elo net dee richtegen -, d'Evolutioun vum Käschtepunkt vun de Rémunératiounen vum Stat ass - elo ass e richtig affichéiert - fir 2016 ugesat op 6,8% vum PIB. Dir gesitt, dass mer do am historeschen Trend net méi héich leie wéi virun, souguer en fait méi niddreg wéi 2012 oder 2013.

En drëtte Posten ass d'Kärstéck vun deem Budget, dee vun den Investissementer. Dir gesitt, dass dat e Schlëssel ass, fir ze verstoen, firwat mer eis gutt op d'Zukunft virbereeden. Sait 2013, dat gesäit ee gutt op dem Diagramm, geet den Investissement 40% erop. An am Joer 2017 wäerte mir erëm eng Kéier e Rekord vun Investissementer enregistreieren. Mir brächten also am Fong geholl vun deenen 2,4 Milliarden Investissement, déi mer hunn, nëmmen eng Milliard ze spueren an dann hätte mer iwwerhaapt keen Defizit! Mä mir mengen net, dass dat eng gutt Politik wier, op der Zukunft vun eise Kanner ze spueren.

Mir maachen esou vill Investissementer wéi néideg. A mir maachen der esou vill wéi mer der kenne verdroen a finanzéieren. Dat ass e ganzen Équiliber, dee mer hei versichen hierzustellen. A wann ech op d'ganz Legislaturperiod kucken, wäerte mer et fäerdegbréngen, dräi Véierel vun eisen Investissementer mat lafende Käschten (veuillez lire: Recetten) ze finanzéieren an nëmmen ee Véierel mat Schold. Ech mengen, dat ass e ganz gudder Ratio, dee ganz weineg Länner fäerdegbréngen!

Et kéint ee souguer soen, dass et, an ech zitieren: „Et wier keng falsch Politik, wa mer des Investissementer, vun deene jo déi nächst Generatioun profitéieren, integral - integral! - géifen iwwer Scholdenophuele finanzéieren.“ Dat sinn net ech, deen dat seet. Dat war de Jean-Claude Juncker a senger Ried vum État de la nation 2013, also scho virun der Kris.

An der viregter Legislatur ass manner investéiert ginn an do si méi wéi 60% vun den Investissementer finanzéiert gi mat Schold. Am Verglach: bei eis e Véierel. Ech mengen, mir hunn hei eng prudent Budgetpolitik.

An de leschte Wochen hunn ech vill och vun der Opposition héieren, dass mer eis missten un Däitschland inspiréieren, wat regelméisseg eng schwaarz Null schreift. Loosst mech do och den Här Juncker zitieren. A senger selwechter Ried huet e gesot: „Wa mer et géife maache wéi déi Däitsch (...), da kéinte mer souguer eng Milliard Euro spueren. Da géife mer haut spueren, mä e Stéck Zukunft verléieren.“ Däitschland huet bái Wäitem net iwwerall Modellcharakter an et ass net iwwerall e Beispill, deem ee soll nooen. Ech ginn dem Här Juncker absolutt recht!

An Däitschland sinn d'Investissementer téschent 2013 an 2016 ëm just 11,4% gewuess, bei eis ëm iwwer 40%! 2017 investéiert Lëtzebuerg 4,1% vu sengem Räichtum, Däitschland 2,3%. Dofir kritt Däitschland och vun der Europäescher Kommissioun gesot, si sollte méi investéieren, während Lëtzebuerg den „fiscal space“, de budgetäre Spillraum, deen et sech erschafft huet, utiliséiert.

Wa mer dat am internationalen Vergläich kucken, gesitt Der op der Tabell, dass Lëtzebuerg do ganz wäit vir ass an den Investissements publics: 41,6%. An deen Zweeten ass Irland mat 30% an esou weider. D'Investissementer, déi mir haut maachen, droen dozou bái, dass eist Land méi kompetitiv gëtt, dass mer méi Aarbechtsplaze schafen, Wuesstum sécheren an awer och eng besser Liewensqualität zu Lëtzebuerg kréien.

D'Chambre de Commerce seet an hirem Avis: «La hausse des investissements publics de 4,9% en 2016 et 2017, loin de s'agir d'un luxe que le pays s'offre, ils correspondent à une nécessité absolue pour rattraper les retards au niveau des infrastructures.»

D'Ekonomiste vun alle groussen internationalen Organisatiounen, dem FMI, d'OCDE, d'Europäesch Zentralbank oder d'Europäesch Kommissioun si sech eens, dass dat de richtige Wee ass. Meng Kollege vum ECOFIN félicitéiere mech regelméisseg iwwer des Evoloutioun.

De véierte Posten ass dee vun den Transferen un d'Gemengen. Och do ass viles am Joer 2016 geschitt, am Sënn, dass mer d'Gemengefinanz reforméiert hunn zesumme mam Minister Dan Kersch. Dat ass eng Reform, wou keng Gemeng manner kritt. Ech wëll dat ganz kloer an däitlech hei soen: Keng Gemeng kritt manner Suen 2017!

Mat der Reform gëtt en neie Fonds de dotation globale des communes geschaaft. An ënnert dem Stréch geschéien Transferen un d'Gemenge vu ronn 100 Milliounen méi wéi haut. Ech mengen, dat ass eng gutt Noriicht fir eis Gemengen. Ech freeë mech fir si, awer wéi fir de Finanzminister ni einfach ass, méi Suen auszeginn. Mä ech freeë mech awer fir d'Gemengen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Fénnefte Punkt. Op de fénnefte Punkt kommen d'Fonctionnementskäschten beim Stat. Déi si bei 1,3 Milliarden, also ongeféier 7,5% vum Gesamtbudget. De Ratio bleift am Budget pluriannuel stabil. Wat heescht dat? Majo, et heescht, dass déi Mesuren, déi mer am Ufank vun der Legislaturperiod geholl hunn, an den Zukunftspak, dass dee fonctionnéiert, dass déi strukturell Mesuren ëmgesat ginn. A mir monitoren dat regelméisseg. A well et fonctionnéiert huet a weider agesat gëtt, wäerte mir kënnen déi Steuerreform, déi mer jo gestëmmt hunn, finanzéieren.

De leschte Poste sinn d'Zëse bei der Statsschold. Déi ginn 2017 lichter op 227 Milliounen erop. Dat ass, fir deem Rechnung ze droen, wann am Laf vum Joer 2017 e Prêt gemaach gëtt.

Komme mer dann elo zu de Recettë vum Stat. Déi belafe sech am Joer 2017 op 16,9 Milliarden, wéi Der och um Diagramm kënnst gesinn. An do ass de gréissten Deel dovun déi direkt Steieren, déi vun de Particulieren a vun den Entreprisë bezuelt ginn. An déi ginn erop vu 7,3 op 7,5 Milliarden, trotz Steuerreform. Also, trotz Steiersenkung ginn déi direkt Steieren nach 2,9% erop, wat erëm eng Kéier beweist, dass de Volume vun der Steiersenkung rasonabel ass.

Bei den indirekte Steiere geet d'Evolutioun op 6,4 Milliarden, géint 6,2 Milliarden dat Joer virdrun. Um Niveau vun der TVA rechne mer d'nächst Joer mat engem Minus vun 1%. Dat ass natierlech d'Resultat, dass mer an der TVA électronique (veuillez lire: TVA um Commerce électronique) elo nach just ganz weineg erakréien.

Ech muss hei nach eng Kéier aushuelen an drun erënneren, dass mer seit 2007 wëssen, dass déi TVA électronique (veuillez lire: TVA um Commerce électronique) wäert ewechbriechen. An dat ass och planméisseg geschitt. A mir haten am Joer 2014 iwwer eng Milliard TVA électronique (veuillez lire: TVA um Commerce électronique). An am nächste Joer wäerte mer manner wéi 100 Milliounen TVA électronique (veuillez lire: TVA um Commerce électronique) erakréien. Do ass also eng Milliard, déi verlor gegaangen ass!

A well leider an där laanger Period do keng Alternative gesicht gi sinn, an des Regierung déi huet misse fannen, versteet ee jo, dass et guer net einfach war, fir en équilibréierte Budget ze maachen, wéi mer dat 2014, 2015 an 2016 fäerdegbruecht hunn.

D'Accisé wäerte sech mat 1,16 Milliarden ëm 5,1% verschlechteren. Dat ass drop zréckzeféieren, dass eng méi niddreg Consommatioun vu Pétrol do ass an och manner gefëmmt gëtt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An doriwier kann ee sech freeën. An déi Tendenz dauert och elo säit enger Rétsch Joren un. A bei deenen indirekte Steieren ass eng, déi an d'Luucht geet, dat ass d'Taxe d'abonnement. Déi wäert d'nächst Joer ëm ronn 5%, iwwer eng Milliard erabrëngen.

Loosst mech do och ënnersträichen, dass d'Joer 2016 e ganz gudder Millésime gëtt fir d'Investitionsföng, well do hu mer am September - déi lescht Ziffer, déi disponibel ass - en neie Rekord geschriwwen. Et sinn am September 3.621 Milliarden hei zu Lëtzebuerg ënner Verwaltung gewiescht, wéi gesot, eng Rekordziffer. An dat hu mer erreecht, net nëmmen, well d'Bourssen an d'Luucht ginn, mä awer och, well mer nei Parts de marché kréien.

Mat den direkten an den indirekte Steiere si scho 85%, 86% vun alle Recetten ofgedeckt. Et bleiwen nach 15%, dat sinn dann d'Sozialbeitrëg, d'Recettë vun den Etablissement-publicen, d'Propriétéite vum Stat an aner Revenuen. Dat bréngt eis dann zu engem Solde de l'administration centrale, deen d'nächst Joer defizitär gëtt an Héicht vu ronn enger Milliard. Déi Joren duerno geet deen Defizit erëm erof a wäert am Joer 2020 manner wéi 1% vun eise PIB ausmaachen.

D'Richtung stëmmt also! Mir hu jo an deenen dräi leschte Jore gutt gewirtschaft a mir kënnen eis et elo leeschten, prudent weider ze wuesen. An deen Defizit vun enger Milliard, dee kréie mer gemeeschtert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Wuert zur Schold. Ech hunn dat schonn e puermol gesot an ech bekräftegen dat och nach gären haut: D'Scholdespiral ass gebrach! Sou wéi ech dat der Cofibu den 9. Dezember presentéiert hunn, ass d'Situatioun folgend: An absoluten Zifferen ass d'Schold zwéischent 2013 an 2016 stabil bliwwen. Si ass souguer ganz lichter erofgaangen. An dat gesäit een am Diagramm, deen hei erëmgespigelt ass. Am Verhältnis zu eise Räichtum geet d'Dette erof vun 23,5% op 20,5%. Dat gesitt Der um rietsen Diagramm.

Wéi mir 2013 de Regierungsprogramm opgestallt hunn, si mer nach dovunner ausgaangen, esou wéi déi fréier Regierung dat jo och gemellt hat, dass mer 2016 15 Milliarde Schold hätten. Dovunner si mer all ausgaangen. A bei wéi vill stinn d'Scholden haut? Op eelef. Mir hunn also véier Milliarde Scholden net gemaach!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dat gesäit een och op deem Diagramm ganz gutt. Mir hunn an där ganzer Period keen eenzegem Emprunt lancéiert. Mir hu souguer e klengen Emprunt vu 400 Milliounen mat lafende Recettë rembourséiert.

An ech géif och gären ënnersträichen, wat de Rapporteur Claude Haagen richteg ënnerstrach huet a sengem Bericht, dass mer an engem Umfeld vun negativen Zësen eng optimal Gestiou vun eise Liquiditéite beim Stat gemaach hunn. A wéi hu mer dat gemaach? Majo, andeem mer kuerzfristeg Prête gemaach hunn, déi 0% kaschten.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass op den Dag vun haut all eis Kreditlinien op null stinn. A meng Leit an der Trésorerie wäerten an den nächste Wochen a Méint d'Situatioun ganz no suivéieren, fir de richtige Moment ze fannen am Joer 2017, fir en Emprunt ze maachen.

**(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)**

Op Basis vun deenen Entwécklungen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ...géif ech och gären déi aktuellste Projektioun vun eiser Schold lech weisen. An zwar ass dat opgebaut op deene leschten Zifferen, déi mer fir 2016 hunn. Mir hu fir 2016 eng Budgetsituatioun, déi besser ass wéi dat, wat mer geduecht haten. An dofir, wéi Der um Tableau kënnst gesinn, wäert um Enn vun 2016 d'Schold net wéi virgesinn 12,4 Milliarde sinn, mä just nëmmen 10,9. A Prozentsatz ausgedréckt: amplat 23,2%, 20,5%.

Wann ech elo 2020 kucke ginn, gesi mer, dass d'Schold dann nach 14,8 Milliarde wär an a Prozenter ausgedréckt: 21,9% 2020. D'Regierung hat sech als Zil gesat, ënner 30% ze bleiwen. Mir wäerten, wann alles esou bleift, wéi et elo virgesinn ass, op 22% landen, an dat mat enger ganz ambitiöser Investitiounspolitik.

Elo géif ech awer gären och eis vergläiche mat den anere Partner an Europa. Mir hunn dat an der leschter Zäit net genuch gemaach. An dat ass ganz utile. Wann Der op den Tableau kuckt, gesitt Der, dass mer téschent 2013 an 2016 2,5% manner Schold hu par rapport zu eise Räichtum. Dat placéiert eis op aachter Position an Europa.

Op deem nächsten Diagramm gesitt Der, an absoluten Zifferen, do si mer jo, wéi ech grad erkläert hunn, stabil. Do si mer also bei null an do si mer dat sechstbeschte Land. Ëmmer nach ganz am positive Beräich a mir halen natierlech ëmmer eisen Objectif de moyen terme an.

Ech wëll drun erënneren, dass déi lescht Regierung an hirem leschte Programme de stabilité et de croissance am Abréll 2013 Folgendes gesot hat: «Le pacte de stabilité et de croissance prévoit une hausse du déficit de l'administration publique en 2015-2016 avec un solde structurel correspondant qui s'écarte par rapport à l'objectif budgétaire à moyen terme. Le Gouvernement affirme néanmoins son engagement à mettre en œuvre une politique budgétaire qui rétablira le respect de l'objectif budgétaire à moyen terme en 2016 ou 2017.»

D'Aarbechtshypothesen vun der fréierer Regierung war, dass mer de Pacte de stabilité et de croissance während enger gewëssener Zäit iwwerhaapt net méi géifen anhalen. A wat hu mir gemaach? Eh bien, mir hunn eis där Tache ugeholl, fir dat do ze verhënnern. An dofir ware mir an der ganzer Period konform zum Pacte de stabilité et de croissance.

An dat gesäit een och ganz gutt op deenen nächsten Diagrammen. Eise Solde budgétaire war ganz positiv: vun 1,5% am Joer 2014, domat ware mer déi Zweetbescht an Europa, wéi een um Diagramm gesäit. Am Joer 2015 hate mer e Solde budgétaire vun 1,6%, do ware mer déi Eischt. 2016 hu mer e Solde budgétaire vun 1,3%, do si mer och déi Eischt. A wa mer da fir 2017 kucken, dat, wat elo op Bréssel geschéckt ginn ass, wat elo wäert geschéien, ass Lëtzebuerg erëm deen Eischen.

Dat sinn net meng Zifferen. Dat sinn d'Zifferen vun der Europäescher Kommissioun. Ech géif also mengen, dass een d'Konklusioun kann zéien, dass eise Budget ganz an der Rei ass.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Déi Zuelen, déi ech elo genannt hunn,

gëlle fir d'Administration publique. Et ass och esou, dass mer am Zentralstat déi Joren 2014, 2015 an 2016 wierklech gutt geschafft hunn. An ech hunn hei eng Notioun an d'Spill bruecht, déi a villen anere Länner gebraucht gëtt, dat ass d'Notioun vum Solde primaire de l'Administration centrale. Dat ass de Sold, wann een d'Intéreten erausrechent, déi ee fir déi al Prête muss bezuelen.

An Italien an a Griichenland gëtt ëmmer nëmmen de Solde primaire gekuckt, well déi mussen esou vill Scholden zréckbezuelen, dass dat hire Budget immens verfälscht. Zu Lëtzebuerg ass et Gott sei Dank net esou. Mir hu jo ronn 200 Milliounen Remboursementen ze maachen, mä trotzdem.

Wann een dann elo den Diagramm kuckt, gesi mer, dass mer am Joer 2014 e Solde primaire positif haten, am Joer 2015 och, an ech sinn optimistes, dass mer 2016 och ganz no beim Equiliber wäerte sinn. Dofir soen ech elo net méi. Mä ech mengen, dass déi Zuele fir sech selwer schwätzen.

Mäin drëtt a lescht Kapitel ass e Bléck an d'Glaskugel. All Kéiers, wann ech op dëser Tribün stinn an de Budget presentéieren, am Oktober an dann am Dezember, kréien ech gesot, dass d'Zifferen ze vill optimistes sinn, wat d'Croissance ubelaangt, an dass d'Zifferen net kredibel sinn. An da kréien ech regelméisseg gesot, zum Beispill wat d'Wirtschaftslag ubelaangt, dass d'Croissance am Ausland fragill ass, dass de Commerce mondial méi lues trëpelt, dass de friäen Handel an der Welt a Fro gestallt gëtt an dass d'Sécherheetslag op ville Plazen an der Welt méi bedenklech gëtt. Dat ass alles richteg. Ech kann dat jo net beschéinegen, dat ass jo eng Realitéit. Mä et muss ee jo awer och déi positiv Elementer an der Wirtschaftslandschaft an an der geopolitescher Realitéit kucken.

Éischtens bréngt de Brexit fir Lëtzebuerg eng ganz Rei Opportunitäten. An ech war virun enger Woch nach zu London a kann lech nëmme bestätegen, dass Lëtzebuerg op ville Lëschten an der Hitparade vu potenziellen Investisseure steet an dass mir als den natierleche Partner ungesi ginn.

Zweetens: Déi niddreg Zësen hunn zwar No-deeler fir d'Banken, hunn awer och Virdeeler, fir justement Infrastrukturen ze finanzéieren. A mir gesinn och, dass an Amerika d'Zësen amgaange sinn, an d'Luucht ze goen esou lues. Der Finanzplatz geet et gutt. Dat konnte mer viru 14 Deeg an der Kompetitivitéitsdebatt ganz am Detail hei kucken. D'Rohstoffpräisser si relativ niddreg, wat fir e Land, wat alles importéiert, jo eng ganz gutt Saach ass.

An, leschtens, d'Steuerreform, déi eng Steiersenkung ass, wäert mat sech bréngen, dass d'Kafkraaft vun de Leit a vun den Entreprisë klëmmt. Bon, Dir gesitt, mir hunn negativ Aspekter, mä mir hunn awer och positiver.

An da wëll ech ganz kloer soen: Et ass net de Finanzminister, et ass och net seng Roll, fir ze decidéieren, wat d'Wuesstumszuele vun eise Land sinn. Et ass de Statec, deen dat moost, an et ass de Statec, deen dat decidéiert. An ech respektéieren dat, d'Regierung respektéiert dat. A mir gi souguer vun Europa opgefuerdert, fir dat ze respektéieren, well de Statec jo eng onofhängeg Stell ass.

Leschte Freideg huet eng nei Ratingsagence, déi vläicht deene meeschten nach net esou bekannt ass, well se justement an d'Liewe geruff ginn ass, déi heescht DBRS, fir d'éischte Kéier eng Analys gemaach vum Rating vu Lëtzebuerg. A si ass och zu der Konklusioun komm, dass mir déi héchsten Nott géife verdéngen, en Triple-A mat engem positiven Ausblick. An dofir ass dat natierlech eng gutt Noriicht, déi Vertraue gëtt.

Si huet souguer eng Hypothees gemaach: An enger Situatioun, wou e Katastrophenszenario géif geschéien - kënnst déi Agence zur Konklusioun -, dass Lëtzebuerg de Spillraum hält, fir esou e Fall ze meeschteren.

Mir mussen nawell, trotz all deene gudden Zifferen, déi ech elo hei gesot hunn, virsichteg bleiwen, well den Defizit am Zentralstat, deen d'nächst Joer jo awer substanzéll wiisst, muss mer awer am A behalen an och am Grëff behalen. Mä mir dierfen den Däiwel net un d'Wand molen!

Mat all deene Mesuren, déi mer scho geholl hunn; mat deene villen Investissementer, déi mer getätegt hunn an déi mer an den nächsten zwee Jore maache wëllen; mat der Dynamik, déi d'Steuerreform wäert mat sech bréngen, a mat all deenen Initiativen, un deene mer nach schaffen, hu mer all Grond, fir optimistes, an d'Zukunft ze kucken!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Finanzminister.



De Mëtteg wäerte mer mat den Diskussiounen iwwert de Budget weiderfueren. An ech géif lech elo proposéieren, esou wéi de Programm et virgesäit, zu deenen nächste Punkte vum Ordre du jour iwwerzegoen.

Ech géif vläicht, éier ech d'Wuert un de Rapporteur weiderginn, waarden, bis dass déi, déi de Sall wëlle verloossen, de Sall verlooss hunn.

#### (Brouhaha)

Wann ech gelift! Déi, déi nach mateneen ze schwätzen hunn, sollen dat virun der Dier maachen.

Merci. Da kënne mer elo zum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 7025, eng Direktiv iwwert d'Immobiliekreditte. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Eugène Berger.

### 3. 7025 - Projet de loi portant:

**1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et**

**2. modification du Code de la consommation**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. Eugène Berger (DP)**, rapporteur.- Merci, Här President. Nodeems de Finanzminister vum deene groussen Investissement vum Stat geschwat huet, komme mer dann elo an en anere Beräich, dat heescht déi Investissementer, déi d'Privatleit maache fir hiert perséinlecht Liewen, besonnesch wann et ëm Investissementer an Immobilie geet. Méi konkret hu mer hei e Projet de loi, wou et ëm d'Ëmsetzung vum enger europäescher Direktiv geet am Beräich vum de Préten am Immobilier.

Wéi maache mer dat praktesch? Dat heescht, mir maachen eng Rei Modifikatiounen vum eisem Code de la consommation, fir déi Direktiv ëmzesetzen.

Wat ass d'Philosophie? Wat ass d'Zil vum där Dirketiv?

Bon, op där enger Säit wëllt een an Europa e Marché unique kreéiere vum den Immobiliepréten. An deenen eenzelne Länner gëtt et am Moment eng Rei Differenzen, wéi dat gehandelt gëtt. Dat ass och normal, wann een den Historique kuckt, déi eenzel Marchéen, wéi déi entstane sinn. Et ass also, fir hei e legalen harmoniséierte Kader ze schafen an Europa.

Virun allem ass awer hei och d'Zil vum deeser Direktiv, fir de Konsument besser ze protegieren. Hei gëtt also e legale Kader geschaaft, dee virun allem d'Protection des consommateurs als Zil huet, besonnesch am Beräich ebe vum de Prête vum Immobilier.

Wat sinn d'Elementer vum där Direktiv respektiv elo vum Projet de loi, wou mer d'Direktiv ëmsetzen?

Een Element ass dat vum der klorer Informatioun, déi mer hei aféieren. Sécherlech funktionéiert dat hei, dat muss ech soe fir all déi Punkten, déi elo hei wäerten erwänt ginn, och méi oder wéineger geuerdnet hei zu Lëtzebuerg och an deene leschte Joren, Jorzéngten. Mä trotzdem gëtt dat awer hei elo dann och nach eng Kéier kloer an de Code de la consommation ageschriwwen.

De Client oder deen, dee wëllt e Prêt maachen, muss genau kloer informéiert ginn. Dat soll och elo an Zukunft mat enger Fiche d'information standardiséie europäenema gemaach ginn, wou also all déi Haaptelementer och vum enger Prêt opgeziet ginn. Do gëtt och... An da muss och drastoen, wéi den Taux annuel effectif global gerechent gëtt, den TAEG, och wéi dee gerechent gëtt; eng mathematesch Formule, déi herno an e Règlement grand-ducal kënnt. Do mussen Informatiounen sinn iwwert d'Frais, déi muss bezuelt ginn, Leitzéns an esou weider.

Dann eppes, wat och wichteg ass, dat ass d'Obligatioun vum deen, deen e Prêt gëtt, fir ze kucken, ob de Client dann och an der Situatioun ass, datt en och kann dee Prêt an deem Zäitraum, wou e wollt de Prêt maachen, zrëckbezuelen, datt dat also eppes ass, fir dat e sech net iwwerschëllt. Ech muss och do soen, an der Vergaangenheet, jiddwereen, deen hei zu Lëtzebuerg emol e Prêt gemaach huet, ech kann och aus eegener Erfahrung schwätzen, gëtt awer ëmmer ganz genau bei deene meeschte Banken op de Scanner geluecht an et gëtt wierklech gekuckt, wat een alles huet, och nach d'Strémp ënnert dem Këssen, fir datt een dann och e Prêt kritt. Nëmme fir ze soen, datt

dat also awer hei scho relativ gutt funktionéiert huet. Mä dat ass awer hei och kloer festgeschriwwen. Et muss also genau kontrolléiert ginn, ob de Client also kann an engem räsonablen Délai an och mat genuch Moyenen dat zrëckbezuelen, soss kann de Prêt refuséiert ginn.

En anert Element vum der Direktiv ass dat vum dem Statut vum den Intermédiairen. Déi mussen elo och agreéiert ginn. Hei zu Lëtzebuerg ass et dann d'CSSF, déi dat wäert hierhuelen. Dat heescht awer och, well mir hunn an der Grenzregioun jo och alt emol eppes, wat sech Institutere nennt, wou Leit Prête vermëttelen, datt déi natierlech och mussen esou e Statut hunn, net hei zu Lëtzebuerg, mä awer an der Belsch, datt et eventuell awer och besser Garantië gëtt. An déi muss jo och dann déi Verflechtung an der Belsch hunn, datt se mussen beim Client kontrolléieren, ob dee solvabel ass. Datt dat also och do ka verschidden Abusen, géif ech soen, verbessern.

Dann e leschte Punkt, deen ech nach wëll erwänen aus der Direktiv, dat ass dee vum Remboursement anticipé. Dat ass dee Punkt, dee vläicht am meeschten diskutéiert ginn ass. Mir haten och en Avis ënner anerem vum der ULC, deen do e puer kritesch Remarqué gemaach hat.

Ëm wat geet et do? Jo dat ass: Wéi leeë mer d'Konditiounen fest, wann ee wëllt de Prêt éischer erëmbezuelen? Dat ass an der Vergaangenheet oft alt emol mat héije Fraise verbonden, wou d'Banke Fraise plus Penalties da verrechent hunn. An dat gëtt elo awer nei geregelt. An, wéi gesot, dat ass och am Sënn, am Intérêt vum Consommateur. An dat gëtt also hei festgehalten.

Do hu mer eis alignéiert op dat, wéi et an deene meeschte Länner och an Europa gemaach gëtt. Also, bei engem virzäitege Remboursement, do kënnen d'Penalties maximal en Equivalent vu sechs Méint Zëns par rapport zu deem Montant, deen dann de Client muss zrëckbezuelen, maximal déi Héicht, hunn. An den Taux gëtt dann och gerechent op den Dag vum Remboursement. Dat gëllt awer nëmme, muss een och hei preziséieren, fir en Immobilieprêt, deen ee geholl hat, gezunn hat, fir a sengem eegenen Haus oder a sengem eegenen Appartement ze wunnen, datt een och zwee Joer do huet mussen dra scho gelieft hunn, an de Montant vum Prêt dierf net bei méi wéi 450.000 Euro leien.

Dat sinn also déi Konditiounen bei deem Remboursement anticipé. Firwat kann ee soen, datt dat esou festgeschriwwen ass? Et ass natierlech och am Hannerkapp, fir datt et awer net d'Spekulatioun ass, firwat datt déi eng oder aner Leit Prête maachen drop an derwidder, fir ze spekuléieren, fir ze kafen, ze verkaufen. Hei ass also wierklech geduecht, fir datt déi Leit, déi e Prêt huelle fir hir eege Wunneng, also do awer eng Rei Garantien hu respektiv datt se do och geschützt sinn.

E lescht Wuert, dat ass dat vum der Retroaktivitéit, respektiv et ass esou, datt d'Direktiv säit dem 21. März 2016 en vigueur ass. Dat heescht, dee Projet de loi hei applizéiert sech also op all déi Verträge, déi ab deem Datum ofgeschloss gi sinn. Zum Beispill, de Remboursement anticipé, wann de Prêt - ech soen emol - den 1. Abrëll ofgeschloss ginn ass, ënnert datt also dann den Dispositiounen vum deem heite Gesetz.

Nach e lescht Wuert: Avis Statsrot. Do hate mer e puer kleng Opposition-formellen technescher Natur, déi mer iwwerholl hunn. An dann hate mer awer och als Cofibu en Amendement gemaach, fir eppes kloerzestellen. Do war nämlech d'Suerg, datt iwwert d'Gesetz kéinten eventuell Bausparverträge, déi jo direkt oder indirekt am Beräich vum de Prête bei Immobilien aktiv sinn, och... Menger Usicht no war zwar den Text vum Gesetz large genuch, fir kënnen awer ze considéieren, datt dat mat dra gewiescht wär. Mä fir awer do Onkloerheeten aus dem Wee ze goen, hu mer dat also och an d'Gesetz mat engem Amendement geschriwwen, also datt och d'Bausparverträge weider ënnert d'Dispositiounen vum deem Gesetz falen, an dat dann och kloergestallt.

Voilà! Dat a kuerze Wierder zu där Direktiv an dem Projet de loi.

An ech soen lech Merci an hoffen, datt mer dann awer och hei eng grouss Zoustëmmung kréien. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Graas. An als Éischten huet d'Wuert den Här Laurent Mosar.

#### Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV)**, Jo. Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.**- Graas?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, sorry. Sorry. Sorry.

► **Mme Anne Brasseur (DP)**, Also, et war bal esou gutt, wéi wann den Här Graas et gemaach hätt.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, wann dat aus den eegene Reie kënnt.

(Hilarité)

Mir kennen Äre sagenhaften Humor, Madamm Brasseur. Den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV)**, Merci, Här President. Merci dem Här Berger, deen dat do ganz genau an och an einfache Wierder erkläert huet. Et ass e Projet, dee wichteg ass fir d'Konsumenten, dee wichteg ass fir déi vill Leit, déi an Zukunft e Crédit hypothécaire huelen. Mir wäerten also dee Projet hei matstëmmen.

Ech wollt awer vum der Geleeënheet profitéieren, hei nach eng Kéier dräi Froen opzeweieren, déi mer och schonn an der Finanzkommissioun opgeworf haten a wou mer keng ganz kloer Äntwert kritt hunn, an och haaptsächlech vum der Präsenz vum Finanzminister profitéieren, deen eis da vläicht op déi dräi Froen eng Äntwert gi kann.

Déi éischt Fro, an, ech mengen, den Här Rapporteur huet dat virdrun och ugeschwat, dat ass déi Indemnitéit, déi muss bezuelt ginn am Fall vum engem Remboursement anticipé. Do gëtt am Gesetz gesot, datt d'Kritären do misste ganz kloer determinéiert ginn. Ech mengen, datt et awer hei wichteg ass, an dat ass och e bëssen déi Fro an dee Wunsch, deen ech och géif äusseren, datt do wierklech géif intensiv och mat de Banke gekuckt ginn, wéi dat formuléiert gëtt, ob och do e Montant maximal dra festgeschriwwen gëtt.

Mir sinn eis bewusst, datt dat net ganz einfach ass, vu datt d'Zënsen natierlech permanent änneren, datt och do verschidde Leit wäerten e Prêt mat engem Taux fixe huelen, anerer mat engem Taux variable. Nach menge mer awer, datt et och hei misste ganz kloer Instruktiounen un d'Banke ginn, datt wierklech déi Leit, déi an Zukunft e Crédit hypothécaire huelen, och wëssen, wat maximal de Montant ass, dee se da muss bezuele bei engem Remboursement anticipé.

Eng zweet Observatioun, dat ass déi, wou mer och net genau wëssen, wéi dat sech herno juristesches wäert erginn. Dat ass déi Hypothees, wou een, deen elo esou ee Crédit hypothécaire huet, bei d'Bank awer zrëckgeet, fir zum Beispill den Zënsniveau nei ze verhandelen. Ob dann dorauer en neie Kontrakt erausgeet oder ob deen ale bestoe bleift, dat huet natierlech eng Wichtigkeet an deem Sënn, well elo déi nei Kontrakter, déi ënnert deem neie Gesetz gemaach ginn, u sech méi favorabel fir de Konsument a fir deejéinege sinn, deen esou e Crédit hypothécaire ophëlt.

Also, och dat ass eng wichteg Fro, wou d'Gesetz eis keng eenditeg Äntwert gëtt. An och déi Fonctionnairen, déi an der Finanzkommissioun waren, konnten do net mat leschter Sécherheet soen, wéi dat auszeleeën ass. Fir d'Leit dobausse schéngt et awer wichteg ze sinn, wa se dorobber eng kloer Äntwert géife kréien.

An dann eng drëtt Fro. Dat ass éischer eng Suggestioun, déi mer dem Finanzminister wëllt mat op de Wee ginn. Vu datt awer hei eng ganz Rei vum Neierunge kommen, souwuel fir d'Bierger dobaussen, déi an Zukunft Crédit hypothécairen ophuelen, wéi iwwregens och fir d'Banken, wär et eiser Meinung no och wichteg, wann do eng Informatiounscampagne géif gestart ginn, vläicht vum Finanzminister aus, koordinéiert zum Beispill mam Konsumentenschutz. Well ech mengen, datt hei awer nach ganz vill Informatioun souwuel de Banke wéi de Bierger muss iwwermëttelt ginn.

Dat gesot, wäerte mir op jidde Fall den Accord zu deemem Projet bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Mosar. D'Wuert huet elo den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP)**, Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, den europäesche Comité du risque systémique huet viru knapp engem Mount gewarnt, dass och zu Lëtzebuerg e Risiko vum enger Immobilie-Bulle besteet. Eng Iwwerverschuldung vum de Stéit an ze vill héich Präisser um Immobiliemaart sinn déi Haaptrisiken. A wann d'Zënsen eng Kéier unzéien, dann ass d'Angscht, dass déi Bulle do kéint platzen; wann et dann eng gëtt.

Et ass och gewosst, dass zu Lëtzebuerg den nationale Comité du risque systémique deen dote Risiko schonn identifizéiert huet an och am Viséier huet, gradesou wéi eis CSSF.

Ech hat uganks des Mounts eng parlamentaresch Ufro gemaach un de Finanzminister, an ech huelen un, dass de Minister mer wäert äntwerten op déi Ufro, dass dese Projet de loi schonn zum Deel eng Äntwert op en Deel vum deene Recommandatiounen ass, déi deen europäesche Comité du risque systémique du soulevéiert huet, nämlech wann e makroekonomesch Mesuré gefuerdert huet. Den europäesche Comité du risque systémique fuerdert zum Beispill méi Kapital par rapport zum Montant vum Prêt, en obligatoresche Rapport téschent dem Montant vum Prêt an de Leit hi-rem Akommes, méiglecherweis e Kritär „loan to value“, dat heescht, dass een de Prêt par rapport zum Wäert vum der Valeur kuckt.

Dat, wat elo gemaach gëtt, geet schonn e bëssen an déi Richtung, mä et wär interessant ze wëssen, ob d'Regierung vläicht scho Reflexiounen huet, fir e bësse méi wäit ze goen a fir déi Recommandatiounen vum europäesche Comité fir systemesch Risiken ëmzesetzen.

Den Här Minister ka mer elo drop äntwerten oder ech waarden och gären op seng schrëftlech Äntwert zu dese Froen.

Här President, e Kredit vum enger Bank fir eng Wunneng ass zu Lëtzebuerg scho bal e Luxusprodukt. Just Leit mat héije Revenuën a stabile Plazen oder mat vill Kapital kommen hei iwwerhaupt nach a Fro. Wann een e CDD huet oder wann een e mëttlere Revenu huet, kann een et an der Regel vergiessen. Dat ass, well d'Präisser esou enorm héich sinn a well een also ganz vill muss op d'Säit leeën, fir e Prêt iwwerhaupt kënnen ze bezuelen.

Dese Projet huet dofir och eppes mat der Situatioun um Immobiliemaart ze dinn. En ass ze begrëssen, well e méi Transparenz mat sech bréngt, eng besser Informatioun fir déi Leit, déi léien, och e Recht, virzäiteg zrëckbezuelen an eng Begrenzung vum de Ruptureskäschte fir Prête bis zu 450.000 Euro.

Alles dat ass gutt, mä et bréngt och mat sech, an dären, mengen ech, soll ee sech bewusst sinn, dass d'Solvabilitéit vum de Leit elo nach e bësse méi streng gekuckt gëtt, wéi dat virdrun de Fall war. Doduerch kommen nach manner Leit a Fro, iwwerhaupt jee e Kredit vum enger Bank ze kréien. Ëmmer méi Leit mussen also lounen. An d'Käschte vum Wunnen am Budget vu Leit, fir kënnen dezent ze liewen, sinn immens héich. Dat geet aus enger Etüd vum Statec ervir, déi och Mëtt des Mounts publizéiert ginn ass an déi kritiséiert ginn ass, well se déi Käschte vum Loune souguer nach ënnersch hat, déi souwisou schonn immens héich sinn an deem Budget.

Här President, et ass haut net d'Plaz hei, fir eng Logementsdebatt ze féieren, mä dese Projet de loi erënnert eis wéi esou munch aner Debatten, déi mer heibanne féieren, och erëm un eise Problem um Wunnengsmaart. Wa mer wëllen d'Loft aus där Bulle do huelen a kucken, dass d'Préten net ëmmer méi zu Luxusprodukter ginn, da muss mer nieft all deene Saachen, déi mer maachen, fir de Leit ze hëllefen an d'Propriétéit ze kommen, och d'Offer um Wunnengsmaart drastesch an d'Luucht féieren, insbesonnesch d'Offer um soziale Wunnengsmaart.

An do ass jiddweree gefuerdert: d'Gemengen, de Staat, mä och déi privat Propriétaires. Déi mussen dat net vum selwen aner maachen dat net aus Nächstenliebe. Déi, mengen ech, mussen dozou gezwonge ginn. An dofir muss mer e bësse méi politesche Courage hunn an deem Dossier, fir do endlech eppes dergéint ze maachen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Franz Fayot (LSAP)**, Dëst gesot, géif ech nach dem Rapporteur Eugène Berger gären Merci soe fir säi gudden Rapport an den Accord gi vum der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Fayot. D'Wuert huet elo den Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng)**, Jo, Merci, Här President. Och mir ginn eis Zoustëmmung zu deemem wichtige Gesetz, well et awer méi Sécherheet um Kreditmarché wäert bréngen. Ech kann dat awer och ënnersträichen, wat mäi Virriedner hei elo grad gesot huet, dass et niewent där enger Säit d'Immobiliepolitik gëtt, awer op där anerer Säit d'effentlech Hand méi Efforte soll maachen. An haut schwätze mer iwwert de Budget vum deemem Joer oder vum nächste Joer an do sinn eng Rei Äntwerte schonn dran.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kënn als nächste Riedner den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här President. Prinzipiell muss ee sech d'Fro stellen, ob een onbedéngt muss ee Marché unique vun allem hunn. Jo, d'Immobilieprête si verschidde geregelt a verschidde Länner vun Europa, mä och d'Hypothéike si verschidde geregelt. D'Grondbücher si verschidde geregelt, d'staatlech Käschte bei der Acquisition vum Immobilienbesetz si verschidde geregelt. Ech denken, et ass eng falsch gutt Iddi, fir ëmmer alles mussen ze uniformiséieren.

Ceci étant dit, sinn an dësem Gesetz natierlech Mesuren dran, déi ganz gutt sinn, wéi zum Beispill den Taux annuel effectif global. Dat heescht, datt de Konsument ganz genau weess: Wat kascht mäi Prêt mech wierklech, ouni verstoppten Haken an Ösen? Och datt mer d'Intermédiaires de crédit immobilier aféieren, ass eng gutt Saach, well vill Leit sech effektiv an deem Dschungel vun Ubidder net ëmmer erëmfannen. An do kann eng professionell Hëllef ganz gutt sinn.

Den Här Berger sot, d'Zil vum Text wier, de Konsument ze schützen. An do muss ee sech d'Fro stellen: Ass dat Zil erreicht? An ech soen: Neen, dat Zil ass mat dësem Text net erreicht. An zwar op zwee wesentleche Punkten.

Dat eent ass de Remboursement anticipé, vun deem scho rieds gaangen ass, Artikel 226-20 vum Text, wou gesot gëtt: Mir plafonéieren déi Indemnitéit, déi d'Bank ka froe bei engem Remboursement anticipé. Dat féiert an eisen Aen derzou, datt d'Banke wäerten hir Zënse eropsetzen oder hir Fraisen eropsetzen, wa se net sécher sinn, datt se hir Fraisen hannen um Enn kënnen récupéieren, besonnesch duerch de Plaffong. A wann ech zum Beispill e Prêt à taux fixe anticipativement rembourséieren an d'Bank huet sech refinanzéiert, da kënnen déi Fraise wäit iwwert deem Plaffong leien.

Deen zweete Grond, firwat datt mer dësen Text net gutt fannen, ass: D'Direktiv seet wuel, d'État-membere solle Mesuren - «des mesures» - huelen, «pour encourager les prêteurs à faire preuve d'une tolérance raisonnable avant de saisir l'immeuble» (veuillez lire: «avant d'engager une procédure de saisie»).

An eisen Text seet: «Les prêteurs font preuve d'une tolérance raisonnable.» Ech froe mech, wéi den Text konnt duerchgoen, och duerch e Conseil d'État, well en ass a mengen Aen absolut net normativ. Hei gëtt opgeruff zu engem gewëssenen „behaviour“, et soll een eng gewëssene Toleranz hunn, mä konkret Mesurë sinn net dran! An dat si genau déi, op déi et géif ukommen, éier Leit virun d'Dier gesat ginn, well dat ass dat, wat mat der Saisie immobilière tatsächlech geschitt.

An dann ee Punkt, e leschte Punkt, op deem ech wollt agoen, dat sinn d'Saisie-immobiliären. Déi sinn zu Lëtzebuerg einfach. Dat ass och gutt esou, well doduerch kritt een awer dann nach e Kredit, deen ee soss eventuell net méi kéint kréien. Mä et gëtt Fäll, wou effektiv ënner Maartwäert versteet gëtt. Do kann ee soen, et ass eng öffentlech Stee, et gëtt och eng Faculté de surenchère. Dat ass alles gutt geregelt.

Et kann een awer och soen: Sollt een net op de Wee vum däitsche Modell goen, wou iwwer eng Expertise festgestallt gëtt, wat en Haus tatsächlech wäert ass, an dann zum Beispill gesot gëtt, zumindest an enger éischer Séance mussen - ech soen elo - 70% oder 80% vun deem Wäert erreicht ginn. Wann net, kënn et zu enger zweeter Séance a mir ginn erof mat deem Seuil an esou weider, fir Fäll auszeschléissen, datt et zu Zwangssteerë kënn fir Valeuren, fir Präisser, déi ënnert der reeller Valeur leien.

Aus all deene Grënn wäerte mir als ADR dësen Text net stëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Si keng weider Wuertmeldungen? Dann huet de Finanzminister d'Wuert.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Ech freeë mech, dass mer e relativ largë Konsens hunn, fir dëse Projet hei an der Chamber unzehuelen. Ech mengen, dass d'Léisung, déi Lëtzebuerg hei erausgesicht huet, eng équilibréiert ass, andeem se dem Consommateur oder dem Acheteur vun enger éischer Wunneng ganz entgéintkënn, andeem mer jo do Limitte setzen, wivill d'Indemnitéit ass am Fall, wou de Consommateur wëllt méi fréi aus sengem Kredit rauskommen.

Wann ech dat vergläiche mat deenen anere Länner, déi d'Direktiv ëmgesat hunn, géif ech soen, si mer do an der Mëtt, an der gëllener Mëtt. An ech mengen, dofir hu mer och relativ laang all Akteuren, déi hei betraff sinn, dat heescht d'Banken, natierlech awer och d'Konsumenten oder d'Acheteuren, kontaktéiert a versicht, eng équilibréiert Léisung ze fannen.

Et sinn eng Rëtsch Froe gestallt ginn. Ech wollt dozou e puer Kommentarer maachen, well et huet jo kee Wäert, dass ech elo an den Detail ginn. Vlächicht just awer, fir ze ënnersträchen, dass mer duerch dës Direktiv awer och méi Transparenz kréien. D'Banke si jo obligéiert, eng Analys vun der Kreditwürdegkeet vun den Acheteuren ze maachen. An dat ass eng ganz wäertvoll Saach. An dat wäert och ganz rigourens applizéiert gi vun de Banken, well et ass och an hirem eegenen Intérêt, dass dat gutt gemaach gëtt, fir dass natierlech net vill schlecht Kreditter do vergi ginn.

Zu de Froen.

Déi éischt Fro vum Här Mosar, ob een e Montant maximal kéint virgesinn. Dat ass keng einfach Saach. Mir hunn eis dat iwwerluecht. An dem Règlement grand-ducal kann een déi Reflexiounen natierlech weiderféieren, mä et ass natierlech esou, dass een, wann een en Taux variable huet, jo, da variéiert jo och den Taux vum Refinancement. Bei engem Taux fixe ass dat effektiv machbar, mä bei engem Taux variable ass dat schwéier.

Wat d'Renégociation ubelaangt. Vlächicht muss een erënneren, dass d'Situation elo folgend ass: A partir du moment, wou dat Gesetz gestëmmt ass, applizéiert sech d'Gesetz an all déi Kontrakter, déi nom 21. Mäerz 2016 gemaach gi sinn. Vun deem Dag u spillt dës Gesetzgebung. Dat heescht, dass mer fir déi Kontrakter tëschent haut an dem 21. Mäerz eng speziell Situation hunn. Dofir schwätzen ech vun där fir d'Éischt.

Déi Leit hu jo vlächicht net allegueren oder vlächicht iwwerhaupt net déi Méiglechkeet vum Remboursement anticipé, well dat jo nach net Gesetz war. Déi kënnen sech mat hirem Banquier a Kontakt setzen, fir dat ze kréien. Dat ass eng Situation particulière. Déi, déi awer d'Kontrakter virum 21. Mäerz ofgeschloss hunn - an ech mengen, d'Fro huet sech dorop bezunn, mä, ech mengen, et ass awer wichteg, fir dat ze ënnersträchen -, do hänkt et en fait of vun deem, wat am Kontrakt steet. Et hänkt en fait vun der Liberté de contracter des parties of.

Wann an deem Kontrakt net virgesinn ass, dass e Remboursement anticipé méiglech ass, dann ass e vum Kontrakt hier net méiglech. Wann en do scho virgesinn ass, majo da muss dat ëmgesat ginn. Wann d'Bank elo wëllt e Geste commercial maachen a soen: „Trotzdem dass et net drasteet, maachen ech et“, dann ass dat der Bank iwwerloos. Mä, ech mengen, d'Liberté des parties muss hei respektéiert ginn.

Den drëtten Punkt ass, fir eng Campagne d'information ze maachen. Ech gesinn dat als eng ganz vernünfteg Suggestioun. Et ass och virgesinn, dass d'CSSF op där enger Sait zoustänneg ass, fir déi Informatioun ze verbreedere, a mir och wëssen, dass d'ULC dat wäert maachen. Mir géifen dann als Finanzministère versichen, dat ze koordinéieren an ze kucken, dass dat esou effikass wéi méiglech soll gemaach ginn.

An dann zur Fro vum Här Fayot zur Präisdeierecht am Wunnungsberäich zu Lëtzebuerg. Et ass esou, dass mer vun europäeschen „systemic risk board“ zesumme mat aacht anere Länner e Brëif krute virun e puer Wochen - ech hat dat och an der Cofibu gemellt -, de manière anticipée drop opmierksam gemaach gi sinn, datt an deenen aacht Länner e Risque à moyen terme - do steet „à moyen terme“ - vun enger Bulle immobilière besteet. Bon, „moyen terme“ heescht e puer Joer natierlech; dräi, fënnf, siwen, do kann een driwwer diskutéieren.

An de Comité du risque systémique ass schon amgaange säit senger Existenz d'Situatioun um Marché immobilier ze suivéieren. De Comité du risque systémique zu Lëtzebuerg, deen ech presidéieren, wou och d'CSSF, de Commissariat aux assurances an d'Zentralbank drätsen, huet déi eng oder déi aner Mesurë scho recommandéiert virun deem Avis vun Europa, haaptsächlech dans le chef vun de Banken, dass se sollen exigéieren, dass d'Clientë sollen e gewëssene Prozentsatz vun Eegemittelen hunn, fir kënnen e Kredit ze kréien.

Déi Mesurë ass ëmgesat ginn an do ass d'CSSF als responsabel Autoritéit dermat befaasst, och ze kontrolléieren, wéi d'Banken dat ëmgesat hunn.

Mä et gëtt eng ganz Rëtsch aner Mesuren, déi kéinten an d'Ä gefaasst ginn, an dat wäert de Comité du risque systémique an den nächste Méint och kucken, sech och drun inspiréieren e bëssen, wat aner Länner gemaach hunn. An et muss een an där Saach natierlech och ganz ver-

nünfteg sinn, well wann een do ze drastesch Mesuren hält, dann huet een natierlech e vill ze direkten a plötzlechen Impakt op d'Wirtschaft an op dee Secteur. An dat muss een natierlech och évitéieren.

A vu dass de Risque à moyen terme ass, brauch een och net iwwerstierzt ze reagéieren. Mä an dësem Projet selwer ass awer och schon en Deel vun der Äntwert op dee Risque. Firwat? Majo doduerch, dass d'Banke mussen d'Kreditwürdegkeet vun de Clientë jo vun der Direktiv aus an elo vun der Applikation hier aus testen, ass deen Drock op d'Banken an och par rapport zu de Clientë méi grouss wéi e vir-dru war, soudass ee kann effektiv soen, dass dës Direktiv zur Bekämpfung vun der Deierecht ka bäidroen oder op d'mannst bäidroen kann, dass d'Clienten, déi keng gutt Kreditpositioun hunn, keng Kreditter kréien, wat en fait eng besser Saach ass, wéi dass se Geld an d'Hand gedréckt kréien an dann herno Failliten entgéintginn.

Ech mengen, dat wäeren d'Haaptantworten, déi ech hei wëllt ginn. An ech freeë mech, dass mer hei e breede Konsens hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Mosar huet d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci dem Här Finanzminister fir all déi Äntwerten, déi sécherlech déi ganz Thematik e bësselche méi kloer maachen. Allerdéngs bei enger Fro, mengen ech, do hu mer e bësse laanschteneegeschwat, Här Minister. Dofir wollt ech awer nach eng Kéier déi Fro widerhuelen, well Der mer u sech net op déi Fro geäntwert hutt.

Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, wat de Régime juridique betrëfft vun deene Kontrakter, déi tëschent dem 21. Mäerz an haut gemaach gi sinn oder an Zukunft gemaach ginn. Déi falen elo ënnert dat neit Gesetz.

D'Fro stellt sech awer, well dat am Moment och oft virkënn, wéi déi Kontrakter behandelt ginn, déi virum 21. Mäerz ofgeschloss gi sinn a wou elo d'un commun accord déi Kontrakter ëmgeännert ginn. Well et gëtt zum Beispill ganz vill Leit, déi am Moment bei d'Banke ginn a mam Accord vun de Banken aus engem Taux variable en Taux fixe maachen. Dat heescht, si änneren hei eng vun den essenzielle Konditiounen vum Kontrakt.

An do ass meng Fro oder eis Fro déi: Wéi ginn déi dote Kontrakter behandelt, juristesches? Falen déi elo ënnert dat neit Gesetz, wat méi favorabel ass fir de Kreditnehmer, oder bleiwen déi ënnert deem ale Gesetz? Dat ass eigentlech déi konkret Fro, wou ech awer frou wär, Här Finanzminister, wann Der eis kéint eng Äntwert ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Finanzminister, wann Der wëllt.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, also esou eng einfach Fro ass dat net, juristesches gesinn, well do gëtt et Argumenter an déi zwou Richtungen. Ech si jo selwer Jurist, dofir kann ech dat gutt beuerteelen, ouni de Sujet elo à fond traitéiert ze hunn. Mä dat hänkt erëm eng Kéier zu engem gewëssenen Deel vun der Liberté des parties of.

Wa sech d'Partien eens ginn, dass dat en neie Kontrakt ass, ob dat deen ee wëllt, ob d'Bank dat wëllt oder ob de Client dat wëllt, jo, da gi se sech eens, dass et en neie Kontrakt ass. Wa se awer soen: „Neen, et ass keen neie Kontrakt, et ass eng Fortféierung vun engem alen“, jo, dann ass et en alen.

Muss de Législateur dat onbedéngt tranchéieren? Ech mengen, déi Fro kann ee jo och am Raum stoe loossen, dass ee seet: Majo, dat ass d'Liberté des parties, fir dat ze bestëmmen. Dat ass net tranchéiert. Dat ginn ech gären zou, dass et net tranchéiert ass. Mä dat ass mat engem gudden Grond net tranchéiert, well mer geduecht hunn, dass et net indispensabel wier, dat ze tranchéieren. Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Roth fir eng Fro oder Zwëschebemerking.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo. Ech soen dem Här Minister och Merci fir déi Erklärungen, déi e ginn huet, quitte dass dat Lescht, wat den Här Mosar ugeschwat huet, eng Saach ass, déi awer vill Leit en fin de compte wäert concernéieren. Well ech kéint mer virstellen, well d'Zënse elo niddreg sinn, dass vill Leit kucken, fir en Deel vun hirer Schold op Taux fixe ze maachen.

Ech hunn awer eng aner Fro, wou de Minister net drop geäntwert huet. Mir sinn net mat der Position de vote vun der ADR d'accord, mä ech wëll awer soen: Dee Problem, deen den Här Reding opgeworf huet, nämlech de Problem vun den Zwangsversteigerungen, do gëtt net vill driwwer geschwat. Dee besteet awer reell.

Well bis et zu enger Zwangsversteigerung vun enger Immobilie kënn, do sinn d'Leit an Nout. Ob se deelweis dru schold oder deelweis net dru schold sinn, dat sief dohinnergestallt, mä se sinn an Nout.

A mir gëtt awer regelméisseg rapportéiert vu Leit, déi dat awer e bësse suivéieren, dass do heiansdo Abuse gemaach ginn. An déi Leit stinn do virun engem Fait accompli, nämlech dass se gesot kréien op enger Stee: „Ech hunn eng Offer vun esou vill, déi ass e gutt Stéck ënnert dem Wäert vun dem Immeubel“, an da geet een nach eng Kéier ronderëmmer an et ass keen aneren, dee sech do méi mell, an da gëtt zougesech fir dee Montant. Wat duerno geschitt, dat entzieht sech da vlächicht menger besosster Kenntnis. Ech wëll et och léiwer net wëssen.

Ech mengen, et wär utile, Här Minister, wann Der géift kucke mat der Chambre des Notaires an och mat de Vertrieeder vun der Statsbank, vu dass d'Spuerkeess oft déi ass, wou d'Leit ganz vill Prête maachen, Immobilieprête, dass een dann eng Kéier géif elo vlächicht vum Januar profitéieren, wou et méi roueg ass awer um Niveau vun der Finanzkommission an vun der Budgetkommission vun der Chamber, dass Der eng Kéier do géift matkommen an dass d'Deputéierten do kéinten an enger geschlossener Sitzung déi Fro stellen, déi se utile fannen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, ech maachen dat ganz gären. Ech fannen dat eng ganz rasonabel Proposition. Et ass jo e Problem, dee mer säit laanger Zäit kennen. A wa mer do kënnen Progrès maachen, sinn ech ganz gär bereet, mat den Deputéierten dorivwer ze schwätzen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, als President vun der Cofibu gesinn ech och kee Problem, datt een dat eng Kéier, wann een effektiv e bësse méi Rou huet, ka maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Beispiller gëtt et. Merci.

Da géife mer zum Vott iwwert de Projet de loi 7025 iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7025 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 7025 ass mat 55 Jo-Stëmmen, 3 Nee-Stëmmen an 2 Abstentionen ugeholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Aedehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché).*

Ont voté non: *MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

Se sont abstenus: *MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer kommen zum Projet de loi 7007, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Steierverwaltung. An d'Madamm Rapporteur, d'Joëlle Elvinger, ass scho prett. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

#### 4. 7007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 25. März 2015 hu mer op dëser Plaz d'Gesetz iwwert d'Reform vum ëffentlechen Déngscht gestëmmt, dat déi nei Gehälterkategorie beim Stat, notamment fir d'Bachelor-Carrière, agefouert hat. Duerch dës Reform ass dunn eng Adaptatioun vum modifizéierte Gesetz vum 17. Abrëll 1964 iwwert d'Reorganisatioun vun der Steierverwaltung néideg ginn.

Bei dësem Gesetzesprojekt 2007, iwwert dee mer elo hei diskutéieren, geet et also ënner anerem elo drëms, d'Gesetz vum 1964 iwwert d'Reorganisatioun vun der Steierverwaltung un déi nei Gehälterkategorie A2 beim Stat, déi un d'Bachelor-Carrière gebonnen ass, ze adaptéieren. Et ginn dann och verschidden Dispositione gestrach, wat de Statut vum Fonctionnaire ugeet, an Dispositionen, déi scho verëelt waren. Vu dass verschidde Fonctionnaire vun der Steierverwaltung awer Prärogativen hunn, déi vum Droit commun ofwäichen, wéi d'Fixatioun an d'Anzéie vu Steieren, Taxen a Cotisatiounen, gi fir si déi spezifesch Titele bäibehalen, déi am ale Regimm virgesi waren, awer net méi am Gesetz vum 2015 iwwerholl gi sinn.

Esou erlaabt dës Gesetzesprojekt et, dass Beamten, déi Héichschulstudie gemaach hunn, kënnen Préposé ginn oder aner Fonctionneuren iwwerhuelen, déi ausserhalb vun der Direktioun sinn, wat virdrun net méiglech war. Dëst betrëfft zum Beispill de Steierbüro 6 oder de Bureau de recette Luxembourg.

De Statsrot huet a sengem Avis e puer Remarquens technescher Natur gemaach, déi an der Kommissioun och diskutéiert goufen. An d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet dës Gesetzestext an hirem Avis begréisst.

Här President, virun e puer Wochen hu mer d'Dispositione vun der Reform vun der Fonction publique op d'CSSF ugewannt, an elo ass et also dann hei un der Steierverwaltung. Et ass wichteg, dass mer déi nei Modalitéiten och hei applizéieren, fir eng bestëmmte Kohärenz ze schafen; dat awer ëmmer am Respekt vun der Spezifisitéit vu bestëmmten Organismen.

D'Steierrecht ass eng ganz technesch Matière. An et ass wichteg, dass d'Leit, déi an der Steierverwaltung schaffen, dës Matière och gutt beherrschen. An et ass och am Intérêt vum Stat a vun eis alleguerten, dass d'Steierverwaltung gutt fonctionnéiert a gutt Leit beschäftegt. Emsou méi fret et mech, dass am Budget 2017 och virgesinn ass, dass d'Steierverwaltung mat Personal opgestockt gëtt, fir dass dës wichteg Matière och prioritär ka behandelt ginn. An ech denken do virun allem un déi nei Dispositionen an der Steierreform, déi d'Bekämpfung vun der Fraude fiscale betreffen.

D'Steierverwaltung mécht eng exzellent Aarbecht a si huet och ganz vill exzellent Leit, mä d'Aarbecht gëtt ëmmer qualitativ méi usprochsvoll an d'Aufgabe ginn ëmmer méi breet.

Dëst gesot, géif ech dem Finanzministère a senger Beamten e ganz grouse Merci soen. An ech ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Gilles Roth.

#### Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Och d'CSV kann dësem Gesetzesprojekt seng Zoustëmmung ginn. Ech mengen, eist Land huet schonn zënter Jorzéngten exzellent Steuerbeamten, net nëmmer an den direkte Steieren, mä och am Enregistrement an op der Douane. An et sollt een och deene Verwaltungeng déi néideg Méiglechkeete ginn, fir déi Leit esou anzusetzen, wéi dat am effikassten ass.

Dofir wëll ech der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, villmools Merci soen. An ech ginn d'Zoustëmmung am Numm vun der CSV-Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Roth. Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Och vun eis e grouse Merci un d'Joëlle Elvinger fir säi gudden Rapport. An ech ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Och mir ginn den Accord zu dësem Projet. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech ka mech nëmmer de Wiederer vu menge Virriedner uschlëssen an och den Ac-

cord vun eiser Säit bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Mir ginn och eisen Accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Finanzminister, dee gradesou kuerz wäert sinn.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, ech freeë mech iwwert d'Unanimitéit, an d'Steierverwaltung seet Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 2007 iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7007 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

An ass d'Chambre bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

#### (Assentiment)

Merci. Zaghaft, mä et ass dann esou décidéiert. Merci.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 7097 betreffend eng Rei vu fiskale Konventionen oder Konventionen am Fiskalberäich. An d'Madamm Elvinger ass scho prett, fir de Rapport ze maachen. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

### 5. 7097 - Projet de loi portant

**1. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de sa Majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam et tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 14 juillet 2015;**

**2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;**

**3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 10 février 2016;**

**4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie**

**tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 15 décembre 2015;**

**5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;**

**6. approbation du Protocole, signé à Kiev, le 30 septembre 2016, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine en vue de modifier la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Kiev, le 6 septembre 1997;**

**7. approbation de l'échange de lettres signées à Luxembourg, le 18 juin 2015 modifiant les lettres signées à Bruxelles, le 7 juillet 2009 et précisant les conditions ainsi que les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements faite en vertu de l'article 24 de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962**

#### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzestext, dee mer elo hei virleien hunn, huet als Objet, fënnf Duebelbesteuerungsofkommessen ze approuvéiere souwéi ee Protokoll zu enger Konventioun an en Échange de lettres mat Éisträich.

Ech brauch op dëser Plaz net méi laang ze widerhuelen, wéi wichteg dës Duebelbesteuerungsofkommesse fir d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft sinn. Esou Accorde si gutt fir d'Entwécklung vun eise bilaterale Wirtschaftsrelationen a favoriséieren den Échange vu Gidder a Servicer. Si sinn awer och néideg, fir d'Fraude fiscale an d'Évasion fiscale ze bekämpfen. Mat deenen Duebelbesteuerungsofkommessen, déi mer haut approuvéieren, wäert Lëtzebuerg eng ronn 80 Konventionen hunn, déi a Kraaft sinn. D'Steierverwaltung ass awer nach a Verhandlung mat enger Rei anere Länner. Zypern bleift nach wie vor dat eenzegt Land an der EU, mat deem Lëtzebuerg keen Duebelbesteuerungsofkommesse huet.

Ech ginn da kuerz eng Kéier op déi verschidden Accorden an.

Bon, d'Konventioun mam Brunei Darussalam vum 2015 huet als Zil, eis wirtschaftlech a kulturell Échangé mat dësem Land ze verdéieren.

Dann hu mer d'Duebelbesteuerungsofkommesse mat Ungarn. Do war 1990 schonn eng Konventioun ënnerschriwwen ginn. Hei ass elo eng nei Konventioun vum 10. März 2015 an de respektive Protokoll; déi wäerten deen alen Text ersetzen.

D'Konventioun mam Senegal vum 2015 ass besonnesch interessant, well hei scho verschidden Dispositione vu BEPS iwwerholl ginn. A Senegal ass jo och e ganz privilegéierte Partner vu Lëtzebuerg an der Kooperatioun.

No laange Verhandlung konnt Lëtzebuerg dann och eng Konventioun mat Serbien ënnerschreiwen. An dësen Accord gëtt dann och elo hei approuvéiert.

D'Konventioun vum 2015 mat Uruguay erlaabt eis, eis Réseau vu Duebelbesteuerungsofkommessen a Südamerika ze erweideren an ass e wichteg Element, fir eis Kompetitivitéit am südamerikanesche Raum ze garantéieren a weider Investissementer aus dëser Region an eist Land ze bréngen.

Mat der Ukrain war 1997 schonn en Duebelbesteuerungsofkommesse ënnerschriwwen ginn, wat och 2001 vu Lëtzebuerg approuvéiert ginn ass, mä d'Ukrain hat dës Konventioun ni ratifizéiert. An no weidere Verhandlung konnt dunn 2015 e Konsens fonnt ginn.

Den Échange de lettres tëschent dem Lëtzebuurger an dem éisträichesche Finanzminister

huet d'Zil, d'Dispositionen am Beräich vum Informationsaustausch dem internationale Standard unzepassen.

Här President, d'Regierung hat sech als Zil ginn, d'Netz vun den Duebelbesteuerungsofkommessen nach weider auszeweiden. An an dësem Kontext ginn haut siwe Konventionen entweder ganz nei ugeholl oder ofgeännert. Sou Verhandlung sinn technesch komplex. An duerfir soen ech och dem Finanzminister an de Beamten aus der Steierverwaltung, déi op dës Projekte geschafft hunn an hei verhandelt hunn, e grouse Merci.

Ech géif dann och den Accord gi vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Elvinger. Den Här Mosar als Éischtchen.

#### Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Och hei e ganz grouse Merci un d'Rapportrice. Déi huet jo e richteg Marathon vu Rapporten an deene leschte Wochen hei ofgeluecht.

Mir wäerte bien entendu och eis Zoustëmmung zu dësen Accorde ginn. Ech wollt just vun der Geleeënheet profitéieren, eng generell Fro och hei un de Finanzminister lasszeginn. D'Rapportrice huet et virdrun ënnerstrach: Hei sinn elo Accorden, déi si scho BEPS-konform. Mir hunn der awer ganz vill, déi natierlech net BEPS-konform sinn.

D'Fro stellt sech: Wann elo au fur et à mesure déi eenzel BEPS-Bestëmmungen ëmgesat ginn, wéi fuere mer da mat deenen Duebelbesteuerungsofkommessen? Ginn déi dann eenzel nei verhandelt? Oder kënt do generell e Gesetz, wat do einfach décidéiert, dat déi eben elo den neien Dispositionen entsprechen? Do schéngt mer haaptsächlech natierlech e Problem sech ze stelle mat deene Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun. Ech mengen, innerhalb vun der Unioun hu mer jo souwouso keng. A mat deenen, déi och am europäesche Wirtschaftsraum sinn, hu mer och keng. D'Fro stellt sech awer, wéi gesot, wéi et mat all deenen anere Länner ass. Ginn déi, wéi gesot, nei verhandelt, oder kënt do e generale Projet de loi?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Merci un d'Madamm Elvinger fir hire gudden Rapport, an den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

#### (Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et gëtt heiansdo gemengt, hannendru wär eng Telefonskabinn. Ass et awer net.

#### (Interruption)

Merci dem Här Fayot. Den Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Ech schlësse mech mengem Virriedner un a ginn den Accord och zu dësem Projet. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Kox. Keng weider Wuertmeldungen?

#### (Negation)

Dat ass net de Fall. Dann huet de Finanzminister d'Wuert.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech gär dem Joëlle Elvinger Merci soe fir de Bericht op dësem Projet de loi an nach op deem viregten, wou ech esou kuerz war, dass ech hir net Merci gesot hat.

Mir komme mat dësen Accorden, déi mer hei ofschlëssen, vu 76 op 81 Traitéen de non double imposition, déi mer wäerten hunn. Domat hu mer e Réseau vu bilaterale Traitéen, deen extrem wäit ass an och am internationale Verglach relativ héich ass. Dat ass eng gutt Saach fir eis Kompetitivitéit, mä et ass och, wéi d'Deputéiert Joëlle Elvinger gesot huet, eng ganz gutt Saach, fir d'Fraude ze bekämpfen an enger Welt, wou déi Fraudebekämpfung ëmmer méi staark gëtt an ëmmer méi international organiséiert gëtt vum G20, vun der OCDE, an da vun der Europäescher Unioun ëmgesat gëtt.

Bei der Fro vum Deputéierte Mosar géif ech gären drop hiweisen, dass et zwou Méiglechkeete gëtt, fir déi Konventionen ze amendéieren. Dat eent ass natierlech, dass een dat bilateral mécht. Da misste mer déi 81 bilateral

changéieren. Et ass och esou, souguer an deenen heiten, wann ech mech net iren, ech hunn dat net am leschten Detail gekuckt, mä ech mengen, dass souguer déi heiten allegueren net komplett BEPS-konform sinn. Déi eng oder aner huet elo emol eng BEPS-Mesure dran, mä se nach net allegueren. Soudass mer effektiv kënnen dovunner ausgoen, dass déi 81 Konventionne missten amendéiert ginn.

Dofir huet d'OCDE d'Initiativ geholl, en Instrument multilatéral ze schafen. Deen ass och bal ofgeschloss. Dat huet am Joer 2015 ugefaangen an et ass am Laf vun dësem Joer, wou et bal fäerdeg ginn ass. Et sinn nach e puer Punkten, déi opstinn. Déi missten am Januar/Februar gekläert ginn. An dann hu mer en Instrument multilatéral vun der OCDE.

An da kann een en fait déi Konventionen hei zum Deel, zu engem groussen Deel en bloc amendéieren, andeem ee Member gëtt vum Instrument multilatéral vun der OCDE op där enger Säit. Einfach ass déi Saach trotzdeem net, well d'Länner allegueren mussen uginn, wat fir eng Mesurë vu BEPS se direkt ëmsetzen oder net ëmsetzen, do, wou se Reserven hunn. Soudass een herno eng Schabloun brauch, fir ze wëssen, wéi een et da fir all eenzel Land amendéiert huet an vu vum de Reserve vu Lëtzebuerg a vun deem Partnerland.

Mir wäerten natierlech op de Wee goen, fir et iwwert de multilaterale Wee ze maachen, well dat vill méi effikass ass, wann dat sech dann elo duerchsetzt als System. An dat wäert eis dann och erlaben, relativ séier BEPS-konform ze sinn, wat natierlech am Intérêt vun Land ass, dass mer dat maachen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer eis geschloen haten an der OCDE, fir dass mir vertruete sinn an deem Grupp, deen dat ausgehandelt huet. An eisen Ambassadeur Paul Dühr op der OCDE war e Member vun deem Grupp, deen dat mat ausgeschafft huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci den Här Finanzminister. Da si mer prett, fir iwwert de Projet 7097 ofzestëmmen.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7097 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Boferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Compte général vun 2015. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Rapporteur, d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

## 6. 7005 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015

### Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

► **Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 7005 iwwert d'Statskonte vum Exercice 2015 ass den 20. Juni 2016 an der Chamber déposéiert ginn. Laut dem Artikel 11 vum Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Trésorerie vum Stat missten d'Konten awer spéitstens den 30. Mee vum Joer drop déposéiert ginn. Well et awer schwierig ass, fir déi néideg Informatiounen bis den 30. Mee zesummenzekeréien, wann d'budgetär Joer eréischt den 30. Abrëll ofgeschloss gëtt, ass den Datum vum Dépôt ëmgeännert ginn an dëst op den 30. Juni, mat enger Emändierung am Artikel 53 vum Gesetzesprojet 7050 iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2017.

Den 23. September 2016 huet d'Regierung eng Partie Amendementer eragereecht. Hei ass et drëms gaangen, fir engersäits e Redressement vum Garantiefong ze maachen an dann och deementsprechend d'Avoire vun de Spezialfongen unzepassen. Anerersäits gouf et eng Regulariséierung vun den Ausgabe vun der Renovéierung vun der Fassad vum Héichhaus um Kierchbierg. Hei koum et zu engem klengen Dépassément enner 5% vum Gesamtbetrag. An dësen Dépassément gëtt am Kader vum Gesetz iwwert d'Statskonte regulariséiert.

Wat d'Zuele selwer vun de Konte vum Stat ugeet, esou ass zréckzebehalen, dass den Exercice ofgeschloss gouf mat engem Defizit vu 460,7 Milliounen Euro. Dëst sinn 107,6 Milliounen Euro manner Defizit, wéi am Budget fir d'Joer 2015 virgesi war.

Här President, a mengem schrëftleche Rapport fannt Dir den Detail vun den Zuelen, wat de Compte général 2015 ugeet. Ech wëilt hei just e puer Posten opzielen, déi vill méi héich oder manner héich waren, wéi am Budget 2015 virgesinn.

Op der Recettësäit sinn et folgend Posten: D'Recettë vum der TVA waren 102 Milliounen Euro méi héich. D'Recettë vun den Droits d'enregistrement ware 46 Milliounen méi héich. D'Einnamen aus der Taxe d'abonnement ware ganzer 129 Milliounen Euro méi héich. Et gouf en zousätzlecht Gebai verkaaft, wat 90 Milliounen erabruucht huet. D'Recettë vun der Betriebssteuer ware 34 Milliounen Euro méi héich. An d'Vermögenssteuer war 100 Milliounen Euro méi héich.

Et ass awer och ze bemerken op der Recettësäit, dass d'Lounsteuer 140 Milliounen manner erabruucht huet, wéi virgesinn, an dass den Deel, dee Lëtzebuerg zegutt huet un den Droits de douane et d'accise iwwert d'Union économique belgo-luxembourgeoise, 65 Milliounen Euro manner erabruucht huet.

Op der Ausgabesäit sinn et folgend Posten: 330 Milliounen Euro ginn zousätzlech 2015 an de Fonds de réserve, an 130 Milliounen Euro goufe weider u Subventions d'exploitation ausbezult.

Wat d'Presentatioun vum Budget no der europäescher Method, der sougenannter SEC 2010-Presentatioun ugeet, do huet d'Kommissioun festgestallt, dass dës Zuelen dem Compte général vun 2015 bäileien. D'Budgetskontrollkommissioun huet dës Zuele scho méi laang an der Vergaangenheet gefrot an ass frou, dass si se am Kader vum Compte général 2015 kritt huet. Op Basis vun der SEC 2010-Presentatioun hat de Budget en Defizit virgesi vun 876 Milliounen Euro beim Zentralstat. Schlussendlech war et awer nëmmen en Defizit vun 207 Milliounen Euro.

Bei der öffentlecher Verwaltung, also dem Zentralstat, dem Gemengesecteur an der Sécurité sociale zesummen, war en Defizit virgesi vun 135 Milliounen Euro. An effektiv koum en Iwwerschoss vu 672 Milliounen Euro um Enn vum Joer 2015 eraus.

An der Sitzung vum 3. Oktober 2015 huet d'Cour des comptes der Budgetskontrollkommissioun hiren Avis iwwert d'Statskonte vun 2015 virgestallt. Am Kader vun de Statskonten 2015 op Basis vun der SEC 2010-Method hält d'Cour des comptes fest, dass den Zentralstat d'Resultat vun de gesamtöffentleche Finanzen erofdréckt. Si stellt och fest, dass d'Schold vum Zentralstat an absoluten Zuele fir 2015 onverännert bleift, am Verglach zu 2014. Mä a Prozent par rapport zum PIB geet d'Schold vun 22,9% op 21,5% zréck.

Lëtzebuerg ass also nach ëmmer wäit ënnert der Verschuldung vu 60%, déi d'Maastricht-Kriterien zouloossen.

Wat d'Situatioun vun de Spezialfonge vum Stat ugeet, esou stellt d'Cour des comptes fest, dass d'Avoire vun dëse Fongen am Joer 2015 ëm 60 Milliounen Euro eropgaange sinn. Wat de Budget pour ordre ugeet, also déi Gelder, déi de Stat anzitt, fir weiderzeleeden, weist d'Cour des comptes drop hin, dass dëst Joer den Déséquilibre bei 6,7 Milliounen Euro läit.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Cour des comptes huet sech och mam Zukunftspak auserreesat. Si hat an dësem Zesammenhang schon d'lescht Joer gefrot, fir eng detailléiert

Opstellung ze kréien, wat all eenzel Mesure bruecht huet. Leider huet d'Cour des comptes mussen feststellen, dass d'Regierung hirer Demande och dëst Joer net nokomm ass. Et steet just am Gesetzesprojet iwwert d'Statskonten, dass déi 258 Mesuren am Ganze fir d'Joer 2015 182,7 Milliounen erabruucht hunn. D'Krisesteier huet 84,6 Milliounen Euro d'lescht Joer erabruucht. An d'TVA-Erhéijung huet 207 Milliounen Euro erabruucht.

D'Budgetskontrollkommissioun schléisst sech der Demande vun der Cour des comptes un a freet, dass d'Detailer fir all eenzel vun den 258 Mesuren aus dem Zukunftspak integrale Bestandteil vun de Statskonte solle si fir déi nächst Joren.

Här President, an hirer Sëtzung vum 24. November 2016 huet d'Budgetskontrollkommissioun sech mam Statsrot sengen Avisen auserreesat. De Statsrot analyséiert d'Presentatioun vun de Statskonten a stellt fest, dass d'Kontroll vun der Ausféierung vum Budget schwierig ass, well engersäits hu mir d'Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Trésorerie vum Stat, anerersäits gëtt et awer och déi europäesch Method SEC 2010, fir de Budget ze presentéieren.

De Statsrot freet, wéi schon an der Vergaangenheet, dass déi zwou Methode sollen uneneen ugepasst ginn, fir d'Kontroll vun der Ausféierung vum Budget ze maachen. D'Budgetskontrollkommissioun schléisst sech deem un.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend soen ech Merci fir d'Nolauschten a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Statskont 2015.

Ech wëilt awer drop opmierksam maachen, dass dat net heescht, dass mir nodréiglech de Budget vun 2015 approvouieren.

### (Interruptions)

Mir stëmmen dëse Gesetzesprojet, well de Budget 2015 technesch korrekt duerchgefouert ginn ass.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Adehm. D'Wuert huet elo d'Madamm Brasseur.

### Discussion générale

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Merci, Här President. Ech géif och den Accord vun der DP-Fraktioun dozou ginn an och soen, dass mer an der Budgetskontrollkommissioun ganz gutt zesumme schaffen. Eng vun den Aufgaben oder eng vun deene gréissten Aufgabe vun engem Parlament ass et jo, fir d'Regierung ze kontrolléieren. An dat soll zum gréissten Deel iwwert de Budget geschéien.

Ech wëll de Kollege, déi méi nei sinn hei an der Chamber - jiddwereen ass méi nei hei an der Chamber wéi ech, mä et sinn der awer eng Partie vun lech, déi si schon eng Zäitche hei -, soen, dass mer, wat déi Kontrollfonctiounen ubelaangt huet, ganz schlecht dostoungen. Mir hunn näamlech mat Jore Retard hei d'Konten ugeholl. An dunn hu mer 1999 dat Gesetz gestëmmt mat där Deadline, déi elo grad vun der Madamm Adehm genannt ginn ass. Mä déi war einfach ze strikt, déi konnt net agehale ginn.

Mä mir hu Joren drop eréischt d'Konten hei approvouiert. Mir woren also wierklech ausserhalb vun all Kontrollfonctioun, déi e Parlament sollt ausüben.

Ech wëll och soen, dass mer Progrès gemaach hunn, och wat d'Investissementer ubelaangt. Mir hate ganz oft en Dépassément vun Devisen. Dofir hu mer och do d'Approche an d'Method geännert. A mir hu lues a lues Progrès gemaach. An ech wëll och do - en ass elo leider net hei - dem Här Wiseler als vieregte Minister vun den Travaux publics Merci soe fir déi gutt Kollaboratioun, well mir konnten do-duerch déi Devisen ëmmer méi no respektéieren. A mir hate virgëschter Budgetskontrollkommissioun iwwert d'Travaux vun de Bâtiments publics, an do ass kee vun de Projeten iwwert den Devisen komm. Och dat muss ee soen. An dat ass wichteg, fir dass dat, wat mer hei als wichtegst Gesetz am Joer stëmmen, dass dat och esou exekutiert gëtt, wéi de Législateur dat gewollt huet.

An ech géif finalement dem Finanzminister félicitéieren fir déi Rigueur, mat där de Budget elo ugaange gëtt. Et ass hei vun de Mesurë geschwat ginn, vun deenen 258 Mesurë vum Zukunftspak, mä wann een do den Total hält... An ech wëll dat nach eng Kéier soen: Wann déi Mesuren net geholl gi wieren, da wieren d'Dépenses net nëmmen ëm déi 182 Mjllione méi héich gewiescht, mä da wier am État d'esprit dat esou virugelaf. An ech fäerte ganz, dass d'Dépenses dann nach méi héich gi wieren.

Dofir wëll ech wierklech der Regierung félicitéieren an och all deene Merci soen, déi drun deelgeholl hunn, dass deen Zukunftspak awer

réusséiert, wat ons d'Méiglechkeet gëtt, elo e Budget ze stëmmen, hoffentlech ze stëmmen muer, deen déi Zuele weist, déi mer elo hunn. Dofir e grouse Merci un de Finanzminister.

An da wollt ech nach eng Kéier de Membere vun der Kommissioun e grouse Merci soen, der Presidentin, dass mer do wierklech probéieren, ëmmer am Konsens ze schaffen, well hei geet et ëm d'Kontrollfonctioun vun der Chamber. An déi gëtt ganz gutt exekutiert.

Ech soen lech villmools Merci, Här President.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Brasseur. Dann den Här Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Villmools Merci, Här President. An och villmools Merci un d'Rapportrice, un d'Madamm Diane Adehm, an och un d'Wierder vun der Madamm Anne Brasseur, wou ee muss soen, dass mer och där Kontrollmissioun an der Comexbu gerecht gi sinn, wéi d'Madamm Brasseur elo gesot huet.

A virun allem wëll ech awer och e grouse Merci un den Här Finanzminister soe fir seng gutt Exekutioun vum Budget 2015, wou jo en Defizit vu 568 Milliounen estiméiert gi war, déi mer jo och gestëmmt haten, wou mer awer ofgeschloss hu mat engem realiséierten Defizit vu 461 Milliounen. Dat maachen also 107 Milliounen manner Defizit. Ech mengen, dat ass eng gutt Leeschtung, fir dass mer an dësen Zäiten och nach manner Suen ausginn, gesamt gesinn, wéi virgesinn.

Dozou kënn, wann ee bedenkt, dass mer trotz deene manner groussen Defiziter och nach eng ronn 400 Milliounen méi am Invest gemaach hunn, ass dat eng duebel Leeschtung, well jo och nach vill méi Recetten erakomm sinn. D'Detailer kennt Der dovun. Méi Invest bedeit an dëser Zäit, an dat huet de Budgetsrapporteur Claude Haagen gëschter jo richtig gesot, an Dir och, Här Finanzminister, nach de Moien, dass dat jo och wichteg ass, fir de Moment eis Economie weider unzekuerbelen an och domadder d'Konsumkraaft ze steigere, wéi dat jo och vu Bréissel nach ëmmer weider gefuerdert gëtt. Well déi Situatioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi gutt Situatioun, ass jo an Europa net ëmmer de Fall. An dofir ass et wichteg, dass mer gesamt europäesch och do d'Economie weider undreiwien.

Wann een elo awer dervun ausgeet, dass ee souguer ee Moment seet, déi 400 Milliounen, déi mer méi investéiert haten, déi jo net gestëmmt waren, wann een déi net ausginn hätt, da wär ee souguer op en Defizit komm, dee sech quasi opgehewen hätt. A wann een dat rechnet, da wär mer op 56 Milliounen Defizit komm. Dat heescht, do kéint ee quasi soen, dann hätte mer eng stabil Situatioun.

Soudass ech mengen, dass ee ka soen, dass déi Schold, déi mer maachen, dass mer déi, wéi Der virdrun och gesot hutt, fir deen nächste Budget reng an den Invest finanzéieren, wat, mengen ech, eng gutt Saach ass, well mer mat engem ganz héijen Taux vun Invest fueren, wou Der virdrun erkläert hutt, deen och europawäit un der Spëtztt steet, wéi Der eis virdrun ganz flott un deenen Diagramme gewisen hutt. Dofir kënn mer lech nëmme félicitéieren, op deem dote Wee weiderzegoen.

Wann een elo natierlech kuckt als Budgetskontrollkommissioun, wa mer méi Suen ausginn - an da maachen ech dat mat engem klengen Clin d'œil op déi Proposition de loi, déi ech virun enger Zäit gemaach hunn iwwert d'LOLF -, da muss ee sech just vläicht froen, dass et awer gutt ass, wann ee méi Suen ausgëtt, dass een dat och iergendwann am Laf vum Joer beschwätzt an dass een dat och vläicht mat Zäit gewuer gëtt.

Dofir wär vläicht eng kleng Proposition: Ech mengen, mir kréie jo all Trimester den Tableau des recettes proposéiert, ob een do net vläicht - ech weess, dass dat méi schwéier ass - och mat den Dépenses eppes Äänlechtes eis kéint presentéieren. Bon, dat ass ëmmer mat engem gewëssene Retard, wou dat exekutiert gëtt, mä ech mengen, do gëtt et jo och mat dem SAP-System en Engagé. An ech mengen, do kéint een dat vläicht an deem Sënn eis och presentéieren.

Ech mengen, dat ass eng ganz kleng Proposition. An deem Sënn géif ech dem Finanzminister nach eng Kéier wëlle félicitéieren an och den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Negri. Den Här Kox.

### (Interruption)

Ah, d'Madamm Lorsché. Ech hat den Här Kox nach hei stoen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech maachen et e bësse méi kuerz. Och mir schléissen



## Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

## Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

## Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

## Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

## Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

## Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg  
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

eis de Wierder vun de Virriedner un. D'Madamm Brasseur ass in extenso op déi gutt Zesummenaarbecht agaangen, déi mer an der Budgetkontrollkommissioun hunn. Ech wéilt der Madamm Aehm als Presidentin a Rapportrice villmools Merci soen a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wéll och vun eiser Säit aus der Madamm Aehm Merci soe fir de Rapport an och déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an der Comexbu hunn. Ech wéll just zwou Remarqué maachen.

Et ass hei elo vu verschiddene Virriedner gesot ginn, datt den Exercice 2015 besser ausgaangen ass, wéi mer dat geplangt haten. Den Defizit ass op 460 Milliounen op d'Joer zrëckgaangen. Dat sinn 107 Milliounen manner, wéi en initial am Budget virgesi war.

Mä et muss een awer och fairerweis do derbäisoen, datt an deem Joer de Stat e Gebai verkaaft huet, wat 90 Milliounen erabruecht huet, wat net am Budget virgesi war. A wann een déi 90 Milliounen géif derbärechnen, dann hätte mer am Fong, wat den Defizit ubelaangt, eng Punktlandung gemaach.

Dat gesot, wéll ech vun eiser Säit aus den Accord ginn, dat, well mer domadder wéllen dokumentéieren, datt dese Budget administrativ korrekt exekutiert ginn ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, mir wäerten natierlech och eisen Accord dozou ginn. Et ass schonn alles gesot ginn. Ech wäert dobäi bleiwen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet de Finanzminister d'Wuert.

## Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Fir d'Éischt meng Wierder vun Dank un d'Madamm Aehm fir déi Aarbecht als Presidentin, a si mécht dat ganz gutt, an och fir dee ganz detaillierte Bericht, deem op déi Haaptpunkten den Akzent gesat huet an e gudden Iwwerbléck ginn huet.

Ech mengen, dass dës Regierung versicht huet, an de Budget méi Transparenz eranzubringen. Et ass natierlech ëmmer méiglech, nach méi transparent ze sinn. Ech hunn och Äre Message esou verstanen. D'Madamm Aehm an anerer hunn awer och ënnerstrach, dass mer, zum Beispill wat den Zukunftspak ubelaangt, en fait extrem transparent waren, andeem mer déi 258 Mesuren emol éischters op den Dësch geluecht hunn, gesot hunn, mir géifen dat iwwer véier Joer applizéieren. A mir monitoren dat regelméisseg. Also, dat ass et menges Wëssens zu Lëtzebuerg nach ni esou ginn.

Ech hunn och op eng parlamentaresch Fro hin am September oder am August am Detail bei all Mesure Informatiounen ginn. Ech huelen zur Kenntnis, dass d'Cour des comptes an d'Comexbu déi detailléiert Chiffere gären hätten. Et ass natierlech ëmmer eng Foto. Mir wäerte kucken, wéi mer där Demande do kënnen nomaken.

Ech bleiwen nach bei der Form, déi Suggestiounen vum Deputéierten Negri, fir ze soen, mir sollen dann, äänlech wéi mer et bei de Recetté maachen, trimestriell Tableaux maachen. Wann ech mech richteg erënneren, wa mer déi trimestriell Diskussioun hunn, hu mer jo och ëmmer en Tableau vun den Dépenses, deem dat begleet. Et ass also net, dass dépendéméisseg näischt do ass. Do gétt och e gewëssenen Detail geliewert. Wann een do wéilt an den Investissement méi maachen, wann dat Äre Virschlag ass, dann huelen ech dat esou mat an de Ministère a kucken, wéi mer do zousätzlech Informatiounen kënnen ginn.

Ech bleiwen nach bei der Form. Mir hunn effektiv e komplizéiert System mat dem Gesetz iwwert d'Comptabilité nationale vun 1999 an den europäesche System SEC 2010. Et gétt haut a säit enger Retsch Joren elo awer Gott sei Dank eng Method, fir vun deem enge Calcul op deen aneren ze goen. Dat ass et viru Joren nach net ginn. Haut hu mer dat. Et ass och ganz normal, dass mer dat sollen hunn, fir dass ee kann déi Zifferen matenee reconciliéieren.

Mir hunn och elo wéilles... Well mer och elo en neien Direkter an der IGF hu vum 1. Januar un, hu mer eis zu Häerz geholl, fir ze kucken, wéi mer dat kéinte vereinfachen. Mä ech soen lech, dat ass wierklech eng kolossal Aarbecht. Ech kann lech dofir haut net soen, wéi séier mer do wäerte virukommen, mä mir wäerten natierlech dat och am Zesammenhang an der Diskussioun mat der Chamber maachen.

Ech freeë mech, dass alleguerten d'Deputéierten hei hiren Accord ginn. Mir fannen dat vläicht zu Lëtzebuerg eng Selbstverständlechkeet, dass no der Kontroll dann all Mënsch féint, dass de Budget technesch an der Rei ass. An dat hei huet näischt mat Parteipolitik ze dinn, dat huet mat enger gudder Gouvernance vun engem Land ze dinn!

Mir sollen eis freeën doriwwer, egal wien an der Regierung ass, dass mer deen Exercice kënnen maachen, dass mer an d'Déift ginn, dass mer d'Fro beäntworten, an dann als Konklusioun all Deputéierte seet, dass dee Budget uerdentlech exekutiert ginn ass. Dat fannen ech ebe keng Selbstverständlechkeet. Ech fannen dat eng ganz gutt Noricht fir eist Land.

Wat elo de Fong ubelaangt. Wa mer elo no der Lëtzebuenger Kontabilitéit kucke vun 1999, ass den Ennerscheid vum Defizit, amplaz 500 an déi 80, 460, ronn 110 Milliounen méi gënschteg. Dat ass richtig. Mä d'Ausdröckkraaft ass méi grouss am SEC-System vun Europa. An do ass den Ennerscheid awer vill méi grouss wéi 100 Milliounen. Do gi mer vu ronn 800 Milliounen Defizit, déi virgesi waren, op ronn 200 Milliounen erof. Dat ass awer elo emol wierklech spektakulär!

A vu dass ech weess, dass hei ganz hëtzeg Debatte waren, wéi mer de Budget 2015 ugeholl hunn, fannen ech, dass ech awer muss ënnersträchen, dass mer eist Zil hei méi wéi erreecht hunn!

2015 war dat éischt Joer, wou mer eng grouss Abouss hatten un TVA électronique (veuillez lire: TVA um Commerce électronique) an trotzdem hunn all déi Mesuren, déi mer geholl hunn, gegräff. A wa mer och en esou vill bessert Resultat schreiwen, ronn 200 Milliounen Defizit no der europäescher Method, wat äänlech héich ass wéi d'Zinsen, déi mer bezuelen, kann ee jo wierklech soen, dass eise Budget fir 2015 am Équilibre ass.

An dat hu mer fäerdegbruecht, andeem mer net nëmme vun der gudder Konjunktur profitéiert hunn. Ech mengen, dat huet nach keen hei gesot. Mir hunn natierlech och vun der gudder Konjunktur profitéiert. A wann een d'Zifferen am Detail kuckt, gesäit een, dass d'Zifferen vun 2015 Folgendes hierginn: En Drëttel, e klengen Drëttel kënn vun der Konjunktur an e bësse méi wéi zwee Drëttel komme vu manner Dépenses. Dat war jo och d'Zil, wat mer eis ginn hunn, an dat hu mer erreecht. An ech freeë mech, wéi gesot, iwwert d'Unanimitéit iwwert d'Konten 2015.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Finanzminister.

Mir géifen dann iwwert d'Konten 2015 ofstëmmen, de Projet de loi 7005.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7005 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 60-mol Jo. Domat sinn d'Konten unanime ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Aehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A vu Kont géife mer zu Kont iwwergoen. Dës Kéier vun eis selwer, vun der Chamber fir den Exercice 2015. A viru mer steet schonn de Rapporteur, den Här Marc Lies, deen direkt d'Wuert huet.

**7. 7084 - Comptes du service inté-rieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2015****Rapport de la Commission des Comptes**

► **M. Marc Lies (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zu den nächste Konten da vun der Chamber. Ech mengen, dat wonnert lech net, datt déi Konten e bësse méi niddreg ausgefall si wéi dat, wat mer elo just virdrun hatten.

Wéi all Joer gétt et och eng Spezialkommissioun vun der Chamber ënnert dem Règlement interne. Den Artikel 165 gesäit vir, datt eng Spezialkommissioun sech mat de Konten vun der Chamber soll beschäftegen. An hei, ech zitéieren eng Kéier kuerz den éischten Alinéa: «(1) L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des comptes“ assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.» Den Alinéa 4: «(4) La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des comptes pour être enregistrée.»

Sou ass d'Firma KPMG, déi dëst Joer den Audit vun de Konten vun der Chamber fir den Exercice 2015 gemaach huet, den 21. Oktober zur Konklusioun komm, datt: «A notre avis, les comptes annuels de la Chambre des Députés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes comptables applicables définis par le Bureau de la Chambre des Députés.»

Ech wäert lech e puer Eckdate vum Kont 2015 am Verglach zum Kont 2014 ginn, ouni elo awer wéllen an den Detail ze goen. De Statsbudget huet der Chamber fir d'Rechnungsjoeer 2015 e globale Kredit vum ronn 32,2 Milliounen zougesprach. De Gesamtbudget vun der Chamber louch awer bei 34,5 Milliounen. Eng Reprise vun de Reserve vun engem Montant vun 2.259.000 Euro huet de Budget 2015 équilibréiert.

Enn 2015 louchen d'Ausgabe bei ronn 32 Milliounen, wat engem Minus vun 160.000 Euro par rapport zur Clôture 2014 entsprach huet. Dese Minus ass awer ganz einfach do-duerch ze erklären, datt déi 1.662.000 Euro vun der viregter Wahlcampagne, déi op den Exercice 2014 gebucht gi sinn, natierlech fir 2015 ewechgefall sinn.

Rechne mer dese Montant vum Resultat 2014 of, da komme mer op e Sold vun 30.505.000

Euro fir 2014. Neutraliséiere mer d'Wahlcampagne, da komme mer op eng Hausse vu 4,9% fir d'Joer 2015 par rapport zum Rechnungsjoeer 2014.

Heivu kéint een awer och nees d'Konferenzen oder déi aussergewéinlech Reuniounen, begrënnt duerch déi europäesch Présidence, déi mat 1,1 Millioun zu Buch geschloe sinn, ofrechnen.

Wat déi aner Posten ugeet, kann een als Allereischt mat enger erfreelecher Noriicht ufänken: D'Indemnitéiten un d'Deputéierte si par rapport zu 2014 ëm ronn 16.000 Euro (veuillez lire: 60.000 Euro) erofgaangen. Bei de Frais de fonctionnement konnten och 370.000 Euro agespuert ginn. Dëst louch doran, datt, éischters, Chamber TV manner oft ausgestraalt ginn ass an, zweetens, well verschidde Kontrakter nei ausgehandelt gi sinn.

D'Personalkäschte sinn ëm 630.000 Euro an d'Luucht gaangen, och eng Hausse vun ëm 90.000 Euro ass bei de Groupes politiques ze verzechnen. Hélt een de Budget voté vu 34,4 Milliounen, esou goufen 2.377.000 Euro manner ausgi wéi virgesinn. Dëst entsprécht engem Taux vu minus 6,91%. Den desjäerege Budget-siwwerschoss beleeft sech op 328.000 Euro.

Énnert dem Stréch kann ee soen, datt d'Administration vun der Chamber virsichteg wirtschaft. Ervirzehiewen ass och, datt opgrond vun enger Reprise vun de Reserven den Iwwerschoss am Berechnungsjoeer 2015 moderat bliwwen ass. Dëst sollt Modellfunctioun hunn och fir déi kommend Joren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun, à l'unanimité, an de Réviseur d'entreprises KPMG sinn der Meenung, dass d'Konten vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domadder géif ech lech bieden, d'Konten vum Exercice 2015 guttzeheeschen.

Ech wéilt dem Bureau an all de Mataarbechter vun der Chamber awer och gär e grouse Merci soe fir hir exemplaresch a prezis Aarbecht. Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech den Accord zu dem Rapport. An ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, datselwech ze maachen.

Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren. D'Resolutioun, déi gouf lech de Moie scho verdeelt.

**Résolution**

*La Chambre des Députés,*

*vu le rapport de sa Commission des comptes, approuve*

*les comptes de l'exercice 2015 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.*

*(s.) Marc Lies.*

Dofir Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Den Här Negri huet d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Villmools Merci, Här President. An och e grouse Merci un de Rapporteur Marc Lies an och stellvertretend un de Generalsekretär Claude Frieseisen fir déi gutt Aarbecht. An domadder ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Mertens huet d'Wuert.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Merci, Här President. Ech wéll dem Rapporteur, dem Här Marc Lies, villmools Merci soe fir säi gudden Rapport. Ech wéll him awer och Merci soen als President vun der Kommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht a ginn den Accord vun der Demokratescher Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Madamm Lorsché huet d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Déi gréng Fraktioun schléisst sech deene Wierder un a gétt den Accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Och ech schléisst mech deene Wierder un a bréngen den Accord vun eise Grupp.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.



► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- A well et esou schéin ass, wäert ech och mäin Accord ginn, also dee vun déi Lénk.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ma dann däerf ech fir eng Kéier d'Roll vun deene vu vis-à-vis iwwerhuelen. Ech soen lech alleguer en häerzleche Merci a géif dann d'Konte vun eiser Chamber zur Ofstëmmung bréngen.

**Vote sur la résolution**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 59-mol Jo. Unanimitéit. Domat sinn eis Konten ugeholl. Ech hat jo bei deem viregte Projet d'Dispens ugefrot? Wann ech se net ugefrot sollt hunn, gitt Der mer den „go“. An hei brauche mer dat jo bekanntlech net.

*Résultat définitif après redressement: la résolution est adoptée à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par M. Gilles Roth) et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

Da géife mer zu deem nächste Punkt iwwergoen, dat sinn d'Konte vun der Cour des comptes.

D'Resolutioun dozou, wou mer matgedeelt kritt hunn, dass déi Konten no de Regele vun der Konscht gemaach gi sinn, an da mengen ech, ass de Wonsch net do, fir laang doriwwer ze diskutieren, mä fir direkt...

(**Interruption par Mme Diane Adehm**)

Ah, Madamm Adehm. Madamm Adehm, elo hat ech Är Missioun bal iwwerholl.

## 8. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 du Médiateur

**Exposé**

► **Mme Diane Adehm** (*CSV*), *auteure*.- Jo, dat ass, wann een ze fréi prett ass. Voilà! Also, an der Comexbu hu mer d'Konte vum Mediateur laang a breet gekuckt. Mir hunn driwwer diskutiert. Et louch e Rapport vum Réviseur vir, wou näischt drun ausgesetzt war.

Duerfir hu mer an der Kommissioun dann och eng Resolutioun ugeholl, also eng Proposition fir d'Resolutioun, déi dann eestëmmeg seet, dass mer sollen d'Konte vum Mediateur unhuelen.

**Résolution**

*La Chambre des Députés,*

*- vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que «le tableau des recettes et des dépenses (...) du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg»;*

*- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2016;*

*approuve*

*les comptes de l'exercice 2015 du Médiateur.*

(s.) *Diane Adehm.*

An dofir géif ech dann och d'Chamber haut bieden, dass si och déiselwecht Resolutioun géif unhuelen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ech mengen, et ass alles gesot. Da géife mer fir d'Éischt iwwer d'Konte vun der Médiateure ofstëmmen. Wie mat deene Konten d'accord ass, ass gebieden, mat Jo ze stëmmen.

**Vote sur la résolution**

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: och hei Unanimitéit.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marcel Oberweis), Michel Wolter (par M. Gilles Roth) et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

An dann d'Madamm Adehm nach eng Kéier, dës Kéier fir d'Cour des comptes.

## 9. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 de la Cour des comptes

**Exposé**

► **Mme Diane Adehm** (*CSV*), *auteure*.- Merci, Här President. Och fir d'Cour des comptes hu mer an der Comexbu d'Konten ausernegeholl. De Réviseur hat eis se och ginn. En hat och näischt a sengem Rapport drun aussetzen. Doropshin hu mer dann och eestëmmeg eng Resolutioun ugeholl, déi mer dann haut géifen zum Vott virbréngen, fir och d'Konte vun der Cour des comptes unzehuelen an hinne Merci ze soe fir d'Aarbecht, déi se maachen.

**Résolution**

*La Chambre des Députés,*

*- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Cour des comptes au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels»;*

*- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2016;*

*approuve*

*les comptes de l'exercice 2015 de la Cour des comptes.*

(s.) *Diane Adehm.*

<sup>1</sup> *Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour des comptes conformément aux principes*

*comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.*

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci der Madamm Rapportrice. Gëtt et Wuertmeldungen zu de Konte vun der Cour des comptes?

(**Négation**)

Dat ass net de Fall. Da kënne mer direkt driwwer ofstëmmen.

**Vote sur la résolution**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 60-mol Jo. Unanimitéit. Domat sinn och d'Konte vun der Cour des comptes ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar), Michel Wolter (par M. Gilles Roth) et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;*

*MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.*

A wann ech dat elo richteg gesinn, da si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun de Moien ukomm. De Mëtteg geet et weider mat den Diskussiounen iwwer de Budget 2017. Rendez-vous um zwou Auer. Merci.

Domat ass eis Sëtzung ofgeschloss.

(**Fin de la séance publique à 11.07 heures**)

## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup>13, 14, 15, 16 et 17

### 13<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique

p. 179

Communications

p. 179

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre

p. 179-180

p. 181

p. 180

p. 180-181

Ordre du jour

7038 - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

6965 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil,

6981 - Projet de loi relatif aux équipements marins

et

6902 - Projet de loi relatif aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques

p. 181-182

7022 - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:

1. mise en œuvre du règlement (UE) n<sup>o</sup>596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;

2. transposition de:

a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);

b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n<sup>o</sup>596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et

4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché

p. 182-183

7031 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales

p. 183-185

7067 - Projet de loi concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg

p. 185-186

7073 - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination

p. 186-190

### 14<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique

p. 191

7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;





- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;
- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
- \* la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- \* la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);
- \* la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;
- \* la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
- \* la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- du Code pénal;
- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;
- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;
- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;
- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;
- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;
- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;
- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;
- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;
- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

p. 191-202

#### 15<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique

p. 203

7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification [...] (suite)

p. 203-211

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SEM. Ivan Brajović, Président du Parlement de la République du Monténégro

p. 211

7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016

p. 211-213

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

p. 213-214

#### 16<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique

p. 214

Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes de l'acte terroriste perpétré à Berlin en date du 19 décembre 2016

p. 214

Communications

p. 214-215

Ordre du jour

p. 215

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget*

p. 215-218

#### 17<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique

p. 219

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant [...] (suite)

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)

- *Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

p. 219-221

7025 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et

2. modification du Code de la consommation

p. 221-222

7007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes

p. 222-223

7097 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de sa Majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam et tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 14 juillet 2015;

2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 10 février 2016;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 15 décembre 2015;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

6. approbation du Protocole, signé à Kiev, le 30 septembre 2016, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine en vue de modifier la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Kiev, le 6 septembre 1997;

7. approbation de l'échange de lettres signées à Luxembourg, le 18 juin 2015 modifiant les lettres signées à Bruxelles, le 7 juillet 2009 et précisant les conditions ainsi que les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements faite en vertu de l'article 24 de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962

p. 223-224

7005 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015

p. 224-225

7084 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2015

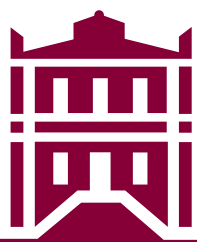
p. 225-226

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 du Médiateur

p. 226

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 de la Cour des comptes

p. 226



## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
<b>Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016</b>		
1719	Marc Angel	Mécanisme d'alerte dans le cadre du semestre européen
1735	Josée Lorsché	Nom légal
1745	Max Hahn	Centre national de traitement des infractions de vitesse
1750	Claudia Dall'Agnol	Subventionnement des salles de cinéma
1753	Marco Schank	Développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad
1758	Jean-Marie Halsdorf, Diane Aderm	Lutte contre la «petite criminalité»
1776	Max Hahn	Déchets de légumes
1780	Laurent Mosar	«Statut d'économie de marché» pour la République populaire de Chine
1787	Claudia Dall'Agnol	Mises sous tutelle ou curatelle et demandes de protection
1788	Laurent Mosar	Résidents luxembourgeois partis en Syrie pour

1810	André Bauler	combattre avec l'État islamique (EI)
2156	Gilles Roth, Diane Aderm	Fonds national de la recherche
<b>Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017</b>		
2607	Franz Fayot	Risques pour le marché immobilier
2608	Claudia Dall'Agnol	Consignes pour des courses poursuites de la Police grand-ducale
2611	Alexander Krieps, Edy Mertens, Gusty Graas	Prévention du sida
2613	Aly Kaes	Conditions d'accès aux indemnités de chômage complet
2614	Marc Spautz	Pratique du motocross au Luxembourg
2615	Françoise Hetto-Gaasch	Parking du «Rehazenter»
2617	Sylvie Andrich-Duval	Psychiatrie extrahospitalière
2619	Josée Lorsché	Réalisation de différents «Park & Ride»
2830	Martine Mergen	Permis de chasser
urgente		

### Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016

**Question 1719** (22.01.2016) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant le **mécanisme d'alerte dans le cadre du semestre européen**:

Lors de sa réunion du 15 janvier 2016, l'ECOFIN a adopté les conclusions du Conseil concernant le rapport 2016 sur le mécanisme d'alerte dans le cadre du semestre européen. Parmi ces conclusions figure le paragraphe suivant:

«6. aussi important soit-il de s'attaquer aux problèmes sociaux et du marché du travail, SE DECLARE PRÉOCCUPÉ par le fait que la Commission ait ajouté trois nouveaux indicateurs en matière d'emploi au tableau de bord compte tenu de la nécessité de préserver l'efficacité du tableau de bord en tant que dispositif d'alerte précoce ainsi que de la nature de la PDM en tant que procédure établie pour se concentrer sur la constatation, la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques; SOULIGNE que les indicateurs sociaux et ceux relatifs au marché de l'emploi ne sont pas pertinents pour identifier des risques macrofinanciers et que l'évolution de ces indicateurs ne peut pas déclencher la prise de mesures dans le cadre de la PDM; MET EN EXERGUE la nécessité de poursuivre les travaux techniques visant à améliorer encore la pertinence du tableau de bord ainsi que les cadres et instruments d'analyse des évolutions intervenues et des facteurs qui déclenchent les déséquilibres et permettent de les corriger, en vue d'affiner encore l'analyse sous-jacente et les résultats;»

Dans ce contexte, et au vu des efforts de la Présidence luxembourgeoise de soutenir l'agenda du «triple A social» et notamment d'améliorer la dimension sociale dans la gouvernance de l'Union et plus particulièrement de la zone euro, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Est-ce que Messieurs les Ministres considèrent que cette conclusion est en ligne avec les efforts pour renforcer la dimension sociale de l'Union européenne?

- Est-ce que Messieurs les Ministres ne trouvent pas qu'il serait une bonne idée de demander à la Présidence néerlandaise d'organiser une réunion conjointe de l'ECOFIN et de l'EPSCO pour en discuter?

- Par quels autres moyens le Conseil considère-t-il prendre en compte la dimension sociale dans le cadre du semestre européen?

- Comment la dimension sociale est-elle prise en compte lors de l'élaboration du programme national de réforme au Luxembourg?

J'aimerais poser les questions supplémentaires suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle position le Gouvernement luxembourgeois a-t-il prise sur ce sujet au Conseil ECOFIN?

- Quelles seront les conséquences de cette conclusion pour l'analyse des déséquilibres

macroéconomiques, les priorités économiques et les recommandations par pays?

- Est-ce que la prise en compte de ces indicateurs sociaux aurait changé la décision de déclencher des mesures dans le cadre de la Procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM)? Si oui, quels pays auraient été susceptibles d'être concernés?

**Réponse commune** (23.02.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

La dimension sociale a été une priorité de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Le Gouvernement a œuvré pour un renforcement de la dimension sociale au sein de la gouvernance de l'Union et pour la mise en œuvre du «triple A social» proposé par le Président de la Commission européenne. Le Gouvernement a aussi soutenu les efforts de la Chambre des Députés en la matière.

Pour parvenir à un renforcement de la dimension sociale, le Gouvernement a tablé sur des propositions concrètes visant une implication approfondie des parlements nationaux, partenaires sociaux et autres acteurs clés dans le processus du semestre européen, le développement et l'utilisation des outils de surveillance existants pour considérer davantage la dimension sociale, d'analyses plus horizontales des différents politiques, l'approfondissement de la coopération entre les différents comités impliqués dans le semestre européen. Ces propositions ont été débattues entre les ministres et entre experts et ont, entre autres, donné lieu à des conclusions du Conseil de l'Union européenne intitulées «Une gouvernance sociale pour une Europe inclusive»<sup>1</sup> et adoptées le 7 mars 2015.

La Procédure de suivi concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM), sur laquelle portent les questions des honorables Députés, est un instrument parmi d'autres utilisés annuellement dans le processus du semestre européen (p. ex. stratégie Europe 2020, recommandations spécifiques par pays). Cet instrument de surveillance macroéconomique, qui a été établi par le règlement (UE) n°1176/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011, a pour but de mieux prévoir et gérer des potentiels déséquilibres macroéconomiques externes et internes au sein d'un État membre. Pour ce faire, le mécanisme d'alerte de la PDM inclut un tableau de bord, qui est publié annuellement en novembre, qui compte aujourd'hui 14 indicateurs principaux définis par la Commission européenne. Ce tableau de bord, qui constitue la première étape dans la procédure annuelle prévue par la PDM, est censé permettre, en complément d'autres outils et analyses, de mieux détecter de potentiels déséquilibres macroéconomiques internes et

externes au sein d'un État membre, en comparant les valeurs nationales des indicateurs à des seuils jugés comme critiques.

À ces indicateurs principaux du tableau de bord s'ajoutent une série d'indicateurs auxiliaires qui eux permettent d'analyser plus en profondeur la situation d'un État membre, y compris en matière d'emploi (taux d'emploi, taux de chômage de longue durée, taux de chômage des jeunes, taux de «NEETs») et de pauvreté (taux de personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, taux de personnes en privation matérielle sévère, taux de personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail). Ces indicateurs avaient été complétés par le passé par la Commission européenne suite aux demandes du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen pour mieux prendre en compte dans la PDM la situation sociale dans un État membre.

Au courant du premier semestre de 2015, la Commission européenne a proposé de reprendre trois indicateurs supplémentaires en matière d'emploi dans le tableau de bord principal de la PDM, en plus du taux de chômage qui y figurait déjà:

- le taux d'activité des personnes âgées entre 15 et 64 ans (variation en p. p. sur trois ans);

- le taux de chômage de longue durée des personnes âgées entre 15 et 74 ans (variation en p. p. sur trois ans);

- le taux de chômage des jeunes âgés entre 15 et 24 ans (variation en p. p. sur trois ans).

Lors des consultations techniques au sein des comités dans les filières ECOFIN et EPSCO, il est apparu que les réponses que la Commission européenne apportait aux nombreuses questions liées à l'ajout des trois indicateurs dans le tableau de bord principal ne pouvaient être considérées comme suffisantes. Les États membres ont notamment argumenté que d'autres outils existaient déjà, essentiellement les indicateurs de suivi de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive (taux d'emploi et risque de pauvreté), le rapport conjoint sur l'emploi avec son tableau de bord d'indicateurs en matière sociale et d'emploi (JER), le suivi des résultats dans le domaine de la protection sociale (SPPM) et la méthode ouverte de coordination (MOC), permettent un meilleur suivi en matière d'emploi et sociale.

En effet, ces outils, qui font partie intégrante du semestre européen, permettent des analyses bien plus approfondies résultant par la suite dans des recommandations spécifiques par pays pour les politiques de l'emploi et sociales qui sont mieux adaptées aux situations de chaque État membre. Dès lors, les États membres avaient proposé de tirer meilleur profit des autres outils existants avant d'introduire de nouveaux indicateurs dans le tableau de bord principal de la PDM qui ne demeure qu'un seul outil parmi d'autres dans l'ensemble du semestre européen.

De plus, l'ajout des trois indicateurs dans le tableau de bord principal de la PDM - qui sont déjà présents dans le tableau de bord sous la forme d'indicateurs auxiliaires de cette même procédure - a été considéré comme apportant peu de valeur ajoutée eu égard aux autres outils et comme risquant de diluer l'objectif principal de la PDM qui est la prévention des déséquilibres macroéconomiques.

Le 30 novembre 2015, la Commission européenne a publié son «paquet de novembre» constitué de plusieurs documents stratégiques, dont l'examen annuel de la croissance (EAC) et le rapport du mécanisme d'alerte de la PDM qui inclut ces trois nouveaux indicateurs en matière d'emploi, malgré les questions techniques soulevées par les États membres. La Commission européenne a par le passé précisé que ces trois nouveaux indicateurs principaux, ainsi que l'indicateur principal existant du taux de chômage, dans le tableau de bord de la PDM ne donnerait pas lieu à un déclenchement de la deuxième étape du volet préventif de la PDM («examen approfondi»). Suivant le tableau de bord repris dans le rapport du mécanisme d'alerte de la PDM, 19 des 28 États membres dépassent les seuils pour au moins un des quatre indicateurs relatifs à l'emploi pour l'année 2014, les données pour l'ensemble de l'année 2015 n'étant pas encore disponibles au moment de la publication.

Les trois indicateurs ayant été utilisés pour la première fois dans le processus du semestre européen en novembre 2015, il s'avère prématuré de tirer dès à présent un bilan. Il appartiendra à la Commission européenne de préciser la conjugaison de ces trois indicateurs avec les autres outils existants au fur et à mesure de l'avancement du processus, et notamment lorsqu'elle publiera en mai 2016 ses propositions de recommandations spécifiques pour chaque État membre.

Il est à souligner qu'à aucun moment, ni le Gouvernement luxembourgeois, ni le Conseil de l'Union européenne, n'ont remis en question un renforcement de la dimension sociale dans le processus de la PDM et du semestre européen dans son ensemble.

Au contraire, une Union européenne sociale est une priorité et la lutte contre le chômage dans l'Union, dont les niveaux demeurent à des niveaux bien trop élevés, demeure l'un des points principaux qui requièrent des investissements appropriés, notamment pour la création d'emplois de qualité et pour l'activation et la formation des demandeurs d'emploi.

Le renforcement de la dimension sociale doit être un élément central de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire et de sa gouvernance. Elle dépasse le seul cadre de la

<sup>1</sup> Lien direct vers le document: <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14129-2015-INIT/fr/pdf>

PDM. Il serait par ailleurs trop réducteur de limiter l'ensemble du processus européen à la seule PDM, même si cette dernière relève d'une importance majeure dans la coordination des politiques économiques à partir de 2011. En effet, de nombreux travaux sont réalisés au niveau européen: au niveau technique par une coopération étroite entre les différents comités consultatifs des formations EPSCO et ECOFIN du Conseil, les services de la Commission européenne et les représentants européens des partenaires sociaux, et au niveau politique par des échanges entre ministres qui tiennent mieux compte de la situation sociale dans chaque État membre, ceci dans toutes les formations du Conseil, notamment EPSCO et ECOFIN. Une éventuelle réunion commune entre les formations ECOFIN et EPSCO est une possibilité, parmi d'autres, de renforcer davantage cette coopération entre les deux formations.

Le renforcement de la dimension sociale dépasse aussi le cadre européen. En effet, les acteurs clés au niveau national doivent s'approprier le processus du semestre européen et être plus impliqués dans celui-ci. C'est ainsi que le Gouvernement a approfondi les échanges avec la Chambre des Députés, les partenaires sociaux dans le cadre du dialogue social national et les autres acteurs indispensables dans l'ensemble du processus du semestre européen, de l'élaboration du Programme national de réforme (PNR) à la mise en œuvre des recommandations spécifiques au niveau national. Plus précisément pour l'élaboration du PNR, dont la structure est toutefois déterminée par la Commission européenne, le Gouvernement a toujours suivi une approche horizontale et intégrative par une coordination étroite des différents ministères et administrations visés, ainsi que par une forte implication de la Chambre des Députés et des partenaires sociaux, notamment en ce qui concerne les différentes mesures à mettre en œuvre pour répondre aux recommandations spécifiques et qui sont décrites chaque année dans le PNR.

Ces efforts du Gouvernement seront poursuivis et résulteront cette année dans des échanges plus approfondis et de meilleure qualité lors de la semaine du semestre européen qui sera réalisée prochainement.

Finalement, il reste à souligner que le processus du semestre européen et celui de la PDM ne sont pas figés. Depuis leur mise en place en 2011 ils ont continuellement été optimisés en continu pour tirer meilleur profit d'une coordination des diverses politiques économiques, sociales et environnementales et contribuer ainsi à une croissance de l'Union européenne intelligente, durable et inclusive.

#### Question 1735 (26.01.2016) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant le nom légal:

Du fait que chaque personne n'a pour nom légal que le nom qui figure dans le registre de l'état civil, l'utilisation du terme «nom de jeune fille» correspond à un usage qui n'a pas de fondement légal. En effet, ce n'est que par pure tradition que les femmes mariées adoptent le nom de l'époux en dehors du cadre législatif et administratif.

Néanmoins, certains formulaires administratifs font toujours une distinction entre le simple terme de «nom» et celui de «nom de jeune fille», voire «nom marital». Il s'agit par exemple des demandes relatives à l'assurance pension auprès de la Caisse nationale d'assurance pension, de la déclaration d'entrée au Centre commun de la sécurité sociale ou encore de la demande en obtention d'un permis de conduire auprès de la Société nationale de la circulation automobile.

Pour ces raisons, j'aimerais avoir les précisions suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Égalité des chances et de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Quels sont les objectifs légitimes qui justifient l'utilisation des termes «nom de jeune fille» ou «nom marital» dans certains documents officiels, sachant que d'autres documents à caractère officiel n'en font plus mention?

2. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne sont-ils pas d'avis que cette distinction est contraire à l'égalité de traitement des hommes et des femmes, du fait que pour les hommes, le seul et unique terme «nom» est utilisé?

3. Les autorités publiques ne devraient-elles pas passer en revue leurs formulaires et les adapter, le cas échéant, afin d'abolir toute inégalité de traitement et de mettre en œuvre des règles uniformes en la matière?

**Réponse commune** (01.03.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Dans sa question parlementaire n°1735 du 26 janvier 2016, l'honorable Députée Madame Josée Lorsché a constaté que dans certains documents officiels et formulaires administratifs, l'utilisation du «nom de jeune fille» est toujours de mise. Alors que chaque personne n'a pour nom légal le nom qui figure dans le registre de l'état civil, l'utilisation du «nom de jeune fille» correspondrait à un usage qui n'aurait pas de fondement légal.

Dans ce contexte, l'honorable Députée a posé diverses questions.

En réponse à ces questions, nous informons l'honorable Députée que d'après l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 fructidor an II, toujours en vigueur au Grand-Duché, «aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance». Par ailleurs, aucune loi en vigueur au Grand-Duché ne dispose que l'épouse acquiert par mariage le nom du mari, de sorte que l'utilisation des expressions «nom marital» ou «nom de jeune fille» correspond donc effectivement à un simple usage non prévu par les textes législatifs ou réglementaires. C'est avant tout pour des raisons pratiques que les femmes mariées disposent d'un droit d'usage sur le nom de leur mari.

Il y a donc lieu de confirmer que chaque personne n'a qu'un seul nom officiel indépendamment de son sexe et de son statut matrimonial, il s'agit du nom qui figure dans le registre de l'état civil.

Dans ce contexte, il convient toutefois de relever qu'une autorité étatique peut demander le nom de l'époux ou de l'épouse si cette information est nécessaire à l'exécution de ses missions. De même, la possibilité d'indiquer le nom du conjoint dans certains documents administratifs permet aux personnes qui le souhaitent de renseigner à la fois leur propre nom et celui de leur conjoint. Ainsi, l'article 12 (2) de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques prévoit que parmi les données reprises sur les cartes d'identité luxembourgeoises peuvent figurer «le nom et, sur demande du titulaire, le nom du conjoint vivant ou précédé».

De manière générale, nous tenons à souligner que, depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée, la majorité des administrations se sont alignées sur l'utilisation exclusive des noms officiels tels que définis ci-dessus et ont abandonné l'utilisation du «nom de jeune fille» ou «nom de naissance». Ainsi, sur la plateforme électronique «MyGuichet», gérée par le Centre des technologies de l'information de l'État, aucun formulaire ne fait en principe plus référence au «nom de jeune fille».

Toutefois, et dans la mesure où, tout comme l'honorable Députée, nous estimons que la distinction entre «nom de jeune fille» et «nom» ne correspond plus aux usages d'une société moderne et ne devrait par conséquent plus figurer sur aucun formulaire administratif de l'État, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative propose de charger la plateforme interministérielle de réforme et de simplification administrative à recenser d'éventuels formulaires administratifs prévoyant la terminologie précitée et d'inviter les administrations concernées à effectuer les adaptations nécessaires.

#### Question 1745 (28.01.2016) de M. Max Hahn (DP) concernant le Centre national de traitement des infractions de vitesse:

En date du 8 juillet 2015, la Chambre des Députés a voté le projet de loi portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Les radars fixes nouvellement installés seront opérationnels dès le 16 mars 2016. Le dispositif comptera également des radars mobiles. Le traitement des infractions aux limitations de vitesse se fait au Centre national de traitement qui est exploité par la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre est-il en mesure de m'informer combien de personnes s'occupent de la gestion de ces infractions?

2. De quelle carrière provient le personnel du Centre national de traitement?

3. Est-ce que du personnel additionnel a été recruté pour cette mission?

4. Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer de quels autres services ces agents proviendront?

5. Quant aux radars mobiles, comment seront-ils répartis au sein des services régionaux de la police de la route?

**Réponse** (25.02.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1. et 2. Le Centre de constatation et de sanction des infractions routières (CCSIR) fonctionne avec un effectif de six inspecteurs et trois brigadiers de police.

ad 3. et 4. Du personnel civil est spécialement recruté pour cette mission. Deux employés B1 sont déjà engagés et deux employés C1 sous le statut de travailleur handicapé sont en voie de recrutement.

ad 5. Il est actuellement prévu de doter chaque service régional de police de la route d'un radar mobile.

#### Question 1750 (29.01.2016) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant le subventionnement des salles de cinéma:

Tel que rapporté par la «radio 100,7», le directeur de Caramba dénonce une politique de subventions des salles de cinéma faussant la concurrence sur le marché luxembourgeois. Il met plus précisément en cause la gestion des aides en faveur des salles membres du Centre de diffusion et d'animation cinématographique (CDAC), par l'ancien responsable du Département «Film» au Centre national de l'audiovisuel (CNA). D'après un rapport provisoire du Conseil de la concurrence, il serait en effet: «difficilement contestable que Monsieur (...), en tant qu'actionnaire de référence d'Utopia et de fonctionnaire dirigeant au CNA, était soumis à un conflit d'intérêt». Et de continuer: «Les éléments du dossier portent en effet à croire que Monsieur (...) a agi dans le but de diriger un maximum des aides d'État dont la distribution incombait au CNA vers le CDAC, et donc, in fine, vers Utopia», qui assure la programmation pour le compte des membres du CDAC.

Dans une réponse à une question parlementaire antérieure portant sur un possible conflit d'intérêt, l'ancienne Ministre de la Culture, Madame Maggy Nagel, avait répondu: «Étant donné que les aides concernant la „participation de l'État aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales“ sont réservées exclusivement aux membres du réseau CDAC et que ce dernier décide quant à l'acceptation de ses membres, on ne saurait affirmer que le CNA intervienne dans le processus d'allocation de ces aides. Dans ce contexte, le CNA abrite uniquement dans son budget le crédit nécessaire pour allouer les mêmes aides.»

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre est-il d'accord avec les conclusions provisoires du Conseil de la concurrence?

- Que compte faire Monsieur le Ministre au cas où le Conseil de la concurrence conclurait définitivement à un conflit d'intérêt?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la politique de subventions à allouer aux salles de cinéma devrait être réformée?

**Réponse** (03.03.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

Étant donné que le document, auquel se réfère l'honorable Députée et dont des extraits ont été publiés dans le cadre d'un reportage diffusé par la «radio 100komma7», n'est qu'un document intermédiaire de la procédure en cours, il ne m'est pas possible de commenter les faits relatés. L'affaire est en effet pendante et je tiens à attendre la décision du Conseil de la concurrence.

Le cinéma régional a une fonction importante et je suis d'avis qu'un soutien financier est indispensable pour la survie des salles non commerciales. À travers le Centre national de l'audiovisuel nous devons leur garantir un système de subventionnement équitable et dans l'intérêt du développement culturel régional.

#### Question 1753 (29.01.2016) de M. Marco Schank (CSV) concernant le développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad:

En avril 2014, les six communes de la Nordstad et le Ministre du Développement durable et des Infrastructures en tant que représentant de l'État ont signé une convention pour un développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad. Cette convention prévoit que les communes s'engagent à créer un syndicat à vocations multiples en tant que structure légale opérationnelle et pérenne. Selon mes informations, une proposition de statuts de ce syndicat est finalisée depuis longtemps. Or, un avis de la part du Ministre de l'Intérieur fait jusqu'à présent défaut.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur approuve-t-il la convention signée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et les communes de la Nordstad qui prévoit la création d'un syndicat à vocations multiples?

- Quelle est la position de Messieurs les Ministres quant à la création de ce syndicat?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre de l'Intérieur entend-il aviser les statuts du syndicat susmentionné et, au cas où le Gouvernement aurait changé d'avis par rapport à la convention, quelle alternative réalisable de suite proposera-t-il au six communes de la Nordstad?

**Réponse commune** (03.03.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question de l'honorable Député au sujet de la convention pour un développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad, il y a lieu de préciser que le Ministre de l'Intérieur approuve les conventions signées en avril 2014 entre le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et les représentants des communes de Bettendorf, Diekirch, Erpeldange, Etelbruck, Schieren et Colmar-Berg.

Ensuite et contrairement aux informations de l'honorable Député, un projet de statuts relatifs à la transformation du syndicat ZANO en syndicat à vocation multiple a été discuté lors d'une première réunion de travail en date du 13 mars 2015 au Ministère de l'Intérieur avec les représentants du Comité politique Nordstad lors de laquelle il avait été retenu que le projet de statuts serait à adapter aux dispositions de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes. Lors d'une deuxième réunion de travail en date du 14 décembre 2015 au Ministère de l'Intérieur, les fonctionnaires en charge du dossier ont réitéré leur recommandation de mettre le projet de statuts en conformité avec les dispositions de la modifiée loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes.

Finalement, lors d'une très récente réunion, le Ministre de l'Intérieur a rappelé aux représentants du Comité politique Nordstad que rien ne s'oppose en principe à la création d'un syndicat poursuivant plusieurs objectifs, à condition de respecter les dispositions de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes, notamment celles de l'article 5 exigeant une définition précise du ou des objets du syndicat, et les a invités à s'y conformer tout en leur assurant le soutien des agents de son Ministère dans cette tâche.

En effet, ce syndicat devra aider les communes de constituer, dans la Nordstad, une zone urbaine multifonctionnelle, faisant office de bassin d'emplois et de services aux régions rurales limitrophes, notamment celles du nord du pays.

#### Question 1758 (01.02.2016) de M. Jean-Marie Halsdorf et Mme Diane Adehm (CSV) concernant la lutte contre la «petite criminalité»:

L'audit externe, mandaté par le Gouvernement et réalisé par la société «Mindforest» pour servir de base pour les travaux préparatoires actuels en vue de la réforme de la police, a suggéré le rattachement des Services de recherche et d'enquête criminelles (SREC) au Service de police judiciaire (SPJ), dans le but notamment de centraliser les informations entre les deux services et d'assurer ainsi une meilleure fluidité.



Or, même si les missions de ces deux services convergent, elles diffèrent toutefois sachant que les SREC constituent des unités régionales de proximité, assurant des missions de police répressive et préventive, alors que le SPJ est surtout chargé de missions de police judiciaire d'envergure nationale et internationale.

Les statistiques montrent par ailleurs que la criminalité a augmenté de manière générale, y compris la «petite criminalité».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre est-il en faveur de la recommandation de l'audit externe, allant dans le sens d'un rattachement des SREC au SPJ?

- Dans l'affirmative, quelles seront les missions concrètes des SREC et de ses agents à l'avenir?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il, le cas échéant, garantir une présence policière sur le terrain au niveau local dans le cadre de la lutte contre la délinquance?

**Réponse** (01.03.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La réforme de la police a pour objectif de combattre plus efficacement toutes formes de criminalité, locale, nationale ou internationale, et d'assurer une meilleure sécurité à tous les citoyens.

L'audit avait proposé le rattachement des Services de recherche et d'enquête criminelles au Service de police judiciaire et la création concomitante d'antennes de police judiciaire dans deux régions. Cette proposition n'ayant toutefois pas fait l'unanimité au sein du groupe de travail «police judiciaire», différentes solutions de compromis sont en voie d'être examinées.

Je peux toutefois affirmer que, quelle que soit l'option retenue, les missions qui actuellement sont assurées par les SREC resteront assurées.

**Question 1776** (03.02.2016) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **déchets de végétaux**:

L'incinération de déchets d'arbustes est interdite depuis 1994. Le règlement grand-ducal relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions du 18 décembre 2015 qui a été modifié parallèlement à la loi modifiée du 21 mars 2012 aux déchets précise dans l'annexe A que l'incinération des déchets à l'air libre (déchets de végétaux) est soumise à un avertissement taxé de 145 €.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Combien de communes proposent à leurs résidents une poubelle verte destinée aux déchets de végétaux?

- Combien de communes proposent à leurs résidents une collecte de déchets d'arbustes («Heckenschnittabfuhr») pendant la saison des tailles de haies?

- Madame la Ministre envisage-t-elle d'inciter les communes ne disposant pas de tels services à en créer dans un avenir proche?

**Réponse** (03.03.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Conformément à l'article 20 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les communes ont la charge d'assurer la gestion des biodéchets se trouvant sur leur territoire. Conformément à l'article 25 de la loi modifiée du 21 mars 2012, les biodéchets doivent être soumis à une collecte séparée afin de les soumettre prioritairement à une opération de compostage ou de digestion ou, si en raison de la nature du matériel ceci n'est pas possible, à toute autre opération de valorisation appropriée tout en respectant les dispositions des articles 9 et 10 de la loi susmentionnée. L'obligation de la gestion des déchets organiques par les communes a d'ailleurs déjà été fixée à l'article 19 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

- En février 2016, 36 communes proposent à leurs résidents une biopoubelle pour la collecte des déchets de verdure ainsi que pour les déchets alimentaires et de cuisine. De plus, sept communes proposent à leurs résidents une poubelle uniquement pour la collecte de déchets de végétaux.

- Une collecte porte-à-porte des déchets d'arbustes en vrac est offerte aux citoyens dans 41 communes.

- Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les

communes ont la charge d'assurer la gestion des biodéchets. La loi ne prescrit pas quels services (porte-à-porte, collecte par apport) les communes doivent offrir à leurs citoyens. A part les collectes en porte-à-porte, de nombreuses communes offrent un service d'apport pour les déchets de végétaux, dont notamment les centres de compostage, les centres de recyclage, les aires de collecte locales ou régionales, les installations de biométhanisation. De plus, nombreuses communes ou syndicats intercommunaux offrent un service de location de broyeur ou même un service de broyage à domicile pour les déchets d'arbustes.

De manière générale, chaque commune au Luxembourg offre un service permettant la collecte pratique des déchets de végétaux. A part les collectes offertes par les communes et syndicats intercommunaux, les citoyens ont toujours la possibilité du compostage à domicile.

**Question 1780** (04.02.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **«statut d'économie de marché» pour la République populaire de Chine:**

15 ans après l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), son statut transitoire d'«économie non marchande» expire en décembre 2016. Sachant que pour Pékin le changement de statut constitue un automatisme - tout comme pour le service juridique de la Commission européenne -, la question politiquement, économiquement et juridiquement importante du «statut d'économie de marché» (SEM) de la Chine est à nouveau à l'ordre du jour européen et international. Ce fut notamment un des sujets du Conseil «Affaires étrangères - Commerce» informel de l'UE du 2 février 2016 à Amsterdam. Le Luxembourg y était représenté par son Ministre des Affaires étrangères et européennes. Ce fut également un sujet dans la plénière du Parlement européen le 1<sup>er</sup> février 2016.

Selon certains médias, les États membres de l'Union européenne semblent être divisés sur ce changement de statut. Cela ne surprend guère vu que d'aucuns comme par exemple l'«Economic Policy Institute» (EPI) prédisent une perte possible de 3,5 millions d'emplois dans l'UE accompagnée d'un recul de 2% du PIB de l'Union par an. La Commission européenne n'envisage, quant à elle, qu'une perte allant de 63.600 à 211.000 emplois au maximum. Dans les colonnes du «Luxemburger Wort» du 3 février 2016, Monsieur le Ministre parle maintenant d'une possible «troisième voie, d'une forme de compromis» qui n'irriterait pas la Chine et qui protégerait tout autant les entreprises européennes contre les importations en dumping. Et d'ajouter que l'Europe ne devrait pas «fermer prématurément la porte à la Chine».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quels sont, selon l'appréciation de Monsieur le Ministre, les risques et les chances et pour l'Europe et pour le Luxembourg d'un changement du statut OMC actuel de la Chine?

2. Monsieur le Ministre pourrait-il esquisser son idée d'une «troisième voie» afin de ne pas «fermer la porte à la Chine»?

3. Monsieur le Ministre considère-t-il que la Chine remplit toutes les conditions requises pour constituer désormais une «économie de marché» selon les critères de l'OMC?

4. Quelle est, par conséquent, la position du Gouvernement sur le changement du statut OMC de la Chine?

**Réponse** (03.03.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. La Chine fait valoir que son protocole d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit l'octroi automatique du «statut d'économie de marché» (SEM) après le 11 décembre 2016. Ceci étant, certains membres de l'OMC considèrent que le texte dudit protocole et notamment la section 15 est sujet à interprétation. Force est de constater que la Chine conteste toute interprétation juridique de la section 15 qui va à l'encontre de l'attribution automatique du SEM après 2016. Par conséquent, la Chine attend de ses partenaires commerciaux qu'ils adaptent leurs méthodes de calculs des droits antidumping.

Ainsi, du point de vue de l'UE, l'enjeu majeur consiste à assurer que le changement éventuel de statut de la Chine après 2016 ne compromette pas la capacité de l'Union à garantir que la compétition entre les entreprises européennes et chinoises se fasse sur un pied d'égalité. Favoriser de telles conditions équitables est

notamment un des objectifs communs que les deux parties cherchent à atteindre dans le cadre des négociations en cours sur un accord d'investissement entre l'UE et la Chine. Cet accord visera également à améliorer l'accès au marché chinois pour les entreprises européennes. De même, la conclusion de cet accord facilitera la participation de la Chine au plan d'investissement pour l'Europe de la Commission ainsi que la participation européenne aux projets chinois tels que «One belt, one road» (une ceinture, une route). Il va sans dire que la conclusion et la mise en œuvre dudit accord pourra utilement contribuer au développement mutuellement bénéfique des relations économiques bilatérales entre le Luxembourg et la Chine. Je rappelle dans ce contexte les intérêts réciproques qui lient la Chine et le Luxembourg dans différents secteurs d'activité économique.

Les conséquences économiques de l'attribution du SEM à la Chine pourraient être positives pour certains secteurs économiques et négatives pour d'autres; en effet, les producteurs de l'Union en Chine ainsi que les producteurs et détaillants européens dont les biens sont partiellement ou intégralement fabriqués en Chine sauraient probablement tirer leur épingle du jeu, alors que l'industrie sidérurgique européenne pourrait devoir faire face à un afflux important d'importations chinoises en raison des surcapacités actuelles. Cette situation complexe explique la nécessité de pouvoir disposer d'une étude d'impact exhaustive.

D'un point de vue juridique, la décision que prendra l'UE devra respecter la compatibilité de la politique commerciale commune avec les règles de l'OMC ce qui, le cas échéant, pourrait signifier que l'Union devra amender sa législation en matière de défense commerciale.

ad 2. S'agissant de la question de l'octroi du SEM à la Chine, les trois scénarios de base suivants se présentent; l'UE ne change pas sa législation antidumping et, par conséquent, la Chine ne sera pas traitée comme étant une «économie de marché»: ceci résultera très probablement dans un recours par la Chine devant les enceintes appropriées. Dans le deuxième cas de figure, l'UE se déciderait d'octroyer le SEM à la Chine sans veiller à ce que l'industrie européenne puisse se développer dans des conditions équitables. L'impact, en termes d'emplois en Europe, pourrait être significatif. Enfin, l'option médiane, et à laquelle l'honorable Député fait référence dans sa question, consisterait, après avoir procédé à une analyse juridique approfondie, à retirer la Chine de la liste des économies non marchandes dans le règlement antidumping de l'UE tout en introduisant des mesures accompagnatrices par le biais, notamment, d'un renforcement des instruments dont dispose l'Union pour se défendre contre une concurrence déloyale et l'utilisation de tous les dispositifs prévus par l'OMC dans un tel contexte. Cette façon de procéder permettrait à l'UE de respecter le cadre réglementaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais l'Union ne se priverait pas des moyens pour maintenir des conditions de concurrence équitables au niveau mondial.

ad 3. Étant donné que l'OMC ne définit pas de critères concernant une «économie de marché», la sous-question est sans fondement.

ad 4. Le Gouvernement déterminera sa position en fonction d'une proposition à cet égard que la Commission présentera au cours des prochains mois. Cette proposition tiendra dûment compte des résultats de la consultation publique lancée par la Commission en date du 10 février dernier ainsi que d'une évaluation d'impact complète et approfondie que les services de la Commission prépareront à cette fin.

**Question 1787** (08.02.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **misés sous tutelle ou curatelle et demandes de protection:**

Le scandale révélé récemment au sujet du juge des tutelles (incapables majeurs) qui a été suspendu de ses fonctions, les révélations de dysfonctionnements par la presse, l'affaire Bettencourt et maintenant la demande de mise sous tutelle dans l'affaire Vincent Lambert m'amènent à poser à Monsieur le Ministre de la Justice la question parlementaire suivante.

Le groupe de travail «Droit et protection de la personne», auquel a d'ailleurs participé l'ancien juge des tutelles (cf. annexe 6 du rapport final de mai 2013 du Comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan d'action national «maladies démentielles»), avait exposé que:

«Les dispositions actuelles du Code civil (tutelle, curatelle et sauvegarde de justice):

- ne garantissent pas toujours une participation du concerné à la prise de décision;

- n'établissent pas une participation de droit de la personne au choix de son représentant préféré;

- se caractérisent par certains automatismes et rigidités (p. ex. une personne sous tutelle ne peut faire de donation qu'en ligne directe, perte automatique du droit de vote);

- définissent davantage la personne par ses incapacités que par ses capacités résiduelles;

- ne contiennent pas de règles concernant les mesures de protection et/ou la mise en œuvre de moyens de contention ou de privation de liberté.»

En outre, le groupe de travail a retenu que:

«Si l'autodétermination constitue un droit de la personne, l'article 10 (de la «Charte européenne des droits et des responsabilités des personnes âgées nécessitant des soins et une assistance de longue durée» de 2010) stipule que ce droit intègre également un devoir/une obligation dans le chef du concerné. L'article requiert des personnes d'être prévoyantes par rapport à l'âge et de prendre des/leurs dispositions - anticipées - par rapport aux éventualités et aléas de la vie.»

et finalement:

«Le groupe de travail souhaite donc demander à Madame la Ministre de la Famille de bien vouloir transmettre la présente prise de position à Monsieur le Ministre de la Justice afin qu'il puisse en être tenu compte lors d'une éventuelle révision des dispositions du Code civil concernant la protection des personnes majeures.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de l'annexe 6 du rapport final de mai 2013 du Comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan d'action national «maladies démentielles» précitée? Dans l'affirmative, quelles suites ont été réservées aux remarques qui ont été faites au sujet des dispositions actuelles du Code civil en matière de tutelle, curatelle et sauvegarde de justice?

2. Combien de personnes majeures au Grand-Duché sont actuellement sous protection juridique?

3. Comment sont rémunérés les services des mandataires exerçant la tutelle ou la curatelle? Comment le montant est-il calculé? Comment est-il prélevé? Y a-t-il un contrôle?

4. Combien de demandes de protection sont formulées par an? Combien de celles-ci aboutissent à une mesure de protection? Quelles en sont les principales causes? Par qui sont formulées en général ces demandes de mise sous tutelle?

5. Y a-t-il au Luxembourg des plaintes en cours pour abus de faiblesse et pour mise sous tutelle abusive? Dans l'affirmative, y a-t-il eu des condamnations?

6. Est-il, en vertu du droit fondamental à l'autodétermination, envisagé d'introduire en droit luxembourgeois la possibilité de conclure un acte sous seing privé désignant une personne de confiance comme son représentant/mandataire dans les actes de la vie civile pour des situations d'incapacité futures à l'instar de ce qui existe en France («mandat de protection future») et en Allemagne («Vorsorgevollmacht»)?

**Réponse** (03.03.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice:*

ad 1. Le rapport final du Comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan national «maladies démentielles» a été élaboré par le Ministère de la Famille et de l'Intégration en concertation avec le Ministère de la Santé et approuvé en Conseil de Gouvernement du 13 mars 2013.

Le Ministère de la Justice mène des réflexions sur une réforme à envisager en matière de protection des majeurs depuis 2009 déjà, ensemble avec les professionnels concernés et des associations qui œuvrent également dans cette matière de la protection des majeurs incapables, nécessitant des mesures de protection individuelles en fonction de leurs besoins.

ad 2. Selon les informations fournies par le greffe du juge des tutelles ce nombre s'élève à 718 pour ce qui concerne les dossiers gérés actuellement par le juge des tutelles près le tribunal d'arrondissement de Diekirch (situation au 10.02.2016). Je me réfère au tableau reproduit ci-après:



Personnes majeures sous protection juridique (situation au 10.02.2016)	Tutelle sous forme de l'administration légale sous contrôle judiciaire	Tutelle sous forme de gérance	Curatelle	Sauvegarde de justice (dossiers tutelle/curatelle en cours)
	226	178	274	40

Selon les informations fournies par le greffe du juge des tutelles, ce nombre s'élève à 3.284 de dossiers pour l'arrondissement judiciaire de Luxembourg.

Ce nombre comprend cependant également:

- des dossiers dans lesquels il s'est avéré, après l'instruction, qu'aucune mesure de protection n'était nécessaire;

- des dossiers concernant des personnes entre-temps décédées. Il arrive, en effet, que les tuteurs/curateurs ne signalent pas le décès d'une personne;

- ainsi que les dossiers dans lesquels une mainlevée de la mesure de protection a été prononcée.

ad 3. Selon les informations fournies par les autorités judiciaires, des indemnités ordinaires peuvent être allouées par voie d'ordonnance aux administrateurs légaux/gérants/curateurs/mandataires spéciaux qui en font la demande. Ces indemnités sont déterminées en fonction des dispositions légales applicables en la matière et notamment des articles 454, 495 et 509-2 du Code civil et de l'article 3 du règlement grand-ducal du 23 décembre 1982 fixant les conditions de désignation d'un gérant de la tutelle. Il s'agit en principe soit d'une somme fixe brute accordée mensuellement, soit d'un tantième des revenus de la personne concernée, soit d'un honoraire déterminé en fonction des devoirs accomplis. En ce qui concerne les actes accomplis en application de l'alinéa 1 de l'article 500 du Code civil, à savoir les actes de la gestion courante d'une personne, le tantième ne peut être supérieur à 2% du revenu.

En pratique, la rémunération consiste dans un honoraire déterminé en fonction des devoirs accomplis par le gérant de la tutelle ou curateur au courant d'un mois. Il varie en moyenne entre 130 à 160 €, en fonction des actes rendus nécessaires par la mission confiée, à savoir gestion purement financière ou engagement personnel du gérant de la tutelle ou curateur pour des actes supplémentaires. En fonction de l'importance de l'engagement personnel du gérant de la tutelle ou du curateur, l'indemnité peut dépasser le montant précité.

Le gérant de la tutelle ou le curateur peut se voir attribuer une rémunération pour des actes extraordinaires tels que vente, location ou acquisition d'un immeuble, représentation ou assistance dans une procédure judiciaire, pourparlers avec des créanciers pour assainir la situation financière de la personne concernée ou d'autres actes rendus nécessaires par la situation de la personne concernée.

Le juge des tutelles fixe le montant de l'indemnité et autorise le gérant de la tutelle ou le curateur à le prélever sur le compte bancaire de la personne concernée. Ce montant figure parmi les dépenses qui sont recensées sur le compte de gestion annuel à remettre au juge des tutelles.

Lorsque la personne concernée perçoit un revenu inférieur au double du salaire social minimum, la rémunération du gérant de la tutelle ou du curateur est mise à charge de l'État. Il arrive cependant qu'une personne doit payer elle-même cette indemnité si elle possède des avoirs bancaires supérieurs à 19.000 €. Ce montant correspond à celui pris en compte par le Fonds national de solidarité pour l'octroi de l'accueil gérontologique. Lorsque l'indemnité est mise à charge de l'État, la facture doit à chaque fois être visée par le juge des tutelles avant d'être adressée au Ministère de la Justice pour paiement.

En cas de circonstances nouvelles justifiant une augmentation ou une diminution de la rémunération, l'indemnité peut être revue par le juge des tutelles. Il en est de même en cas de détérioration de la situation financière d'une personne ou au contraire si elle revient à meilleure fortune en raison d'un héritage ou d'une vente immobilière. Lors de cette révision, le juge des tutelles peut décider de mettre l'indemnité à charge de l'État ou de la mettre à charge de la personne concernée.

Ce contrôle s'exerce au plus tard lors du contrôle annuel du compte de gestion. Dans les dossiers suivis par le juge des tutelles et dans lesquels il est sollicité pour autoriser des actes particuliers, ce contrôle s'exerce immédiatement lors de la passation de cet acte.

ad 4. Arrondissement judiciaire de Diekirch:

Pour les deux premières questions il est renvoyé au tableau reproduit ci-après avec la remarque que les jugements rendus lors d'une année x ne correspondent pas nécessairement aux procédures entamées lors de cette même année x:

Nouvelles affaires Diekirch	2013	2014	2015	2016
d'office	86	76	59	12
sur requête	41	50	46	9
dont affaires où il y avait saisine d'office et sur requête	/	3	2	/
Jugements	2013	2014	2015	2016
curatelle	40	17	27	6
tutelle	70	71	56	12

Arrondissement judiciaire de Luxembourg:

Les statistiques relatives à l'année 2015 (01.01.-31.12.) renseignent 432 affaires nouvelles. Auparavant, les statistiques portaient sur une année judiciaire (15.09.-15.09.). Le nombre d'affaires nouvelles depuis 2010 était:

- 381 pour 2010-2011;
- 409 pour 2011-2012;
- 396 pour 2012-2013;
- 364 pour 2013-2014;
- 119 du 16.09.2014 au 31.12.2014.

Il n'est pas possible de déterminer combien de ces demandes ont abouti à une mesure de protection. Le greffe du juge des tutelles ne dispose pas de programme informatique permettant de tenir une telle statistique.

Seul le nombre des jugements rendus par le juge des tutelles au courant d'une année judiciaire, et depuis 2015 par an, est repris dans les statistiques:

- 279 pour l'année 2015;
- 275 pour 2010-2011;
- 264 pour 2011-2012;
- 292 pour 2012-2013;
- 383 pour 2013-2014;
- 121 du 16.09.2014 au 31.12.2014.

Ces jugements concernent cependant également des demandes relatives à des mainlevées de mesures de protection. S'y ajoute que les jugements rendus au courant d'une période de référence concernent des demandes déposées dans une période de référence antérieure qui ont nécessité la réalisation d'une enquête sociale, de sorte qu'on ne peut pas se baser sur le nombre de jugements rendus pendant une période donnée pour dire combien de demandes déposées pendant cette même période ont abouti à une mesure de protection.

Les principales causes des demandes de mesure de protection sont l'altération des facultés mentales ou corporelles de nature à empêcher l'expression de la volonté d'une personne par un affaiblissement dû à l'âge, une maladie ou une infirmité. La prodigalité, l'intempérance ou l'oisiveté du majeur qui s'expose à tomber dans le besoin sont aussi des causes pour l'ouverture d'une mesure de protection, notamment de type curatelle. Les demandes concernent des personnes âgées mais également des personnes moins âgées qui, en raison d'une maladie, d'un accident ou d'une situation personnelle difficile nécessitent soit une mesure de tutelle, soit une mesure de curatelle.

De nombreuses demandes de mise sous tutelle/curatelle émanent d'un membre de la famille, notamment du conjoint de la personne, souvent des enfants ou de la fratrie d'une personne, mais également du service social de l'hôpital et des maisons de soins/retraite, et ce même en présence de membres de la famille, sinon de l'office social du lieu de résidence d'une personne.

La demande peut aussi émaner de toute personne ayant connaissance qu'une personne a besoin d'aide dans la gestion de ses biens, néglige le paiement de ses factures ou risque d'être abusée par une tierce personne ou un membre de la famille.

ad 5. Quant à la 5<sup>e</sup> question, il est renvoyé au tableau ci-après:

Nombre d'affaires ouvertes avec abus de faiblesse retenu (art. 493 CP) par année de prise en charge et juridiction:

Juridiction	2013	2014	2015	Total
Luxembourg	19	33	49	101
Diekirch	2	3	6	11
Total	21	36	55	112

ad 6. Parmi les nombreuses réflexions et analyses juridiques faites ces dernières années en matière de réforme envisageable de la protection des majeurs, une des pistes de réflexion est celle du mandat de protection future, tel que ce système existe dans certains pays.

Il va sans dire que si une telle possibilité était reprise dans une réforme future, le système du mandat de protection future devrait toujours être tributaire du principe de l'intérêt supérieur de la personne à protéger, principe soumis au contrôle juridictionnel.

**Question 1788 (08.02.2016) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les résidents luxembourgeois partis en Syrie pour combattre avec l'État islamique (EI):**

La presse de ce jour évoque l'apparition d'une vidéo du groupe terroriste «État islamique (EI)» sur laquelle apparaîtrait un jeune résident luxembourgeois qui serait parti en Syrie en 2014 pour combattre avec les djihadistes de l'EI.

Suivant les autorités portugaises, il s'agirait d'un des six résidents luxembourgeois qui auraient rejoint l'EI après avoir fréquenté l'«Association multiculturelle de l'Ouest», responsable d'un lieu de culte musulman situé à Esch-sur-Alzette.

Entre-temps le Parquet de Luxembourg a réagi et suit l'affaire de près tout en mentionnant qu'«à ce stade de l'enquête, les précautions d'usage ne donnent pas aux autorités la possibilité d'approfondir le sujet (...).»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils communiquer dès que possible les résultats des vérifications faites actuellement par les autorités judiciaires?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'information des autorités portugaises qu'il s'agit en l'occurrence effectivement d'un des six résidents luxembourgeois partis pour la Syrie en 2014?

- Est-ce que les Ministres disposent entre-temps d'informations sur d'autres résidents luxem-

bourgeois partis en Syrie pour combattre avec l'EI?

- Au vu des informations précitées, les Ministres envisagent-ils de prendre des mesures par rapport à l'association précitée?

**Réponse commune (01.03.2016) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:**

Les quatre questions de Monsieur le Député concernent des faits qui ont fait l'objet d'un communiqué de presse du 5 février 2016 de la part des autorités judiciaires compétentes qui se lit comme suit:

«Les autorités judiciaires ont connaissance de l'existence d'une vidéo de l'État islamique montrant l'exécution de plusieurs otages.

Les vérifications utiles et nécessaires sont actuellement en cours.

À ce stade de l'enquête, les précautions d'usage ne donnent pas aux autorités la possibilité d'approfondir le sujet, tout en mentionnant que le sujet est suivi de très près.»

En application du principe de la séparation des pouvoirs, le Gouvernement ne dispose pas d'autres informations.

Il n'appartient pas non plus au Gouvernement de commenter des procédures pénales en cours.

**Question 1810 (12.02.2016) de M. André Bauler (DP) concernant le Fonds national de la recherche:**

Le Fonds national de la recherche (FNR) est une institution chargée de donner une impulsion supplémentaire aux activités de recherche dans le secteur public avec la double mission, à pied d'égalité, de recevoir, gérer et employer des allocations et dons provenant de sources publiques ou privées en vue de la promotion sur le plan national de la recherche et du développement technologique dans le secteur public et d'entretenir un processus de réflexion continu en vue de l'orientation de la politique nationale de R&D en fonction des données économiques.

Le FNR soutient la recherche dans le secteur public par un portefeuille diversifié d'instruments, tels:

- des programmes de recherche thématiques ou structurels;
- des mesures d'accompagnement;
- des aides à la formation-recherche ou
- des instruments pour la promotion de la culture scientifique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il présenter l'évolution des budgets octroyés au FNR depuis 2005?

- Quels ont été les domaines phares qui ont été soutenus par le FNR et quels sont les projets porteurs d'avenir qui ont été tout particulièrement appuyés?

- Dans quelle mesure le FNR poursuit-il, dans sa politique de subventionnement, une approche différenciée en distinguant dans ses choix stratégiques et budgétaires entre sciences humaines et sciences naturelles?

- Les commissions du FNR chargées à décider des projets bénéficiant d'un subventionnement sont-elles composées de façon à tenir compte de cette distinction et à assurer l'intervention de spécialistes dans les domaines respectifs?

**Réponse (03.03.2016) de M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:**

La réponse à cette question parlementaire se base en partie sur l'exposé des motifs du projet de loi 6420 modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public, notamment en ce qui concerne l'évolution des budgets ainsi que les domaines thématiques.

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution des dotations de l'État au profit du Fonds national de la recherche:

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dotation de l'État (mio €)	1,24	5,00	7,50	7,84	11,20	13,10	14,50	18,00



## 1<sup>er</sup> contrat de performance (2008-2010)

	2008	2009	2010	Total CdP 2008-2010
Dotation de l'État (mio €)	22,36	28,20	40,30	90,86

## 2<sup>e</sup> contrat de performance (2011-2013)

	2011	2012	2013	Total CdP 2011-2013
Dotation de l'État (mio €)	35,24	45,00	52,00	132,24

## 3<sup>e</sup> contrat de performance (2014-2017)

	2014	2015	2016	2017	Total CdP 2014-2017
Dotation de l'État (mio €)	52,00	60,00	63,30	64,85	240,15

Conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création, la dotation de l'année 2017 sera attribuée sous réserve des moyens budgétaires disponibles.

Dans le cadre de ses missions, le FNR est appelé à élaborer, sur base des priorités thématiques retenues, des programmes pluriannuels d'activités et contribuer par ce biais à l'établissement d'un programme pluriannuel de la R&D au plan national. Dans ce contexte le FNR a décidé en mai 2005 de procéder à une étude de prospection des compétences, des potentialités et des opportunités de la R&D au niveau national en vue d'élaborer des programmes pluriannuels de recherche.

Cet exercice appelé FNR Foresight a finalement abouti à la définition des priorités thématiques de la recherche publique du Gouvernement en 2007. Les domaines de recherche prioritaires retenus par décision du Conseil de Gouvernement sont:

- Innovation in Services (IS) / Innovation dans les services

- Sustainable Resource management in Luxembourg (SR) / Gestion durable des ressources au Luxembourg

- New functional and intelligent Materials and Surfaces and new sensing applications (MS) / Matériaux et surfaces fonctionnelles et intelligentes

- Biomedical and Health sciences (BM) / Sciences biomédicales et sciences de la santé

- Societal Challenges (SC) / Défis sociétaux

Sans pouvoir être exhaustif, je me permets de citer en guise d'exemple un projet porteur d'avenir, le «National Center for Excellence in Research on Parkinson's Disease (NCER-PD)». L'objectif du programme de huit ans, dans lequel tous les acteurs nationaux de la recherche biomédicale sont activement impliqués, est d'explorer des nouvelles méthodes de détection précoce de la maladie et de permettre une meilleure classification des patients en sous-groupes. Un élément clé du programme est une grande étude clinique nationale de Parkinson en cours de réalisation depuis 2015. Grâce à la création d'un programme de recherche conjoint dans une zone stratégiquement importante pour le Luxembourg, des compétences existantes sont combinées pour aborder de manière efficace un problème socioéconomique significatif.

Les sciences sociales et humaines sont traitées à pied d'égalité avec les sciences naturelles par le FNR, en investissant dans des projets de recherche issus de diverses branches scientifiques (aussi bien sciences humaines que sciences naturelles), tout en privilégiant les domaines de recherche identifiés comme étant prioritaires pour le pays et répondant aux défis économiques et sociétaux. Ainsi, dans le cadre de l'appel CORE 2015, quatre projets de recherche dans le domaine «défis sociétaux<sup>1</sup>» d'un budget de 2,084 mio € ont pu être retenus pour financement contre quatre projets de recherche dans le domaine «gestion durable des ressources» pour un budget de 2,091 mio €.

Afin d'élargir son offre, le FNR a rouvert son programme OPEN, dans le cadre duquel des projets qui ne s'insèrent pas dans les priorités nationales peuvent toutefois trouver un financement. Ainsi faut-il considérer l'approche des divers programmes du FNR comme étant pluridisciplinaire, un domaine prioritaire pouvant regrouper tant des aspects liés aux sciences naturelles qu'aux sciences humaines.

En ce qui concerne les évaluations ex ante des propositions de projets, le FNR soumet systématiquement ceux-ci à une évaluation externe par des experts scientifiques indépendants et applique les plus hauts standards internationaux dans ses processus d'évaluation et de sélection, impliquant bien entendu exclusivement des spécialistes du domaine.

La qualité du processus d'évaluation du FNR vient par ailleurs d'être confirmée par une évaluation externe et indépendante exécutée par le «Evaluation Centre of the Western Michigan University» qui souligne expressément la transparence, l'équité et l'impartialité du processus de sélection du FNR.

### Question 2156 (17.06.2016) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant le système de préplainte en ligne:

En place à travers toute la France depuis 2013, ce dispositif permet le signalement immédiat de faits en ligne. La préplainte en ligne est d'ailleurs pour des raisons d'efficacité et des impératifs de l'enquête réservée aux atteintes contre les biens dont la victime ne connaît pas le ou les auteurs de faits (p. ex. vols, dégradations, etc.). Ne sont visées ni les situations d'urgence, ni les plaintes contre des personnes connues ou dénommées.

Sachant que d'après les statistiques de la Police grand-ducale, la catégorie des «infractions contre les biens» constitue la principale source de méfaits commis au Grand-Duché de Luxembourg, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas la mise en place de ce dispositif comme bénéfique aussi bien pour les plaignants que pour les agents de police?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres envisagent-ils d'introduire ce dispositif au Luxembourg? Endéans quel délai?

### Réponse commune (12.07.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

Dans le cadre de la réforme de la Police grand-ducale, la mise en œuvre d'un «commissariat virtuel» amélioré est envisagée. Il s'agit d'un système de préplainte électronique, similaire au système évoqué par les honorables Députés.

Il est envisagé de prolonger et d'intégrer l'expérience positive du commissariat virtuel actuellement disponible sur le portail Web de la police et offrant un certain nombre de services. Le projet en question sera réalisé avec le support de «MyGuichet» et sa finalité sera de permettre aux citoyens de transmettre des déclarations et des demandes de certificats de manière électronique à la police et de déposer, dans certains cas, une plainte électronique. Concernant ce dernier point, une décision définitive sur le genre de plaintes éligibles susceptibles d'être enregistrées en ligne sera prise après concertation avec les autorités judiciaires.

Cette approche vise à faciliter l'introduction de certaines démarches auprès de la police pour les citoyens et de décharger la charge de travail des policiers.

D'ici la fin de l'année en cours, le projet prévoit la mise en ligne de plusieurs certificats/formulaires concernant des déclarations de perte ou de dégâts. Le cas échéant, il est prévu d'y ajouter en 2017 le dépôt de plainte proprement dit.

### Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017

#### Question 2607 (01.12.2016) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant les risques pour le marché immobilier:

Dans son rapport publié en date du 28 novembre 2016, le Conseil européen du risque systémique (CERS) identifie un certain nombre de vulnérabilités et risques auxquels est exposé le marché de l'immobilier résidentiel au Luxembourg, en partie à cause des effets imprévus des taux d'intérêt historiquement bas.

Pour l'organisme chargé de la surveillance du système financier dans l'Union européenne, huit pays (Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et le Luxembourg) sont confrontés à un risque à moyen

terme, soit d'une surévaluation des biens, soit d'un endettement excessif des ménages.

Un grand nombre de ménages ayant contracté des crédits à taux variable, le CERS met en garde contre les effets d'une augmentation, même faible, des taux d'intérêts, pouvant selon le rapport mener à des fluctuations de la consommation privée et réduire la stabilité macroéconomique.

Dans son rapport, la CERS relève par ailleurs l'absence d'instruments macroprudentiels, fondés sur l'exposition des emprunteurs, auxquels les autorités pourraient recourir pour mitiger les éventuels vulnérabilités et risques identifiés par le CERS.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelles sont les recommandations émises par le CERS pour prévenir, voire réagir, aux risques et vulnérabilités auxquels est exposé le marché immobilier au Luxembourg? Quelles réponses le Gouvernement a-t-il données à ces recommandations?

- Quelle est l'analyse que font la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et la Banque centrale du Luxembourg (BCL) de la situation sur le marché immobilier au Luxembourg et les risques liés à l'exposition des banques de la place financière?

- En quoi consistent les instruments macroprudentiels évoqués par le Conseil européen du risque systémique? Pourquoi de tels instruments ne sont-ils pas en place?

#### Réponse (03.01.2017) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Le Comité européen du risque systémique (CERS) a émis une alerte conformément à l'article 16 du règlement (UE) n°1092/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relatif à la surveillance macroprudentielle du système financier dans l'Union européenne et instituant un Comité européen du risque systémique. Cette alerte n'est pas assortie de recommandations adressées au Luxembourg et instituant un Comité européen du risque systémique. Dans son alerte le CERS fait état de vulnérabilités à moyen terme auxquelles est exposé le marché de l'immobilier résidentiel au Luxembourg. Pour le CERS ces vulnérabilités résident essentiellement dans la combinaison des prix élevés des biens immobiliers résidentiels et d'un taux d'endettement croissant des ménages.

Le Comité du risque systémique (CdRS), qui est l'autorité macroprudentielle luxembourgeoise, suit de près les évolutions du marché immobilier résidentiel du Luxembourg et a déjà veillé à ce que des mesures soient prises afin de renforcer la résilience des banques exposées au secteur de l'immobilier résidentiel via l'introduction d'exigences de fonds propres supplémentaires. Le CdRS analysera dans les prochains mois si d'autres mesures s'avèrent nécessaires. Le projet de loi 7025, qui porte sur les contrats de crédit relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel, fait écho à l'alerte du CERS dans la mesure où il introduit une exigence pour les banques de procéder à une évaluation rigoureuse de la solvabilité de leurs clients avant de leur accorder un crédit. Ce n'est qu'au cas où le résultat de cette analyse est positif que la banque peut accorder le crédit. Le projet de loi a été voté par la Chambre des Députés en fin d'année 2016 et contribuera ainsi à la lutte contre le surendettement des ménages.

Quant à la deuxième question, il n'appartient pas au Gouvernement de commenter ou détailler les analyses de la Banque centrale du Luxembourg et de la Commission de surveillance du secteur financier qui sont des établissements publics indépendants.

Dans son rapport accompagnant les alertes adressées à huit États membres, le CERS dresse l'inventaire des instruments dont l'utilisation peut, selon le cas, s'avérer opportune pour atténuer les risques liés au secteur immobilier résidentiel. Outre les instruments visant à agir sur les fonds propres des banques, y sont recensés également des instruments tels que la fixation d'une limite supérieure au rapport prêt/valeur du bien immobilier, de standards minimaux en termes d'amortissement d'un emprunt ou de limites supérieures à la durée initiale d'un emprunt. Le CdRS analysera lesquels de ces instruments pourraient être explicités dans la législation nationale.

#### Question 2608 (01.12.2016) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les consignes pour des courses poursuites de la Police grand-ducale:

Le 15 novembre dernier, suite à un cambriolage à Bascharage, une patrouille de la Police

grand-ducale a poursuivi un véhicule suspect. Pris en chasse par la patrouille à laquelle s'est jointe une deuxième en renfort, quatre individus à bord du véhicule précité ont tenté de se dérober au contrôle en empruntant l'autoroute A13 à grande vitesse. La poursuite s'est terminée lorsque le véhicule suspect est entré en collision avec une voiture à l'arrière d'un bouchon sur l'A13 à hauteur du tunnel d'Ehlerange. Grâce à leur engagement professionnel et au péril de leur propre vie (quatre policiers ont été blessés dans le carambolage), les agents de police ont finalement réussi à arrêter trois suspects. Malheureusement, deux personnes non impliquées, à savoir le conducteur et un passager de la voiture heurtée en queue de file, ont également été blessées.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Quelles consignes sont actuellement en vigueur lorsque la Police grand-ducale entame de telles poursuites?

2) Dans quelle mesure la protection de la vie des agents de police et de tierces personnes est-elle prise en considération dans ces consignes?

3) Comment sont pris en charge les soins apportés aux personnes innocentes qui sont blessées au cours de telles interventions ainsi que les dégâts matériels?

4) Dans un cadre plus général, quelle est l'importance attribuée à la protection de la vie dans les lois ou règlements régissant les mesures de police administrative ou judiciaire?

#### Réponse (22.12.2016) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

ad 1) + 2) La Police grand-ducale accorde généralement une importance majeure aux conditions de sécurité liées à la conduite d'un véhicule de service, surtout dans le cadre de la conduite en service urgent. À cet effet, la documentation interne intitulée «Eigensicherung im täglichen Polizeidienst» enjoint clairement au policier, avant d'entamer une course poursuite, d'évaluer de façon systématique si cette action justifie la mise en péril de sa propre intégrité physique ou de celle d'un collègue, voire d'une tierce personne.

Cette consigne établit donc sans équivoque la priorité accordée à la préservation de l'intégrité physique de toutes les personnes, peu importe qu'il s'agisse de policiers, de victimes, de témoins, de suspects ou de personnes non concernées par l'intervention.

ad 3) Il y a lieu de distinguer deux cas de figure:

Si les faits sont établis de sorte que des fonctionnaires de police soient à l'origine du dommage corporel ou matériel causé, les personnes lésées ont la possibilité de se faire indemniser par l'État par le biais d'une procédure expliquée en détail dans la réponse à la question parlementaire n°2388 de l'honorable Député Fernand Kartheiser.

Si les faits sont établis de sorte que les fonctionnaires de police ne soient pas à l'origine du dommage corporel ou matériel causé, la responsabilité civile ou pénale incombera à celui qui en sera tenu responsable par les tribunaux.

ad 4) Dans le cadre des missions de police administrative, l'importance accordée à la protection de la vie au sein de la Police grand-ducale est ancrée à l'article 33 de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la police disposant que «(...) la Police veille (...) à la prévention des infractions et à la protection des personnes et des biens».

Dans le cadre des missions de police judiciaire, la protection de la vie s'opère de manière indirecte par l'exercice des pouvoirs conférés aux officiers de police judiciaire par le code d'instruction criminelle, notamment en cas de crimes et délits flagrants et dans le cadre de la recherche d'auteurs présumés d'infraction.

Par ailleurs, l'article 2 de la Charte des valeurs de la police, dispose que «la Police grand-ducale concourt (...) à la protection des personnes et des biens».

Finalement l'article 105 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques soumet la conduite d'un véhicule de police en service urgent à la condition que le service l'exige et à condition que les agents de police tiennent compte en toute circonstance des exigences de la sécurité de la circulation.

<sup>1</sup> La priorité «défis sociétaux» constitue la principale priorité pour les sciences sociales et humaines, bien que de plus en plus de projets dans les autres priorités présentent des aspects transdisciplinaires ayant recours tant aux sciences naturelles qu'aux sciences sociales et humaines.

**Question 2611** (01.12.2016) de **MM. Alexander Krieps, Edy Mertens et Gusty Graas (DP)** concernant la **prévention du sida**:

Étant donné que le taux d'infection du sida reste à un niveau élevé et que le Ministère de la Santé continue à mener la lutte contre cette épidémie, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Les tests de dépistage du sida qui s'administrent par le patient-même («autotest VIH») sont actuellement fiables. Or, les frais de ce test ne sont pas pris en charge par la Caisse nationale de santé. Les Ministres n'estiment-ils pas que le remboursement de ce test serait une piste effective dans la lutte contre le sida?

2. La prophylaxie préexposition par voie orale est un moyen par lequel une personne séronégative, qui court le risque de contracter le VIH à travers le contact avec son partenaire sexuel séropositif, peut réduire son risque d'infection en prenant des médicaments antirétroviraux. Les Ministres jugent-ils que cette pratique est efficace et que les coûts y relatifs pourraient être pris en charge par la Caisse nationale de santé?

**Réponse commune** (06.01.2017) de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé**:

ad 1. L'ECDC estime que parmi les 810.000 personnes vivant avec le VIH dans la zone EU/EEA, 122.000 personnes ignorent leur statut sérologique. Comme l'infection à VIH et par les virus hépatites virales restent longtemps asymptomatiques, les personnes concernées peuvent vivre de nombreuses années en ignorant leur infection. Tester les personnes à risque est donc devenu crucial. Grâce à une détection précoce, les personnes concernées peuvent avoir accès au traitement approprié plus tôt, et adopter des comportements responsables, en évitant de transmettre l'infection à d'autres personnes.

L'OMS a validé plusieurs approches en matière de «testing»: des tests de dépistage offerts en routine dans les consultations intra- et extra-hospitalières et dans les laboratoires, des tests rapides offerts à des populations cibles à risque, sur le terrain et auprès d'ONG travaillant dans la prévention, et des tests à faire au domicile, y compris les autotests. Ces approches devraient avoir pour objectif d'atteindre des personnes cibles qui n'ont pas accès aux services de santé et qui ont des comportements à risque, ou bien qui se trouvent dans des zones à haute transmission du VIH.

Dans ses dernières recommandations en matière de dépistage, l'OMS recommande les autotests et le counseling posttest, ainsi que l'information assistée du ou des partenaires sexuels. Les plus récentes études ont en effet démontré que l'autodépistage bénéficie d'une grande adhérence auprès des publics cibles concernés et permet d'identifier un beaucoup plus grand nombre de personnes vivant avec le VIH, rendant ainsi leur prise en charge et leur traitement précoce possibles.

Au Luxembourg, les tests VIH par prise de sang sont offerts de manière gratuite et anonyme au CHL au CHEM, au CHdN et au LNS. Des tests rapides sont offerts de manière gratuite et anonyme dans les locaux de la HIV-Berodung (Croix-Rouge) et dans la camionnette DIMPS (Dispositif mobile d'intervention pour la santé sexuelle).

Un projet de règlement grand-ducal a été déposé, portant sur la promotion de l'utilisation des tests rapides, ainsi que sur la formation à l'information de la personne et aux entretiens à mener avec la personne. Ces formations comportent un volet théorique et pratique et ont été rajoutées à l'article 5 du règlement grand-ducal, en raison de l'utilisation et de l'administration de ces tests rapides par des non-professionnels de la santé.

Quant au remboursement des autotests vendus déjà en pharmacie en France, en Belgique et en Italie, et accessibles également par Internet, cette question mérite une discussion et un avis éclairé par les experts du Comité Sida, avant une prise de décision politique.

ad 2. L'OMS recommande la PREP (pre-exposition prophylaxie) comme un outil de prévention du VIH important et efficace, faisant partie doré-

navant de la politique de prévention globale à mener. Les projets et études menés à ce sujet ont été concluants, l'adhérence et l'efficacité de cette approche innovante ont été prouvées.

En 2015, l'OMS a recommandé que la PREP devrait être offerte à toutes les personnes à haut risque infectieux.

Concrètement, la PREP s'adresse principalement aux cas suivants:

- personnes rapportant des relations anales non protégées avec au moins deux partenaires sur une période de six mois;

- personnes ayant présenté plusieurs épisodes d'IST dans l'année;

- personnes ayant eu plusieurs fois recours à une PREP (postexposition prophylaxie, ou traitement d'urgence) dans l'année;

- personnes ayant l'habitude de consommer des substances psychoactives lors des rapports sexuels (alcool, drogues);

- personnes consommant des drogues par injection avec partage de seringues;

- personnes en situation de prostitution, exposées à des rapports sexuels non protégés;

- personnes en situation de vulnérabilité exposées à des rapports sexuels non protégés à haut risque de transmission du VIH (rapports sexuels multiples, avec des partenaires originaires de régions à haute prévalence VIH, ou usages de drogues par voie intraveineuse), ou présentant des facteurs physiques augmentant le risque de transmission (ulcérations génitales ou anales, autres infections transmissibles par voie sexuelle associées, saignements).

Le Service national des maladies infectieuses est en train de développer un projet pilote d'une consultation pour la PREP. L'adhérence au traitement selon les schémas de prise recommandés, l'efficacité à long terme de cette méthode de prévention ainsi que l'émergence d'éventuelles résistances au médicament devront notamment faire partie de la surveillance médicale de ces traitements. La prise en charge financière de ce traitement par la CNS dans le cadre de cette consultation est sous étude à la CNS.

Source: WHO: Progress Report 2016: Prevent HIV, Test and treat all

**Question 2613** (05.12.2016) de **M. Aly Kaes (CSV)** concernant les **conditions d'accès aux indemnités de chômage complet**:

Le Code du travail délimite strictement le cercle des bénéficiaires potentiels des indemnités de chômage complet. Sont visés tout d'abord les salariés sans emploi, habituellement occupés à temps plein. Pourront par ailleurs bénéficier des indemnités de chômage complet, (i) les salariés occupés à temps partiel, en tout cas au moins 16 heures auprès du même employeur, de même que (ii) les salariés au service de plusieurs employeurs, ayant perdu endéans un mois un ou plusieurs emplois de 16 heures au moins par semaine et dont le revenu de travail mensuel disponible est inférieur à 150% du salaire social minimum pour salariés non qualifiés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faudrait délimiter autrement le cercle des bénéficiaires, notamment en ce qui concerne les personnes accumulant plusieurs petits emplois?

- Dans l'affirmative, quelles sont les pistes de réflexions du Gouvernement en la matière?

**Réponse** (22.12.2016) de **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**:

Le principe général retenu dans le Code du travail rend un salarié licencié pour des raisons indépendantes de sa volonté éligible aux indemnités de chômage complet, pour autant que les autres conditions d'admission soient remplies, dès lors qu'il perd un emploi comprenant au moins 16 heures de travail par semaine.

Concernant les salariés au service de plusieurs employeurs, sur lesquels portent les questions de l'honorable Député, il est à souligner que le point 2 du paragraphe 2 de l'article L 621-1 du Code du travail prévoit précisément que cette possibilité de toucher les indemnités de chômage complet s'ouvre également pour le salarié, au service de plusieurs employeurs, qui a perdu un ou plusieurs emplois d'une durée cumulée de 16 heures au moins.

Comme cette limite des 16 heures ne s'applique dans ce cadre pas individuellement pour chaque employeur, mais pour l'ensemble des

heures de travail perdues, indépendamment du nombre d'employeurs concernés, il semble que la flexibilité prévue par la législation actuelle pour les salariés accumulant plusieurs petits emplois est suffisante.

Dès lors il n'est à l'heure actuelle pas envisagé de délimiter autrement le cercle des bénéficiaires.

**Question 2614** (05.12.2016) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant la **pratique du motocross au Luxembourg**:

Le 6 mars 2015, Monsieur le Ministre des Sports avait tenté de calmer une polémique née autour du circuit de motocross de Bockholtz/Goesdorf en indiquant que l'autorisation d'exploitation de ce site ne serait pas venue à expiration, mais aurait été transférée au Ministère des Sports.

Il avait, par ailleurs, tenu à préciser qu'étant donné que le site ne se trouverait pas dans le PAG de la commune concernée, aucune modification pouvant garantir et améliorer la sécurité sur la piste ne serait possible. Il avait encore fait savoir que des solutions pour une approche plus souple pouvant satisfaire toutes les parties impliquées seraient sondées au sein du Gouvernement. En tout cas, la recherche d'un site alternatif serait sans objet, alors que la pratique du motocross n'est pas interdite sur le site de Bockholtz.

Il me revient maintenant que la période d'ouverture du circuit - les mercredis de 13.00 à 19.00 et les samedis de 11.00 à 19.00 de mars à octobre (sauf fermetures ponctuelles pendant les périodes de chasse) - a été réduite. Depuis 2016, seules seraient encore autorisées des activités d'août à octobre du fait que le site serait situé dans une zone naturelle IBA.

Vu que la situation actuelle offre aux membres de la Fédération de motocross des conditions d'entraînement encore moins favorables qu'en 2015, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Le Gouvernement a-t-il demandé l'avis de la Fédération de motocross avant de procéder au classement du site de Bockholtz en zone IBA? Dans l'affirmative, quelle a été la réaction de celle-ci par rapport au classement envisagé? Dans la négative, le dossier en relation avec le classement a-t-il entre-temps été mis à disposition de la Fédération de motocross?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il serait indiqué d'aider enfin la Fédération de motocross à trouver un site alternatif?

**Réponse commune** (13.01.2017) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. Romain Schneider, Ministre des Sports**:

Allant au-delà des exigences de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature, le Département de l'environnement avait organisé une réunion d'information publique dans le cadre de la procédure de classement de la zone de protection des oiseaux «LU0002013 Région du Kiischpelt». Monsieur le Secrétaire d'État y présentait le périmètre et les objectifs de protection de la nouvelle zone. Nous ignorons cependant si un représentant de la Motor Union Luxembourg (MUL) figurait parmi la soixantaine de personnes intéressées qui étaient venues à la réunion d'information.

Rappelons que la désignation de ce type de zone protégée se fait sur base de paramètres scientifiques définis par la directive européenne 2009/147/CE.

En ce qui concerne la piste de motocross près de Bockholtz, le Ministre de l'Environnement avait averti dès 2015 la MUL de l'existence de restrictions d'utilisation du site à Bockholtz/Goesdorf en raison de la présence d'espèces sensibles et intégralement protégées. La loi prévoit que tout projet susceptible d'occasionner des incidences notables sur l'environnement doit faire l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement naturel avant que le projet ne puisse être autorisé. Dans le cadre de son autorisation du 1<sup>er</sup> juin 2015 pour l'organisation de l'entraînement annuel du 1<sup>er</sup> mars au 15 octobre 2015, la Ministre de l'Environnement informa la MUL comme suit: «Vu la présence d'une zone IBA-Important birds area, aucun entraînement ni aucune manifestation ne pourront avoir lieu à partir de 2016 durant la période de reproduction des espèces protégées. Dès lors, et afin d'éviter toute perturbation de la faune, seules seront dorénavant envisageables des événements se déroulant en dehors de la période du 1<sup>er</sup> avril au 15 juin, sauf si vous puissiez amener la preuve que les activités ne sont pas susceptibles d'affecter ladite zone IBA. Pour ce faire, vos activités devront faire l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Cette évaluation sera à faire éla-

borer par un bureau d'études dûment agréé en la matière.»

Par deux courriers du 4 septembre 2015, puis du 15 mars 2016 la Ministre avait réitéré ces informations tout en les expliquant plus en détail:

«Je me permets de vous rappeler que les terrains sous rubrique se situent à l'intérieur de la zone de protection des oiseaux „Région du Kiischpelt (LU0002013)”, désignée par le règlement grand-ducal du 4 janvier 2016 modifiant le règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 portant désignation des zones de protection spéciale, et touchent un corridor de migration du chat sauvage, espèce intégralement protégée par la loi.

L'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit que „tout projet ou plan, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, susceptible d'affecter une zone protégée prévue par la présente loi, fait l'objet d'une évaluation de ses incidences sur l'environnement. Il en est de même des aménagements ou ouvrages à réaliser dans la zone verte”.

Le règlement grand-ducal du 4 janvier 2016 précité prévoit comme objectifs de conservation de la zone „Région du Kiischpelt (LU0002013)” le maintien de la conservation favorable d'un grand nombre d'espèces de l'avifaune ce qui implique la préservation de la quiétude en période de reproduction dans les alentours directs ou abords des zones de nidification de ces espèces protégées.

Tandis que l'on peut raisonnablement exclure un effet significatif de vos activités sur la faune sauvage en dehors de la période de nidification, à savoir entre le 1<sup>er</sup> août et le 1<sup>er</sup> mars, un tel effet ne peut être exclu pour la période allant du 1<sup>er</sup> mars au 1<sup>er</sup> août.

Dès lors, sans évaluation excluant des effets significatifs sur l'environnement pendant la période de nidification, évaluation à faire réaliser selon les règles de l'art par un organisme agréé en vertu de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État pour l'accomplissement technique d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement, je ne saurais vous autoriser des entraînements pendant les périodes demandées sur les terrains concernés.

La liste des personnes agréées peut être consultée sous:

[http://www.environnement.public.lu/guichet\\_virtuel/etabl\\_classes/index.html](http://www.environnement.public.lu/guichet_virtuel/etabl_classes/index.html).

Par ailleurs, je tiens à vous informer que conformément à l'article 20 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, les animaux intégralement protégés ne peuvent être inquiétés, et ceci quel que soit le stade de leur développement.»

Il semble que la MUL n'a pas jugé opportun d'effectuer une telle évaluation des incidences sur l'environnement, alors qu'elle a déposé un recours contre la décision ministérielle du 1<sup>er</sup> juin 2015 devant le tribunal administratif.

Quant à la deuxième question posée, les services du Ministère des Sports ont déjà eu différents contacts avec la Fédération de motocross afin de trouver un site alternatif au Luxembourg, voire même en Wallonie. Même si ces recherches n'ont pas encore abouti, les services gouvernementaux continueront à trouver avec toutes les parties concernées une solution viable dans l'intérêt du sport motocycliste tout en respectant les contraintes environnementales afférentes.

**Question 2615** (05.12.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)** concernant le **parking du «Rehazenter»**:

Dans votre réponse du 16 novembre 2016, vous expliquez que le conseil d'administration du Rehazenter a décidé de louer «un nombre d'emplacements bien défini» vers l'extérieur, afin de tenir compte d'une «occupation horaire bien différente des emplacements de parking». Vous y expliquez également qu'un nombre de places de stationnement suffisant serait garanti aux patients du centre et qu'une attention particulière est apportée au fait qu'à tout moment un nombre d'emplacements resterait disponible aux patients et aux visiteurs du centre.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Dans votre réponse, vous faites état de 143 places de stationnement au niveau -1 du parking du Rehazenter. Combien de ces places de stationnement sont actuellement louées à des personnes de l'extérieur et sur le fondement de quels critères ces places sont-elles attribuées?



2) Combien de places de stationnement sont signalées comme «privé», respectivement «réservé» et ne sont dès lors pas à disposition des patients et visiteurs du centre?

3) Vous expliquez que le taux d'occupation horaire du parking varie fortement. Dans ce contexte, comment est-il assuré qu'un nombre d'emplacements de parking suffisant est garanti aux patients et aux visiteurs, notamment au vu du fait qu'au cours de l'année 2014, en plus des 650 patients hebdomadaires en ambulatoire, le Rehazenter a réalisé 5.065 consultations médicales et 5.636 explorations fonctionnelles d'après les chiffres de 2014?

4) Est-ce qu'il a déjà été constaté, par exemple, en recourant aux données relatives aux entrées et sorties du centre relevées par les caisses automatiques, que le nombre d'emplacements à disposition des patients et visiteurs se soit révélé insuffisant et, dans l'affirmative, quelles ont été les suites y réservées?

5) Quelle est la durée d'engagement prévue dans les contrats de location et comment le nombre d'emplacements disponibles peut-il être ajusté pour garantir qu'un nombre d'emplacements suffisant soit disponible «à tout moment» comme vous l'indiquez dans votre réponse du 16 novembre dernier?

6) Quel est le loyer mensuel perçu et sur base de quels critères celui-ci a-t-il été fixé?

7) Vous expliquez que les statuts de la CNS permettent des transports en série pour les traitements au Rehazenter et que d'autres patients se font conduire par des proches. Dans ce contexte, partagez-vous l'opinion que les patients devraient, dans la mesure du possible, être encouragés à venir de manière indépendante au Rehazenter pour assister à leur thérapie?

**Réponse** (22.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1) Au niveau -1 du parking du Rehazenter, 72 emplacements sont actuellement loués à des personnes de l'extérieur. L'attribution se fait sur la base d'inscription sur une liste d'attente.

ad 2) 72 emplacements au parking niveau -1 ne sont dès lors pas à disposition des patients et des visiteurs du centre. À noter que ce nombre peut être ajusté en fonction des besoins nécessaires des patients et visiteurs du centre, sachant que le parking niveau -1 dispose de 143 emplacements.

ad 3) Lors de la planification et de la construction du Rehazenter, il a été tenu compte d'une future extension du Centre, de sorte que le nombre de parkings patients et visiteurs à disposition dépasse le besoin quotidien actuel. Les séances de thérapies pour les patients ambulatoires sont planifiées en semaine dans les plages horaires de 7h00 à 18h00, ce qui entraîne des arrivées/départs ventilés sur la journée, de sorte que des emplacements se libèrent en continu. De plus, beaucoup de patients ambulatoires utilisent les transports en série accordés par la CNS, se font amener par des proches ou arrivent par le transport public. Une surveillance de l'occupation du parking permet de se rendre compte des besoins pour les patients et visiteurs et de diminuer si nécessaire le nombre d'emplacements réservés à des personnes de l'extérieur. Lors des heures de visite pour les patients stationnaires, fixées de 16h00 à 20h00 en semaine, le parking au niveau -1 du Rehazenter offre un large nombre d'emplacements de stationnement.

ad 4) Ce dernier temps on constate une hausse de l'occupation du parking niveau -1 lors de certains créneaux horaires, ce qui amène le Rehazenter à revoir le nombre de locations pour des personnes de l'extérieur. Il importe aux responsables du Rehazenter que le parking niveau -1 soit prioritairement à disposition des patients et des visiteurs.

ad 5) La durée d'engagement prévue dans les contrats de location est d'un an et se renouvelle tacitement d'année en année, sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties trois mois avant la date de prise d'effet du contrat. Toute résiliation de contrat peut se faire sans indication de motifs spécifiques. Une attention particulière aux besoins des patients et visiteurs permet de réagir de façon anticipative.

ad 6) Le loyer mensuel par emplacement de stationnement à des personnes de l'extérieur est de 115,75 € (ind. 775,17) et a été fixé sur base du coût horaire des rues avoisinantes et de la situation de stationnement au quartier Kirchberg Grünewald.

ad 7) Pour des raisons médicales, bon nombre de patients ne peuvent venir de manière indépendante au Rehazenter pour assister aux thérapies et utilisent les transports en série en taxi, les services Adapto, les transports publics ou se font amener par des proches. Selon le degré d'handicap les personnes à mobilité réduite ou en situation d'handicap peuvent demander une carte d'invalidité leur permettant d'utiliser

gratuitement les transports publics. Les transports en série en taxi au Luxembourg et à l'étranger sont pris en charge à condition qu'une ordonnance médicale préalable, établie par le médecin traitant sur un formulaire spécial et acceptée préalablement par le Contrôle médical, spécifie les raisons médicales pour lesquelles le déplacement par un moyen de transport public en commun n'est pas approprié. Le Rehazenter informe et accompagne les patients pour organiser ces types de transport.

**Question 2617** (07.12.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant la **psychiatrie extrahospitalière**:

Dans son rapport annuel de 2015, la Caisse nationale de santé (CNS) a relevé que «les négociations tarifaires en relation avec la psychiatrie extrahospitalière ont également échoué et feront l'objet d'une médiation au cours de l'année 2016».

Sachant que ces structures sont d'une énorme importance dans la chaîne thérapeutique et que de manière générale, il y a un manque de structures extrahospitalières dans le domaine de la psychiatrie au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les raisons de l'échec des négociations dans le domaine de la psychiatrie extrahospitalière?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il relancer les négociations, ceci dans l'intérêt des patients et des familles concernées?

- Combien de places dans de telles structures existe-t-il au Luxembourg?

- Sachant qu'il y a un manque de telles structures, le Gouvernement entend-il soutenir davantage leur développement?

**Réponse commune** (17.01.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Les négociations tarifaires entre la Caisse nationale de santé (CNS) et l'Entente des gestionnaires des structures complémentaires en psychiatrie (EGSP) en relation avec la psychiatrie extrahospitalière pour 2016 avaient échoué en 2015 du fait que les propositions et revendications des parties différaient trop et qu'un accord était de ce fait impossible. Il s'agissait notamment de la refixation du tarif du forfait W10 qui est le forfait journalier de prise en charge des frais d'assistance psycho-socio-éducative des personnes protégées à leur lieu de vie et du nombre maximal de personnes pouvant être accueillies dans des habitations protégées.

La procédure de médiation qui avait été engagée par l'Inspection générale de la sécurité sociale sur demande de la CNS du 11 décembre 2015 a finalement abouti en juillet 2016 à une refixation du tarif du forfait W10 pour 2016 à 74,25 euros; en décembre 2016 le forfait a été fixé d'un commun accord pour 2017 à 78,92 euros.

En ce qui concerne les revendications au niveau de l'augmentation des places thérapeutiques, la CNS et le Ministère de la Santé ont convenu d'augmenter celui-ci de 200 à 240 pour 2017. Ce chiffre semble, suivant les informations actuellement disponibles, correspondre aux besoins de 2016.

Les recommandations dans les rapports des experts Rössler (2005, 2009) et Häfner (1992) parlent d'une nécessité d'adaptation des places de suivi psychiatrique logement à 350.

Avant d'aller au-delà du nombre de 240 places, il serait indispensable de faire un état des lieux des activités dans les différentes structures et associations et de la répartition des patients en fonction de celles-ci, d'évaluer le système actuel, et notamment les concepts thérapeutiques, et de procéder à l'introduction d'une documentation des prestations. Il serait en outre utile de réfléchir à une possible différenciation des patients suivant le niveau de prise en charge en vue de la définition de forfaits plus ciblés.

Comme des négociations conventionnelles avec l'EGSP sont possibles chaque année, il sera possible d'adapter annuellement le nombre de places dans ces structures, et ceci en fonction des besoins réels constatés.

**Question 2619** (07.12.2016) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **réalisation de différents «Park & Ride»**:

Lors du débat sur les grands projets d'infrastructures à réaliser par l'État, qui a eu lieu en octobre 2015, la Chambre des Députés s'est prononcée en faveur de la réalisation de trois parkings Park & Ride aux gares de Rodange, Mersch et Wasserbillig en adoptant une motion y relative. À terme, ces projets sont destinés à créer la totalité de 2.451 places de stationnement supplémentaires à des endroits stratégiques d'interconnexion des transports publics au transport individuel.

Par ailleurs, il faut constater que la capacité des parkings situés à Bascharage et à Dippach ne suffit plus à satisfaire la demande croissante à ces sites. Le même constat vaut pour le parking de Troisvierges.

Revenant à la motion d'octobre 2005 invitant le Gouvernement à lancer les études nécessaires à la réalisation de parkings à Rodange, Mersch et Wasserbillig et rappelant qu'en janvier 2016 Monsieur le Ministre a annoncé l'extension du parking situé à Bascharage, j'aimerais lui poser les questions suivantes:

- Quel est l'état d'avancement des études nécessaires à la réalisation des parkings Park & Ride de Rodange, Mersch et Wasserbillig et quels sont les délais de leur réalisation?

- Est-ce que des études détaillées ont également été entamées en vue des extensions des parkings de Bascharage et de Troisvierges et dans quel délai pourront-elles être mises en œuvre?

**Réponse** (15.02.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°2619 du 7 décembre 2016, l'honorable Députée Madame Josée Lorsché souhaite s'informer sur la réalisation de différents Park & Ride (P&R).

En ce qui concerne la réalisation des parkings P&R de Rodange, Mersch et Wasserbillig, les études de l'avant-projet détaillé (APD) pour ces trois projets sont en cours. Outre la construction d'un bâtiment P&R, les études APD incluront également le réaménagement complet des gares respectives et comprennent pour chacune des trois gares les travaux suivants:

- mise en conformité des infrastructures voyageurs (quais, souterrains, passerelles) afin de respecter les exigences des spécifications techniques d'interopérabilité (STI) européennes, de rendre les infrastructures conformes à l'accessibilité par des personnes à mobilité réduite (PMR) et finalement afin de pouvoir répondre aux besoins futurs d'exploitation et de développement des flux de voyageurs;

- adaptation du plan des voies afin de respecter les nouvelles prescriptions de sécurité ferroviaire et afin d'optimiser l'exploitation ferroviaire;

- réaménagement du parvis de la gare, de la gare routière et aménagement de places Kiss & Ride afin de créer un pôle d'échange plus attractif;

- intégration des locaux techniques pour les différentes installations techniques ferroviaires.

Il est prévu de finaliser les études APD du projet de Mersch pour mi-2017. Après démolition des halls existants sur le site de l'Agrocenter, les travaux de construction du nouveau bâtiment P&R débuteront en automne 2019 et il sera ouvert au public fin 2021.

Les travaux de réaménagement des infrastructures ferroviaires, des quais, des accès aux nouveaux quais, de la gare routière et du parvis de la gare s'étaleront jusqu'à mi-2023.

À noter cependant encore qu'à l'entrée de Mersch en venant de Luxembourg, environ 90 places en surface vont être remises en état par l'Administration des ponts et chaussées et seront disponibles en 2018.

Au vu de la complexité plus importante des travaux ferroviaires, les études APD des projets à Wasserbillig et à Rodange seront finalisées fin 2017. Les travaux de construction sur site commenceront fin 2019 et seront achevés, en ce qui concerne le parking avec un temps de construction de 30 mois, mi-2021 alors que les aménagements autour de la gare seront terminés fin 2023.

À préciser dans ce contexte qu'une extension du parking existant à Pétange permettra la réalisation de 200 places supplémentaires pour les clients des transports publics au cours de l'année 2017.

Enfin, les études de faisabilité des bâtiments P&R en gares de Bascharage et de Troisvierges furent achevées fin 2016 et les études de l'avant-projet sommaire seront entamées prochainement.

Étant donné que ces deux projets n'ont aucune interférence avec les infrastructures ferroviaires, une réalisation pourra être accélérée.

**Question urgente 2830** (10.03.2017) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant les **permis de chasser**:

La loi du 25 mai 2011 relative à la chasse détermine les conditions d'obtention des différents types de permis de chasser.

En ce qui concerne le permis de chasser annuel, sa délivrance est e. a. subordonnée à la production d'une quittance de l'Administration de l'enregistrement et des domaines (AED) attestant le paiement des (i) droit d'enregistrement et (ii) droit supplémentaire. Suivant règlement grand-ducal du 28 juillet 2011, ces droits s'élèvent actuellement à 221 €. Or, sur le site du Ministère de l'Environnement, il est précisé que les droits seraient abaissés à 150 €.

Cette situation aboutit à la situation cocasse que l'AED refuse aux détenteurs des permis de chasser annuels le paiement des droits explicitant que le règlement grand-ducal changera. L'AED refuse également le paiement des 150 €, faute de base réglementaire appropriée.

Les détenteurs des permis de chasser se voient donc dans l'impossibilité d'obtenir le renouvellement de leurs permis de chasser, qui au demeurant viennent à expiration au 31 mars 2017.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Comment le Gouvernement entend-il remédier à cette situation intenable?

2. Le Gouvernement peut-il garantir que les détenteurs des permis de chasser annuels qui n'ont actuellement pas encore pu déposer leurs demandes, faute de disposer de la quittance de l'AED, obtiennent leurs permis de chasser annuels en temps utile, i. e. avant le début de la nouvelle année cynégétique?

**Réponse commune** (14.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

ad 1. Tout d'abord il faut préciser que la situation décrite par l'honorable Députée résulte de la diminution du prix du permis de chasser de 221 € à 150 €, négociée en automne 2016 lors d'une entrevue entre le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures et les représentants de la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg. Les réserves du Fonds spécial d'indemnisation des dégâts de gibier étant suffisamment abondantes et vu l'alimentation de ce fonds par le biais du droit supplémentaire perçu annuellement sur les permis de chasser, le prédit droit peut en conséquence être réduit de 200 € à 129 €.

Par la suite, le Département de l'environnement a préparé un avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le prix du timbre du permis de chasser qui a été avisé par le Conseil supérieur de la chasse le 22 novembre 2016, ensuite approuvé au Conseil de Gouvernement du 14 décembre 2016 et le projet afférent a été soumis au Conseil d'État en date du 24 janvier 2017. Dès lors, la Ministre de l'Environnement et le Ministre des Finances sont en attente de l'avis afférent afin de pouvoir procéder aux démarches nécessaires pour publier le règlement grand-ducal au Mémorial.

ad 2. Pour l'instant les chasseurs peuvent déjà procéder au virement de 150 € aux numéros de compte habituels et le bon pour un timbre de permis de chasser sera émis et envoyé dans les meilleurs délais dès la publication du règlement grand-ducal au Mémorial.

Le paiement en espèces auprès des guichets de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ne sera possible qu'après la publication du règlement grand-ducal précité au Mémorial et selon la disponibilité des bons pour timbre de permis de chasser par la suite.

Il faut savoir que depuis la fermeture générale de la chasse du 1<sup>er</sup> mars au 15 avril, les demandes en vue de l'obtention d'un nouveau permis de chasser se ventilent sur plusieurs semaines, vu qu'à part du sanglier en plaine aucun gibier n'est ouvert à la chasse.

La législation relative à la chasse ne prescrit aucun délai de réponse lors d'une demande en vue de l'obtention d'un permis de chasser. Dans le passé, le délai de délivrance s'est situé entre deux et cinq jours ouvrables. Dès réception des demandes le Gouvernement entend délivrer les permis de chasser dans les meilleurs délais possibles.